Annuaire statistique de la France (1953)

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Annuaire statistique de la France (1953). 2007.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

INSEE/BIBC
00 002 133 337

Édition 2007

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

INSEE - RÉFÉRENCES

Annuaire statistique de la France [1953]
Ex 00 002 133 337 Cote S FRA 0001 2°
N° Vol : 2005 N° : 110 Date du n°:Ed.2007
Reçu le : 12/04/07 Liste n° : 2

BIBL-H151

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2007

110e VOLUME

Nouvelle série n° 52

RÉSULTATS
DE 2005

Cet ouvrage a été réalisé avec la contribution des Services statistiques ministériels, des organismes publics nationaux et internationaux et des organisations professionnelles

Directeur de publication **:** Jean-Michel CHARPIN

Directeur de collection : Geneviève CANCEILL

Coordination **:** Marie-Annick BRAS, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO,
Francine MARCHICA, Irène NAUDY-FESQUET

Composition **:** Pôle éditorial – Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Paul PIERRACCINI

Couverture **:** Ineiaki Global Design

Éditeur : Institut national de la statistique et des études économiques
18, boulevard Adolphe Pinard 75675 PARIS CEDEX 14
www.insee.fr

© Insee 2007 « Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur ».

ISSN : 1639-4968 : RÉFÉRENCES-Insee
ISBN : 978-2-11-068416-5

À nos lecteurs et lectrices

Depuis plus de 100 ans, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale.

Cette nouvelle édition, la 110ème, est la dernière publiée sur support papier. En effet, l'ensemble des informations figurant dans cette publication sera bientôt accessible sur le site internet de l'Insee ou sur les sites des différents services statistiques ministériels, garantissant aux utilisateurs une qualité de service au moins égale à celle que rendait cet annuaire.

Dans les pages de cette nouvelle et dernière édition :

- accédez aux données les plus significatives et les plus complètes du système statistique français sur l'économie et la société ;
- enrichissez votre recherche grâce aux comparaisons internationales, aux séries temporelles, aux références bibliographiques et notes méthodologiques contenues dans chaque chapitre ;
- synthétisez vos connaissances à l'aide des analyses commentées en tête de chapitre et aux graphiques présentés dans les 16 pages couleur en début d'annuaire.

Nous vous invitons d'ores et déjà à consulter le site www.insee.fr afin d'actualiser et compléter votre lecture. Le portail de la statistique publique, accessible à l'adresse www.statistique-publique.fr vous offre de plus la possibilité d'accéder « en quelques clics » aux données des sites des services statistiques ministériels.

L'équipe de rédaction remercie vivement l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui ont régulièrement apporté leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant à sa richesse !

Espérant vivement vous satisfaire, elle vous souhaite une agréable et fructueuse consultation, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
Pôle Édition de périodiques et ouvrages nationaux
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

Sommaire

Page

A. TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

A.01 Territoire 11
A.02 Environnement 25

B. DÉMOGRAPHIE

B.01 Structure de la population 35
B.02 Mouvement de la population 51
B.03 Étrangers et Immigrés 67
B.04 Ménages 79

C. TRAVAIL ET EMPLOI

C.01 Population active et Emploi 85
C.02 Conditions de travail 101

D. REVENUS, SALAIRES ET TRANSFERTS SOCIAUX

D.01 Revenus et Salaires 113
D.02 Transferts sociaux 129

E. CONDITIONS DE VIE ET SOCIÉTÉ

E.01 Consommation et modes de vie des ménages 143
E.02 Logement 159
E.03 Activités artistiques et culturelles 169
E.04 Jeunesse et Sports 177
E.05 Vacances et Loisirs divers 183

F. SANTÉ

F.01 Santé 193

G. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

G.01 Enseignement et Formation 207

H. POLICE JUDICIAIRE ET JUSTICE

H.01 Police judiciaire et Justice 233

I. ÉCONOMIE GÉNÉRALE

I.01 Comptes nationaux 245
I.02 Prix à la consommation 261

J. FINANCES

J.01 Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine 271
J.02 Marché financier et Bourse 289
J.03 Finances publiques 297

Page

K. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS

K.01 Commerce extérieur 309
K.02 Balance des paiements 321

L. ENTREPRISES

L.01 Entreprises 335
L.02 Innovation et Propriété industrielle 355

M. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE

M.01 Agriculture, Sylviculture et Pêche 363

N. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

N.01 Industrie (Y compris IAA) : Données générales 383
N.02 Industrie (Y compris IAA) : Données sectorielles 399
N.03 Construction 417

O. ÉNERGIE

O.01 Bilan de l'énergie 427
O.02 Statistiques par énergie 435

P. COMMERCE

P.01 Commerce 457

Q. TRANSPORTS

Q.01 Transports : Données générales 467
Q.02 Transports : Trafic voyageurs et marchandises 481

R. AUTRES SERVICES

R.01 Information, Communication et Édition 493
R.02 Tourisme 507
R.03 Activités financières et immobilières 519
R.04 Recherche et Développement expérimental 535
R.05 Services aux entreprises et aux particuliers 543

ANNEXES

Page

À nos lecteurs et lectrices 3
Sommaire 5
Précisions d'ordre général 6
Signes conventionnels 6
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire 6
L'essentiel en cartes et graphiques 7

Page

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire 1*
Sigles et acronymes utilisés dans cet annuaire 9*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 17*
Organismes internationaux 25*
Autres organismes 27*
Organigramme de la direction générale de l'Insee 33*
Index alphabétique 35*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont parfois arrondies (au plus près de leurs valeurs réelles). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être de fait légèrement différent de celui que donneraient leurs valeurs arrondies.

2. Les données financières sont toutes exprimées en euros (1 euro = 6,55957 francs).

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Estimation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

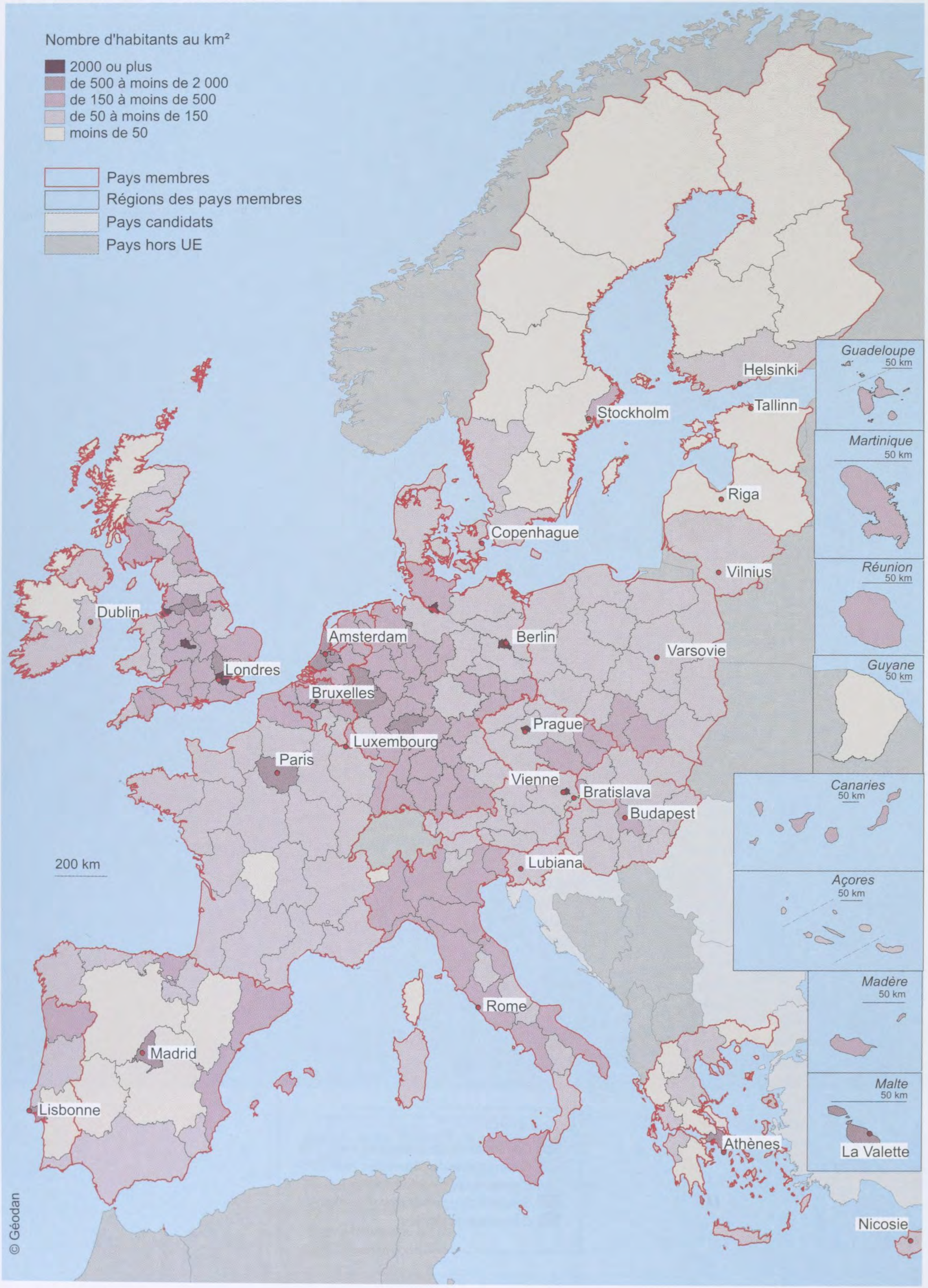
Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

L'essentiel en cartes et graphiques

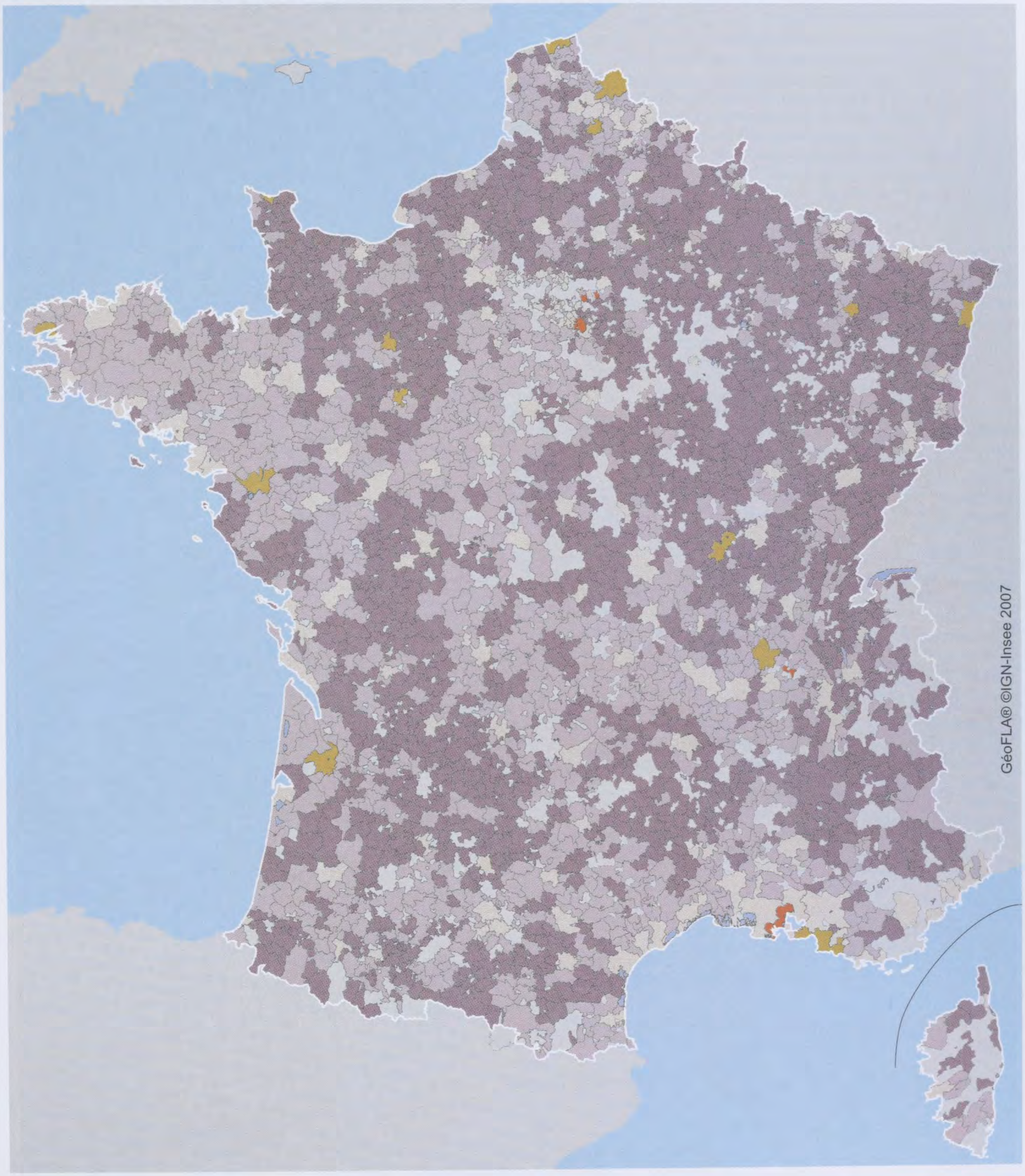
Population de l'Union européenne à 25

Densité de population des régions en 2004



Source : Eurostat

Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au 1er janvier 2006



Sources : Insee et ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

Bassins de vie selon leur degré d'autonomie en équipements et en emplois

Bassins de vie d'une grande agglomération (171)

Bassins de vie des bourgs et petites villes (1745)

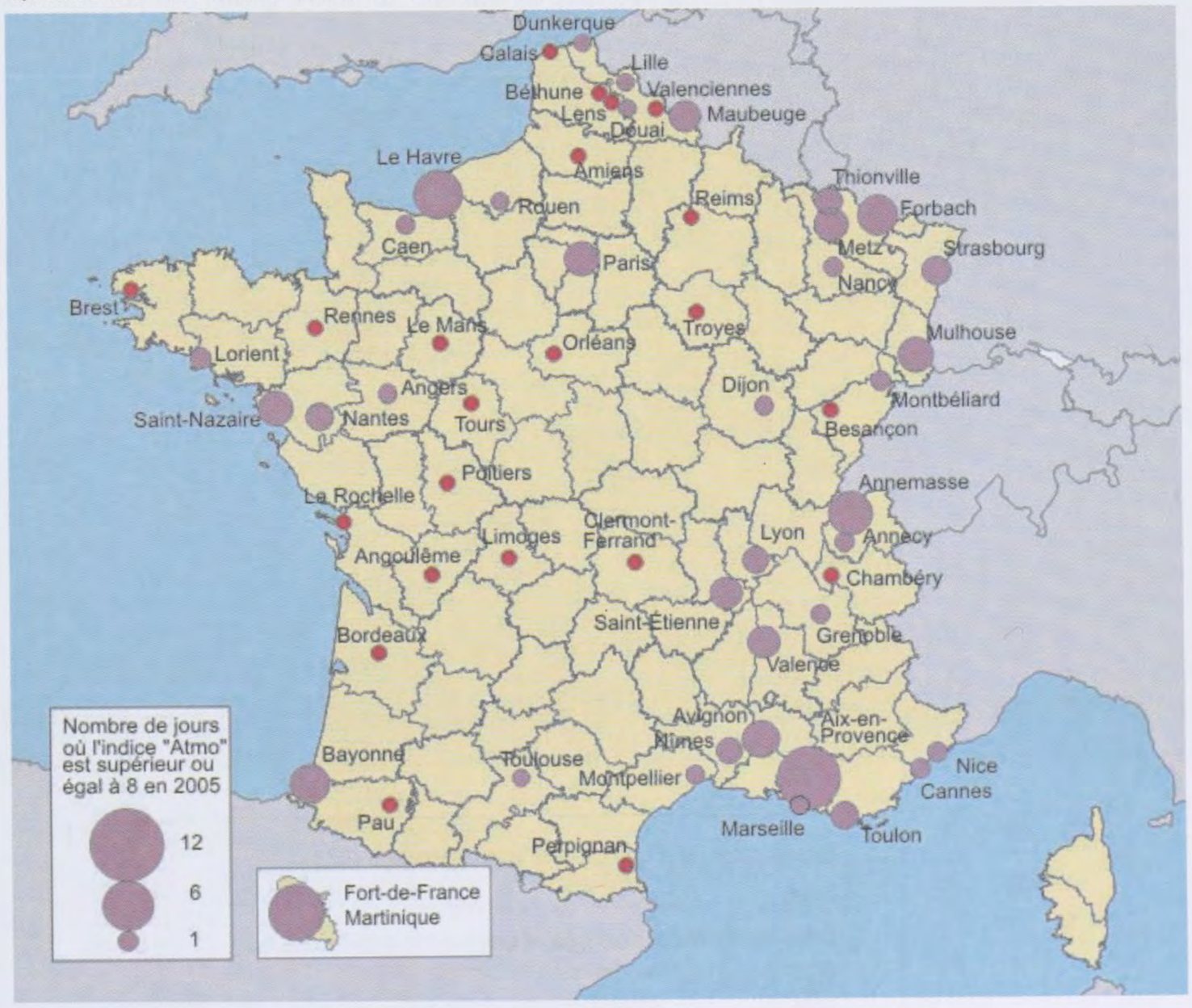
- autonome
- faiblement autonome
- dépendant

Sources : IGN, Insee, Inra, Ifen, Scees (Recensement de population 1999 et Inventaire communal 1998)

Parcs nationaux et Réserves naturelles en France en 2005

Sources : ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP), Muséum national d'Histoire naturelle, 2005.

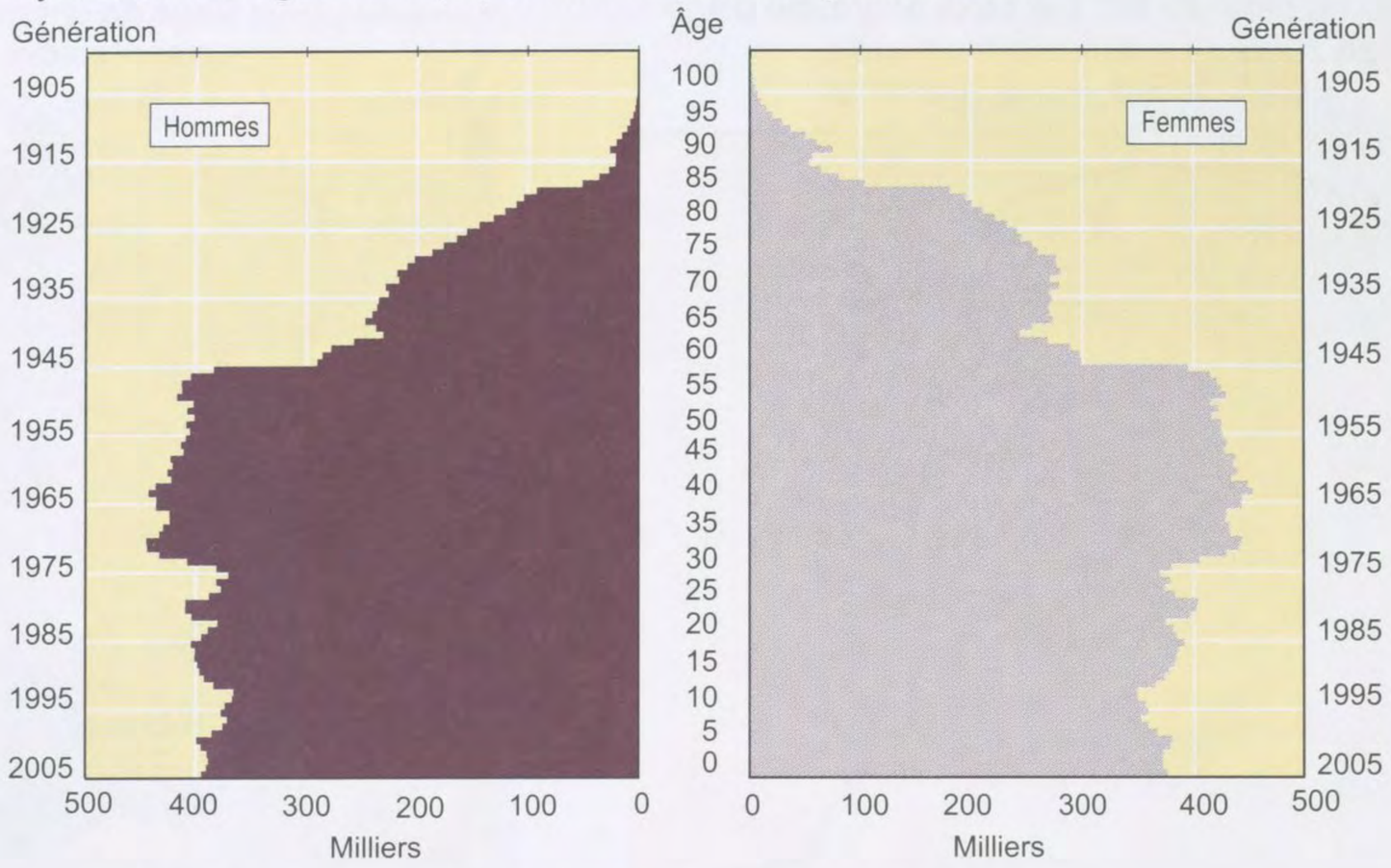
Qualité de l'air selon l'indice "Atmo" en France en 2005



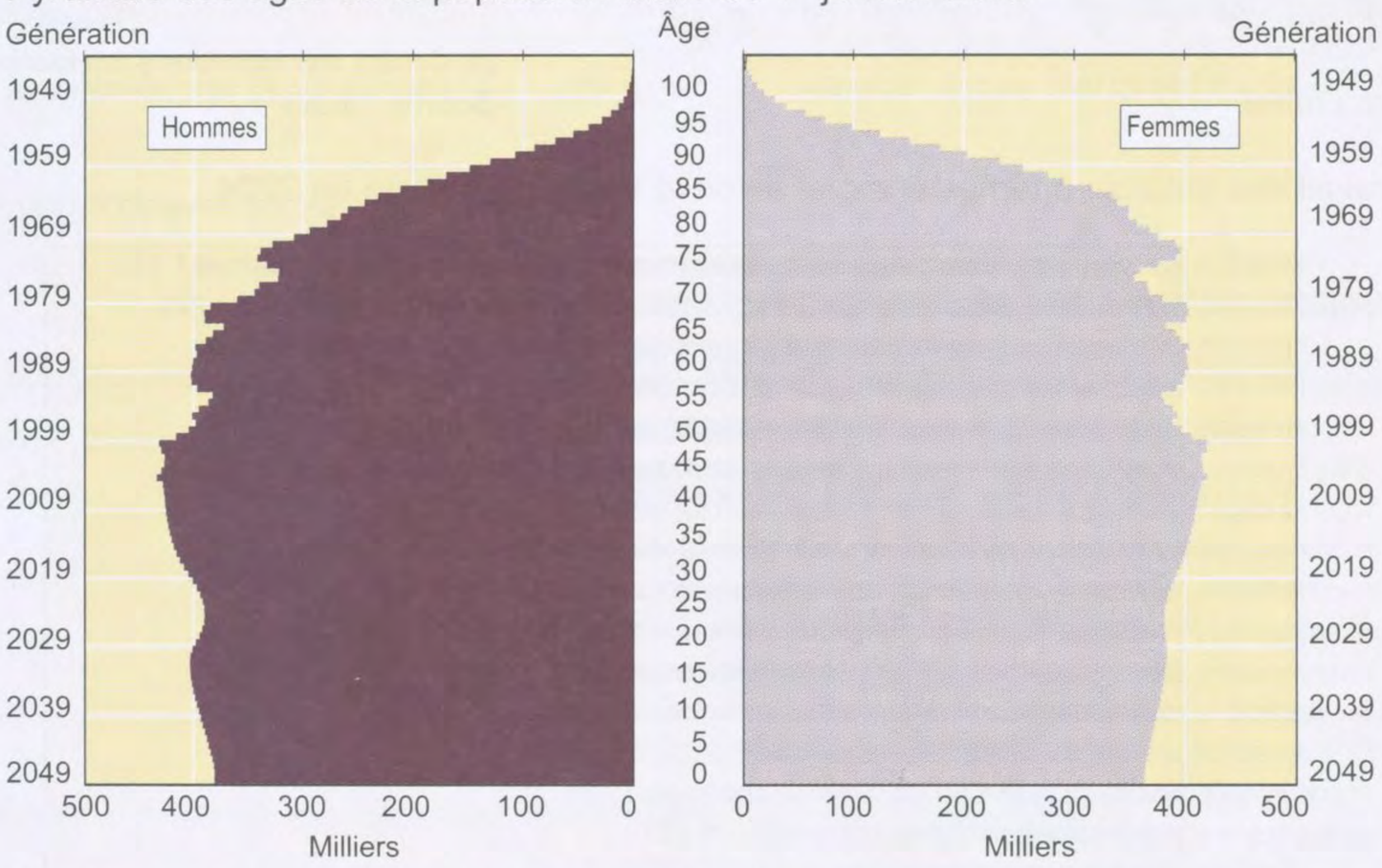
● Agglomérations pour lesquelles l'indice "Atmo" n'a pas dépassé 8 en 2005 (Cf. Chapitre A.02 partie 2 - Méthodologie).

Sources : Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air, Ifen

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2006



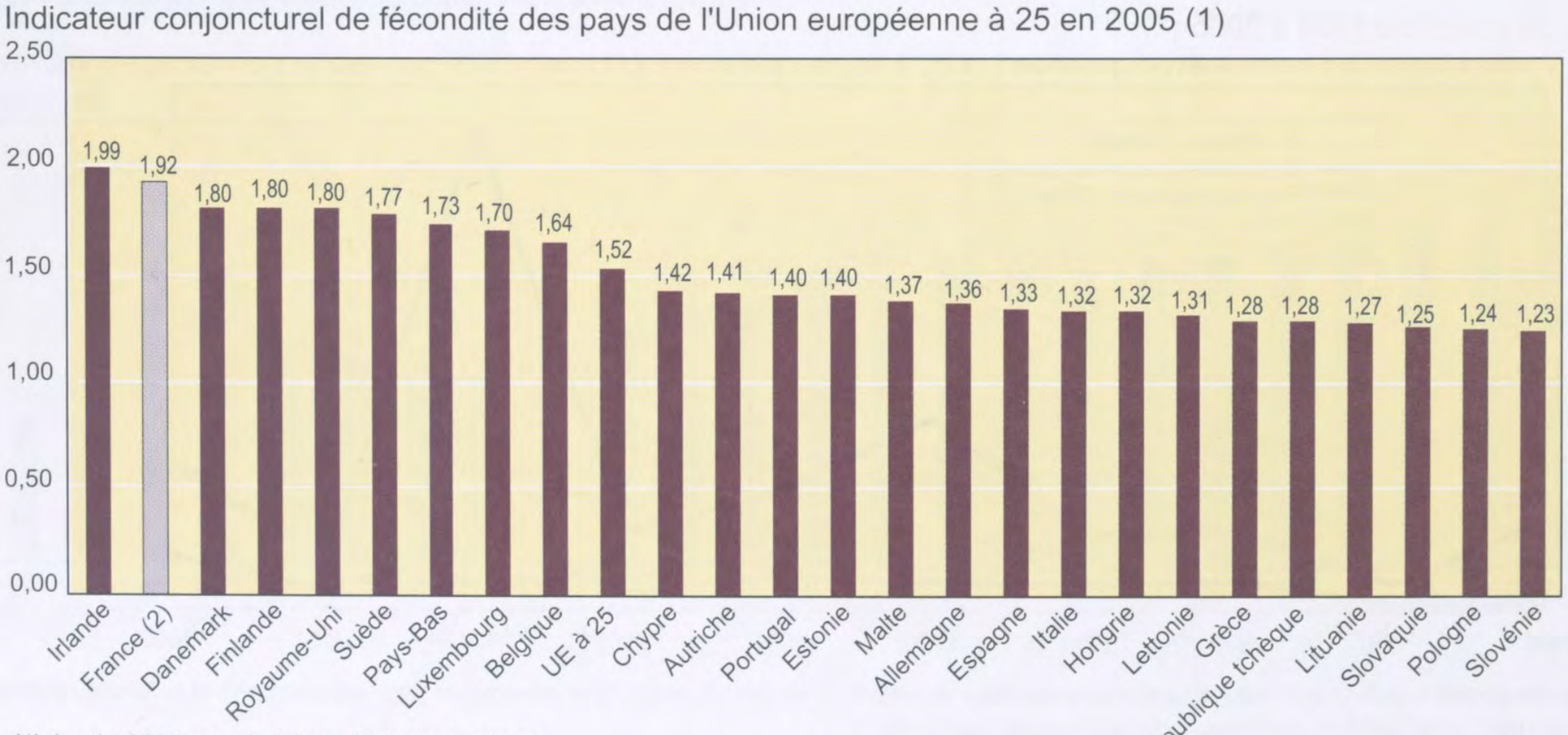
Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2050



Hypothèse : indicateur conjoncturel de fécondité = 1,9 enfant par femme ; évolution tendancielle de l'espérance de vie (1988-2002) et solde migratoire de + 100 000 personnes par an.

Source : Insee

Indicateur conjoncturel de fécondité des pays de l'Union européenne à 25 en 2005 (1)



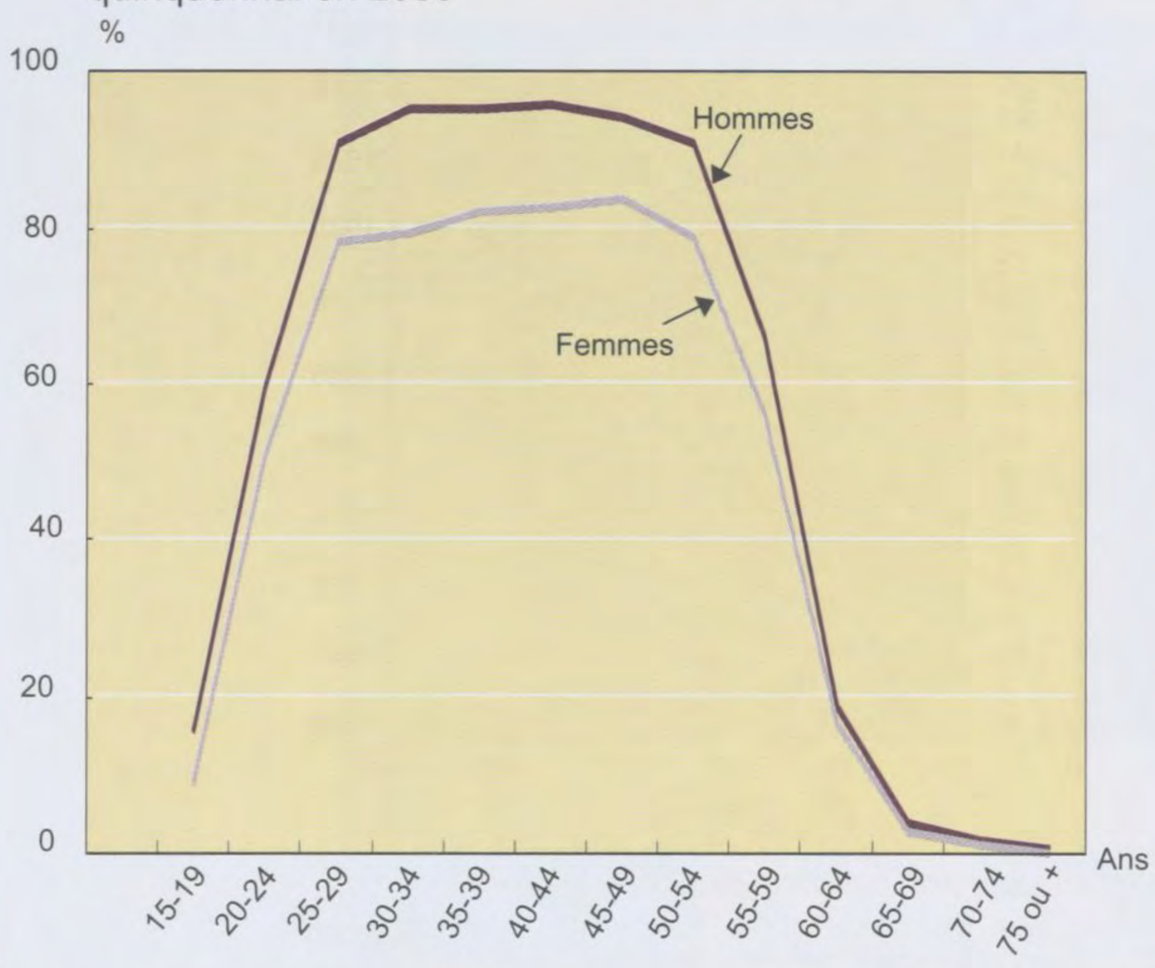
(1) Année 2004 pour Belgique, Estonie et Irlande.

(2) France métropolitaine.

Cf. chapitre B.02

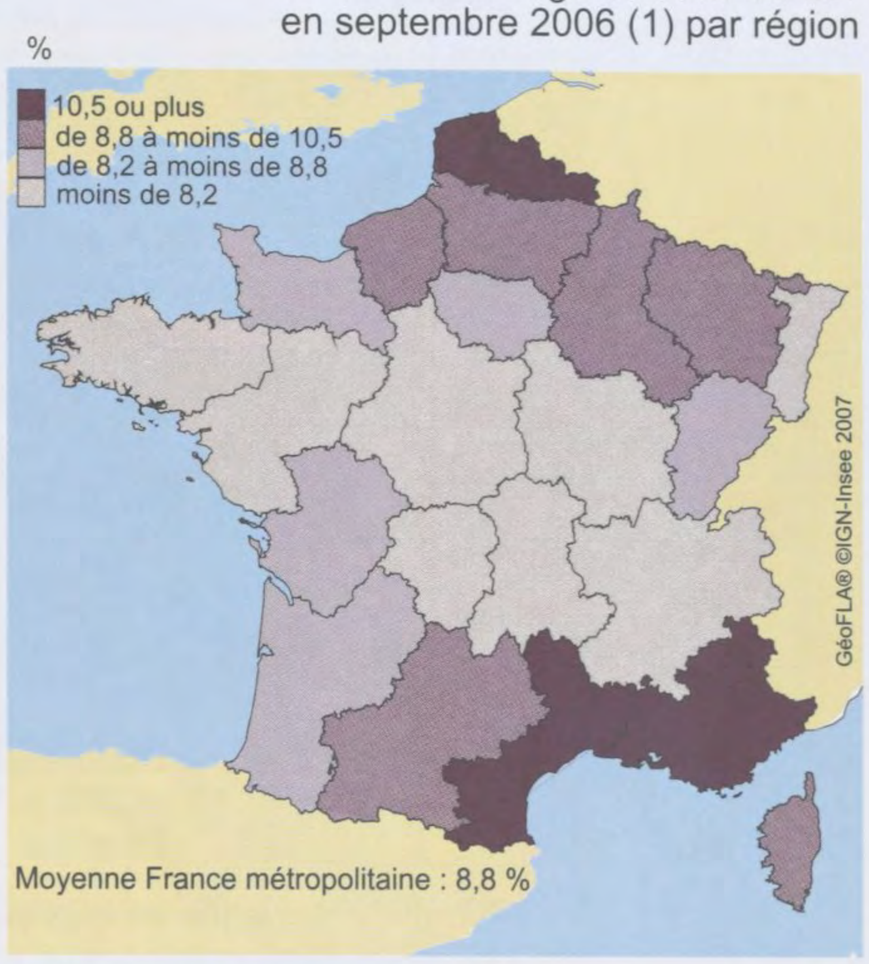
Source : Eurostat

Taux d'activité au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal en 2005



Source : Insee, enquête Emploi

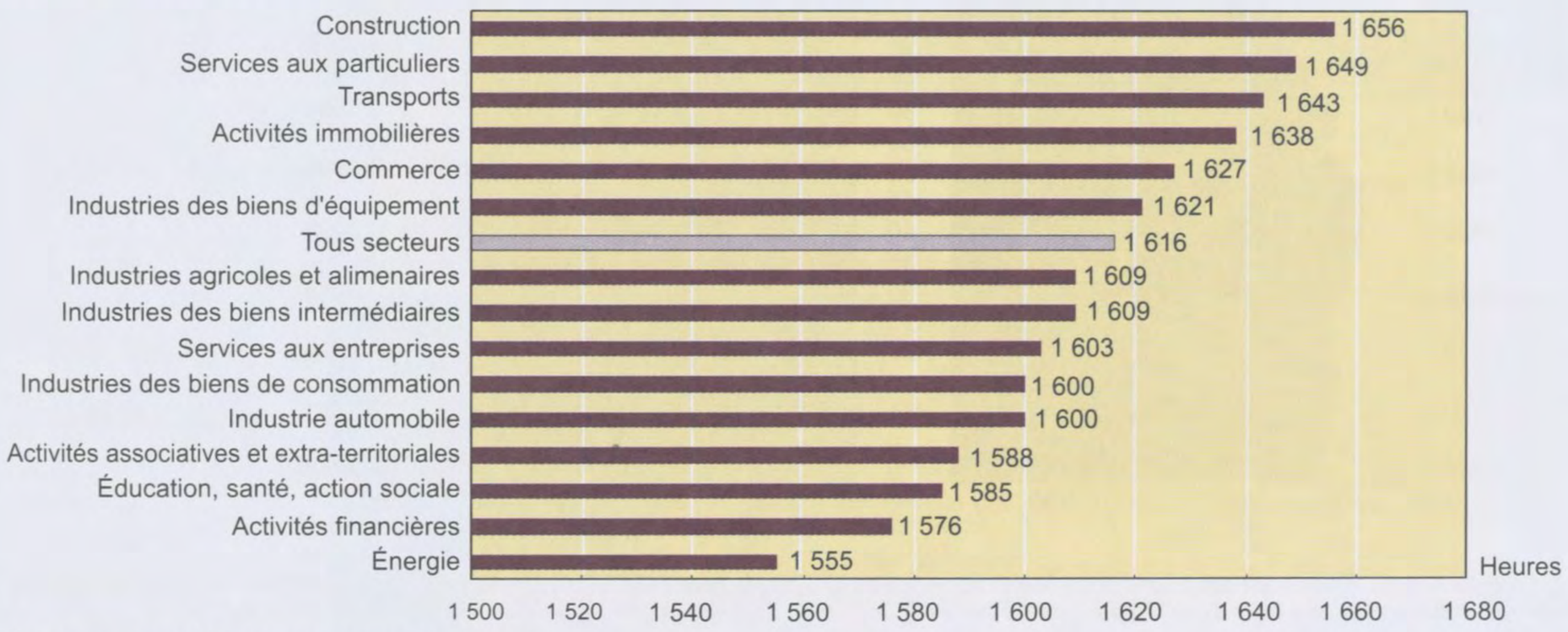
Taux de chômage au sens du BIT en septembre 2006 (1) par région



(1) Corrigé des variations saisonnières.

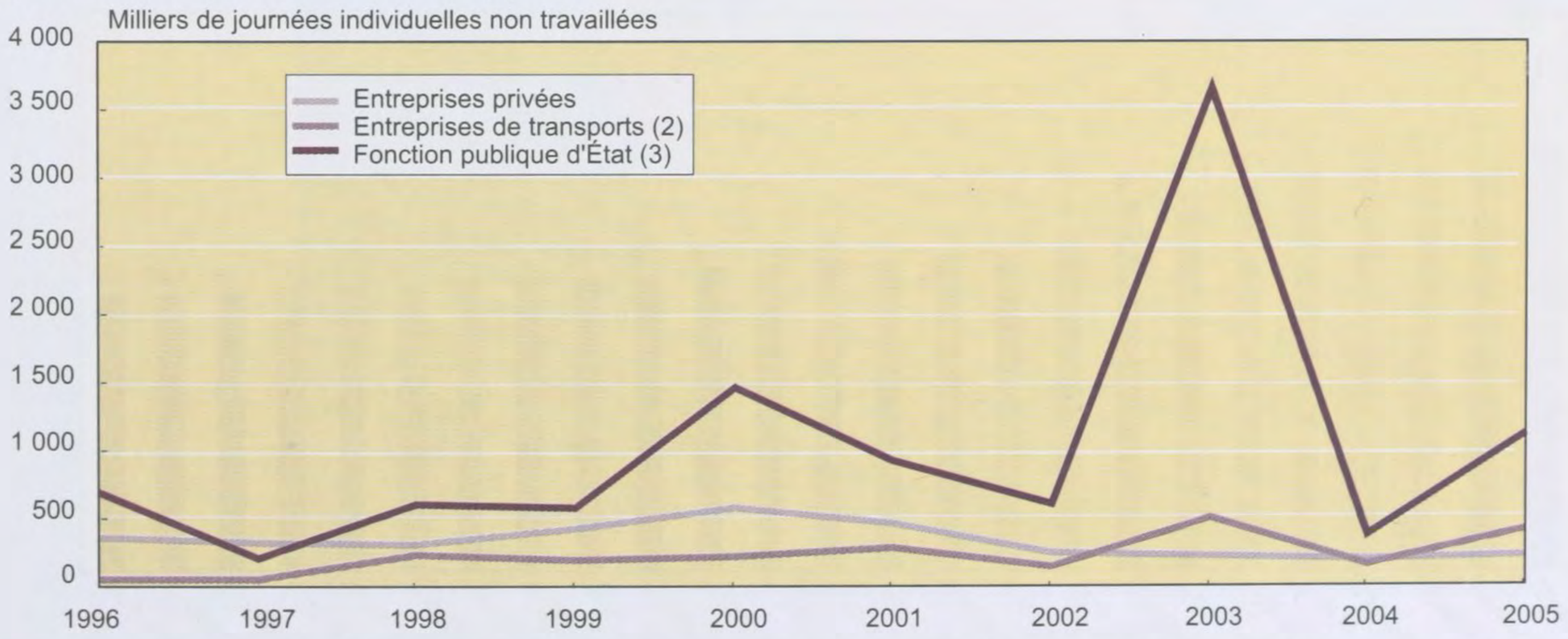
Source : Insee

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet selon le secteur d'activité en 2004



Source : enquête Acemo annuelle (Dares)

Conflits du travail de 1996 à 2005 (1)



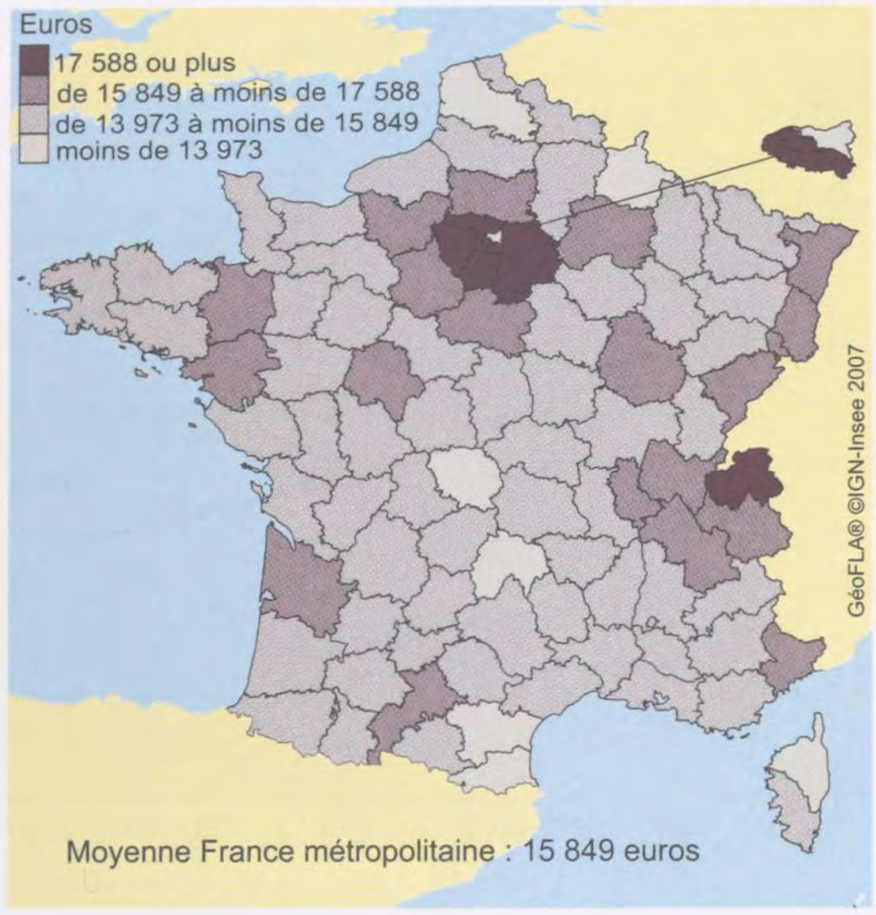
(1) Il s'agit de conflits localisés pour les entreprises privées hors transports et de conflits localisés et généralisés pour les transports et la fonction publique d'État.

(2) 1996 et 1997 : hors RATP et Air France ; chiffres partiels pour la SNCF.

(3) Hors fonctions publiques hospitalière et territoriale, France Télécom et la Poste.

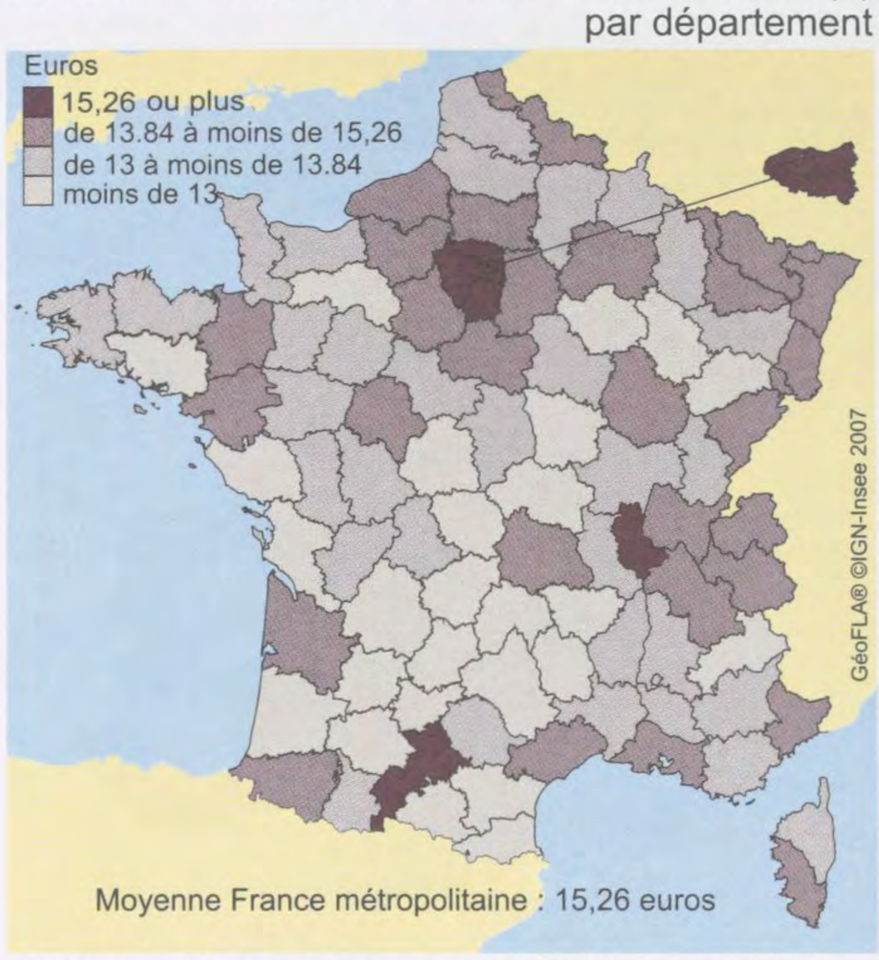
Sources : Dares, DGAFP, Inspection générale du travail des transports

Revenu annuel médian des ménages par unité de consommation en 2004 selon le département



Source : Insee - DGI, revenus fiscaux des ménages

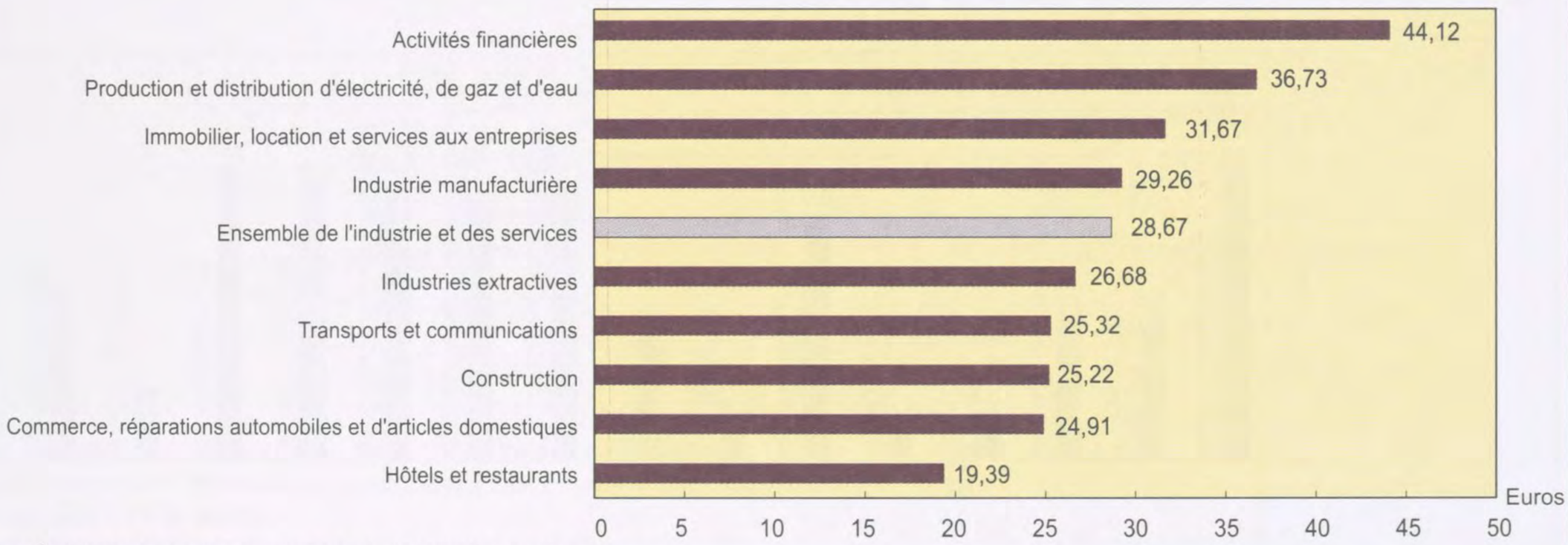
Salaire brut horaire des établissements en 2004 (1) par département



(1) champ : ICS + établissements hospitaliers + associations et hors dirigeants salariés, apprentis et stagiaires.

Source : Insee, DADS 2004

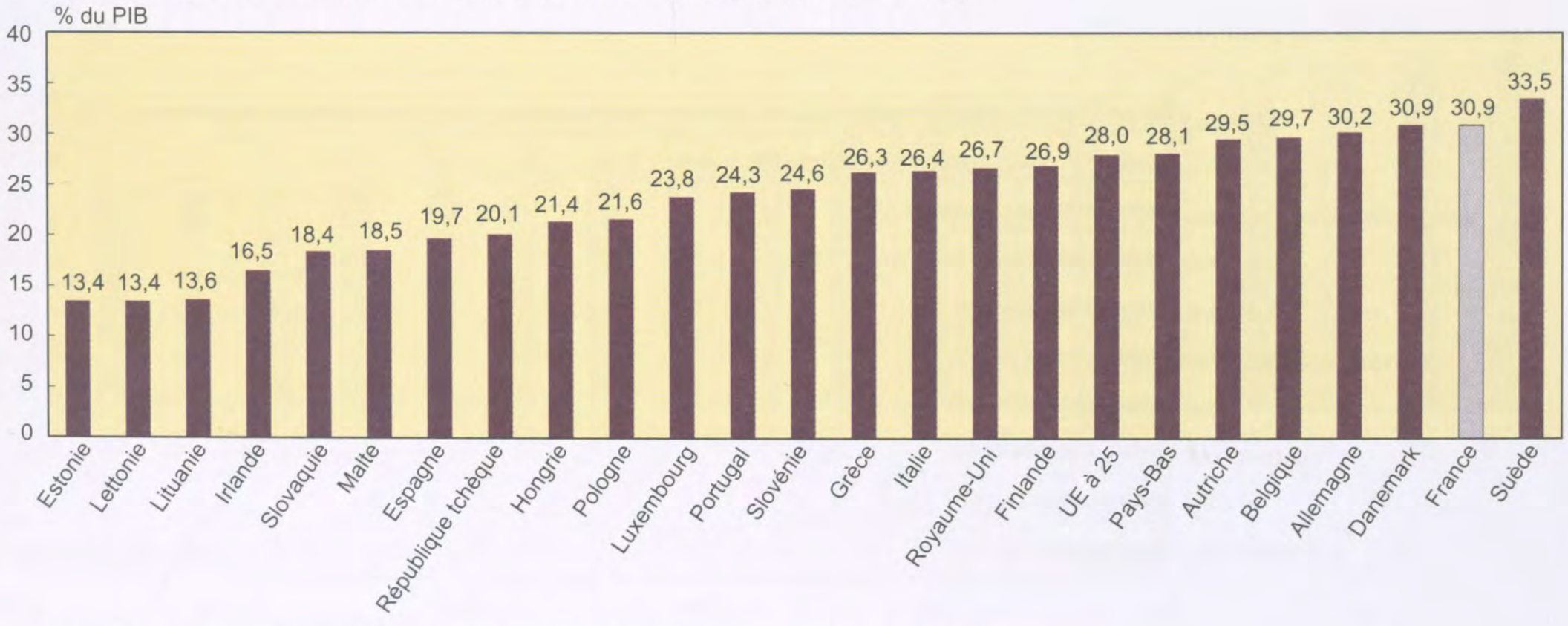
Coût horaire de la main-d'oeuvre en 2004 en France



Champ : Établissements des entreprises de 10 salariés ou plus.

Source : enquête européenne sur le Coût de la main-d'oeuvre

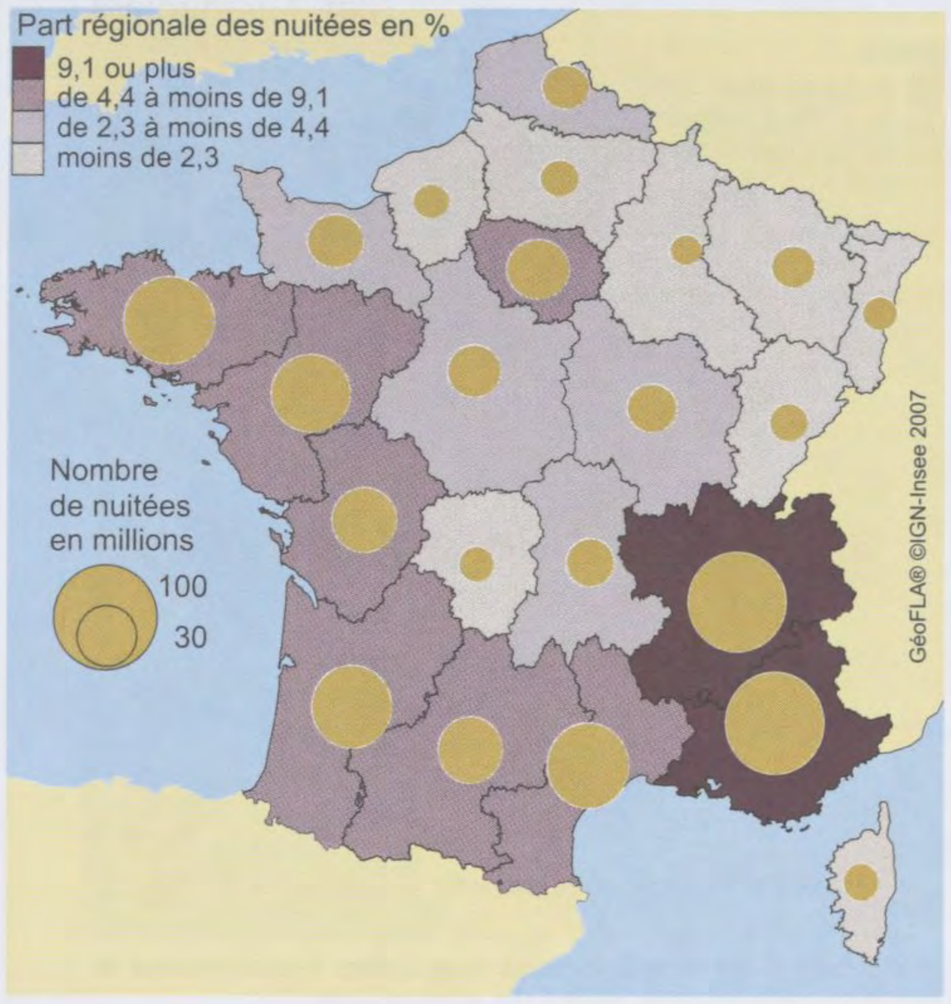
Dépenses de protection sociale en 2003 dans l'Union européenne à 25 (1)



(1) Donnée non disponible pour Chypre. Le ratio pour l'UE à 25 est calculé sur la base de 24 pays.

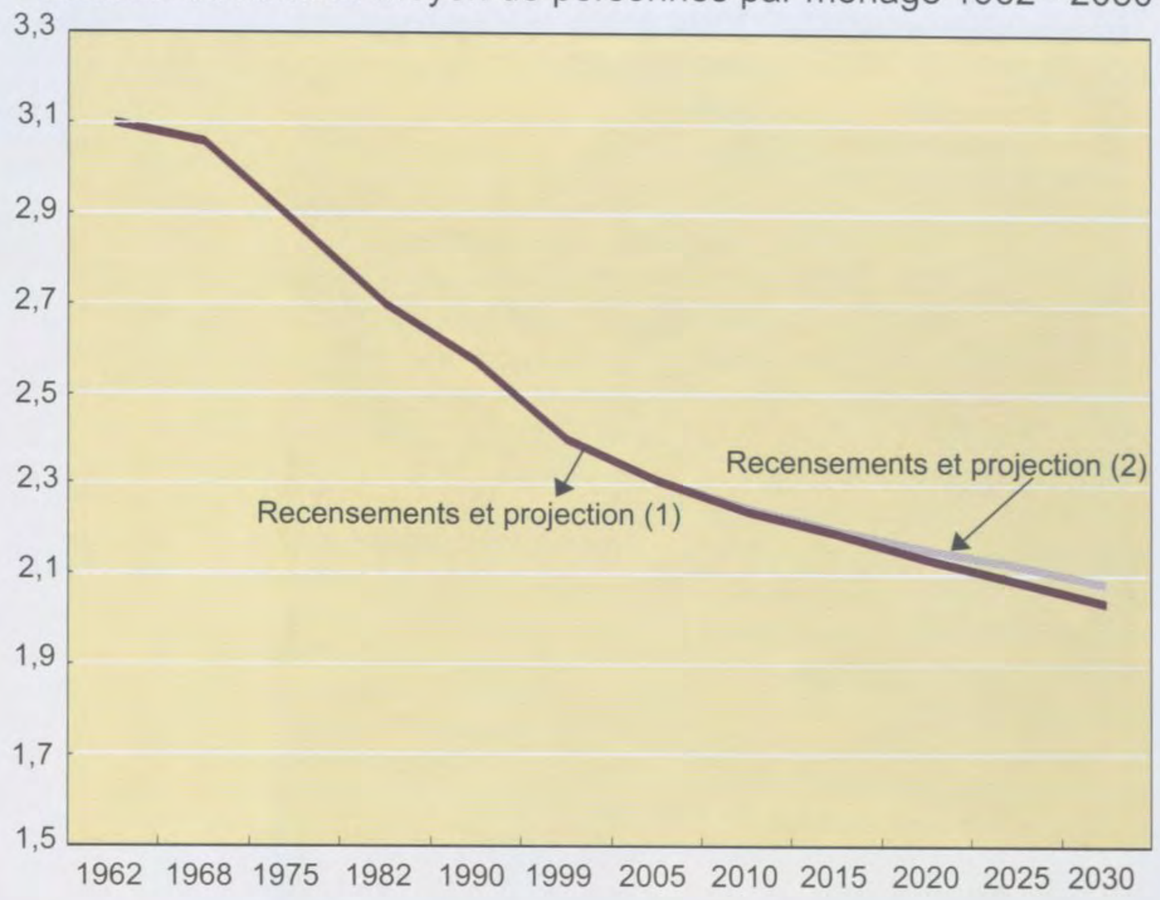
Source : Eurostat

Voyages personnels des Français par région de destination en 2005



Source : ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer - Direction du tourisme/Sofres

Évolution du nombre moyen de personnes par ménage 1962 - 2030

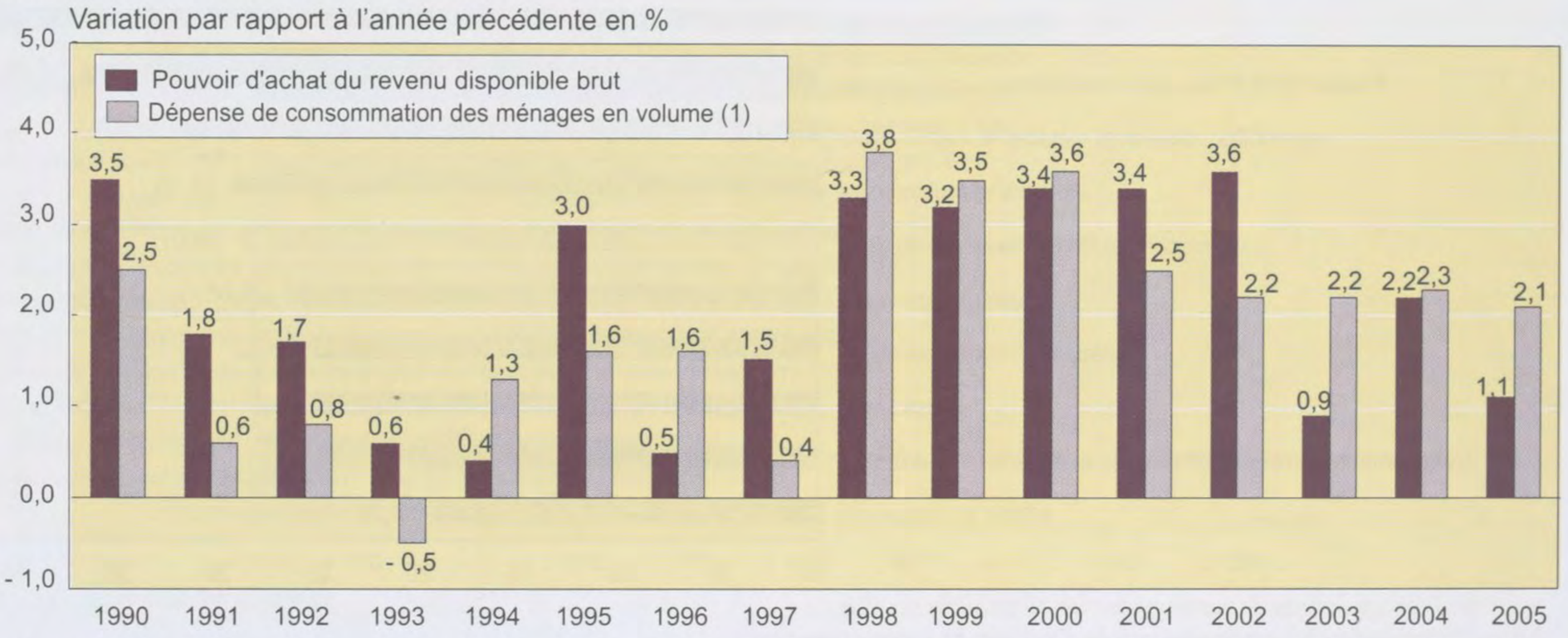


(1) Projection scénario haut : prolongement avec poids important de la période 1999-2005 et poids faible de la période 1990-1999.

(2) Projection scénario bas : prolongement de la tendance période 1990-1999.

Source : Insee, recensements de la population 1962 à 1999, enquête annuelle de recensement 2005 et projection

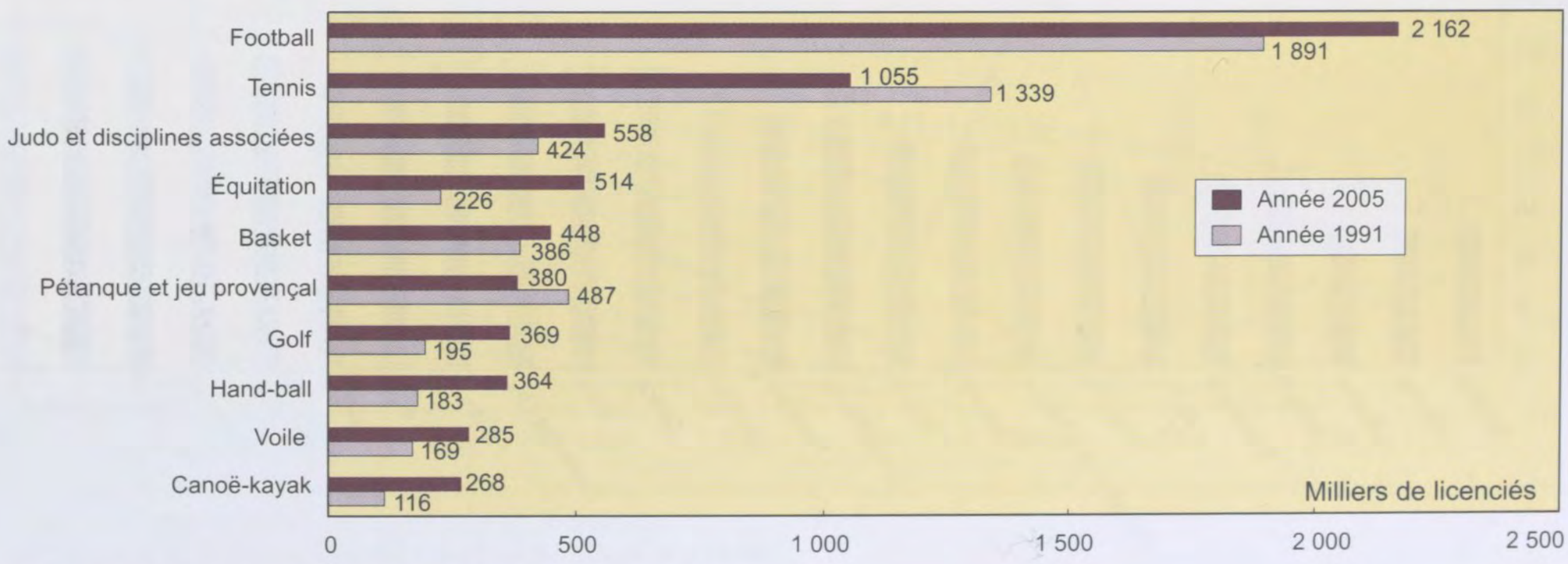
Dépenses des ménages et pouvoir d'achat de 1990 à 2005



(1) Prix de l'année précédente.

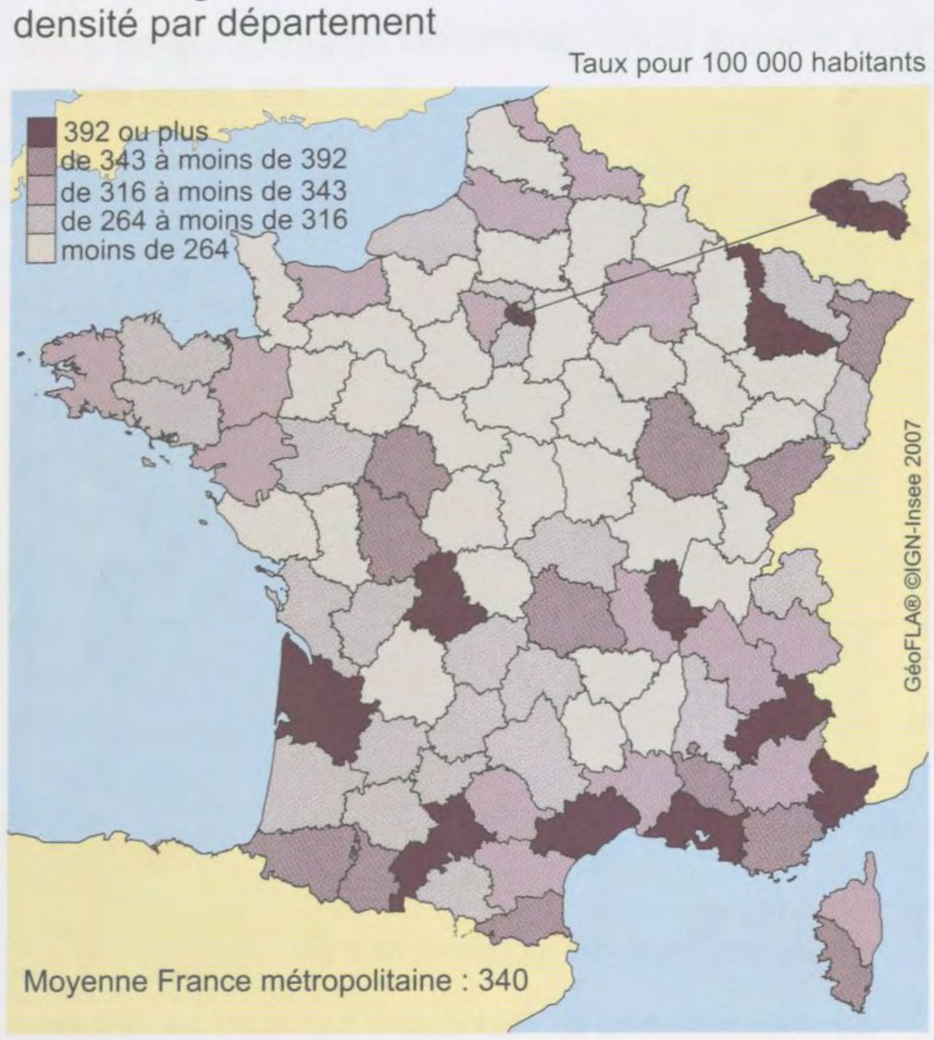
Source : Insee, Comptes nationaux base 2000

Les dix premiers sports pratiqués en 2005



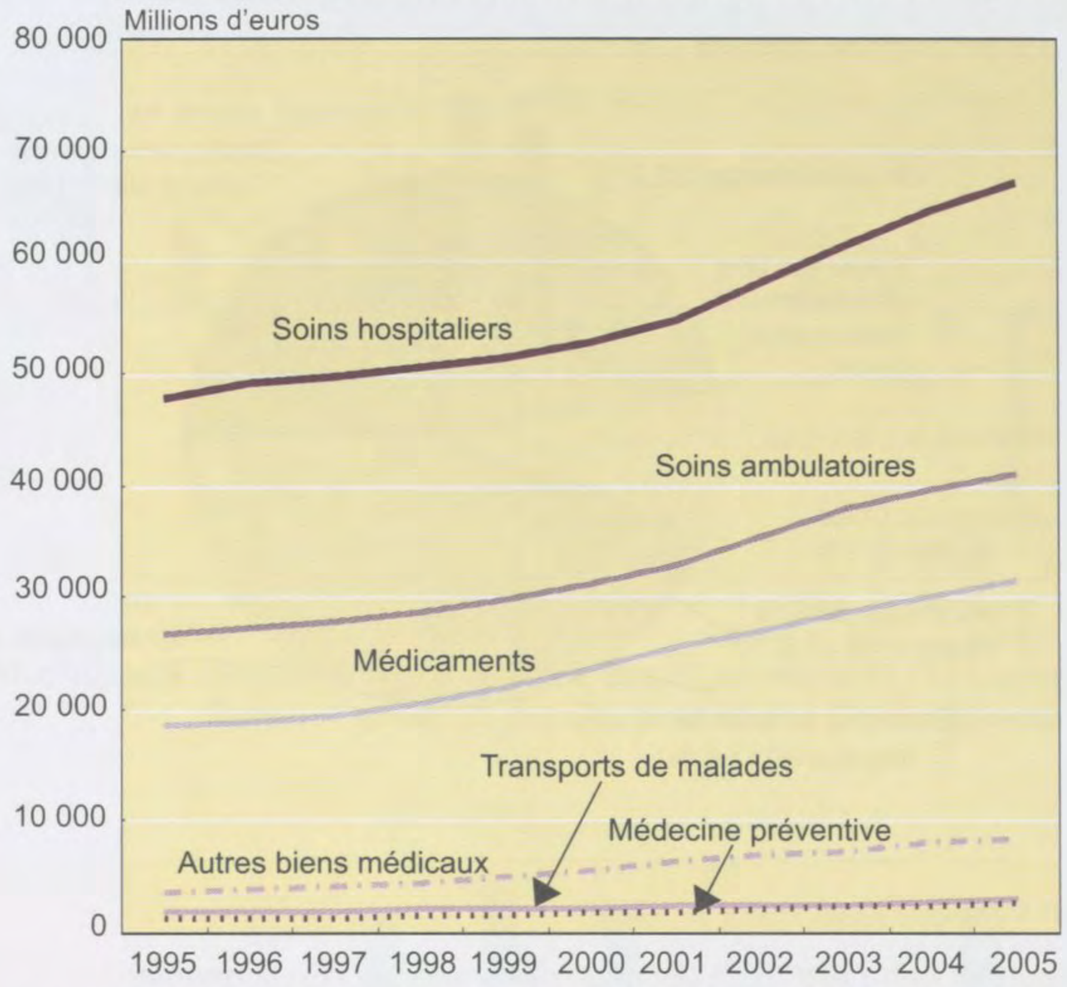
Source : ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Médecins généralistes et spécialistes au 1er janvier 2006 : densité par département



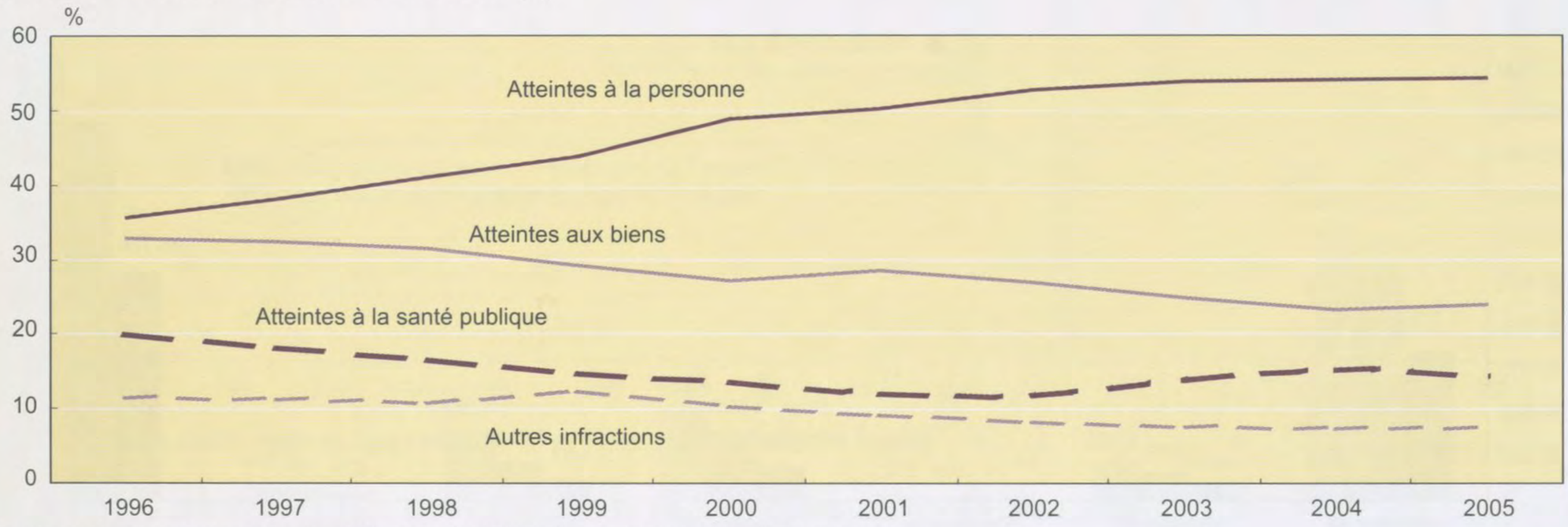
Source : ministère de la Santé et des Solidarités, fichier Adeli

Consommation médicale totale 1995 - 2005



Source : ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

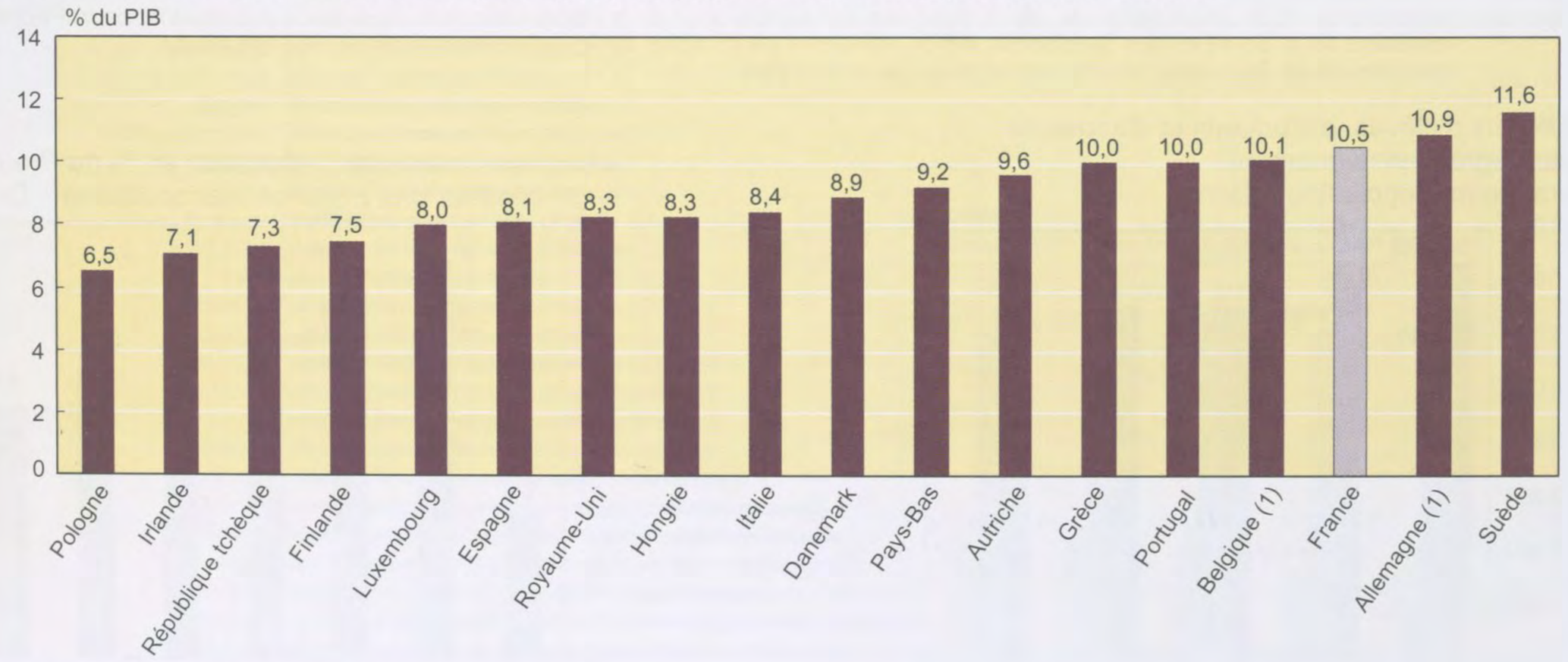
Condamnés selon la nature de l'infraction (1)



(1) France métropolitaine + départements et collectivités d'outre-mer + Nouvelle-Calédonie.

Source : ministère de la Justice

Part de la dépense nationale de santé pour quelques pays de l'Union européenne à 25 en 2004

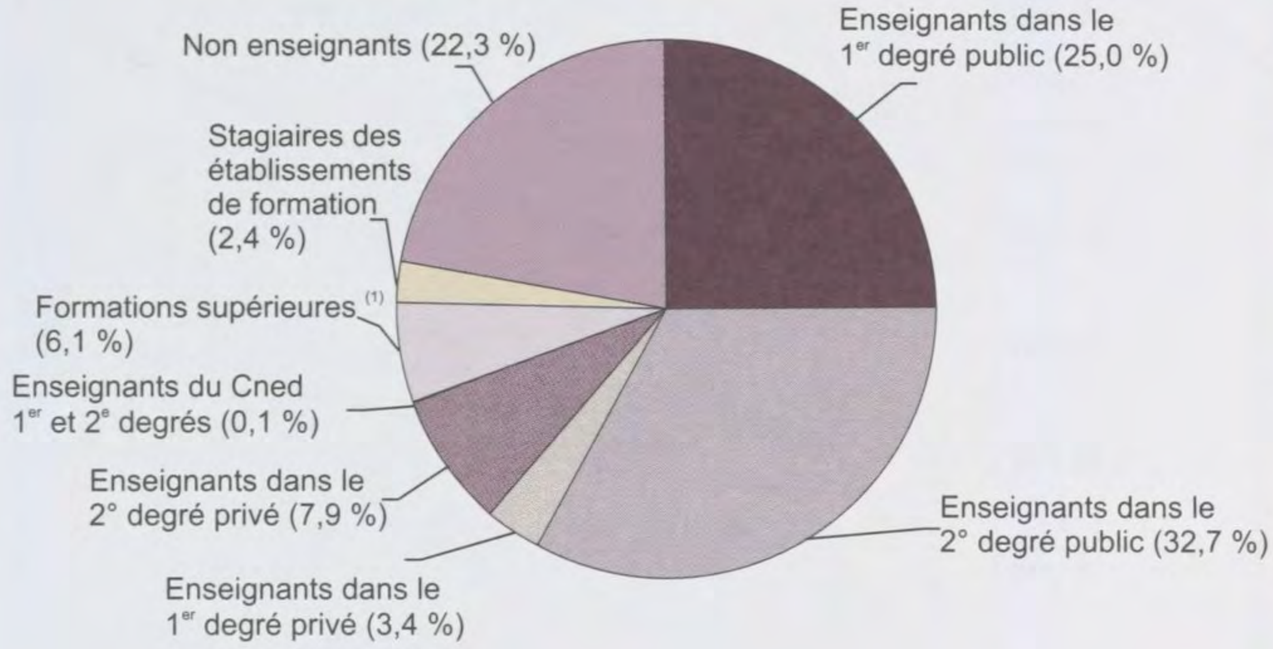


Il s'agit d'estimations pour la plupart des pays.

(1) Chiffres 2003 pour l'Allemagne et la Belgique.

Source : ECO-Santé OCDE

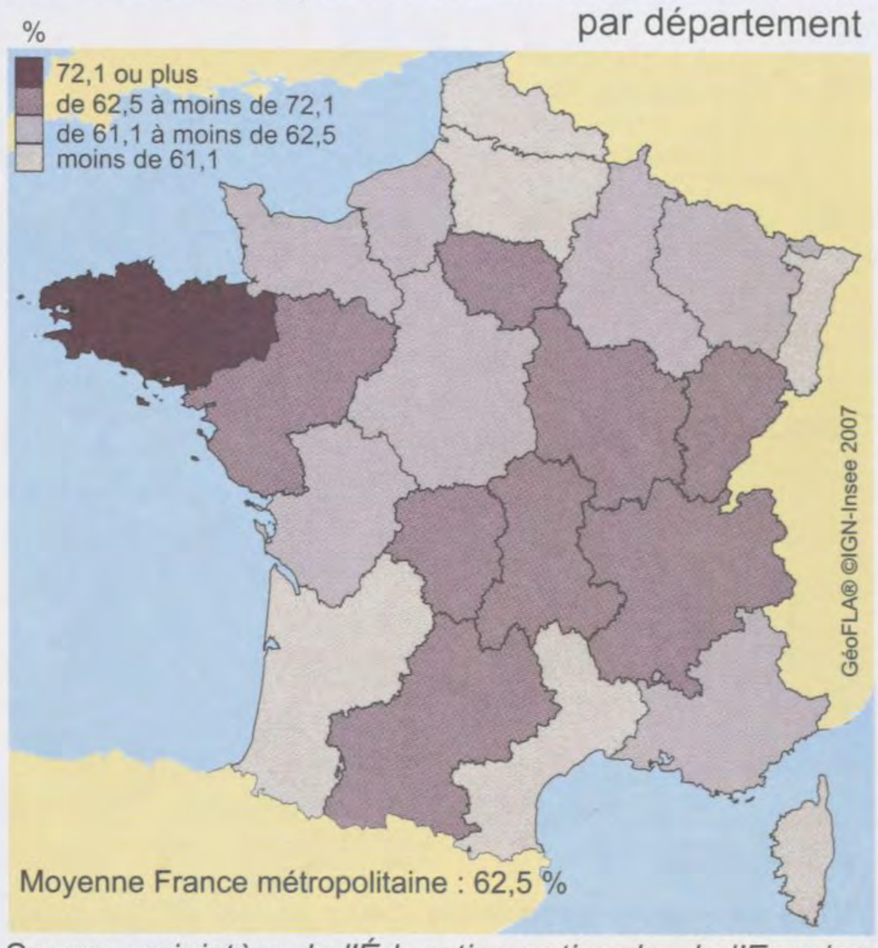
Personnels de l'Éducation nationale au 31 janvier 2006
France métropolitaine + Dom



(1) Y compris enseignants en IUFM.

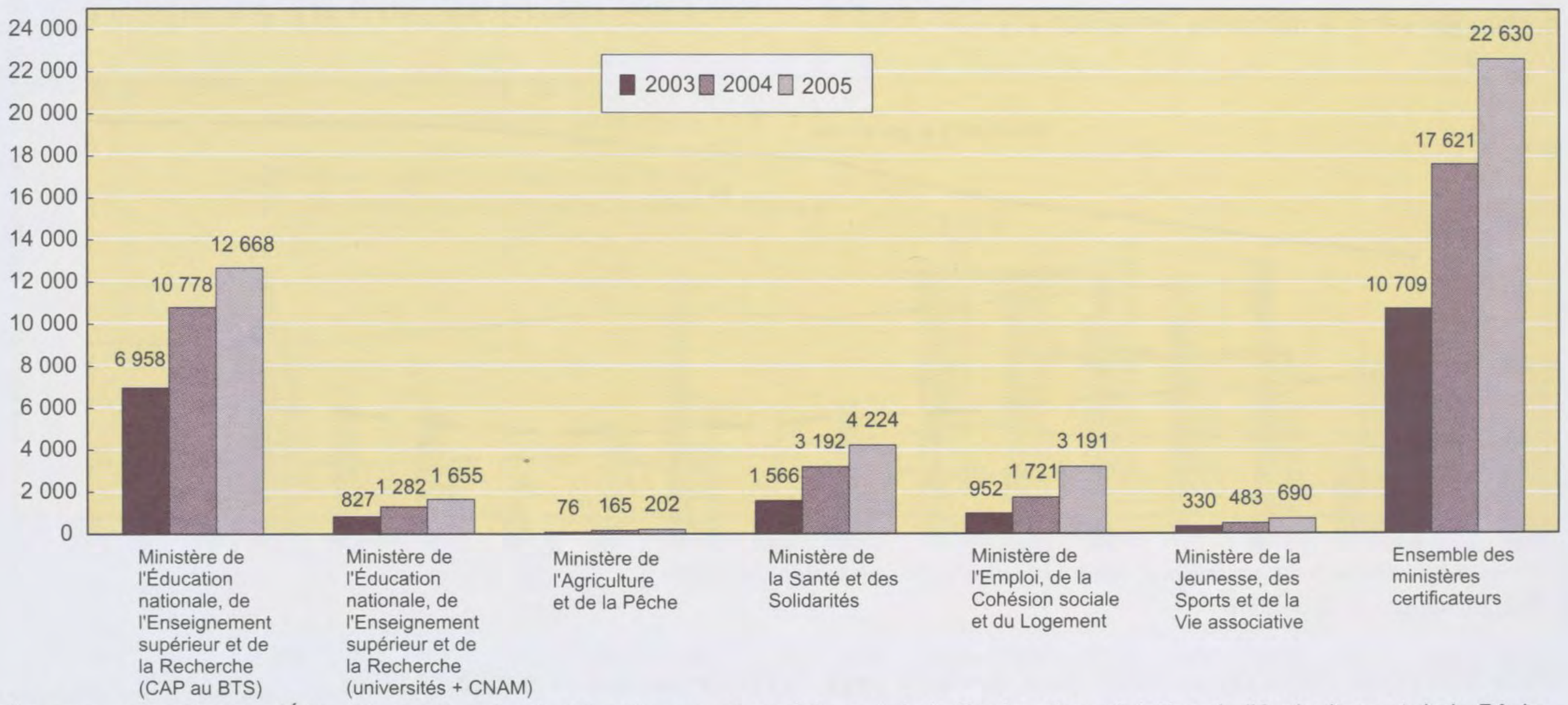
Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP)

Taux d'accès d'une génération au baccalauréat 2005 par département



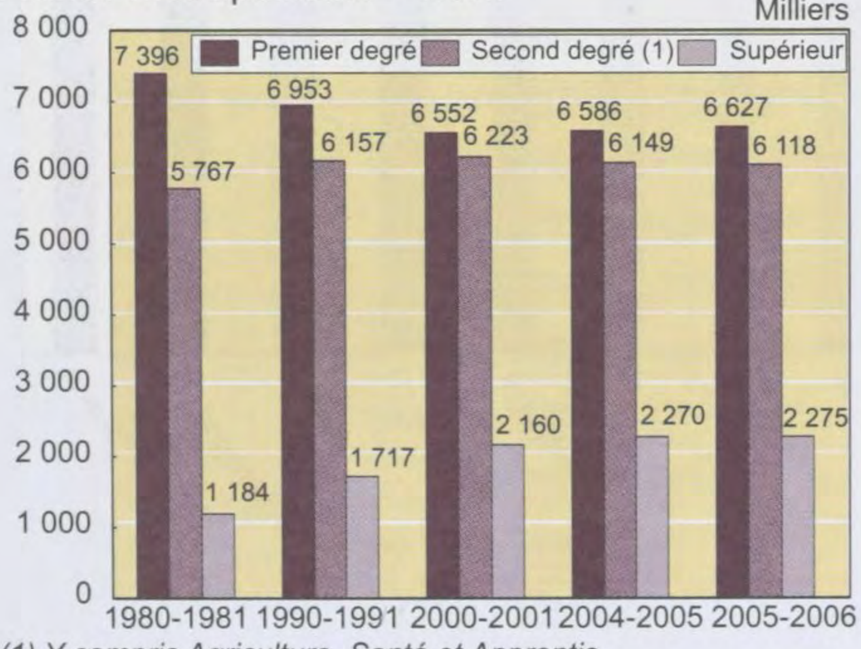
Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP)

Titres et diplômes obtenus par validation des acquis de l'expérience (VAE)



Sources : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ministère de l'Agriculture et de la Pêche ministère de la Santé et des Solidarités, AFPA, ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

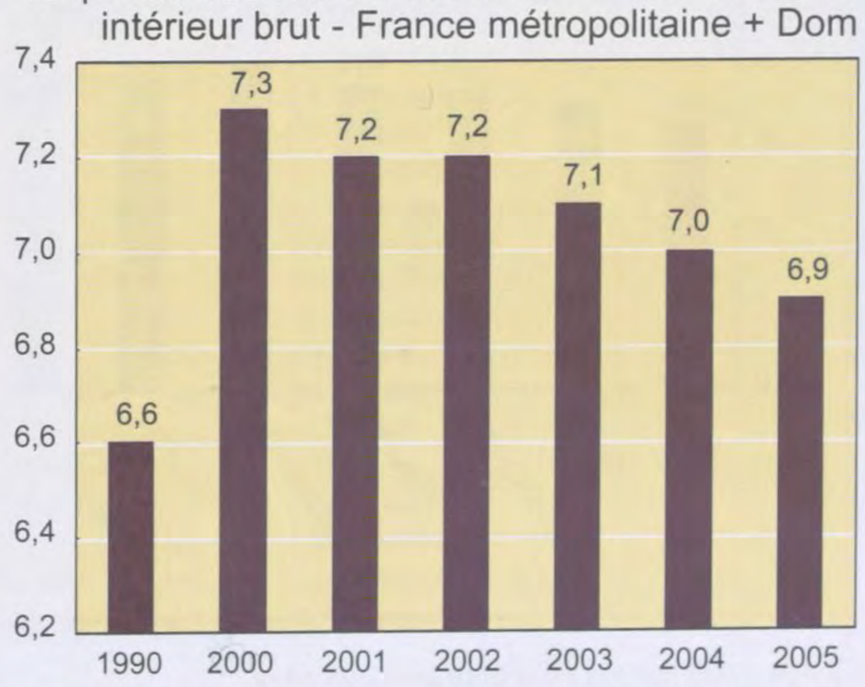
Effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement
France métropolitaine + Dom



(1) Y compris Agriculture, Santé et Apprentis.

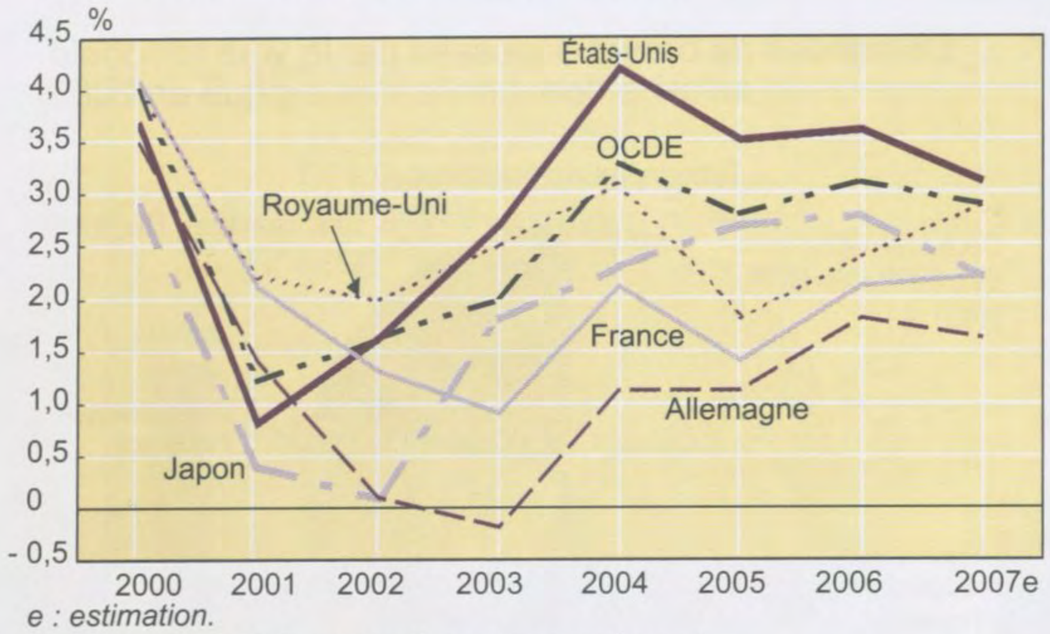
Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP - SDSS)

Dépense intérieure d'éducation en % du Produit intérieur brut - France métropolitaine + Dom



Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP - SDSS)

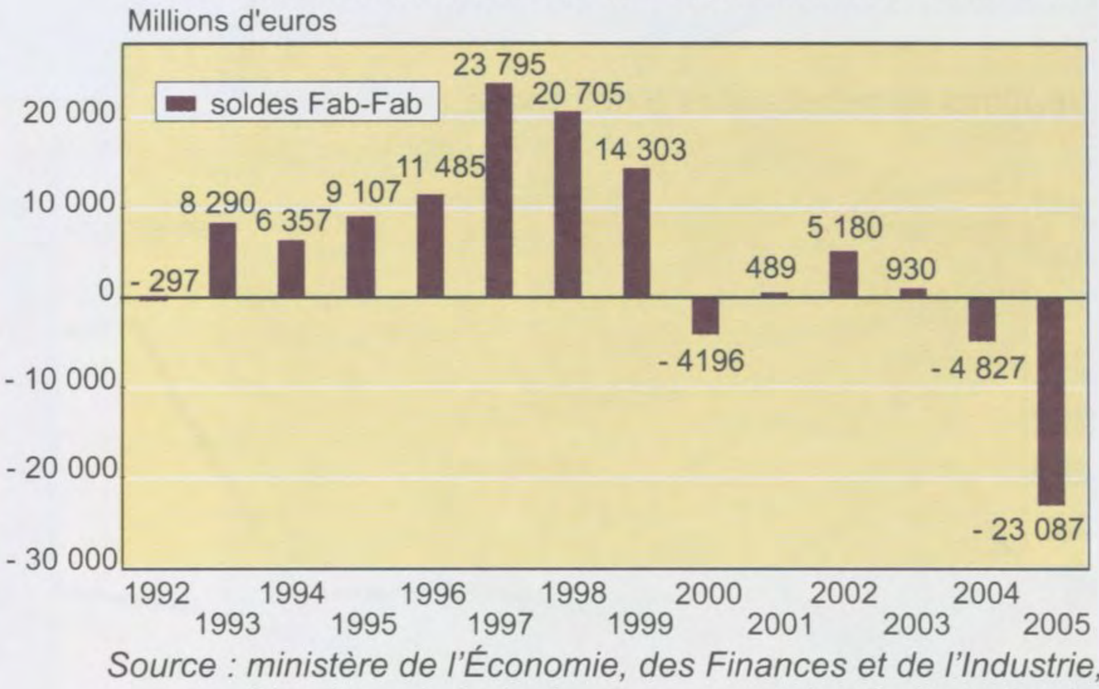
Taux de croissance du PIB en volume



e : estimation.

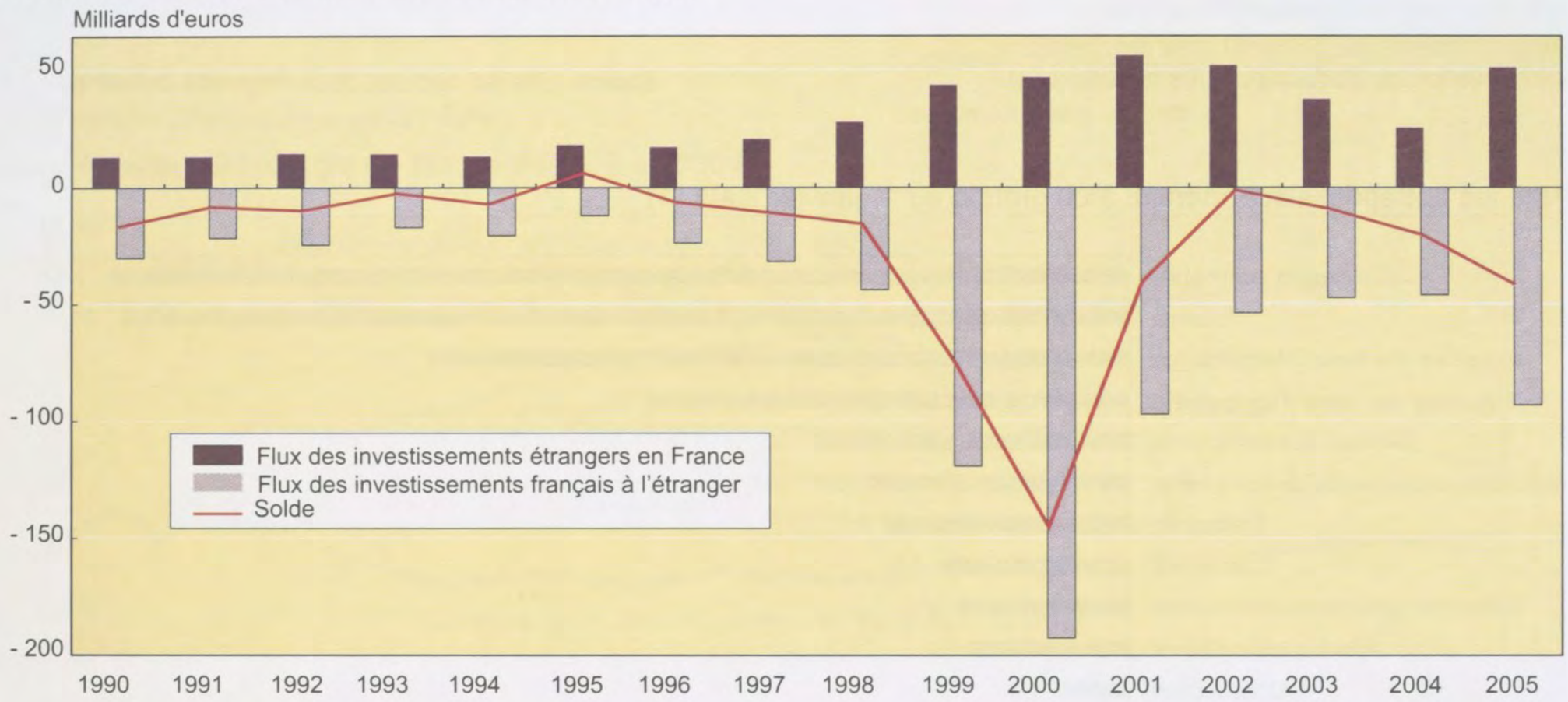
Source : OCDE (perspectives économiques)

Commerce extérieur de la France : soldes Fab - Fab



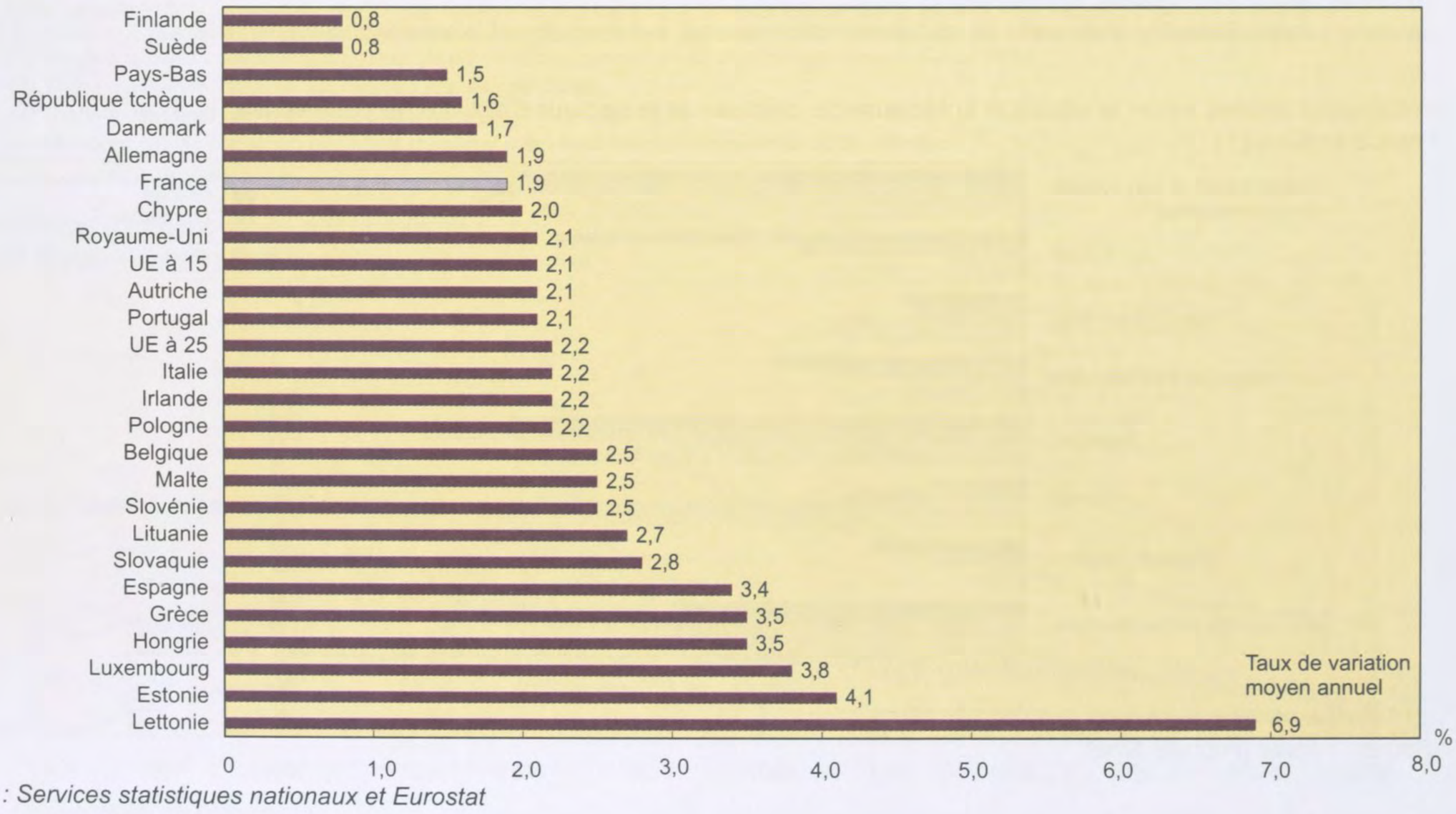
Source : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Douanes et des Droits indirects

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



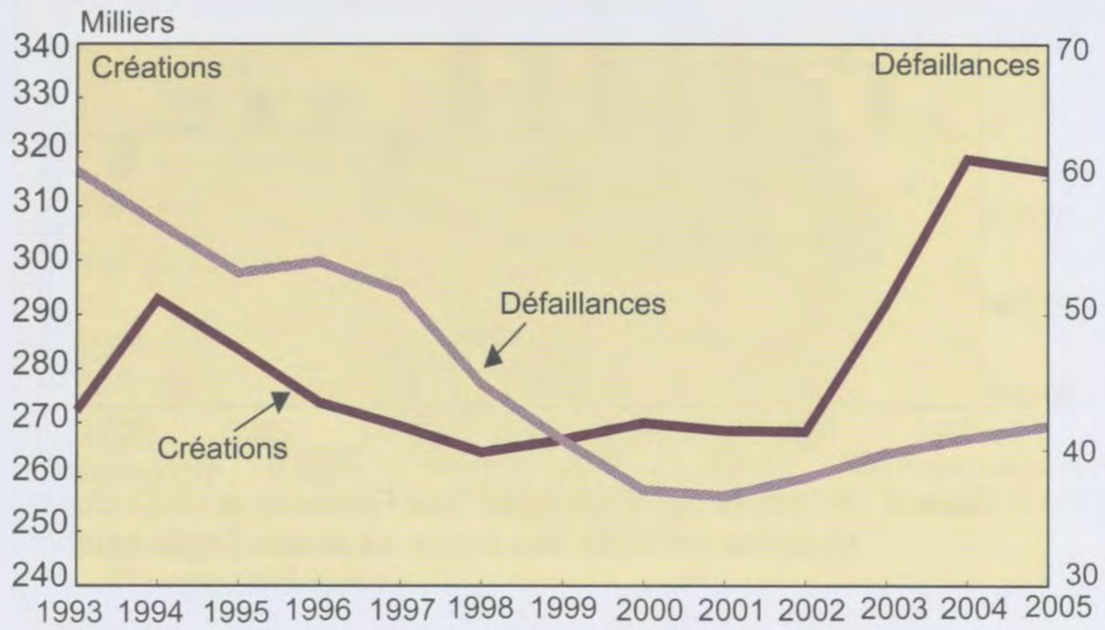
Sources : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France

Indice des prix à la consommation harmonisé des 25 pays de l'Union européenne en 2005



Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

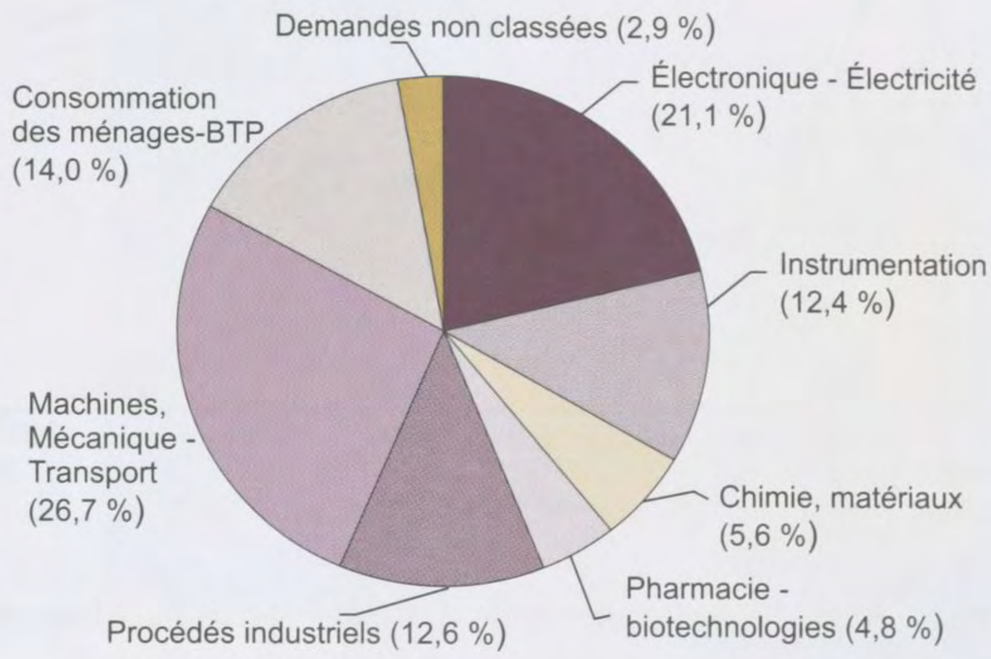
Créations et défaillances d'entreprises (1)



(1) Champ : industrie, commerce et services.

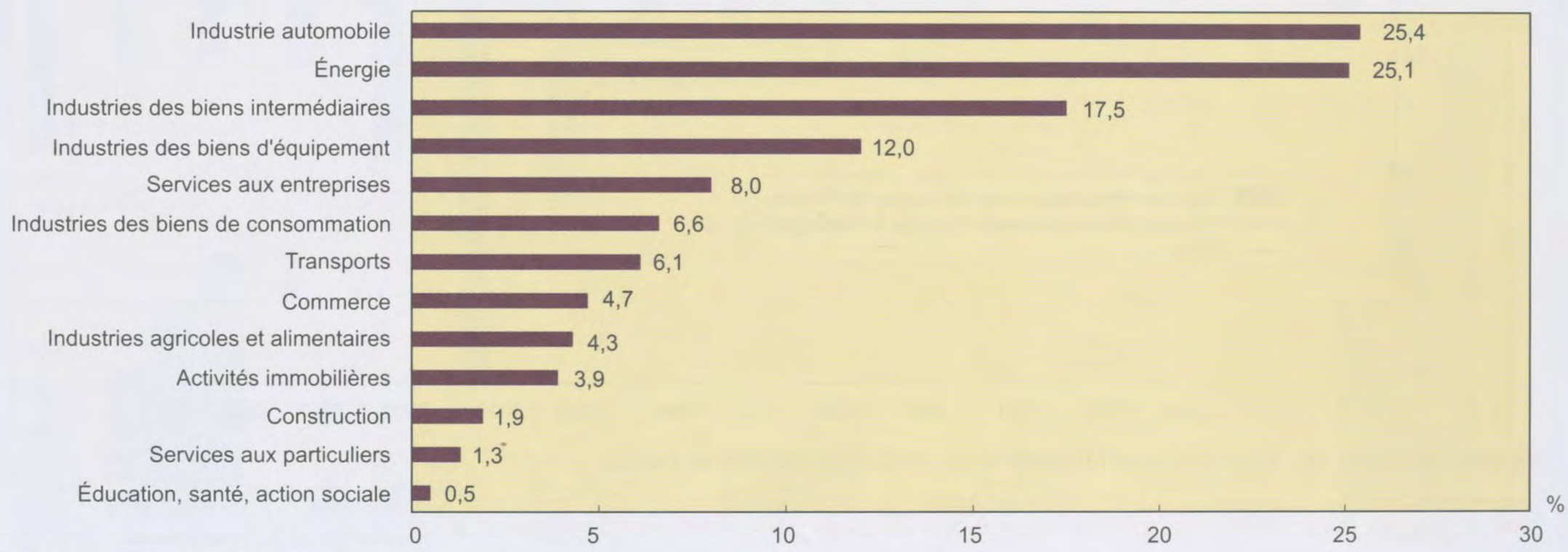
Source : Insee (REE (Sirene) pour les créations et exploitation du Bodacc pour les défaillances)

Demandes de brevet déposées par la voie nationale selon le domaine technologique en 2005



Source : Institut national de la Propriété industrielle

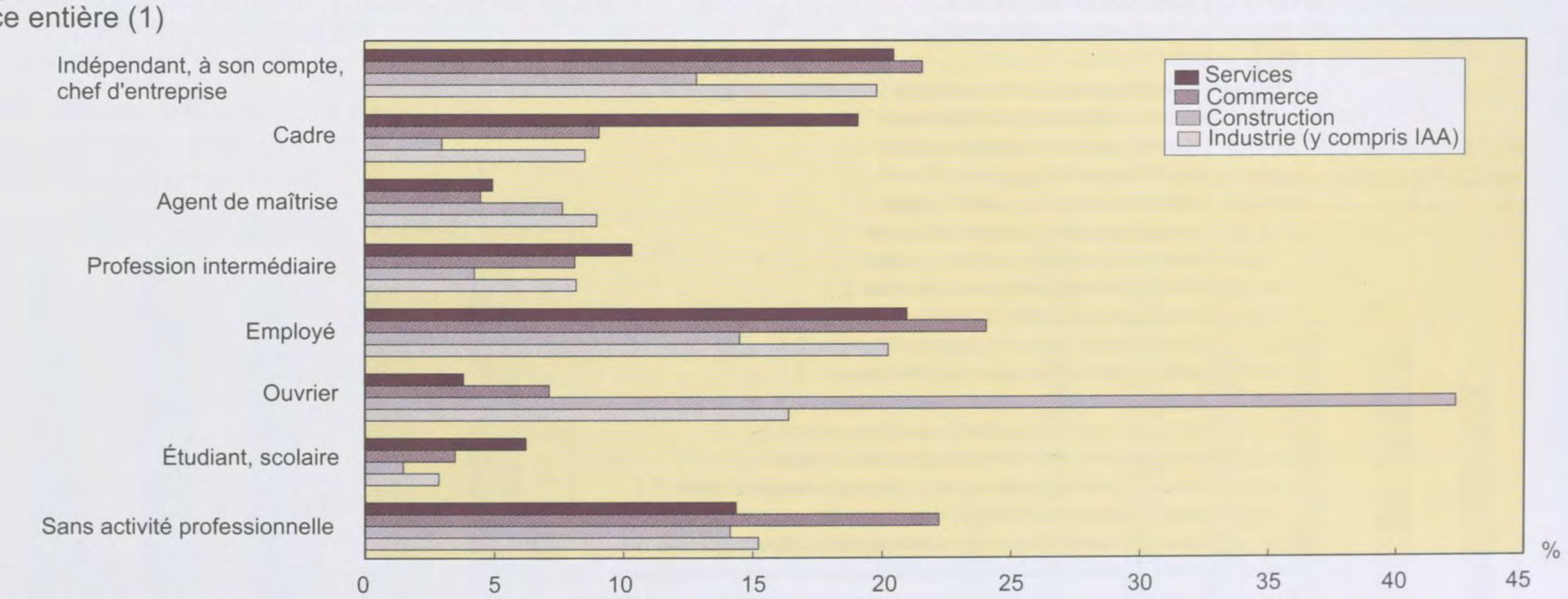
Part des entreprises appartenant à un groupe au 1er janvier 2005 (1)



(1) Champ : filiales non financières, non agricoles.

Sources : Insee Suse (Système unifié de statistiques d'entreprises), Lifi (enquête « Liaisons financières »), Diane

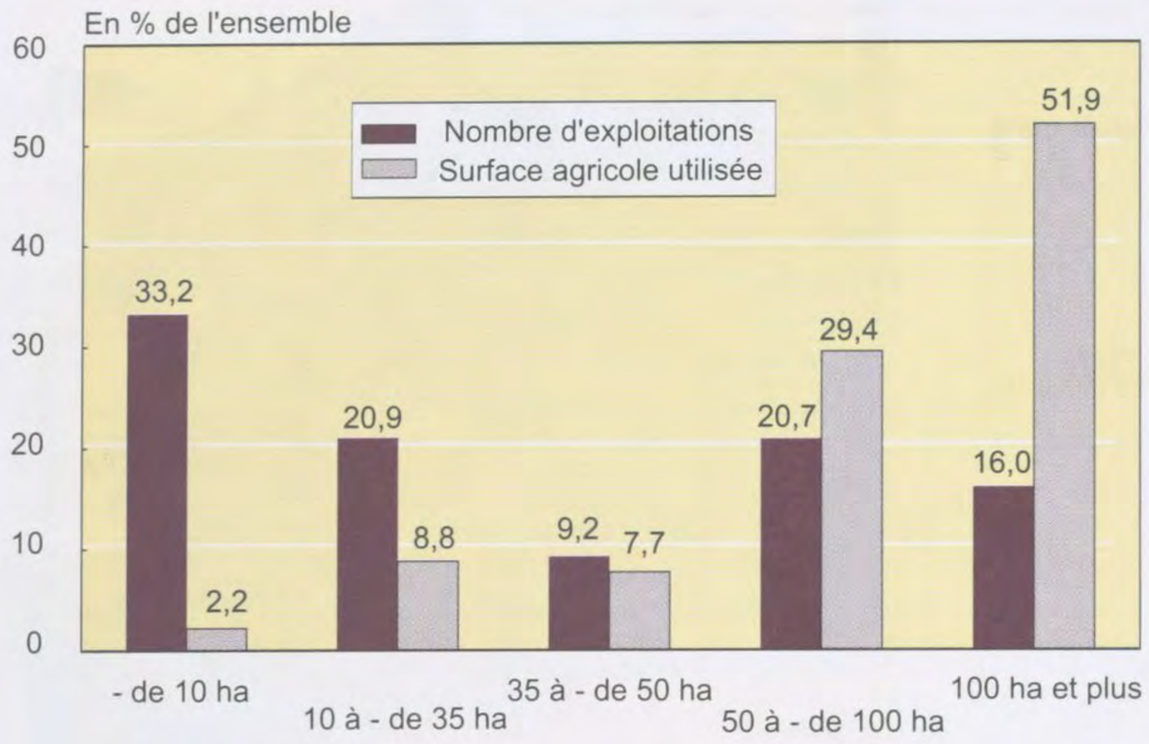
Entreprises créées selon la situation antérieure du créateur et le secteur d'activité de l'entreprise (ICS) en 2002 - France entière (1)



(1) Il s'agit de créations pures.

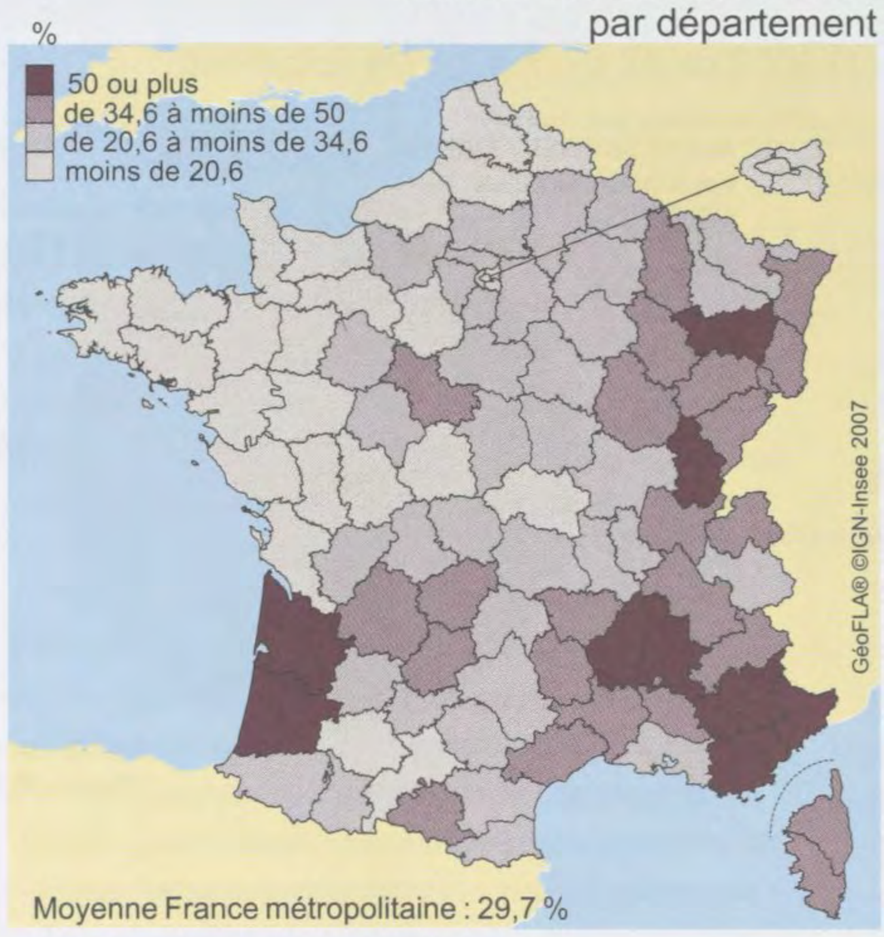
Source : Insee (enquête Sine)

Nombre et surface des exploitations agricoles en 2005 selon leur taille



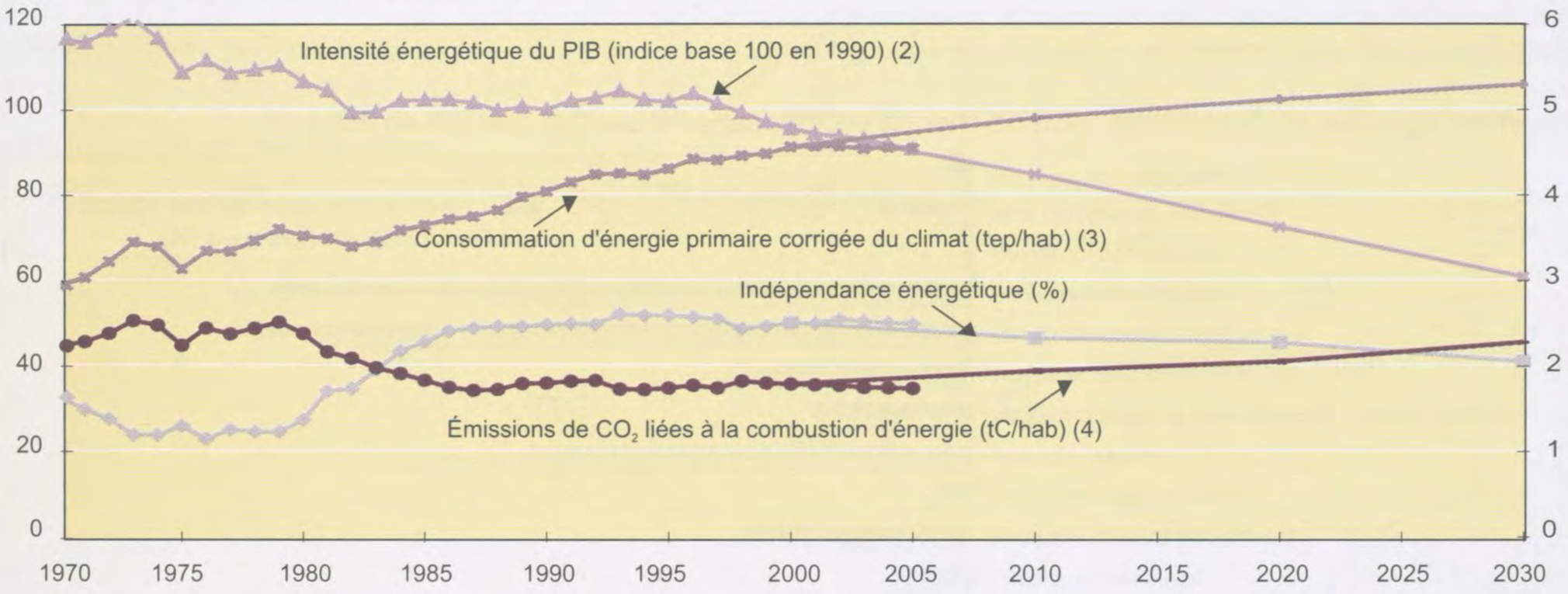
Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Taux de boisement en 2004 par département



Source : Agreste - Teruti

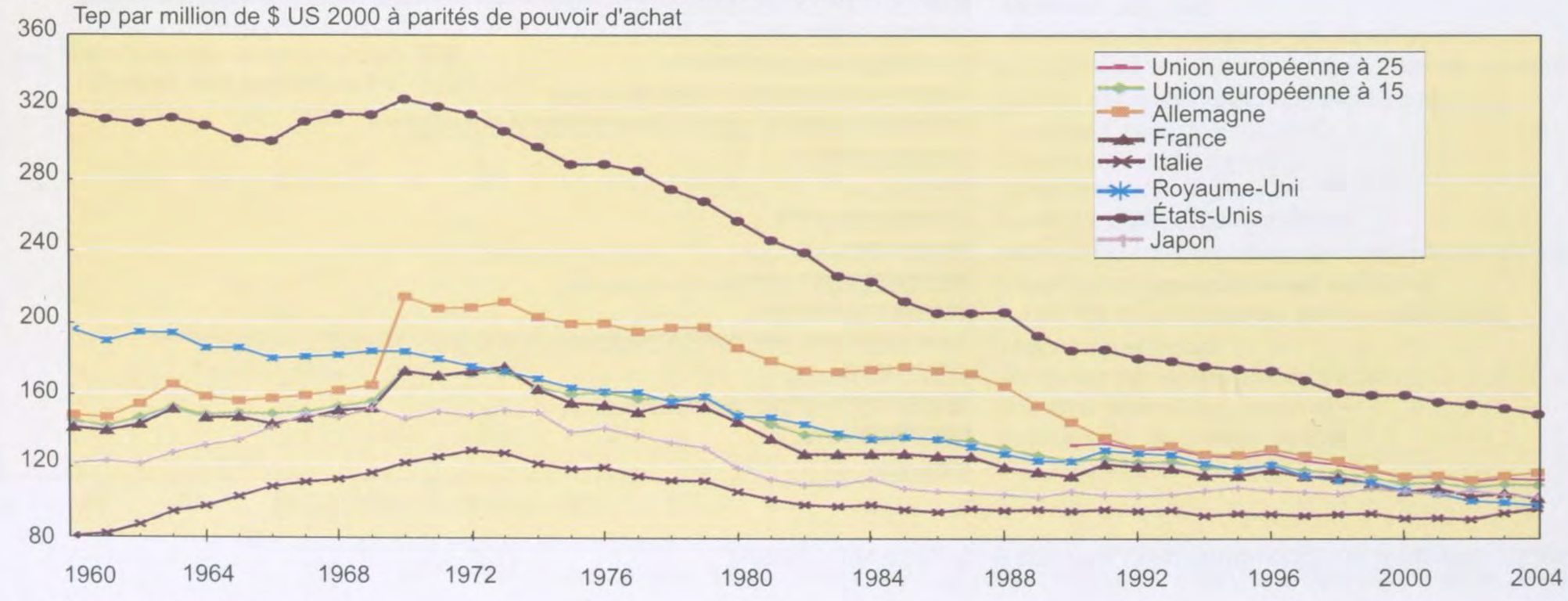
Indicateurs de base sur l'énergie en France de 1970 à 2030 (1)



(1) Séries 2000-2030 : scénario dit "tendanciel de référence" supposant que la France ne prend aucune nouvelle mesure pour infléchir sa politique énergétique ; hypothèses macroéconomiques : croissance à + 2,3 % par an, population : source Insee.
Dans ce scénario, les émissions de CO_2 par habitant augmentent de 7 % entre 1990 et 2010, alors que la France, en ratifiant le protocole de Kyoto, s'est engagée à stabiliser ses rejets de tous gaz à effet de serre par rapport à 1990, soit une baisse de 8 % des émissions par habitant.
(2) Rapport entre la consommation d'énergie primaire corrigée du climat et le PIB exprimé en euros 2000.
(3) Tonne d'équivalent pétrole par habitant (échelle de droite).
(4) Tonne de carbone par habitant (échelle de droite).
La méthodologie de correction des effets du climat a été modifiée pour l'ensemble de la période.

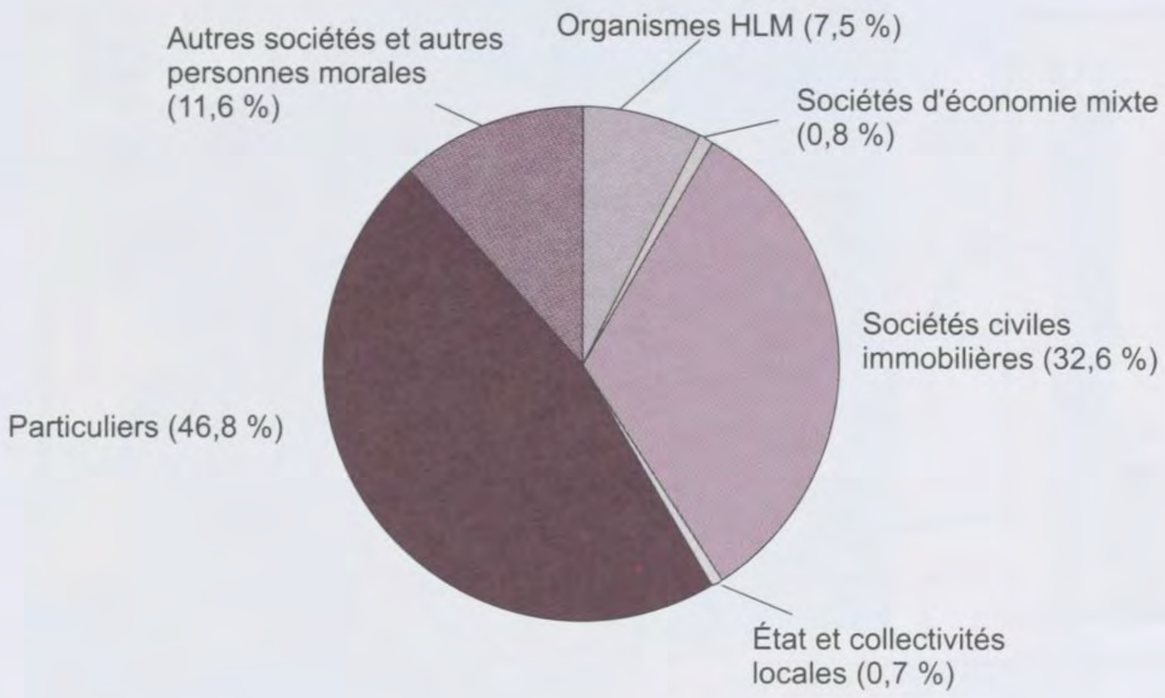
Source : Observatoire de l'énergie

Consommation d'énergie finale par unité de PIB pour quelques pays de l'OCDE



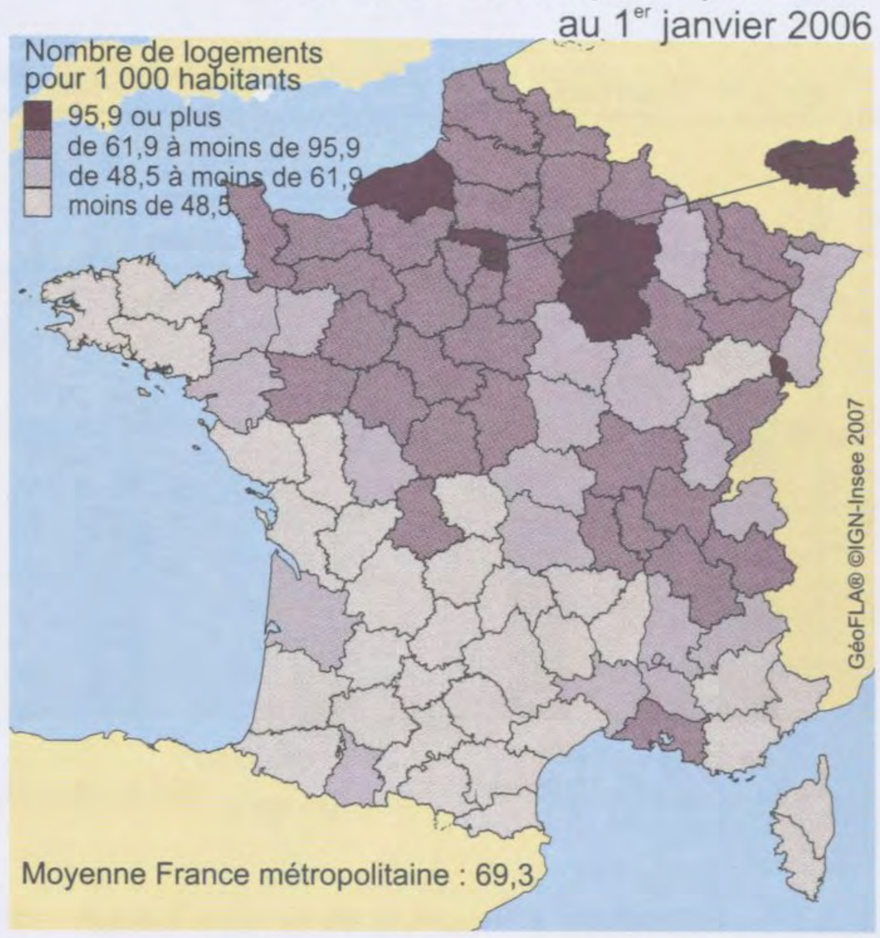
Source : Observatoire de l'énergie

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage en 2005



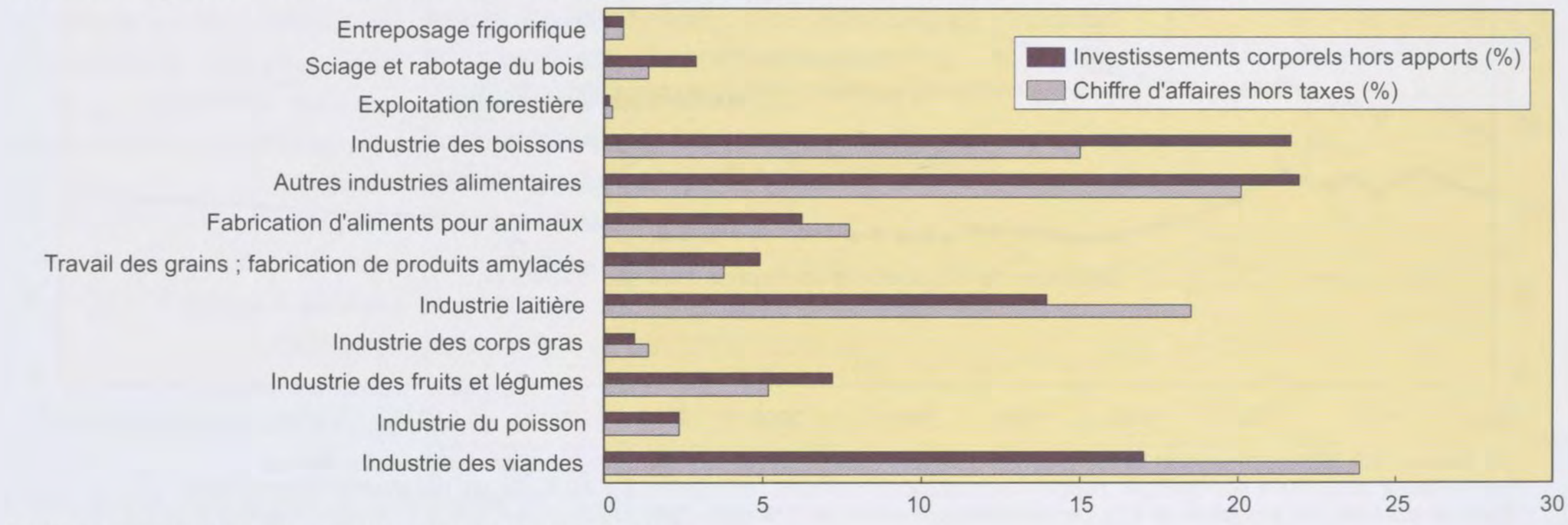
Source : ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Parc locatif social par département au 1er janvier 2006



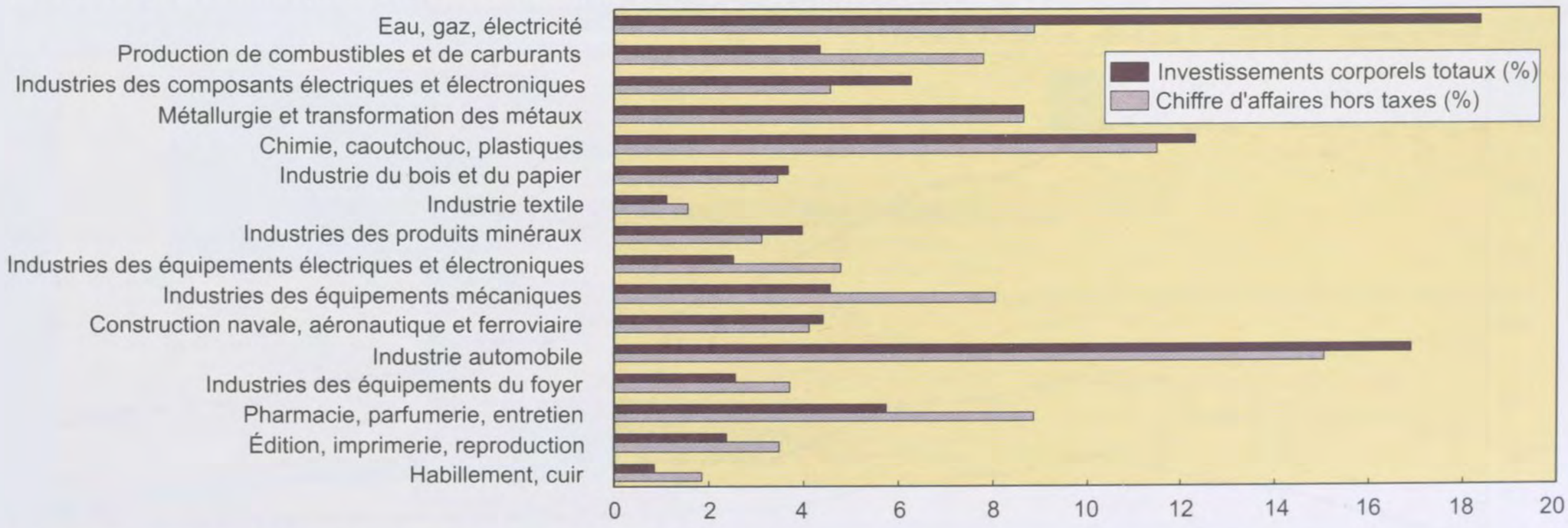
Sources : ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, SG-DAEI-SESP
Insee (estimations de population au 1er janvier 2004)

Industries agricoles et alimentaires : part de chaque secteur dans l'ensemble des IAA en 2004



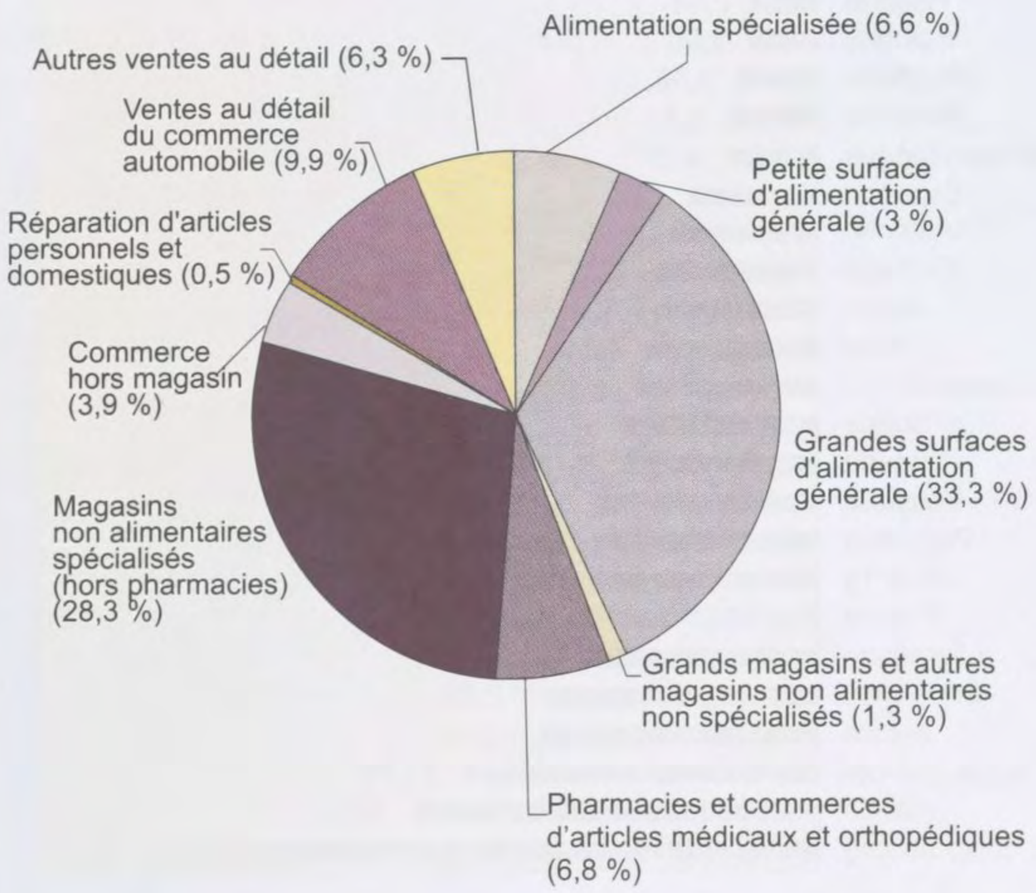
Source : ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)

Industrie : part de chaque secteur dans l'ensemble de l'industrie en 2004



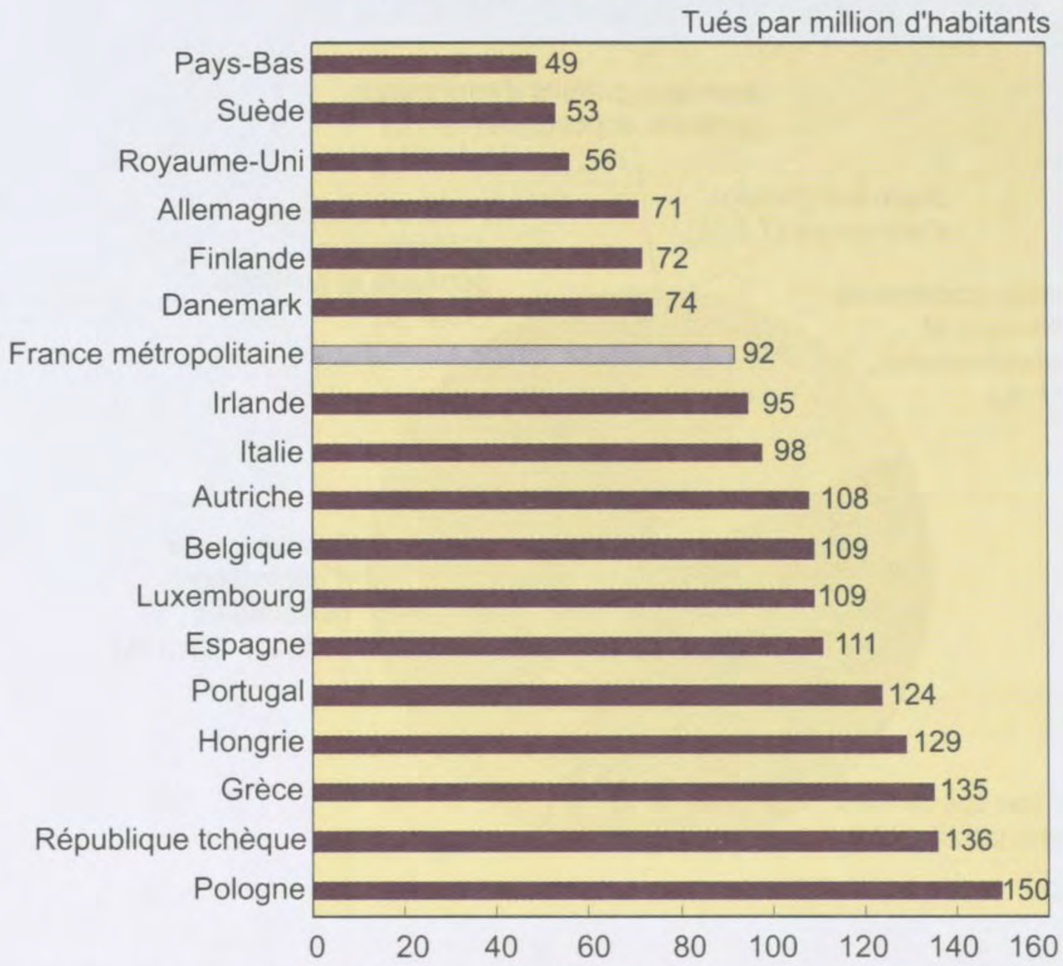
Source : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Sessi)

Parts de marché par forme de vente en 2005



Source : Insee (Comptes du Commerce)

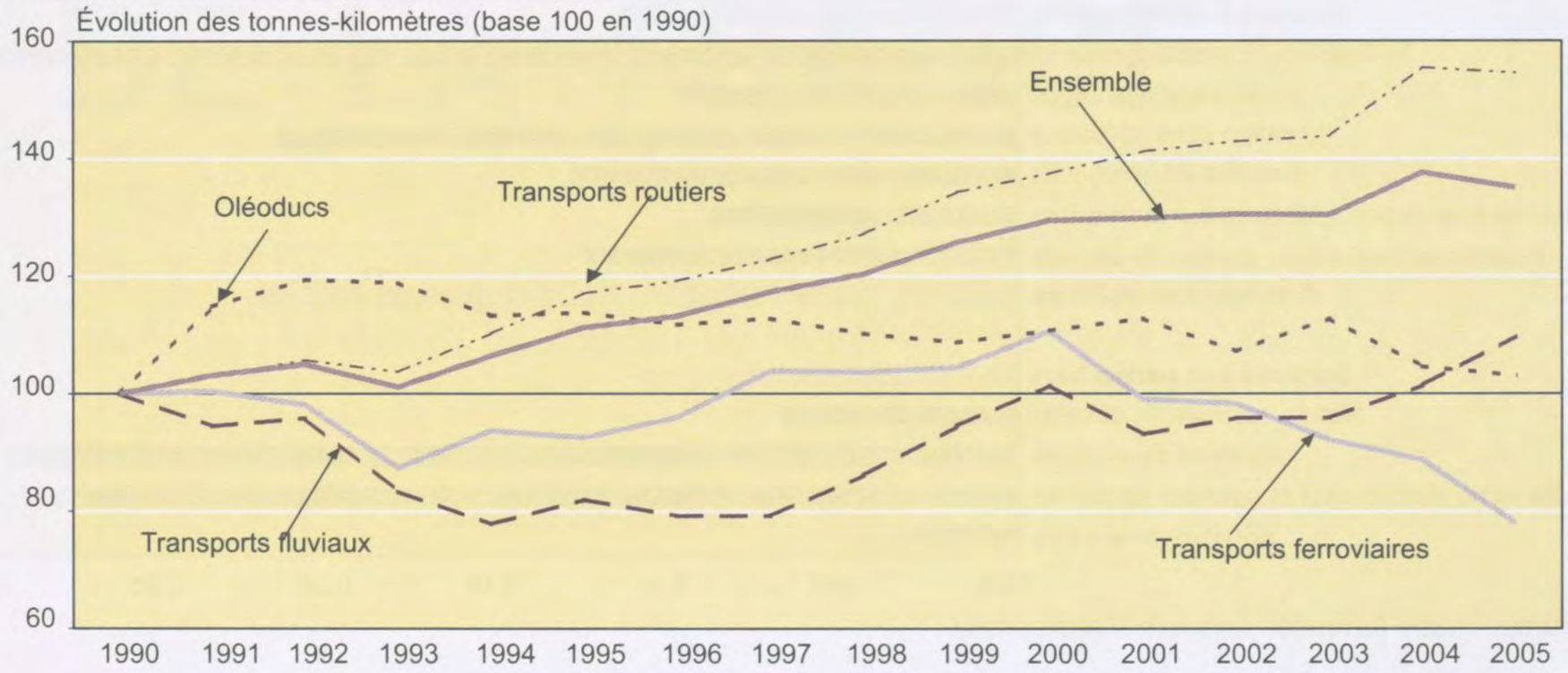
Victimes d'accidents de la route dans quelques pays de l'Union européenne à 25 en 2004 (1)



(1) Décès sur le coup ou dans les 30 jours qui suivent l'accident sauf pour la France (6 jours).

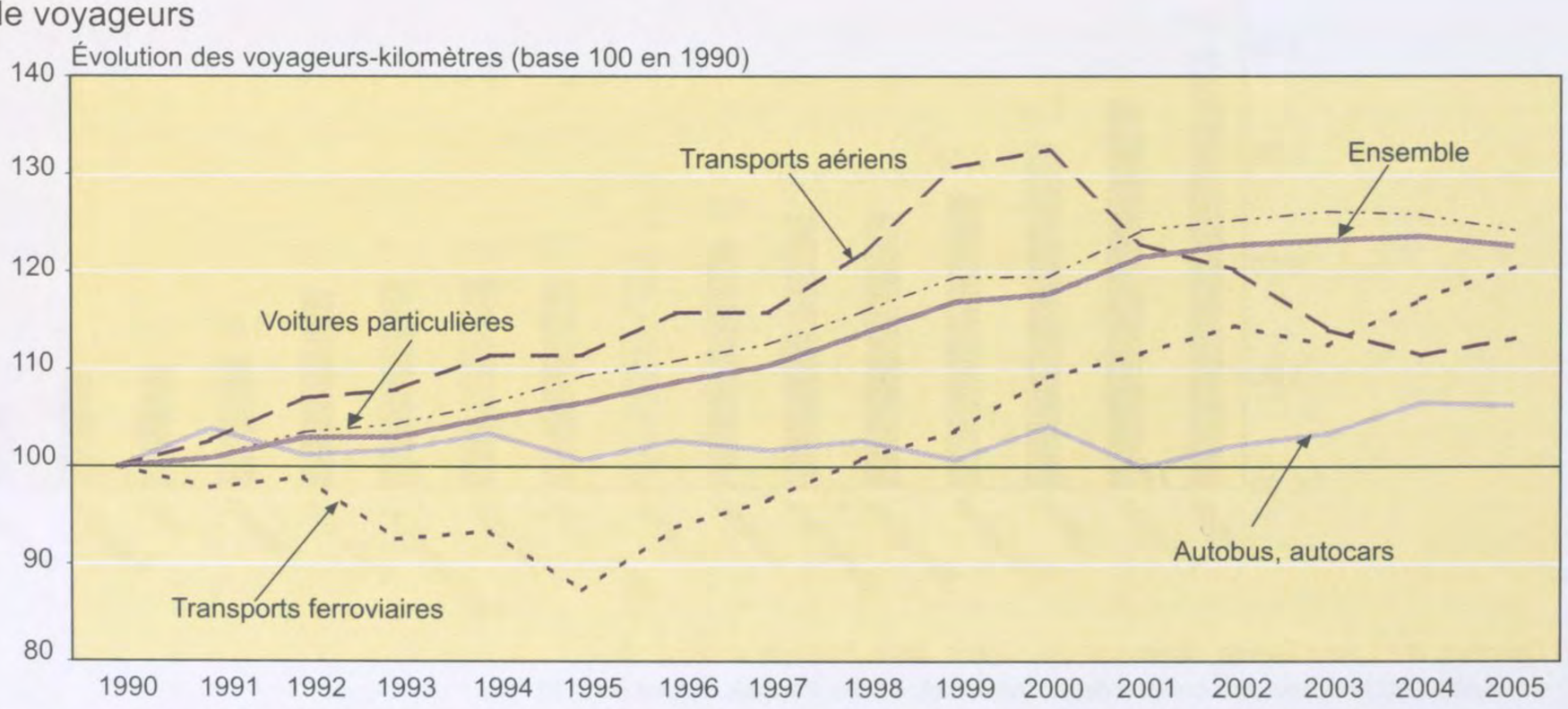
Source : Conférence européenne des ministres des Transports (CEMT)

Transports intérieurs de marchandises



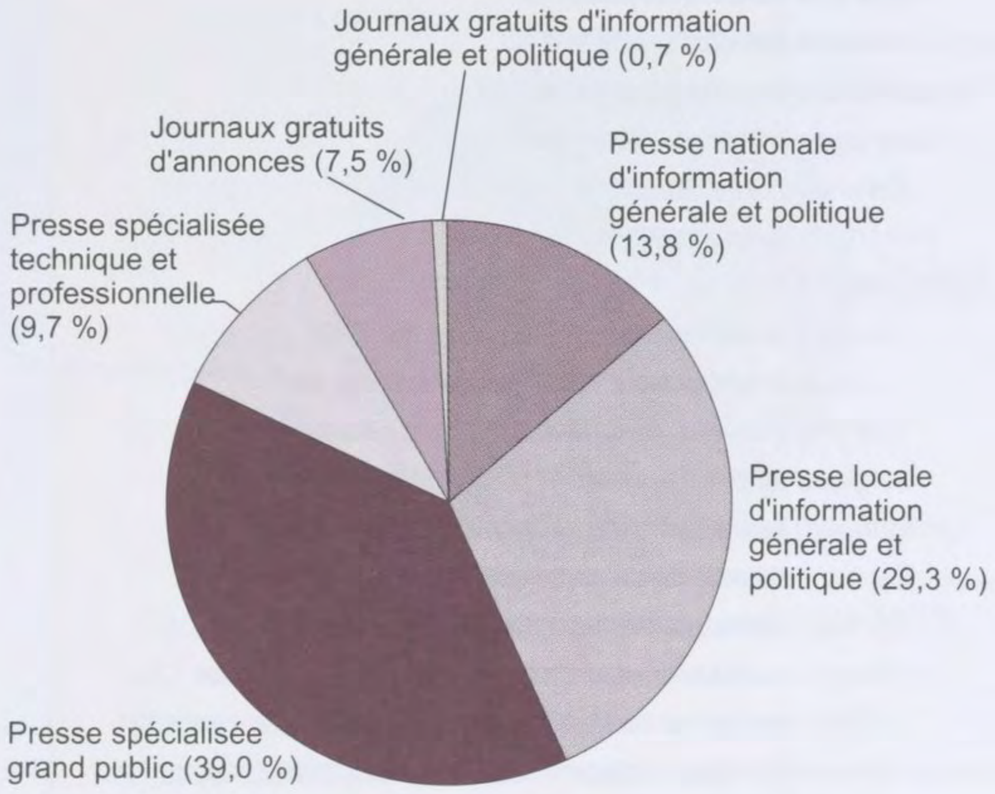
Sources : ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, DAEI, SESP
ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction de l'énergie et des matières premières ; SNCF
Voies navigables de France

Transports intérieurs de voyageurs



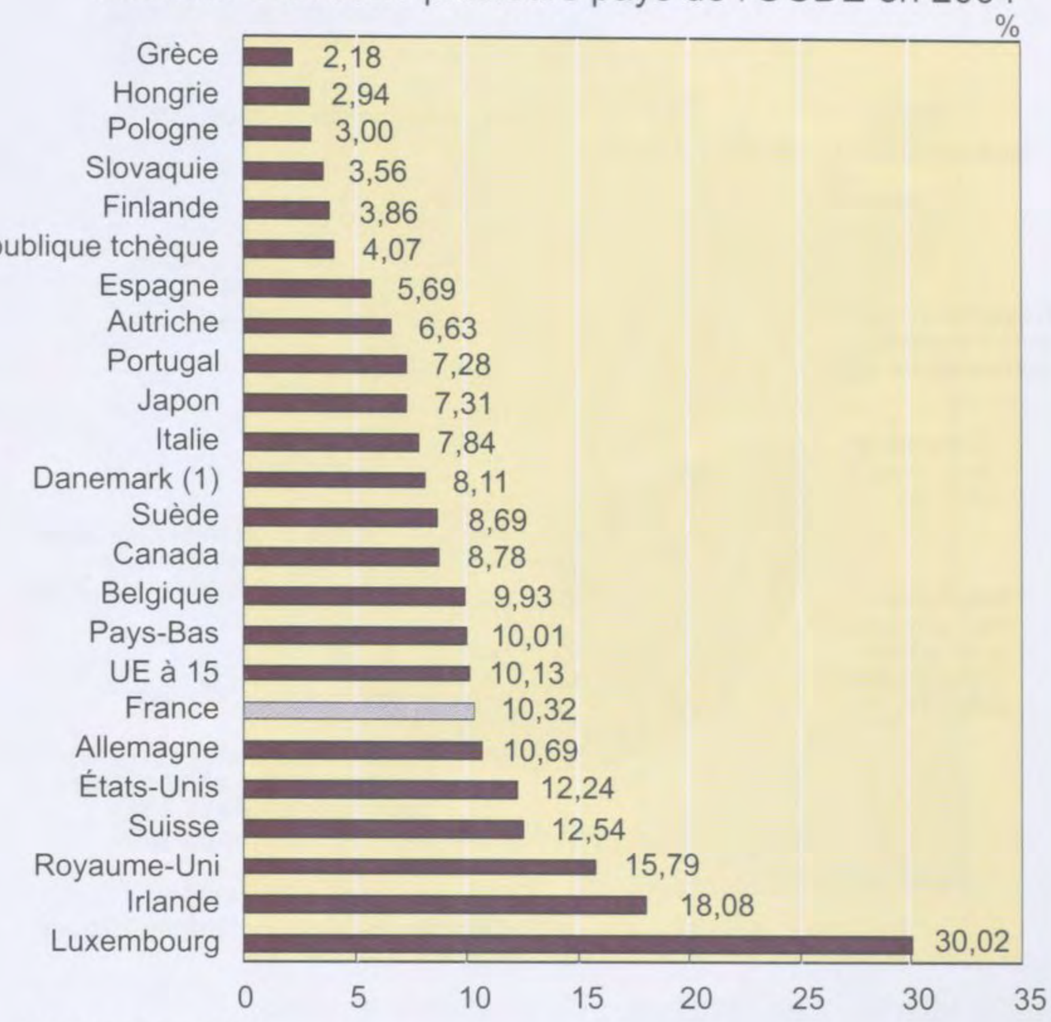
Sources : ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, DAEI, SESP ; UTP ; RATP ; SNCF ; DGAC

Chiffre d'affaires par type de presse en 2005



Source : Premier ministre, Direction du développement des médias

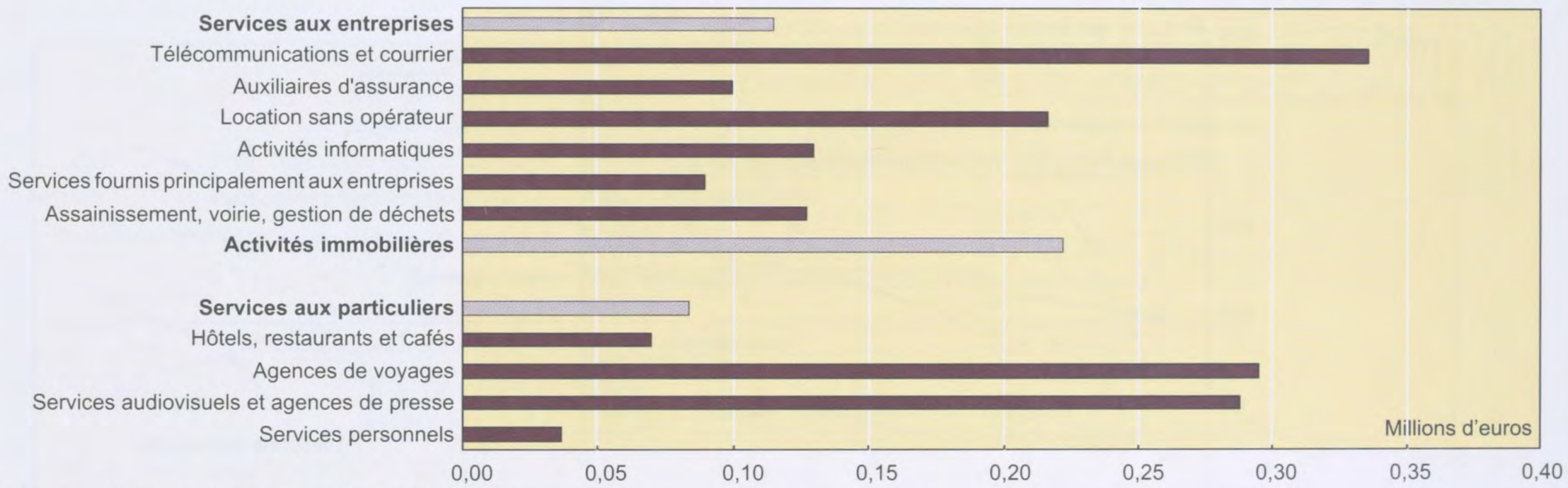
Part des primes brutes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE en 2004



(1) Données 2003.

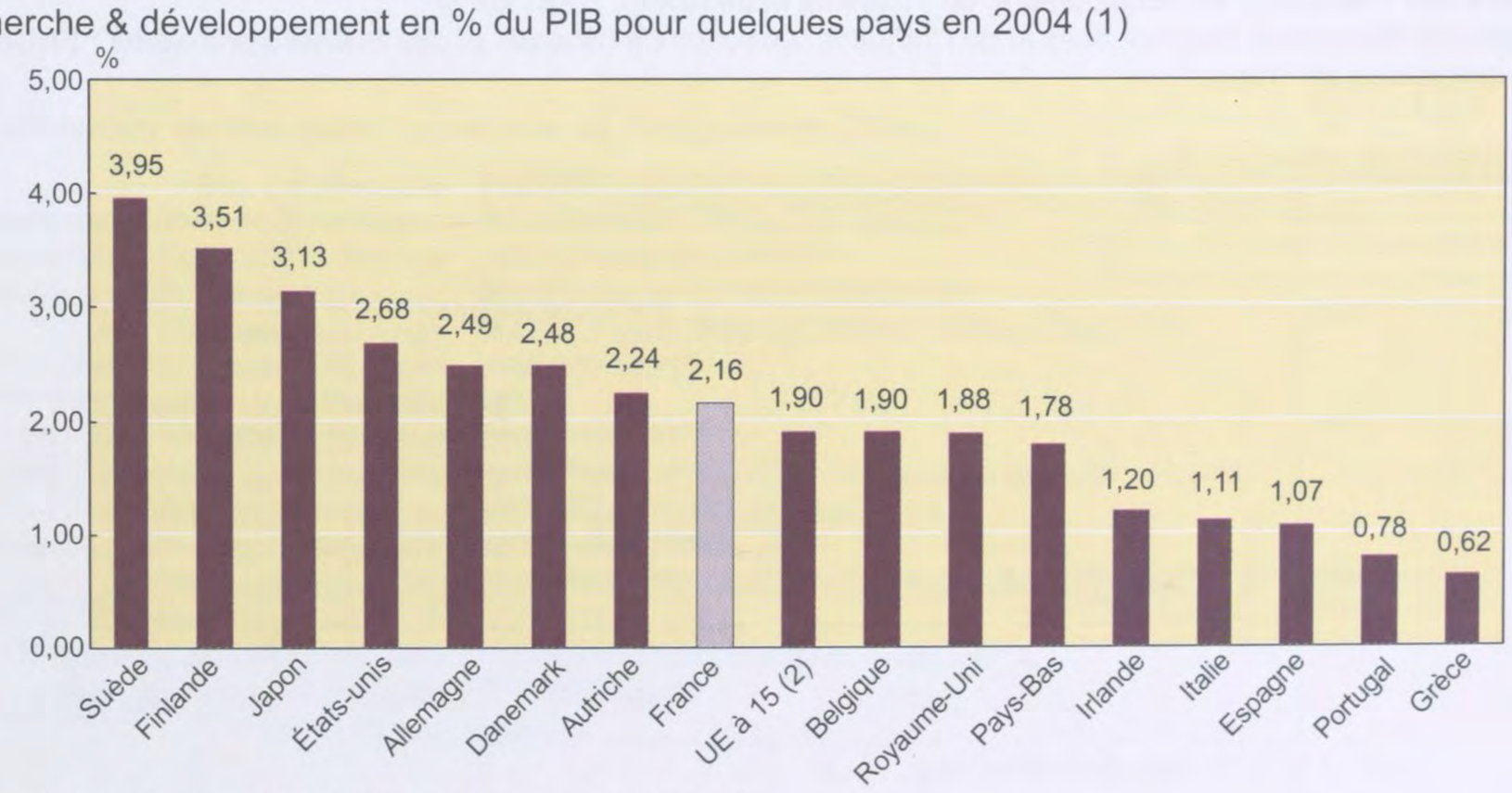
Source : OCDE

Chiffre d'affaires par personne occupée en 2004 dans les services



Source : Insee (enquête annuelle d'entreprise)

Dépense de recherche & développement en % du PIB pour quelques pays en 2004 (1)



(1) Données 2003 pour Suède, Royaume-Uni, Grèce, Italie, Portugal et UE à 15.

(2) Ce chiffre 2003 ne tient pas compte de la révision du chiffre français qui est de 2,18.

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie OCDE volume 2006/1

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Chapitre A.01

Territoire

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population, superficie et densité de quelques pays en 2006.

2 Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2003 et 2004 – France entière.

3 Subdivisions, superficie et population des régions et des départements – France entière.

4 Superficie et population légale des collectivités d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie et de leur chef-lieu.

5 Structure urbaine de la métropole en 1999.

6 Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants – France entière.

7 Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

8 Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle.

9 Communes de plus de 50 000 habitants – France entière.

10 Communes par tranche de population en métropole.

11 Population des communes urbaines et rurales des régions – France entière.

1
○ Présentation

Mi-2006, selon le PRB (Population reference bureau), la France compte 63,1 millions d'habitants (61,2 millions en métropole et 1,9 million dans les départements d'outre-mer) contre 59,3 millions de personnes dix ans plus tôt.

Avec 13,6 % de la population de l'Europe des 25, la France se situe toujours au deuxième rang derrière l'Allemagne et juste devant le Royaume-Uni.

Depuis 1999, la croissance est plus forte dans les communes rurales que dans les communes situées dans les unités urbaines, relation qui s'est ainsi inversée par rapport à la période 1990-1999.

Avec une appréhension plus extensive de l'espace urbain, l'augmentation la plus forte s'est également déplacée pour se situer toujours dans l'espace à dominante urbaine, mais cette fois dans la zone proche des limites extérieures des aires urbaines. Cet ensemble de résultats indique que c'est au sein des communes rurales de l'espace à dominante urbaine que se porte aujourd'hui la croissance démographique, là où l'on se trouve à la fois dans un cadre de vie rural et dans la zone d'attraction d'un ou plusieurs pôles urbains. Cependant, l'écart de croissance de la population entre l'espace à dominante rurale et les aires urbaines s'est fortement réduit, en passant de 0,7 point sur la période 1990-1999 à 0,4 depuis 1999. Si l'étalement urbain s'accélère et s'étend depuis 1999, il se double aussi désormais d'une accélération de la croissance démographique dans l'ensemble de l'espace à dominante rurale.

Une autre manière d'appréhender l'étalement urbain est d'étudier la croissance de la population des communes en fonction de la distance entre leur centre et celui des aires urbaines les plus proches. C'est à 15 km du centre des aires urbaines que la croissance de la population a été la plus forte entre 1990 et 1999. Depuis 1999, ce pic de croissance maximale s'est éloigné, passant à 25 km. En définitive, la périurbanisation continue de représenter la contribution la plus forte à la croissance de la population. Environ les trois quarts de l'accroissement de population depuis 1999 se situent dans l'espace à dominante urbaine que constitue l'ensemble des aires urbaines et des communes multipolarisées. Mais c'est au sein de l'espace rural, dans les zones attractives les moins denses et de plus en plus loin des zones d'influence des villes, que l'accélération de la croissance démographique est la plus sensible.

2
○ Méthodologie

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8 ° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture, Sylviculture, Pêche », pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :

– mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km² ;

– données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km² ainsi que des estuaires.

213. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

214. Évolution de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie

Les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 2002 pour Mayotte et la Polynésie française, 2003 pour Wallis-et-Futuna, 2004 pour la Nouvelle-Calédonie.

3
○ Définitions

Aire urbaine, pôle urbain, communes multipolarisées

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidante ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 5 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

Les communes multipolarisées sont les communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40 % de la population résidante ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

Bassins de vie

Les bassins de vie, au nombre de 1 745, ont été définis afin d'offrir un maillage géographique approprié pour l'étude des conditions de vie. Ce sont les plus petits territoires dans lesquels puissent s'accomplir la majorité des actes « courants » : accès aux services privés ou publics (scolarité, santé...), accès à l'emploi.

Pour délimiter de tels territoires pour la France métropolitaine, une étude a été conduite par un groupe de travail pluridisciplinaire réunissant l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), le ministère de l'Agriculture, l'Institut français de l'environnement (Ifen) et l'Insee. La méthode détaillée de détermination des bassins de vie figure dans : « Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie » Rapport pour la Datar, juillet 2003.

Espace à dominante rurale (ou espace rural), pôle de l'espace rural

L'ensemble formé par les aires urbaines et les communes multipolarisées constitue l'espace à dominante urbaine, le reste du territoire étant l'espace à dominante rurale (ou espace rural en abrégé). Les pôles d'emploi de l'espace rural sont, à l'intérieur de ce dernier, les communes ou unités urbaines comptant au moins 1 500 emplois.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes) au sens du recensement

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories a et b ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

– dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;

– dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

– personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;

– travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

– étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

– la population légale des communes, qui comprend les deux parties a et b ;

– la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie b et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et unités urbaines

Les villes et unités urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

– de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;

– d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et unités urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4 ○ Sources de documentation

Organismes :

– Bureau des longitudes.
– Ifen.
– Institut national de recherche agronomique (Inra).
– Insee.
– Institut national d'études démographiques (Ined).
– Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (Scees).
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

Sites Internet :

– www.datar.gouv.fr
– www.ined.fr
– www.prb.org
– www.insee.fr
– www.recensement.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Sur le site internet du recensement, tous les produits du recensement sont accessibles directement : fiches profil, cartes, tableaux détaillés, bases de données.

Ouvrage de synthèse :

– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».

Économie et Statistique, n^{os} 355-356, décembre 2002.

Insee-Méthodes :

– « Le modèle de projection démographique Omphale 2000 », n° 112, décembre 2005.

Insee-Première (dernières parutions) :

– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 », n° 1098, août 2006 ;

– « Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050 - La population continue de croître et le vieillissement se poursuit », n° 1089, juillet 2006 ;

– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », n° 1058, janvier 2006 ;

– « Recensement de la population à Wallis et Futuna : 14 944 habitants au 22 juillet 2003 », n° 1013, avril 2005 ;

– « Les bassins de vie des bourgs et petites villes : une économie résidentielle et souvent industrielle », n° 954, avril 2004 ;

– « Les bassins de vie, au cœur de la vie des bourgs et petites villes », n° 953, avril 2004.

Insee-Résultats, série Société :

– « Projections de population 2005-2050, pour la France métropolitaine », n° 57, septembre 2006 ;

– « Recensement général de la population et des logements du Territoire des îles de Wallis et Futuna (22 juillet 2003) », n° 47, décembre 2005.

Insee-Références :

– « France, Portrait social », édition 2006 ;

– « Données sociales », édition 2006 ;

– « La France et ses régions », édition 2006, septembre 2006.

Ined

Population et sociétés :

– « Tous les pays du monde (2005) », n° 414, juillet-août 2005.

Autres

– Annuaire du Bureau des longitudes ;

– « Fiche de données sur la population mondiale 2006 », Population Reference Bureau.

TABLEAU A.01-1

Population, superficie et densité de quelques pays en 2006 (1)

Source : Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (milliers de km²)	Population (millions) Estimation (4) mi-2006	Projection 2025	Projection 2050	Densité mi-2006 (habitants au km²)
AFRIQUE	**30 295**	**923,2**	**1 354,0**	**1 992,9**	**30**
dont : Afrique du Sud	1 221	47,3	48,0	48,4	39
Algérie	2 382	33,5	43,1	49,7	14
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 345	62,7	108,0	183,2	27
Égypte	1 001	75,4	101,1	125,9	75
Maroc	447	31,7	38,8	45,2	71
Nigeria	924	134,5	199,5	298,8	146
AMÉRIQUE	**40 523**	**898,0**	**1 087,0**	**1 259,0**	**22**
dont : Argentine	2 780	39,0	46,4	53,7	14
Brésil	8 547	186,8	228,9	259,8	22
Canada	9 971	32,6	37,6	41,9	3
Colombie	1 139	46,8	58,3	66,3	41
États-Unis	9 629	299,1	349,4	419,9	31
Mexique	1 958	108,3	129,4	139,0	55
Pérou	1 285	28,4	34,1	35,9	22
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 751**	**3 967,0**	**4 737,9**	**5 275,9**	**125**
dont : Bangladesh	144	146,6	190,0	231,0	1 018
Chine (y compris Hong Kong)	9 574	1 318,4	1 484,1	1 445,7	138
Corée du Sud	99	48,5	49,8	42,3	490
Inde	3 288	1 121,8	1 363,0	1 628,0	341
Indonésie	1 905	225,5	263,7	284,6	118
Iran	1 633	70,3	89,0	101,9	43
Japon	378	127,8	121,1	100,6	338
Pakistan	796	165,8	228,8	295,0	208
Philippines	300	86,3	115,7	142,2	288
Taïwan	36	22,8	23,6	19,8	630
Thaïlande	513	65,2	70,2	73,2	127
Turquie	775	73,7	86,0	90,5	95
Viêt-Nam	332	84,2	102,9	115,1	254
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 922**	**590,7**	**588,1**	**555,8**	**100**
dont : **Union européenne à 25**	**3 993**	**464,3**	**471,9**	**455,1**	**116**
Chypre	9	1,0	1,1	1,1	108
Estonie	45	1,3	1,2	1,0	29
Hongrie	93	10,1	9,6	8,9	109
Lettonie	65	2,3	2,2	1,8	36
Lituanie	65	3,4	3,1	2,9	52
Malte	0,3	0,4	0,4	0,4	1 245
Pologne	323	38,1	36,7	31,5	118
République tchèque	79	10,3	10,2	9,4	131
Slovaquie	49	5,4	5,2	4,7	110
Slovénie	20	2,0	2,0	1,9	99
Union européenne à 15	**3 244**	**390,0**	**400,2**	**391,5**	**120**
Allemagne	357	82,4	82,0	75,1	231
Autriche	84	8,3	8,7	9,0	99
Belgique	31	10,5	10,8	11,0	344
Danemark	43	5,4	5,6	5,5	125
Espagne	506	45,5	46,2	43,9	90
Finlande	338	5,3	5,4	5,3	16
France métropolitaine	**551**	**61,2**	**63,4**	**64,0**	**111**
Grèce	132	11,1	11,4	10,6	84
Irlande	70	4,2	4,5	4,7	60
Italie	301	59,0	58,7	55,9	196
Luxembourg	3	0,5	0,5	0,6	193
Pays-Bas	41	16,4	16,9	16,9	402
Portugal	92	10,6	10,4	9,3	115
Royaume-Uni	245	60,5	65,8	69,2	247
Suède	450	9,1	9,9	10,5	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 075**	**142,3**	**130,0**	**110,3**	**8**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 564**	**34,0**	**41,0**	**48,0**	**4**
MONDE	**134 134**	**6 555,0**	**7 940,0**	**9 243,0**	**49**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 25. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2006 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau. Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part.
(6) Hawai fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-2

Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 1er janvier des années 2003 et 2004 (1) France entière

Source : Insee (Recensements de la population, estimation localisée de population au 1er janvier des années 2003 et 2004) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes				
	1982	1990	1999	*r* 2003	*r* 2004
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1	1 058,0	1 063,2
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0	726,5	730,6
Alsace	**1 565,9**	**1 624,4**	**1 734,1**	**1 784,6**	**1 793,9**
Dordogne	386,4	386,4	388,3	396,2	397,6
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4	1 344,1	1 359,7
Landes	297,4	311,4	327,3	342,7	347,3
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4	312,9	314,8
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0	620,4	625,2
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**	**3 016,2**	**3 044,6**
Allier	369,6	357,7	344,7	344,7	344,2
Cantal	162,8	158,7	150,8	149,3	148,9
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1	215,0	216,5
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3	613,5	616,9
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**	**1 322,6**	**1 326,4**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	512,7	514,6
Nièvre	239,6	233,3	225,2	223,0	222,3
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9	547,1	548,5
Yonne	311,0	323,1	333,2	337,8	338,0
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**	**1 620,6**	**1 623,3**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4	557,0	560,9
Finistère	828,4	838,7	852,4	868,1	874,1
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5	899,2	908,4
Morbihan	590,9	619,8	643,9	669,7	677,5
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**	**2 994,1**	**3 020,9**
Cher	320,2	321,6	314,4	313,5	313,1
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7	413,6	414,7
Indre	243,2	237,5	231,1	231,7	231,4
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0	565,0	567,9
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0	319,5	320,8
Loiret	535,7	580,6	618,1	631,3	634,0
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**	**2 474,6**	**2 481,9**
Ardennes	302,3	296,4	290,1	288,6	288,6
Aube	289,3	289,2	292,1	293,8	294,1
Marne	543,6	558,2	565,3	564,7	564,1
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9	190,5	189,6
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**	**1 337,7**	**1 336,3**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6	123,5	124,6
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6	147,1	148,4
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**	**270,6**	**273,1**
Doubs	477,2	484,8	499,1	506,4	509,6
Jura	242,9	248,8	250,9	253,7	254,8
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7	233,2	234,3
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	139,6	140,2
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**	**1 133,0**	**1 138,9**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2	2 168,0	2 163,5
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8	1 242,3	1 256,6
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3	1 381,3	1 390,2
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2	1 163,6	1 172,3
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9	1 481,4	1 494,3
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9	1 407,9	1 416,6
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2	1 251,1	1 258,6
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5	1 130,6	1 138,8
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**	**11 226,1**	**11 290,8**
Aude	280,7	298,7	309,8	325,2	329,4
Gard	530,5	585,0	623,1	656,4	665,0
Hérault	706,5	794,6	896,4	957,6	971,4
Lozère	74,3	72,8	73,5	75,2	75,5
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8	414,3	421,2
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**	**2 428,8**	**2 462,5**
Corrèze	241,4	237,9	232,6	236,2	236,8
Creuse	140,0	131,3	124,4	124,4	124,2
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9	358,4	360,7
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**	**719,1**	**721,6**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8	720,4	722,5
Meuse	200,0	196,2	192,2	192,7	192,7
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4	1 030,6	1 032,9
Vosges	395,8	386,3	381,0	382,3	382,4
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**	**2 326,0**	**2 330,5**

Départements et régions	Population sans doubles comptes				
	1982	1990	1999	*r* 2003	*r* 2004
Ariège	135,7	136,5	137,2	141,0	142,5
Aveyron	278,7	270,1	263,8	270,4	272,2
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3	1 116,9	1 135,0
Gers	174,2	174,6	172,3	176,7	178,3
Lot	154,5	155,8	160,2	166,0	167,5
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4	226,6	228,3
Tarn	339,3	342,7	343,4	354,0	358,0
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0	216,1	219,4
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**	**2 667,7**	**2 701,0**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0	2 573,6	2 577,5
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6	1 447,5	1 450,2
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**	**4 021,1**	**4 027,7**
Calvados	589,6	618,5	648,4	659,7	663,5
Manche	465,9	479,6	481,5	485,1	486,1
Orne	295,5	293,2	292,3	292,5	292,2
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**	**1 437,4**	**1 441,8**
Eure	462,3	513,8	541,1	553,7	557,0
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1	1 244,1	1 245,5
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**	**1 797,8**	**1 802,4**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3	1 181,3	1 192,2
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9	750,1	752,7
Mayenne	271,8	278,0	285,3	292,9	293,4
Sarthe	504,8	513,7	529,9	540,4	542,7
Vendée	483,0	509,4	539,7	569,3	576,8
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**	**3 334,0**	**3 357,9**
Aisne	534,0	537,3	535,5	536,7	535,7
Oise	661,8	725,6	766,4	778,5	779,9
Somme	544,6	547,8	555,6	559,0	559,0
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**	**1 874,1**	**1 874,6**
Charente	340,8	342,0	339,6	343,3	344,3
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1	580,5	587,5
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4	350,0	352,0
Vienne	371,4	380,0	399,0	405,3	407,7
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**	**1 679,1**	**1 691,5**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6	143,5	145,5
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4	126,4	127,9
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3	1 053,0	1 057,0
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7	1 882,9	1 892,7
Var	708,3	815,4	898,4	944,2	957,8
Vaucluse	427,3	467,1	499,7	516,8	521,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**	**4 666,8**	**4 702,6**
Ain	418,5	471,0	515,3	540,2	547,2
Ardèche	268,0	277,6	286,0	295,3	298,5
Drôme	389,8	414,1	437,8	453,5	457,8
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0	1 132,9	1 145,1
Loire	739,5	746,3	728,5	729,9	731,9
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9	1 631,5	1 646,3
Savoie	323,7	348,3	373,2	387,7	392,3
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7	666,7	676,5
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**	**5 837,6**	**5 895,8**
Métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**	**59 969,7**	**60 340,0**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5	...	...
Guyane	73,0	114,7	157,2	...	...
Martinique	328,6	359,6	381,4	...	...
Réunion	515,8	597,8	706,3	...	...
Départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**	**1 759,3**	...
France entière	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**	**61 729,0**	...

(1) Les chiffres 2003 et 2004 ont été révisés le 17 janvier 2006. Ils sont cohérents avec les estimations des populations régionales, publiées à la même date, tenant compte des résultats des enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005.

TABLEAU A.01-3

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; Insee (Recensement de la population de 1999)

Unité : Nombre

Région et département	Au 01-01-2006, nombre de :			Superficie (km^2)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité (habitants au km^2)	Variation de la population entre 1990 et 1999	
	Arrondissements	Cantons	Communes				En valeur absolue	En valeur relative (%)
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 296**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	319	5 360,91	305,4	57	– 609	– 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	547	7 644,76	600,0	78	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**	**– 12 336**	**– 0,9**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47	– 12 989	– 3,6
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26	– 7 945	– 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 046**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33	– 8 080	– 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64	– 14 520	– 2,6
89 Yonne	3	42	454	7 427,35	333,2	45	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 269**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	373	6 877,55	542,4	79	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43	– 7 131	– 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34	– 6 371	– 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 948**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**	**– 5 485**	**– 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55	– 6 227	– 2,1
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	433	6 210,60	194,9	31	– 9 194	– 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30	– 215	– 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	1	20	1	105,40	2 125,2	20 164	– 27 177	– 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**	**– 11 911**	**– 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40	– 5 332	– 2,2
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22	– 6 879	– 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-3 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; Insee (Recensement de la population de 1999)

Unité : Nombre

Région et département	Au 01-01-2006, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité (habitants au km²)	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative (%)
Lorraine	**19**	**157**	**2 339**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	500	6 211,40	192,2	31	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55	+ 5 814	+ 2,9
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 813**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	706	5 547,92	648,4	117	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	505	6 103,38	292,3	48	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 464**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	307	5 999,35	344,4	57	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**236**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	57	119	5 087,49	1 835,7	361	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**335**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	369	6 529,95	437,8	67	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	54	293	3 249,12	1 578,9	486	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	294	4 387,80	631,7	144	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 883**	**36 571**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 039**	**36 685**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

TABLEAU A.01-4

Superficie et population légale des collectivités d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie et de leur chef-lieu

Sources : Bureau des longitudes ; Insee

	Superficie (km^2)	Année de recensement	Population sans doubles comptes	Densité (habitants au km^2)	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Mayotte	374	2002	160 265	429	Dzaoudzi	12,3
Nouvelle-Calédonie	19 058	2004	230 789	12	Nouméa	92,3
Polynésie française (1)	4 000	2002	245 516	61	Papeete	26,5
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6 316	26	Saint-Pierre	5,8
Wallis-et-Futuna	142	2003	14 944	105	Mata-Utu	1,2

(1) Les îles habitées de la Polynésie française couvrent 3 265 km^2 et ont une densité de 75 habitants au km^2.

TABLEAU A.01-5

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Unité urbaine de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-6

Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants - France entière

Délimitations et population de 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité (habitants au km²)
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	06	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulême	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	02	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	06	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	08	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	03	502	7	Montluçon	60 993	426
96	03	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlons-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	01	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-7

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : Insee (Recensements de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population sans doubles comptes en 1999	Taux annuel d'évolution (%) 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	2	2	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	4	4	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	5	7	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	6	5	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	7	6	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	8	8	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	9	9	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	10	11	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	11	10	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	12	14	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	13	12	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	14	13	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	15	19	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	16	15	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	17	16	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	18	18	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	19	17	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	20	20	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	21	21	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	22	23	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	23	25	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	24	24	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	25	22	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	26	27	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	27	26	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	28	28	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	29	29	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	30	31	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	31	34	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	32	33	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	33	30	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	34	32	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	35	36	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	36	35	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	37	37	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	38	39	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	39	38	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	40	40	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	41	42	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	42	41	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	43	45	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	44	43	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	45	44	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	46	46	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	47	47	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	48	50	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	49	48	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	50	49	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	51	51	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-8

Autonomie des bassins de vie des bourgs et petites villes selon la nature de leur pôle

Sources : Insee (Recensement de la population 1999), Inra, Ifen, Scees, DIACT (ICO 1998)

Nature du pôle du bassin de vie et leur autonomie	Nombre de bassins de vie	Évolution de population entre 1990 et 1999 % (taux annuel)	Densité en 1999 (habitants au Km²)	Moyenne		Taux d'emploi (emplois/ actifs ayant un emploi)
				Population	Superficie (km²)	
Pôle urbain :						
Faiblement autonome	5	1,24	246,7	26 776	109	0,69
Autonome	183	0,21	61,3	32 836	536	0,98
Ensemble	**188**	**0,23**	**62,3**	**32 675**	**525**	**0,97**
Pôle périurbain :						
Dépendant	300	0,95	85,6	7 935	93	0,54
Faiblement autonome	151	1,02	100,9	13 907	138	0,62
Autonome	56	1,03	103,5	16 512	160	0,84
Ensemble	**507**	**0,99**	**93.9**	**10 661**	**114**	**0.62**
Pôle d'emploi de l'espace rural :						
Dépendant	16	0,64	52,9	7 895	149	0,80
Faiblement autonome	102	0,41	55,1	10 405	189	0,81
Autonome	386	0,09	39,1	13 870	355	0,94
Ensemble	**504**	**0,15**	**41,3**	**12 979**	**315**	**0,91**
Pôle dans le reste de l'espace rural :						
Dépendant	114	0,41	38,9	6 614	170	0,69
Faiblement autonome	316	– 0,03	27,0	4 999	185	0,85
Autonome	116	– 0,07	22,0	6 866	312	0,93
Ensemble	**546**	**0,06**	**27,4**	**5 732**	**209**	**0,83**
Ensemble :						
Dépendant	**430**	**0,81**	**65,7**	**7 583**	**115**	**0,58**
Faiblement autonome	**574**	**0,54**	**49,2**	**8 493**	**173**	**0,73**
Autonome	**741**	**0,20**	**46,7**	**17 657**	**378**	**0,95**
Ensemble	**1 745**	**0,37**	**49,5**	**12 160**	**246**	**0,84**

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants - France entière

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité (habitants au km²) (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité (habitants au km²) (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
2	13	Marseille	798 430	3 318	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
3	69	Lyon	445 452	9 305	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
4	31	Toulouse	390 350	3 300	60	18	Bourges	72 480	1 054
5	06	Nice	342 738	4 766	61	06	Antibes	72 412	2 735
6	44	Nantes	270 251	4 146	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
8	34	Montpellier	225 392	3 963	64	34	Béziers	69 153	724
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
10	35	Rennes	206 229	4 093	66	06	Cannes	67 304	3 430
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
12	51	Reims	187 206	3 992	68	68	Colmar	65 136	978
13	59	Lille	184 657	6 119	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
14	42	Saint-Étienne	180 210	2 253	70	26	Valence	64 260	1 751
15	83	Toulon	160 639	3 750	71	29	Quimper	63 238	749
16	38	Grenoble	153 317	8 457	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
17	49	Angers	151 279	3 543	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
18	21	Dijon	149 867	3 709	74	93	Drancy	62 263	8 024
19	29	Brest	149 634	3 022	75	33	Mérignac	61 992	1 287
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	76	10	Troyes	60 958	4 618
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
22	80	Amiens	135 501	2 740	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	79	92	Antony	59 855	6 261
24	87	Limoges	133 968	1 730	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
25	30	Nîmes	133 424	824	81	56	Lorient	59 189	3 386
26	37	Tours	132 820	3 866	82	02	Saint-Quentin	59 066	2 618
27	974	Saint-Denis	131 557	921	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
29	57	Metz	123 776	2 951	85	79	Niort	56 663	831
30	25	Besançon	117 733	1 810	86	33	Pessac	56 143	1 446
31	14	Caen	113 987	4 435	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
32	45	Orléans	113 126	4 117	88	73	Chambéry	55 786	2 658
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	89	08	Charleville-Mézières	55 490	1 765
34	76	Rouen	106 592	4 986	90	60	Beauvais	55 392	1 663
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	91	95	Cergy	54 781	4 690
36	66	Perpignan	105 115	1 544	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
37	54	Nancy	103 605	6 902	93	49	Cholet	54 204	620
38	59	Roubaix	96 984	7 331	94	2A	Ajaccio	52 880	645
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	95	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	96	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	97	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	98	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	99	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	100	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	101	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	102	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	103	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	104	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	105	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	106	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	107	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	108	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	109	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	110	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	111	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293
56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Communes par tranche de population en métropole

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 (%)
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions - France entière

Source : Insee (Recensement de la population de 1999)

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France entière	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

Chapitre A.02

Environnement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Occupation physique du territoire.

2 Espaces naturels protégés en 2005 – France entière.

3 État des espèces de vertébrés.

4 État des espèces animales en Europe.

5 Plans de chasse au grand gibier.

6 Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.

7 Émissions de gaz à effet de serre.

8 Ressources en eau de pluie.

9 Qualité des eaux de baignade – France entière.

10 Épuration des eaux usées dans les grandes villes.

11 Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2004 – France entière.

12 Accidents industriels et technologiques par secteur d'activité – France entière.

13 Incendies de forêts.

14 Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.

15 Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2004 – France entière.

16 Dépense de protection de l'environnement par domaine.

17 Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne à 15.

1
○ Présentation

Le territoire français connaît une grande diversité mais l'occupation des sols y est majoritairement agricole. En 2004, la moitié du territoire est en effet occupée par des cultures ou des prairies. Les zones naturelles couvrent 42 % de la surface. Les sols artificialisés (bâtis ou non) occupent 8 % du territoire mais progressent rapidement : + 19 % entre 1992 et 2004.
La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats.
La conservation du patrimoine naturel national est assurée par des outils de protection réglementaire (réserves naturelles, parcs nationaux), foncière (acquisitions du Conservatoire du littoral) et contractuelle (actions des parcs naturels régionaux). Les sept parcs nationaux existants couvrent 37 000 ha d'espaces protégés à très haute valeur patrimoniale. Avec leur aire d'adhésion, ces mêmes parcs couvrent près de 1,3 million d'hectares. Les 156 réserves naturelles nationales (y compris Corse), dont 13 dans les Dom, couvrent 0,8 % du territoire.
En 2004, les émissions de gaz à effet de serre de la France s'élèvent à 564 millions de tonnes d'équivalent CO_2, en baisse de 0,8 % par rapport à 1990. Le secteur des transports est la première source d'émissions (26 %).
Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origines domestique, industrielle ou agricole. Les rejets d'azote sont principalement d'origine agricole tandis que les rejets de polluants organiques proviennent des activités industrielles et domestiques. L'essentiel des rejets toxiques est dû aux activités industrielles ou agricoles et dans une moindre mesure à l'utilisation domestique de certains produits (phytosanitaires, entretien, bricolage, etc.).
En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 849 millions de tonnes (dont 340 Mt BTP, 374 Mt Agriculture, 90 Mt Entreprises). La France fournit des données européennes harmonisées et dans ce cadre, la quantité de déchets de l'agriculture va être revue en 2005.
En 2004, la production d'ordures ménagères résiduelles (contenu habituel d'une poubelle non triée) est estimée à 353 kg/habitant.
L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 707 installations en 2004 qui traitent près de 24 millions de tonnes d'ordures ménagères.
En 2004, la dépense de protection de l'environnement s'élève à 33,5 milliards d'euros et représente 2,0 % du PIB. Elle augmente en moyenne de 6,1 % par an depuis 1990 (aux prix courants). Incorporant en outre les dépenses relatives à la production et distribution d'eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement est évaluée à 49,9 milliards d'euros en 2004.

2
○ Méthodologie

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP, Diren), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux, ...).

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle rassemble et analyse l'information sur les espèces en provenance des milieux scientifiques, des Conservatoires botaniques nationaux et des associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

- *La qualité de l'air ambiant*

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA, regroupées au sein du dispositif Atmo) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 40 associations sont en place fin 2004. Agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont rassemblées par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

- *Les émissions des principaux polluants dans l'air*

Elles sont estimées par le Citepa (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (transformation d'énergie, transport, installations industrielles...). Les résultats sont établis à partir de modèles, en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques des secteurs d'activité pondérés par un facteur d'émissions spécifique à chaque polluant.

L'eau

Le système d'information sur l'eau (SIEau) a pris en 2003 la succession du réseau national des données sur l'eau (RNDE). Il fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère de l'Écologie et du Développement durable, les six Agences de l'eau et les offices de l'eau de la Réunion et de la Martinique, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, Ifremer, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'Ineris et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Dans chaque bassin, des schémas directeurs des données sur l'eau précisent les conditions de production, de mobilisation et de mise à disposition des données. Les banques de données sont gérées par divers acteurs du SIEau : la banque nationale de données sur les eaux superficielles à l'OIEau, la banque de données sur les eaux souterraines (ADES) au BRGM, la banque de données sur les eaux littorales (Quadrige) à l'Ifremer, ...

- *Les eaux de baignade*

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (Ddass) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. La nouvelle directive européenne 2006/7/CE du 15/02/2006 entrera en application à partir de 2015. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de la Santé et des Solidarités (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

• *La pollution de l'eau*

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du SIEau.

Les risques technologiques

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI-BARPI : Direction de la Prévention de la pollution et des risques - Service de l'environnement industriel - Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique.

Les déchets

Les résultats sur les ordures ménagères sont obtenus par une exploitation de l'inventaire Itom, conduit par l'Ademe.

Depuis l'année 2000, le tonnage d'ordures ménagères traitées par les centres collectifs est ventilé par mode de traitement et non plus selon le mode de traitement principal de l'installation.

Une partie de plus en plus importante des matériaux recyclables est amenée directement en déchèterie. Les déchèteries ne sont pas comprises dans l'inventaire Itom. Une autre partie est également reprise directement par des industriels.

La dépense nationale liée à l'environnement

L'Ifen élabore les comptes de la dépense de protection de l'environnement selon une méthodologie harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les résultats sont présentés dans le rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Les séries 1990-2003 ont été réajustées et ne sont donc pas identiques à celles publiées précédemment.

Il est aussi fourni ici une partie des résultats sur les dépenses de protection de l'environnement, collectés par le questionnaire conjoint de l'OCDE et d'Eurostat sur l'état de l'environnement et les dépenses de protection de l'environnement. Les définitions et les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution. De même, certains des concepts retenus par le questionnaire OCDE/Eurostat diffèrent de ceux des comptes de la dépense de protection de l'environnement ne permettant pas un rapprochement immédiat des données issues des deux approches.

3 Définitions

Effet de serre

Échauffement des couches inférieures de l'atmosphère dû à l'absorption du rayonnement infrarouge émis par le sol sous l'effet des rayons solaires. Les principaux gaz à effet de serre direct sont le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4), le protoxyde d'azote (N_2O) ainsi que l'hexafluorure de soufre (SF_6), les hydrofluorocarbures (HFC) et les perfluorocarbures (PFC), familles de composés halogénés. D'autres gaz contribuent indirectement à l'accroissement de l'effet de serre, en intervenant dans la formation de polluants secondaires comme l'ozone ou les aérosols.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Indice Atmo

L'objectif de l'indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (Atmo) est de caractériser une situation moyenne sur une unité urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : SO_2, NO_2, O_3 et poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. L'indice final est le maximum des sous-indices de chacun des polluants pris en compte. Il comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

Par arrêté du 10 janvier 2000, les modes de calcul de cet indice ont été modifiés (prise d'effet le 18 mars 2000) pour les rendre plus cohérents avec les nouvelles valeurs de références communautaires, ainsi qu'avec la procédure d'alerte. (Cf. Carte dans l'Essentiel de l'annuaire).

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire rassemblant un patrimoine naturel, culturel et paysager d'exception. Il est composé d'un ou plusieurs cœurs, définis comme les espaces terrestres et maritimes à protéger, ainsi que d'une aire d'adhésion, territoire des communes ayant vocation à adhérer à la charte du parc (loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 et art L. 331-1 et suivants du code de l'environnement).

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Pouvoir de réchauffement global (PRG)

Afin de déterminer l'impact relatif de chacun des polluants sur le changement climatique, un indicateur, le pouvoir de réchauffement global (PRG) a été défini. Il s'agit de l'effet radiatif d'un polluant intégré sur une période de 100 ans, comparativement au CO_2 pour lequel le PRG est fixé à 1. Le pouvoir de réchauffement global, provenant des six substances retenues dans le protocole de Kyoto est calculé au moyen des PRG respectifs de chacune des substances, exprimés en équivalent CO_2 (CO_2e).

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO_5), l'azote réduit (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'environnement (Ifen).

Organismes :

- Ministère de l'Écologie et du Développement durable :
  - Institut français de l'environnement ;
  - Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;
  - Direction générale de l'administration ;
  - Direction de l'eau ;
  - Direction de la prévention des pollutions et des risques ;
  - Direction de la nature et des paysages ;
  - Délégation au développement durable.
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :
  - Service central des enquêtes et études statistiques.
- Ministère de la Santé et des Solidarités, Direction générale de la santé.
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
- Agences de l'eau.
- Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.
- Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
- Muséum national d'histoire naturelle.
- Office international de l'eau.
- Office national de la chasse et de la faune sauvage.
- Organisation de coopération et de développement économiques.
- Eurostat.
- Fédération française des sociétés d'assurance.

Sites Internet :

- www.ifen.fr
- www.ecologie.gouv.fr
- www.ademe.fr
- www.eaufrance.com
- www.eea.eu.int
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Ifen

Les synthèses de l'Ifen :

- « L'environnement en France – édition 2006 », octobre 2006 ;
- « 10 indicateurs clés de l'environnement », octobre 2005 ;
- « L'économie de l'environnement en 2004 », septembre 2006.

Les dossiers de l'Ifen :

- « Les pesticides dans les eaux – Données 2003-2004 », n° 5, août 2006 ;
- « NAMEA, un outil pour relier activités économiques et pressions environnementales », n° 4, juillet 2006.

Études et travaux :

- « L'état des eaux souterraines en France : aspects quantitatifs et qualitatifs », n° 43, novembre 2004.

Premier Ministre

- Stratégie nationale de développement durable 2003-2008 : Objectifs stratégiques et instruments – Programme d'actions – Douze indicateurs « phares » de développement durable, actualisation novembre 2006.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Scees

Agreste

- « L'utilisation du territoire en 2004, nouvelle série 1992 à 2004 », *Chiffres et données*, Agriculture, n° 169, août 2005.

Insee

- « Environnement, nuisances, insécurité – Indicateurs sociaux 1996-2004 », *Insee-Résultats*, *Société*, n° 45, décembre 2005.

OCDE

- « Indicateurs clés de l'environnement 2005 », 1er avril 2006 ;
- « Examens environnementaux de l'OCDE – France », septembre 2005 ;
- « Dépenses de lutte contre la pollution dans les pays de l'OCDE », juillet 2003.

Eurostat

- « Waste generated and treated in Europe - Data 1995-2003 », octobre 2005.

Statistiques en bref :

- « Dépenses de protection de l'environnement en Europe par le secteur public et les prestataires spécialisés – 1995-2002 », novembre 2005 ;
- « Dépenses de protection de l'environnement par l'industrie dans l'Union européenne », août 2005 ;
- « Utilisations de l'eau et traitement des eaux usées dans l'UE et les pays candidats », août 2005.

Panorama de l'UE :

- « Mesure des progrès accomplis sur la voie d'une Europe plus durable - Les indicateurs de développement durable de l'Union Européenne - Données 1990-2005 », édition 2005.

Autres

Agence européenne pour l'environnement :

- « Land accounts for Europe 1990-2000 », EEA Report n° 11/2006, december 2006 ;
- « Air pollution by ozone in Europe in summer 2005 », EEA Report n° 3/2006, june 2006 ;
- « SOER 2005 - The European environment – State and outlook 2005 », 2005.

TABLEAU A.02-1

Occupation physique du territoire

Sources : Scees, Ifen

Unité : Millier d'hectares

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Cultures annuelles	15 154	15 295	15 249	15 236	15 270	15 258	15 216
Forêts	14 745	14 966	15 014	15 059	15 093	15 126	15 170
Prairies	11 389	11 062	11 046	10 982	10 922	10 897	10 882
Landes, parcours et alpages	4 308	4 182	4 150	4 134	4 096	4 056	4 020
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 996	1 896	1 884	1 875	1 869	1 857	1 850
Roches et eaux	1 880	1 861	1 859	1 859	1 852	1 849	1 843
Routes et parkings	1 598	1 669	1 681	1 695	1 711	1 719	1 734
Sols artificiels non bâtis	1 420	1 527	1 547	1 573	1 594	1 626	1 645
Cultures pérennes	1 302	1 273	1 276	1 276	1 272	1 271	1 270
Sols bâtis	1 007	1 066	1 092	1 109	1 119	1 135	1 163
Zones interdites d'accès	122	123	123	122	122	126	127

TABLEAU A.02-2

Espaces naturels protégés en 2005 - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Réserves naturelles de France

Unité : Km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	e Surface
Réserves naturelles nationales (2004)	156	5 461
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral (2004)	300	730
Parcs nationaux (zones centrales)	7	3 699

TABLEAU A.02-3

État des espèces de vertébrés

Source : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN) (mise à jour en avril 2005)

Espèces	Nombre d'espèces connues	Nombre d'espèces protégées	Espèces menacées		Espèces en régression
			En danger	Vulnérables	
Mammifères	121	68	9	14	20
Oiseaux (1)	375	364	20	52	60
Poissons et cyclostomes	420 *e*	20	7	25	28
Reptiles	40	39	2	4	16
Amphibiens	40	33	3	8	13

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, dernière année disponible

Source : OCDE (Données sur l'environnement - Compendium 2004)

Unité : Nombre

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Allemagne	79	240	268	14	21	13 727
Autriche	100	219	60	16	21	45 000
Belgique	68	179	41	7	16	22 364
Danemark	50	200	38	6	15	3 674
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Finlande	59	240	68	5	5	20 361
France	**123**	**366**	**416**	**38**	**38**	**38 500**
Grèce	110	422	107	59	19	30 000
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	93	58	38	56 500
Luxembourg	64	130	43	6	14	30 000
Pays-Bas	64	172	45	7	16	368
Portugal	96	313	35	34	17	...
Royaume-uni	64	247	54	9	14	22 778
Suède	67	246	55	6	13	27 165

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
Fédérations de chasse - Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier"

Unité : Nombre

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Chevreuils	179 166	302 744	395 657	408 627	431 868	437 342	461 689	483 412
Cerfs	13 555	20 084	32 349	33 307	36 196	36 716	36 583	38 569
Sangliers	134 156	236 393	343 628	306 829	389 768	392 202	442 466	479 298

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France (1)

Sources : Ademe et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), Ifen

Unité : Microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration (SO_2) dépassée dans 2 % des cas			Valeur de la moyenne horaire de la concentration (NO_2) dépassée dans 2 % des cas			Moyenne horaire maximale (O_3)		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Clermont-Ferrand	10	14	12	106	122	107	199	201	194
Grenoble	21	21	22	118	116	120	201	194	221
La Rochelle	9	9	7	105	85	78	193	175	161
Le Havre	136	87	103	101	102	107	202	171	221
Lyon	28	26	74	194	162	180	306	227	240
Marseille	32	29	43	147	148	162	229	228	265
Nancy	16	24	16	98	100	85	241	208	212
Nantes	6	14	10	102	103	116	212	152	216
Paris-Île-de-France	34	26	26	182	180	191	282	218	257
Rouen	94	142	101	120	113	119	264	173	187
Strasbourg	80	76	65	129	113	127	255	235	224
Toulouse	7	7	10	120	116	123	224	188	204

(1) Du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-7

Émissions de gaz à effet de serre

Source : Citepa, Coralie format CCNUCC (mise à jour décembre 2005) (1) — *Unité* : Million de tonnes équivalent CO_2 (2)

Substance	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Gaz à effet de serre direct											
CO_2	364	354	363	355	375	363	360	357	345	349	353
CH_4	68	69	68	65	65	64	64	62	61	59	58
N_2O	95	93	94	96	89	82	81	79	77	75	72
HFC, PFC et SF_6	10,1	7,8	9,2	9,5	10,2	11,5	11,3	11,5	14,1	15,0	14,9
PRG Métropole (3)	**537,1**	**523,8**	**534,2**	**525,5**	**539,2**	**520,5**	**516,3**	**509,5**	**497,1**	**498,0**	**497,9**
PRG DOM (3)	**2,7**	**7,1**	**7,1**	**7,1**	**6,9**	**6,9**	**7,1**	**7,6**	**7,5**	**7,6**	**7,5**
PRG France entière (3)	**539,8**	**530,9**	**541,3**	**532,6**	**546,1**	**527,4**	**523,4**	**517,1**	**504,6**	**505,6**	**505,4**

(1) Les émissions du trafic maritime international et du trafic aérien international sont exclues.
(2) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.
(3) PRG pouvoir de réchauffement global intégré sur une période de 100 ans et calculé sur la base des coefficients suivants : $CO_2 = 1$; $CH_4 = 21$; $N_2O = 310$; SF6 = 23 900 ; HFC et PFC = valeurs variables dépendantes de la part relative des différentes molécules.

TABLEAU A.02-8

Ressources en eau de pluie (1)

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) — *Unité* : Milliard de m^3/an

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précipitations	527	497	463	484	583	572	543	535	428 *r*	474
Pluies efficaces	213	195	128	182	239	224	213	195	...	...

(1) En année civile.

TABLEAU A.02-9

Qualité des eaux de baignade - France entière

Sources : Ministère de la Santé et des Solidarités (DGS)
Ifen

	1995		2000		2002		2003		2004		2005	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés (1)	**1 588**	**1 777**	**1 379**	**1 704**	**1 425**	**1 701**	**1 403**	**1 839**	**1 406**	**1 872**	**1 328**	**1 894**
selon la catégorie de qualité												
A = eau de bonne qualité	678	1 052	639	1 192	707	1 134	661	1 373	642	1 250	678	1 361
Pourcentage	42,7	59,2	46,3	70,0	49,6	66,7	47,1	74,7	45,7	66,8	51,1	71,9
B = eau de qualité moyenne	768	614	649	445	641	501	662	428	692	541	596	474
Pourcentage	48,4	34,5	47,1	26,1	45,0	29,4	47,2	23,3	49,2	28,9	44,9	25,0
C = eau pouvant être momentanément polluée	113	110	83	67	70	66	69	36	68	81	49	59
Pourcentage	7,1	6,2	6,0	3,9	4,9	3,9	4,9	1,9	4,8	4,3	4,8	3,1
D = eau de mauvaise qualité	29	1	8	–	7	–	11	2	4	–	5	–
Pourcentage	1,8	0,1	0,6	–	0,5	–	0,8	0,1	0,3	–	0,4	–

(1) Classés : qui ont fait l'objet d'une fréquence d'échantillonnage suffisante au regard des demandes de la Commission européenne.

TABLEAU A.02-10

Épuration des eaux usées dans les grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : Flux de pollution : t/j
Rendement : %

	(2) DBO_5			Azote			Phosphore		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 802	1 796	1 795	207	224	224	49	123	47
Rendement des stations d'épuration	87	88	88	43	46	47	43	42	50

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-11

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2004 (1) - France entière

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI)

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets égalent ou dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	24	25 310 t
Arsenic (et ses composés)	5 kg/an	37	4 574 kg
Azote	50 t/an	107	20 926 t
Cadmium (et ses composés)	5 kg/an	38	723 kg
Chlorures	2 000 t/an	37	2 020 669 t
Cyanures	50 kg/an	17	23 953 kg
Demande chimique en oxygène	150 t/an	496	386 506 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	39	101 057 t
Fluor	2 t/an	44	1 703 t
Matières en suspension	300 t/an	75	583 591 t
Phosphore	5 t/an	169	3 567 t
Sulfates	1 500 t/an	32	269 270 t
Titane (et ses composés)	100 kg/an	3	1 080 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements égalant ou dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-12

Accidents industriels et technologiques par secteur d'activité - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR - SEI - BARPI), base ARIA - Ifen (1)

Unité : Nombre

	r 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Agriculture, sylviculture, pêche	245	309	170	178	274	234	187
Industries extractives	9	8	15	5	12	12	6
Industries alimentaires	78	80	72	54	87	100	91
Industries manufacturières (hors alimentaires)	466	450	439	424	629	609	635
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	48	89	80	64	148	263	306
Construction	20	24	18	15	41	33	32
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	150	155	164	142	192	156	149
Transports	95	131	180	140	154	229	176
Autres secteurs d'activité	243	278	199	176	253	257	213
Particuliers	35	59	55	42	34	40	28
Activité en cause indéterminée	158	237	248	207	248	197	155

(1) Base ARIA : mise à jour avril 2006 (cf. partie "méthodologie" du chapitre A.02).

TABLEAU A.02-13

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Scees)
Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre d'incendies	5 881	6 549	4 960	4 553	4 258	4 097	7 023	3 775	4 696
Surface sinistrée (hectares)	72 625	18 109	15 905	24 026	20 473	30 160	73 278	13 710	22 133

TABLEAU A.02-14

Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles (1)

Source : Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (États comptables C10 - décembre 2006) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Montant (2) *r*	481	742	725	488	483	767	417	368	1 119	1 996	146	361

(1) Depuis 1994, les états comptables n'intègrent plus les succursales étrangères d'un pays de la CEE.
(2) Par exercice de survenance.

TABLEAU A.02-15

Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2004 - France entière

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (Ademe) - inventaire Itom (1) — *Unité* : Kilotonne/an

Mode de traitement	Nombre d'unités de traitement	Quantité annuelle traitée
Tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective	186	1 767
Compostage	67	1 425
Méthanisation	2	136
Incinération sans récupération d'énergie	22	641
Incinération avec récupération d'énergie	112	10 319
Centre d'enfouissement technique (2)	318	9 474
Total	**707**	**23 762**

(1) Inventaire Itom bi-annuel depuis 2000.
(2) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-16

Dépense de protection de l'environnement par domaine

Source : Ifen — *Unité* : Million d'euros

	1990	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Gestion des eaux usées	6 341	8 130	9 307	9 970	10 363	10 945	11 286	11 535
Protection de l'air	1 181	1 296	1 742	1 703	1 736	1 881	1 973	2 063
Réduction du bruit	678 *r*	931	1 117	1 162	1 254	1 249	1 302	1 420
Gestion des déchets (1)	3 994	6 919	8 633	9 401	9 669	10 238	10 607	11 100
Déchets radioactifs	–	–	556	570	573	578	594	665
Nettoyage des rues	693	808	927	977	1 029	1 078	1 189	1 267
Protection de la biodiversité et des paysages	337 *r*	961	1 083	1 292	1 322	1 292	1 357	1 472
Recherche et développement	568	977	1 320	1 455	1 521	1 624	1 653	1 734
Administration générale de l'environnement	884	1 372	1 547	1 680	1 796	2 013	2 093	2 226
Total	**14 674 *r***	**21 393**	**26 231**	**28 210**	**29 263**	**30 898**	**32 054**	**33 481**

(1) Non compris déchets radioactifs.

TABLEAU A.02-17

Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne à 15

Source : Eurostat — *Unité* : % du PIB

Pays	Année	Secteur public	Industrie
Allemagne	2002	0,45	...
Autriche	2001	0,21	...
Belgique	2001	0,55	...
Danemark	2001	1,24	...
Espagne	2002	...	0,27
Finlande	2000	0,39	0,47
France	**2002**	**0,27**	**...**
Grèce	1999	0,62	...
Irlande	1998	0,53	0,21
Italie	2002	0,79	...
Luxembourg	1997	0,70	...
Pays-Bas	2001	...	0,43
Portugal	2002	0,62	0,29
Royaume-Uni	2002	0,47	0,24
Suède	2002	...	0,39

Chapitre B.01

Structure de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population totale par groupe d'âges au 1er janvier.

2 Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2005.

3 Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2005.

4 Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2006.

5 Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

6 Population totale des départements et collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie par sexe et groupe d'âges.

7 Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière.

8 Population totale par groupe d'âges et catégorie socio-professionnelle en 1999 - France entière.

9 Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

10 Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

11 Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.

12 Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.

13 Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer.

1
○ Présentation

Dans l'Union européenne, la population des nouveaux états membres est un peu plus jeune que celle des pays de l'UE à 15. Mais en raison de la chute depuis 15 ans de la fécondité dans la plupart de ces nouveaux pays, l'UE connaîtra dans moins d'une décennie une accélération du vieillissement de sa population. En 2004, l'Irlande et Chypre sont les pays les plus jeunes : 28 % de leur population est âgée de moins de 20 ans. L'Italie est le pays le plus âgé de l'UE : les 65 ans ou plus représentent 19 % de la population.

La population française, départements d'outre-mer inclus, est estimée à 62,9 millions d'habitants au 1er janvier 2006.
Elle représente 13,5 % de celle de l'Europe des 25, se situant au deuxième rang derrière l'Allemagne (82,5 millions d'habitants au 1er janvier 2005) et juste devant le Royaume-Uni (60,0 millions).
La population de la France continue de vieillir. Au 1er janvier 2006, 16,2 % des habitants ont 65 ans ou plus, soit 1,1 point de plus qu'en 1996. Au cours de ces dix années, la part des moins de 20 ans a diminué de 1,2 point : ils représentent aujourd'hui 25,1 % de la population.

2
○ Méthodologie

21. Recensement de population de 1999

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99 - 1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000 - 1021 du 17 octobre 2000.
Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire », B.03 : « Étrangers et Immigrés », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active et Emploi ».

Exploitation

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98 - 403 du 22 mai 1998.
La date de référence est le 8 mars 1999.
Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.
L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.
Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).
Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20ème et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20ème et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.
Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20ème et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.
Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Les différentes étapes de la diffusion

a. Le dénombrement
La diffusion des résultats du dénombrement s'est déroulée entre la fin du 1er semestre 1999 et la fin du 3ème trimestre 2000. Elle a permis d'établir successivement :
– les évolutions démographiques provisoires (populations provisoires, logements provisoires et état civil provisoire) ;
– les populations légales (populations définitives arrêtées par décret) ;
– les évolutions démographiques définitives (population sans doubles comptes, soldes naturels et migratoires, nombre de logements).
Ces différentes étapes ont fait l'objet de publications dans trois séries (respectivement grise, bleue et orange) ainsi que d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes, graphiques et fichiers (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).
b. L'exploitation principale
Deux phases caractérisent la diffusion de l'exploitation principale :
– la 1ère, au cours du 2ème semestre 2000, a donné lieu à l'établissement de résultats par département sur 11 thèmes (population, activité, navettes domicile/travail, formation, migrations, nationalité, immigration, ménages, logements, résidences principales, immeubles) ;
– la 2ème (fin 2000 - début 2001) a permis d'établir les résultats France entière sur les 11 thèmes précédents auquel se sont ajoutés le thème « emplois » et également les données sur les mobilités (résidentielles, professionnelles et scolaires).
L'exploitation principale a fait l'objet de publications dans la série jaune (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).
c. Le sondage au 1/20ème
Pour permettre la validation des traitements statistiques (imputation de valeurs manquantes, redressement, recodification) et la diffusion plus rapide des premiers résultats sur les catégories sociales et l'activité économique, une exploitation au 1/20ème a été réalisée pour la métropole.
Cette étape réalisée au cours du 2ème trimestre 2001 a permis d'établir pour l'ensemble de la France métropolitaine et ses départements les résultats sur tous les thèmes, y compris les familles et l'activité économique.
Le sondage au 1/20ème a notamment donné lieu à la publication d'un volume « Tableaux références et analyses » dans la collection Insee-Résultats (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).
d. L'exploitation complémentaire
L'exploitation complémentaire est la dernière étape des exploitations statistiques. Elle s'est déroulée au cours du 4ème trimestre 2001 et du 1er semestre 2002. Cette étape permet d'affiner les caractéristiques de l'emploi (en termes de professions et d'activités économiques) et de procéder à l'analyse détaillée de la composition des ménages et des familles.
L'exploitation complémentaire a fait l'objet de publications dans la série verte (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).
Cette dernière étape de la diffusion des exploitations statistiques a également permis de diffuser, sous forme de 3 volumes thématiques dans la collection des fascicules verts, des résultats sur des thèmes particuliers :
– population immigrée, population étrangère ;
– ménages, familles, population ;
– population active, formation.

22. Les enquêtes de recensement

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est réalisé par enquête annuelle. Chaque commune de moins de 10 000 habitants est recensée tous les cinq ans, à raison d'un cinquième de ces communes chaque année. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus une enquête est réalisée chaque année auprès d'un échantillon de 8 % de leur population.
En 2008, l'ensemble des habitants des communes de moins de 10 000 habitants et 40 % de la population des communes de 10 000 habitants ou plus auront donc été pris en compte dans le cadre du nouveau recensement.
À la fin de l'année 2008, à l'issue des cinq premières enquêtes de recensement, l'Insee publiera pour la première fois les résultats statistiques complets sur les habitants et leur logement. Ces résultats seront mis à jour tous les ans.

3
○ Définitions

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).
Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :
– il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre N.01) ;
– les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement ; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.
En métropole et dans les Dom, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les Dom que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les Dom, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».
Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).
La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».
Trois niveaux de regroupement sont proposés :
– le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;
– le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;
– le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.
Une rénovation actualisée (PCS-2003) est en vigueur depuis le 1er janvier 2003. Les premier et deuxième niveaux sont restés inchangés par rapport à la version en vigueur de 1982 à 2003. La rénovation de 2003 a donc porté uniquement sur le troisième niveau qui comprenait 455 postes dans la version 1982. Elle a permis de regrouper des professions dont la distinction était devenue obsolète, et d'en éclater d'autres afin de tenir compte de l'apparition de nouveaux métiers ou de nouvelles fonctions transversales aux différentes activités industrielles.
Il existe une version de la nomenclature des professions plus détaillée à l'usage des entreprises, dite PCS-ESE-2003 (cf. Nomenclature en annexe).

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.
Les différents niveaux de diplôme retenus sont :
– aucun diplôme ;
– certificat d'études primaires ;
– BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;
– CAP ;
– BEP ;
– baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;
– baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;
– diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;
– diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial légal

Le concept d'état matrimonial désigne la situation conjugale d'une personne au regard de la loi : célibataire, marié, veuf, divorcé.
Aux divers recensements et dans les enquêtes de recensement l'état matrimonial légal correspond à ce que les personnes ont déclaré. Les réponses peuvent donc présenter des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :
– une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;
– des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement

divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...
Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.
Pour la métropole, on répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans des communes différentes :
– de la même unité urbaine ;
– de la même zone d'emploi ;
– du même département ;
– de la même région ;
– autres que ci-dessus.
Dans le cas des Dom, on répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans deux communes différentes :
– dont de la même unité urbaine.
Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.
Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au sens du recensement de la population

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active et Emploi ».
La population active au sens du recensement de la population comprend les personnes qui déclarent :
– exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel ;
– aider un membre de la famille dans son travail (même sans rémunération) ;
– être apprenti, stagiaire rémunéré... ;
– être militaire du contingent (tant que cette situation existait) ;
– être chômeur à la recherche d'un emploi.
Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :
– profession et catégorie socioprofessionnelle ;
– statut ;
– activité économique ;
– lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• *STATUT*
La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :
Salariés :
– salariés du secteur privé ;
– salariés de la Fonction publique (État, collectivités locales, fonction publique hospitalière) ;
– salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.
Non-salariés :
– indépendants sans salarié ;
– employeurs ;
– aides familiaux.
• *SALARIÉS*
Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».
La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.
a. Salariés du secteur privé
Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le REE (Sirene), ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.
b. Salariés de l'État
Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.
c. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.
Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.
d. Salariés de la Sécurité sociale.
Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.
e. Salariés des entreprises publiques ou nationales.
Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.
• *NON-SALARIÉS (indépendants sans salarié, employeurs)*
La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».
On considère donc comme non-salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
– gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;
– président-directeur général ;
– président de société anonyme ;
– directeur général de société anonyme ;
– associé de société en nom ;
– associé de société de fait ;
– commanditaire de société en commandite ;
– chef d'entreprise ;
– administrateur de société ;
– agent d'assurance dirigeant un cabinet ;
– associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;
– président d'entreprise nationalisée ;
– associé de Gaec (agriculture) ;
ainsi que :
– les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;
– les avocats ;
– les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).

La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le REE (Sirene). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le REE (Sirene), le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
– actifs ayant un emploi ;
– chômeurs ;
– militaires du contingent.
2. Inactifs :
– anciens actifs ;
– étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;
– autres inactifs.
3. Actifs ayant un emploi :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.
Remarque :
– les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.
4. Chômeurs :
on considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :
– soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;
– soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.
5. Militaires du contingent :
à partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.
6. Anciens actifs :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.
7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans, ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.
8. Autres inactifs :
sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.
Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :
– femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;
– chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;
– étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :
– les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;
– les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'Insee.

Organisme :

Insee.

Sites Internet :

www.insee.fr
www.statistique-publique.fr

Publications Insee :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.
Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999 ;
Tome 2 : Description du dénombrement ;
Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques ;
Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques ;
Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques ;
Tome 10 : Produits de diffusion.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

• *Ouvrage de synthèse* :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
• *Tableaux statistiques* :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 habitants ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.
• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires...L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes... L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;

– « Les bases de données locales – Communes…Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS…L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : ÎLOTS…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…IRIS et Contours…Îlots, Correspondances…IRIS-Îlots, Correspondances…Adresse, cé-déroms.

• *Fichier détail :*

– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.

• *Cartes et graphiques :*

– « La fiche profil et la fiche cartographique ».

• *Insee-Première (dernières parutions)* :

– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile-travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : l'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001 ;
– « Les zones urbaines sensibles : forte progression du chômage entre 1990 et 1999 », n° 835, mars 2002.

• *Insee-Méthodes :*

– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998.

Autres :

• *Insee-Première :*

– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - 31,3 millions de logements au 1er janvier 2005 », n° 1060, janvier 2006 ;
– « Bilan démographique 2005 - En France, la fécondité des femmes augmente toujours », n° 1059, janvier 2006 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », n° 1058, janvier 2006 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement : résultats de la collecte 2004 - Des changements de région plus fréquents qui bénéficient aux régions du sud et de l'ouest », n° 1028, juillet 2005 ;
– « Recensement de la population à Wallis et Futuna : 14 944 habitants au 22 juillet 2003 », n° 1013, avril 2005.

• *Insee-Références :*

– « Données Sociales », Édition 2006, mai 2006.

• *Insee-Résultats, série Société :*

– « La situation démographique en 2004 - Mouvement de la population », n° 55, août 2006 ;
– « Données de démographie régionale 1954 à 1999 », n° 49, décembre 2005 ;
– « Recensement général de la population et des logements du Territoire des îles de Wallis et Futuna (22 juillet 2003) », n° 47, décembre 2005 ;
– « Recensement général de la population et des logements de la collectivité départementale de Mayotte (30 juillet 2002) », n° 28, avril 2004 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000.

• *Insee-Méthodes :*

– « Le modèle de projection démographique Omphale 2000 », Joël Deneukdt, n° 112, décembre 2005 ;
– « Pour comprendre le recensement de la population », numéro hors série, mai 2005.
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

TABLEAU B.01-1

Population totale par groupe d'âges au 1er janvier

Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005

Source : Insee

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âges (%)			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	*dont* : 75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1998	58 299,0	38,39	37,02	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999	58 496,6	38,57	37,25	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000 *r*	58 825,0	38,71	37,50	105,92	25,56	53,82	20,62	7,21
2001 *r*	59 200,0	38,86	37,80	105,90	25,41	53,98	20,61	7,39
2002 *r*	59 586,1	39,00	38,04	105,88	25,24	54,18	20,57	7,57
2003 *r*	59 969,7	39,15	38,35	105,85	25,09	54,31	20,60	7,73
2004 *r*	60 340,0	39,29	38,56	105,81	25,02	54,31	20,68	7,87
2005 *r*	60 702,3	39,45	38,75	105,82	24,91	54,28	20,81	8,05
2006 *p*	61 044,7	39,61	38,94	105,82	24,82	54,26	20,92	8,23

(1) Âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2005

Source : Eurostat

Unité : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 25)									
Allemagne	82 500,8	40 353,6	8 572,5	25 508,2	6 272,9	42 147,2	8 140,1	24 912,6	9 094,5
Autriche	8 206,5	3 986,3	928,3	2 539,3	518,7	4 220,2	881,4	2 545,8	793,0
Belgique	10 445,9	...	...	...	...	...	...	...	...
Chypre	749,2	369,2	102,8	226,4	40,1	380,0	97,7	233,0	49,3
Danemark	5 411,4	2 677,3	678,2	1 651,9	347,2	2 734,1	644,5	1 624,3	465,3
Espagne	43 038,0	21 173,3	4 399,0	13 720,8	3 053,5	21 864,7	4 164,6	13 525,3	4 174,9
Estonie	1 347,0	...	...	...	...	...	...	...	...
Finlande	5 236,6	2 562,1	629,5	1 602,0	330,7	2 674,5	603,2	1 571,0	500,3
France (1)	**62 518,6**	**30 371,1**	**8 049,2**	**18 163,0**	**4 158,9**	**32 147,5**	**7 695,6**	**18 474,9**	**5 977,0**
Grèce	11 075,7	5 483,0	1 136,6	3 454,1	892,4	5 592,7	1 067,8	3 414,5	1 110,4
Hongrie	10 097,5	4 793,1	1 133,2	3 083,1	576,8	5 304,4	1 080,8	3 222,8	1 000,8
Irlande	4 109,2	2 047,1	588,8	1 257,2	201,1	2 062,1	559,2	1 245,7	257,2
Italie	58 462,4	...	...	...	...	...	...	...	...
Lettonie	2 306,4	1 062,9	268,9	669,5	124,5	1 243,5	257,0	729,8	256,7
Lituanie	3 425,3	1 598,2	439,7	981,3	177,2	1 827,2	419,2	1 068,0	339,9
Luxembourg	455,0	224,7	57,2	141,0	26,6	230,3	54,3	137,7	38,3
Malte	402,7	199,6	51,2	125,7	22,6	203,1	48,3	123,8	30,9
Pays-Bas	16 305,5	8 066,0	2 039,7	5 061,9	964,5	8 239,5	1 948,3	4 967,0	1 324,2
Pologne	38 173,8	18 470,3	4 791,2	11 780,9	1 898,1	19 703,6	4 566,5	12 017,0	3 120,1
Portugal	10 529,3	5 094,3	1 150,5	3 195,0	748,9	5 434,9	1 095,7	3 297,6	1 041,6
République tchèque	10 220,6	4 980,9	1 120,2	3 302,7	557,9	5 239,7	1 063,9	3 299,1	876,7
Royaume-Uni	60 034,5	...	...	...	...	...	...	...	...
Slovaquie	5 384,8	2 613,5	683,9	1 695,7	234,0	2 771,3	653,0	1 726,4	392,0
Slovénie	1 997,6	977,1	211,8	649,3	116,0	1 020,5	200,6	629,4	190,5
Suède	9 011,4	4 466,3	1 107,6	2 688,2	670,5	4 545,1	1 050,7	2 610,6	883,8

(1) France entière (métropole et départements d'outre-mer).

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2005

Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005

Source : Insee

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2004	0	**764 126**	**391 301**	391 301	–	–	–	**372 825**	372 825	–	–	–
2003	1	**759 961**	**388 138**	388 138	–	–	–	**371 823**	371 823	–	–	–
2002	2	**760 466**	**388 812**	388 812	–	–	–	**371 654**	371 654	–	–	–
2001	3	**771 294**	**393 825**	393 825	–	–	–	**377 469**	377 469	–	–	–
2000	4	**777 752**	**398 165**	398 165	–	–	–	**379 587**	379 587	–	–	–
2004 - 2000.....	**0 - 4**	**3 833 599**	**1 960 241**	**1 960 241**	**–**	**–**	**–**	**1 873 358**	**1 873 358**	**–**	**–**	**–**
1999	5	**749 767**	**384 019**	384 019	–	–	–	**365 748**	365 748	–	–	–
1998	6	**732 435**	**374 359**	374 359	–	–	–	**358 076**	358 076	–	–	–
1997	7	**721 445**	**369 967**	369 967	–	–	–	**351 478**	351 478	–	–	–
1996	8	**733 142**	**375 787**	375 787	–	–	–	**357 355**	357 355	–	–	–
1995	9	**726 792**	**371 943**	371 943	–	–	–	**354 849**	354 849	–	–	–
1999 - 1995.....	**5 - 9**	**3 663 581**	**1 876 075**	**1 876 075**	**–**	**–**	**–**	**1 787 506**	**1 787 506**	**–**	**–**	**–**
1994	10	**713 862**	**365 384**	365 384	–	–	–	**348 478**	348 478	–	–	–
1993	11	**711 673**	**364 174**	364 174	–	–	–	**347 499**	347 499	–	–	–
1992	12	**746 304**	**382 409**	382 409	–	–	–	**363 895**	363 895	–	–	–
1991	13	**762 822**	**390 902**	390 902	–	–	–	**371 920**	371 920	–	–	–
1990	14	**771 462**	**395 339**	395 339	–	–	–	**376 123**	376 120	3	–	–
1994 - 1990.....	**10 - 14**	**3 706 123**	**1 898 208**	**1 898 208**	**–**	**–**	**–**	**1 807 915**	**1 807 912**	**3**	**–**	**–**
1989	15	**778 374**	**397 330**	397 330	–	–	–	**381 044**	381 026	4	14	–
1988	16	**782 387**	**399 695**	399 695	–	–	–	**382 692**	382 587	104	–	1
1987	17	**783 616**	**399 573**	399 559	14	–	–	**384 043**	383 712	329	–	2
1986	18	**794 412**	**404 602**	404 522	74	1	5	**389 810**	388 360	1 424	8	18
1985	19	**780 802**	**397 045**	396 645	393	5	2	**383 757**	379 982	3 714	13	48
1989 - 1985.....	**15 - 19**	**3 919 591**	**1 998 245**	**1 997 751**	**481**	**6**	**7**	**1 921 346**	**1 915 667**	**5 575**	**35**	**69**
1984	20	**772 178**	**390 890**	389 659	1 208	9	14	**381 288**	373 467	7 625	24	172
1983	21	**755 832**	**381 604**	378 723	2 826	12	43	**374 228**	361 294	12 512	25	397
1982	22	**800 282**	**404 192**	397 787	6 231	8	166	**396 090**	373 604	21 611	43	832
1981	23	**810 960**	**409 384**	397 026	11 966	13	379	**401 576**	365 626	34 444	59	1 447
1980	24	**811 287**	**408 408**	387 068	20 728	14	598	**402 879**	349 014	51 425	81	2 359
1984 - 1980.....	**20 - 24**	**3 950 539**	**1 994 478**	**1 950 263**	**42 959**	**56**	**1 200**	**1 956 061**	**1 823 005**	**127 617**	**232**	**5 207**
1979	25	**768 623**	**386 639**	353 164	32 327	23	1 125	**381 984**	309 912	68 694	132	3 246
1978	26	**747 686**	**375 494**	325 857	47 783	32	1 822	**372 192**	280 424	86 944	189	4 635
1977	27	**754 528**	**379 740**	309 839	66 969	44	2 888	**374 788**	253 756	114 188	296	6 548
1976	28	**734 453**	**367 559**	279 006	84 430	63	4 060	**366 894**	224 516	133 623	506	8 249
1975	29	**755 945**	**378 401**	259 993	112 435	125	5 848	**377 544**	209 823	156 051	775	10 895
1979 - 1975.....	**25 - 29**	**3 761 235**	**1 887 833**	**1 527 859**	**343 944**	**287**	**15 743**	**1 873 402**	**1 278 431**	**559 500**	**1 898**	**33 573**
1974	30	**807 486**	**404 919**	255 395	141 138	182	8 204	**402 567**	205 998	181 335	928	14 306
1973	31	**857 873**	**430 451**	250 820	167 645	241	11 745	**427 422**	201 890	206 092	1 110	18 330
1972	32	**881 682**	**442 134**	239 166	188 056	358	14 554	**439 548**	193 200	223 061	1 426	21 861
1971	33	**885 472**	**443 349**	222 729	202 238	424	17 958	**442 123**	181 087	234 100	1 683	25 253
1970	34	**863 349**	**432 039**	201 817	209 056	459	20 707	**431 310**	163 347	238 133	1 984	27 846
1974 - 1970.....	**30 - 34**	**4 295 862**	**2 152 892**	**1 169 927**	**908 133**	**1 664**	**73 168**	**2 142 970**	**945 522**	**1 082 721**	**7 131**	**107 596**
1969	35	**859 504**	**428 786**	183 677	220 607	575	23 927	**430 718**	150 156	246 206	2 318	32 038
1968	36	**850 614**	**423 153**	171 296	225 081	641	26 135	**427 461**	140 755	249 467	2 624	34 615
1967	37	**851 829**	**423 297**	162 435	230 984	761	29 117	**428 532**	134 325	253 566	3 025	37 616
1966	38	**878 057**	**435 908**	158 683	243 721	858	32 646	**442 149**	130 609	265 918	3 614	42 008
1965	39	**878 736**	**435 824**	150 369	248 743	1 057	35 655	**442 912**	122 413	270 102	4 149	46 248
1969 - 1965.....	**35 - 39**	**4 318 740**	**2 146 968**	**826 460**	**1 169 136**	**3 892**	**147 480**	**2 171 772**	**678 258**	**1 285 259**	**15 730**	**192 525**
1964	40	**896 357**	**443 111**	143 379	259 706	1 283	38 743	**453 246**	116 829	281 183	4 954	50 280
1963	41	**884 723**	**436 629**	134 302	260 151	1 395	40 781	**448 094**	107 452	281 466	5 645	53 531
1962	42	**856 662**	**422 580**	121 732	256 752	1 612	42 484	**434 082**	96 752	275 024	6 356	55 950
1961	43	**865 610**	**426 324**	115 739	263 061	1 818	45 706	**439 286**	91 422	281 006	7 320	59 538
1960	44	**857 703**	**422 019**	107 109	265 433	2 155	47 322	**435 684**	83 774	281 970	8 223	61 717
1964 - 1960.....	**40 - 44**	**4 361 055**	**2 150 663**	**622 261**	**1 305 103**	**8 263**	**215 036**	**2 210 392**	**496 229**	**1 400 649**	**32 498**	**281 016**
1959	45	**862 586**	**423 992**	98 288	272 369	2 530	50 805	**438 594**	77 013	286 524	9 711	65 346
1958	46	**840 834**	**412 457**	89 305	268 542	2 785	51 825	**428 377**	69 813	281 981	10 716	65 867
1957	47	**845 281**	**414 936**	83 201	274 902	2 981	53 852	**430 345**	64 633	285 434	12 164	68 114
1956	48	**837 704**	**410 732**	76 461	276 134	3 354	54 783	**426 972**	59 168	285 737	13 602	68 465
1955	49	**832 378**	**407 264**	69 174	279 246	3 794	55 050	**425 114**	55 041	285 709	14 958	69 406
1959 - 1955.....	**45 - 49**	**4 218 783**	**2 069 381**	**416 429**	**1 371 193**	**15 444**	**266 315**	**2 149 402**	**325 668**	**1 425 385**	**61 151**	**337 198**
1954	50	**836 724**	**410 684**	64 576	285 922	4 281	55 905	**426 040**	51 352	288 233	16 765	69 690
1953	51	**820 318**	**403 161**	58 975	284 731	4 622	54 833	**417 157**	47 581	283 360	18 141	68 075
1952	52	**832 801**	**409 890**	56 198	293 010	5 256	55 426	**422 911**	45 223	288 873	20 208	68 607
1951	53	**820 508**	**404 212**	52 050	291 884	5 657	54 621	**416 296**	42 413	284 237	22 056	67 590
1950	54	**849 615**	**419 764**	50 275	307 632	6 443	55 414	**429 851**	40 864	294 896	25 215	68 876
1954 - 1950.....	**50 - 54**	**4 159 966**	**2 047 711**	**282 074**	**1 463 179**	**26 259**	**276 199**	**2 112 255**	**227 433**	**1 439 599**	**102 385**	**342 838**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2005

Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005

Source : Insee

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1949	55	**840 873**	**415 379**	45 034	310 200	7 063	53 082	**425 494**	37 359	292 328	28 165	67 642
1948	56	**838 537**	**415 796**	41 908	314 778	7 720	51 390	**422 741**	35 207	291 820	31 133	64 581
1947	57	**824 418**	**407 768**	37 905	311 380	8 247	50 236	**416 650**	32 917	288 091	33 680	61 962
1946	58	**784 113**	**387 271**	34 733	298 383	8 565	45 590	**396 842**	29 698	274 589	35 675	56 880
1945	59	**593 150**	**292 730**	25 046	227 022	7 109	33 553	**300 420**	22 035	206 464	30 232	41 689
1949 - 1945	**55 - 59**	**3 881 091**	**1 918 944**	**184 626**	**1 461 763**	**38 704**	**233 851**	**1 962 147**	**157 216**	**1 353 292**	**158 885**	**292 754**
1944	60	**587 166**	**288 463**	23 335	226 139	7 720	31 269	**298 703**	20 984	204 598	33 451	39 670
1943	61	**570 818**	**280 431**	21 665	221 314	8 075	29 377	**290 387**	19 560	198 100	35 669	37 058
1942	62	**530 158**	**260 029**	19 922	205 867	8 158	26 082	**270 129**	18 044	182 449	36 479	33 157
1941	63	**478 664**	**233 607**	18 025	184 943	8 117	22 522	**245 057**	15 984	164 433	36 499	28 141
1940	64	**496 932**	**240 457**	18 627	191 043	9 141	21 646	**256 475**	16 516	170 269	42 156	27 534
1944 - 1940	**60 - 64**	**2 663 738**	**1 302 987**	**101 574**	**1 029 306**	**41 211**	**130 896**	**1 360 751**	**91 088**	**919 849**	**184 254**	**165 560**
1939	65	**525 866**	**250 695**	20 143	199 252	10 626	20 674	**275 171**	17 302	180 536	50 278	27 055
1938	66	**516 883**	**244 774**	19 653	194 714	11 382	19 025	**272 109**	17 418	174 854	54 468	25 369
1937	67	**512 426**	**240 410**	19 530	190 952	12 233	17 695	**272 016**	16 861	172 075	59 445	23 635
1936	68	**514 633**	**239 610**	19 727	190 318	13 422	16 143	**275 023**	17 304	169 380	65 985	22 354
1935	69	**503 590**	**230 661**	19 031	182 626	14 174	14 830	**272 929**	17 222	163 709	71 240	20 758
1939 - 1935	**65 - 69**	**2 573 398**	**1 206 150**	**98 084**	**957 862**	**61 837**	**88 367**	**1 367 248**	**86 107**	**860 554**	**301 416**	**119 171**
1934	70	**516 266**	**234 167**	18 932	185 377	15 790	14 068	**282 099**	18 003	163 792	80 072	20 232
1933	71	**496 752**	**222 374**	18 093	175 269	16 420	12 592	**274 378**	17 729	153 449	84 571	18 629
1932	72	**508 991**	**224 908**	17 939	176 914	18 253	11 802	**284 083**	18 829	153 260	93 975	18 019
1931	73	**496 714**	**215 935**	17 593	168 890	18 895	10 557	**280 779**	19 056	145 149	99 692	16 882
1930	74	**490 750**	**209 916**	17 040	162 970	20 208	9 698	**280 834**	19 527	138 022	107 361	15 924
1934 - 1930	**70 - 74**	**2 509 473**	**1 107 300**	**89 597**	**869 420**	**89 566**	**58 717**	**1 402 173**	**93 144**	**753 672**	**465 671**	**89 686**
1929	75	**459 102**	**194 016**	15 397	149 498	20 731	8 390	**265 086**	18 797	122 308	109 956	14 025
1928	76	**445 224**	**184 311**	14 379	141 458	21 268	7 206	**260 913**	18 298	112 977	116 552	13 086
1927	77	**423 855**	**172 524**	12 786	131 435	21 862	6 441	**251 331**	18 163	101 523	119 687	11 958
1926	78	**411 797**	**164 019**	12 187	123 480	22 612	5 740	**247 778**	18 273	92 026	126 144	11 335
1925	79	**393 116**	**152 855**	11 817	113 324	22 652	5 062	**240 261**	18 156	81 955	129 472	10 678
1929 - 1925	**75 - 79**	**2 133 094**	**867 725**	**66 566**	**659 195**	**109 125**	**32 839**	**1 265 369**	**91 687**	**510 789**	**601 811**	**61 082**
1924	80	**369 874**	**140 208**	10 564	102 369	22 931	4 344	**229 666**	17 508	71 349	131 149	9 660
1923	81	**349 744**	**130 135**	9 275	93 893	23 202	3 765	**219 609**	16 901	61 580	132 284	8 844
1922	82	**330 589**	**120 259**	8 367	85 102	23 574	3 216	**210 330**	15 961	52 894	133 127	8 348
1921	83	**319 840**	**113 803**	7 658	78 618	24 546	2 981	**206 037**	15 258	46 183	136 703	7 893
1920	84	**295 780**	**102 419**	6 214	69 609	24 163	2 433	**193 361**	13 857	37 516	134 931	7 057
1924 - 1920	**80 - 84**	**1 665 827**	**606 824**	**42 078**	**429 591**	**118 416**	**16 739**	**1 059 003**	**79 485**	**269 522**	**668 194**	**41 802**
1919	85	**168 241**	**56 960**	4 491	36 381	14 523	1 565	**111 281**	8 642	18 239	80 179	4 221
1918	86	**128 561**	**40 739**	2 330	25 401	12 070	938	**87 822**	6 490	12 054	66 181	3 097
1917	87	**102 224**	**31 107**	1 976	18 417	10 046	668	**71 117**	5 260	8 040	55 260	2 557
1916	88	**84 277**	**24 802**	1 544	13 793	9 004	461	**59 475**	4 547	5 527	47 360	2 041
1915	89	**89 763**	**25 021**	1 620	12 939	9 990	472	**64 742**	5 032	4 793	52 883	2 034
1919 - 1915	**85 - 89**	**573 066**	**178 629**	**11 961**	**106 931**	**55 633**	**4 104**	**394 437**	**29 971**	**48 653**	**301 863**	**13 950**
1914	90	**118 142**	**31 737**	1 936	15 499	13 777	525	**86 405**	6 494	5 336	72 002	2 573
1913	91	**96 920**	**25 156**	1 635	10 993	12 082	446	**71 764**	5 464	3 491	60 755	2 054
1912	92	**79 597**	**19 394**	1 378	7 411	10 268	337	**60 203**	4 857	2 303	51 336	1 707
1911	93	**59 411**	**13 826**	1 021	4 555	8 022	228	**45 585**	3 776	1 454	39 231	1 124
1910	94	**47 101**	**10 319**	854	2 888	6 406	171	**36 782**	3 003	859	32 093	827
1914 - 1910	**90 - 94**	**401 171**	**100 432**	**6 824**	**41 346**	**50 555**	**1 707**	**300 739**	**23 594**	**13 443**	**255 417**	**8 285**
1909	95	**33 900**	**6 794**	542	1 335	4 875	42	**27 106**	2 322	465	23 756	563
1908	96	**25 045**	**4 761**	428	522	3 801	10	**20 284**	1 910	280	17 687	407
1907	97	**17 274**	**3 193**	333	48	2 801	11	**14 081**	1 489	191	12 229	172
1906	98	**12 108**	**2 030**	89	2	1 894	45	**10 078**	1 221	98	8 649	110
1905	99	**8 079**	**1 330**	53	2	1 275	–	**6 749**	888	59	5 765	37
1909 - 1905	**95 - 99**	**96 406**	**18 108**	**1 445**	**1 909**	**14 646**	**108**	**78 298**	**7 830**	**1 093**	**68 086**	**1 289**
1904	100	**5 663**	**964**	109	3	852	–	**4 699**	568	8	4 079	44
1903	101	**3 816**	**581**	163	11	399	8	**3 235**	493	18	2 710	14
1902	102	**2 480**	**394**	105	2	263	24	**2 086**	367	18	1 663	38
1901	103	**2 265**	**578**	208	–	343	27	**1 687**	349	15	1 295	28
1900	104	**1 259**	**332**	167	–	152	13	**927**	251	6	656	14
1904 - 1900	**100 - 104**	**15 483**	**2 849**	**752**	**16**	**2 009**	**72**	**12 634**	**2 028**	**65**	**10 403**	**138**
1899 ou avant	105 ou +	**463**	**84**	30	3	51	–	**379**	102	5	272	–
Population totale		**60 702 284**	**29 492 727**	**15 131 085**	**12 161 470**	**637 624**	**1 562 548**	**31 209 557**	**13 821 241**	**12 057 245**	**3 237 332**	**2 093 739**

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2006

Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements 2004 et 2005

Source : Insee

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2005	0	**770 894**	394 533	376 361
2004	1	**762 344**	390 205	372 139
2003	2	**760 335**	388 220	372 115
2002	3	**762 061**	389 581	372 480
2001	4	**773 323**	394 845	378 478
2005 - 2001	**0 - 4**	**3 828 957**	**1 957 384**	**1 871 573**
2000	5	**779 398**	399 005	380 393
1999	6	**751 717**	385 043	366 674
1998	7	**734 430**	375 369	359 061
1997	8	**723 597**	371 107	352 490
1996	9	**735 369**	376 962	358 407
2000 - 1996	**5 - 9**	**3 724 511**	**1 907 486**	**1 817 025**
1995	10	**729 162**	373 190	355 972
1994	11	**716 292**	366 633	349 659
1993	12	**714 237**	365 461	348 776
1992	13	**748 817**	383 641	365 176
1991	14	**765 330**	392 163	373 167
1995 - 1991	**10 - 14**	**3 673 838**	**1 881 088**	**1 792 750**
1990	15	**773 772**	396 278	377 494
1989	16	**781 104**	398 448	382 656
1988	17	**785 053**	400 814	384 239
1987	18	**786 142**	400 261	385 881
1986	19	**794 929**	403 948	390 981
1990 - 1986	**15 - 19**	**3 921 000**	**1 999 749**	**1 921 251**
1985	20	**778 941**	394 714	384 227
1984	21	**770 581**	388 772	381 809
1983	22	**754 889**	380 121	374 768
1982	23	**800 534**	403 601	396 933
1981	24	**811 823**	409 394	402 429
1985 - 1981	**20 - 24**	**3 916 768**	**1 976 602**	**1 940 166**
1980	25	**812 761**	408 934	403 827
1979	26	**770 837**	387 754	383 083
1978	27	**750 619**	376 941	373 678
1977	28	**759 828**	381 169	378 659
1976	29	**739 297**	370 242	369 055
1980 - 1976	**25 - 29**	**3 833 342**	**1 925 040**	**1 908 302**
1975	30	**760 989**	381 156	379 833
1974	31	**812 311**	407 564	404 747
1973	32	**861 769**	432 623	429 146
1972	33	**884 838**	443 765	441 073
1971	34	**887 874**	444 491	443 383
1975 - 1971	**30 - 34**	**4 207 781**	**2 109 599**	**2 098 182**
1970	35	**865 267**	432 765	432 502
1969	36	**861 041**	429 306	431 735
1968	37	**851 653**	423 286	428 367
1967	38	**852 854**	423 536	429 318
1966	39	**878 675**	435 887	442 788
1970 - 1966	**35 - 39**	**4 309 490**	**2 144 780**	**2 164 710**
1965	40	**878 925**	435 491	443 434
1964	41	**895 987**	442 499	453 488
1963	42	**884 306**	436 076	448 230
1962	43	**855 850**	421 813	434 037
1961	44	**864 522**	425 387	439 135
1965 - 1961	**40 - 44**	**4 379 590**	**2 161 266**	**2 218 324**
1960	45	**856 257**	420 876	435 381
1959	46	**860 762**	422 710	438 052
1958	47	**838 823**	410 974	427 849
1957	48	**842 949**	413 284	429 665
1956	49	**835 230**	408 995	426 235
1960 - 1956	**45 - 49**	**4 234 021**	**2 076 839**	**2 157 182**
1955	50	**829 526**	405 238	424 288
1954	51	**833 643**	408 593	425 050
1953	52	**817 302**	401 142	416 160
1952	53	**829 591**	407 626	421 965
1951	54	**817 096**	401 841	415 255
1955 - 1951	**50 - 54**	**4 127 158**	**2 024 440**	**2 102 718**

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
1950	55	**845 625**	416 976	428 649
1949	56	**836 737**	412 487	424 250
1948	57	**833 898**	412 560	421 338
1947	58	**819 540**	404 343	415 197
1946	59	**779 144**	383 818	395 326
1950 - 1946	**55 - 59**	**4 114 944**	**2 030 184**	**2 084 760**
1945	60	**589 034**	289 977	299 057
1944	61	**582 872**	285 563	297 309
1943	62	**566 312**	277 414	288 898
1942	63	**525 538**	256 917	268 621
1941	64	**474 174**	230 548	243 626
1945 - 1941	**60 - 64**	**2 737 930**	**1 340 419**	**1 397 511**
1940	65	**491 789**	236 964	254 825
1939	66	**519 968**	246 757	273 211
1938	67	**510 491**	240 568	269 923
1937	68	**505 643**	235 962	269 681
1936	69	**507 070**	234 668	272 402
1940 - 1936	**65 - 69**	**2 534 961**	**1 194 919**	**1 340 042**
1935	70	**495 625**	225 423	270 202
1934	71	**507 176**	228 363	278 813
1933	72	**487 071**	216 151	270 920
1932	73	**498 303**	218 149	280 154
1931	74	**485 313**	208 748	276 565
1935 - 1931	**70 - 74**	**2 473 488**	**1 096 834**	**1 376 654**
1930	75	**478 146**	202 173	275 973
1929	76	**446 477**	186 461	260 016
1928	77	**431 335**	176 136	255 199
1927	78	**409 099**	164 138	244 961
1926	79	**395 937**	155 063	240 874
1930 - 1926	**75 - 79**	**2 160 994**	**883 971**	**1 277 023**
1925	80	**376 235**	143 710	232 525
1924	81	**352 110**	130 827	221 283
1923	82	**330 786**	120 400	210 386
1922	83	**310 780**	110 352	200 428
1921	84	**298 263**	103 507	194 756
1925 - 1921	**80 - 84**	**1 668 174**	**608 796**	**1 059 378**
1920	85	**273 041**	91 957	181 084
1919	86	**154 083**	50 655	103 428
1918	87	**115 967**	35 495	80 472
1917	88	**91 088**	26 656	64 432
1916	89	**74 081**	20 881	53 200
1920 - 1916	**85 - 89**	**708 260**	**225 644**	**482 616**
1915	90	**77 464**	20 677	56 787
1914	91	**100 500**	25 830	74 670
1913	92	**80 705**	19 943	60 762
1912	93	**65 164**	15 072	50 092
1911	94	**47 424**	10 465	36 959
1915 - 1911	**90 - 94**	**371 257**	**91 987**	**279 270**
1910	95	**36 793**	7 624	29 169
1909	96	**25 313**	4 759	20 554
1908	97	**18 294**	3 247	15 047
1907	98	**12 169**	2 066	10 103
1906	99	**8 384**	1 293	7 091
1910 - 1906	**95 - 99**	**100 953**	**18 989**	**81 964**
1905	100	**5 642**	888	4 754
1904	101	**3 973**	714	3 259
1903	102	**2 731**	426	2 305
1902	103	**1 800**	318	1 482
1901	104	**1 843**	538	1 305
1905 - 1901	**100 - 104**	**15 989**	**2 884**	**13 105**
1900 ou av	105 ou +	**1 278**	375	903
Population totale		**61 044 684**	**29 659 275**	**31 385 409**
Moins de 20 ans		**15 148 306**	**7 745 707**	**7 402 599**
De 20 à 64 ans		**35 861 024**	**17 789 169**	**18 071 855**
65 ans ou plus		**10 035 354**	**4 124 399**	**5 910 955**

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : Insee (Recensements de la population)

Groupe d'âges	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
France métropolitaine	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 39 ans	**16 445 472**	8 320 652	8 124 820	**17 148 846**	8 586 258	8 562 588	**16 467 740**	8 228 417	8 239 323
40 à 59 ans	**12 218 604**	6 082 932	6 135 672	**13 210 132**	6 611 292	6 598 840	**15 193 381**	7 548 685	7 644 696
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
Départements d'outre-mer	**1 242 529**	**609 972**	**632 557**	**1 459 249**	**717 120**	**742 129**	**1 666 517**	**810 095**	**856 422**
Guadeloupe	**327 002**	160 112	166 890	**387 034**	189 187	197 847	**422 222**	203 146	219 076
Guyane	**73 012**	38 448	34 564	**114 808**	59 799	55 009	**156 790**	78 963	77 827
Martinique	**326 717**	158 415	168 302	**359 579**	173 878	185 701	**381 325**	180 910	200 415
Réunion	**515 798**	252 997	262 801	**597 828**	294 256	303 572	**706 180**	347 076	359 104

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements et collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie par sexe et groupe d'âges

Source : Insee (Recensements de la population)

Départements et collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Guadeloupe - recensement de 1999						
Ensemble	**422 222**	**133 696**	**132 517**	**96 915**	**39 431**	**19 663**
Hommes	**203 146**	67 809	63 635	45 853	18 011	7 838
Femmes	**219 076**	65 887	68 882	51 062	21 420	11 825
Guyane - recensement de 1999						
Ensemble	**156 790**	**67 860**	**49 168**	**30 366**	**6 756**	**2 640**
Hommes	**78 963**	34 437	24 085	15 879	3 460	1 102
Femmes	**77 827**	33 423	25 083	14 487	3 296	1 538
Martinique - recensement de 1999						
Ensemble	**381 325**	**112 670**	**116 422**	**88 944**	**42 206**	**21 083**
Hommes	**180 910**	56 922	55 150	41 448	19 209	8 181
Femmes	**200 415**	55 748	61 272	47 496	22 997	12 902
Réunion - recensement de 1999						
Ensemble	**706 180**	**255 499**	**233 573**	**146 417**	**51 087**	**19 604**
Hommes	**347 076**	129 697	114 401	72 545	23 449	6 984
Femmes	**359 104**	125 802	119 172	73 872	27 638	12 620
Nouvelle-Calédonie - recensement de 2004						
Ensemble	**230 789**	**85 338**	**72 986**	**50 723**	**16 660**	**5 082**
Hommes	**116 485**	43 776	36 185	26 195	8 267	2 062
Femmes	**114 304**	41 562	36 801	24 528	8 393	3 020
Polynésie française - recensement de 2002						
Ensemble	**244 830**	**97 823**	**80 241**	**48 926**	**14 513**	**3 327**
Hommes	**125 813**	50 082	41 168	25 684	7 516	1 363
Femmes	**119 017**	47 741	39 073	23 242	6 997	1 964
Wallis-et-Futuna - recensement de 2003						
Ensemble	**14 944**	**6 593**	**4 122**	**2 906**	**995**	**328**
Hommes	**7 494**	3 458	1 959	1 462	474	141
Femmes	**7 450**	3 135	2 163	1 444	521	187
Saint-Pierre-et-Miquelon - recensement de 1999						
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**628**	**356**
Hommes	**3 147**	881	994	894	283	95
Femmes	**3 169**	820	937	806	345	261
Mayotte - recensement de 2002						
Ensemble	**160 301**	**84 905**	**50 953**	**18 544**	**4 720**	**1 179**
Hommes	**80 281**	42 475	24 708	10 026	2 504	568
Femmes	**80 020**	42 430	26 245	8 518	2 216	611

TABLEAU B.01-7

Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population)

Groupe d'âges	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	Bac, Brevet profes-sionnel	Bac plus 2 ans	Diplômes supérieurs
France métropolitaine	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 59 ans	**31 661 121**	1 874 957	4 633 502	2 806 165	2 400 489	8 954 527	4 355 886	3 325 050	3 310 545
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Guadeloupe	**322 581**	**42 719**	**133 099**	**20 094**	**20 960**	**48 216**	**29 241**	**13 954**	**14 298**
15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 59 ans	**229 432**	11 586	87 338	12 558	18 049	46 324	27 210	13 284	13 083
60 ans ou plus	**59 094**	–	43 707	7 491	2 559	1 526	1 942	663	1 206
Guyane	**103 517**	**14 771**	**44 773**	**4 068**	**4 911**	**15 694**	**8 300**	**5 014**	**5 986**
15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 59 ans	**79 534**	3 121	36 104	2 688	4 225	15 103	7 863	4 805	5 625
60 ans ou plus	**9 396**	–	6 120	1 336	471	488	414	207	360
Martinique	**297 424**	**38 851**	**117 602**	**22 860**	**20 171**	**44 919**	**24 788**	**13 364**	**14 869**
15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 59 ans	**205 366**	11 752	72 196	12 768	16 822	43 135	22 441	12 594	13 658
60 ans ou plus	**63 289**	–	44 196	10 078	3 153	1 589	2 306	763	1 204
Réunion	**515 349**	**71 996**	**254 291**	**20 334**	**29 261**	**62 606**	**36 306**	**17 384**	**23 171**
15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 59 ans	**379 990**	16 034	190 581	14 621	25 546	60 149	34 473	16 756	21 830
60 ans ou plus	**70 691**	–	57 789	5 644	2 507	1 188	1 626	608	1 329

TABLEAU B.01-8

Population totale par groupe d'âges et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Groupe d'âges	Agriculteurs exploitants	Artisans, commer-çants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellec-tuelles supérieures	Professions inter-médiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle
France métropolitaine	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0 à 19 ans	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20 à 59 ans	593 924	1 562 183	3 066 728	5 680 255	7 585 479	6 818 984	623 629	5 725 826
60 ans ou plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Guadeloupe	**4 879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**
0 à 19 ans	9	32	7	40	260	405	–	132 943
20 à 59 ans	4 514	16 351	9 280	28 467	66 403	39 854	3 839	60 724
60 ans ou plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716
Guyane	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**
0 à 19 ans	121	44	7	13	138	154	–	67 383
20 à 59 ans	1 755	4 388	4 434	10 132	19 219	13 190	705	25 711
60 ans ou plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494
Martinique	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**
0 à 19 ans	7	17	3	33	132	261	–	112 217
20 à 59 ans	2 690	11 955	9 569	27 612	57 997	40 036	3 508	51 999
60 ans ou plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722
Réunion	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**
0 à 19 ans	45	55	18	107	742	906	–	253 626
20 à 59 ans	7 191	14 501	15 508	44 145	99 078	74 560	5 690	119 317
60 ans ou plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525

TABLEAU B.01-9

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	Nes	**Ensemble**	Salariés	Non salariés	**Hommes**	Salariés	Non salariés	**Femmes**	Salariées	Non salariées
France métropolitaine		22 800 731	20 118 253	2 682 478	12 539 561	10 681 955	1 857 606	10 261 170	9 436 298	824 872
Agriculture	ES	947 446	304 850	642 596	661 662	220 206	441 456	285 784	84 644	201 140
Industrie	ET	4 151 952	3 906 267	245 685	2 941 624	2 752 844	188 780	1 210 328	1 153 423	56 905
Construction	EU	1 322 979	1 056 637	266 342	1 215 240	961 287	253 953	107 739	95 350	12 389
Tertiaire	EV	16 378 354	14 850 499	1 527 855	7 721 035	6 747 618	973 417	8 657 319	8 102 881	554 438
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**947 446**	304 850	642 596	**661 662**	220 206	441 456	**285 784**	84 644	201 140
Industries agricoles et alimentaires	EB	**622 722**	538 519	84 203	**384 856**	328 211	56 645	**237 866**	210 308	27 558
Industries des biens de consommation	EC	**751 953**	687 386	64 567	**392 260**	345 320	46 940	**359 693**	342 066	17 627
Industrie automobile	ED	**268 497**	266 262	2 235	**224 816**	222 776	2 040	**43 681**	43 486	195
Industries des biens d'équipement	EE	**821 197**	784 331	36 866	**661 843**	628 306	33 537	**159 354**	156 025	3 329
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 443 341**	1 386 899	56 442	**1 083 845**	1 035 319	48 526	**359 496**	351 580	7 916
Énergie	EG	**244 242**	242 870	1 372	**194 004**	192 912	1 092	**50 238**	49 958	280
Construction	EH	**1 322 979**	1 056 637	266 342	**1 215 240**	961 287	253 953	**107 739**	95 350	12 389
Commerce	EJ	**3 013 546**	2 522 116	491 430	**1 659 031**	1 337 521	321 510	**1 354 515**	1 184 595	169 920
Transports	EK	**997 935**	924 835	73 100	**781 263**	718 281	62 982	**216 672**	206 554	10 118
Activités financières	EL	**682 032**	646 569	35 463	**316 048**	288 810	27 238	**365 984**	357 759	8 225
Activités immobilières	EM	**279 034**	239 479	39 555	**124 414**	96 756	27 658	**154 620**	142 723	11 897
Services aux entreprises	EN	**2 799 774**	2 558 954	240 820	**1 639 799**	1 458 343	181 456	**1 159 975**	1 100 611	59 364
Services aux particuliers	EP	**1 683 936**	1 346 960	336 976	**700 968**	522 922	178 046	**982 968**	824 038	158 930
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 325 868**	4 026 534	299 334	**1 219 759**	1 052 649	167 110	**3 106 109**	2 973 885	132 224
Administration	ER	**2 596 229**	2 585 052	11 177	**1 279 753**	1 272 336	7 417	**1 316 476**	1 312 716	3 760
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**124 332**	**101 797**	**22 535**	**66 378**	**49 078**	**17 300**	**57 954**	**52 719**	**5 235**
Agriculture	ES	**7 308**	2 834	4 474	**6 054**	2 256	3 798	**1 254**	578	676
Industrie	ET	**8 933**	7 024	1 909	**6 855**	5 289	1 566	**2 078**	1 735	343
Construction	EU	**9 737**	5 397	4 340	**9 100**	4 839	4 261	**637**	558	79
Tertiaire	EV	**98 354**	86 542	11 812	**44 369**	36 694	7 675	**53 985**	49 848	4 137
Guyane		**43 448**	**36 827**	**6 621**	**25 701**	**21 081**	**4 620**	**17 747**	**15 746**	**2 001**
Agriculture	ES	**2 885**	995	1 890	**1 998**	886	1 112	**887**	109	778
Industrie	ET	**3 522**	2 876	646	**2 872**	2 349	523	**650**	527	123
Construction	EU	**3 257**	2 313	944	**3 038**	2 124	914	**219**	189	30
Tertiaire	EV	**33 784**	30 643	3 141	**17 793**	15 722	2 071	**15 991**	14 921	1 070
Martinique		**116 009**	**99 502**	**16 507**	**60 208**	**47 793**	**12 415**	**55 801**	**51 709**	**4 092**
Agriculture	ES	**8 377**	5 638	2 739	**6 429**	4 144	2 285	**1 948**	1 494	454
Industrie	ET	**9 051**	7 544	1 507	**6 638**	5 429	1 209	**2 413**	2 115	298
Construction	EU	**7 068**	4 556	2 512	**6 557**	4 103	2 454	**511**	453	58
Tertiaire	EV	**91 513**	81 764	9 749	**40 584**	34 117	6 467	**50 929**	47 647	3 282
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industrie	ET	**13 424**	11 576	1 848	**10 784**	9 278	1 506	**2 640**	2 298	342
Construction	EU	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Tertiaire	EV	**139 688**	126 802	12 886	**71 073**	62 161	8 912	**68 615**	64 641	3 974

TABLEAU B.01-10

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	Nes	**Ensemble**	Salariés	Non salariés	**Hommes**	Salariés	Non salariés	**Femmes**	Salariées	Non salariées
France métropolitaine		23 050 566	20 358 713	2 691 853	12 701 719	10 837 005	1 864 714	10 348 847	9 521 708	827 139
Agriculture	ES	949 017	306 040	642 977	662 957	221 207	441 750	286 060	84 833	201 227
Industrie	ET	4 230 978	3 983 941	247 037	3 001 979	2 812 054	189 925	1 228 999	1 171 887	57 112
Construction	EU	1 344 215	1 077 130	267 085	1 235 362	980 696	254 666	108 853	96 434	12 419
Tertiaire	EV	16 526 356	14 991 602	1 534 754	7 801 421	6 823 048	978 373	8 724 935	8 168 554	556 381
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**949 017**	306 040	642 977	**662 957**	221 207	441 750	**286 060**	84 833	201 227
Industries agricoles et alimentaires	EB	**629 502**	545 054	84 448	**389 655**	332 789	56 866	**239 847**	212 265	27 582
Industries des biens de consommation	EC	**769 911**	704 875	65 036	**403 086**	355 802	47 284	**366 825**	349 073	17 752
Industrie automobile	ED	**275 315**	273 033	2 282	**230 797**	228 718	2 079	**44 518**	44 315	203
Industries des biens d'équipement	EE	**834 392**	797 290	37 102	**672 832**	639 085	33 747	**161 560**	158 205	3 355
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 475 987**	1 419 222	56 765	**1 110 161**	1 061 336	48 825	**365 826**	357 886	7 940
Énergie	EG	**245 871**	244 467	1 404	**195 448**	194 324	1 124	**50 423**	50 143	280
Construction	EH	**1 344 215**	1 077 130	267 085	**1 235 362**	980 696	254 666	**108 853**	96 434	12 419
Commerce	EJ	**3 051 246**	2 557 701	493 545	**1 679 952**	1 356 893	323 059	**1 371 294**	1 200 808	170 486
Transports	EK	**1 010 078**	936 626	73 452	**790 500**	727 198	63 302	**219 578**	209 428	10 150
Activités financières	EL	**691 758**	656 060	35 698	**320 835**	293 383	27 452	**370 923**	362 677	8 246
Activités immobilières	EM	**281 007**	241 143	39 864	**125 460**	97 564	27 896	**155 547**	143 579	11 968
Services aux entreprises	EN	**2 829 667**	2 587 287	242 380	**1 658 600**	1 475 888	182 712	**1 171 067**	1 111 399	59 668
Services aux particuliers	EP	**1 705 250**	1 366 889	338 361	**712 112**	533 264	178 848	**993 138**	833 625	159 513
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 347 307**	4 047 138	300 169	**1 225 969**	1 058 349	167 620	**3 121 338**	2 988 789	132 549
Administration	ER	**2 610 043**	2 598 758	11 285	**1 287 993**	1 280 509	7 484	**1 322 050**	1 318 249	3 801
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
Agriculture	ES	**7 316**	2 836	4 480	**6 063**	2 259	3 804	**1 253**	577	676
Industrie	ET	**8 999**	7 082	1 917	**6 900**	5 326	1 574	**2 099**	1 756	343
Construction	EU	**9 793**	5 438	4 355	**9 155**	4 879	4 276	**638**	559	79
Tertiaire	EV	**99 137**	87 273	11 864	**44 739**	37 030	7 709	**54 398**	50 243	4 155
Guyane		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
Agriculture	ES	**2 888**	997	1 891	**2 001**	888	1 113	**887**	109	778
Industrie	ET	**3 524**	2 878	646	**2 873**	2 350	523	**651**	528	123
Construction	EU	**3 256**	2 312	944	**3 037**	2 123	914	**219**	189	30
Tertiaire	EV	**33 775**	30 632	3 143	**17 792**	15 719	2 073	**15 983**	14 913	1 070
Martinique		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**
Agriculture	ES	**8 384**	5 642	2 742	**6 433**	4 146	2 287	**1 951**	1 496	455
Industrie	ET	**9 058**	7 549	1 509	**6 644**	5 433	1 211	**2 414**	2 116	298
Construction	EU	**7 070**	4 558	2 512	**6 559**	4 105	2 454	**511**	453	58
Tertiaire	EV	**91 555**	81 797	9 758	**40 609**	34 139	6 470	**50 946**	47 658	3 288
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industrie	ET	**13 424**	11 576	1 848	**10 784**	9 278	1 506	**2 640**	2 298	342
Construction	EU	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Tertiaire	EV	**139 688**	126 802	12 886	**71 073**	62 161	8 912	**68 615**	64 641	3 974

TABLEAU B.01-11

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail					
		Même commune	Dans deux communes différentes				
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-12

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-13

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre Dom ou Tom	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre Dom ou Tom	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière.

2 Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière.

3 Indicateurs synthétiques de la situation démographique.

4 Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.

5 Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.

6 Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.

7 Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.

8 Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.

9 Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2004.

10 Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.

11 Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes).

12 Décédés par sexe, groupe d'âges atteints dans l'année et état matrimonial en 2004.

13 Mortalité infantile et ses diverses composantes.

14 Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.

15 Tables de mortalité abrégées.

16 Table de mortalité : années 2002-2004.

17 Mouvement naturel de la population - Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie.

18 Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2004.

1

○ Présentation

Au 1er janvier 2006, la France métropolitaine compte selon des estimations encore provisoires 61,04 millions d'habitants. Avec 774 600 naissances et 527 200 décès en 2005, l'excédent naturel est de 247 400 personnes. Compte tenu de l'excédent migratoire, évalué à 95 000 personnes, l'accroissement total de population s'élève à 342 400. Avec les départements d'outre-mer, la population française est estimée à 62,89 millions d'habitants.

La natalité est en hausse en 2005 tandis que les décès restent à un niveau relativement bas.

Toujours plus de naissances

En 2005, les naissances ont augmenté au même rythme qu'en 2004 (+ 0,9 %) : le nombre de naissances atteint ainsi 774 600, soit un niveau aussi élevé que celui de 2000. La tendance à la hausse qui prévaut depuis 2003 se confirme donc.

Pourtant, le nombre de femmes âgées de 20 à 40 ans, qui mettent au monde 96 % des enfants continue de baisser (- 0,4 % entre 2004 et 2005). Mais cette baisse est plus que compensée par le fait que ces femmes ont en moyenne plus d'enfants qu'au cours des années précédentes : en 2005, l'indicateur conjoncturel de fécondité continue sa progression et atteint 192 enfants pour 100 femmes.

La fécondité n'augmente en fait que pour les femmes de plus de 30 ans. En conséquence, l'âge moyen des mères à la naissance de leurs enfants continue sa progression : il est de 29,7 ans en 2005 contre 29,0 ans dix ans plus tôt. En 2005, une mère sur deux est âgée de 30 ans ou plus contre 43 % en 1995 et 31 % en 1985. La proportion de naissances chez des mères âgées de 40 ans ou plus reste faible (3,6 %) mais est en augmentation.

Une mortalité en deçà du niveau tendanciel

En 2005, 527 200 décès sont survenus en France métropolitaine, soit 3,3 % de plus que l'année précédente. Une forte épidémie de grippe s'est produite début 2005. Mais surtout, 2004 et 2003 ont été deux années particulières : le net recul de la mortalité en 2004 (510 500 décès) a été en partie expliqué par la canicule d'août 2003 qui a provoqué des décès anticipés. Pour évaluer plus justement la situation, il est préférable de se référer à l'année 2002. Les décès apparaissent alors en baisse (- 1,5 %). Or, l'augmentation du nombre de personnes âgées aurait dû conduire à un nombre de décès un peu supérieur à celui de 2002, si la baisse de la mortalité avait suivi sa tendance des dernières années.

Après avoir fortement augmenté en 2004, l'espérance de vie n'a pas progressé en 2005 : elle atteint 76,8 ans pour les hommes et 83,8 ans pour les femmes. Depuis 1995, les hommes ont gagné 2,9 ans d'espérance de vie et les femmes 1,9 an.

En 2005, la mortalité infantile continue de diminuer avec 3,6 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes.

Stabilité des mariages, augmentation des pacs

En 2005, 271 600 mariages ont été célébrés, soit autant qu'en 2004. Leur nombre baissait depuis le pic de l'an 2000 (297 900 couples s'étaient alors mariés) mais cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2005.

L'âge moyen pondéré au premier mariage continue à augmenter. En 2004, les hommes célibataires se marient en moyenne à 31,6 ans contre 31,3 ans en 2003 et les femmes célibataires à 29,4 ans contre 29,1 ans en 2003. Les hommes comme les femmes se marient 2,1 ans plus tard qu'il y a dix ans.

Depuis sa création fin 1999 et exception faite de 2001, le nombre de pactes civils de solidarité (pacs) n'a pas cessé de croître. Ainsi, 39 600 pacs ont été signés en 2004. La progression a légèrement augmenté : + 27 % entre 2003 et 2004 contre + 25 % entre 2002 et 2003. En parallèle, les dissolutions de pacs progressent également : en 2004, 6 900 pacs ont été dissous. Depuis 1999, plus d'un pacs sur dix a été dissous.

Le solde migratoire : faible contribution à la croissance

Le solde migratoire, estimé à 95 000 en 2005, est en léger retrait par rapport à 2004. Pour toutes les catégories de population autres que les travailleurs, les flux d'entrants sur le territoire sont en effet en baisse en 2005. La France fait partie des pays européens où le solde migratoire contribue le moins, en termes relatifs, à l'accroissement de la population : les flux migratoires représentent un quart de l'accroissement en 2004 contre les quatre cinquièmes dans l'ensemble de l'Europe des 25.

2

○ Méthodologie

Statistiques de l'état civil

Les statistiques des mariages, naissances et décès sont réalisées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les mairies au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'Insee, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en .... – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru porte sur l'année 2004.

D'autres statistiques relatives au mouvement de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces et les Pacs, celui de la Santé et des Solidarités pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations

Le solde migratoire ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut les mouvements migratoires de Français.

Avant 1990 les bilans migratoires résultaient de la confrontation des populations des deux recensements, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent aussi compte des flux d'entrées observés par l'Anaem (ex-Omi) (entrées d'étrangers hors espace économique européen) et par l'Ofpra (réfugiés), qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

Les premiers résultats des enquêtes de recensement de 2004 et de 2005 qui reposent sur des données collectées sur une fraction représentative du territoire, ont amené l'Insee à réviser à la hausse la précédente estimation de population au 1er janvier 2004. Un ajustement de l'ordre de 310 000 personnes sur la période a été introduit et a été réparti de manière uniforme sur chaque année.

3

○ Définitions

Âge

● ***Âge moyen***

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il tient donc compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● ***Classement par âge***

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est réalisé selon deux définitions :

– l'âge en différence de millésimes ou âge atteint dans l'année,

– l'âge en années révolues.

L'âge généralement utilisé est l'âge atteint dans l'année. Il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.
L'âge en années révolues est l'âge au dernier anniversaire. Aussi, à la date de l'événement, dans une même génération, l'âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes.
Par exemple, un individu né le 10 octobre 1925 décède le 18 avril 1999. Il a 74 ans en âge atteint dans l'année : 1999 moins 1925 égale 74. Mais il a 73 ans en années révolues : 18 avril 1999 moins 10 octobre 1925 égale 73 ans 6 mois et 8 jours.
Ainsi, pour un individu ayant x ans en âge atteint dans l'année, si l'événement a eu lieu à la date d :
– l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues (x-1) ;
– l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).
Seule exception si l'événement a lieu le 31 décembre. À cette date, le classement par âge atteint dans l'année et par âge en années révolues est identique. Et au 1er janvier, l'âge atteint dans l'année est égal à l'âge en années révolues plus un.

● ***Classement par groupe d'âges***

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.
Il s'agit de population moyenne par groupe d'âges en âge atteint dans l'année, calculée à partir des effectifs aux deux premiers janvier encadrant l'année étudiée.

Divorces

Les divorces prononcés comprennent les divorces directs et les conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● ***Événement enregistré, événement domicilié***

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.
Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● ***Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie***

Avant 1975 :
– les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie ;
– la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil ;
– la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.
De 1975 à 1992 :
– la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;
– la statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.
À partir de 1993 :
– les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant au moment de la naissance. Les enfants nés vivants mais décédés au moment de la déclaration sont enregistrés parmi les naissances vivantes (et donc aussi parmi les décès), si l'on justifie par la production d'un certificat médical qu'ils étaient viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie.
– la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;
– la statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.
À partir de 2001 :
– Une circulaire de novembre 2001 modifie la façon dont sont pris en compte dans la statistique les enfants mort-nés. Désormais, un acte d'enfant sans vie est établi lorsque l'enfant mort-né est né après vingt-deux semaines d'aménorrhée ou lorsque son poids était au moins de 500 grammes.

● ***Naissances légitimes, naturelles***

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés. La distinction entre enfants « légitimes » et enfants « naturels » n'existe plus en France. L'ordonnance du 5 juillet 2005, entrée en vigueur en juillet 2006, a en effet fait disparaître du code civil ces deux notions devenues caduques dans la mesure où les droits des enfants nés hors mariage sont les mêmes que ceux des enfants nés de couples mariés.

● ***Rang de naissance***

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.
Jusqu'en 1965 et à partir de 1998, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel.
De 1966 à 1997, seule cette seconde classification était adoptée.
Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » ne figuraient ni dans les statistiques des nés vivants ni dans les statistiques de décès.
Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en tenant compte des ces mort-nés.
À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans la statistique des décès.
Depuis 1993, les enfants nés vivants et viables mais morts au moment de la déclaration ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● ***Taux bruts***

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissances, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● ***Taux par âge***

Les taux par âge rapportent les événements survenus à un âge donné à l'effectif moyen des personnes de cet âge.
Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● ***Taux synthétiques***

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.
— Indicateur de primo-nuptialité
L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile
(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).
Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et l'ensemble des enfants nés vivants.
Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.
Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :
– le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortalité fœto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité
L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits indique le nombre de divorces dans une promotion fictive de 1 000 mariages dont les taux de divorce seraient à chaque durée de mariage égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité
L'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, mesure le nombre d 'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.
Remarque :
Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes. Il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés. L'indicateur conjoncturel de fécondité comme les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Taux brut de reproduction
Si une génération (fictive) de 100 femmes, supposées non soumises à l'effet de la mortalité, avait à chaque âge (entre 15 et 50 ans) la fécondité observée pendant l'année n, ces 100 femmes mettraient au monde au cours de leur vie un nombre de filles qui est par définition le taux brut de reproduction (relatif à l'année n). Ce taux est en fait un indice de fécondité de l'année n, indépendant de la structure réelle par âge et permettant donc des comparaisons dans le temps et dans l'espace (à la différence du taux de natalité, qui dépend à la fois de la fécondité et de la structure de la population).

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)
L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des années restant à vivre pour les survivants à cet âge.
L'espérance de vie à la naissance (ou à l'âge 0) représente la durée de vie moyenne - autrement dit l'âge moyen au décès - d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.
Les espérances de vie aux âges élevés (90 ans et plus) ont été calculées à partir de 1990.

— Tables de mortalité
Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.
Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année n, définis de la façon suivante :
– on rapporte les décès de la génération g atteignant l'âge x = n – g au cours de l'année n à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.
À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.
Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de trois années.
Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient t(x) étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'Insee.

Organismes :
– Insee ;
– Ministère de la Justice.

Sites Internet :
– www.insee.fr
– www.justice.gouv.fr
– www.ined.fr
– www.statistique-publique.fr
– epp.eurostat.ec.europa.eu

Publications :

Insee
Insee-Résultats, série Société :
– « La situation démographique en 2004 - Mouvement de la population », n° 55, août 2006 ;
– « Données de démographie régionale 1954 à 1999 », n° 49, décembre 2005.
Insee-Première :
– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - 31,3 millions de logements au 1er janvier 2005 », n° 1060, janvier 2006 ;
– « Bilan démographique 2005 - En France, la fécondité des femmes augmente toujours », n° 1059, janvier 2006 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - La croissance démographique s'étend toujours plus loin des villes », n° 1058, janvier 2006.
Insee-Références :
– « Données Sociales », Édition 2006, mai 2006 ;
– « France Portrait Social », Edition 2006.

Ined
– *Population et sociétés* (mensuel) ;
– *Population* (bimestriel).

Autres
– *Population et Avenir* (bimestriel).
– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Organisation des Nations Unies.
– Statistiques démographiques .... (annuel), Eurostat.

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière (1)

Sources : Insee
Ministère de la Justice

Unités : France métropolitaine : Millier
Départements d'outre-mer : Nombre

Année	**Population au 1er janvier (millier) (2)**	Mariages	Divorces prononcés (3)	Naissances		Décès		Enfants sans vie (4)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale (5)
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
France métropolitaine											
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	263,7
1995	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	183,4
1999 *r*	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**537,7**	3,2	3,4	207,1	60,0	328,3
2000 *r*	**58 825,0**	297,9	114,0	**774,8**	444,7	**530,9**	3,4	3,6	243,9	70,0	375,1
2001 *r*	**59 200,0**	288,3	112,6	**770,9**	433,9	**531,1**	3,4	3,7	239,9	85,0	386,0
2002 *r*	**59 586,1**	279,1	115,9	**761,6**	424,5	**535,1**	3,1	6,3	226,5	95,0	383,6
2003 *r*	**59 969,7**	276,0	125,2	**761,5**	417,2	**552,3**	3,1	6,8	211,5	100,0	370,3
2004 *r*	**60 340,0**	271,6	131,3	**767,8**	411,5	**509,4**	3,0	7,0	258,4	105,0	362,3
2005 *p*	**60 702,3**	271,6	...	**774,6**	...	**527,2**	...	...	247,4	95,0	342,4
Guadeloupe											
1990	**384,8**	2 021	548	**7 569**	...	**2 334**	76	110	5 235	...	...
1995	**402,4**	1 865	626	**7 089**	2 714	**2 474**	54	96	4 615	– 251	4 364
1998	**416,3**	1 959	653	**6 439**	2 485	**2 560**	65	29	3 879	1 209	5 088
1999 *r*	**421,5**	1 892	869	**7 352**	2 526	**2 633**	54	101	4 719	390	5 109
2000 *r*	**425,6**	1 935	703	**7 601**	2 636	**2 634**	57	90	4 967	188	5 155
2001 *r*	**431,7**	1 929	912	**7 658**	2 439	**2 608**	51	77	5 050	177	5 227
2002 *r*	**437,0**	1 809	767	**7 032**	2 287	**2 765**	45	118	4 267	1 026	5 293
2003 *r*	**442,3**	1 733	709	**7 047**	2 221	**2 662**	55	151	4 385	965	5 350
2004 *p*	**447,6**	1 771	752	**7 273**	2 093	**2 676**	50	140	4 597	820	5 417
Guyane											
1990	**113,4**	461	99	**3 606**	...	**597**	64	72	3 009	...	...
1995	**135,0**	656	92	**4 264**	816	**548**	76	48	3 716	1 209	4 925
1998	**150,2**	510	146	**4 691**	863	**617**	51	54	4 074	1 429	5 503
1999	**155,8**	548	143	**4 907**	867	**648**	51	61	4 259	1 109	5 368
2000 *r*	**161,1**	518	148	**5 149**	885	**635**	64	61	4 514	1 029	5 543
2001 *r*	**166,7**	547	121	**5 140**	803	**660**	75	51	4 480	1 264	5 744
2002 *r*	**172,4**	522	179	**5 276**	825	**669**	52	72	4 607	1 325	5 932
2003 *r*	**178,3**	508	138	**5 553**	781	**721**	61	69	4 832	1 310	6 142
2004 *p*	**184,5**	539	214	**5 312**	752	**719**	55	60	4 593	1 759	6 352
Martinique											
1990	**358,4**	1 572	327	**6 437**	...	**2 228**	48	54	4 209	...	...
1995	**368,0**	1 507	604	**5 645**	1 933	**2 317**	33	56	3 328	– 584	2 744
1998	**377,2**	1 501	355	**5 816**	1 875	**2 548**	52	61	3 268	373	3 641
1999 *r*	**380,9**	1 591	679	**5 766**	1 833	**2 551**	39	42	3 215	– 438	2 777
2000 *r*	**383,6**	1 591	556	**5 890**	1 902	**2 639**	40	62	3 251	– 464	2 787
2001 *r*	**386,4**	1 572	463	**5 774**	1 891	**2 701**	43	60	3 073	– 253	2 820
2002 *r*	**389,2**	1 524	525	**5 391**	1 572	**2 649**	33	89	2 742	100	2 842
2003 *r*	**392,1**	1 440	750	**5 430**	1 667	**2 727**	34	118	2 703	147	2 850
2004 *p*	**394,9**	1 425	784	**5 255**	1 587	**2 647**	27	98	2 608	273	2 881
Réunion											
1990	**595,8**	3 716	798	**13 912**	...	**3 183**	96	150	10 729	...	...
1995	**657,5**	3 313	1 435	**13 087**	5 746	**3 477**	101	95	9 610	2 094	11 704
1998	**692,4**	3 348	1 215	**13 555**	5 522	**3 795**	116	99	9 760	1 694	11 454
1999	**703,9**	3 495	1 045	**13 741**	5 481	**3 795**	84	100	9 946	3 226	13 172
2000	**717,1**	3 419	1 311	**14 842**	5 963	**3 703**	84	128	11 139	1 550	12 689
2001	**729,8**	3 579	1 261	**14 541**	5 486	**3 695**	108	62	10 846	349	11 195
2002	**741,0**	3 378	1 354	**14 261**	5 345	**4 001**	88	144	10 260	1 081	11 341
2003 *r*	**752,3**	3 283	1 194	**14 427**	5 291	**4 041**	106	161	10 386	515	10 901
2004 *p*	**763,2**	3 269	1 516	**14 545**	5 043	**3 884**	96	159	10 661	739	11 400

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005.
(3) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(4) La forte évolution du nombre d'enfants sans vie est liée à un changement législatif . Selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.
(5) La colonne variation totale intègre parfois un ajustement pour tenir compte des omissions nettes entre les deux recensements successifs. Il est de -53 500 pour les années 1990 à 1998 et de +61 200 pour les années de 1999 à 2004.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière (1)

Source : Insee

Année	Population moyenne (millier) (2)	Taux pour 1000 habitants				(3) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	**Total**	Mortalité (4) néonatale	Mortalité post- (5) néonatale
France métropolitaine								
1990	**56 708,8**	5,1	13,4	9,3	4,2	**7,3**	3,6	3,8
1995	**57 844,2**	4,4	12,6	9,2	3,4	**4,9**	2,9	2,0
1999 *r*	**58 660,8**	4,9	12,7	9,2	3,5	**4,3**	2,7	1,6
2000 *r*	**59 012,5**	5,0	13,1	9,0	4,1	**4,4**	2,8	1,6
2001 *r*	**59 393,1**	4,9	13,0	8,9	4,0	**4,5**	2,9	1,6
2002 *r*	**59 777,9**	4,7	12,7	9,0	3,8	**4,1**	2,7	1,4
2003 *r*	**60 154,9**	4,6	12,7	9,2	3,5	**4,0**	2,6	1,4
2004 *r*	**60 521,1**	4,5	12,7	8,4	4,3	**3,9**	2,6	1,3
2005 *p*	**60 873,5**	4,5	12,7	8,7	4,1	**3,6**	...	...
Guadeloupe								
1990	**386,3**	5,2	19,6	6,0	13,6	**10,0**	...	...
1995	**404,6**	4,6	17,5	6,1	11,4	**7,6**	3,2	4,4
1998	**418,9**	4,7	15,4	6,1	9,3	**10,1**	7,8	2,3
1999 *r*	**424,5**	4,5	17,3	6,2	11,1	**7,3**	4,6	2,7
2000 *r*	**429,2**	4,5	17,7	6,1	11,6	**7,5**	5,1	2,4
2001 *r*	**434,4**	4,4	17,6	6,0	11,6	**6,8**	4,4	2,4
2002 *r*	**439,6**	4,1	16,0	6,3	9,7	**7,0**	4,6	2,3
2003 *r*	**444,9**	3,9	15,8	6,0	9,9	**7,9**	5,7	2,2
2004 *p*	**450,3**	3,9	16,2	5,9	10,2	**6,9**	4,7	2,2
Guyane								
1990	**115,3**	4,0	31,3	5,2	26,1	**17,0**	...	...
1995	**137,4**	4,8	31,0	4,0	27,0	**17,8**	13,1	4,7
1998	**153,0**	3,3	30,7	4,0	26,6	**10,9**	9,0	1,9
1999 *r*	**159,2**	3,4	30,8	4,1	26,8	**10,4**	6,1	4,3
2000	**164,0**	3,2	31,4	3,9	27,5	**12,5**	7,4	5,1
2001 *r*	**169,5**	3,2	30,3	3,9	26,4	**14,7**	9,0	5,7
2002 *r*	**175,4**	3,0	30,1	3,8	26,3	**10,2**	6,1	4,2
2003 *r*	**181,4**	2,8	30,6	4,0	26,6	**11,0**	7,6	3,4
2004 *p*	**187,7**	2,9	28,3	3,8	24,5	**10,4**	6,6	3,8
Martinique								
1990	**359,1**	4,4	17,9	6,2	11,7	**7,1**	...	...
1995	**369,4**	4,1	15,3	6,3	9,0	**5,8**	3,7	2,1
1998	**379,0**	4,0	15,3	6,7	8,6	**9,0**	8,3	0,7
1999 *r*	**382,5**	4,2	15,1	6,7	8,4	**6,7**	4,8	1,9
2000 *r*	**385,0**	4,1	15,3	6,9	8,5	**6,6**	5,1	1,5
2001 *r*	**387,8**	4,1	14,9	7,0	7,9	**7,3**	4,6	2,7
2002 *r*	**390,7**	3,9	13,8	6,8	7,0	**6,3**	4,1	2,0
2003 *r*	**393,5**	3,7	13,8	6,9	6,9	**6,3**	4,6	1,7
2004 *p*	**396,4**	3,6	13,3	6,7	6,6	**5,1**	3,2	1,9
Réunion								
1990	**601,8**	6,2	23,1	5,3	17,8	**6,9**	...	...
1995	**663,4**	5,0	19,7	5,2	14,5	**7,7**	4,9	2,8
1998	**698,2**	4,8	19,4	5,4	14,0	**8,6**	7,6	1,0
1999	**710,4**	4,9	19,3	5,3	14,0	**6,1**	4,9	1,2
2000	**723,4**	4,7	20,5	5,1	15,4	**5,7**	4,0	1,7
2001 *r*	**735,4**	4,9	19,8	5,0	14,7	**7,4**	5,4	2,0
2002	**746,6**	4,5	19,1	5,4	13,7	**6,3**	4,7	1,6
2003 *r*	**757,8**	4,3	19,0	5,3	13,7	**7,3**	5,3	2,0
2004 *p*	**768,9**	4,3	18,9	5,1	13,9	**6,6**	4,7	1,9

(1) Les événements sont ceux enregistrés au cours de l'année.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les résultats des recensements de 2004 et 2005.
(3) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(4) De 0 à 28 jours.
(5) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : Insee

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1999 *r*	55,7	58,0	39,0	179,2	87,2	86,3	75,0	82,5
2000 *r*	58,0	60,4	38,2	187,5	91,3	90,3	75,3	82,8
2001 *r*	57,1	59,5	38,0	187,8	91,7	90,7	75,5	82,9
2002 *r*	55,2	57,4	39,2	186,5	91,0	90,1	75,8	83,0
2003 *r*	54,4	56,5	42,6	187,5	91,6	90,7	75,9	82,9
2004 *r*	53,0	54,9	44,9	190,0	92,6	91,8	76,7	83,8
2005 *p*	...	55,4	...	192,3	93,8	93,0	76,8	83,8

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Enfants nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique (1)

Source : Insee

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566
2000	**774 782**	397 352	377 430	330 115	**3 559**	...	...	1 659
2001	**770 945**	394 297	376 648	337 007	**3 741**	...	...	1 732
2002	**761 630**	389 981	371 649	337 122	**6 259**	...	...	3 062
2003	**761 464**	389 349	372 115	344 218	**6 862**	3 595	3 267	3 412
2004	**767 816**	393 477	374 339	356 326	**7 054**	3 706	3 348	3 507

(1) La répartition des enfants sans vie par sexe n'est pas disponible de 2000 à 2002. La forte évolution du nombre d'enfants sans vie à partir de 2002 est liée à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-5

Enfants nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : Insee

(1) Âge de la mère	2000		2002		2003		2004	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**15 706**	13 667	**15 261**	13 083	**14 913**	12 830	**15 220**	13 181
20 à 24 ans	**103 571**	67 837	**106 917**	71 591	**106 970**	72 140	**108 885**	74 471
25 à 29 ans	**273 523**	112 995	**249 785**	107 915	**241 801**	107 662	**240 057**	110 736
30 à 34 ans	**247 714**	85 915	**250 567**	90 834	**256 316**	95 818	**257 966**	99 083
35 à 39 ans	**109 881**	40 062	**113 302**	42 931	**114 325**	44 219	**117 119**	46 525
40 à 44 ans	**23 337**	9 241	**24 603**	10 310	**25 793**	11 007	**27 101**	11 724
45 ans ou plus	**1 050**	398	**1 195**	458	**1 346**	542	**1 468**	606
Total	**774 782**	**330 115**	**761 630**	**337 122**	**761 464**	**344 218**	**767 816**	**356 326**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Enfants nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : Insee

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 ou plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
2000	**444 667**	203 399	241 268
2001	**433 938**	208 867	225 071
2002	**424 508**	211 575	212 933
2003	**417 246**	213 075	204 171
2004	**411 490**	210 818	200 672

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Enfants nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : Insee

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	87,9	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,8	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,1	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
2000	**444 667**	365 497	17 471	19 789	41 910	82,2	8,4	9,4	18 679
2001	**433 938**	352 124	18 243	20 860	42 711	81,2	9,0	9,8	20 625
2002	**424 508**	338 584	20 230	22 373	43 321	79,8	10,0	10,2	22 099
2003	**417 246**	328 017	21 839	24 342	43 048	78,6	11,1	10,3	22 788
2004	**411 490**	318 018	23 550	26 142	43 780	77,3	12,1	10,6	24 752

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements 2004 et 2005

Source : Insee

Année	Total	*dont* : part des femmes					Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans ou plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
2000 *r*	**187,48**	4,00	27,99	66,53	58,40	24,94	5,62	29,4
2001 *r*	**187,75**	4,17	28,54	65,42	58,31	25,49	5,82	29,4
2002 *r*	**186,51**	4,06	27,76	64,70	58,22	25,87	5,90	29,5
2003 *r*	**187,48**	3,90	27,39	64,29	59,42	26,32	6,16	29,5
2004 *r*	**189,99**	3,94	27,64	64,32	60,55	27,11	6,43	29,6
2005 *p*	**192,32**	3,73	27,22	63,74	62,44	28,36	6,83	29,7

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2004

Source : Insee

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**409**	402	1	6	**3 423**	3 407	3	13
20-24 ans	**19 555**	19 503	4	48	**45 221**	44 819	29	373
25-29 ans	**78 963**	78 167	36	760	**88 182**	85 876	107	2 199
30-34 ans	**69 869**	66 115	94	3 660	**54 744**	48 592	285	5 867
35-39 ans	**36 651**	29 460	222	6 969	**29 804**	21 182	449	8 173
40-44 ans	**22 953**	13 962	301	8 690	**19 464**	10 175	593	8 696
45-49 ans	**15 331**	6 057	401	8 873	**13 003**	4 217	758	8 028
50-54 ans	**11 841**	2 936	645	8 260	**9 006**	2 028	643	6 335
55-59 ans	**8 058**	1 248	683	6 127	**5 006**	877	490	3 639
60 ans ou plus	**7 968**	1 100	1 947	4 921	**3 745**	670	864	2 211
Total	**271 598**	**218 950**	**4 334**	**48 314**	**271 598**	**221 843**	**4 221**	**45 534**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : Insee

Année de mariage	**Total des mariages**	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	24,6	22,5
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	25,2	23,0
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	26,4	24,3
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	27,8	25,7
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	29,2	27,2
2000	**297 922**	242 560	55 362	245 525	52 397	256 787	6 550	15 387	19 198	30,7	28,6
2001	**288 255**	237 289	50 966	240 163	48 092	241 129	7 281	17 397	22 448	30,8	28,6
2002	**279 087**	228 273	50 814	230 839	48 248	226 758	7 892	18 822	25 615	31,0	28,8
2003	**275 963**	224 707	51 256	227 413	48 550	220 598	8 565	19 539	27 261	31,3	29,1
2004	**271 598**	218 950	52 648	221 843	49 755	220 649	8 326	18 505	24 118	31,6	29,4

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes)

Source : Insee — *Unité* : %

Année	**Total**	*dont* : part des femmes						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	**85,84**	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	**70,69**	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	**53,72**	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	**56,35**	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995	**49,71**	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
2000 *r.*	**60,36**	0,99	14,66	26,15	11,28	4,61	1,84	0,83
2001 *r.*	**59,49**	1,06	14,13	26,06	11,07	4,45	1,89	0,83
2002 *r.*	**57,40**	1,07	13,06	24,68	11,20	4,54	1,94	0,91
2003 *r.*	**56,48**	1,12	12,36	23,67	11,41	4,77	2,12	1,03
2004 *r.*	**54,94**	0,89	11,32	22,99	11,45	4,89	2,29	1,11
2005 *p*	**55,35**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges atteints dans l'année et état matrimonial en 2004

Source : Insee

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2004 - 2003 ...	moins d'1 an	**2 594**	**1 477**	1 477	–	–	–	**1 117**	1 117	–	–	–
2003 - 1999 ...	1 à 4 ans	**980**	**558**	558	–	–	–	**422**	422	–	–	–
1999 - 1995 ...	5 à 9 ans	**365**	**208**	208	–	–	–	**157**	157	–	–	–
1994 - 1990 ...	10 à 14 ans	**424**	**248**	248	–	–	–	**176**	176	–	–	–
1989 - 1985 ...	15 à 19 ans	**1 349**	**944**	938	5	–	1	**405**	382	9	13	1
1984 - 1980 ...	20 à 24 ans	**2 344**	**1 783**	1 736	38	5	4	**561**	523	31	6	1
1979 - 1975 ...	25 à 29 ans	**2 181**	**1 632**	1 428	189	5	10	**549**	424	106	10	9
1974 - 1970 ...	30 à 34 ans	**3 309**	**2 311**	1 671	551	11	78	**998**	578	348	11	61
1969 - 1965 ...	35 à 39 ans	**4 843**	**3 250**	1 937	1 047	15	251	**1 593**	732	652	28	181
1964 - 1960 ...	40 à 44 ans	**8 005**	**5 307**	2 513	1 933	55	806	**2 698**	877	1 341	64	416
1959 - 1955 ...	45 à 49 ans	**12 575**	**8 480**	2 831	3 732	122	1 795	**4 095**	888	2 184	196	827
1954 - 1950 ...	50 à 54 ans	**18 580**	**12 719**	2 805	6 646	303	2 965	**5 861**	921	3 355	426	1 159
1949 - 1945 ...	55 à 59 ans	**23 530**	**16 332**	2 748	9 663	566	3 355	**7 198**	957	4 118	820	1 303
1944 - 1940 ...	60 à 64 ans	**22 647**	**15 642**	2 202	10 165	804	2 471	**7 005**	781	4 030	1 182	1 012
1939 - 1935 ...	65 à 69 ans	**31 294**	**21 120**	2 933	14 390	1 557	2 240	**10 174**	969	5 416	2 729	1 060
1934 - 1930 ...	70 à 74 ans	**47 957**	**30 628**	3 746	21 393	3 349	2 140	**17 329**	1 539	7 799	6 719	1 272
1929 - 1925 ...	75 à 79 ans	**67 319**	**39 431**	4 117	27 244	6 183	1 887	**27 888**	2 457	9 526	14 428	1 477
1924 - 1920 ...	80 à 84 ans	**92 346**	**46 704**	3 740	30 783	10 729	1 452	**45 642**	3 768	10 517	29 320	2 037
1919 - 1915 ...	85 à 89 ans	**57 454**	**23 721**	1 510	13 989	7 622	600	**33 733**	2 594	3 964	25 811	1 364
1914 - 1910 ...	90 à 94 ans	**73 064**	**22 976**	1 353	10 313	10 901	409	**50 088**	3 850	2 758	41 643	1 837
1909 - 1905 ...	95 à 99 ans	**30 310**	**6 718**	353	1 906	4 349	110	**23 592**	2 059	531	20 225	777
1904 ou av	100 ans ou +	**5 959**	**898**	60	135	688	15	**5 061**	490	54	4 380	137
Total		**509 429**	**263 087**	**41 112**	**154 122**	**47 264**	**20 589**	**246 342**	**26 661**	**56 739**	**148 011**	**14 931**

TABLEAU B.02-13

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : Insee

Année	Taux de mortalité						Taux de mortinatalité (2) (3)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Périnatale (2) (3)	Foeto-infantile (2) (3)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1999	2,0	2,7	1,6	4,3	6,5	8,9	4,6
2000	2,0	2,8	1,6	4,4	6,6	9,0	4,6
2001	2,1	2,9	1,6	4,5	6,9	9,3	4,8
2002	1,8	2,7	1,4	4,1	10,0	12,2	8,2
2003 *r*	1,8	2,6	1,4	4,0	10,7	12,9	8,9
2004 *p*	1,8	2,6	1,3	3,9	10,9	13,0	9,1

(1) Pour 1 000 nés vivants.
(2) Pour 1 000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).
(3) La forte évolution de ces taux en 2002 est liée à la forte augmentation du nombre d'enfants sans vie, due à un changement législatif : selon une circulaire de novembre 2001, un acte d'enfant sans vie correspond désormais au terme de vingt-deux semaines d'aménorrhée ou à un poids de 500 grammes. Ces critères se substituent au délai de 180 jours de gestation prévu dans l'état civil.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges (1)

Source : Insee

Unité : ‰

Année	Tous âges	Moins d'un an (2)	de 1 à 4 ans	de 5 à 9 ans	de 10 à 14 ans	de 15 à 19 ans	de 20 à 24 ans	de 25 à 29 ans	de 30 à 34 ans
Ensemble									
1975	10,6	11,9	1,05	0,37	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	8,5	0,96	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	6,9	0,78	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	5,9	0,70	0,19	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995	9,2	4,1	0,46	0,16	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
2000 *r*	9,0	3,8	0,39	0,13	0,15	0,44	0,68	0,73	0,89
2002 *r*	9,0	3,5	0,37	0,13	0,14	0,41	0,67	0,71	0,84
2003 *r*	9,2	3,5	0,36	0,12	0,13	0,37	0,62	0,64	0,82
2004 *p*	8,4	3,4	0,32	0,10	0,11	0,34	0,59	0,58	0,77
Hommes									
1975	11,3	13,4	0,83	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	9,8	0,65	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	7,9	0,56	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	6,8	0,51	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995	9,8	4,6	0,30	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
2000 *r*	9,5	4,3	0,27	0,15	0,17	0,60	1,02	1,10	1,26
2002 *r*	9,4	3,9	0,26	0,14	0,15	0,56	1,00	1,06	1,21
2003 *r*	9,5	3,9	0,26	0,13	0,16	0,52	0,94	0,93	1,18
2004 *p*	8,9	3,8	0,23	0,11	0,13	0,47	0,89	0,87	1,08
Femmes									
1975	10,0	10,3	0,62	0,29	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	7,1	0,52	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	5,8	0,43	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	5,0	0,38	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995	8,6	3,6	0,27	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
2000	8,5	3,3	0,22	0,11	0,13	0,28	0,34	0,35	0,53
2002	8,5	3,1	0,21	0,12	0,12	0,25	0,34	0,37	0,46
2003 *r*	8,8	3,1	0,20	0,10	0,10	0,21	0,30	0,34	0,46
2004 *p*	7,9	3,0	0,18	0,09	0,10	0,21	0,29	0,29	0,47

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges (1)

Source : Insee

Unité : ‰

Année	de 35 à 39 ans	de 40 à 44 ans	de 45 à 49 ans	de 50 à 54 ans	de 55 à 59 ans	de 60 à 64 ans	de 65 à 69 ans	de 70 à 79 ans	de 80 à 89 ans	90 ans ou plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
2000 *r*	1,29	2,09	3,26	4,60	6,4	9,2	13,9	27,5	81	212
2002 *r*	1,23	2,02	3,21	4,63	6,4	8,9	13,3	26,5	74	210
2003 *r*	1,22	1,93	3,18	4,68	6,4	8,9	13,0	26,7	74	221
2004 *p*	1,12	1,84	2,98	4,46	6,0	8,5	12,1	24,5	65	192
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	134	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
2000 *r*	1,76	2,88	4,53	6,48	9,1	13,3	20,6	39,4	103	245
2002 *r*	1,69	2,72	4,45	6,50	9,0	12,8	19,3	37,6	94	241
2003 *r*	1,67	2,58	4,41	6,55	9,1	12,7	18,7	37,6	94	249
2004 *p*	1,51	2,47	4,09	6,19	8,5	11,9	17,4	34,8	86	223
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
2000 *r*	0,83	1,32	2,03	2,73	3,8	5,3	8,2	18,9	69	201
2002 *r*	0,77	1,34	2,01	2,80	3,8	5,2	8,0	18,3	63	201
2003 *r*	0,77	1,29	1,99	2,86	3,8	5,3	8,0	18,6	63	213
2004 *p*	0,73	1,22	1,90	2,77	3,7	5,1	7,4	16,8	53	182

(1) Nombre de décédés pour 1 000 personnes de chaque groupe d'âges.
(2) Nombre de décédés de moins d'un an nés dans l'année pour 1 000 nés vivants.

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité abrégées (1)

Source : Insee

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30	35
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants												
Hommes												
1985	100 000	99 041	98 966	98 915	98 876	98 843	98 705	98 553	98 071	97 302	96 551	95 735
1995	100 000	99 451	99 405	99 374	99 348	99 326	99 236	99 129	98 769	98 135	97 381	96 433
2000 *r*	100 000	99 493	99 454	99 427	99 406	99 389	99 317	99 224	98 898	98 386	97 842	97 211
2003 *r*	100 000	99 547	99 510	99 484	99 463	99 447	99 385	99 302	99 012	98 550	98 082	97 491
2004 *p*	100 000	99 566	99 534	99 511	99 490	99 475	99 422	99 353	99 084	98 646	98 209	97 673
Femmes												
1985	100 000	99 282	99 217	99 178	99 149	99 124	99 017	98 923	98 719	98 455	98 170	97 805
1995	100 000	99 556	99 513	99 485	99 467	99 450	99 384	99 307	99 149	98 930	98 663	98 297
2000 *r*	100 000	99 614	99 580	99 558	99 543	99 530	99 476	99 411	99 267	99 099	98 927	98 652
2003 *r*	100 000	99 643	99 613	99 592	99 578	99 565	99 515	99 466	99 353	99 206	99 034	98 791
2004 *p*	100 000	99 651	99 623	99 606	99 594	99 584	99 542	99 492	99 378	99 237	99 082	98 848
Espérance de vie aux âges indiqués (2)												
Hommes												
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3	38,6
1995	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4	40,8
2000	75,3	74,7	73,7	72,7	71,7	70,8	65,8	60,9	56,1	51,3	46,6	41,9
2003 *r*	75,9	75,2	74,2	73,3	72,3	71,3	66,3	61,4	56,6	51,8	47,0	42,3
2004 *p*	76,7	76,1	75,1	74,1	73,1	72,1	67,2	62,2	57,4	52,6	47,9	43,1
Femmes												
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7	45,9
1995	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8	48,0
2000 *r*	82,8	82,1	81,2	80,2	79,2	78,2	73,2	68,3	63,4	58,5	53,6	48,7
2003 *r*	82,9	82,2	81,2	80,3	79,3	78,3	73,3	68,4	63,4	58,5	53,6	48,7
2004 *p*	83,8	83,1	82,2	81,2	80,2	79,2	74,2	69,3	64,3	59,4	54,5	49,6

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité abrégées (1)

Source : Insee

Année	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants													
Hommes													
1985	94 637	92 982	90 330	86 202	80 326	72 703	62 815	50 183	34 547	18 667	6 823	1 392	165
1995	95 250	93 604	91 286	88 124	83 625	77 099	68 297	57 109	42 827	26 545	11 713	3 209	426
2000 *r*	96 329	94 870	92 668	89 596	85 468	79 741	71 596	60 648	46 690	29 801	13 968	3 912	772
2003 *r*	96 650	95 341	93 170	90 074	85 897	80 417	72 918	62 405	48 360	31 412	14 705	4 083	678
2004 *p*	96 901	95 653	93 622	90 673	86 735	81 514	74 458	64 475	50 899	34 265	17 072	5 457	1 083
Femmes													
1985	97 282	96 548	95 426	93 728	91 346	87 960	82 858	74 652	61 036	41 342	20 043	5 784	824
1995	97 799	97 079	96 055	94 665	92 753	89 952	85 704	79 122	68 264	51 304	29 201	10 838	2 096
2000 *r*	98 223	97 553	96 529	95 176	93 342	90 808	86 978	80 873	70 869	54 408	32 183	12 143	2 709
2003 *r*	98 393	97 738	96 725	95 319	93 463	90 938	87 195	81 212	71 263	54 848	32 262	11 708	2 259
2004 *p*	98 467	97 835	96 868	95 496	93 679	91 217	87 766	82 261	73 215	58 223	36 838	15 446	3 698
Espérance de vie aux âges indiqués (2)													
Hommes													
1985	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4	–	–	–
1995	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2	3,7	2,6	2,4
2000	37,3	32,8	28,5	24,4	20,4	16,7	13,3	10,3	7,6	5,4	3,8	2,9	2,0
2003 *r*	37,7	33,1	28,8	24,7	20,8	17,1	13,5	10,4	7,6	5,4	3,8	2,8	2,5
2004 *p*	38,4	33,9	29,6	25,4	21,5	17,7	14,1	10,9	8,1	5,8	4,1	3,2	3,4
Femmes													
1985	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5	–	–	–
1995	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5	4,4	3,0	2,1
2000	43,9	39,2	34,6	30,0	25,6	21,2	17,0	13,1	9,6	6,7	4,6	3,2	2,2
2003 *r*	43,9	39,2	34,6	30,1	25,6	21,2	17,0	13,1	9,5	6,6	4,4	3,0	2,4
2004 *p*	44,8	40,1	35,5	30,9	26,5	22,1	17,9	13,9	10,3	7,2	4,9	3,4	2,8

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 2002-2004

Source : Insee (Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	448	76,12	100 000	357	83,25	**100 000**	**404**	**79,60**
1	99 552	34	75,46	99 643	30	82,54	**99 596**	**32**	**78,92**
2	99 518	25	74,48	99 613	19	81,57	**99 564**	**22**	**77,94**
3	99 493	21	73,50	99 594	14	80,58	**99 542**	**17**	**76,96**
4	99 472	15	72,52	99 580	12	79,59	**99 525**	**14**	**75,97**
5	99 456	14	71,53	99 568	11	78,60	**99 511**	**13**	**74,98**
6	99 442	14	70,54	99 557	11	77,61	**99 498**	**12**	**73,99**
7	99 428	12	69,55	99 547	9	76,62	**99 486**	**10**	**73,00**
8	99 417	11	68,56	99 537	10	75,63	**99 476**	**10**	**72,01**
9	99 407	12	67,56	99 528	9	74,64	**99 466**	**10**	**71,02**
10	99 395	12	66,57	99 519	9	73,64	**99 455**	**11**	**70,02**
11	99 383	11	65,58	99 510	10	72,65	**99 445**	**11**	**69,03**
12	99 372	14	64,59	99 500	11	71,66	**99 434**	**12**	**68,04**
13	99 358	18	63,59	99 489	11	70,66	**99 422**	**15**	**67,05**
14	99 340	23	62,61	99 478	12	69,67	**99 407**	**18**	**66,06**
15	99 318	31	61,62	99 466	16	68,68	**99 390**	**24**	**65,07**
16	99 287	41	60,64	99 450	20	67,69	**99 366**	**31**	**64,08**
17	99 246	56	59,66	99 430	24	66,70	**99 336**	**40**	**63,10**
18	99 191	76	58,70	99 406	30	65,72	**99 296**	**54**	**62,13**
19	99 115	88	57,74	99 376	30	64,74	**99 242**	**60**	**61,16**
20	99 028	93	56,79	99 346	30	63,76	**99 183**	**62**	**60,20**
21	98 936	96	55,84	99 316	31	62,78	**99 122**	**64**	**59,23**
22	98 841	97	54,90	99 286	31	61,80	**99 058**	**65**	**58,27**
23	98 745	95	53,95	99 255	30	60,82	**98 994**	**63**	**57,31**
24	98 651	91	53,00	99 225	31	59,83	**98 931**	**61**	**56,35**
25	98 562	92	52,05	99 194	30	58,85	**98 871**	**61**	**55,38**
26	98 472	97	51,10	99 165	34	57,87	**98 810**	**66**	**54,41**
27	98 377	98	50,14	99 131	35	56,89	**98 745**	**67**	**53,45**
28	98 280	98	49,19	99 096	34	55,91	**98 678**	**67**	**52,48**
29	98 184	103	48,24	99 062	38	54,93	**98 613**	**71**	**51,52**
30	98 084	109	47,29	99 025	41	53,95	**98 543**	**76**	**50,56**
31	97 976	112	46,34	98 984	42	52,97	**98 468**	**78**	**49,59**
32	97 866	115	45,39	98 943	47	51,99	**98 392**	**82**	**48,63**
33	97 754	122	44,44	98 896	54	51,02	**98 311**	**89**	**47,67**
34	97 635	131	43,50	98 842	57	50,04	**98 224**	**95**	**46,71**
35	97 507	142	42,55	98 786	66	49,07	**98 131**	**105**	**45,76**
36	97 368	154	41,61	98 721	69	48,10	**98 028**	**113**	**44,80**
37	97 218	167	40,68	98 653	77	47,14	**97 918**	**123**	**43,85**
38	97 055	184	39,74	98 576	88	46,17	**97 798**	**137**	**42,91**
39	96 876	197	38,82	98 490	97	45,21	**97 664**	**148**	**41,97**
40	96 685	219	37,89	98 394	109	44,26	**97 519**	**165**	**41,03**
41	96 473	238	36,98	98 286	122	43,31	**97 358**	**181**	**40,09**
42	96 243	268	36,06	98 166	130	42,36	**97 182**	**200**	**39,17**
43	95 986	304	35,16	98 039	149	41,41	**96 988**	**228**	**38,24**
44	95 694	332	34,26	97 892	161	40,47	**96 767**	**247**	**37,33**
45	95 377	365	33,38	97 735	173	39,54	**96 528**	**270**	**36,42**
46	95 029	409	32,50	97 566	189	38,61	**96 267**	**300**	**35,52**
47	94 640	457	31,63	97 382	205	37,68	**95 978**	**333**	**34,62**
48	94 207	496	30,77	97 182	218	36,75	**95 659**	**358**	**33,74**
49	93 740	527	29,92	96 970	241	35,83	**95 316**	**385**	**32,86**

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 2002-2004

Source : Insee (Évaluation provisoire basée sur les résultats des recensements de 2004 et 2005)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivantes (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	93 247	582	29,08	96 737	252	34,92	**94 950**	**418**	**31,98**
51	92 704	618	28,24	96 493	268	34,01	**94 553**	**444**	**31,11**
52	92 131	654	27,42	96 234	290	33,10	**94 134**	**473**	**30,25**
53	91 528	705	26,59	95 955	306	32,19	**93 689**	**505**	**29,39**
54	90 883	745	25,78	95 662	324	31,29	**93 215**	**534**	**28,54**
55	90 207	798	24,97	95 352	340	30,39	**92 718**	**568**	**27,69**
56	89 487	860	24,17	95 028	366	29,49	**92 191**	**611**	**26,84**
57	88 718	919	23,37	94 680	385	28,60	**91 627**	**650**	**26,01**
58	87 902	980	22,58	94 315	416	27,70	**91 032**	**695**	**25,17**
59	87 041	1 060	21,80	93 922	442	26,82	**90 399**	**747**	**24,35**
60	86 118	1 118	21,03	93 507	465	25,94	**89 724**	**786**	**23,52**
61	85 156	1 179	20,26	93 072	494	25,05	**89 019**	**830**	**22,71**
62	84 152	1 271	19,50	92 613	534	24,18	**88 281**	**894**	**21,89**
63	83 082	1 378	18,74	92 118	573	23,30	**87 492**	**964**	**21,09**
64	81 938	1 484	18,00	91 590	627	22,43	**86 648**	**1 042**	**20,29**
65	80 722	1 601	17,26	91 015	673	21,57	**85 745**	**1 120**	**19,49**
66	79 430	1 738	16,53	90 403	736	20,72	**84 784**	**1 217**	**18,71**
67	78 050	1 885	15,82	89 737	799	19,87	**83 753**	**1 317**	**17,93**
68	76 578	2 073	15,11	89 019	883	19,02	**82 650**	**1 447**	**17,17**
69	74 991	2 253	14,42	88 234	980	18,19	**81 453**	**1 580**	**16,41**
70	73 301	2 487	13,74	87 369	1 086	17,36	**80 166**	**1 742**	**15,67**
71	71 478	2 713	13,08	86 421	1 202	16,55	**78 770**	**1 904**	**14,94**
72	69 538	2 980	12,43	85 382	1 355	15,74	**77 270**	**2 104**	**14,22**
73	67 466	3 272	11,80	84 225	1 497	14,95	**75 644**	**2 308**	**13,51**
74	65 259	3 566	11,18	82 964	1 674	14,17	**73 899**	**2 530**	**12,82**
75	62 931	3 953	10,57	81 575	1 896	13,40	**72 029**	**2 816**	**12,14**
76	60 444	4 371	9,99	80 029	2 147	12,65	**70 001**	**3 130**	**11,47**
77	57 802	4 790	9,42	78 310	2 436	11,92	**67 810**	**3 463**	**10,83**
78	55 033	5 287	8,87	76 402	2 770	11,21	**65 461**	**3 854**	**10,20**
79	52 124	5 761	8,34	74 286	3 129	10,51	**62 939**	**4 245**	**9,59**
80	49 121	6 444	7,82	71 961	3 600	9,83	**60 267**	**4 787**	**8,99**
81	45 956	7 118	7,32	69 371	4 125	9,18	**57 382**	**5 352**	**8,42**
82	42 684	7 880	6,84	66 509	4 791	8,56	**54 311**	**6 034**	**7,87**
83	39 321	8 859	6,39	63 323	5 515	7,96	**51 034**	**6 834**	**7,34**
84	35 837	9 802	5,96	59 831	6 291	7,40	**47 546**	**7 646**	**6,84**
85	32 325	10 870	5,55	56 067	7 157	6,86	**43 911**	**8 556**	**6,37**
86	28 811	12 211	5,17	52 054	8 246	6,35	**40 154**	**9 703**	**5,92**
87	25 293	13 478	4,82	47 761	9 369	5,88	**36 258**	**10 837**	**5,50**
88	21 884	14 962	4,49	43 287	10 572	5,43	**32 328**	**12 093**	**5,10**
89	18 610	16 497	4,19	38 710	12 099	5,01	**28 419**	**13 573**	**4,74**
90	15 540	18 113	3,92	34 027	13 588	4,64	**24 561**	**15 053**	**4,40**
91	12 725	19 797	3,67	29 403	15 272	4,29	**20 864**	**16 685**	**4,09**
92	10 206	21 657	3,46	24 913	17 126	3,97	**17 383**	**18 488**	**3,81**
93	7 996	23 392	3,28	20 646	19 163	3,68	**14 169**	**20 385**	**3,57**
94	6 125	25 377	3,12	16 690	20 996	3,44	**11 281**	**22 214**	**3,35**
95	4 571	26 969	3,01	13 186	23 158	3,22	**8 775**	**24 174**	**3,17**
96	3 338	28 526	2,94	10 132	24 924	3,04	**6 654**	**25 849**	**3,02**
97	2 386	29 636	2,92	7 607	26 649	2,89	**4 934**	**27 389**	**2,89**
98	1 679	28 738	2,94	5 580	28 031	2,75	**3 582**	**28 200**	**2,80**
99	1 196	29 786	2,92	4 016	29 038	2,63	**2 572**	**29 216**	**2,70**
100	840	28 430	2,94	2 850	29 969	2,50	**1 821**	**29 605**	**2,60**
101	601	23 822	2,91	1 996	30 024	2,36	**1 282**	**28 535**	**2,49**
102	458	27 880	2,67	1 396	31 587	2,15	**916**	**30 638**	**2,28**
103	330	35 136	2,51	955	35 483	1,91	**635**	**35 391**	**2,07**
104	214	38 080	2,60	616	43 271	1,69	**410**	**41 884**	**1,93**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Mouvement naturel de la population - Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie

Sources : Insee, Itsee (Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques)
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1 000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décés	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
Nouvelle-Calédonie												
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1999	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3
2000	211,0	995	159	4 566	1 077	21	3 489	4,7	21,6	5,1	16,5	4,6
2001	214,3	925	230	4 326	1 131	24	3 195	4,3	20,2	5,3	14,9	4,9
2002	217,4	905	219	4 194	1 121	29	3 073	4,2	19,3	5,2	14,1	6,9
2003	221,5	873	246	4 102	1 121	24	2 981	4,0	18,6	5,1	13,0	5,9
2004	230,1	895	...	3 978	1 116	25	2 862	3,9	17,3	4,9	12,0	6,3
Polynésie française												
1975	131,8	...	...	4 404	953	187	3 451	...	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	...	...	4 544	1 005	185	3 539	...	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	1 280	...	5 415	993	125	4 422	7,3	31,0	5,7	25,3	23,1
1990	195,7	1 211	...	5 568	982	64	4 586	6,2	28,3	5,0	23,4	11,5
1995	216,0	1 220	...	4 905	1 113	50	3 792	5,6	22,7	5,2	17,6	10,2
1999	231,0	1 107	...	4 794	1 023	31	3 771	4,8	20,8	4,4	16,3	6,5
2000	235,2	1 091	...	4 920	1 037	33	3 883	4,6	20,9	4,4	16,5	6,7
2001	239,4	964	...	4 874	1 170	36	3 704	4,0	20,4	4,9	15,5	7,4
2002	243,4	1 042	...	4 762	1 124	32	3 638	4,3	19,6	4,6	14,9	6,7
2003	247,3	1 047	...	4 503	1 122	31	3 381	4,2	18,2	4,5	13,7	6,9
2004	251,0	1 105	...	4 431	1 130	20	3 301	4,4	17,7	4,5	13,1	4,5
Saint-Pierre-et-Miquelon (4)												
1975	5,9	50	...	99	32	///	67	8,5	16,9	5,4	11,5	///
1980	6,0	32	6	90	39	///	51	5,3	15,0	6,5	8,5	///
1985	6,3	32	5	95	50	///	45	5,1	15,2	8,0	7,2	///
1990	6,4	34	7	74	38	///	36	5,3	11,5	5,9	5,6	///
1995	6,6	17	9	75	50	///	25	2,6	11,4	7,6	3,8	///
1999	6,5	26	5	75	45	///	30	4,0	11,2	6,7	4,5	///
2000	6,5	26	7	51	35	///	16	4,0	7,8	5,3	2,4	///
2001	6,6	28	8	71	46	///	25	4,3	10,8	7,0	3,8	///
2002	6,6	16	10	53	41	///	12	2,4	8,0	6,2	1,8	///
2003	6,6	20	4	72	54	///	18	3,0	10,9	8,2	2,7	///
2004	6,6	20	11	61	41	///	20	3,0	9,2	6,2	3,0	///

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996 pour la Nouvelle Calédonie ; 1975, 1982, 1988, 1996 pour la Polynésie française et 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.
(4) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-18

Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2004

Source : Eurostat

Pays	Taux pour 1 000 habitants					(1) Taux de reproduction	Mortalité infantile	Espérance de vie à la naissance (années)	
	(2) Variation totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Net	(pour 1 000 naissances vivantes)	Hommes	Femmes
Allemagne	– 0,4	8,6	9,9	4,8	...	...	4,1	75,7	81,4
Autriche	8,1	9,7	9,1	4,7	2,3	0,66	4,5	76,4	82,1
Belgique	4,7	11,1	9,8	4,1	3,0	...	4,3	...	...
Danemark	2,6	12,0	10,3	7,0	2,9	0,85	4,4	75,2	79,9
Espagne	16,2	10,6	8,7	5,0	...	...	3,5	77,2	83,8
Finlande	3,2	11,0	9,1	5,6	2,5	0,86	3,3	75,3	82,3
France (3)	**6,2**	**12,8**	**8,3**	**4,5**	**2,2**	**0,92**	**4,0**	**76,7**	**83,8**
Grèce	3,2	9,4	9,4	4,2	1,1	...	3,9	76,6	81,4
Irlande	20,0	15,2	6,9	5,1	...	...	4,9	...	...
Italie	9,9	9,7	9,4	4,3	...	...	4,1	...	...
Luxembourg	7,5	12,0	7,9	4,4	2,3	0,79	3,9	...	...
Pays-Bas	2,9	11,9	8,4	4,7	1,9	0,84	4,1	76,4	81,1
Portugal	5,2	10,4	9,7	4,7	2,2	0,69	4,0	...	...
Royaume-Uni	5,6	12,0	9,7	...	...	...	5,1	...	...
Suède	4,0	11,2	10,1	4,8	2,2	0,83	3,1	78,4	82,7
Europe des 15 *(p)*	**6,1**	**10,7**	**9,3**	**...**	**...**	**...**	**4,2**	**...**	**...**
Chypre	25,4	11,2	7,0	7,2	2,2	0,73	3,5	...	...
Estonie	– 3,0	10,4	13,2	4,5	3,1	...	6,3	66,3	77,8
Hongrie	– 1,9	9,4	13,1	4,3	2,4	0,61	6,6	68,6	76,9
Lettonie	– 5,5	8,8	13,8	4,5	2,3	0,61	9,4	65,5	77,2
Lituanie	– 6,0	8,9	12,0	5,6	3,2	0,61	7,9	66,4	77,8
Malte	7,0	9,7	7,2	6,0	...	...	5,9	...	...
Pologne	– 0,4	9,3	9,5	5,0	1,5	0,59	6,8	70,0	79,2
République tchèque	0,9	9,6	10,5	5,0	3,2	0,57	3,7	72,6	79,0
Slovaquie	0,9	10,0	9,6	5,2	2,0	0,58	6,8	70,3	77,8
Slovénie	0,6	9,0	9,3	3,3	1,2	0,58	3,7	...	...
Europe des 25 *(p)*	**5,0**	**10,5**	**9,5**	**...**	**...**	**...**	**4,5**	**...**	**...**
États-Unis	2,2	14,1	8,3	...	...	...	6,5	74,6	80,4
Japon	0,8	9,8	8,8	...	...	...	3,3	77,7	84,5

(1) Chiffres de l'année 2003.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(3) France entière (métropole et départements d'outre-mer).

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.

2 Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999.

3 Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer.

4 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé en 2005.

5 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité en 2005.

6 Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe en 2005.

7 Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (Nes16) et le sexe en 2005.

8 Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.

9 Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.

10 Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance.

11 Acquisitions de la nationalité française.

12 Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure.

13 Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe.

14 Immigrants selon le type de procédure en 2004.

15 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'Anaem, par âge, sexe et état matrimonial en 2004.

16 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'Anaem, par activité économique, profession et nationalité en 2004.

1

○ Présentation

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

À la mi-2004, 3,5 millions d'étrangers résident en France métropolitaine, soit 5,8 % de la population. La proportion de femmes étrangères est de 48 %. Ils sont 250 000 de plus qu'en 1999 ; ils représentaient alors 5,6 % de la population. Comme en 1999, 1,2 million d'étrangers sont des ressortissants d'un pays de l'Union européenne à 25. Cette stabilité résulte d'un double mouvement. Les Espagnols, les Italiens et les Portugais voient leur nombre baisser de plus de 100 000, du fait des décès pour les deux premières nationalités et des acquisitions de la nationalité française pour les Portugais. Les ressortissants venant d'un autre pays de l'Union européenne sont en augmentation d'environ 100 000 également dont près de la moitié est due aux Britanniques (+ 47 000).

Les étrangers sont un peu plus jeunes que les Français ; ils ont en moyenne 38,8 ans contre 40 ans. Les étrangers de 2004-2005 sont plus jeunes que les étrangers de 1999 ; leur âge moyen était de 39,2 ans.

À la mi-2004, 4,9 millions d'immigrés résident en France métropolitaine, soit 8,1 % de la population. Ils sont 760 000 de plus qu'en 1990 ; ils représentaient alors 7,4 % de la population. À cette même période, 2 millions d'immigrés sont de nationalité française, soit 40 % des immigrés, contre 36 % en 1999. Le nombre des immigrés étrangers a augmenté de 210 000 (+ 8 %) et atteint 2,9 millions.

Au sein de la population immigrée, les femmes sont aussi nombreuses que les hommes. Cet équilibre, atteint en 1999 et confirmé en 2004-2005, s'est établi au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Depuis 1974, une immigration majoritairement féminine, liée au regroupement familial, a succédé à l'immigration de travail, essentiellement masculine.

Les plus jeunes sont peu nombreux parmi les immigrés : par définition, les immigrés ne naissent pas en France, et peu d'enfants sont concernés par le regroupement familial, procédure plus souvent utilisée par les conjoints. Les immigrés sont aussi un peu moins nombreux aux âges élevés. 2 % des moins de 15 ans et 7 % des personnes âgées de 75 ans ou plus sont immigrés (contre 8,1 % tous âges confondus). Entre 30 et 59 ans, la part des immigrés atteint 11 %.

Trois régions rassemblent près de 60 % des immigrés en 2004-2005. Près de quatre immigrés sur dix résident en Île-de-France où un habitant sur six est immigré. Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur suivent loin derrière (11 % et 9 %). La part des immigrés est supérieure à la moyenne nationale en Alsace, en Corse, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon (entre 9 % et 10 % dans chacune de ces régions). Les immigrés sont peu présents dans l'Ouest de la France. En Bretagne, en Basse-Normandie et dans les Pays de la Loire, les immigrés forment moins de 3 % de la population. Les immigrés arrivés en France métropolitaine depuis moins de dix ans se répartissent dans les régions françaises comme ceux arrivés depuis plus longtemps. En revanche, la répartition par région diffère selon le pays d'origine. Parmi les natifs de l'Afrique subsaharienne, 60 % résident en Île-de-France. Pour les originaires de Turquie, seuls 29 % sont dans ce cas ; 13 % habitent en Alsace.

2

○ Méthodologie

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration devenu ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration devenu ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale devenu ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3

○ Définitions

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les mineurs :

Les jeunes étrangers nés en France deviennent Français de plein droit à 18 ans, s'ils y résident et y ont résidé de manière continue ou discontinue pendant cinq années depuis l'âge de 11 ans. Dès l'âge de 16 ans, ces jeunes nés et résidant en France peuvent anticiper l'acquisition de la nationalité française. De même, les parents d'un jeune étranger né en France peuvent demander pour lui et avec son accord, la nationalité française, dès qu'il a 13 ans s'il a résidé cinq ans en France pendant une période continue ou discontinue depuis l'âge de 8 ans.

b) Pour les majeurs :

- *Par décret*

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art. 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient Français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art. 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

• *Par déclaration de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

– les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil ;

– les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

• *Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)*

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art. 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

– Français de naissance (y compris par réintégration) ;

– Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;

– Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne à 15 a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

– les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;

– les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration de l'Insee, de la direction de la Population et des Migrations du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, et du ministère de la Justice.

Organismes :

– Insee ;

– Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Direction de la Population et des Migrations ;

– Ministère de la Justice.

Sites Internet :

– www.insee.fr

– www.travail.gouv.fr

– www.justice.gouv.fr

– www.statistique.publique.fr

– epp.eurostat.ec.europa.eu

Publications :

Insee

Recensement de la population de 1999 - Tableaux thématiques : exploitation complémentaire : population immigrée – population étrangère – France métropolitaine, 2001.

Insee-Première :

– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 : près de 5 millions d'immigrés à la mi-2004 », n° 1098, août 2006 ;

– « Les immigrés en France : une situation qui évolue », n° 1042, septembre 2005 ;

– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;

– « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;

– « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000.

Insee-Références :

– « France Portrait social », édition 2006, novembre 2006 ;

– « Données sociales », édition 2006, mai 2006 ;

– « Les immigrés en France », édition 2005.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, direction de la Population et des Migrations et ministère de la Justice

– « Les difficultés des étrangers sur le marché du travail : effet nationalité, effet quartier ? », ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, *Premières Informations et Premières Synthèses,* n° 17.3, avril 2005 ;

– « La sous-direction des naturalisations en 2004 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, direction de la Population et des Migrations, 2005 ;

– « Rapport annuel de la Direction de la Population et des Migrations », Immigration et présence étrangère en France en 2004, C. Régnard.

Autres

– « L'insertion des jeunes issus de l'immigration : de l'école au métier », Laine Frédéric et Okba Mahrez, *Net-Doc*, n° 15, Cereq ;

– « Les jeunes issus de l'immigration. De l'enseignement supérieur au marché du travail », *Bref,* n° 205, février 2004, Cereq ;

– «Anaemstats (Annuaire des migrations 2005) », Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations, annuel ;

– « Rapport annuel, édition 2004 », Tendances des migrations internationales, Organisation de coopération et de développement économiques, Systèmes d'observation permanente des migrations (Sopemi).

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : Insee (Recensements de la population - exploitation complémentaire)

Nationalité	1975		1982		1990		1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 513 700**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 258 539**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 333 310**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 194 135	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	76 882	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 927	2,1
Espagnols	497 480	14,4	327 156	8,8	216 047	6,0	160 194	4,9
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	200 632	6,2
Polonais	93 655	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 925	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	555 383	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 396	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	188 971	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 784**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 417 831**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	475 216	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	506 305	15,5
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	153 574	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	282 736	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**80 732**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**405 845**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	205 589	6,3
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	200 256	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**n.s.**	**2 260**	**0,1**	**3 037**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* : UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	(1) Afrique	(2) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 258 539**	**1 194 135**	**160 194**	**200 632**	**555 383**	**475 216**	**506 305**	**153 574**	**211 096**	**62 964**	**205 589**	**449 660**
0 à 14 ans	**443 616**	103 749	6 126	7 435	60 247	36 319	105 392	31 202	34 046	11 062	52 620	69 226
15 à 24 ans	**358 634**	83 722	6 852	6 455	42 948	35 771	87 551	16 391	33 296	9 311	35 487	57 105
25 à 34 ans	**556 936**	180 673	14 663	14 957	104 955	67 702	75 704	20 930	52 744	10 717	49 244	99 222
35 à 44 ans	**599 533**	217 556	22 861	25 663	113 429	84 862	78 344	30 845	51 494	11 848	28 679	95 905
45 à 54 ans	**541 960**	211 794	21 859	28 587	117 645	91 814	90 307	31 041	26 455	8 018	25 940	56 591
55 à 64 ans	**398 360**	182 659	29 884	38 198	80 235	95 216	49 974	16 323	10 286	4 671	10 248	28 983
65 ans ou plus	**359 500**	213 982	57 949	79 337	35 924	63 532	19 033	6 842	2 775	7 337	3 371	42 628
Hommes	**1 729 807**	**621 978**	**80 271**	**113 602**	**295 350**	**271 812**	**275 772**	**90 359**	**113 097**	**31 414**	**108 552**	**216 823**
0 à 14 ans	**227 074**	52 963	3 176	3 769	30 839	18 483	53 842	16 150	16 812	5 691	27 418	35 715
15 à 24 ans	**175 903**	40 633	3 061	3 082	23 056	17 916	45 719	8 454	15 119	4 705	17 187	26 170
25 à 34 ans	**277 474**	93 778	7 190	8 544	59 325	33 953	40 503	11 510	22 514	6 101	26 024	43 091
35 à 44 ans	**298 903**	113 679	12 976	16 701	59 320	41 068	29 795	16 426	27 680	6 399	15 628	48 228
45 à 54 ans	**303 985**	112 630	11 443	18 143	61 797	47 200	55 756	20 651	20 457	3 951	14 014	29 326
55 à 64 ans	**250 888**	100 499	15 236	23 578	43 253	67 805	36 903	12 481	8 785	2 042	6 591	15 782
65 ans ou plus	**195 580**	107 796	27 189	39 785	17 760	45 387	13 254	4 687	1 730	2 525	1 690	18 511
Femmes	**1 528 732**	**572 157**	**79 923**	**87 030**	**260 033**	**203 404**	**230 533**	**63 215**	**97 999**	**31 550**	**97 037**	**232 837**
0 à 14 ans	**216 542**	50 786	2 950	3 666	29 408	17 836	51 550	15 052	17 234	5 371	25 202	33 511
15 à 24 ans	**182 731**	43 089	3 791	3 373	19 892	17 855	41 832	7 937	18 177	4 606	18 300	30 935
25 à 34 ans	**279 462**	86 895	7 473	6 413	45 630	33 749	35 201	9 420	30 230	4 616	23 220	56 131
35 à 44 ans	**300 630**	103 877	9 885	8 962	54 109	43 794	48 549	14 419	23 814	5 449	13 051	47 677
45 à 54 ans	**237 975**	99 164	10 416	10 444	55 848	44 614	34 551	10 390	5 998	4 067	11 926	27 265
55 à 64 ans	**147 472**	82 160	14 648	14 620	36 982	27 411	13 071	3 842	1 501	2 629	3 657	13 201
65 ans ou plus	**163 920**	106 186	30 760	39 552	18 164	18 145	5 779	2 155	1 045	4 812	1 681	24 117

(1) Nationalités de l'Afrique anciennement sous administration française.
(2) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	**203 146**	**9 740**	**219 076**	**11 363**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	**78 963**	**23 149**	**77 827**	**23 427**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	**180 910**	**1 613**	**200 415**	**1 976**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	**347 076**	**1 486**	**359 104**	**2 128**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-4

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé en 2005

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1)

Unités : Nombre et %

Âge regroupé	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
De 15 à 29 ans	**226 172**	134 260	59,4	**263 165**	97 806	37,2	**489 337**	**232 066**	**47,4**
De 30 à 39 ans	**287 403**	257 654	89,6	**287 673**	172 330	59,9	**575 076**	**429 984**	**74,8**
De 40 à 49 ans	**259 037**	234 389	90,5	**282 570**	178 500	63,2	**541 607**	**412 889**	**76,2**
De 50 à 59 ans	**250 497**	201 859	80,6	**228 477**	121 694	53,3	**478 974**	**323 553**	**67,6**
60 ans ou plus	**317 466**	40 288	12,7	**246 317**	17 978	7,3	**563 783**	**58 266**	**10,3**
Total	**1 340 575**	**868 450**	**64,8**	**1 308 202**	**588 308**	**45,0**	**2 648 777**	**1 456 758**	**55,0**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-5

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité en 2005

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1)

Unités : Nombre et %

Nationalité	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(2) Taux	**Total**	Actives	(2) Taux	**Total**	**Actifs**	**(2) Taux**
Italiens	**73 231**	27 075	37,0	**58 060**	15 179	26,1	**131 291**	**42 254**	**32,2**
Espagnols	**49 370**	21 466	43,5	**50 541**	13 677	27,1	**99 911**	**35 143**	**35,2**
Portugais	**217 984**	162 050	74,3	**201 221**	130 681	64,9	**419 205**	**292 731**	**69,8**
Autres ressortissants de la CEE	**107 540**	67 592	62,9	**119 124**	53 767	45,1	**226 664**	**121 359**	**53,5**
Total CEE	**448 125**	**278 183**	**62,1**	**428 946**	**213 304**	**49,7**	**877 071**	**491 487**	**56,0**
Algériens	**202 715**	112 567	55,5	**189 802**	67 636	35,6	**392 517**	**180 203**	**45,9**
Tunisiens	**66 505**	46 856	70,5	**46 549**	19 379	41,6	**113 054**	**66 235**	**58,6**
Marocains	**186 922**	124 007	66,3	**158 280**	59 606	37,7	**345 202**	**183 613**	**53,2**
Ressortissants des pays d'Afrique noire	**143 066**	107 749	75,3	**141 387**	82 072	58,0	**284 453**	**189 821**	**66,7**
Polonais	**8 122**	5 577	68,7	**20 281**	13 675	67,4	**28 403**	**19 252**	**67,8**
Yougoslaves	**14 325**	10 245	71,5	**15 624**	7 550	48,3	**29 949**	**17 795**	**59,4**
Turcs	**76 758**	59 222	77,2	**75 119**	23 918	31,8	**151 877**	**83 140**	**54,7**
Autres étrangers hors CEE	**194 037**	124 044	63,9	**232 214**	101 168	43,6	**426 251**	**225 212**	**52,8**
Total étrangers hors CEE	**892 450**	**590 267**	**66,1**	**879 256**	**375 004**	**42,7**	**1 771 706**	**965 271**	**54,5**
Ensemble	**1 340 575**	**868 450**	**64,8**	**1 308 202**	**588 308**	**45,0**	**2 648 777**	**1 456 758**	**55,0**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-6

Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe en 2005

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1)

Unités : Nombre et %

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes		Femmes		**Ensemble**	
	Effectifs	(2) %	Effectifs	(2) %	**Effectifs**	**(2) %**
Agriculteurs exploitants	8 032	1,7	2 820	1,4	**10 852**	**1,7**
Artisans	44 143	7,7	6 487	3,7	**50 630**	**6,8**
Commerçants et assimilés	37 231	8,6	13 048	4,9	**50 279**	**7,2**
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	8 142	7,5	1 034	4,7	**9 176**	**7,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**89 516**	**8,6**	**20 569**	**4,9**	**110 085**	**7,2**
Professions libérales	8 683	4,0	2 830	2,1	**11 513**	**3,2**
Cadres de la fonction publique	21 451	2,9	15 363	2,3	**36 814**	**2,6**
Cadres d'entreprise	59 983	3,9	22 026	3,6	**82 009**	**3,8**
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**90 117**	**2,9**	**40 219**	**2,3**	**130 336**	**2,6**
Professions intermédiaires de l'enseignement	11 654	1,5	29 053	1,7	**40 707**	**1,6**
Professions intermédiaires administratives	20 460	2,3	25 979	2,6	**46 439**	**2,5**
Techniciens	27 970	2,9	5 222	3,7	**33 192**	**3,0**
Contremaîtres, agents de maîtrise	29 668	5,6	2 238	3,3	**31 906**	**5,4**
Professions intermédiaires	**89 752**	**2,3**	**62 492**	**2,6**	**152 244**	**2,5**
Employés de la fonction publique	39 703	4,0	45 911	2,5	**85 614**	**3,0**
Employés administratifs d'entreprises	8 924	2,7	48 212	2,9	**57 136**	**2,9**
Employés de commerce	17 884	6,1	32 168	3,3	**50 052**	**3,9**
Personnels des services directs aux particuliers	38 102	14,8	182 739	10,6	**220 841**	**11,1**
Employés	**104 613**	**2,7**	**309 030**	**2,9**	**413 643**	**2,9**
Ouvriers qualifiés	267 910	7,1	21 740	4,5	**289 650**	**6,8**
Ouvriers non qualifiés	171 468	11,1	85 749	11,4	**257 217**	**11,2**
Ouvriers agricoles	27 840	14,6	12 791	14,3	**40 631**	**14,5**
Ouvriers	**467 218**	**11,1**	**120 280**	**11,4**	**587 498**	**11,2**
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	19 052	9,3	32 271	13,5	**51 323**	**11,6**
Catégorie socio-professionnelle indéterminée	150	3,2	627	12,6	**777**	**8,1**
Total	**868 450**	**5,9**	**588 308**	**4,6**	**1 456 758**	**5,3**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif total (Français + étrangers) de la catégorie.

TABLEAU B.03-7

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (Nes 16) et le sexe en 2005

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unités :* Nombre et %

Activité économique regroupée	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(2) %**	Effectif	(2) %	Effectif	(2) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**33 621**	**11,8**	23 596	11,4	10 025	13,1
Industries agricoles et alimentaires	**13 266**	**2,2**	9 944	2,7	3 322	1,4
Industrie des biens de consommation	**27 500**	**4,3**	17 261	5,2	10 239	3,4
Industrie automobile	**16 601**	**5,0**	15 610	5,6	991	1,9
Industrie des biens d'équipement	**27 109**	**3,4**	21 882	3,5	5 227	3,3
Industrie des biens intermédiaires	**56 186**	**4,2**	46 671	4,6	9 515	2,9
Énergie	**5 919**	**2,5**	3 793	2,0	2 126	4,8
Construction	**150 296**	**11,9**	147 312	12,8	2 984	2,6
Commerce	**99 370**	**3,5**	58 239	4,0	41 131	3,0
Transports	**42 537**	**4,2**	36 160	4,7	6 377	2,6
Activités financières	**10 454**	**1,5**	6 067	2,0	4 387	1,1
Activités immobilières	**29 932**	**9,7**	8 201	6,5	21 731	11,8
Services aux entreprises	**195 346**	**6,6**	125 507	7,2	69 839	5,7
Services aux particuliers	**183 533**	**10,5**	59 868	9,5	123 665	11,0
Éducation, santé, action sociale	**102 958**	**2,3**	21 054	1,9	81 904	2,4
Administrations	**40 333**	**1,5**	19 887	1,5	20 446	1,5
Activité indéterminée	**5 966**	**8,7**	3 070	8,1	2 896	9,3
Total	**1 040 927**	**4,7**	**624 122**	**5,4**	**416 805**	**3,9**

(1) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-8

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* : Union européenne			Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
			Ensemble	*dont* Espagnols	*dont* Italiens	*dont* Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : Insee (Recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance

Source : Insee (Recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

TABLEAU B.03-11

Acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Justice

	1995		2000		2002		2003		2004	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	40 867	44,2	77 478	73,4	64 081	69,2	77 102	69,8	99 368	73,5
dont : Enfants mineurs	12 041	13,0	24 653	23,4	19 929	21,5	25 701	23,3	32 993	24,4
Acquisitions par déclaration (1)	21 017	22,7	28 094	26,6	28 471	30,8	33 409	30,2	35 881	26,5
Total acquisitions	**61 884**	**67,0**	**105 572 (2)**	**100,0**	**92 552 (2)**	**100,0**	**110 511 (2)**	**100,0**	**135 249 (2)**	**100,0**
Par manifestation de volonté	30 526	33,0	///	///	///	///	///	///	///	///
Total	**92 410**	**100,0**	///	///	///	///	///	///	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 8 570 et 35 883 pour l'année 2000 ; 5 258 et 30 282 pour l'année 2002 ; 4 710 et 29 419 pour l'année 2003 ; 3 705 et 29 872 pour l'année 2004. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir Français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-12

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Justice

Unité : Nombre

Nationalités antérieures	2000	2000 avec enfants mineurs	2002	2002 avec enfants mineurs	2003	2003 avec enfants mineurs	2004	2004 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**5 966**	**7 994**	**3 952**	**5 233**	**4 676**	**6 219**	**6 168**	**8 214**
UE (à 15)	**2 948**	**3 873**	**1 903**	**2 502**	**2 126**	**2 757**	**2 969**	**3 769**
dont : Belges	133	161	136	195	141	187	175	224
Britanniques	76	98	64	85	62	80	112	137
Espagnols	272	358	134	159	163	207	185	237
Italiens	369	435	229	275	242	268	313	359
Portugais	1 998	2 691	1 255	1 679	1 427	1 913	2 037	2 636
Hors UE (à 15)	**3 018**	**4 121**	**2 049**	**2 731**	**2 550**	**3 462**	**3 199**	**4 445**
dont : Polonais	525	721	304	396	371	495	482	648
Roumains	546	701	263	331	360	442	405	517
Ex-Yougoslaves	1 519	2 121	1 171	1 610	1 435	1 998	1 820	2 612
Nationalités d'Afrique	**33 307**	**48 107**	**30 040**	**43 116**	**35 514**	**53 131**	**45 606**	**68 068**
dont : Algériens	10 963	12 542	8 887	10 506	11 029	13 543	14 379	17 834
Marocains	12 666	20 020	12 120	18 178	13 187	20 923	16 981	26 838
Mauriciens	473	686	344	504	441	673	525	772
Togolais	260	397	249	374	379	551	408	600
Tunisiens	3 613	6 079	2 997	4 857	3 720	6 175	4 593	7 491
Nationalités d'Amérique	**1 553**	**2 472**	**1 381**	**2 232**	**1 884**	**3 159**	**2 316**	**3 708**
dont : Chiliens	127	168	62	75	64	89	86	105
Haïtiens	714	1 338	731	1 342	1 001	1 920	1 156	2 152
Nationalités d'Asie / Océanie	**11 552**	**18 248**	**8 468**	**13 103**	**8 898**	**14 007**	**11 494**	**18 264**
dont : Cambodgiens	1 304	2 026	860	1 215	758	1 080	893	1 260
Chinois	432	615	324	434	425	603	436	607
Iraniens	771	970	424	513	425	535	537	647
Laotiens	907	1 400	501	842	390	569	426	662
Libanais	921	1 227	528	740	657	928	797	1 095
Syriens	228	369	169	268	162	245	231	373
Turcs	3 926	6 791	3 387	5 603	3 281	5 857	4 811	8 700
Vietnamiens	1 208	1 644	767	1 024	796	1 060	904	1 223
Ex-Soviétiques	**390**	**509**	**311**	**397**	**429**	**586**	**734**	**1 032**
Diverses ou non précisées	**57**	**148**	**–**	**–**	**–**	**–**	**57**	**82**
Total	**52 825**	**77 478**	**44 152**	**64 081**	**51 401**	**77 102**	**66 375**	**99 368**

TABLEAU B.03-13

Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe (1)

Source : Eurostat

Pays	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Allemagne	20 078	61 625	71 981	86 356	83 027	106 790	143 120	186 688	180 349	154 547	...	127 153
Autriche	8 980	15 275	15 627	15 627	15 792	17 786	...	24 320	31 731	...	...	41 645
Belgique	8 658	25 808	26 149	...	...	...	24 196	...	62 160	...	...	...
Danemark	3 028	5 736	5 260	7 283	5 482	10 262	12 416	18 811	11 902	17 300	6 583	14 976
Espagne	7 033	7 802	6 756	8 433	9 801	12 550	16 384	16 743	16 743	21 805	26 517	38 220
Finlande	899	651	668	981	1 439	4 017	4 730	2 977	2 720	3 049	4 526	6 880
France	**54 381**	**77 515**	**92 410**	**63 055**	**83 676**	**81 449**	**94 002**	**...**	**...**	**...**	**139 938**	**168 826**
Grèce	1 090	383	1 258	716	930	807	...	...	...	...	1 896	...
Irlande	179	175	355	...	...	1 474	1 433	1 143	2 817	...	...	3 784
Italie	555	5 993	7 442	...	...	...	...	...	...	...	13 406	...
Luxembourg	893	293	270	305	761	631	549	684	496	754	785	841
Pays-Bas	12 794	49 448	71 445	82 690	59 831	59 173	62 090	49 968	46 667	45 321	28 799	26 171
Portugal	97	144	80	1 154	1 364	519	584	1 143	1 419	255	2 479	1 346
Royaume-Uni	57 271	44 033	40 516	43 069	37 010	53 934	54 902	82 210	89 785	...	124 295	140 740
Suède	16 770	35 065	...	25 549	28 875	46 520	37 777	43 474	36 399	37 792	33 222	28 893
Chypre	...	...	...	...	...	...	97	296	...	126	247	...
Estonie	...	...	...	...	...	9 969	4 534	3 425	3 090	4 091	3 706	6 543
Hongrie	...	...	...	12 126	...	6 203	6 066	5 393	8 430 *r*	3 369	5 261	...
Lettonie	...	...	...	...	...	...	12 914	13 482	9 947	9 421	9 951	17 178
Lituanie	...	...	...	825	...	562	567	490	507	...	471	610
Pologne	...	...	...	...	...	...	...	...	1 070	1 182	1 653	1 937
République tchèque	...	...	...	...	...	...	7 309	...	...	3 261	2 199	5 020
Slovaquie	...	...	...	...	...	...	...	...	2 886	3 484	3 492	4 016
Slovénie	...	1 451	1 973	981	...	3 321	2 337	2 102	1 346	2 808	3 306	3 333
Islande	105	205	229	308	289	352	288	328	423	434	...	...
Norvège	4 757	8 778	11 778	12 237	12 037	9 244	7 988	9 474	10 838	9 041	7 867	8 154
Suisse	8 658	13 739	16 790	19 159	19 169	21 277	20 363	28 700	27 583	36 515	35 427	35 685

(1) Malte n'a pas fourni d'informations.

TABLEAU B.03-14

Immigrants selon le type de procédure en 2004

Sources : Agence Nationale de l'Accueil des Étrangers et des Migrations (Anaem)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (Ofpra)

Unité : Nombre

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Visiteurs	Vie privée, vie (1) familiale	Réfugiés (Ofpra)	Autres (2)	**Total**
Européens hors EEE (3)	**1 715**	**3 921**	**226**	**28**	**497**	**41**	**676**	**9 364**	**5 477**	**812**	**22 757**
Turcs	444	2 794	99	5	297	7	94	4 210	981	116	**9 047**
Autres Européens et Ex-URSS	1 271	1 127	127	23	200	34	582	5 154	4 496	696	**13 710**
Asiatiques	**1 473**	**1 789**	**398**	**31**	**598**	**99**	**1 516**	**6 795**	**1 172**	**370**	**14 241**
dont : Chinois	288	229	34	4	16	28	129	2 022	36	112	**2 898**
Japonais	362	341	46	2	–	35	260	324	–	6	**1 376**
Sri Lankais	10	56	10	1	338	–	17	383	711	19	**1 545**
Africains	**2 405**	**17 967**	**5 291**	**201**	**393**	**122**	**1 831**	**52 188**	**4 158**	**5 691**	**90 247**
dont : Maghreb	1 582	15 234	4 607	70	48	79	928	33 686	211	2 129	**58 574**
Algériens	462	5 674	3 098	10	30	42	525	16 331	196	1 261	**27 629**
Marocains	842	6 873	701	32	4	29	318	12 667	5	713	**22 184**
Tunisiens	278	2 687	808	28	14	8	85	4 688	15	155	**8 766**
Afrique hors Maghreb	823	2 733	684	131	345	43	903	18 502	3 947	3 562	**31 673**
Américains	**1 069**	**1 684**	**400**	**56**	**92**	**38**	**1 599**	**6 430**	**327**	**535**	**12 230**
Autres	**78**	**59**	**26**	**1**	**5**	**1**	**109**	**253**	**74**	**43**	**649**
Ensemble	**6 740**	**25 420**	**6 341**	**317**	**1 585**	**301**	**5 731**	**75 030**	**11 208**	**7 451**	**140 124**

(1) Cette rubrique « vie privée, vie familiale » comprend les articles 12 bis 2 à 12 bis 10 du Code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile ainsi que la protection subsidiaire et les résidus d'asile territorial pour lesquels on ne possède pas la ventilation par pays d'origine. Ces résidus correspondent aux dossiers traités en 2004 qui ont été déposés avant le remplacement de la procédure d'asile territorial par la protection subsidiaire.
(2) Cette rubrique « autres » comprend les enfants de Français, les ascendants de Français, les titulaires d'une rente d'accident du travail, les étrangers malades, les anciens combattants et d'autres titulaires d'une carte de séjour délivrée de plein droit.
(3) L'Espace économique européen (EEE) est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège. Aux termes de la loi Misefen (Maîtrise de l'immigration, le séjour des étrangers en France et la nationalité) du 26 novembre 2003, les ressortissants de l' EEE ne sont plus tenus de détenir un titre de séjour pour s'établir en France.

TABLEAU B.03-15

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'Anaem, par âge, sexe et état matrimonial en 2004

Source : Agence Nationale de l'Accueil des Étrangers et des Migrations (Anaem)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**37**	30	2	7	1
20 à 24 ans	**884**	591	56	293	23
25 à 29 ans	**2 308**	1 512	162	796	60
30 à 34 ans	**1 509**	1 091	294	418	73
35 à 39 ans	**865**	681	268	184	47
40 à 44 ans	**554**	458	210	96	31
45 ans ou plus	**583**	464	242	119	47
Total	**6 740**	**4 827**	**1 234**	**1 913**	**282**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.03-16

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'Anaem, par activité économique, profession et nationalité en 2004

Source : Agence Nationale de l'Accueil des Étrangers et des Migrations (Anaem) — *Unité* : Nombre

	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)						
Pêche, agriculture, sylviculture	4	100	14	8	131	**257**
Industries agricoles et alimentaires	8	9	5	6	69	**97**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	–	5	–	3	28	**36**
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	5	14	2	6	147	**174**
Fabrication équipements électriques, électroniques	5	15	11	3	189	**223**
Construction	38	102	44	281	321	**786**
Commerce de gros, de détail et réparation	38	66	21	20	492	**637**
Hôtels, restaurants	34	62	15	71	484	**666**
Transports et communications	14	20	5	4	194	**237**
Activités financières	3	40	18	2	149	**212**
Immobilier, location, services aux entreprises	111	285	103	22	1 243	**1 764**
Éducation	14	8	12	2	140	**176**
Santé et action sociale	130	28	10	2	261	**431**
Services collectifs, sociaux, personnels	25	27	7	3	295	**357**
Services domestiques	5	15	2	–	106	**128**
Administration publique, activités extra-territoriales	8	2	2	–	24	**36**
Autres (3)	20	44	7	11	441	**523**
Total	**462**	**842**	**278**	**444**	**4 714**	**6 740**
Profession						
Ouvriers et employés non qualifiés	41	73	28	26	551	**719**
Ouvriers et employés qualifiés	217	368	107	371	1 697	**2 760**
Techniciens et agents de maîtrise	71	74	24	11	349	**529**
Cadres et ingénieurs	133	327	119	36	2 117	**2 732**
Total	**462**	**842**	**278**	**444**	**4 714**	**6 740**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'Anaem, à partir de la Naf (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Chapitre B.04

Ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence en 2005.

2 Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

3 Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999.

4 Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière.

5 Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.

6 Composition des ménages des États de l'Union européenne en 2005.

1
○ Présentation

En 2005, dans l'Union européenne à 25, 67 % des ménages n'ont pas d'enfant, qu'il s'agisse de ménages d'une personne (29 %), de couples sans enfant (24 %) ou d'autres types de ménages d'adultes (14 %). La proportion de ménages avec un enfant est de 16 %, celle avec deux enfants de 13 % et celle avec trois enfants ou plus de 4 %.
Parmi les États membres, 70 % ou plus des ménages en Finlande, Allemagne, Danemark et Autriche n'ont pas d'enfant alors que cette proportion est de 55 % ou moins en Pologne, en Lituanie, en Slovaquie, à Chypre et à Malte. Le ménage avec un seul enfant est la situation la plus fréquente dans presque tous les États membres. Toutefois, au Danemark, à Chypre, au Luxembourg et aux Pays-Bas, il est plus courant d'avoir deux enfants.
Les ménages monoparentaux représentent 13 % de l'ensemble des ménages avec enfants dans l'Union européenne à 25. Les taux les plus élevés s'observent au Royaume-Uni (24 %), en Belgique (18 %) et en Estonie (17 %).
En France, les ménages de petite taille sont toujours plus nombreux : 65,3 % des ménages sont composés d'une ou de deux personnes en 2004-2005, contre 62,1 % en mars 1999.

2
○ Méthodologie

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».
Les données du tableau B04-6 proviennent de la source « enquête communautaire sur les forces de travail, résultats de printemps (Danemark et Finlande : moyenne annuelle) ». Ils incluent tous les ménages privés tels que définis dans l'Enquête sur les Forces de Travail. Un ménage se définit sur la base du partage d'un même logement et d'arrangements de vie en commun. Il peut s'agir d'une personne vivant seule ou d'un groupe de personnes n'ayant pas nécessairement de liens de parenté, qui vivent sous le même toit et qui partagent la plupart des repas ou certaines pièces comme la salle à manger ou le salon.

3
○ Définitions

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.
Une famille comprend :
– soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;
– soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).
L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme « enfant de la famille ».

Personne de référence du ménage et de la famille

– La personne de référence du ménage est déterminée à partir de la structure familiale du ménage et des caractéristiques des individus qui la composent.
Il s'agit le plus souvent de la personne de référence de la famille quand il y en a une, ou de l'homme le plus âgé, en donnant priorité à l'actif le plus âgé.
– La personne de référence de la famille est l'homme du couple ou le parent de la famille monoparentale.
– Remarque :
La personne de référence du ménage est la personne de référence de la famille lorsqu'il n'y en a qu'une ou choisie parmi les personnes de référence des familles ou parmi les membres des ménages de personnes isolées en privilégiant l'activité puis l'âge.

Ménages complexes

Les ménages complexes sont ceux qui comptent plus d'une famille ou d'une personne isolée. Ils comportent notamment les ménages au sein desquels cohabitent trois générations.

Ménages, familles

– Un ménage, au sens statistique, est défini comme l'ensemble des occupants d'une résidence principale, qu'ils aient ou non des liens de parenté. Un ménage peut ne comprendre qu'une seule personne.
Remarque :
Ne font pas partie des ménages les personnes vivant dans des habitations mobiles (y compris les mariniers et les sans-abri) et la population des communautés (foyers de travailleurs, maisons de retraite, résidences universitaires, maisons de détention...).
– Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).
Remarque :
La notion de « famille » a été introduite à partir du recensement de 1968 et est venue remplacer les notions de « noyau familial principal » et de « noyau familial secondaire » utilisées depuis 1954.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

On distingue :
– les familles monoparentales, composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants ;
– les familles comprenant un couple, marié ou non.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Emploi de l'Insee ».

Organisme :

– Insee.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.statistique.publique.fr
– epp.eurostat.ec.europa.eu

Publications :

Insee
Insee-Première :
– « Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 », n° 1070, mars 2006 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - 31,3 millions de logements au 1er janvier 2005 », n° 1060, janvier 2006 ;
– « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001.
Insee-Références :
– « Données sociales », Édition 2006, mai 2006.
Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :
Ménages, familles et population totale.

TABLEAU B.04-1

Ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence en 2005 (1)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (2)

Unité : %

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	**Total**	Répartition des ménages
Seul et marié	13,0	54,1	32,9	**100,0**	0,9
Seul et veuf	0,1	11,9	88,1	**100,0**	10,7
Seul et divorcé	5,4	65,3	29,3	**100,0**	5,3
Seul et célibataire	58,4	29,3	12,4	**100,0**	13,0
Personnes seules	**26,7**	**30,2**	**43,1**	**100,0**	**29,9**
Familles monoparentales	24,7	57,5	17,9	**100,0**	7,2
Personnes seules + familles monoparentales	**26,3**	**35,5**	**38,1**	**100,0**	**37,2**
Couple sans enfant	19,0	38,6	42,5	**100,0**	27,7
Couple avec enfant(s)	36,2	60,0	3,9	**100,0**	32,1
Ménages complexes	32,5	46,6	20,9	**100,0**	3,0
Total	**27,6**	**44,6**	**27,8**	**100,0**	**100,0**

(1) Note de lecture : 58,4 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; les personnes célibataires représentent 13 % des ménages en 2005.
(2) Il s'agit de résultats en moyenne annuelle.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : Insee (Recensements de population)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
France métropolitaine			
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40
Départements d'outre-mer			
Guadeloupe			
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**
Nombre total de personnes	323 400	383 627	419 050
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,4	2,9
Guyane			
Ensemble des ménages	**21 063**	**33 285**	**46 173**
Nombre total de personnes	70 241	112 953	154 290
Nombre moyen de personnes par ménage	3,3	3,4	3,3
Martinique			
Ensemble des ménages	**82 265**	**106 536**	**130 844**
Nombre total de personnes	321 811	355 498	377 317
Nombre moyen de personnes par ménage	3,9	3,3	2,9
Réunion			
Ensemble des ménages	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre total de personnes	509 232	593 684	701 030
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,8	3,3

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : Insee (Recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-4

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
France métropolitaine									
Ensemble des ménages	377 654	1 189 966	2 283 985	3 349 275	2 732 961	4 627 333	7 143 836	2 103 062	**23 808 072**
%	1,6	5,0	9,6	14,1	11,5	19,4	30,0	8,8	**100,0**
Population des ménages	1 234 575	3 560 921	6 327 940	8 889 358	6 459 938	14 338 289	12 777 480	3 631 623	**57 220 124**
Nombre de personnes par ménage	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
Ménages composés de :									
1 personne	43 482	169 158	525 829	848 204	943 983	785 257	2 761 181	1 303 015	**7 380 109**
2 personnes	76 229	306 300	553 392	819 094	704 349	1 004 063	3 519 720	431 033	**7 414 180**
3 personnes	84 526	281 391	455 464	699 414	510 588	1 018 075	622 878	176 250	**3 848 586**
4 personnes	105 881	287 992	495 227	692 326	378 740	1 057 675	157 565	101 209	**3 276 615**
5 personnes	50 408	106 947	196 869	230 396	141 170	497 677	47 922	50 635	**1 322 024**
6 personnes ou plus	17 128	38 178	57 204	59 841	54 131	264 586	34 570	40 920	**566 558**
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe									
Ensemble des ménages	3 545	12 797	6 893	15 931	29 220	26 533	31 123	18 776	**144 818**
Guyane									
Ensemble des ménages	1 165	3 332	3 362	6 139	9 572	9 997	4 050	8 556	**46 173**
Martinique									
Ensemble des ménages	1 991	9 604	6 883	14 838	25 348	24 591	32 820	14 769	**130 844**
Réunion									
Ensemble des ménages	5 877	11 318	11 345	23 352	39 292	55 456	30 259	38 145	**215 044**

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : Insee (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

TABLEAU B.04-6

Composition des ménages des États de l'Union européenne en 2005

Source : Eurostat — *Unité* : %

Pays	(1) Ménages selon le nombre d'enfants				(1) Part des ménages monoparentaux dans l'ensemble des ménages avec enfants
	Sans enfant	Avec 1 enfant	Avec 2 enfants	Avec 3 enfants ou plus	
U E à 25 (2)	**67**	**16**	**13**	**4**	**13**
Allemagne	75	13	9	3	16
Autriche	70	15	11	4	12
Belgique	66	14	14	6	18
Chypre	55	16	19	10	6
Danemark	74	11	12	4	16
Espagne	61	20	16	3	6
Estonie	60	20	16	4	17
Finlande (3)	76	10	9	5	10
France	**66**	**14**	**13**	**6**	**14**
Grèce	68	15	14	3	5
Hongrie	64	17	14	5	11
Irlande	...	...	...	...	...
Italie	68	17	13	3	6
Lettonie	59	23	13	4	15
Lituanie	54	22	18	6	11
Luxembourg	64	14	15	7	9
Malte	55	20	19	7	4
Pays-Bas	69	12	14	6	13
Pologne	53	22	18	8	9
Portugal	58	24	14	3	7
République tchèque	64	17	16	3	13
Royaume-Uni	68	14	12	5	24
Slovaquie	54	19	19	8	6
Slovénie	63	18	16	4	8
Suède	...	...	...	...	...

(1) Enfants de moins de 15 ans, ou âgés de 15 à 24 ans et encore à charge (inactifs et ayant au moins un des parents faisant partie du ménage).
(2) Le total UE à 25 exclut l'Irlande et la Suède.
(3) Données 2004.

Chapitre C.01

Population active et Emploi

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2 Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3 Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4 Taux de chômage standardisés dans les pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE.
5 Population résidante occupée au 31 décembre.
6 Effectifs salariés du régime Unedic par taille d'établissement au 31 décembre.
7 Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).
8 Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut.
9 Intérim et contrats à durée déterminée.
10 Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre.
11 Indicateurs du marché du travail.
12 Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste » par statut, au 31 décembre 2004 - France entière.
13 Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut au 31 décembre.
14 Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.
15 Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.
16 Dépense pour l'emploi.
17 Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière.
18 Population totale et population active en 1999 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

Selon l'enquête emploi 2005, 2 717 000 personnes sont au chômage au sens du BIT, soit une légère baisse par rapport à 2004. Le taux de chômage s'établit ainsi à 9,8 % contre 9,9 % en 2004.

Seules les femmes ont bénéficié de cette baisse, tout particulièrement celles de 50 ans ou plus (- 0,6 point) et dans une moindre mesure les moins de 30 ans. Au total, le chômage des jeunes hommes n'ayant pas progressé, le taux de chômage de l'ensemble des 15-29 ans s'est stabilisé à 17,3 % après deux années de forte hausse. Le taux de chômage des adultes (30-49 ans) est lui aussi étale (8,3 %), tandis que celui des 50 ans ou plus revient pratiquement à son niveau de 2002. Le chômage continue d'augmenter pour les ouvriers (taux de 12,5 % en 2005) alors qu'il se replie pour les professions intermédiaires, les rapprochant ainsi des cadres (respectivement 5,5 % et 4,9 %).

Les personnes sans diplôme ou titulaires du certificat d'études restent de loin les plus touchées par le chômage : leur taux de chômage augmente pour atteindre 15 % en 2005. Les diplômés de l'enseignement supérieur, court ou plus long, ont un risque de chômage de deux à deux fois et demi moindre.

L'emploi a progressé significativement entre 2004 et 2005 avec 137 000 emplois supplémentaires, essentiellement féminins et à temps partiel. Mais, comme en 2004, le nombre des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) augmente plus vite que l'emploi ; le taux d'emploi global continue donc de diminuer : 62,3 % en 2005 après 62,4 % en 2004, 62,5 % en 2003 et 62,9 % en 2002.

La baisse tendancielle de l'emploi non salarié sur longue période s'est interrompue entre 2004 et 2005 (+ 43 000). L'emploi salarié progresse globalement pour la deuxième année consécutive (+ 93 000). Le nombre des contrats à durée indéterminée est stable mais les emplois d'intérim, les contrats d'apprentissage et plus modérément les contrats à durée déterminée sont plus nombreux en 2005. Les stages et contrats aidés continuent de diminuer légèrement, les sorties des anciens dispositifs n'étant pas encore compensées par les entrées dans les nouveaux contrats de professionnalisation, contrats d'accompagnement vers l'emploi et contrats d'avenir. Au total, les formes particulières d'emploi, intérim, CDD, contrats d'apprentissage, stages et contrats aidés, représentent 13,6 % de l'emploi salarié, soit une proportion plus élevée qu'en 2004 (13,3 %) et 2003 (13,2 %).

Du fait principalement de la structure de la population par âge, les personnes les plus concernées par la hausse de l'emploi en 2005 sont, comme en 2004, les seniors : les personnes de 50 ans ou plus sont 146 000 de plus à travailler cette année alors que l'emploi a peu progressé pour les jeunes (+ 21 000) et a même baissé aux âges intermédiaires (- 30 000).

Au 31 décembre 2004, la fonction publique de l'État compte 91 % d'agents appartenant à des ministères et 9 % à des établissements publics nationaux à caractère administratif. Parmi les agents des ministères sont inclus 18 500 volontaires militaires. Ces derniers sont recensés dans le fichier de paie des agents de l'État en 2004 pour la première année. Il convient donc d'analyser l'évolution des effectifs de la fonction publique de l'État entre 2003 et 2004 à champ constant, c'est-à-dire hors volontaires militaires.

Pour la première fois en 2004, hors emplois aidés, la fonction publique de l'État, ministères et établissements publics administratifs (Epa) réunis, enregistre une baisse de ses effectifs par rapport à 2003 (- 0,7 %). Cette baisse concerne les non-titulaires à temps incomplet, si bien que la diminution des personnes effectivement employées correspond à un volume d'emplois stable en équivalents temps plein (ETP + 0,3 %).

Pour la deuxième année consécutive, les effectifs des ministères diminuent : - 0,5 % en 2004, après la baisse de 0,2 % observée entre 2002 et 2003. Cette baisse est concentrée sur les non-titulaires, qui diminuent de 11 %. Il s'agit en premier lieu de la suppression de 12 600 postes de maîtres d'internat et surveillants d'externat, qui sont remplacés progressivement par les assistants d'éducation affectés aux budgets des établissements publics locaux d'enseignement (EPLE). La diminution du nombre de non-titulaires résulte également de l'application de la loi de résorption de l'emploi précaire, qui a permis à 5 000 agents d'être titularisés en 2004. Simultanément, dans les ministères, le nombre de titulaires ne s'accroît que de 0,2 %, progression la plus faible depuis plusieurs années.

Au 31 décembre 2004, 1,78 million de personnes sont employées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en France métropolitaine et dans les Dom. Leur nombre a augmenté légèrement plus en 2004 (1,7 %) qu'en 2003 (1,6 %). La croissance modérée des organismes communaux et intercommunaux (+ 1,5 %) contraste, en apparence, avec le dynamisme soutenu des organismes intercommunaux (+ 8,9 %). Le nombre de contrats aidés continue de baisser (- 26 800), en particulier les emplois jeunes et, dans une moindre mesure, les autres types de contrat. Hors emplois aidés, titulaires et non-titulaires contribuent à parts égales à l'augmentation d'ensemble (plus de 3 %). La part des emplois territoriaux affectés aux métiers d'animation a doublé en dix ans. Avec 5 % de hausse en 2004, la filière incendie et secours continue sur sa lancée, alors que, dans la police municipale, l'emploi se stabilise après la forte croissance des années passées.

2

○ Méthodologie

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'Unedic (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'Unedic établit, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des Assedic (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

– statistiques annuelles de l'Unedic permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

– statistiques trimestrielles de l'Unedic portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (Acemo) ; elles permettent à l'Insee d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

– données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source Insee provenant principalement des enquêtes Emploi en continu, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'Unedic (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le Rapport sur les comptes de la Nation, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus,

c'est l'emploi intérieur et non la population résidante occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidants ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidants ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprise ; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'Emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête sur l'Emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

– être dépourvu d'emploi ;
– être disponible pour travailler ;
– rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'Emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères.

Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête Emploi qui se substitue à l'enquête annuelle à partir du 1er janvier 2003. Alors que l'enquête Emploi annuelle se déroulait sur un mois, en général en mars, la nouvelle enquête Emploi s'effectue en continu, tout au long de l'année. L'échantillon est renouvelé pour 1/6ème chaque trimestre. L'enquête est réalisée dans les logements dits « ordinaires » c'est-à-dire dans tous les logements hors les communautés : toutes les personnes vivant ne serait-ce qu'une partie du temps dans un tel logement sont interrogées. L'enquête est cependant représentative de l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine, communautés comprises : l'hypothèse étant que les personnes vivant exclusivement en communauté ne diffèrent pas, à sexe et à âge donnés, des personnes vivant tout ou partie de leur temps dans un logement ordinaire. Par rapport à l'ancienne enquête, trois autres modifications majeures ont été introduites :

– le questionnaire a été profondément remanié afin de le rendre plus comparable à celui des enquêtes équivalentes réalisées dans les autres pays européens (enquête sur les forces de travail) ; il a aussi été enrichi, notamment sur les transitions professionnelles infra-annuelles, sur l'exercice de plusieurs activités, sur l'accès à la formation continue et sur les horaires de travail.

– les techniques de collecte ont été modifiées : une partie des enquêtes sont désormais réalisées par téléphone pour limiter les coûts de collecte.

– les méthodes de codification des diplômes et des professions ont été améliorées.

Ces trois changements majeurs expliquent que la continuité des séries entre ancienne et nouvelle enquêtes Emploi ne soit pas toujours parfaitement assurée. C'est le cas en particulier sur les variables concernant le sous-emploi, l'ancienneté du chômage, ou encore les catégories socioprofessionnelles détaillées. Comme auparavant l'enquête Emploi annuelle, l'enquête Emploi en continu constitue la seule source qui permet de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau International du Travail (BIT). Elle permet en outre de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le chômage défini par le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE).

Agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les Dom-Com et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'Unedic et par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'Unedic. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

– l'enquête sur l'Emploi de l'Insee permet de connaître le nombre d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... Depuis juillet 2001, l'Insee a mis en place une nouvelle enquête Emploi (cf. paragraphe niveau de chômage) ;

– les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes Acemo) du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

• *Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :*

– le remplacement d'un salarié ;
– les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;
– les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée (CDI)).

• *Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.*

• *Limitation à un seul renouvellement.*

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'Unedic, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'Unedic, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3 ○ Définitions

Chômeur au sens du BIT

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

– être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;

– être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;

– chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE (et inversement).

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat de travail à durée déterminée (CDD) est un contrat de travail établi pour une durée précise, qui ne peut excéder, en principe, dix-huit mois et pour exécuter une tâche précise et temporaire (remplacement d'un salarié absent, accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, emploi saisonnier, emploi aidé dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi).

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

– l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;

– l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;

– la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'Unedic ;

– la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;

– l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;

– le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;

– le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

– *Effectifs budgétaires* : lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

– *Titulaires* : les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  – catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;

  – catégorie B, chargée des fonctions d'application ;

  – catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

– *Non-titulaires* : ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Population active au sens du BIT

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs (ces deux concepts étant entendus selon les définitions BIT).

Population active occupée au sens du BIT

Elle comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine de référence, qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie (moins d'un an), des congés payés, un congé de maternité, un conflit du travail, une formation, une intempérie, etc. Les militaires du contingent, les apprentis et les stagiaires rémunérés effectuant un travail font partie de la population active occupée.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et la population totale correspondante.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et du département de l'« Emploi et des Revenus d'activité » de l'Insee.

Organismes :

- Insee.
- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Sites Internet :

- www.insee.fr
- www.travail.gouv.fr
- www.fonction.publique.gouv.fr
- www.dgcl.interieur.gouv.fr
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Économie et statistique

- Dossier « Bilan Formation-Emploi (II) : formation et qualités des emplois occupés », n^{os} 388-389, 2006 ;
- Dossier « Bilan Formation-Emploi. De l'école à l'emploi : parcours », n^{os} 378-379, 2005 ;
- Dossier « emploi public, carrières et mobilité professionnelle », n^{os} 369-370, 2004 ;
- Dossier « les travailleurs âgés face à l'emploi », n° 368, 2004 ;
- Dossier spécial « enquête Emploi », n° 362, 2003.

Insee-Résultats, série Société

- « L'enquête Emploi en continu 2004 », à paraître ;
- « Les mouvements de main-d'œuvre 2005 », à paraître ;
- « L'emploi départemental et sectoriel de 1989 à 2004 – chômage départemental 1981 – 2005 », n° 56, septembre 2006 ;
- « L'enquête Emploi en 2002 et 2003 », n° 51, 2006 ;
- « Les agents de l'État au 31 décembre 2002 et 2003, n° 50, juillet 2006 ;
- « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 2000, 2001 et 2002 », n° 39, mars 2005.

Insee-Première

- « De 1977 à 2002, l'emploi des jeunes salariés est de plus en plus découpé par des interruptions », n° 1104, octobre 2006 ;
- « L'emploi salarié dans le tourisme : une nouvelle estimation », n° 1099, août 2006 ;
- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2004 », n° 1091, juillet 2006 ;
- « En 2005, plus d'un million de salariés ont plusieurs employeurs », n° 1081, mai 2006 ;
- « Les échanges de population entre zones d'emploi - Six profils types », n° 1074, mai 2006 ;
- « Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 », n° 1070, mars 2006 ;
- « De la difficulté à devenir cadre par promotion », n° 1062, janvier 2006 ;
- « L'insertion des jeunes sur le marché du travail entre 2002 et 2004 », n° 1061, janvier 2006 ;
- « Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne », n° 1052, décembre 2005 ;
- « Le sous-emploi concerne 1,2 million de personnes », n° 1046, octobre 2005 ;
- « Les agents de l'État au 31 décembre 2003 », n° 1034, juillet 2005 ;
- « Enquête sur l'emploi 2004 », n° 1009, mars 2005.

Insee-Références

- « France, Portrait social », édition 2006 ;
- « Données sociales », édition 2006.

Recensement général de la population de 1999

- « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire », fascicules régionaux, France et cédérom ;
- « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire », Population active, fascicule vert et cédérom ;
- « Bases de données locales – Communes...Profils – cédérom France par thème », thème 2 : Activité, thème 3 : Emplois.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares

Cahier Travail et emploi ;
Revue Travail et emploi ;
Premières informations, Premières synthèses ;
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an) ;
Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel) ;
Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments ;
Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Direction générale des Collectivités Locales (DGCL)

- « Statistiques et finances locales » ;
- « Bulletin d'informations statistiques (Bis) ».

Cereq

Formation emploi.

La Documentation française

- « L'Observatoire de l'emploi public », Rapport 2004-2005, mars 2006 ;
- « Fonction publique, Faits et chiffres 2005-2006 », ministère de la Fonction publique.

Autres

Bulletin de liaison de l'Unedic.
Quatre pages du Centre d'Études de l'Emploi.

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (moyennes annuelles) (1)

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unité : Millier

	1990	1995	1998	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Salariés :									
Hommes	10 985,4	10 821,1	11 150,9	11 752,6	12 000,1	11 999,6	11 894,3	11 865,4	11 845,7
Femmes	8 481,1	9 062,4	9 549,0	10 106,6	10 340,8	10 504,6	10 645,4	10 692,2	10 802,6
Ensemble	**19 466,5**	**19 883,5**	**20 700,0**	**21 859,2**	**22 341,0**	**22 504,2**	**22 539,7**	**22 557,6**	**22 648,3**
Non salariés :									
Hommes	1 872,8	1 560,4	1 471,1	1 459,6	1 447,3	1 442,7	1 432,1	1 445,1	1 484,4
Femmes	1 034,8	810,8	734,7	719,8	708,2	703,4	712,1	716,5	708,8
Ensemble	**2 907,7**	**2 371,1**	**2 205,9**	**2 179,3**	**2 155,5**	**2 146,1**	**2 144,2**	**2 161,6**	**2 193,1**
Chômeurs :									
Hommes	945,1	1 342,1	1 403,9	1 140,7	1 050,9	1 171,1	1 299,7	1 329,6	1 327,6
Femmes	1 253,5	1 544,8	1 589,5	1 375,9	1 277,1	1 273,9	1 382,7	1 404,3	1 389,0
Ensemble	**2 198,6**	**2 886,9**	**2 993,4**	**2 516,6**	**2 328,1**	**2 445,1**	**2 682,5**	**2 733,9**	**2 716,6**
Militaires du contingent	251,5	206,1	127,8	51,6	13,2	–	–	–	–
Population active totale :									
Hommes	14 054,9	13 929,6	14 153,7	14 404,2	14 511,5	14 613,5	14 626,1	14 640,0	14 657,6
Femmes	10 769,4	11 418,0	11 873,3	12 202,3	12 326,6	12 481,9	12 740,3	12 813,0	12 900,3
Ensemble	**24 824,2**	**25 347,6**	**26 027,0**	**26 606,5**	**26 838,1**	**27 095,4**	**27 366,4**	**27 453,1**	**27 558,0**

(1) À compter de 2002, il n'y a plus de contingent.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi					
	1982		1990		1999		(2) *r* 2003		*r* 2004		2005	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	15,5	8,9	14,5	8,6	15,3	8,8
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	60,9	51,5	61,2	51,7	59,4	50,8
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	90,2	78,8	90,8	77,9	90,9	78,0
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,7	78,6	95,4	79,4	95,3	79,4
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	95,8	80,3	95,5	81,3	95,3	81,8
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	95,5	84,2	95,2	83,8	95,7	82,5
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	94,0	81,1	94,2	81,9	94,2	83,5
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	91,0	75,4	90,8	76,9	91,0	78,5
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	69,1	55,3	67,6	56,2	66,1	56,0
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	18,8	15,7	19,0	16,2	18,5	16,7
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	4,3	2,5	4,1	2,5	3,7	2,7
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	1,1	0,6	1,2	0,6	1,4	0,7	1,7	1,1
De 75 ans ou plus	2,3	1,0	(3)	(3)	1,0	0,4	0,7	0,3	0,4	0,2	0,5	0,1
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**62,5**	**49,0**	**62,0**	**49,2**	**61,7**	**49,3**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. La collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre. Les données du tableau sont en moyenne annuelle.
(3) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé (moyennes annuelles)

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)

Unités : Chômeurs : Millier
Taux de chômage : %

	1995		2000		*r* 2002		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage	Chômeurs	Taux de chômage
Hommes :												
15 à 24 ans	272	18,9	232	16,2	273	18,1	312	20,5	326	21,6	317	21,4
25 à 49 ans	885	8,7	715	7,1	692	7,0	754	7,7	772	7,9	783	8,0
50 ans ou plus	184	7,8	194	6,6	207	6,3	234	6,8	231	6,6	227	6,5
Total	**1 341**	**9,6**	**1 141**	**7,9**	**1 171**	**8,0**	**1 300**	**8,8**	**1 330**	**9,0**	**1 328**	**9,0**
Femmes :												
15 à 24 ans	339	29,3	241	21,8	244	20,6	269	22,9	284	24,2	284	24,6
25 à 49 ans	1 054	12,5	940	10,9	831	9,8	889	10,4	892	10,5	886	10,4
50 ans ou plus	151	8,1	195	8,0	199	7,2	225	7,8	227	7,6	219	7,0
Total	**1 544**	**13,5**	**1 376**	**11,3**	**1 274**	**10,2**	**1 383**	**11,0**	**1 404**	**11,0**	**1 389**	**10,8**
Ensemble :												
15 à 24 ans	612	23,5	473	18,6	517	19,2	581	21,5	611	22,7	601	22,8
25 à 49 ans	1 939	10,5	1 655	8,9	1 523	8,3	1 643	9,0	1 664	9,1	1 669	9,1
50 ans ou plus	336	8,0	389	7,3	405	6,7	458	7,2	459	7,1	447	6,7
Total	**2 887**	**11,4**	**2 517**	**9,5**	**2 445**	**9,0**	**2 682**	**9,8**	**2 734**	**9,9**	**2 717**	**9,8**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne (à 25) et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Perspectives économiques, juin 2006)

Unité : % de la population active civile

	r 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Pays de l'Union européenne :									
Allemagne	9,1	8,8	7,9	7,2	7,4	8,2	9,0	9,5	9,5
Autriche	4,4	4,5	3,9	3,6	3,6	4,2	4,3	4,8	5,2
Belgique	9,2	9,3	8,5	6,9	6,6	7,5	8,2	8,4	8,4
Danemark	5,2	4,9	5,2	4,3	4,5	4,6	5,4	5,5	4,8
Espagne	16,7	15,0	12,5	11,1	10,3	11,1	11,1	10,6	9,2
Finlande	12,7	11,4	10,2	9,8	9,1	9,1	9,0	8,8	8,4
France	**11,5**	**11,1**	**10,5**	**9,1**	**8,4**	**8,9**	**9,5**	**9,6**	**9,9**
Grèce	9,8	10,9	12,0	11,3	10,8	10,3	9,7	10,5	9,8
Irlande	9,9	7,5	5,7	4,3	4,0	4,5	4,7	4,5	4,4
Italie	11,3	11,3	10,9	10,1	9,1	8,6	8,4	8,0	7,7
Luxembourg	2,7	2,7	2,4	2,3	2,1	2,8	3,7	5,1	4,5
Pays-Bas	4,9	3,8	3,2	2,8	2,2	2,8	3,7	4,6	4,7
Portugal	6,8	5,1	4,5	4,0	4,0	5,0	6,3	6,7	7,6
Royaume-Uni	6,8	6,1	5,9	5,4	5,0	5,1	4,9	4,7	4,8
Suède	9,9	8,2	6,7	5,6	4,9	4,9	5,6	6,3	7,8
Union européenne à 15	**9,9**	**9,3**	**8,6**	**7,7**	**7,3**	**7,6**	**8,0**	**8,1**	**7,9**
Chypre	...	...	...	4,9	3,8	3,6	4,1	4,6	5,2
Estonie	9,6	9,2	11,3	12,8	12,4	10,3	10,0	9,7	7,9
Hongrie	9,0	8,4	7,0	6,4	5,7	5,8	5,9	6,1	7,2
Lettonie	...	14,3	14,0	13,7	12,9	12,2	10,5	10,4	8,9
Lituanie	...	13,2	13,7	16,4	16,5	13,5	12,4	11,4	8,3
Malte	...	...	...	6,7	7,6	7,5	7,6	7,4	7,3
Pologne	10,9	10,2	13,4	16,1	18,2	19,9	19,6	19,0	17,7
République tchèque	...	6,4	8,6	8,7	8,0	7,3	7,8	8,3	7,9
Slovaquie	...	12,6	16,4	18,8	19,3	18,7	17,6	18,2	16,3
Slovénie	6,9	7,4	7,3	6,7	6,2	6,3	6,7	6,3	6,5
Union européenne à 25	**...**	**9,4**	**9,1**	**8,6**	**8,4**	**8,8**	**9,0**	**9,1**	**8,8**
Autres pays de l'OCDE :									
Canada	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2	7,7	7,6	7,2	6,8
États-Unis	4,9	4,5	4,2	4,0	4,7	5,8	6,0	5,5	5,1
Japon	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0	5,4	5,3	4,7	4,4

TABLEAU C.01-5

Population résidante occupée au 31 décembre

Source : Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 4	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Emploi total		**21 747,0**	**21 432,4**	**22 374,1**	**22 254,7**	**24 038,5**	**24 496,5**	**24 650,3**	**24 683,9**	**24 719,2**	**24 841,4**
Agriculture	ES	1 842,3	1 540,7	1 257,9	1 013,4	921,7	903,8	886,6	872,6	866,5	853,6
Industrie	ET	5 739,4	5 123,1	4 907,8	4 358,5	4 296,5	4 346,1	4 279,7	4 187,0	4 078,7	3 987,6
Construction	EU	1 864,7	1 553,7	1 637,8	1 423,8	1 415,0	1 457,2	1 476,5	1 484,4	1 511,4	1 552,2
Tertiaire	EV	12 300,6	13 214,9	14 570,7	15 458,8	17 405,3	17 789,3	18 007,6	18 139,8	18 262,6	18 447,8
Emploi salarié		**18 258,4**	**18 258,3**	**19 466,5**	**19 883,5**	**21 859,2**	**22 341,0**	**22 504,2**	**22 539,7**	**22 557,6**	**22 648,2**
Agriculture	ES	347,6	290,6	277,4	315,5	358,2	347,5	340,1	342,1	346,0	343,1
Industrie	ET	5 483,4	4 888,6	4 690,8	4 175,5	4 126,8	4 176,3	4 110,0	4 019,3	3 912,6	3 820,1
Construction	EU	1 522,2	1 236,7	1 337,3	1 200,3	1 209,1	1 248,4	1 262,8	1 268,7	1 293,1	1 324,8
Tertiaire	EV	10 905,3	11 842,3	13 161,0	14 192,1	16 165,1	16 568,8	16 791,3	16 909,6	17 005,8	17 160,2

TABLEAU C.01-6

Effectifs salariés du régime Unedic par taille d'établissement au 31 décembre

Source : Unedic — *Unité* : %

Taille de l'établissement	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Ensemble									
1 à 9 salariés	26,0	25,9	25,5	24,6	24,4	24,4	24,5	24,5	24,6
10 à 49 salariés	28,9	28,7	28,4	28,2	28,5	28,5	28,7	28,7	28,7
50 à 199 salariés	22,6	22,2	22,3	22,8	23,1	23,3	23,5	23,6	23,6
200 à 499 salariés	11,6	12,0	12,4	12,7	12,8	12,8	12,5	12,5	12,4
500 salariés ou plus	11,0	11,2	11,5	11,6	11,1	11,0	10,9	10,8	10,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**13 746,1**	**14 361,1**	**14 882,8**	**15 476,3**	**15 755,0**	**15 862,6**	**15 821,3**	**15 870,1**	**15 977,9**
***dont* :**									
Industrie									
1 à 9 salariés	11,6	11,8	11,7	11,3	11,3	11,4	11,4	11,4	11,5
10 à 49 salariés	23,3	23,4	23,1	22,8	22,7	22,7	22,8	22,8	22,9
50 à 199 salariés	25,1	24,9	24,9	25,1	24,9	25,0	25,0	24,9	25,1
200 à 499 salariés	17,7	17,7	17,7	17,8	18,1	18,2	18,3	18,5	18,3
500 salariés ou plus	22,3	22,2	22,6	23,0	23,1	22,7	22,5	22,4	22,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**3 868,5**	**3 791,2**	**3 797,3**	**3 868,3**	**3 863,8**	**3 767,6**	**3 660,0**	**3 567,8**	**3 482,1**
Construction									
1 à 9 salariés	34,3	37,0	37,2	36,8	36,6	36,5	36,5	36,9	36,9
10 à 49 salariés	37,1	38,1	38,4	38,6	38,6	38,9	39,2	39,2	39,2
50 à 199 salariés	19,0	17,4	17,5	18,0	18,1	18,2	18,2	17,8	17,9
200 à 499 salariés	6,0	5,0	4,9	4,7	4,5	4,5	3,9	3,9	3,8
500 salariés ou plus	3,7	2,5	2,1	1,9	2,1	1,8	2,1	2,2	2,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**1 173,4**	**1 127,0**	**1 166,5**	**1 219,8**	**1 247,5**	**1 253,4**	**1 266,3**	**1 288,9**	**1 334,2**
Tertiaire									
1 à 9 salariés	31,2	30,2	29,3	28,1	27,8	27,4	27,4	27,4	27,1
10 à 49 salariés	30,3	29,7	29,2	29,0	29,4	29,3	29,4	29,3	29,3
50 à 199 salariés	22,0	21,7	21,8	22,6	23,1	23,3	23,6	23,9	23,9
200 à 499 salariés	9,6	10,6	11,3	11,7	11,9	11,9	11,6	11,5	11,6
500 salariés ou plus	6,9	7,8	8,4	8,6	7,9	8,0	8,0	7,9	8,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (milliers)	**8 693,7**	**9 433,1**	**9 909,3**	**10 378,1**	**10 633,1**	**10 831,4**	**10 885,0**	**11 003,0**	**11 150,4**

TABLEAU C.01-7

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : Millier

	Non salariés						Salariés					
	r 2004			2005			*r* 2004			2005		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	453	33	7,2	466	28	6,1	222	19	8,5	207	16	7,7
Industries agricoles et alimentaires	52	1	2,4	49	1	2,1	376	10	2,6	367	11	3,0
Industries des biens de consommation	41	4	8,7	39	2	6,1	323	11	3,4	332	9	2,7
Industrie automobile	2	–	–	1	–	–	275	5	1,7	279	3	1,0
Industries des biens d'équipement	32	–	–	29	–	–	626	9	1,4	629	11	1,7
Industries des biens intermédiaires	41	1	1,4	48	1	2,3	1 045	18	1,7	1 008	11	1,1
Énergie	–	–	–	n.s.	–	–	208	9	4,3	190	8	4,1
Construction	299	5	1,5	306	5	1,7	1 151	20	1,7	1 151	27	2,3
Commerce	305	11	3,7	308	12	4,0	1 462	78	5,3	1 439	85	5,9
Transports	51	2	4,0	54	2	3,7	799	25	3,1	771	26	3,3
Activités financières	12	–	1,3	17	n.s.	0,4	285	6	2,0	308	8	2,7
Activités immobilières	23	1	2,7	27	1	4,4	116	8	7,2	126	10	7,6
Services aux entreprises	185	8	4,4	185	16	8,8	1 675	89	5,3	1 736	103	6,0
Services aux particuliers	176	11	6,4	196	15	7,7	667	116	17,4	632	128	20,3
Éducation, santé, action sociale	136	14	9,9	133	9	6,6	1 103	121	11,0	1 094	129	11,8
Administration	1	1	79,5	1	–	–	1 301	74	5,7	1 328	82	6,2
Activité indéterminée	3	1	20,1	2	1	31,7	37	6	17,4	38	8	20,5
Total	**1 810**	**91**	**5,0**	**1 860**	**94**	**5,1**	**11 670**	**624**	**5,3**	**11 636**	**675**	**5,8**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	223	56	25,1	200	58	29,0	95	29	30,2	77	24	31,3
Industries agricoles et alimentaires	28	1	3,1	25	1	4,4	223	47	21,0	237	49	20,5
Industries des biens de consommation	14	1	3,4	17	2	10,0	324	47	14,4	303	55	18,1
Industrie automobile	–	–	–	n.s.	–	–	51	6	10,8	52	8	15,1
Industries des biens d'équipement	4	3	68,1	5	2	46,2	157	26	16,4	158	29	18,3
Industries des biens intermédiaires	8	2	19,6	10	1	9,2	351	48	13,7	325	46	14,0
Énergie	–	–	–	–	–	–	41	11	25,6	44	10	22,7
Construction	24	14	59,2	27	17	61,5	116	39	33,9	116	43	36,9
Commerce	186	30	16,0	178	29	16,2	1 362	443	32,5	1 366	437	32,0
Transports	10	2	19,4	10	2	16,0	234	51	21,8	241	53	22,2
Activités financières	1	n.s.	21,1	3	n.s.	15,0	375	85	22,5	406	87	21,5
Activités immobilières	6	2	39,0	11	3	28,9	169	45	26,9	184	51	27,9
Services aux entreprises	51	11	22,0	61	12	20,2	1 231	337	27,4	1 231	334	27,2
Services aux particuliers	162	24	14,7	177	28	15,6	1 138	615	54,1	1 120	607	54,2
Éducation, santé, action sociale	143	38	26,2	133	42	31,2	3 242	968	29,9	3 343	1 034	30,9
Administration	4	1	30,7	2	1	55,0	1 296	410	31,6	1 334	438	32,8
Activité indéterminée	1	1	100,0	1	n.s.	25,7	36	14	37,9	31	14	45,9
Total	**865**	**184**	**21,3**	**859**	**197**	**23,0**	**10 439**	**3 219**	**30,8**	**10 566**	**3 320**	**31,4**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	676	89	13,1	666	86	13,0	318	48	15,0	284	40	14,1
Industries agricoles et alimentaires	80	2	2,7	74	2	2,9	598	57	9,5	605	60	9,9
Industries des biens de consommation	55	4	7,3	56	4	7,3	647	57	8,9	635	64	10,1
Industrie automobile	2	–	–	2	–	–	325	10	3,1	331	11	3,2
Industries des biens d'équipement	36	3	7,0	34	2	7,0	783	34	4,4	787	40	5,1
Industries des biens intermédiaires	49	2	4,3	57	2	3,5	1 396	66	4,7	1 333	57	4,3
Énergie	–	–	–	n.s.	–	–	249	20	7,8	234	18	7,6
Construction	323	19	5,9	333	22	6,6	1 267	59	4,7	1 266	70	5,5
Commerce	491	41	8,4	487	41	8,5	2 823	521	18,5	2 805	522	18,6
Transports	61	4	6,7	64	4	5,6	1 034	76	7,3	1 012	79	7,8
Activités financières	13	n.s.	3,3	20	1	2,4	660	90	13,7	714	96	13,4
Activités immobilières	29	3	9,6	38	4	11,6	285	54	18,9	309	61	19,7
Services aux entreprises	236	19	8,2	245	29	11,6	2 905	426	14,7	2 968	438	14,7
Services aux particuliers	338	35	10,4	372	43	11,5	1 804	732	40,5	1 752	735	42,0
Éducation, santé, action sociale	279	51	18,2	266	50	18,9	4 346	1 090	25,1	4 437	1 164	26,2
Administration	4	2	39,9	2	1	39,3	2 597	484	18,6	2 661	520	19,6
Activité indéterminée	4	1	34,3	2	1	30,0	73	20	27,6	69	22	32,0
Total	**2 675**	**275**	**10,3**	**2 719**	**291**	**10,7**	**22 109**	**3 843**	**17,4**	**22 202**	**3 995**	**18,0**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-8

Actifs occupés à temps partiel selon le sexe et le statut

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	r 2004		2005		*r* 2004		2005		*r* 2004		2005	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	62	3,6	69	3,8	106	15,9	125	18,6	168	7,0	194	7,9
Aides familiaux	28	41,2	25	40,3	79	39,7	72	38,3	107	40,1	97	39,0
Salariés des services domestiques	26	21,3	25	24,0	378	72,6	373	73,3	405	62,9	398	64,9
Autres salariés du secteur privé	452	4,8	483	5,1	2 079	29,4	2 142	30,1	2 532	15,3	2 625	15,8
Salariés de l'État	58	7,2	51	6,8	353	26,7	349	28,8	411	19,3	399	20,3
Salariés des collectivités locales	50	4,4	64	5,4	333	24,3	386	24,3	383	15,3	450	16,2
Stagiaires et contrats aidés	38	29,7	52	37,4	75	47,8	71	47,7	113	39,6	122	42,4
Total	**715**	**5,3**	**769**	**5,7**	**3 403**	**30,1**	**3 517**	**30,8**	**4 118**	**16,6**	**4 286**	**17,2**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-9

Intérim et contrats à durée déterminée

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : Millier

	r 2004			2005		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge						
Hommes : Moins de 25 ans	117	220	1 164	116	197	1 139
25 à 39 ans	154	323	4 793	173	348	4 757
40 ans ou plus	72	157	5 713	93	171	5 741
Total	**344**	**700**	**11 670**	**382**	**716**	**11 636**
Femmes : Moins de 25 ans	39	240	873	49	230	858
25 à 39 ans	69	429	4 093	74	447	4 108
40 ans ou plus	40	318	5 472	42	319	5 600
Total	**148**	**987**	**10 439**	**165**	**996**	**10 566**
Ensemble : Moins de 25 ans	156	460	2 037	165	426	1 997
25 à 39 ans	223	752	8 886	247	795	8 865
40 ans ou plus	112	475	11 185	136	490	11 340
Total	**492**	**1 687**	**22 109**	**548**	**1 711**	**22 202**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée						
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	37	247	4 999	36	277	5 016
Employés	15	160	1 686	18	147	1 703
Ouvriers	291	294	4 978	328	292	4 913
Catégorie sociale indéterminée	–	–	7	–	–	4
Total	**344**	**700**	**11 670**	**382**	**716**	**11 636**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	27	311	3 826	24	305	3 905
Employés	46	557	5 444	54	579	5 568
Ouvriers	76	119	1 165	87	111	1 089
Catégorie sociale indéterminée	–	–	4	–	–	4
Total	**148**	**987**	**10 439**	**165**	**996**	**10 566**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	64	558	8 825	60	582	8 921
Employés	61	716	7 130	72	726	7 271
Ouvriers	367	413	6 143	415	403	6 002
Catégorie sociale indéterminée	–	–	11	–	–	8
Total	**492**	**1 687**	**22 109**	**548**	**1 711**	**22 202**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.01-10

Établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre

Source : Unedic

	1990	*r* 1995	*r* 1999	*r* 2000	2001	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
Nombre d'établissements	4 723	4 893	5 911	6 577	7 490	7 978	7 936	7 944	8 136
Effectifs salariés (milliers) (1) :									
Hommes	207,3	209,7	398,2	449,7	390,3	432,3	419,2	428,4	441,6
Femmes	84,2	82,8	180,4	223,8	220,1	224,5	209,0	209,0	212,2
Ensemble	**291,5**	**292,5**	**578,6**	**673,5**	**610,4**	**656,9**	**628,3**	**637,4**	**653,8**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail (moyennes annuelles ou cumuls annuels)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
Insee (Section synthèse et conjoncture de l'emploi)
Unedic

Unité : Millier

	r 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Chômage BIT :							
Hommes	1 342,1	1 140,7	1 050,9	1 171,2	1 299,7	1 329,6	1 327,6
Femmes	1 544,8	1 375,9	1 277,5	1 273,9	1 382,7	1 404,3	1 389,0
Total	**2 886,9**	**2 516,6**	**2 328,5**	**2 445,1**	**2 682,5**	**2 733,9**	**2 716,6**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :							
Hommes	1 456,7	1 130,6	1 034,0	1 148,7	1 250,0	1 265,3	1 249,2
Femmes	1 517,9	1 209,2	1 076,4	1 095,3	1 145,8	1 174,1	1 170,3
Total	**2 974,6**	**2 339,8**	**2 110,5**	**2 243,9**	**2 395,8**	**2 439,4**	**2 419,6**
Bénéficiaires des aides :							
Allocation de retour à l'emploi (2)	1 759,6	1 664,1	1 708,9	1 951,7	2 155,5	2 230,7	2 134,6
Allocation d'insertion	19,1	29,9	34,6	39,8	44,4	49,6	40,4
Allocation de solidarité spécifique	470,2	450,0	405,2	379,9	353,9	349,1	361,7
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 248,9**	**2 144,0**	**2 148,7**	**2 371,4**	**2 553,8**	**2 439,4**	**2 536,6**
Bénéficiaires des aides :							
Garanties de ressources	6,2	–	–	–	–	–	–
Allocation spéciale du FNE	165,2	65,2	51,4	39,5	32,0	27,5	22,1
Allocation spécifique de conversion	54,6	33,7	25,7	3,2	–	–	–
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	14,6	15,9	14,5	12,8	15,5	14,3	14,3
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	39,5	40,1	35,3	41,3	42,9	41,6	42,5
Chômage partiel indemnisé (4) :							
Journées indemnisables	9 679,9	1 484,6	2 492,1	2 765,4	2 564,8	1 905,3	1 859,3
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	3 156,6	3 028,9	2 946,3	2 900,5	3 069,3	3 318,9
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	3 906,5	4 104,1	4 365,3	4 548,2	4 529,0	4 459,1
dont : Demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	196,7	204,0	253,0	203,2	178,9	167,1
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (5)	...	4 177,6	3 903,9	4 086,6	4 205,4	4 260,6	4 360,6
dont : Reprises d'emploi	...	1 233,5	1 048,4	1 032,0	997,8	1 031,8	1 099,4
Autres motifs de sortie	...	2 170,9	2 175,5	2 306,0	2 438,4	2 463,2	2 534,3

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) L'allocation de retour à l'emploi (ARE) a remplacé l'allocation unique dégressive (AUD).
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'Insee. À partir de l'année 2003, les chiffres sont issus de l'enquête emploi en continu (valeur en moyenne annuelle) tandis que les chiffres des années antérieures sont issus de l'enquête emploi annuelle (valeur en mars).
(4) Cette série, appelée dorénavant journées autorisées, a été rectifiée depuis 1991.
(5) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste », par statut, au 31 décembre 2004 (résultats définitifs) - France entière

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)			Ensemble			
	Total	dont militaires	Total	dont ouvriers d'État	dont volontaires	Total	Temps partiel		Temps plein
							mi-temps ou plus	moins de mi-temps	
État :									
Ministères civils :									
Métropole	**1 633 574**	625	**160 402**	11 957	–	**1 793 976**	235 345	15 267	1 543 364
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**1 709 727**	2 346	**179 491**	12 268	–	**1 889 218**	240 705	16 246	1 632 267
Ministère de la Défense :									
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**371 629**	328 183	**70 071**	43 351	18 464	**441 700**	9 841	715	431 144
Tous ministères :									
Métropole	**1 988 888**	313 073	**227 933**	54 846	17 613	**2 216 821**	245 112	15 940	1 955 769
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**2 081 356**	330 529	**249 562**	55 619	18 464	**2 330 918**	250 546	16 961	2 063 411
Établissements publics nationaux (2) :									
Métropole	**87 280**	41	**221 821**	1 060	–	**309 101**	69 906	23 506	215 689
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**96 658**	42	**236 027**	1 062	–	**332 685**	73 824	25 133	233 728
Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :									
Métropole	**1 218**	–	**147 605**	–	–	**148 823**	27 018	4 363	117 442
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**1 563**	–	**152 355**	–	–	**153 918**	27 343	4 430	122 145
La Poste (3) :									
Métropole	**193 152**	–	**79 815**	–	–	**272 967**	42 897	3 772	226 298
Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger	**197 241**	–	**81 570**	–	–	**278 811**	43 411	3 813	231 587
Ensemble :									
Métropole	**2 270 538**	313 114	**677 174**	55 906	17 613	**2 947 712**	384 933	47 581	2 515 198
Dom-Com	**83 480**	10 468	**27 041**	775	837	**110 521**	8 512	1 920	100 089
Étranger	**22 800**	6 989	**15 299**	–	14	**38 099**	1 679	836	35 584
Total	**2 376 818**	**330 571**	**719 514**	**56 681**	**18 464**	**3 096 332**	**395 124**	**50 337**	**2 650 871**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (aides éducateurs, adjoints de sécurité, agents de justice).
(2) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, Ina et huit établissements divers.
(3) La Poste est le seul « exploitant public » depuis qu'en 1996 France Télécom est devenue une société anonyme.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre

Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	2000	2002	2003	2004	2000	2002	*r* 2003	2004
Éducation nationale : enseignement scolaire	952 065	972 952	977 454	977 746	1 047 428	1 071 793	1 064 727	1 047 172
Éducation nationale : enseignement supérieur	119 887	120 017	122 884	124 313	145 557	147 854	151 717	151 942
Jeunesse et Sports (1)	6 484	6 470	5 758	5 741	7 973	7 531	6 653	6 743
Total Éducation nationale, Recherche, Jeunesse, Sports (2)	**1 078 436**	**1 099 439**	**1 106 096**	**1 107 800**	**1 200 958**	**1 227 178**	**1 223 097**	**1 205 857**
dont : Enseignements 1er degré (3)	325 525	328 316	327 160	328 011	326 165	329 403	329 476	330 936
Enseignements 2ème degré (3)	553 243	563 597	568 568	572 696	639 868	654 591	646 900	633 252
Enseignements supérieurs (3)	114 452	115 374	116 893	118 227	130 707	132 603	134 474	135 017
Économie, Finances et Industrie	186 798	186 686	185 244	183 459	195 557	194 757	192 351	190 676
dont : Services extérieurs du Trésor	58 914	59 063	57 922	57 460	60 537	60 593	59 685	59 256
Services extérieurs des Impôts	82 786	82 318	81 480	80 985	85 111	84 327	83 148	82 500
Services extérieurs des Douanes	19 835	19 758	19 540	19 345	20 630	20 247	19 980	19 748
Insee	6 950	6 972	7 007	6 963	7 508	7 661	7 635	7 241
Industrie, commerce	3 837	4 127	4 158	4 152	4 291	4 599	4 593	4 655
Intérieur, Dom-Com et Nouvelle-Calédonie	161 043	167 817	169 039	171 080	181 058	188 277	186 355	187 961
dont : Services des préfectures	28 333	29 478	29 418	28 481	30 460	33 331	31 273	31 600
Police nationale	126 238	130 700	132 083	133 562	142 829	145 904	146 138	145 990
Services divers intérieur	2 710	2 644	2 771	3 563	3 367	3 289	3 414	4 208
Dom-Com et Nouvelle-Calédonie	1 783	2 493	2 211	2 850	2 207	2 992	2 715	3 323
Équipement, Transports, Tourisme	96 210	98 080	98 640	98 390	113 639	114 597	114 755	114 227
dont : Équipement et Logement	86 090	87 727	88 033	87 619	101 606	102 428	102 336	101 715
Transports, Mer	10 120	10 353	10 607	10 771	12 033	12 169	12 419	12 512
Justice	61 952	64 496	66 192	68 594	65 908	69 089	70 386	72 644
dont : Services judiciaires	26 181	26 840	27 632	28 175	28 055	28 981	29 440	29 827
Services pénitentiaires	25 342	26 381	26 817	28 288	26 147	27 348	27 710	29 125
Protection judiciaire de la jeunesse	6 402	7 062	7 276	7 477	7 111	7 948	8 182	8 369
Agriculture	29 566	31 638	32 279	32 465	36 579	37 057	36 457	37 505
dont : Services déconcentrés	12 887	14 184	14 557	15 045	16 609	16 460	16 104	16 839
Enseignement agricole	14 889	15 543	15 815	15 497	17 891	18 390	18 164	18 461
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	23 092	23 961	23 916	24 133	26 911	27 730	27 801	27 889
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 839	12 058	11 985	12 117	13 242	13 539	13 515	13 599
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 566	8 909	8 852	8 826	10 045	10 185	10 131	9 983
Affaires étrangères, coopération	9 556	9 989	10 262	10 171	18 129	18 821	19 225	19 096
Culture	12 518	12 829	12 051	12 101	14 627	14 748	13 909	13 853
Services du Premier ministre	1 297	1 442	1 536	1 534	2 875	3 250	3 316	3 264
Total ministères civils (4)	**1 660 468**	**1 696 377**	**1 705 255**	**1 709 727**	**1 856 241**	**1 895 504**	**1 887 652**	**1 872 972**
Défense (5)	360 256	365 662	368 911	371 629	414 473	416 998	420 548	440 985
Tous ministères	**2 020 724**	**2 062 039**	**2 074 166**	**2 081 356**	**2 270 714**	**2 312 502**	**2 308 200**	**2 313 957**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) La recherche a été rattachée au ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
(3) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(4) Le total de la colonne ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-12, le champ étant différent, les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(5) Y compris Anciens combattants depuis 2000 et volontaires en 2004.

TABLEAU C.01-14

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe (1)

Métropole, Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et étranger
Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps
Non compris volontaires de la Défense

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Tous agents	**2 312 502**	**2 308 200**	**2 295 493**	**1 163 431**	**1 156 726**	**1 146 660**	**1 149 071**	**1 151 476**	**1 148 833**
A	1 018 990	1 042 968	1 062 704	457 164	461 723	461 957	561 826	581 245	600 747
B	562 169	540 672	508 748	307 101	300 935	290 550	255 068	239 737	218 198
C et D	708 455	704 290	704 451	388 285	384 066	384 559	320 170	320 224	319 892
***dont* : Personnels enseignants (2)**	**1 012 890**	**1 004 679**	**988 910**	**382 903**	**377 072**	**367 334**	**629 987**	**627 607**	**621 576**
A	835 465	856 548	875 143	334 195	337 610	338 207	501 270	518 938	536 936
B	177 424	148 130	113 760	48 708	39 462	29 127	128 716	108 668	84 633
C et D	–	–	–	–	–	–	–	–	–
***dont* : Personnels non enseignants**	**1 299 612**	**1 303 521**	**1 306 583**	**780 528**	**779 652**	**779 326**	**519 084**	**523 869**	**527 257**
A	183 525	186 420	187 561	122 969	124 113	123 750	60 556	62 307	63 811
B	384 745	392 542	394 988	258 393	261 473	261 423	126 352	131 069	133 565
C et D	708 454	704 289	704 447	388 285	384 066	384 559	320 169	320 223	319 892
***dont* : Titulaires civils**	**1 738 470**	**1 748 010**	**1 750 827**	**740 825**	**742 113**	**739 190**	**997 645**	**1 005 897**	**1 011 637**
A	905 256	931 655	959 001	380 766	386 253	390 414	524 490	545 402	568 587
B	302 766	285 610	263 053	106 644	102 456	96 773	196 122	183 154	166 280
C et D	530 332	530 639	528 636	253 343	253 350	251 927	276 989	277 289	276 709
***dont* : Militaires**	**323 569**	**326 156**	**330 529**	**288 303**	**288 080**	**289 779**	**35 266**	**38 076**	**40 749**
Officiers	40 550	41 205	40 808	37 396	37 628	37 224	3 154	3 577	3 584
Sous-officiers	188 114	192 127	192 570	169 028	171 176	170 169	19 086	20 951	22 401
Hommes du rang	94 905	92 824	97 151	81 879	79 276	82 386	13 026	13 548	14 764

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-15

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (1)

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) *Unité* : %

	2000			■ (2) *r* 2003			*r* 2004			2005			Structure de la population active (2) 2005		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,3	0,5	**0,4**	0,3	0,3	**0,3**	0,6	1,0	**0,7**	0,5	0,4	**0,4**	3,0	1,4	**2,2**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,0	4,6	**4,2**	3,2	5,1	**3,8**	4,1	5,5	**4,5**	3,6	5,6	**4,2**	7,5	3,6	**5,6**
Cadres (3) et professions intermédiaires	4,6	5,1	**4,8**	4,4	5,0	**4,7**	5,2	5,8	**5,5**	5,1	5,4	**5,3**	38,1	34,3	**36,3**
Cadres (3)	3,5	4,1	**3,7**	3,7	4,8	**4,1**	4,5	5,3	**4,8**	4,9	4,8	**4,9**	17,0	11,0	**14,2**
Professions intermédiaires	5,4	5,6	**5,5**	4,9	5,1	**5,0**	5,8	6,0	**5,9**	5,2	5,7	**5,5**	21,2	23,2	**22,1**
Employés	10,8	12,9	**12,4**	8,7	9,3	**9,1**	9,3	10,5	**10,2**	9,7	10,4	**10,2**	12,7	48,4	**26,6**
Employés administratifs y.c. fonction publique	8,8	10,6	**10,1**	6,9	8,3	**7,9**	6,9	9,3	**8,6**	7,8	9,4	**8,8**	8,9	27,1	**17,6**
Employés du commerce et des services	16,4	16,7	**16,6**	13,6	10,7	**11,2**	15,6	12,2	**12,7**	15,1	11,7	**12,4**	3,8	21,3	**12,1**
Ouvriers (4)	10,8	18,5	**12,4**	9,5	16,5	**10,9**	10,8	18,0	**12,3**	11,1	18,0	**12,4**	37,3	10,2	**24,5**
Ouvriers qualifiés	7,4	16,5	**8,5**	6,7	13,4	**7,4**	7,8	13,6	**8,5**	7,9	13,0	**8,5**	25,5	3,7	**15,2**
Ouvriers non qualifiés	19,0	19,2	**19,1**	16,9	18,0	**17,3**	18,7	19,6	**19,0**	18,5	20,0	**19,0**	10,5	5,8	**8,3**
Total (5)	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**8,8**	**11,0**	**9,8**	**9,0**	**11,0**	**9,9**	**9,0**	**10,8**	**9,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.
(2) L'enquête emploi est annuelle jusqu'en 2002. Sa collecte avait lieu en mars. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les résultats sont en moyenne annuelle. La collecte a lieu en continu sur toutes les semaines de chaque trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats à partir de 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(4) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(5) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-16

Dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares), comptes de l'emploi — *Unité* : Million d'euros

	1995	1999	(1) 2000	■ 2001	2002	*r* 2003	2004
Dépenses passives :							
Indemnisation du chômage	17 159	20 853	20 660	21 838	26 094	29 243	30 224
Incitation au retrait d'activité	4 321	4 076	3 860	3 511	2 703	2 121	1 867
Dépenses actives :							
Formation professionnelle	12 422	12 891	12 698	13 083	12 741	13 012	13 064
Promotion de l'emploi et création d'emploi	6 226	9 209	9 471	9 917	10 152	9 160	8 175
Exonérations non compensées	1 600	1 803	1 708	1 553	1 401	1 111	928
Maintien de l'emploi	724	497	498	553	609	598	662
Incitation à l'activité	835	968	992	1 034	1 111	1 190	1 200
Fonctionnement du marché du travail	836	1 033	1 161	1 222	1 721	1 741	1 869
Total de la dépense pour l'emploi	**44 123**	**51 331**	**51 046**	**52 711**	**56 530**	**58 175**	**57 989**
En % du PIB	**3,73**	**3,79**	**3,54**	**3,52**	**3,65**	**3,65**	**3,50**
Réductions dégressives bas salaires (entreprises à 39 h.)	3 150	5 990	5 275	5 116	4 333	2 087	9
ARTT (Loi Robien, 11 juin 1996) (2)	///	638	554	506	539	565	388
Loi Aubry 1 (13 juin 1998, 35 h.)	///	291	2 073	2 423	2 362	1 949	846
Loi Aubry 2 (19 janvier 2000, ristourne 35 h.)	///	///	3 674	6 371	8 191	4 260	–
Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail (3)	///	75	78	62	32	2	–
Allègements Fillon (loi du 17 janvier 2003)	///	///	///	///	///	7 230	15 033
Total de la dépense pour l'emploi + allégements généraux	**47 273**	**58 325**	**62 701**	**67 189**	**71 987**	**74 267**	**74 265**
En % du PIB	**4,00**	**4,30**	**4,34**	**4,48**	**4,65**	**4,66**	**4,48**

(1) Rupture de série pour les allègements généraux de cotisations sociales : les dépenses sont présentées en "encaissements/décaissements" (dépenses au cours de l'année) jusqu'en 2000 ; en "droits constatés" (dépenses au titre de l'année) à partir de 2001, source Forec.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.
(3) La ligne "Dispositif d'appui et de conseil à la réduction du temps de travail" est sortie de la ligne Aubry I, afin de distinguer les exonérations à proprement parler. Le total des "Allègements généraux de cotisations sociales" n'est pas modifié.

TABLEAU C.01-17

Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière

Source : Insee (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1995	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	245 762	262 580	276 011	287 824	297 383	304 922
Régions	8 134	10 492	10 955	11 596	12 514	13 329	13 972
Départements	159 344	172 487	176 871	181 436	187 199	191 544	194 777
Établissements publics	47 782	62 783	74 754	82 979	88 111	92 510	96 173
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 273 410	1 313 055	1 326 125	1 363 664	1 379 874	1 400 302
Communes	1 002 476	1 045 214	1 074 591	1 077 772	1 092 833	1 085 918	1 086 139
Organismes communaux	98 920	100 829	103 583	105 663	110 000	113 665	117 898
Organismes intercommunaux	108 665	127 367	134 881	142 690	160 831	180 291	196 265
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 242	110 050	///	///	///	///	///
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	27 694	28 094	26 558	26 397	27 037	25 504
dont : Office d'HLM	23 678	21 850	22 258	21 090	21 162	21 125	20 147
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	36 629	37 730	39 665	41 362	43 364	46 591
dont : Offices publics d'aménagement et de construction	19 740	22 091	22 614	23 879	24 752	25 475	26 615
Total : Collectivités locales (1 à 5)	**1 593 602**	**1 693 545**	**1 641 459**	**1 668 359**	**1 719 247**	**1 747 658**	**1 777 319**
***dont* : Métropole**	**1 528 174**	**1 517 649**	**1 572 825**	**1 599 437**	**1 649 177**	**1 677 741**	**1 708 698**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 511 701**	**1 566 783**	**1 594 955**	**1 650 197**	**1 677 980**	**1 705 760**
Titulaires	**945 629**	**1 031 983**	**1 067 798**	**1 101 430**	**1 143 669**	**1 189 457**	**1 232 718**
Non titulaires	**440 432**	**349 318**	**353 999**	**357 010**	**369 967**	**386 195**	**399 104**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**57 618**	**57 318**	**56 641**	**55 851**	**55 414**	**55 439**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366**	**112 172**	**107 526**	**95 162**	**90 372**	**77 181**	**63 196**
Contrats « emplois jeunes »	///	**32 404**	**50 685**	**53 609**	**54 305**	**33 952**	**20 897**
Apprentis (6)	///	///	**4 133**	**4 507**	**5 083**	**5 459**	**5 965**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 326 418**	**1 375 489**	**1 409 514**	**1 463 396**	**1 493 271**	**1 523 559**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1 531 563**	**1 519 172**	**1 575 635**	**1 602 136**	**1 651 488**	**1 677 257**	**1 705 224**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (8)	**1 455 116**	**1 546 866**	**1 603 729**	**1 628 694**	**1 677 885**	**1 704 294**	**1 730 728**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (Safer...).
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(6) Les apprentis sont comptés à part depuis 2000 (auparavant comptabilisés avec les non-titulaires).
(7) Non compris les organismes consulaires et les ASA et à partir de 2000, non compris les organismes privés d'action locale.
(8) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-18

Population totale et population active (1) en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : Insee (Recensement de la population)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans ou plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Taux d'activité	**59,3**	///	1,1	23,4	33,0	25,1	14,6	2,8
Taux de chômage	**34,2**	///	76,3	51,5	35,4	25,4	20,6	10,4
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Taux d'activité	**63,8**	///	1,4	23,1	32,2	24,9	15,3	3,2
Taux de chômage	**30,7**	///	75,9	48,4	29,7	22,2	20,1	10,5
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
Taux d'activité	**55,3**	///	0,8	23,6	33,9	25,3	13,9	2,4
Taux de chômage	**37,9**	///	77,1	54,7	40,9	28,6	21,2	10,1
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Taux d'activité	**60,5**	///	2,1	24,6	33,0	25,3	12,7	2,3
Taux de chômage	**30,0**	///	71,6	40,7	28,3	24,7	20,5	12,0
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Taux d'activité	**67,9**	///	2,0	23,6	32,2	25,8	13,9	2,6
Taux de chômage	**25,8**	///	67,5	34,8	23,6	22,0	19,4	12,4
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
Taux d'activité	**53,1**	///	2,3	25,9	34,1	24,7	11,1	1,9
Taux de chômage	**35,3**	///	76,1	47,6	33,9	28,4	22,3	11,4
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Taux d'activité	**58,5**	///	0,7	21,1	33,5	26,2	15,4	3,0
Taux de chômage	**32,8**	///	73,4	50,2	35,9	24,8	18,5	9,0
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Taux d'activité	**62,3**	///	0,9	21,5	32,5	25,8	15,8	3,5
Taux de chômage	**29,3**	///	71,9	46,5	29,8	22,2	18,5	8,1
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311
Taux d'activité	**55,1**	///	0,5	20,8	34,5	26,5	15,0	2,6
Taux de chômage	**36,2**	///	76,1	53,8	41,5	27,3	18,4	10,2
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Taux d'activité	**58,0**	///	2,2	27,4	34,1	23,5	11,2	1,6
Taux de chômage	**41,6**	///	79,9	54,0	41,2	32,6	27,4	14,8
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Taux d'activité	**66,0**	///	2,3	26,1	34,0	23,8	12,0	1,7
Taux de chômage	**38,5**	///	76,6	51,0	37,3	30,6	26,3	14,4
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955
Taux d'activité	**50,4**	///	1,9	29,0	34,3	23,1	10,2	1,5
Taux de chômage	**45,4**	///	84,8	57,4	45,9	35,2	29,1	15,4

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2004.

2 Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle.

3 Expositions professionnelles en 2002 – 2003.

4 Proportion de salariés utilisateurs de technologies (informatique ou machines).

5 Maladies professionnelles reconnues.

6 Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès.

7 Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2004.

8 Conflits du travail.

9 Établissements dotés d'un comité d'entreprise (CE), de délégués du personnel (DP), de délégués syndicaux (DS), d'un CHSCT, selon la taille des établissements, en 2004-2005.

10 Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999.

11 Résultats des élections aux comités d'entreprise.

1

❍ Présentation

Entre 1998 et 2004, la durée annuelle collective du travail est passée de 1 742 à 1 616 heures en moyenne pour les salariés à temps complet hormis ceux soumis à un forfait en jours dans les entreprises de 10 personnes ou plus du secteur marchand non agricole. La présence d'un nombre important d'entreprises de petite taille non passées aux 35 heures et une réglementation spécifique à certaines professions font que les salariés à temps complet de la construction, des services aux particuliers et des transports ont les durées annuelles collectives du travail les plus longues. À l'opposé, ceux des secteurs de l'énergie et des activités financières ont les plus courtes.

L'année 2004 a mis un terme à trois années de ralentissement économique. Ainsi, par rapport à l'année précédente, la part des salariés effectuant des heures supplémentaires au moins une fois au cours de l'année a connu une hausse sensible ; celle-ci traduit un mouvement d'extension de la pratique des heures supplémentaires à de nouvelles entreprises, la part des salariés effectuant des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant restant stable, tout comme le volume annuel moyen d'heures par salarié concerné. Ainsi au cours de l'année 2004, ce volume était de 55 heures en moyenne, comme en 2003.

Le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) est en forte augmentation depuis les années 1990. Ce chiffre global reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail. Il est lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise autour de 40 pour 1 000 salariés.

Selon l'enquête Sumer 2003, 32 % des salariés sont exposés à des situations fatigantes : fréquents déplacements à pied, position debout prolongée, gestes répétitifs à cadence élevée. 21 % des salariés sont confrontés à des postures pénibles : à genoux, les bras en l'air ou dans une position de torsion. Enfin, 10 % des salariés sont exposés à des contraintes cervicales. Au total, près d'un salarié sur deux subit au moins une contrainte posturale ou articulaire qui peut être jugée lourde. Les postures pénibles concernent en premier lieu les ouvriers de type artisanal, mais également les femmes employées dans le commerce ou les services aux particuliers. Les postures fatigantes touchent plutôt les ouvriers de type industriel. Les ouvrières de l'industrie sont particulièrement concernées par les gestes répétitifs, les femmes employées et cadres par les contraintes cervicales.

En 2004. la participation aux élections des comités d'entreprise atteint 65,7 % des inscrits. Elle augmente d'un point par rapport à 2002. La CGT, comme toutes les années paires incluant les élections à la SNCF, est le premier syndicat en terme d'audience avec 24,5 % des suffrages exprimés. La CFDT recueille 20 % des suffrages exprimés et son audience recule dans tous les collèges électoraux. Cette perte d'influence survient après son positionnement lors de la réforme des retraites en 2003. Elle profite à l'ensemble des autres listes. Parmi les listes syndicales, la CGT-FO recueille 12,6 % des suffrages exprimés et les syndicats non confédérés en obtiennent 8,3 %. La CFE-CGC et la CFTC progressent respectivement de 0,4 et 0,6 point par rapport à 2002, atteignant chacune 6,1 % des suffrages exprimés. Les listes non syndiquées recueillent 22,4 % des suffrages exprimés. Après une érosion continue depuis le début des années quatre-vingt-dix, leur audience se redresse de 0,7 point par rapport à 2002.

Les résultats portent sur les élections qui ont eu lieu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2004. Depuis 1994, ils incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle du 20 décembre 1993. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques.

Dans les établissements de 20 salariés et plus du secteur marchand non agricole, la présence de représentants du personnel s'est renforcée quelle que soit la taille et le mandat exercé : 77 % de ces établissements sont couverts par au moins une institution représentative du personnel en 2004-2005, contre 74 % en 1998-1999. 72 % des établissements de 20 salariés et plus satisfont à l'obligation légale d'élection de délégués du personnel ou d'une délégation unique du personnel (DUP). 81 % des établissements d'au moins 50 salariés sont dotés d'un comité d'entreprise ou d'une délégation unique du personnel et même plus de 90 % des établissements d'au moins 100 salariés. Plus les établissements sont grands, plus les délégués syndicaux sont implantés. Ils sont ainsi présents dans 23 % des établissements de 20 à 49 salariés, dans 49 % des établissements de 50 à 99 salariés et n'existent massivement qu'au delà de 100 salariés.

2

❍ Méthodologie

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les deux tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

– les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;
– les accidents de salariés des Dom-Com ;
– les accidents couverts par des régimes spéciaux ;
– les accidents de titulaires de l'État ;
– les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

À partir de 2000, les résultats sont publiés dans la nouvelle nomenclature des comités techniques nationaux arrêtée le 22 décembre 2000, qui a réduit leur nombre de 15 à 9.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement ; de celui des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer ainsi que celui de l'Agriculture et de la Pêche.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail

Ces statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à une cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées et les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Trois séries distinctes sont présentées ici.

– La première est établie par la Dares à partir des informations issues des sections d'inspection du travail et collectées par les directions départementales et régionales du travail. Compte tenu des difficultés inhérentes à ce système de remontée, les données sont redressées. Cette série concerne la France métropolitaine. Le champ couvert est l'ensemble des activités économiques du secteur privé à l'exclusion de l'agriculture et des transports. Sont également exclus EDF, GDF, la Poste et France Télécom.

– La deuxième série est relative aux entreprises de transports. Le champ couvert est celui des transports aérien, maritime, fluvial et terrestre au sens large, ce qui inclut aussi bien la SNCF

et la RATP que les entreprises de transport routier, de transport d'ordures ménagères, les autoroutes, etc. Ces données sont collectées par l'Inspection générale du travail des transports. Elles concernent l'ensemble des conflits, qu'ils soient localisés ou généralisés.

– Les données relatives aux grèves dans la fonction publique d'État (hors fonctions publiques hospitalière et territoriale) sont publiées par la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Cette statistique porte sur l'ensemble des conflits, localisés et généralisés.

Durée annuelle dans l'enquête Acemo

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête annuelle de la Dares : Activités et Conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO). Menée depuis 1998, et pour la dernière fois en 2004, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.

Le volet « durée » cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :

– les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;

– les salariés dont la durée de travail est annualisée ;

– les salariés au forfait en jours.

Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

À partir de 2005, les enquêtes ECMOSS rénovées (Enquêtes Coûts de la Main-d'Oeuvre et Structures des Salaires) de l'Insee se substituent à l'Acemo annuelle pour la mesure de ces indicateurs.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection de travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer ainsi qu'au ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ce système repose sur l'envoi, par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiées à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de la statistique.

La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Jusqu'à présent, les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise étaient directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Suite à la loi en faveur des PME du 2 août 2005, les élections aux CE intervenant à compter du 4 août 2005 s'organiseront en principe tous les quatre ans.

Enquête Acemo sur les modes de représentation du personnel

– L'enquête Acemo sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête Acemo (activités et conditions d'emploi de la main-d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8ième. Les entreprises, pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.

– Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

– La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

– Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

– Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998 est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'Insee. Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

L'enquête *REPONSE* a pour objectif de comprendre la dynamique des relations professionnelles au sein des établissements, entre les directions, les institutions représentatives du personnel et les salariés. Le questionnement porte sur la présence et la nature des instances de représentation du personnel, la tenue de négociations et la conclusion d'un accord collectif, l'existence de conflits collectifs

et la perception du climat social. L'enquête a été réalisée de janvier à juin 2005.

L'objet de l'enquête justifie la multiplicité des angles d'interrogation et des acteurs enquêtés : 2 930 représentants de la direction, 1 970 représentants du personnel et 7 940 salariés ont ainsi été enquêtés au sein des mêmes établissements.

In fine, les trois volets de l'enquête fournissent trois échantillons couplés : les représentants de la direction interrogés correspondent aux représentants chargés des relations sociales dans les 125 200 établissements de 20 salariés ou plus du secteur marchand non agricole ; les représentants du personnel aux représentants de l'organisation ou de la liste majoritaire dans les 98 050 établissements qui disposent, parmi eux, d'une instance de représentation du personnel ; les salariés aux 8 340 000 salariés qui sont depuis plus de 15 mois dans ces établissements.

Les résultats de l'enquête de 2004-2005 sont comparés à ceux de ses éditions précédentes, qui ont été réalisées en 1992-1993 et en 1998-1999 : ces comparaisons sont effectuées sur l'ensemble du champ pour l'enquête de 1998-1999 ; elles sont limitées au champ des établissements de 50 salariés ou plus pour l'enquête de 1992-1993.

Enquête Surveillance Médicale des Risques (Sumer)

En 2002 – 2003, le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement a réalisé une deuxième enquête Sumer auprès de 50 000 salariés. Ce sont des enquêtes transversales organisées conjointement par la Dares et la DRT, coordonnées sur le terrain par les médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main d'œuvre (MIRTMO) et réalisées par des médecins du travail volontaires auprès des salariés dont ils assurent la surveillance médicale.

Le champ est celui de tous les salariés relevant de l'Unedic y compris ceux de la MSA (visites systématiques). Ces enquêtes portent sur les différentes nuisances et contraintes professionnelles auxquelles sont exposés les salariés ; contraintes organisationnelles, pénibilités et ambiances physiques, expositions aux agents biologiques et aux agents chimiques.

En 2002 – 2003, le champ a été étendu aux salariés des hôpitaux publics, d'EDF - GDF, de la Poste, de la SNCF et d'Air France. Pour la première fois, un auto questionnaire portant sur une appréciation subjective des conditions de travail est joint au questionnaire principal qui reste stable.

Maladies professionnelles reconnues

Ces statistiques comptabilisent les maladies, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire et entraînant des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.).

Les sources sont d'une part le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF - GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Pour les statistiques de la CNAMTS, l'année de prise en compte est celle de la date de la première constatation de la maladie. Pour celle de la MSA c'est celle de la date du premier versement d'indemnisation.

3

❍ Définitions

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé[1]. Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de quatre ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collège catégoriel distinct dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges "légaux" sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise est supérieur à 25 et dans les entreprises de plus de 500 salariés, le deuxième collège doit être scindé en deux collèges distincts : un pour les agents de maîtrise et les techniciens, et un autre pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords préélectoraux peuvent aller au-delà du troisième collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part. Cependant, dans un nombre important de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé (journée d'action nationale plurisectorielle ou non). Dans le secteur privé (hors transports et agriculture), aucun conflit généralisé n'a été recensé depuis 2001. Afin d'harmoniser la série, les conflits généralisés ont donc été exclus. En revanche, dans le secteur des transports et dans la fonction publique d'État, les chiffres concernent à la fois des conflits généralisés et des conflits localisés.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une « délégation unique du personnel » qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi en faveur des PME du 2 août 2005, le mandat des délégués du personnel et des autres représentants élus du personnel a été porté de deux à quatre

[1] La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

ans. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.
Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, qu'elles disposent ou non d'un mandat électif, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux et les médecins du travail. S'y ajoutent, depuis 1991, les conseillers du salarié, depuis 1994, les délégués à la délégation unique du personnel, et enfin, depuis 1998, les salariés mandatés. La loi protège aussi, sous certaines conditions, les salariés qui demandent l'organisation d'élections professionnelles dans l'entreprise, qu'ils soient ou non candidats par la suite. Enfin, les candidats aux élections et les anciens représentants dès la fin de leur mandat sont également protégés.
Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier ou transférer dans un autre établissement un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre chargé du Travail.
Le cas particulier des transferts : lorsque tout ou partie de l'activité de l'entreprise se poursuit sous la direction d'un nouvel employeur, les contrats de travail sont transférés à celui-ci. Le transfert du contrat d'un représentant du personnel est soumis à autorisation de l'inspecteur du travail. Ce dernier est tenu d'en vérifier l'absence de caractère discriminatoire.
La Dares ne comptabilise plus les transferts avec les licenciements de salariés protégés, dans la mesure où ils n'en sont pas.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) et de la division « Emploi » de l'Insee.

Organismes :

– Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) ;
– Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
– Mutualité sociale agricole (MSA) ;
– Insee.

Sites Internet :

– www.travail.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.msa.fr
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Bulletin mensuel des statistiques du travail ;
Revue Travail et Emploi ;
Cahier Travail et emploi ;
Premières informations et premières synthèses, Dares :
– « Le dialogue social en entreprise : une intensification de l'activité institutionnelle, des salariés faiblement engagés », n° 39.1, septembre 2006 ;
– « Les demandes de licenciements de salariés protégés : une baisse de 10 % en 2004 », n° 28.1, juillet 2006 ;
– « Les expositions aux agents biologiques dans le milieu de travail en 2003 », n° 26.1, juin 2006 ;
– « La manutention manuelle de charges en 2003 : la mécanisation n'a pas tout réglé », n° 11.3, mars 2006 ;
– « Contraintes posturales et articulaires au travail », n° 11.2, mars 2006 ;
– « Les élections aux comités d'entreprise en 2004 », n° 08.3, février 2006 ;
– « Les conditions de travail des salariés après la réduction de leur temps de travail », n° 06.3, février 2006 ;
– « Les conflits du travail en 2004 : les salaires, premier thème de revendication », n° 45.1, novembre 2005 ;
– « Travail de nuit et du soir depuis dix ans : une progression plus rapide pour les femmes que pour les hommes », n° 40.2, octobre 2005 ;
– « Les licenciements de salariés protégés de 2001 à 2003 », n° 38.3, septembre 2005 ;
– « Les expositions aux produits mutagènes et reprotoxiques », n° 32.1, août 2005 ;
– « Les expositions aux produits cancérogènes », n° 28.1, juillet 2005 ;
– « Le bruit au travail : une nuisance qui touche trois salariés sur dix », n° 25.3, juin 2005 ;
– « Les expositions aux risques et aux pénibilités du travail de 1994 à 2003, premiers résultats de l'enquête Sumer 2003 », n° 52.1, décembre 2004 ;
– « Mythes et réalités de la syndicalisation en France », n° 44.2, octobre 2004 ;
– « Les femmes dans les comités d'entreprise et délégations uniques du personnel : une parité encore lointaine », n° 44.1, octobre 2004.
Documents d'études :
– « Les expositions aux risques professionnels (les produits chimiques) », n° 118, juillet 2006 ;
– « Les expositions aux risques professionnels (les ambiances et contraintes physiques) », n° 115, juillet 2006 ;
– « Les expositions aux risques professionnels par secteur d'activités (nomenclature 2003, niveau 31) », n° 109, mars 2006 ;
– « Les réticences à entrer dans le cadre légal des 35 heures », n° 102, juillet 2005 ;
– « RTT et organisation du travail : l'incidence des lois Aubry II », n° 100, mai 2005 ;
– « L'impact des conditions de travail sur la santé : une expérience méthodologique », n° 97 et n° 97 bis, février 2005 ;
– « Modalités de passage à 35 heures des TPE », n° 94, février 2005.

Insee

Insee-Première :

– « Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005 », n° 1070, mars 2006 ;

– « Les salariés à temps complet travaillent 1 650 heures dans l'année », n° 1066, février 2006 ;

– « Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne », n° 1052, décembre 2005 ;

– « Les rythmes de travail entre 1995 et 2001 : faible progression de l'irrégularité », n° 994, décembre 2004 ;

– « Les entreprises du spectacle de 1995 à 2001 – Emploi, salaire et gestion de la main - d'œuvre », n° 978, juillet 2004.

Insee-Références

– « Données sociales », édition 2006 ;

– « France, Portrait social », édition 2006.

Économie et statistique

– Dossier « Conditions de travail », n[os] 376-377, 2005.

Document de travail :

– « Le rôle des conditions de travail dans les absences pour maladie », Cédric Afsa et Pauline Givord, G2006/07, septembre 2006 ;

– « Travailleurs âgés, nouvelles technologies et changements organisationnels : un réexamen à partir de l'enquête « Réponse », Sévane Ananian et Patrick Aubert, décembre 2004.

Autres

– « Le CHSCT », *Liaisons sociales*, numéro spécial, juin 2006.

– « Pénibilité du travail : évaluation statistique », *Document de travail* du Centre d'études de l'emploi, n° 55, janvier 2006.

– « Les nouvelles formes d'organisation du travail en Europe », Antoine Valeyre, Edward Lorenz : *Connaissance de l'emploi*, n° 13, mars 2005.

– « Les conditions de travail des professionnels des établissements de santé », Romuald Le Lan : *études et résultats* (Drees), n° 373, février 2005.

– « Les conditions de travail : quelle protection pour les salariés âgés en France ? Ariane Pailhé : *Population Ined*, n[os] 1-2, janvier – avril 2005.

– « Départs en retraite et « travaux pénibles » : l'usage des connaissances scientifiques sur le travail et ses risques à long terme pour la santé », Gérard Lasfargues.

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2004

Source : Enquête Acemo annuelle (Dares)

Unité : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 609	54	43
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 600	45	40
Habillement, cuir	C1	1 624	47	52
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 590	50	43
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 588	36	33
Industries des équipements du foyer	C4	1 609	50	36
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 600	57	34
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 621	44	52
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 603	36	45
Industries des équipements mécaniques	E2	1 631	49	59
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 610	36	42
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 609	52	48
Industries des produits minéraux	F1	1 616	47	47
Industrie textile	F2	1 623	50	50
Industries du bois et du papier	F3	1 606	61	49
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 601	52	39
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 620	60	59
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 591	35	40
ÉNERGIE	EG	1 555	42	47
Production de combustibles et de carburants	G1	1 550	51	35
Eau, gaz, électricité	G2	1 555	40	49
CONSTRUCTION	EH-H0	1 656	71	82
COMMERCE	EJ	1 627	54	46
Commerce et réparation automobile	J1	1 624	40	67
Commerce de gros	J2	1 624	42	57
Commerce de détail et réparation	J3	1 631	65	34
TRANSPORTS	EK-K0	1 643	65	113
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 576	19	23
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 638	25	49
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 603	47	58
Postes et télécommunications	N1	1 589	60	73
Conseils et assistance	N2	1 619	38	52
Services opérationnels	N3	1 594	51	54
Recherche et développement	N4	1 593	11	43
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 649	52	49
Hôtels et restaurants	P1	1 673	53	45
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 594	45	64
Services personnels et domestiques	P3	1 626	66	43
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 585	44	39
Éducation	Q1	1 538	33	34
Santé, action sociale	Q2	1 598	46	40
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 588	41	50
TOUS SECTEURS		**1 616**	**50**	**55**

TABLEAU C.02-2

Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee (Enquête sur l'emploi) (1) — *Unité* : %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires toutes les semaines	Horaires alternants	Horaires variables d'une semaine à l'autre	Travail habituel le samedi	Travail occasionnel le samedi	Travail habituel le dimanche	Travail occasionnel le dimanche	Travail habituel de nuit	Travail occasionnel de nuit
Cadres									
2005	74,2	0,6	25,1	15,8	31,5	6,6	23,0	2,5	10,3
2004	75,1	0,7	24,0	16,0	31,5	6,5	23,3	2,4	10,6
Professions intermédiaires									
2005	72,9	6,3	20,6	25,8	23,0	11,0	17,1	5,8	9,3
2004	72,0	6,6	21,3	25,6	24,5	11,2	17,7	6,5	9,5
Employés									
2005	71,3	5,9	22,5	40,0	14,2	17,1	13,2	6,8	5,6
2004	70,4	6,3	23,0	39,3	15,2	16,9	14,1	6,8	6,0
Ouvriers									
2005	68,2	18,1	13,5	18,4	23,3	8,1	9,6	12,1	8,4
2004	68,3	17,6	13,7	19,1	24,0	7,9	10,1	12,1	8,1
Ensemble des salariés									
2005	**71,3**	**8,5**	**20,0**	**27,0**	**21,5**	**11,6**	**14,7**	**7,4**	**8,0**
2004	**70,9**	**8,7**	**20,1**	**26,8**	**22,4**	**11,4**	**15,2**	**7,5**	**8,1**

(1) Les résultats sont en moyenne annuelle.

TABLEAU C.02-3

Expositions professionnelles en 2002-2003

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares, enquête Sumer 2003 — *Unité* : %

Contrainte ou pénibilité	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
Contraintes horaires					
Durée hebdomadaire supérieure à 40 heures	51	21	10	13	20
Ne pas disposer de 48 heures consécutives de repos	8	12	25	12	15
Effectuer des astreintes	16	14	7	9	11
Ne pas connaître ses horaires pour la semaine prochaine	20	12	8	14	13
Avoir un rythme de travail imposé par :					
Le déplacement automatique d'un produit ou d'une pièce ou cadence automatique d'une machine	1	3	2	19	8
Une dépendance immédiate vis-à-vis des collègues	28	30	25	34	30
Des normes ou délais de production en une journée au plus	33	42	32	59	44
Une demande extérieure obligeant à une réponse immédiate	65	64	67	36	55
Les contrôles ou surveillances permanents de la hiérarchie	12	22	26	35	26
Un contrôle ou un suivi informatisé	26	33	25	25	27
Contraintes organisationnelles					
Être toujours ou souvent obligé de se dépêcher	50	42	41	35	40
Devoir fréquemment interrompre une tâche pour une autre	75	68	60	43	58
Ne pas pouvoir changer l'ordre des tâches	2	5	15	26	15
Être en contact avec le public	76	81	90	44	70
Dont : Vivre régulièrement ou en permanence des situations de tension avec le public (note)	18	17	15	8	15
Nuisances physiques					
Être exposé à un bruit supérieur à 85 dBa	5	12	2	39	18
Être exposé à des bruits comportant des chocs ou impulsions	2	7	2	24	11
Travailler à l'extérieur, exposé aux intempéries	3	9	5	25	13
Travailler au froid (<15°) imposé par le processus de production	1	4	4	10	6
Travailler au chaud (>24°) imposé par le processus de production	2	5	3	9	5
Travailler en milieu humide du fait du processus de production	1	2	1	4	2
Être exposé à des radiations ionisantes	4	5	2	5	4
Travailler dans des locaux climatisés	29	19	15	8	15
Travailler sur écran plus de 20 heures par semaine	44	29	27	3	21
Faire de la manutention manuelle de charges plus de 10 heures par semaine	1	5	12	24	13
Rester debout ou piétiner plus de 20 heures par semaine	3	17	26	44	27
Postures pénibles (à genoux, bras en l'air, accroupi, en torsion etc.)	6	20	29	53	32
Répéter un même geste plus de 10 heures par semaine	1	3	8	19	10
Travailler avec des machines ou outils vibrants	1	6	2	29	12
Conduite de machines ou engins mobiles sur le lieu de travail	2	7	2	24	11
Conduite sur la voie publique pendant son travail	37	31	12	28	25
Exposition à des agents biologiques					
Être exposé à des agents biologiques	5	18	21	12	15
Être exposé à un réservoir humain (milieu médical, médico-social, funéraire)	3	15	18	1	9
Être exposé à un réservoir animal (élevage, abattoirs)	1	2	2	4	2
Autres expositions : assainissement, maintenance, industrie	2	3	3	8	5
Expositions à des produits chimiques					
Être exposé à au moins un produit chimique	8	30	27	63	37
Être exposé à au moins trois produits chimiques	4	15	9	28	16

TABLEAU C.02-4

Proportion de salariés utilisateurs de technologies (informatique ou machines)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares (Enquêtes sur les conditions de travail) — *Unité* : %

Type d'équipement	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifiés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998	1991	1998
Terminal relié à un ordinateur gros système	35	31	28	25	24	7	7	9	3	4	20	18
Micro-ordinateur non relié	52	83	37	68	26	47	6	20	3	9	37	47
Micro-ordinateur relié à un réseau	–	65	–	48	–	36	–	16	–	9	–	36
Micro-ordinateur portable	–	25	–	10	–	4	–	2	–	n.s.	–	7
Ensemble des matériels informatiques	60	85	47	71	36	51	10	24	5	18	32	51
Internet	–	29	–	8	–	3	—	1	–	n.s.	–	7
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	2	–	–	3	4	2	3	1	2
Machine à commande numérique	1	1	1	3	–	1	4	11	2	9	1	4

TABLEAU C.02-5

Maladies professionnelles reconnues

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA) — *Unité* : Nombre

	1999		(1) 2000	*r* 2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	Tout système	Tout système	Tout système	Tout système
Affections provoquées par le bruit	635	619	607	634	642	938	1 335
Affections périarticulaires	16 753	16 418	19 862	23 621	28 531	30 955	33 027
Silicoses	278	223	223	316	330	317	312
Ciment	241	241	269	255	259	220	190
Amiante	2 653	2 335	3 187	4 502	5 141	5 344	6 087
Hépatites virales	53	50	53	41	27	45	44
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	506	501	540	565	530	567	522
Bois	116	114	142	140	123	115	127
Affections respiratoires de mécanisme allergique	375	360	450	456	458	467	463
Vibrations et chocs d'outils	197	192	208	197	203	212	197
Brucelloses	13	13	2	1	–	2	1
Dermatoses dues aux lubrifiants	141	141	148	145	136	142	145
Isocyanates organiques	123	122	133	110	128	95	89
Amines aromatiques	12	12	12	16	8	7	4
Acides chromiques, chromates	27	27	43	43	53	37	35
Dérivés halogénés de l'éthylène	24	24	43	24	31	23	14
Benzolisme	26	24	25	42	51	54	50
Aldéhyde formique et polymères	30	30	38	40	36	38	23
Sidérose (oxyde de fer)	33	27	24	34	26	40	44
Résines époxydiques	87	85	97	90	89	69	70
Amines aliphatiques et alicycliques	33	32	35	29	34	11	16
Maladies infectieuses en milieu hospitalier	67	66	50	60	75	115	134
Kératoconjonctivites virales	1	1	6	12	3	2	4
Affections consécutives aux vibrations	485	463	433	482	454	453	451
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes	1 727	1 581	2 175	2 214	2 443	2 503	2 406
Total des maladies listées	**24 636**	**23 701**	**28 805**	**34 068**	**39 811**	**42 769**	**45 789**
Total des maladies	**25 784**	**24 768**	**30 199**	**35 695**	**41 581**	**44 575**	**47 898**

(1) Depuis 2000, la MSA ne fournit plus d'informations.

TABLEAU C.02-6

Accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de décès (1)

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :									
CNAMTS	53	46	45	44 ■	44	43	43	41	39
Régime agricole	39	33	32	31	...	...	...	...	...
Nombre de décès :									
CNAMTS	1 213	712	683	717 ■	730	730	686	661	626
Régime agricole	72	93	81	60	...	...	...	...	...
Total	**1 285**	**805**	**764**	**777**	**730**	**730**	**692**	**661**	**626**

(1) Champ : total des 15 Comités techniques nationaux jusqu'en 1999. À partir de 2000, c'est le total des 9 Comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2004

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (1)	Taux de (2) fréquence	Taux de (2) gravité
Bâtiment, travaux publics (3)	55	3,14
Bois, ameublement, papier-carton, textiles, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	35	1,68
Alimentation	35	1,60
Transports, eau, gaz, électricité, livre, communication	31	1,74
Métallurgie	26	1,12
Activités services et travail temporaire	30	1,59
Chimie, caoutchouc, plasturgie	21	1,00
Ensemble du régime général	**26**	**1,33**

(1) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(2) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 ; Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
Ministère de la Fonction publique (DGAFP)
Inspection générale du travail des transports

	Unité	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Entreprises privées (conflits localisés)							
Conflits observés	Nombre	1 427	1 105	745	785	699	736
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	210,70	118,65	66,66	62,54	60,36	63,10
Journées individuelles non travaillées	Millier	581,36	462,62	248,11	223,79	193,42	223,94
Entreprises de transports							
Conflits observés	Nombre	–	1 164	1 179	1 066	1 125	1 058
Journées individuelles non travaillées	Millier	218,40	287,66	137,35	505,02	157,31	414,53
Fonction publique d'État (2)							
Journées individuelles non travaillées	Millier	1 459,20	925,60	605,36	3 659,61	373,90	1 116,24

(1) Il s'agit de conflits localisés pour les entreprises privées hors transports et de conflits localisés et généralisés pour les transports et la fonction publique d'État.
(2) Hors fonctions publiques hospitalière et territoriale, France Télécom et la Poste.

TABLEAU C.02-9

Établissements dotés d'un comité d'entreprise (CE), de délégués du personnel (DP), de délégués syndicaux (DS), d'un CHSCT (1), selon la taille des établissements (2), en 2004-2005

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares (Enquête Réponse 2004 - 2005)

Unité : % d'établissements

Type de l'institution	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés ou plus	Toutes tailles	*dont* 50 salariés ou plus
Présence d'un CE ou d'une DUP (3)	26	72	90	95	96	46	81
Présence d'au moins un DP ou d'une DUP	63	83	92	93	96	72	87
Présence d'au moins un DS	23	49	74	88	97	38	63
Présence d'un CHSCT	17	59	84	93	96	37	72
Présence d'au moins une de ces institutions	68	89	97	98	99	77	93

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
(2) Établissements de 20 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.
(3) DUP : délégation unique du personnel.

TABLEAU C.02-10

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999 (1) (2)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement , Dares (Enquête Acemo - IRP)

Unité : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas (3) d'IRP
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'explique par les hypothèses retenues.
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) — *Unité* : % des suffrages exprimés

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Ensemble des salariés :										
CFDT	20,5	21,5	20,8	21,7	22,9	22,9	22,8	22,2	22,6	20,0
CFE-CGC	6,4	5,8	6,4	5,8	6,3	5,7	6,1	5,7	6,6	6,1
CFTC	5,1	4,5	5,1	4,9	5,8	5,3	6,0	5,5	6,7	6,1
CGT	19,7	23,6	20,4	24,3	21,5	24,4	22,6	24,4	22,1	24,5
CGT-FO	12,3	12,1	12,1	12,1	12,2	12,4	13,1	12,4	12,7	12,6
Syndicats non confédérés	6,2	7,3	5,9	7,0	5,6	7,4	6,5	8,1	6,1	8,3
Non syndiqués	29,9	25,1	29,3	24,1	25,8	21,9	23,0	21,7	23,2	22,4
Ouvriers et employés (premier collège) :										
CFDT	20,8	22,0	21,3	21,8	23,2	22,9	23,3	22,2	23,0	20,3
CFE-CGC	1,0	0,7	1,1	0,9	1,3	0,6	0,8	1,0	1,5	1,1
CFTC	5,3	4,4	5,5	4,8	6,1	5,2	6,4	5,6	7,1	6,0
CGT	25,5	30,2	26,0	30,7	27,3	31,0	28,3	30,3	27,3	30,4
CGT-FO	13,7	13,4	13,4	13,5	13,7	13,7	14,7	13,7	14,1	14,1
Syndicats non confédérés	5,4	6,3	5,0	6,1	4,7	6,8	5,6	7,3	5,9	7,5
Non syndiqués	28,3	23,1	27,7	22,2	23,7	19,9	21,1	19,8	21,1	20,6
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :										
CFDT	20,0	21,0	19,5	21,5	21,7	22,4	21,6	21,2	21,8	18,9
CFE-CGC	17,6	16,4	17,5	16,3	17,1	16,4	17,3	15,9	17,8	11,6
CFTC	5,0	4,6	4,8	5,2	5,4	5,7	5,5	5,7	6,2	5,9
CGT	10,4	12,8	11,1	13,2	11,6	13,1	12,7	13,7	12,6	18,5
CGT-FO	10,3	10,2	10,2	9,9	9,8	10,4	10,6	10,4	10,5	11,6
Syndicats non confédérés	7,8	9,7	7,7	9,1	7,3	9,0	8,3	10,2	6,3	9,0
Non syndiqués	28,9	25,4	29,2	24,7	27,1	23,0	24,0	23,0	25,0	24,5
Collège unique										
CFDT	20,8	20,1	22,1	22,6	26,0	26,2	24,7	27,8	23,0	23,2
CFE-CGC	1,4	2,7	2,0	3,3	2,0	1,6	1,4	1,9	1,2	2,8
CFTC	3,4	4,0	3,8	3,7	4,0	4,2	4,7	4,1	4,9	5,3
CGT	12,4	13,3	13,3	13,5	13,8	16,0	16,6	15,8	17,0	16,4
CGT-FO	9,6	8,9	9,1	9,0	9,0	10,0	10,1	9,5	10,5	8,8
Syndicats non confédérés	5,5	6,1	5,4	4,3	5,3	5,2	6,3	5,6	7,4	6,8
Non syndiqués	46,9	45,0	44,2	43,5	40,0	36,8	36,2	35,3	36,0	36,7

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires. Ces résultats prennent en compte les élections de la délégation unique du personnel.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

Chapitre D.01

Revenus et Salaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2004.

2 Effectifs et masse des salaires bruts en 2004 – France entière.

3 Salaires bruts annuels moyens en 2004 – France entière.

4 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

5 Prélèvements sociaux sur les salaires.

6 Salaire minimum interprofessionnel de croissance Smic (moyennes annuelles).

7 Proportion de salariés payés au Smic selon l'activité économique au 1er juillet.

8 Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2004.

9 Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2004.

10 Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004.

11 Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004.

12 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

13 Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles).

14 Structure des coûts de la main-d'œuvre.

15 Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000.

16 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats en 2000.

1

○ Présentation

En 2004, dans les entreprises du secteur privé et semi-public, le salaire mensuel moyen pour un travail à temps complet s'élève à 2 440 euros en brut et à 1 849 euros nets de tous prélèvements à la source. Compte tenu de la hausse des prix à la consommation de 2,1 % en moyenne en 2004, le salaire net moyen reste stable, en euros constants, entre 2003 et 2004, après une diminution de 0,3 % entre 2002 et 2003.

La durée du travail ne variant pratiquement pas en 2004, les salaires horaires évoluent au même rythme que les salaires annuels (+ 0,6 % en brut et + 0,1 % en net pour les salariés à temps complet).

Le Smic brut, tout comme le Smic net, progressent en euros constants de 3,5 % par rapport à 2003.

Sous l'effet de cette forte progression du Smic, qui se diffuse essentiellement dans le bas de la hiérarchie salariale, l'éventail des salaires se resserre légèrement : le premier décile augmente ainsi de 0,5 % en euros constants, tandis que le salaire médian recule de 0,4 % et le dernier décile de 0,2 %.

Parmi les salariés à temps complet ayant travaillé l'ensemble des deux années 2003 et 2004 dans le même établissement, 58 % ont vu leur salaire progresser plus vite que l'inflation et 42 % moins vite. Leur évolution salariale moyenne est de + 2,0 % en euros constants, la médiane se situant à + 1,0 %.

En 2004, un agent de la fonction publique d'État perçoit en moyenne un salaire brut de 2 500 euros par mois, dont 14,5 % sous forme de primes et rémunérations annexes. Déduction faite des prélèvements sociaux, le salaire net moyen est de 2 108 euros par mois, ce qui représente une augmentation entre 2003 et 2004 de 1,7 % en euros courants.

Compte tenu d'une hausse des prix moyenne de 2,1 % en 2004, le salaire net moyen diminue de 0,4 % en euros constants pour l'ensemble des agents. L'évolution du salaire moyen est sensible aux promotions et avancements des personnes en place, mais aussi aux départs, notamment en retraite, et aux recrutements. La rémunération moyenne des personnes présentes en 2003 et 2004 quant à elle, progresse de 3,6 % en euros courants, soit + 1,4 % en euros constants.

En 2004, le salaire net médian des agents titulaires s'établit à 1 927 euros par mois. Les écarts de salaires entre catégories socioprofessionnelles se resserrent.

En France métropolitaine, la moitié de la population a un niveau de vie inférieur à 15 770 euros en 2004. Pour 10 % de la population, ce niveau de vie est inférieur à 9 040 euros et a contrario, 10 % dispose d'un niveau de vie supérieur à 28 360 euros en 2004. Le rapport entre les niveaux de vie les plus élevés et les plus faibles est ainsi de 3,14. Sur 100 euros de revenu déclaré par un ménage, 66 sont d'origine salariale, 23 proviennent de retraites, pensions et rentes, 7 de revenus de professions indépendantes et 4 d'autres revenus (patrimoine).

2

○ Méthodologie

Revenu des ménages

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée tous les ans de 1996 à 2004. Cette enquête s'appuie sur les déclarations fiscales d'un échantillon de 36 000 ménages depuis l'enquête de 2002. Les résultats sont donc basés sur les revenus déclarés au fisc qui, notamment, ne comprennent pas les revenus du patrimoine exonérés d'impôts. De nos jours, la quasi-totalité de la population remplit une déclaration fiscale et se trouve donc couverte par cette source.

Salaires et gains

Les tableaux donnant les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs aux administrations fiscale, sociale et à l'Insee. Le champ de l'exploitation des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf les agents des organismes de l'État titulaires ou non, les services domestiques et les activités extra-territoriales. Symétriquement les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles sont inclus dans l'exploitation, même s'ils relèvent du régime social agricole. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privé et semi-public. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'Unedic et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des Administrations publiques et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les résultats présentés ici excluent en outre les agents des collectivités territoriales, les apprentis, les stagiaires et les titulaires d'emplois aidés. À partir de 2002, dans les tableaux présentés ci-après tirés des DADS, il est fait référence au salaire brut. Celui-ci concerne l'intégralité des sommes perçues par le salarié au titre de son contrat de travail, avant toute déduction de cotisations obligatoires. Il intègre donc, en particulier l'intéressement et la participation.

L'enquête annuelle Acemo permet de connaître la décomposition de la masse salariale brute versée par établissement par grande catégorie professionnelle et par sexe : salaire de base, heures supplémentaires, primes - hors intéressement et participation. Elle fournit en outre des informations sur la part des différents types de primes et indemnités (hors intéressement et participation), en distinguant périodicité fixe et occasionnelle : primes d'ancienneté, primes fixes mensuelles, primes fixes non mensuelles liées au salaire de base, primes de montants variables liées à la performance ou bien primes exceptionnelles.

L'enquête Acemo dans les « petites entreprises » est réalisée par voie postale auprès d'un échantillon d'entreprises de moins de 10 salariés, au mois de juin de chaque année. Le taux de sondage est d'un vingtième et l'échantillon est renouvelé d'un quart chaque année. Les résultats de cette enquête annuelle sont issus de l'exploitation d'environ 40 000 questionnaires. Le concept de rémunération utilisé correspond à l'ensemble de la rémunération brute relative au mois de juin, toutes primes versées au salarié incluses (hors intéressement et participation), quel qu'en soit le rythme.

Le calcul des niveaux de gains mensuels moyens a été élaboré à partir des informations issues des déclarations annuelles de données sociales (DADS) que les entreprises adressent à l'administration. Les résultats sont issus de l'exploitation du sondage au 12ème pour les déclarations de 2002 à 2004. Les données pour cette dernière année sont semi-définitives.

Afin de se rapprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul des gains bruts a été modifié depuis les résultats portant sur l'année 2002. Le gain brut correspond à l'intégralité des traitements, salaires et gratifications perçus par le salarié, avant toute déduction des cotisations obligatoires à la charge du salarié. Il intègre dorénavant les sommes versées au titre de la participation ou de l'intéressement, ainsi que l'abondement éventuel de l'employeur à des plans d'épargne.

Pour les salariés à temps complet, les effectifs sont convertis en années-travail au prorata de leur durée de présence. Les salaires sont rapportés à cette durée. Par exemple, un salarié ayant travaillé durant six mois et ayant perçu 10 000 euros compte pour 0,5 année-travail rémunérée à 20 000 euros par an pour le calcul des salaires moyens. Les évolutions de rémunérations issues des DADS étudiées ici portent ainsi sur l'ensemble des salariés à temps complet ayant reçu une rémunération au cours de 2003 ou de 2004.

Salaires de la Fonction publique de l'État

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État et sur le niveau de leurs primes et indemnités. Celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice majoré de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire de la fonction publique, à fin 2005, va d'un minimum (275) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Au traitement brut il faut ajouter éventuellement, une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et un supplément familial pour enfants à charge pour obtenir le salaire brut. À celui-ci, on déduit la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil : 288) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux Assedic), la contribution sociale généralisée (CSG) et, depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) pour arriver au salaire net.

De plus, un indice des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Cet indice prend en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités.

Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Coût de la main-d'œuvre

Les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre sont des enquêtes obligatoires, quadriennales et coordonnées au niveau européen. Elles existent depuis 1966 et, depuis 1999, elles s'inscrivent dans un cadre réglementaire européen. Ces enquêtes sont réalisées en alternance avec les enquêtes de la structure des salaires.

Le règlement européen du 9 mars 1999 stipule qu'il convient d'actualiser régulièrement les statistiques sur les salaires et les coûts pour tenir compte des changements intervenant dans la structure de la main-d'œuvre, la répartition des salaires et la composition des dépenses des entreprises au titre des salaires et des cotisations patronales. La dernière enquête réalisée se rapporte à 2004.

Pour chaque enquête, un règlement de la Commission européenne fournit la liste des variables à envoyer à Eurostat, le champ de l'enquête détaillé selon chaque variable, ainsi que les modalités d'envoi. Par contre, chaque pays est libre d'organiser comme il l'entend la collecte des informations, du moment que les réponses respectent certaines normes de qualité. En France, la collecte de l'information demandée s'est faite pour partie grâce à une enquête adressée à un échantillon d'établissements et pour partie grâce à l'information recueillie dans les DADS. Les établissements interrogés dans les enquêtes sont un échantillon d'établissements des entreprises de plus de 10 salariés, implantées en France métropolitaine, des secteurs de l'industrie (y compris l'énergie), de la construction, du commerce et des services du secteur privé et de la santé. En 2004, le nombre d'établissements constituant l'échantillon s'élève à 21 500. Le tirage de l'échantillon d'établissement respecte un principe d'interrogation alternée avec les autres enquêtes pour les établissements ayant moins de 500 salariés. En revanche, tous les établissements de 500 salariés ou plus sont interrogés.

3 ○ Définitions

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales (déductions faites des subventions reçues et des allègements), conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales, impôts et taxes.

Gains

Voir dans la méthodologie « Salaires et gains ».

Niveau de vie des individus

Revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.
Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Poste

Dans la source DADS, un poste correspond au cumul des lignes « salarié » d'un même salarié dans un même établissement, que ces lignes correspondent à des périodes d'emploi distinctes (exemple : emploi saisonnier) ou à des périodes d'emploi identiques (exemple : une ligne prime et une ligne salaire). Un salarié ayant travaillé dans deux établissements différents au cours de l'année se retrouve dans deux postes différents.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).
Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du Smic dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice majoré variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute en fonction également de l'indice de rémunération.
Les échelles indiciaires ont été modifiées à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points uniformes d'indice. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.
L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).
Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenu initial d'un ménage

Revenu déclaré au fisc, dans lequel on a réintégré la CSG déductible prélevée sur les revenus d'activité et de

remplacement. Il s'agit donc du revenu avant prestations et impôts. Les revenus déclarés comprennent les revenus d'activité indépendante ou salariée, les indemnités de chômage (y c. l'ASS), les pensions (retraites, invalidité et alimentaires) et les revenus du patrimoine mentionnés sur la déclaration fiscale (en particulier les revenus soumis à prélèvement libératoire).

Revenu avant impôts

Revenu initial augmenté des prestations sociales (prestations familiales, allocations logement et minima sociaux). Les prestations familiales comprennent les allocations familiales et d'autres prestations généralement soumises à conditions de ressources (APJE, APE, PAJE hors PAJE CMG (la PAJE Complément Mode de Garde n'est pas comprise ; en revanche sont comprises la PAJE naissance, la PAJE de base, la PAJE CLCA (complément de libre choix d'activité)), complément familial, AES, ASF, ARS). Les minima sociaux incluent ici le minimum-vieillesse, le RMI, l'API, l'AAH et son complément.

Revenu disponible

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. Quatre impôts sont généralement pris en compte : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS).

Smic

Le salaire minimum interprofesionnel de croissance (Smic) est le salaire horaire minimum légal en France métropolitaire ainsi que dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il a été institué par une loi du 2 janvier 1970 et il a pris, avec le minimum garanti, la succession du Smig (salaire minimum interprofessionnel garanti) créé en 1950.

Le Smic est revalorisé au 1er juillet de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice pour les « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé, hors tabac »), à laquelle on ajoute la moitié de la croissance du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier (SHBO). Il est également revalorisé à chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix (hors tabac). Le gouvernement peut aussi ajouter « un coup de pouce » à ces augmentations.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement et des divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et Patrimoine des ménages » de l'Insee.

Organismes :

- Direction générale des Impôts ;
- Insee ;
- Eurostat ;
- Journal officiel ;
- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

Sites Internet :

- www.travail.gouv.fr
- www.insee.fr
- epp.eurostat.ec.europa.eu
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement

– ***Direction des Relations du Travail***

– « Le salaire », Collection *Transparences*, février 2006.

– ***Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques***

Premières informations, Premières synthèses.

Insee

Insee-Références :

- France, portrait social, édition 2006 ;
- Données sociales : la société française, édition 2006 ;
- Les revenus d'activité des indépendants, édition 2006 ;
- Les revenus et le patrimoine des ménages, édition 2006 ;
- Les salaires en France, édition 2006.

Insee-Première :

- « Les salaires des agents de l'État en 2004 », n° 1094, juillet 2006 ;
- « Les indépendants », n° 1084, juin 2006 ;
- « Les comptes de la Nation en 2005 - Dynamisme de la consommation et de l'investissement, ralentissement de la consommation publique », n° 1077, mai 2006 ;
- « L'épargne en entreprise - Résultats de l'enquête Patrimoine 2004 », n° 1072, mars 2006 ;
- « Les salaires dans les entreprises en 2004 », n° 1067, février 2006 ;
- « Les salariés à temps complet travaillent 1 650 heures dans l'année », n° 1066, février 2006 ;
- « Le patrimoine national en 2003 », n° 1057, janvier 2006 ;
- « Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne », n° 970, juin 2004 ;
- « Évolution des niveaux de vie de 1996 à 2001 », n° 947, février 2004.

Insee-Résultats, Série Société :

- « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 2004 », n° 53, juillet 2006 ;
- « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus en 2004 », n° 43, novembre 2005 ;
- « Le coût de la main-d'œuvre en 2000 », n° 36, octobre 2004.

Économie et Statistique :

- « Les carrières salariales par cohorte de 1967 à 2000 », Malik Koubi, nos 369-370, juillet 2004.

Eurostat

Statistiques en bref, Thème 3 :

- « Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre 2000 – États membres et Pays candidats », n° 18, 2003.

TABLEAU D.01-1

Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête revenus fiscaux) — *Unité* : Euro

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Répartition des ménages (%)	Revenu déclaré par le ménage	Revenu disponible du ménage	Niveau de vie des individus du ménage
Agriculteurs sur petite exploitation	0,6	30 360	29 020	14 480
Agriculteurs sur moyenne exploitation	0,3	22 570	22 760	12 540
Agriculteurs sur grande exploitation	0,6	31 410	29 760	14 470
Artisans	2,3	37 130	34 100	18 000
Commerçants et assimilés	1,7	39 940	35 640	19 910
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,5	105 390	83 040	40 630
Professions libérales	0,9	106 360	80 790	43 480
Cadres de la fonction publique	1,1	57 750	50 870	27 880
Professeurs, professions scientifiques	1,8	50 930	44 970	27 210
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,7	36 710	33 580	21 800
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	2,8	59 640	51 670	28 540
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	3,6	55 240	49 550	26 760
Instituteurs et assimilés	1,4	32 920	30 960	19 390
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social	1,8	34 710	32 160	20 200
Clergé, religieux	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	1,2	35 530	33 440	19 060
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	4,2	35 340	33 060	19 900
Techniciens	3,5	34 830	33 250	18 550
Contremaîtres, agents de maîtrise	2,1	37 700	35 840	18 600
Employés civils et agents de service de la fonction publique	3,6	23 550	23 960	14 880
Policiers et militaires	1,8	29 750	29 510	16 310
Employés administratifs d'entreprises	2,2	25 270	24 830	16 700
Employés de commerce	1,6	19 100	20 270	13 550
Personnels des services directs aux particuliers	2,0	16 500	18 470	12 280
Ouvriers qualifiés de type industriel	4,5	28 990	29 140	15 380
Ouvriers qualifiés de type artisanal	4,8	25 850	26 480	14 520
Chauffeurs	2,3	26 590	27 330	14 260
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	1,6	27 120	27 500	14 720
Ouvriers non qualifiés de type industriel	2,9	21 120	22 990	13 040
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	1,8	19 480	22 370	12 140
Ouvriers agricoles	0,6	20 000	22 270	12 130
Anciens agriculteurs exploitants	2,8	17 630	16 940	12 600
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	3,4	24 790	22 770	16 740
Anciens cadres	4,4	44 150	38 090	26 640
Anciennes professions intermédiaires	6,4	29 210	26 880	19 000
Anciens employés	7,4	18 290	18 410	14 870
Anciens ouvriers	11,5	19 020	19 620	13 510
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	0,3	7 530	13 300	8 440
Personnes sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)	0,9	23 000	25 730	15 390
Personnes sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)	1,9	17 510	17 300	15 220
Ensemble	**100,0**	**30 520**	**28 940**	**18 030**

(1) Le champ retenu est la population des ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante et dont le revenu déclaré du ménage est positif ou nul. Depuis la version rétropolée de l'ERF 2002, les enquêtes sur les revenus fiscaux utilisent les données du recensement annuel de la population. Le revenu des ménages tient compte désormais des revenus soumis à prélèvement libératoire.

TABLEAU D.01-2

Effectifs et masse des salaires bruts en 2004 (1) - France entière

Source : Insee (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Masse des salaires bruts (millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	317 070	4 174
Industries agricoles et alimentaires	B0	689 481	12 534
Habillement, cuir	C1	106 710	1 935
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	223 442	5 587
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	165 028	5 629
Industries des équipements du foyer	C4	194 869	4 071
Industrie automobile	D0	303 132	8 560
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	136 350	4 534
Industries des équipements mécaniques	E2	463 122	11 270
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	233 926	7 330
Industries des produits minéraux	F1	177 981	4 161
Industrie textile	F2	101 942	1 989
Industrie du bois et du papier	F3	185 159	4 050
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	374 079	9 781
Métallurgie et transformation des métaux	F5	455 663	10 394
Industries des composants électriques et électroniques	F6	195 779	5 248
Production de combustibles et de carburants	G1	26 589	1 068
Eau, gaz, électricité	G2	233 224	7 068
Construction	H0	1 475 046	27 844
Commerce et réparation automobile	J1	479 900	9 057
Commerce de gros	J2	1 185 221	28 240
Commerce de détail, réparation	J3	2 061 572	27 648
Transports	K0	1 285 586	26 855
Activités financières	L0	817 604	26 658
Activités immobilières	M0	419 031	7 809
Postes et télécommunications	N1	613 007	13 932
Conseils et assistance	N2	1 563 417	44 987
Services opérationnels	N3	2 801 745	27 908
Recherche et développement	N4	146 788	4 794
Hôtels et restaurants	P1	1 254 726	13 243
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	473 780	7 502
Services personnels et domestiques	P3	190 132	2 291
Éducation	Q1	336 318	5 406
Santé, action sociale	Q2	2 645 765	49 714
Administration publique	R1	342 001	8 675
Activités associatives et extra-territoriales	R2	343 938	5 617
Total		**23 019 123**	**447 436**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris Dom.

TABLEAU D.01-3

Salaires bruts annuels moyens en 2004 (1) - France entière

Source : Insee (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : Euro
Effectifs : Millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle				
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	176,8	21 278	21 871	18 909	54 111	32 515	20 393	20 183	18 384
Industries agricoles et alimentaires	B0	448,0	25 195	27 188	21 380	57 320	31 651	19 350	22 204	18 919
Habillement, cuir	C1	76,8	23 204	29 765	20 531	58 243	30 610	21 245	18 373	16 693
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	148,0	33 275	35 382	29 874	52 268	32 277	23 695	25 710	20 331
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	123,9	41 111	45 816	36 709	68 198	37 889	27 713	27 335	21 538
Industries des équipements du foyer	C4	147,4	25 601	27 204	22 253	53 633	30 357	21 595	21 164	18 670
Industrie automobile	D0	242,0	32 493	33 316	28 009	62 207	34 461	27 513	25 624	24 015
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	112,2	38 275	39 163	32 688	61 584	36 134	28 857	27 645	21 765
Industries des équipements mécaniques	E2	358,7	29 157	29 606	26 016	54 730	31 220	23 284	23 214	20 186
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	183,6	37 466	40 451	29 105	57 966	30 182	25 302	22 796	19 545
Industries des produits minéraux	F1	143,2	27 739	28 445	23 969	58 454	32 918	23 363	23 852	19 932
Industrie textile	F2	79,2	23 724	26 655	19 960	54 830	29 481	20 846	19 852	17 687
Industrie du bois et du papier	F3	146,3	26 017	26 705	23 046	58 046	32 750	22 833	22 657	18 710
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	299,1	30 462	32 053	25 366	61 333	33 430	24 614	23 853	20 198
Métallurgie et transformation des métaux	F5	355,9	27 053	27 738	23 174	54 968	32 160	23 414	23 753	19 813
Industries des composants électriques et électroniques	F6	150,0	31 806	35 607	24 433	56 027	31 042	24 435	22 757	19 574
Production de combustibles et de carburants	G1	23,3	44 054	44 969	37 759	71 567	42 779	35 850	35 966	25 355
Eau, gaz, électricité	G2	166,6	37 019	37 811	33 371	64 985	34 443	26 079	31 891	24 493
Construction	H0	1 072,4	24 780	24 740	25 365	54 626	31 738	22 285	21 655	18 297
Commerce et réparation automobile	J1	340,0	24 972	25 512	22 234	53 945	30 474	19 306	20 536	18 421
Commerce de gros	J2	840,9	31 523	33 339	27 270	60 303	31 030	21 322	21 248	18 546
Commerce de détail, réparation	J3	967,8	22 249	24 432	20 305	45 108	25 565	18 271	20 077	17 822
Transports	K0	923,1	26 641	27 031	24 871	53 296	29 774	22 637	22 953	19 674
Activités financières	L0	566,8	42 309	52 320	33 297	68 374	31 721	26 241	27 661	22 375
Activités immobilières	M0	230,3	29 466	33 662	25 367	60 222	29 922	20 994	21 975	18 286
Postes et télécommunications	N1	459,2	28 247	31 181	24 616	45 964	27 325	20 680	21 171	21 144
Conseils et assistance	N2	1 030,9	39 996	45 579	31 599	57 398	28 971	22 221	22 103	18 899
Services opérationnels	N3	1 062,7	21 944	22 380	21 043	52 896	27 952	18 945	20 343	17 405
Recherche et développement	N4	113,9	39 581	43 667	33 868	48 116	28 701	26 041	24 934	20 070
Hôtels et restaurants	P1	501,0	21 041	22 312	19 202	44 323	25 777	18 015	19 514	18 248
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	174,0	32 628	35 637	28 172	51 658	32 305	20 025	21 819	18 889
Services personnels et domestiques	P3	94,5	19 051	23 158	17 623	44 614	25 089	17 278	18 537	16 071
Éducation	Q1	139,3	28 568	32 760	25 059	48 176	26 972	19 144	20 640	16 978
Santé, action sociale	Q2	1 508,2	26 277	29 658	24 991	54 204	29 250	20 692	21 512	10 687
Administration publique	R1	245,4	31 031	35 985	28 751	47 059	29 008	24 481	24 194	23 138
Activités associatives et extra-territoriales	R2	152,9	28 288	32 030	25 790	48 127	26 484	20 912	21 238	15 345
Ensemble		**13 804,4**	**28 581**	**30 486**	**25 337**	**56 106**	**30 005**	**20 557**	**22 343**	**18 456**

(1) Champ : salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; y compris Dom.

TABLEAU D.01-4

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : Insee (DADS) — *Unité* : Euro

Déciles (2)	2002			*r* 2003			2004		
	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**
D1	11 974	10 907	**11 527**	12 218	11 114	**11 744**	12 511	11 430	**12 055**
D2	13 451	12 098	**12 894**	13 739	12 335	**13 158**	14 018	12 680	**13 466**
D3	14 804	13 131	**14 173**	15 124	13 405	**14 464**	15 409	13 745	**14 753**
D4	16 249	14 288	**15 555**	16 598	14 571	**15 875**	16 892	14 893	**16 166**
D5	17 932	15 695	**17 142**	18 322	16 002	**17 497**	18 622	16 310	**17 802**
D6	20 054	17 410	**19 098**	20 463	17 748	**19 494**	20 805	18 073	**19 813**
D7	22 980	19 572	**21 687**	23 460	19 951	**22 128**	23 850	20 299	**22 498**
D8	27 759	22 560	**25 818**	28 286	23 005	**26 340**	28 769	23 425	**26 788**
D9	37 448	28 275	**34 206**	38 119	28 877	**34 841**	38 832	29 436	**35 513**
D9/D1	3,12	2,59	**2,97**	3,13	2,60	**2,96**	3,10	2,57	**2,94**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er janvier 1996).
(2) En 2004, 10 % des salariés des entreprises privées, publiques et des hôpitaux ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 12 055 euros, 20 % inférieur à 13 466 euros, etc.

TABLEAU D.01-5

Prélèvements sociaux sur les salaires

Source : Insee — *Unité* : % du salaire brut

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Cotisations des salariés, CSG et CRDS (1) :									
Taux de cotisation sur la partie du salaire									
inférieure au plafond de la sécurité sociale (non cadres)	18,0	20,9	21,0	21,0	20,9	20,9	21,2	21,2	21,4
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	12,5	18,1	19,7	19,7	19,4	19,1	19,4	19,4	19,6
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	9,5	14,2	16,0	16,1	16,1	16,1	16,1	16,1	16,2
Plafond sécurité sociale (mensuel brut en euros)	1 664,7	1 981,1	2 205,9	2 241,0	2 279,1	2 352,0	2 432,0	2 476,0	2 516,0
Cotisations patronales (2) :									
Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	37,9	29,8	22,6	22,6	22,2	22,4	21,5	19,3	16,8
Taux de cotisation sur la partie du salaire									
inférieure au plafond de la sécurité sociale (3) (non cadres)	37,9	39,6	40,8	40,8	40,4	40,6	41,0	41,4	41,5
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	35,1	38,5	40,8	40,8	40,5	40,6	41,1	41,5	41,6
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	22,3	32,7	35,3	35,3	35,4	35,4	35,4	35,7	35,9

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux Assedic, à la CSG et à la CRDS.
(2) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux Assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(3) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU D.01-6

Salaire minimum interprofessionnel de croissance Smic (moyennes annuelles)

Source : Journal officiel — *Unité* : Euro par heure

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Métropole :								
Smic brut (1)	5,53	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01	7,40	8,03
Minimum garanti brut	2,68	2,81	2,83	2,88	2,93	2,98	3,03	3,11
Départements d'outre-mer :								
Antilles, Guyane, Réunion (Smic brut) (1)	5,11	6,17	6,31	6,54	6,75	7,01	7,40	8,03
Métropole :								
Smic net (2)	4,40	4,85	4,98	5,17	5,34	5,52	5,84	6,30

(1) Au 1er juillet 2006, le montant horaire brut est de 8,27 euros.
(2) Au 1er juillet 2006, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 6,49 euros.

TABLEAU D.01-7

Proportion de salariés payés au Smic selon l'activité économique au 1er juillet (1)

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares)
(Enquêtes Acemo sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Unité : %

Activité économique	NES 16	NES 36	2000	2001	(2) 2002	(2) 2003	2004	2005
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**21,2**	**23,1**	**18,9**	**17,4**	**20,2**	**23,9**
Industries des biens de consommation	**EC**		**12,7**	**13,8**	**13,0**	**13,8**	**13,7**	**14,4**
Habillement , cuir		C1	32,2	34,0	...	...	35,5	30,9
Édition, imprimerie, reproduction		C2	6,6	9,2	...	...	10,3	13,1
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,2	1,1	...	...	1,7	3,3
Industries des équipements du foyer		C4	12,2	13,6	...	...	15,3	16,3
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**1,5**	**1,7**	**0,5**	**0,8**	**1,9**	**2,2**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**4,3**	**4,1**	**4,8**	**5,1**	**5,3**	**5,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	3,0	1,8	...	...	1,5	1,3
Industries des équipements mécaniques		E2	4,3	4,7	...	...	6,6	7,1
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	4,8	4,2	...	...	5,1	5,5
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,5**	**8,7**	**11,0**	**10,9**	**12,1**	**12,2**
Industries des produits minéraux		F1	8,5	8,3	...	...	10,4	10,8
Industrie textile		F2	17,9	20,6	...	...	22,1	29,6
Industries du bois et du papier		F3	11,9	13,7	...	...	17,5	14,2
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	6,7	6,2	...	...	8,7	10,1
Métallurgie et transformation des métaux		F5	6,9	7,3	...	...	11,6	11,1
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,3	5,0	...	...	10,7	9,6
Énergie	**EG**		**0,3**	**0,2**	**1,4**	**0,3**	**0,4**	**0,1**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,3	—	...	...	0,2	0,1
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,2	...	...	0,5	0,2
Construction	**EH**	**H0**	**12,3**	**11,5**	**15,4**	**13,6**	**14,1**	**15,4**
Commerce	**EJ**		**19,0**	**18,9**	**19,4**	**18,2**	**22,9**	**24,0**
Commerce et réparation automobile		J1	14,9	15,2	...	...	14,9	16,0
Commerce de gros		J2	9,1	9,2	...	...	11,6	12,3
Commerce de détail		J3	26,8	26,6	...	...	32,2	33,4
Transports	**EK**	**K0**	**5,6**	**5,5**	**8,2**	**7,3**	**10,7**	**12,2**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2,2**	**2,3**	**2,6**	**2,8**	**2,2**	**2,9**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**16,0**	**14,6**	**13,2**	**11,5**	**16,5**	**16,4**
Services aux entreprises	**EN**		**10,1**	**9,9**	**9,7**	**9,7**	**10,4**	**12,4**
Postes et télécommunications		N1	0,5	7,7	...	...	0,9	0,8
Conseil et assistance		N2	5,9	5,4	...	...	6,6	6,5
Services opérationnels		N3	22,9	17,5	...	...	23,9	31,1
Recherche et développement		N4	1,7	1,3	...	...	0,8	0,7
Services aux particuliers	**EP**		**33,9**	**35,9**	**32,5**	**33,7**	**38,8**	**39,9**
Hôtels et restaurants		P1	40,7	43,3	...	...	50,3	51,8
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	18,8	18,6	...	...	15,2	14,3
Services personnels et domestiques		P3	33,1	36,9	...	...	34,3	39,0
Education, santé, action sociale	**EQ**		**15,4**	**14,8**	**15,5**	**10,1**	**12,0**	**13,0**
Éducation		Q1	9,2	8,2	...	...	7,4	7,5
Santé, action sociale		Q2	17,2	16,7	...	...	13,7	14,9
Administration (activités associatives)		R2	18,4	22,9	16,4	16,4	15,9	19,6
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**13,6**	**13,9**	**14,0**	**13,4**	**15,6**	**16,8**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	9,2	9,8	9,9	9,8	10,7	11,4
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	9,9	10,2	11,2	10,7	11,5	12,4
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	15,6	16,0	15,6	14,8	17,6	19,0

(1) Champ Acemo : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire.
(2) Du fait de l'apparition de différents niveaux de garantie mensuelle de rémunération (G.M.R.), une enquête Smic spéciale, effectuée sur un nombre restreint d'entreprises, a été nécessaire en juillet 2002 et en juillet 2003 : les données ne sont pas fiables au niveau des secteurs d'activité NES 36.

TABLEAU D.01-8

Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2004 (1)

Sources : Insee (DADS), Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement-Dares (Enquête Acemo sur les petites entreprises) *Unité* : Euro

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Entreprises de moins de 10 salariés juin 2004			Ensemble des entreprises moyenne 2004		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 690**	**1 540**	**1 680**	**1 820**	**1 530**	**1 780**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 750	1 540	1 730	1 930	1 550	1 850
Construction	EH	1 670	1 440	1 670	1 770	1 500	1 770
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 700	1 530	1 690	1 890	1 550	1 830
Commerce	EJ	1 750	1 450	1 740	1 700	1 480	1 670
Transports	EK	1 670	1 550	1 660	1 880	1 650	1 870
Services	EL à ER	1 690	1 540	1 660	1 530	1 220	1 440
Gains mensuels des employés		**1 770**	**1 640**	**1 680**	**1 750**	**1 670**	**1 690**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 860	1 530	1 620	2 220	1 890	1 970
Construction	EH	2 020	1 630	1 740	2 020	1 830	1 860
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 890	1 550	1 650	2 200	1 880	1 950
Commerce	EJ	1 860	1 760	1 800	1 640	1 530	1 570
Transports	EK	1 830	1 580	1 670	1 960	1 750	1 840
Services	EL à ER	1 700	1 670	1 680	1 730	1 690	1 710
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 270**	**2 050**	**2 180**	**2 600**	**2 290**	**2 480**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 300	1 950	2 220	2 740	2 430	2 660
Construction	EH	2 250	1 850	2 210	2 600	2 310	2 570
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 270	1 930	2 210	2 720	2 420	2 650
Commerce	EJ	2 320	2 090	2 200	2 500	2 180	2 390
Transports	EK	2 230	1 960	2 090	2 470	2 250	2 410
Services	EL à ER	2 280	2 120	2 210	2 500	2 270	2 380
Gains mensuels des cadres		**3 170**	**2 750**	**3 050**	**5 160**	**3 990**	**4 850**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	3 140	2 550	3 040	5 170	4 150	4 970
Construction	EH	2 670	2 320	2 650	4 980	3 880	4 870
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 900	2 490	2 850	5 140	4 130	4 950
Commerce	EJ	2 980	2 970	2 970	5 230	4 050	4 960
Transports	EK	3 180	2 710	3 040	4 630	3 540	4 440
Services	EL à ER	3 300	2 790	3 130	5 170	3 960	4 800
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 070**	**1 890**	**2 010**	**2 610**	**2 120**	**2 440**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 040	1 700	1 960	2 670	2 120	2 570
Construction	EH	1 820	1 760	1 810	2 200	2 200	2 100
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 900	1 720	1 880	2 560	2 130	2 450
Commerce	EJ	1 930	2 000	1 940	2 520	1 920	2 260
Transports	EK	2 120	1 850	2 010	2 250	2 050	2 240
Services	EL à ER	2 290	1 920	2 110	3 060	2 210	2 540

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures à 2002. Afin de se raprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-9

Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2004 (1)

Ensemble des entreprises pour le niveau des gains, entreprises de 10 salariés ou plus pour la décomposition de la masse salariale.

Sources : Insee (DADS), Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement-Dares (Enquête annuelle Acemo)

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Gain moyen en 2004 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 780**	**85,6**	**1,7**	**12,7**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 850	81,8	1,3	16,9	**100,0**
Construction	EH	1 770	89,8	2,7	7,5	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 830	83,2	1,5	15,3	**100,0**
Commerce	EJ	1 670	88,5	1,5	10,0	**100,0**
Transports	EK	1 870	81,2	3,3	15,5	**100,0**
Services	EL à ER	1 440	88,8	0,7	10,5	**100,0**
Gains mensuels des employés		**1 690**	**87,8**	**0,8**	**11,4**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 970	84,5	0,7	14,8	**100,0**
Construction	EH	1 860	91,7	1,7	6,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 950	85,8	0,8	13,4	**100,0**
Commerce	EJ	1 570	89,0	1,2	9,8	**100,0**
Transports	EK	1 840	85,9	0,9	13,2	**100,0**
Services	EL à ER	1 710	89,5	0,5	10,0	**100,0**
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 480**	**85,7**	**0,9**	**13,4**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 660	83,0	0,9	16,1	**100,0**
Construction	EH	2 570	89,4	1,3	9,3	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 650	84,1	1,0	14,9	**100,0**
Commerce	EJ	2 390	85,5	0,7	13,8	**100,0**
Transports	EK	2 410	84,7	1,2	14,1	**100,0**
Services	EL à ER	2 380	88,5	0,5	11,0	**100,0**
Gains mensuels des cadres		**4 850**	**86,8**	**0,3**	**12,9**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 970	87,7	0,1	12,2	**100,0**
Construction	EH	4 870	88,0	0,6	11,4	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 950	87,8	0,2	12,0	**100,0**
Commerce	EJ	4 960	86,0	0,3	13,7	**100,0**
Transports	EK	4 440	86,8	1,0	12,2	**100,0**
Services	EL à ER	4 800	87,8	0,2	12,0	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 440**	**86,0**	**1,1**	**12,9**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 570	82,9	1,0	16,1	**100,0**
Construction	EH	2 100	87,5	2,9	9,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 450	83,7	1,3	15,0	**100,0**
Commerce	EJ	2 260	86,6	1,2	12,2	**100,0**
Transports	EK	2 240	83,8	3,4	12,8	**100,0**
Services	EL à ER	2 540	88,3	0,5	11,2	**100,0**

(1) Les chiffres de salaires bruts, issus des DADS, ne sont pas directement comparables à ceux qui apparaissent dans les publications antérieures à 2002. Afin de se rapprocher des concepts de la comptabilité nationale, le mode de calcul du salaire brut a été modifié (cf. partie "méthodologie" du chapitre D.01).

TABLEAU D.01-10

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004

Y compris Défense

Source : Insee (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	919 330	31,55	35,81	27,89	31,64	35,99	27,98	28,84	31,84	24,58
Cadres	168 235	43,16	45,22	37,99	43,60	45,59	38,51	38,05	40,62	32,88
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	751 095	28,95	32,08	26,81	29,11	32,36	26,94	22,14	23,76	20,33
Professions intermédiaires	510 775	23,99	24,96	22,17	24,51	25,26	23,08	20,44	22,85	16,10
Employés et ouvriers	588 645	18,70	19,60	17,40	19,09	19,98	17,80	16,13	17,11	14,59
Toutes catégories	**2 018 750**	**25,89**	**27,43**	**24,02**	**26,44**	**28,02**	**24,56**	**20,06**	**21,90**	**17,09**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et à l'étranger.

TABLEAU D.01-11

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2004

Y compris Défense

Source : Insee (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Salaire net annuel (euros)	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	872 126	30 655	**17,7**	17,9	11,5	23,7	11,9
Cadres	158 243	41 767	**46,1**	49,0	12,4	49,2	38,0
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	713 883	28 191	**10,7**	10,7	10,4	13,3	8,8
Professions intermédiaires	485 811	23 466	**28,3**	30,1	16,1	33,3	19,1
Employés et ouvriers	560 194	18 279	**26,2**	27,6	15,8	31,2	18,6
Ensemble	**1 918 131**	**25 220**	**21,8**	**22,3**	**14,8**	**27,9**	**14,4**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.

TABLEAU D.01-12

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : Insee (Fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	2002			2003			2004		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	15 069,0	14 149,0	**14 494,0**	15 397,0	14 444,0	**14 815,2**	15 681,4	14 768,0	**15 161,0**
D2	17 796,0	16 772,0	**17 154,0**	18 121,0	17 036,0	**17 403,6**	18 445,0	17 421,0	**17 787,0**
D3	19 966,0	18 478,0	**19 043,4**	20 341,0	18 778,1	**19 335,0**	20 603,0	19 224,0	**19 701,0**
D4	22 101,0	19 910,0	**20 611,0**	22 475,0	20 237,0	**20 962,4**	22 742,0	20 591,0	**21 305,0**
D5	24 246,0	21 350,0	**22 387,0**	24 706,4	21 711,7	**22 767,0**	24 980,0	22 098,0	**23 125,0**
D6	26 446,0	23 058,0	**24 492,0**	26 896,0	23 436,0	**24 854,0**	27 228,0	23 856,0	**25 173,0**
D7	29 217,0	25 106,0	**26 728,0**	29 623,0	25 546,0	**27 150,0**	29 952,0	25 907,0	**27 519,0**
D8	33 401,5	27 741,0	**29 989,8**	33 768,0	28 172,9	**30 394,0**	34 176,0	28 601,0	**30 778,0**
D9	40 693,0	32 472,0	**36 233,0**	41 045,2	32 956,3	**36 691,0**	41 776,0	33 468,0	**37 266,0**
D9/D1	2,70	2,30	**2,50**	2,67	2,28	**2,48**	2,66	2,27	**2,46**
Salaire net moyen	**26 678,0**	**22 866,0**	**24 486,0**	**27 078,0**	**23 245,0**	**24 866,0**	**27 488,0**	**23 687,0**	**25 290,0**

(1) En 2004, 10 % des salariés de la fonction publique d'État ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 15 161,0 euros, 20 % inférieur à 17 787,0 euros, etc.

TABLEAU D.01-13

Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles)

Source : Insee — Indice base 100 : Décembre 1991

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Indices bruts par catégorie :								
Catégorie A	108,2	113,0	114,2	115,2	116,8	117,6	118,2	119,2
Catégorie B	109,1	114,1	115,5	116,6	118,2	119,0	119,6	120,6
Catégories C + D	110,6	116,8	118,6	120,1	122,0	122,9	123,5	123,5
Indice brut d'ensemble	**109,0**	**114,1**	**115,5**	**116,7**	**118,3**	**119,2**	**119,8**	**119,8**
Indices nets par catégorie (1) :								
Catégorie A	106,5	111,9	113,1	114,1	115,6	116,5	117,1	117,8
Catégorie B	107,3	112,9	114,2	115,3	116,9	117,7	118,3	119,1
Catégories C + D	108,8	115,3	117,0	118,5	120,3	121,2	121,8	124,9
Indice net d'ensemble (1)	**107,3**	**112,9**	**114,3**	**115,5**	**117,0**	**117,9**	**118,5**	**120,9**

(1) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU D.01-14

Structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés ou plus en 2004 - sections C à K de la NACE
établissements des entreprises de 10 salariés ou plus en 1996 et en 2000
établissements de 10 salariés ou plus en 1992
établissements de 10 salariés ou plus dans l'industrie et le bâtiment en 1988
entreprises de 10 salariés ou plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1988

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) — *Unité* : %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment					(1) Services				
	1988	1992	1996	2000	2004	1988	1992	1996	2000	2004
Salaire, primes et épargne salariale	57,6	58,4	59,7	60,2	61,6	57,8	59,9	59,5	61,2	63,8
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,0	8,0	7,4	5,0	8,6	7,6	6,6	6,4	3,3
Sécurité sociale	19,1	18,7	17,6	16,8	16,3	18,0	18,6	18,2	16,5	16,0
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse	12,3	13,2	13,1	12,2	...	12,3	13,4	14,2	12,2	...
Allocations familiales	4,7	4,2	3,0	3,2	...	4,5	4,2	3,0	3,3	...
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	1,3	1,5	1,4	...	1,3	1,0	1,0	1,0	...
Autres modes de protection sociale	8,9	9,2	9,0	8,9	11,1	9,1	9,0	8,7	9,4	9,9
dont : Assedic	3,0	3,1	3,5	3,4	2,7	3,0	3,1	3,3	3,4	2,8
Retraite complémentaire	4,9	4,9	4,4	4,2	6,5	4,8	5,0	4,3	4,5	5,4
Autres charges conventionnelles	1,0	1,3	1,1	1,3	1,8	1,3	0,9	1,1	1,5	1,7
Autres charges sociales diverses	5,0	4,6	5,7	6,7	6,1	6,5	4,9	7,0	6,5	7,1
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (euros)	2 294	2 686	2 975	3 105	3 548	2 406	2 791	3 176	3 427	3 516

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992 ; en 1996, section G à K de la NACE révisée 1, non compris transports, poste-télécommunications, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.Tout G à K en 2004.

TABLEAU D.01-15

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie (1) dans les pays de l'Union européenne (à 15) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés ou plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) — *Unité* : % du coût total

	Coût (2) direct	Rémunération (3) directe	Coût indirect	Charges (4) sociales
Allemagne	75,4	63,8	24,6	23,1
Autriche	71,7	62,7	28,3	24,4
Belgique	–	–	–	–
Danemark	88,6	73,0	11,4	7,9
Espagne	73,9	63,9	26,1	25,1
Finlande	77,8	67,0	22,2	20,7
France	**67,7**	**57,9**	**32,3**	**28,1**
France (2004)	**66,7**	**58,2**	**33,3**	**29,9**
Grèce	77,6	71,4	22,4	22,3
Irlande	84,8	74,9	15,2	13,4
Italie	67,2	61,5	32,8	30,6
Luxembourg	83,9	72,9	16,1	15,3
Pays-Bas	77,1	66,8	22,9	21,1
Portugal	79,8	71,2	20,3	19,3
Royaume-Uni	79,8	67,4	20,2	16,8
Suède	66,8	57,9	33,2	29,5
EUROPE DES 15	**73,8**	**63,5**	**26,2**	**23,8**

(1) Y.c. énergie et construction (NACE C à F).
(2) Rémunération directe et primes (journées travaillées et journées de congés), avantages en nature et épargne salariale.
(3) Pour les journées travaillées. Primes incluses.
(4) Cotisations patronales légales de sécurité sociale, protection sociale complémentaire, et prestations sociales directes.

TABLEAU D.01-16

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés ou plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		DK	(2) DE	GR	ES	FR	2004 FR	IE	IT	LU	NL	AT	PT	FI	SE	UK
COÛT HORAIRE																
Industries extractives	C	32,99	31,57	11,96	18,58	**25,31**	**26,68**	18,46	20,91	19,73	37,79	27,66	7,77	21,71	30,38	31,97
Industrie manufacturière	D	25,94	28,48	9,56	15,12	**24,69**	**29,26**	17,34	18,28	22,10	24,11	24,32	6,94	22,03	28,30	23,50
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	31,98	35,94	16,37	25,58	**28,53**	**36,73**	29,75	27,20	37,12	33,59	37,65	13,25	25,51	31,86	32,33
Construction	F	26,00	21,19	7,76	12,06	**20,51**	**25,22**	16,60	16,26	16,07	23,19	22,71	6,94	20,84	25,67	23,05
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25,22	21,33	7,62	12,00	**22,12**	**24,91**	13,77	16,88	16,66	19,48	20,91	8,10	21,66	26,19	19,68
Hôtels et restaurants	H	20,45	13,94	10,71	9,97	**18,43**	**19,39**	10,62	12,81	12,95	14,22	14,05	5,72	14,53	18,85	14,06
Transports et communications	I	28,21	///	13,27	17,14	**23,64**	**25,32**	18,10	20,31	25,08	22,11	21,93	11,30	22,97	29,24	22,50
Activités financières	J	34,90	34,70	16,34	26,72	**32,84**	**44,12**	24,58	32,16	41,91	32,79	34,42	19,01	28,34	42,92	40,11
Immobilier, location et services aux entreprises	K	29,68	///	11,33	11,85	**29,92**	**31,67**	21,49	17,91	21,56	23,06	24,81	8,09	22,91	30,78	27,11
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**27,10**	**26,34**	**10,40**	**14,22**	**25,13**	**28,67**	**17,31**	**18,99**	**24,23**	**22,99**	**23,60**	**8,13**	**22,13**	**28,56**	**23,85**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS																
Industries extractives	C	145	140	153	133	**130**	**131**	176	146	152	141	142	145	141	134	171
Industrie manufacturière	D	138	132	150	143	**128**	**123**	157	145	141	135	145	143	136	142	156
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	138	134	154	137	**119**	**124**	145	135	139	133	143	140	135	145	147
Construction	F	141	139	144	143	**135**	**120**	179	145	145	136	142	149	137	142	170
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	141	138	152	145	**133**	**124**	162	153	144	138	148	150	141	146	156
Hôtels et restaurants	H	136	142	146	144	**137**	**124**	170	150	145	141	152	150	176	143	155
Transports et communications	I	140	///	155	143	**129**	**129**	166	144	144	148	149	153	132	137	164
Activités financières	J	133	137	152	134	**125**	**115**	146	138	141	133	144	127	132	135	137
Immobilier, location et services aux entreprises	K	137	///	151	145	**129**	**121**	152	150	145	136	146	157	147	142	150
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**139**	**135**	**151**	**143**	**130**	**123**	**160**	**146**	**143**	**137**	**146**	**146**	**138**	**142**	**155**

(1) DK = Danemark, DE = Allemagne, EL = Grèce, ES = Espagne, FR = France, IE = Irlande, IT = Italie, LU = Luxembourg, NL = Pays-Bas, AT = Autriche, PT = Portugal, FI = Finlande, SE = Suède, UK = Royaume-Uni.
(2) La collecte de données relatives à l'année 2000 était facultative pour les sections I et K en Allemagne.

TABLEAU D.01-16 (suite et fin)

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 23 pays de l'Union européenne et 2 pays candidats (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : Insee-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	PL	RO	SI	SK
COÛT HORAIRE												
Industries extractives	C	2,26	12,08	4,91	4,01	4,93	3,24	2,23	7,36	2,49	11,65	3,85
Industrie manufacturière	D	1,22	9,02	3,58	2,81	3,68	2,57	2,18	3,95	1,28	8,19	3,05
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	2,51	18,98	4,78	3,51	5,34	3,40	3,60	5,73	2,32	11,10	2,75
Construction	F	1,09	9,92	3,60	2,73	2,86	2,41	2,00	4,01	1,11	7,58	2,95
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	0,96	9,82	3,89	2,68	3,09	2,28	1,78	4,03	1,10	8,73	2,64
Hôtels et restaurants	H	0,89	8,63	2,94	1,82	2,32	1,74	1,54	3,00	1,01	7,41	2,39
Transports et communications	I	1,64	12,27	4,08	3,54	4,33	3,06	3,14	4,98	2,09	10,18	3,35
Activités financières	J	2,44	15,84	6,89	6,66	7,61	4,93	4,89	6,66	3,99	14,34	4,45
Immobilier, location et services aux entreprises	K	1,12	10,51	4,18	2,99	4,07	3,00	2,63	4,83	1,31	11,21	3,26
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**1,35**	**10,74**	**3,90**	**3,03**	**3,83**	**2,71**	**2,42**	**4,48**	**1,51**	**8,98**	**3,06**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS												
Industries extractives	C	138	171	142	131	145	152	155	139	147	132	139
Industrie manufacturière	D	142	155	149	148	146	147	151	152	149	143	140
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	137	137	149	151	143	149	151	146	146	140	147
Construction	F	147	147	151	148	152	138	153	151	164	149	147
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	155	157	155	152	154	154	159	154	159	145	151
Hôtels et restaurants	H	150	149	158	154	152	152	157	153	166	145	152
Transports et communications	I	145	162	155	152	144	152	154	145	148	143	147
Activités financières	J	150	141	155	152	152	152	158	147	156	138	149
Immobilier, location et services aux entreprises	K	149	151	158	156	153	153	156	150	168	146	152
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**145**	**153**	**151**	**150**	**148**	**149**	**154**	**150**	**152**	**144**	**145**

(1) BG = Bulgarie, CY = Chypre, CZ = République tchèque, EE = Estonie, HU = Hongrie, LT = Lituanie, LV = Lettonie, PL = Pologne, RO = Roumanie, SI = Slovénie, SK = Slovaquie.

Chapitre D.02

Transferts sociaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Compte de la protection sociale - France entière.

2 Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque - France entière.

3 Prestations sociales par groupe de fonctions et dépenses de protection sociale en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne en 2003.

4 Recettes de protection sociale par type dans les pays de l'Union européenne en 2003.

5 Aide sociale relevant de la compétence du département : dépenses et bénéficiaires au 31 décembre.

6 Familles et enfants bénéficiaires, montant global des prestations familiales.

7 Prestations de protection sociale : Montants versés tous régimes et régime général ; bénéficiaires du régime général.

8 Retraites : effectifs bénéficiaires par régime au 31 décembre 2004.

9 Retraites : flux des liquidants par régime en 2004.

10 Montant moyen de l'avantage principal de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière (échantillon inter-régimes de retraités 2004).

11 Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2005 - France entière.

12 Minimum vieillesse - France entière.

13 Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre.

14 Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2005 - France entière.

1
○ Présentation

En 2005, les dépenses de protection sociale s'élèvent, hors transferts internes aux régimes de protection sociale, à 536,9 milliards d'euros. En leur sein, les prestations de protection sociale reçues par les ménages, qui représentent 94 % de ces dépenses, se montent à 505,5 milliards d'euros, en progression de 3,9 % en valeur après 5,1 % en 2004. Leur part dans le PIB (ratio habituellement dénommé « taux de redistribution sociale ») atteint 29,56 %, contre 29,33 % en 2004 et 27,68 % en 2000. Les régimes d'assurance sociale (Sécurité sociale, y compris régimes spéciaux de salariés, et Unedic) versent 81 % de ces prestations.

Le ralentissement des prestations s'explique principalement par celui des dépenses liées au risque santé, dû à une croissance plus modérée de la consommation de soins et de biens médicaux, accompagnée d'une légère augmentation de la part des dépenses restant à la charge des ménages. Prises dans leur ensemble, les prestations du risque santé-invalidité représentent 178,4 milliards d'euros en 2005, soit 35,3 % de l'ensemble des prestations de protection sociale, et 10,4 % du PIB. La plus grande partie de ces prestations est constituée des soins de santé (132,8 milliards).

La baisse des dépenses relatives au chômage et à la perte d'emploi contribue également au ralentissement du rythme de croissance de l'ensemble des prestations. Principal poste de dépenses, les indemnités de chômage sont très sensibles à la conjoncture, qui s'est améliorée en 2006 avec un taux de chômage descendu à 9,6 % fin 2005. Ces indemnités, qui atteignent 26,9 milliards d'euros, sont versées par deux régimes : l'assurance chômage, gérée et financée par les partenaires sociaux (Unedic et Assedic), et le régime de solidarité, qui relève de l'État. En 2005, les indemnités versées par le régime d'assurance ont diminué de 1,9 % en valeur, après le net ralentissement déjà enregistré en 2004. La proportion de demandeurs d'emplois indemnisés par ce régime, qui était en hausse depuis début 2000, s'est stabilisée en 2004 puis a diminué fortement pour atteindre 48,8 % fin 2005 (données brutes). Les indemnités versées par le régime de solidarité suivent, quant à elles, l'évolution du chômage avec un décalage d'environ deux ans. Leur croissance reste soutenue en 2005 (+ 2,8 % en valeur après + 3,1 % en 2004). Le nombre total de personnes indemnisées par le régime de solidarité a fortement progressé (+ 7,5 % en glissement), avec des évolutions différenciées selon les prestations : vive progression pour l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qui rompt avec la diminution observée depuis 1999, progression également pour l'allocation équivalent retraite (AER) qui remplace l'allocation spécifique d'attente (ASA) depuis 2002, mais diminution pour l'allocation d'insertion (AI).

Les préretraites enregistrent encore une diminution en 2005 (10,8 %) du fait notamment de la baisse sensible de l'allocation de remplacement pour l'emploi (Arpe) qui a vu son accès fermé depuis le 1er janvier 2003. Les montants versés au titre de l'insertion et la réinsertion professionnelle augmentent quant à eux de 1,6 % en 2005.

Les prestations relatives aux risques vieillesse - survie atteignent 222,7 milliards d'euros en 2005, soit 44,1 % de l'ensemble des prestations de protection sociale et 13,0 % du PIB. Elles augmentent de 5,0 %, soit un rythme proche de celui observé en 2004 (+ 5,2 %) qui marquait une nette accélération par rapport à 2003. Comme l'année précédente, la progression des dépenses de retraites est impulsée par le dynamisme de la retraite anticipée pour carrières longues instituée dans le cadre de la réforme des retraites issue de la loi du 21 août 2003. En deux ans, 230 000 salariés au total sont partis à la retraite en application de cette disposition ce qui a contribué pour une part importante à la hausse de l'ensemble des prestations de ce risque. La progression du nombre de retraités de droits directs de 60 ans ou plus est également sensible (+ 2,3 %). Les pensions de réversion progressent quant à elles de 5,8 %, après 4,1 % en 2004 ; cette accélération peut s'expliquer par les premiers effets de la réforme des pensions de réversion entrée en vigueur en 2005. Le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse continue de diminuer à la faveur de la maturation des régimes de retraite. Les dépenses au titre de la prise en charge des personnes âgées dépendantes, enfin, ont atteint 4 milliards d'euros en 2005, principalement au titre de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA).

En 2005, l'ensemble des prestations afférentes au risque maternité–famille s'élève à 45,4 milliards d'euros, en progression de 3,8 % en euros courants, après 4,5 % en 2004. Comme en 2004, la croissance de ces prestations est tirée par la mise en place de la Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) qui se substitue progressivement aux prestations de l'ancien système en faveur des familles avec des enfants âgés de moins de trois ou six ans.

Le montant des prestations logement reste stable en 2005 (0,1 %). Le nombre total de bénéficiaires d'allocations logement s'est stabilisé (+ 0,3 %) alors qu'il diminuait depuis 1999. La stabilité des prestations logement en 2005 s'explique en partie par l'effet en année pleine de mesures d'économies prises à partir du second semestre 2004, qui ont rendu plus stricte l'éligibilité aux aides au logement, et à une revalorisation des aides (+ 1,8 %) intervenue seulement dans la seconde partie de l'année (septembre 2005).

Enfin les prestations afférentes au risque pauvreté-exclusion restent soutenues (+ 6,4 % après + 6,1 % en 2004). Les montants versés au titre du RMI augmentent encore vivement ; les effectifs croissent de 4,7 % en glissement annuel pour atteindre 1 113 300 bénéficiaires fin 2005 (métropole, champ Cnaf, données corrigées de variations saisonnières).

Pour la première fois depuis 2001, la croissance des ressources hors transferts de l'ensemble des régimes de protection sociale (+ 4,4 % en valeur) a été en 2005 plus rapide que celle des dépenses (+ 3,6 %), mais laisse subsister un besoin de financement. Les cotisations sociales continuent à représenter les deux tiers des ressources, le reste étant constitué de ressources fiscales (notamment la CSG) et de contributions publiques.

2
○ Méthodologie

Généralités

Les comptes de la protection sociale décrivent l'intervention des régimes de protection sociale selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'origine de leurs ressources. Ces comptes sont élaborés selon la nouvelle base de la comptabilité nationale, dite « base 2000 ».

Les prestations de protection sociale sont réparties en six risques :

– **« santé »** recouvre la maladie, l'invalidité et les accidents du travail (y compris les maladies professionnelles) ;

– **« vieillesse et survie »** correspond aux pensions de droit direct, au minimum vieillesse et à d'autres prestations non contributives, ainsi qu'à l'assurance veuvage et aux pensions de réversion ;

– **« maternité et famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants, et comprend aussi certaines dépenses d'action sociale ;

– **« emploi »** : ce risque se décompose en « insertion et réinsertion professionnelle » et « chômage ». Le premier point correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle ;

– **« logement »** ;

– **« pauvreté et exclusion sociale »** comprend le revenu minimum d'insertion (RMI) et des secours accordés par le secteur associatif.

Régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

– **Régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires, imposés et contrôlés par les pouvoirs publics. Le plus important est le régime général de la sécurité sociale

(Cnamts, Cnav, Cnaf). Au sein des régimes d'assurances sociales, on distingue les régimes directs (notamment les régimes de retraite des fonctionnaires, de la Poste et de la RATP) : les prestations de ces régimes sont directement versées par l'employeur qui assure de surcroît l'équilibre du compte.

– **Régimes d'employeurs** : ce sont les régimes organisés par l'employeur sans que la législation en impose l'existence. Ils versent des prestations « extra-légales ». Celles-ci sont liées au contrat de travail en raison de conventions collectives ou d'accords d'entreprise et versées directement par l'employeur.

– **Régimes de la mutualité, de la retraite supplémentaire et de la prévoyance** : ces régimes non légalement obligatoires interviennent principalement dans le risque santé et dans le risque vieillesse-survie. Les prestations qu'ils servent complètent celles versées par les régimes d'assurance sociale.

– **Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics**

Ces régimes, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.

– **Régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**

Ils sont constitués des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de subventions. Ils interviennent essentiellement dans les risques invalidité et pauvreté-exclusion sociale.

Échantillon inter-régimes de retraités

La Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) interroge environ tous les quatre ans la quasi totalité des organismes de retraite obligatoire, de base et complémentaire afin d'obtenir des données sur les avantages de retraite versés d'un échantillon anonyme d'individus. Le rapprochement, individu par individu, des montants en provenance des différents régimes permet de reconstituer la retraite globale de chaque retraité. La première enquête a eu lieu en 1988, la seconde en 1993, les suivantes en 1997, 2001 et 2004. L'Échantillon inter-régimes de retraités a été conçu à l'origine comme un panel, c'est-à-dire que les générations appartenant à l'échantillon lors d'une vague sont ré-interrogées lors de la vague suivante. Au cours des vagues successives, la couverture de l'échantillon s'est élargie. En 1988 et 1993, respectivement quatre et cinq générations seulement avaient été sélectionnées, pour représenter les retraités âgés de 65 ans ou plus. En 1997, le champ s'est étendu aux retraités âgés de 54 ans ou plus, et douze générations étaient représentées. En 2001, en sus des deux jeunes générations entrantes, cinq nouvelles générations âgées ont été introduites, afin d'améliorer la représentativité de l'échantillon aux âges élevés. De plus les personnes nées dans les Dom sont prises en compte. En 2004, le champ est élargi aux retraités nés à l'étranger.

Statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par Eurostat établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale dans les différents États membres.

3 ❍ Définitions

Aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixées au niveau national.

Contributions publiques

Les contributions publiques sont des versements de l'État aux régimes de la protection sociale. Elles sont prélevées sur l'ensemble des recettes fiscales et ne constituent pas des recettes affectées.

Elles peuvent être décomposées en deux grandes rubriques :

– la contrepartie des dépenses des régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics non couverte par d'autres ressources ;

– les autres contributions, catégorie hétérogène regroupant essentiellement des concours ou des subventions publiques aux régimes d'assurances sociales.

Cotisations sociales

Les comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :

– **les cotisations sociales effectives** comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.

– **les cotisations imputées (ou fictives)** mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droit. Elles sont donc la contrepartie des prestations sociales versées par l'employeur (comme par exemple les retraites des fonctionnaires). Elles équivalent aux cotisations que paierait l'employeur s'il passait par un régime d'assurances sociales.

Diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

– de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;

– de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.
- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.
- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

– le régime général est le plus important ; il bénéficie à la majorité des salariés du secteur privé ;

– les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;

– le régime des artisans et professions libérales (Canam) ;

– les régimes spéciaux (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

Assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est très complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont une soixantaine regroupées au sein de l'Agirc (Association générale des institutions de retraites des cadres) et plus de 100 au sein de l'Arrco (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire

dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.
Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (Cnav) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;
- les régimes de non-salariés :

– la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (Cancava),
– la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (Organic),
– la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),
– la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),
– la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),
– la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (Cavimac).

- les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Minimum vieillesse et allocation supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur vingt âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.
Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :
– premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;
– second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.
Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, le système d'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :
– le régime d'assurance chômage, financé et géré par les partenaires sociaux (Unedic et Assedic), qui verse, pendant une durée limitée, des prestations destinées aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;
– le régime de solidarité, relevant de l'État, qui assure un revenu de remplacement aux personnes qui ne sont pas ou plus couvertes par le régime d'assurance ; ce régime s'efface au moment de l'accès aux avantages vieillesse. Il verse l'allocation spécifique de solidarité (ASS), l'allocation équivalent retraite (AER) et l'allocation d'insertion (AI).
Les préretraites-État comprennent :
– l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;
– la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;
– l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) : en contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans et ayant eu une carrière longue, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans. L'accès a cette allocation est fermé depuis le 1er janvier 2003.

Prestations familiales

- Allocations familiales (AF)

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur est majorée selon l'âge des enfants. Transitoirement mise sous condition de ressources de mars à décembre 1998, elle est de nouveau sans condition de ressources depuis janvier 1999.

- Complément familial (CF)

Cette prestation est versée sous condition de ressources aux familles de trois enfants et plus. L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans en janvier 2000.

- Allocation de rentrée scolaire (ARS)

Cette allocation est soumise à condition de ressources et à la présence d'enfants scolarisés âgés de 6 à 18 ans. Elle est versée une fois par an.

- Allocation de parent isolé (API)

Ce minimum social est versé aux personnes seules qui assument la charge d'un ou plusieurs enfants. Lorsque les enfants ont moins de 3 ans, elle est versée pendant une durée maximale d'un an. Dans le cas contraire, son versement peut se poursuivre jusqu'au 3 ans du plus jeune enfant.

- Allocation de soutien familial (ASF)

Elle est versée aux personnes isolées ayant la garde d'un enfant et aux familles ayant à leur charge un enfant orphelin de père et (ou) de mère.

- Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

Instituée par la loi de financement de la Sécurité sociale de 2004, cette prestation se substitue progressivement aux prestations de l'ancien système en faveur des familles avec des enfants âgés de moins de 3 ou 6 ans. Elle est versée aux familles ayant un enfant né ou adopté après le 1er janvier 2004. Les familles bénéficiant des anciennes prestations continuent à les percevoir jusqu'à leur terme. La Paje se compose :
– d'une prime à la naissance, sous condition de ressources : elle se substitue à l'allocation d'adoption et à la partie de l'allocation pour jeune enfant (APJE) « courte » qui était versée entre le cinquième mois de grossesse et la naissance ;
– d'une allocation de base (Paje AB), sous condition de ressources qui remplace l'ancienne APJE « longue » et la partie de l'APJE « courte » qui était versée après la naissance ;
– d'un complément de libre choix d'activité (CLCA), qui remplace l'ancienne allocation parentale d'éducation (APE) et qui est versé lorsqu'un parent cesse ou réduit son activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation de son enfant ;
– d'un complément mode de garde assistante maternelle (CMG-AM) qui se substitue à l'ancienne aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA) et prend en charge les cotisations sociales et une partie du coût de la garde ;
– d'un complément mode de garde à domicile (CMG à domicile), qui remplace l'ancienne allocation de garde d'enfant à domicile (Aged).
Dans les comptes de la protection sociale, le risque maternité-famille comporte, outre les prestations ci-dessus, les soins de santé liés à la grossesse et à l'accouchement, les indemnités journalières, les montants attribués au titre du « congé paternité », les bourses d'étude, les montants consacrés à l'action sociale et diverses prestations en nature.

Prestations logement

Les prestations logement regroupent les trois allocations logement, qui sont attribuées sous condition de ressources, et, pour un faible montant, des prestations extra-légales.

- Allocation de logement « familiale » (ALF)

Elle est destinée aux jeunes couples mariés et aux familles avec des personnes à charge (enfants, ascendant ou infirme).

- Allocation de logement « sociale » (ALS)

Depuis 1993, elle est étendue à toute personne disposant de ressources ne dépassant pas un certain plafond. Sont concernés en particulier les étudiants, les jeunes travailleurs de plus de

25 ans, les personnes âgées et les chômeurs. Elle permet ainsi de couvrir toutes les personnes non éligibles à l'ALS ou à l'APL.

- Aide personnalisée au logement (APL)

Elle s'adresse à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État, ou aux personnes accédant à la propriété (ou déjà propriétaires et ayant amélioré leur logement) et ayant contracté un prêt aidé par l'État.

Prestations de l'assurance maladie

Les prestations afférentes à ce risque comprennent l'ensemble des dispositifs qui visent à compenser les diminutions des revenus ou les augmentations de charges pour les ménages, consécutives à une détérioration de l'état de santé.

Les prestations principales sont : la prise en charge de soins de santé, les indemnités journalières, les congés maladie de longue durée.

Prestations liées à la vieillesse et à la survie

Le risque vieillesse distingue les pensions de droit direct, versées aux anciens actifs en contrepartie de leurs cotisations passées, et les prestations non-contributives, qui regroupent des prestations sous condition de ressources (minimum vieillesse) mais aussi des prestations versées au titre de la prise en charge de certaines dépenses, comme par exemple celles destinées à compenser la perte d'autonomie des personnes âgées (allocation personnalisée autonomie).

Le risque survie comprend essentiellement les pensions de réversion versées au conjoint après le décès de l'assuré.

Protection sociale

La protection sociale recouvre tous les mécanismes institutionnels, publics ou privés, prenant la forme d'un système de prévoyance collective et/ou mettant en œuvre un principe de solidarité sociale, et qui couvrent les charges résultant pour les individus ou les ménages de l'apparition ou de l'existence de certains risques sociaux identifiés (santé, vieillesse-survie, maternité-famille, emploi, logement, pauvreté-exclusion sociale). Elle implique le versement de prestations aux individus ou aux ménages confrontés à la réalisation de ces risques. Ces mécanismes compensent tout ou partie de la diminution de ressources ou de l'augmentation de charges, sans qu'il y ait contrepartie équivalente et simultanée des bénéficiaires.

La protection sociale recouvre deux types de prestations :

- Prestations sociales

Elles prennent la forme de prestations en espèces (retraites prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé par exemple), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].

- Prestations de services sociaux

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement). La principale composante est la dotation globale hospitalière.

En revanche, les prestations fiscales (exonérations ou réductions d'impôts accordées au titre d'un des risques de la protection sociale) ne rentrent pas dans le champ retenu.

Revenu minimum d'insertion

La loi sur le RMI (votée le 1er décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne âgée de plus de 25 ans, ou à toute personne âgée de moins de 25 ans ayant au moins un enfant né ou à naître. Une durée minimum de résidence en France est nécessaire pour les étrangers.

Le RMI est une allocation différentielle, versée par l'État ; il assure un certain nombre de droits connexes (droit à l'assurance maladie avec gratuité totale des soins, aides au logement spécifiques, mesures particulières pour l'emploi...).

Au 1er janvier 2006, le montant est de 433,06 euros pour une personne seule en métropole, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3ème enfant.

Au 31 décembre 2005 on comptait 1 289 500 allocataires du RMI en données brutes (tous régimes) dont 155 000 dans les Dom.

En contrepartie du versement de la prestation, le droit au RMI implique l'établissement d'un contrat d'insertion, signé entre le bénéficiaire et le représentant de l'État dans le département, dans le but de faciliter la réinsertion sociale du bénéficiaire. Le dispositif d'insertion est géré conjointement dans le département par le représentant de l'État et le Conseil général.

La loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 prévoyait un alignement progressif pour 2003 du RMI en vigueur dans les Dom sur celui de la métropole. Cet alignement a été réalisé dès 2002.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) et la Cnaf.

Organismes :

- Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités (Drees).
- Eurostat.
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse nationale d'assurance vieillesse.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (Agirc).
- Association des régimes de retraites complémentaires (Arrco).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic).

Sites Internet :

- www.sante.gouv.fr
- www.cnaf.fr
- www.ameli.fr (assurance maladie en ligne)
- www.cnav.fr
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, ministère de la Santé et des Solidarités, Drees (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques)

Chiffres et indicateurs départementaux (CID).

Documents de travail, Série Statistiques :

- « Les comptes de la protection sociale en 2005 » , à paraître ;
- « Les dépenses d'aide sociale des départements en 2004 », n° 93, mars 2006 ;
- « L 'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 2004 », n° 91, décembre 2005 ;
- « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 », n° 36, mai 2002.

Études et résultats :

- « Les prestations familiales et de logement en 2005 », n° 544, décembre 2006 ;
- « Les dépenses de l'aide sociale départementale en 2005 », n° 543, décembre 2006 ;
- « Le nombre d'allocataires du RMI au 30 septembre 2006 », n° 541, décembre 2006 ;
- « Les allocataires de minima sociaux en 2005 », n° 539, novembre 2006 ;
- « L'allocation personnalisée d'autonomie au 31 juin 2006 », n° 529, octobre 2006 ;
- « Les comptes de la protection sociale en 2005 », n° 526, octobre 2006 ;
- « Les prestations de protection sociale en 2005 », n° 523, septembre 2006 ;
- « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2005 », n° 514, août 2006 ;

– « Vingt ans de Comptes de la protection sociale en France : une rétropolation de 1981 à 2002 », n° 278, décembre 2003.
– « Perspectives et comportements en matière de retraite », *Dossiers Solidarité et Santé*, n° 3, juillet-septembre 2006.
– « Réformes de la protection sociale en Europe », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, janvier-mars 2006.

Cnaf, Direction des Statistiques, des Études et de la Recherche

– « Prestations légales. Aides au logement. Revenu minimum d'insertion au 31 décembre 2005 », 2006.
L'e-ssentiel, publication électronique :
– « Les familles nombreuses sont moins nombreuses », n° 55, novembre 2006 ;
– « L'impact de la PAJE sur le choix du mode de garde », n° 52, août 2006 ;
– « Près de 10,8 millions d'allocataires bénéficient de prestations versées par les Caf », n° 49, mai 2006 ;
– « Le nombre d'allocataires du RMI au 31 décembre 2005 », n° 47, mars 2006.

Bulletin électronique mensuel, Horizon 2015, n° 11, mai 2005 :
– « Les transferts sociaux locaux : le logement et les enfants d'abord » ;
– « Une demande de l'opinion : une politique familiale plus redistributive ».
Dossiers d'Études, 2006.

Insee

Recueil d'études sociales, Statistique publique.
Insee-Références :
– France, Portrait social, édition 2006.
– Données sociales, édition 2006.

Autres

Rapport annuel d'activité, Assedic.
Bulletin de liaison (mensuel), Unedic.
Bulletin d'information (trimestriel), Arrco.
Rapport d'activité (annuel), Arrco.
Bulletin d'information (trimestriel), Agirc.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.
Bulletin d'information de la santé, Institut de recherche et documentation en économie de la santé, n° 94, mai 2005.

TABLEAU D.02-1

Compte de la protection sociale (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
EMPLOIS						
Prestations sociales	349 325	363 893	385 143	403 512	421 546	438 310
Prestations de services sociaux	49 695	52 034	56 301	59 496	65 077	67 166
Frais de gestion	18 061	18 645	19 066	20 115	20 997	21 505
Transferts entre régimes	73 312	76 346	81 061	87 358	91 425	100 996
Frais financiers	1 220	1 370	1 378	1 408	1 468	1 169
Autres dépenses	6 268	6 984	8 294	8 472	9 094	8 748
Total des emplois	**497 881**	**519 272**	**551 243**	**580 361**	**609 608**	**637 894**
RESSOURCES						
Cotisations	284 830	299 385	312 429	323 763	333 749	345 565
Impôts et taxes affectés	82 795	89 924	92 477	94 505	83 083	91 680
Transferts entre régimes	73 261	76 287	81 010	87 358	91 425	100 996
Contributions publiques	48 438	47 414	50 064	51 625	70 615	71 531
Produits financiers	2 193	2 371	2 425	2 151	1 926	1 983
Autres recettes	14 108	14 424	14 408	14 726	16 002	16 933
Total des ressources	**505 625**	**529 804**	**552 812**	**574 127**	**596 799**	**628 689**
Solde opérations courantes	**7 745**	**10 532**	**1 570**	**– 6 234**	**– 12 808**	**– 9 205**

(1) Compte de la protection sociale, base 2000.

TABLEAU D.02-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque (1) - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Contributions publiques :						
Régime général de la sécurité sociale	1 063	566	889	938	803	832
Régimes d'indemnisation du chômage	257	145	72	136	255	225
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	38 951	38 750	41 228	43 099	62 510	64 005
Autres régimes de sécurité sociale	8 167	7 953	7 875	7 452	7 046	6 469
Total	**48 438**	**47 414**	**50 064**	**51 625**	**70 615**	**71 531**
Prestations par risque :						
Santé	**135 998**	**143 331**	**153 727**	**162 390**	**171 695**	**178 403**
Maladie	109 764	115 828	123 913	131 632	139 738	144 811
Invalidité, infirmité	19 728	20 952	22 572	23 199	24 102	25 335
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 507	6 552	7 242	7 558	7 855	8 257
Vieillesse-survie	**177 015**	**184 508**	**193 547**	**201 637**	**212 141**	**222 678**
Vieillesse	153 291	159 949	163 641	171 013	180 424	189 300
Survie	23 724	24 559	29 906	30 623	31 716	33 378
Maternité-famille	**38 511**	**39 457**	**40 826**	**41 924**	**43 796**	**45 439**
Maternité	5 067	5 220	5 655	5 840	5 907	5 856
Famille	33 444	34 237	35 171	36 083	37 889	39 583
Emploi	**28 858**	**29 708**	**33 387**	**36 795**	**37 813**	**37 327**
Insertion et réinsertion professionnelle	2 873	2 770	2 434	2 398	2 414	2 452
Chômage	25 985	26 938	30 953	34 397	35 398	34 875
Logement	**12 608**	**12 820**	**13 448**	**13 396**	**13 894**	**13 877**
Pauvreté, exclusion sociale	**6 029**	**6 104**	**6 509**	**6 866**	**7 286**	**7 752**
Total	**399 020**	**415 928**	**441 443**	**463 008**	**486 624**	**505 476**

(1) Compte de la protection sociale, base 2000.

TABLEAU D.02-3

Prestations sociales par groupe de fonctions et dépenses de protection sociale en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne en 2003 (1)

Source : Eurostat-SESPROS

Unité : % du total des prestations

	Prestations sociales par groupe de fonction						Dépenses de protection sociale (% du PIB)
	Maladie, soins de santé	Invalidité	Vieillesse, survie	Famille, enfants	Chômage	Logement, exclusion sociale	
Allemagne (incluant l'ex-RDA) *p*	27,7	7,8	42,9	10,5	8,6	2,5	30,2
Autriche	24,8	8,6	48,2	10,8	6,0	1,7	29,5
Belgique *p*	27,0	6,6	44,5	7,8	12,4	1,7	29,7
Danemark	20,5	13,5	37,2	13,2	9,8	5,7	30,9
Espagne *p*	30,7	7,4	43,8	3,0	13,3	1,7	19,7
Finlande	25,1	13,3	37,0	11,5	9,9	3,3	26,9
France *p*	**30,5**	**4,8**	**43,3**	**9,0**	**7,9**	**4,5**	**30,9**
Grèce *p*	26,5	5,1	50,8	7,3	5,7	4,6	26,3
Irlande *p*	41,8	5,1	23,2	16,0	8,4	5,6	16,5
Italie *p*	25,7	6,4	61,8	4,1	1,8	0,2	26,4
Luxembourg *p*	24,8	13,4	37,2	17,7	4,2	2,8	23,8
Pays-Bas *p*	31,4	11,1	40,3	4,9	6,2	6,2	28,1
Portugal *p*	28,8	11,5	46,2	6,5	5,5	1,6	24,3
Royaume-Uni *p*	29,6	9,4	44,9	6,9	2,7	6,5	26,7
Suède *p*	26,3	14,2	40,1	9,5	5,9	4,0	33,5
Union européenne à 15 *p*	**28,4**	**7,9**	**45,5**	**8,0**	**6,7**	**3,5**	**28,3**
Chypre (2)	25,2	3,8	49,4	8,0	5,7	7,9	16,4
Estonie *p*	31,8	9,3	44,8	10,0	1,8	2,2	13,4
Hongrie	29,7	10,3	41,3	13,0	2,8	2,9	21,4
Lettonie *p*	22,9	8,5	53,1	10,8	3,2	1,5	13,4
Lituanie *p*	29,8	9,7	47,4	7,9	1,8	3,3	13,6
Malte	26,0	6,5	52,3	5,6	6,7	2,9	18,5
Pologne *p*	20,5	12,2	58,5	4,7	4,0	0,2	21,6
République tchèque *p*	35,6	8,2	41,3	7,5	3,9	3,5	20,1
Slovaquie *p*	32,8	8,9	39,4	8,3	5,8	4,9	18,4
Slovènie *p*	32,4	8,2	45,0	8,6	3,1	2,6	24,6
Union européenne à 25 *p*	**28,3**	**8,0**	**45,7**	**8,0**	**6,6**	**3,5**	**28,0 (3)**

(1) Les prestations sociales sont des transferts, en espèces ou en nature, versés par les régimes de prestation sociale aux ménages et aux individus pour alléger la charge financière entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque.
(2) Les données pour Chypre se rapportent à 2002.
(3) Le ratio pour l'UE à 25 (non compris Chypre) est calculé sur la base des 24 pays dont les données sont disponibles en 2003.

TABLEAU D.02-4

Recettes de protection sociale par type dans les pays de l'Union européenne en 2003 (1)

Source : Eurostat-SESPROS

Unité : % du total des recettes

	Cotisations sociales		Contributions publiques	Autres recettes
	Employeurs	Personnes protégées (2)		
Allemagne (incluant l'ex-RDA) *p*	36,3	27,5	34,6	1,7
Autriche	37,6	26,2	34,5	1,7
Belgique *p*	50,1	21,9	25,7	2,4
Danemark	9,7	20,7	63,0	6,7
Espagne *p*	52,3	16,4	28,4	2,8
Finlande	39,0	10,9	44,3	5,7
France *p*	**46,1**	**20,9**	**29,7**	**3,2**
Grèce *p*	37,5	23,5	29,6	9,4
Irlande *p*	22,8	13,9	61,7	1,6
Italie *p*	43,7	14,9	39,8	1,6
Luxembourg *p*	27,3	24,2	44,5	3,9
Pays-Bas *p*	32,8	34,7	19,4	13,1
Portugal *p*	33,4	16,9	40,0	9,7
Royaume-Uni *p*	32,7	16,2	49,5	1,6
Suède *p*	40,6	8,8	48,8	1,8
Union européenne à 15 *p*	**39,0**	**21,0**	**36,9**	**3,1**
Chypre (3)	...	26,6	48,4	14,8
Estonie *p*	79,2	0,6	20,1	0,1
Hongrie	43,5	14,9	34,8	6,9
Lettonie *p*	52,1	19,0	28,9	...
Lituanie *p*	54,6	6,1	38,8	0,4
Malte	46,5	20,7	29,4	3,4
Pologne *p*	26,5	23,0	50,1	0,3
République tchèque *p*	50,9	24,5	23,4	1,2
Slovaquie *p*	49,3	19,2	30,2	1,3
Slovènie *p*	27,3	39,9	31,5	1,3
Union européenne à 25 *p*	**38,9**	**21,0**	**37,0**	**3,0**

(1) Non compris les transactions entre régimes.
(2) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des salariés, des travailleurs indépendants, des retraités et autres personnes protégées.
(3) Les données pour Chypre se rapportent à 2002.

TABLEAU D.02-5

Aide sociale relevant de la compétence du département : dépenses et bénéficiaires au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement,
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees) (Enquête Aide sociale)

Unité : Million d'euros

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	*p* 2005
DÉPENSES NETTES								
Aide sociale à l'enfance	4 079,7 *e*	4 198,4 *e*	4 267,9	4 366,8	4 633,5	4 943,6	4 997,8	...
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	2 849,6 *e*	2 370,1	2 472,6	2 556,9	2 852,3	3 038,6	3 353,8	...
Aide sociale aux personnes âgées (1)	1 285,8 *e*	1 819,8	1 729,3	1 695,0	3 170,6	4 301,4	4 635,5	...
Aide médicale	1 216,4	1 280,7	196,7	10,8	3,3	5,3	...	...
Sous-total prestations versées	**9 431,4 *e***	**9 669,1 *e***	**8 666,5**	**8 629,5**	**10 659,7**	**12 288,9**	**12 987,1**	**...**
Dépenses liées au RMI	602,8	655,7	639,9	644,3	698,6	748,2	5 434,8	...
Service départemental d'action sociale (2)	1 140,9	1 209,1	1 175,9	1 149,0	1 104,0	1 161,4	1 694,3	...
Frais communs	379,3	403,2	352,7	404,5	466,2	496,4	///	///
Total	**11 554,4 *e***	**11 937,1 *e***	**10 835,0**	**10 827,3**	**12 928,5**	**14 694,9**	**20 116,2**	**...**
BÉNÉFICIAIRES								
Aide sociale à l'enfance :								
Mesures administratives	28 860	28 930	28 685	28 655	27 935	28 585	29 825	29 565
Mesures judiciaires	81 790	82 465	82 250	82 175	83 230	83 815	85 520	87 210
Total des enfants confiés à l'ASE	110 650	111 395	110 935	110 830	111 165	112 405	115 345	116 775
Placements directs	26 150	25 540	25 080	23 660	23 235	22 455	21 740	21 585
Total des enfants accueillis à l'ASE	136 800	136 935	136 015	134 490	134 400	134 860	137 085	138 360
Aide sociale aux personnes handicapées :								
Aide ménagère et auxiliaires de vie	11 595	11 865	12 980	13 125	13 509	14 590	15 095	16 125
ACTP (3) des moins de 60 ans (4)	89 930	88 205	91 805	96 330	99 820	102 795	108 820	112 540
Accueil :								
Hébergement en établissement	78 660	77 980	77 945	79 015	81 340	84 155	88 550	89 705
Accueil de jour	7 500	7 880	8 520	9 565	10 575	11 670	12 965	13 335
Accueil en milieu familial	3 005	3 095	3 305	3 440	3 455	3 690	3 910	4 210
Aide sociale aux personnes âgées :								
ACTP des moins de 60 ans (4)	104 685	62 700	43 190	27 330	21 405	20 545	18 760	18 925
Aide à domicile :								
Aide ménagère ARSM (4) (5)	71 380	65 445	59 815	57 235	46 020	36 545	32 955	27 600
APA à domicile (6)	...	...	...	...	296 135	414 455	483 815	536 530
PSD (7) à domicile	46 440	54 665	63 290	74 145	26 085	6 195	130	–
Accueil :								
Hébergement en établissement	125 195	120 910	117 260	116 775	112 855	112 365	112 610	112 350
Accueil en milieu familial	830	920	940	1 010	975	1 060	1 050	1 110
APA en établissement (6)	...	...	...	...	304 175	350 535	370 665	384 425
PSD en établissement	39 560	52 295	63 055	72 545	11 010	3 395	30	–
Aide médicale :								
Cotisations d'assurance personnelle	283 940	280 410	...	...	...	...	...	...
Prise en charge des soins (8)	2 839 895	2 925 600	...	...	...	...	...	...

(1) À partir de 1999, les dépenses d'ACTP pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes âgées.
(2) En raison du changement de nomenclature, on ne distingue plus les "Frais communs" en 2004 : ce montant regroupe les services communs, les autres interventions sociales et les dépenses de personnel.
(3) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(4) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(5) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(6) APA : allocation personnalisée d'autonomie instaurée par les lois du 20 juillet 2001 et du 1er avril 2003.
(7) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(8) Sont comptés ici les titulaires et ayants droit.

TABLEAU D.02-6

Familles et enfants bénéficiaires, montant global des prestations familiales (1)

Source : Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et Million d'euros

	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Familles bénéficiaires :									
Tous régimes	5 848	5 914	6 085	6 131	6 164	6 186	6 229	6 247	6 307
dont : régime général	4 863	5 091	5 412	5 467	5 518	5 555	5 587	5 663	6 002
Enfants bénéficiaires :									
Tous régimes	12 406	12 271	12 472	12 476	12 520	12 528	12 578	12 640	12 714
dont : régime général	10 253	10 459	11 005	11 040	11 120	11 164	11 222	11 393	12 076
Montant global des prestations :									
Tous régimes hors AAH (2)	18 329,9	22 641,1	24 796,0	25 069,5	25 793,8	26 487,8	26 954,4	28 040,3	29 271,1
Régime général hors AAH (2)	15 535,9	20 002,5	22 430,7	22 710,1	23 448,5	24 176,8	24 657,7	25 841,9	27 734,4

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU D.02-7

Prestations de protection sociale : Montants versés tous régimes et régime général ; bénéficiaires du régime général

Source : Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	2003			2004			2005		
	Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général		Tous régimes	Régime général	
	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	10 948,3	9 680,3	4 003	11 188,8	9 963,7	4 062	11 424,7	10 652,3	4 337
Complément familial	1 521,9	1 366,3	790	1 537,9	1 390,4	792	1 557,4	1 452,0	812
Allocation de parent isolé	777,4	771,9	169	828,3	822,5	174	877,6	871,7	181
Prestations liées à la maternité :									
Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) (1)	///	///	///	1 751,2	1 689,2	726	5 092,1	4 907,7	1 379
Allocation pour jeune enfant	2 669,2	2 475,6	1 198	1 679,6	1 560,9	619	929,9	883,1	292
Allocation parentale d'éducation	2 992,4	2 733,9	506	2 673,9	2 445,7	368	1 546,1	1 449,3	180
Allocation de garde d'enfant à domicile	113,1	111,3	51	115,1	113,5	45	97,8	96,4	35
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	2 160,4	2 078,0	604	2 215,3	2 129,5	546	1 606,1	1 539,7	378
Allocation d'adoption	4,1	3,3	1,5	3,1	2,6	0,6	0,9	0,7	n.s.
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	856,7	809,0	552	887,8	841,4	566	921,3	891,8	591
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	450,2	403,4	110	473,8	427,7	116	500,0	469,4	126
Allocation de présence parentale (APP)	28,3	26,3	3,1	34,4	32,0	3,4	38,9	36,6	3,9
Allocation de rentrée scolaire	1 266,8	1 160,6	2 650 *r*	1 295,0	1 195,6	2 675 *r*	1 304,0	1 232,6	2 713
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 947,4	2 830,1	1 071	3 125,7	3 009,1	1 079	3 139,7	3 025,6	1 098
Prime de déménagement	3,2	3,1	9,0	3,2	3,2	9,3	3,5	3,4	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	16,3	12,1	13	14,4	10,6	11	13,9	10,8	10
Allocation différentielle	21,5	21,5	11	22,5	22,5	11	18,6	18,6	10
Frais de tutelle	182,4	175,9	260	194,5	186,4	274	201,2	194,9	288
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	− 4,7	− 4,7	...	− 4,1	− 4,1	...	− 2,3	− 2,3	...
Prestations familiales (2) *r*	**26 954,4**	**24 657,7**	///	**28 041,3**	**25 841,9**	///	**29 271,1**	**27 734,4**	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] :									
Allocation de logement à caractère social	3 848,6	3 647,0	2 035	4 051,7	3 843,7	2 047	3 997,4	3 817,6	2 064
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	6 032,4	5 800,1	2 534	6 221,3	5 994,6	2 484	6 120,3	5 901,7	2 466
Prime de déménagement	2,8	2,7	...	2,6	2,6	...	2,6	2,6	...

(1) La Paje remplace progressivement les prestations liées à la naissance du jeune enfant (APJE, APE, AGED, AFEAMA, AAD). Basculement total vers la Paje au 1er janvier 2007.
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales, hors AAH (allocation d'adulte handicapé).

TABLEAU D.02-8

Retraites : effectifs bénéficiaires par régime au 31 décembre 2004

Sources : Caisses de retraite citées

Unités : Nombre et %

Caisses de retraite	Bénéficiaires d'un droit direct		
	Effectifs	Part des hommes (%)	Variations annuelles (%)
Cnav métropole	9 791 183	48,5	3,0
Arrco (1)	8 666 120	53,8	4,0
Agirc (1)	1 524 246	78,6	5,0
MSA salariés	1 819 203	67,4	1,0
Fonction publique civile	1 142 218	46,0	4,0
Fonction publique militaire	383 407	95,1	–
CNRACL	545 882	31,1	4,0
Ircantec (1)	1 272 560	43,2	2,0
MSA exploitants	1 792 004	45,6	– 1,0
Organic	756 822	55,2	2,0
Cancava (2)	532 676	81,1	4,0
CNIEG (3)	103 447	77,6	–
SNCF	191 288	90,4	– 1,0
RATP	27 522	82,0	1,0

(1) Régime de retraite complémentaire.
(2) Pas de distinction en 2004 entre les régimes de base et complémentaire de la Cancava.
(3) Les données sont mesurées au 1er janvier 2005.

TABLEAU D.02-9

Retraites : flux des liquidants par régime en 2004

Sources : Caisses de retraite citées

Unités : Nombre et %

Caisses de retraite	Liquidants d'un droit direct au cours de l'année		Départs anticipés pour carrière longue ou handicap		Variations annuelles du nombre de liquidants	Part des départs anticipés de type Fillon parmi les liquidations
	Effectifs	Part des hommes	Effectifs	Part des hommes		
Cnav métropole	595 107	56,6	109 382	85,5	28,0	18,4
Arrco (1)	615 219	59,4	98 339	86,1	29,0	16,0
Agirc (1)	114 340	78,7	19 118	92,1	31,0	16,7
MSA salariés	107 612	68,9	22 903	91,0	26,0	21,3
Fonction publique civile	72 003	47,4	///	///	– 4,0	///
Fonction publique militaire	10 564	92,4	///	///	– 8,0	///
CNRACL	27 726	34,4	///	///	– 42,0	///
Ircantec (1) (2)	83 298	40,5	4 512	78,3	21,0	5,4
MSA exploitants	44 926	48,9	3 257	74,1	6,0	7,2
Organic	52 332	60,8	6 901	93,5	33,0	13,2
Cancava (3)	38 731	86,9	11 582	95,6	43,0	29,9
CNIEG (4)	2 632	75,2	///	///	– 47,0	///
SNCF	6 620	91,6	///	///	– 9,0	///
RATP	1 087	87,3	///	///	1,0	///

(1) Régime de retraite complémentaire.
(2) Environ 6 000 transferts de gestion comptés parmi les liquidations.
(3) Pas de distinction en 2004 entre les régimes de base et complémentaire de la Cancava.
(4) Les données sont mesurées au 1er janvier 2005.

TABLEAU D.02-10

Montant moyen de l'avantage principal de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière (échantillon interrégimes de retraités 2004) (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unités : Effectifs : %
Montants : Euro

Types de carrières et régimes de base versant des droits directs	Effectifs		Montant moyen d'avantage principal (régime de base et complémentaires)			
			Ensemble des carrières		Carrières incomplètes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ensemble des unipensionnés	**50,0**	**72,3**	**1 662**	**719**	**1 759**	**1 108**
***dont* : anciens salariés**	**43,9**	**63,7**	**1 787**	**767**	**1 884**	**1 233**
Salariés du secteur privé (régime général)	34,1	54,3	1 759	648	1 851	1 113
Fonctionnaires civils d'État	4,5	6,0	2 204	1 749	2 357	1 977
Fonctionnaires militaires d'État	0,8	0,1	2 032	n.s.	2 227	n.s.
Fonctionnaires CNRACL	0,4	1,7	1 556	1 144	1 819	1 619
Régime spécial type EDF, SNCF, RATP, etc. (2)	2,3	0,5	1 966	1 307	2 182	1 845
Salariés agricoles (MSA)	1,1	0,8	933	442	1 000	1 176
Autres régimes : Mines, Cavimac (cultes)	0,7	0,3	1 043	356	686	389
***dont* : anciens non salariés**	**6,1**	**8,6**	**757**	**361**	**733**	**446**
Exploitants agricoles (MSA)	5,2	7,6	675	351	695	437
Commerçants (ORGANIC)	0,3	0,7	602	339	728	539
Artisans (CANCAVA)	0,3	0,2	762	291	837	n.s.
Professions libérales	0,3	0,1	2 193	1 454	n.s.	n.s.
Ensemble des polypensionnés (plusieurs régimes de base) selon leur régime de base principal (3)	**50,0**	**27,7**	**1 408**	**767**	**1 452**	**945**
***dont* : anciens salariés**	**35,5**	**19,8**	**1 571**	**851**	**1 617**	**1 122**
Salariés du secteur privé (régime général)	19,9	12,6	1 481	660	1 529	930
Fonctionnaires civils d'État	3,9	2,2	1 862	1 386	1 907	1 566
Fonctionnaires militaires d'État	2,0	n.s.	2 304	n.s.	2 341	n.s.
Fonctionnaires CNRACL	2,5	3,3	1 435	1 156	1 460	1 338
Régime spécial type EDF, SNCF, RATP, etc (2)	3,9	0,5	1 742	1 458	1 792	1 724
Salariés agricoles (MSA)	2,8	0,9	1 188	776	1 247	1 235
Autres régimes : Mines, Cavimac (cultes)	0,5	0,3	1 503	726	1 579	760
***dont* : anciens non salariés**	**11,8**	**7,0**	**935**	**535**	**962**	**605**
Exploitants agricoles (MSA)	5,8	5,3	749	502	774	560
Commerçants (ORGANIC)	2,5	1,1	897	519	935	657
Artisans (CANCAVA)	2,9	0,4	1 020	590	1 057	777
Professions libérales	0,6	0,2	2 471	1 453	2 491	1 611
Autres (4)	**2,7**	**0,9**	**1 329**	**697**	**1 381**	**841**
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**1 535**	**732**	**1 600**	**1 052**

(1) Champ : retraités nés en France, ayant 60 ans ou plus et bénéficiaires d'un droit direct dans un ou plusieurs régimes de base.
(2) Régime spécial dont les régles de calcul de la retraite sont proches de celles des fonctionnaires : SNCF, ENIM (marins), EDF-GDF, RATP, CRPCEN (clercs de notaire), Banque de France, SEITA, FSPOEIE (ouvriers de l'État).
(3) Régime de base principal = régime où le retraité a été affilié pendant plus de la moitié de sa carrière.
(4) Polypensionnés tels qu'aucun de leurs régimes d'affiliation ne correspond à au moins la moitié de leur carrière. Par construction, ils relèvent de 3 régimes de base au moins.

TABLEAU D.02-11

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2005 - France entière

Sources : Enquête Drees
Fonds de Solidarité Vieillesse, Caisse des Dépôts et Consignations, Cnamts

Unités : Effectifs : Nombre
Montants : Million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	351 571	910,8	100 867	238,8
Exploitants agricoles (métropole)	60 556	58,0	4 158	12,3 (1)
SASV	66 417	259,6	///	///
Salariés agricoles	25 308	68,6	5 269	17,2
Organic (commerçants)	11 027	31,2	532	1,1
Cancava (artisans)	8 831	21,2	1 010	3,4
Cavimac (cultes)	9 197	27,6	22	0,1
CAMR (2)	50	0,1	///	///
Professions libérales	224	0,6	23	0,1
Régimes spéciaux	4 254	7,2	742	2,1
SNCF	742	0,8	127	0,3
Mines	828	1,5	59	0,2
Marins	1 153	3,1	37	0,1
Ouvriers de l'État	166	0,2	36	0,1
Collectivités locales	360	0,4	455	1,3
Autres régimes spéciaux (3)	104	0,2	28	0,1
Fonctionnaires	901	1,0	///	///
Total métropole	**537 435**	**1 385,0**	**112 623**	**275,1 (1)**
Dom	**71 950 (4)**	**223,3**	///	///

(1) Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux Dom de ceux versés en métropole. Le montant est donc un montant France entière.
(2) La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la Cnav début 1992.
(3) RATP, EDF-GDF, Seita, CRPCEN, CCIP ...
(4) Hors champ de l'enquête Drees. Les effectifs sont, ici, les effectifs gérés par les caisses des Dom.

TABLEAU D.02-12

Minimum vieillesse - France entière

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement ; Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Euro

	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005	2006
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 688,1	2 807,7	2 849,9	2 898,3	2 956,3	3 009,5
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 853,5	4 024,9	4 085,2	4 154,7	4 237,8	4 314,0
Minimum vieillesse :									
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 541,6	6 832,6	6 935,1	7 053,0	7 194,0	7 323,5
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 735,1	12 257,0	12 441,0	12 652,4	12 905,4	13 137,7

TABLEAU D.02-13

Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre

Sources : Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Cnaf, MSA, Unedic, Cnav, Cnamts — *Unité* : Millier

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	965,2	938,5	950,7	998,6	1 083,9	1 134,5
Allocation de Parents Isolés (API) (1)	131,0	148,0	156,8	160,7	164,1	170,0	175,6	182,3
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	689,0	710,8	726,6	741,2	760,1	774,2
Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI)	131,7	103,4	104,4	105,0	105,4	111,2	111,5	112,6
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	425,3	391,6	372,0	349,2	346,0	374,5 *p*
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	31,9	36,7	43,5	47,2	47,4	34,1 *p*
Allocation Équivalent-retraite Remplacement (AER)	–	–	–	–	2,8	27,1	32,2	42,4 *p*
Allocation Supplémentaire de Vieillesse (ASV)	1 182,9	908,8	686,0	644,7	590,6	557,6	547,5	537,0 *e*
Allocation Veuvage (AV)	16,0	16,2	14,6	13,6	13,0	12,2	11,2	6,8 *e*
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 073,2**	**3 001,6**	**2 968,7**	**3 014,3**	**3 115,4**	**3 198,4** *p*

(1) Avec un enfant ou un enfant à naître.

TABLEAU D.02-14

Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2005 - France entière

Source : Cnaf (Caisse nationale des allocations familiales) - Fichier Fileas

	Métropole		Dom		Ensemble Evolution 2005/2004
	Effectif	%	Effectif	%	%
Situation familiale (1) :					
Personne sans conjoint :					
Sans personne à charge	651 547	58,6	70 986	45,8	**4,7**
Avec une personne à charge	140 293	12,6	22 596	14,6	**3,1**
Avec deux personnes à charge	78 003	7,0	16 151	10,4	**3,9**
Avec trois personnes à charge ou plus	51 587	4,6	14 180	9,1	**4,5**
Couple :					
Sans personne à charge	40 721	3,7	4 548	2,9	**2,2**
Avec une personne à charge	46 840	4,2	7 247	4,7	**3,6**
Avec deux personnes à charge	45 061	4,1	8 898	5,7	**5,0**
Avec trois personnes à charge ou plus	57 322	5,2	10 449	6,7	**2,9**
Allocataires selon l'âge (2) :					
Moins de 25 ans	34 883	3,1	5 297	3,4	**– 3,0**
De 25 à 29 ans	217 818	19,6	22 607	14,6	**5,0**
De 30 à 39 ans	341 231	30,7	52 118	33,6	**2,1**
De 40 à 49 ans	277 388	25,0	47 175	30,4	**5,7**
De 50 à 59 ans	203 432	18,3	22 841	14,7	**6,4**
60 ans ou plus	36 622	3,3	5 017	3,2	**3,5**
Ouverture de droits :					
Moins de 6 mois	171 629	15,4	16 057	10,4	**10,7**
De 6 mois à moins d'1 an	136 788	12,3	12 935	8,3	**– 8,5**
De 1 à moins de 2 ans	198 218	17,8	22 041	14,2	**7,3**
De 2 à moins de 3 ans	128 976	11,6	16 765	10,8	**10,9**
De 3 à moins de 5 ans	150 115	13,5	26 741	17,2	**4,4**
5 ans ou plus	325 648	29,3	60 516	39,0	**2,7**
Total	**1 111 374**	**100,0**	**155 055**	**100,0**	**4,2**
Montant moyen RMI en euros	**377**	///	**392**	///	///

(1) La "situation familiale au sens du rmi" tient compte de la présence d'un titre de séjour en cours de validité.
(2) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

Chapitre E.01

Consommation et modes de vie des ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1A Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur) – France entière.

1B Consommation effective des ménages par fonction (en volume) – France entière.

2 Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité – France entière.

3 Consommation des ménages en biens et services sportifs – France entière.

4 Principales quantités consommées par les ménages à partir de 1990 – France entière.

5 Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage en 2004.

6 Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage en 2004.

7 Équipement des ménages en biens durables selon leur taille en 2004.

8 Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001.

9 Budget des ménages.

10 Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.

11 Utilisation du temps par les femmes et les hommes de 20 à 74 ans.

12 Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à « âge contrôlé ».

13 Participation électorale en 2004 selon l'âge.

1

❍ Présentation

Depuis 2001, la dépense de consommation des ménages en volume connaît un rythme de progression compris entre 2,0 % et 2,5 %. En 2005, il atteint + 2,1 % après + 2,3 % en 2004. Cette faible décélération est obtenue dans un contexte économique peu favorable avec un ralentissement marqué du pouvoir d'achat (+1,1 % en 2005 après + 2,2 %). Les ménages ont financé une partie de leur consommation en puisant dans leur épargne dont le taux est passé de 15,8 % en 2004 à 14,9 % en 2005.

L'année 2005 a été marquée par une envolée des prix du pétrole qui s'est répercutée partiellement sur les prix de la dépense de consommation des produits énergétiques (+ 15,3 % pour les produits pétroliers et + 6,8 % pour le gaz de ville). Ces hausses n'ont cependant pas eu un impact à la baisse très marqué tant sur la consommation de carburants et lubrifiants (- 2,5 % en volume) que sur celle du chauffage et de l'éclairage (à la hausse de 1,5 % après + 3,7 % en 2004).

Sous l'effet, en particulier, de la contribution des carburants, les dépenses liées aux transports ralentissent : + 0,8 %, après + 2,1 % en 2004. Les achats d'automobile restent bien orientés (+ 2,6 % après + 3,1 %) grâce essentiellement aux marques étrangères. Le marché des deux roues est également en progression, notamment avec celui des bicyclettes qui est soutenu par les importations.

Les services de transport sont toujours dynamiques et particulièrement le transport aérien (+ 5,3 % en raison du trafic international) et le transport ferroviaire (+ 3,7 % grâce aux bons résultats du réseau TGV).

Les dépenses liées au logement et à son aménagement représentent 30,5 % de la dépense de consommation des ménages, en progression de 1 point depuis 2002. La tendance à la hausse de cette part est essentiellement imputable aux loyers.

Sous l'effet du renouvellement technologique, les biens et services des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont toujours très fortement orientés à la hausse (+ 11,4 % après + 12,9 % en volume en 2004). La croissance demeure forte pour tous les biens : + 29,2 % pour les téléviseurs (équipement en LCD et plasma), + 24,6 % pour les téléphones portables et fixes, + 22,7 % pour les appareils d'enregistrement du son et de l'image et + 20,5 % pour les ordinateurs et équipements informatiques. En revanche, depuis 2003, le rythme d'évolution des services de télécommunications a ralenti (+ 5,3 % en 2005 après + 4,4 % en 2004 contre + 21,0 % en moyenne annuelle de 1998 à 2002).

Les ventes de DVD continuent à progresser mais à un rythme moins élevé. Cette évolution est à mettre en regard de la progression sensible des téléchargements illicites de films sur internet ainsi que du ralentissement de l'offre éditoriale.

Après la très bonne année 2004 pour la fréquentation des salles de cinéma, on observe un retour au niveau de 2003 avec 174 millions d'entrées en 2005 après 195 millions en 2004.

Les dépenses de santé à la charge des ménages connaissent une évolution marquée depuis deux ans avec + 6,6 % en 2005 après + 7,1 % en 2004.

Le rythme de croissance de la consommation en produits alimentaires et boissons non alcoolisées est compris entre 1 et 2 % depuis 4 ans (+ 1,3 % en 2005). La consommation d'habillement est proche de la stabilité, et ce malgré la part croissante des produits à bas prix en provenance d'Extrême-Orient.

2

❍ Méthodologie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

– dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;

– estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;

– données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les comptes nationaux sont désormais publiés dans les nouvelles références dites de la base 2000, succédant à la base 1995. Ce changement de base, qui a mobilisé des sources nouvelles, conduit à une évaluation plus élevée de la consommation en particulier de celle de biens et services des technologies de l'information et de la communication (TIC).

En outre, la consommation des ménages intègre dorénavant des dépenses en services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

● **les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages**

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

– l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables. L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

– l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau E01-9) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 2000 - 2001 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984 - 1985,1989 et 1995. La prochaine enquête (2005 - 2006) donnera lieu à des résultats début 2007.

– l'enquête « Emploi du temps », a lieu environ tous les dix ans (la prochaine aura lieu en 2008). L'enquête de 1998-1999 fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964 -1965, 1974 -1975 et 1985 -1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). Le tableau E01-11 présente les données des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps réalisées entre 1998 et 2004 par les instituts nationaux de statistique et les centres de recherche dans certains États membres de l'UE (Statistiques en bref : population et conditions sociales, avril 2006, Eurostat).

– l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.

– les enquêtes transports.

● **les statistiques de production et du commerce extérieur**

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche).

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les

importations et exportations par produit détaillé sont ainsi obtenues.
Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'Insee pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- **les statistiques de distribution**

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'Insee), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).
Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».
L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.
Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.
L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.
Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.
La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».
La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau E.01-4) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.
Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.
Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, avait pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » a fourni jusqu'en 2002 (2001 pour la France) des statistiques comparables entre pays. (cf. tableau E01-8). Cette enquête a été remplacée par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie) en 2003 dans sept pays de l'Union européenne et couvrira l'ensemble des 25 pays à partir de 2005. Pendant cette période de transition, ces indicateurs ne sont pas disponibles.

Participation électorale

L'opération participation électorale, réalisée en 2004 par les agents de l'Insee dans les préfectures, a permis de collecter les données individuelles sur la participation aux scrutins d'un échantillon de près de 42 000 électeurs, représentatif des électeurs de nationalité française, inscrits dans une commune de métropole. Elle a permis de repérer la participation effective, c'est-à-dire le fait d'aller voter, quel que soit le contenu du vote, la seule information recueillie étant l'émargement.
Des opérations similaires avaient auparavant été réalisées en 1988 - 1989, en 1995 - 1998 et en 2002.
Les prochains résultats concerneront les échéances de 2007.

3 ○ Définitions

Consommation finale des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.
La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.
La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation finale nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidants qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.
Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produit, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidants ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidants sur le territoire, reclassée en exportations, et en ajoutant la consommation des résidants hors le territoire. Les données nécessaires pour effectuer cette correction sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.
La consommation finale des ménages peut être subdivisée en trois grandes composantes : les achats de biens et de services, l'autoconsommation de biens et de services et les avantages en nature.
– les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste. Ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles) ; aux acquisitions de biens d'occasion par exemple les automobiles (occasions passant par les garages, voitures de démonstration, voitures de société), motocycles, caravanes, téléviseurs et aux achats de services marchands.
– l'autoconsommation de biens et de services est la contrepartie de la production des ménages qui est destinée à leur consommation finale propre.
– les avantages en nature : est évaluée comme avantage en nature la contrepartie de la rémunération en nature. Elle se compose des biens et des services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur prix d'acquisition, par les employeurs au titre de la rémunération des salariés.

Consommation effective finale des ménages

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation finale effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les Administrations publiques (APU) et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
La dépense de consommation finale des Administrations publiques se subdivise en dépense de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépense de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des Administrations.
Les transferts sociaux en nature des Administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces Administrations.
La consommation effective des Administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.
– exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...
– exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...
Pour ce qui concerne les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), c'est, par convention, l'ensemble de leur dépense de consommation finale qui est considéré comme individualisable et qui constitue une consommation effective des ménages. Il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM.

	Ménages	Administrations publiques	ISBLSM
Dépense de consommation finale	Dépenses de consommation finale des ménages	Dépenses de consommation finale collective et individuelle des Administrations publiques	Dépenses de consommation finale des ISBLSM
Consommation finale effective	Dépenses de consommation finale des ménages + Dépenses de consommation individuelle des APU + Dépenses de consommation finale des ISBLSM	Dépenses de consommation finale collective des Administrations publiques	

Coefficient budgétaire

Rapport de la dépense consacrée à un bien ou service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) à la dépense totale.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'Insee.

Organismes :

– Insee.
– Eurostat.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– epp.eurostat.cec.eu.int
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Économie et Statistique :

– « La représentation des habitants de leur quartier : entre bien-être et repli. La rigidité des prix en France : quelques renseignements des relevés de prix à la consommation. Les salaires sont-ils rigides ? Le cas de la France à la fin des années 1990 », n° 386, mars 2006 ;
– « Logement : aspects économiques et sociaux », nos 381-382, octobre 2005 ;
– « Les services informels entre ménages : une dimension méconnue du bénévolat », n° 368, avril 2004.

Insee-Première :

– « La consommation soutient toujours la croissance en 2005 », n° 1096, août 2006 ;
– « Quinze ans d'achats de produits sucrés : moins de sucre, davantage de produits transformés », n° 1088, juillet 2006 ;
– « Le commerce électronique : une demande en expansion, une offre qui s'adapte », n° 1040, septembre 2005 ;
– « Le budget transports des ménages depuis 40 ans – La domination de l'automobile s'est accrue », n° 1039, septembre 2005 ;

– « Le marché des télécommunications en 2003 : boom des SMS, essor prometteur de l'internet haut débit », n° 1037, août 2005 ;
– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005 ;
– « Un ménage sur deux possède un micro-ordinateur, un sur trois a accès à internet », n° 1011, mars 2005 ;
– « La participation électorale au printemps 2004 : un électeur inscrit sur quatre s'est abstenu à tous les scrutins », n° 997, décembre 2004 ;
– « 40 ans de services culturels et récréatifs, la télévision détrône le stade et le cinéma », n° 983, août 2004 ;
– « La consommation des ménages en 2003 », n° 973, juin 2004 ;
– « Le marché des télécommunications en 2002 », n° 968, mai 2004 ;
– « Boissons alcoolisées : 40 ans de baisse de consommation », n° 966, mai 2004 ;
– « La vie associative en 2002 : 12 millions de bénévoles », n° 946, février 2004 ;
– « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », n° 920, septembre 2003.

Insee-Références :

– « L'économie française – comptes et dossiers », édition 2006, juin 2006 ;
– « Données sociales », édition 2006.

Insee-Résultats, Série Société :

– « La consommation des ménages en 2004 - Base 2000 », n° 40, août 2005 ;
– « Le budget des familles en 2001 », n° 29, avril 2004 ;
– « Indicateurs de niveau de vie, Indicateurs sociaux annuels de 1996 à 2001 », n° 2, janvier 2002.

Insee-Résultats, Consommation – modes de vie :

– « Enquête emploi du temps 1998-1999 », nos 101-102, janvier 2000.

TABLEAU E.01-1A

Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur) - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000) — *Unités* : Million d'euros courants et %

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	2000	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005	2000	*p* 2005
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	99 625	112 679	123 769	128 305	130 746	132 784	11,16	10,70
Boissons alcoolisées et tabac	02	22 180	27 103	29 478	29 378	29 819	29 603	2,68	2,39
Articles d'habillement et chaussures	03	38 755	42 345	44 195	45 472	46 143	46 348	4,19	3,74
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	153 129	183 170	197 782	209 182	220 646	235 468	18,14	18,98
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	41 034	48 418	51 525	53 331	54 899	55 380	4,80	4,46
Santé	06	22 245	25 257	27 927	29 154	31 371	33 599	2,50	2,71
Transport	07	97 909	120 484	126 038	127 489	134 817	141 806	11,93	11,43
Communications	08	12 514	18 652	22 706	24 380	25 347	26 649	1,85	2,15
Loisirs et culture	09	57 796	72 866	80 075	82 862	86 243	88 265	7,22	7,11
Éducation	10	4 119	4 983	5 382	5 730	6 241	6 672	0,49	0,54
Hôtels, cafés et restaurants	11	39 403	49 559	53 945	56 086	57 020	58 865	4,91	4,74
Autres biens et services	12	79 974	92 443	95 149	98 530	102 023	106 743	9,16	8,60
Solde territorial	15	– 7 216	– 14 073	– 13 610	– 11 634	– 9 811	– 8 910	– 1,39	– 0,72
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**661 469**	**783 885**	**844 360**	**878 265**	**915 505**	**953 273**	**77,64**	**76,84**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	14 817	19 407	21 773	21 770	22 756	22 775	1,92	1,84
Consommation individualisable des APU	14	172 712	206 302	232 084	245 440	255 091	264 578	20,43	21,33
Consommation effective des ménages		**848 998**	**1 009 594**	**1 098 217**	**1 145 475**	**1 193 352**	**1 240 626**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU E.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume) - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000) — *Unités* : Indice et %

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)
		r 1995	*r* 2000	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005	de 1995 à 2005
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	101,4	102,0	101,1	101,6	101,3	1,1
Boissons alcoolisées et tabac	02	99,7	101,3	92,2	90,3	99,1	– 1,6
Articles d'habillement et chaussures	03	97,9	103,6	103,4	101,3	100,1	1,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	102,2	102,3	103,1	102,8	102,3	2,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	100,9	104,1	102,3	102,0	100,5	1,9
Santé	06	100,8	103,0	102,6	107,1	106,6	3,6
Transport	07	99,6	101,4	98,8	102,1	100,8	1,7
Communications	08	104,2	125,5	108,5	105,3	106,3	12,6
Loisirs et culture	09	103,2	108,6	104,6	105,5	104,2	5,6
Éducation	10	101,0	99,8	103,4	103,1	102,0	2,7
Hôtels, cafés et restaurants	11	100,2	105,9	101,5	99,0	100,8	1,8
Autres biens et services	12	104,0	104,2	102,5	101,5	101,7	2,3
Solde territorial	15	89,9	114,7	84,0	82,8	89,0	0,8
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,6**	**103,6**	**102,2**	**102,3**	**102,1**	**2,4**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	106,2	103,3	96,7	100,8	97,5	2,2
Consommation individualisable des APU	14	100,6	102,2	102,7	102,2	101,7	1,8
Consommation effective des ménages		**101,5**	**103,3**	**102,2**	**102,3**	**101,9**	**2,3**

TABLEAU E.01-2

Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)

Unités : Million d'euros, % et Indice

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants		Coefficients budgétaires %		Indices de volume base 100 de l'année précédente		Taux de variation annuel moyen (%)
		r 2004	*p* 2005	2000	*p* 2005	*r* 2004	*p* 2005	de 1995 à 2005
Biens durables importants	**1**	**76 307**	**78 231**	**6,83**	**6,31**	**107,8**	**105,7**	**5,9**
Automobiles	11	34 008	35 141	3,15	2,83	103,1	102,6	2,3
Automobiles neuves	111	23 256	24 341	2,33	1,96	103,5	103,3	1,0
Automobiles autres	112	10 753	10 800	0,82	0,87	102,5	101,0	6,2
Téléviseurs	12	2 675	3 048	0,21	0,25	130,9	129,2	14,1
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 566	1 438	0,13	0,12	102,3	91,6	3,2
Machines à laver	14	1 478	1 362	0,14	0,11	107,1	93,9	3,3
Meubles	15	12 452	12 749	1,11	1,03	101,8	101,9	1,0
Autres biens durables importants	16	24 129	24 493	2,09	1,97	115,8	111,2	13,9
Biens semi-durables	**2**	**116 454**	**118 433**	**10,05**	**9,55**	**101,8**	**101,0**	**2,3**
Textiles et cuirs	21	48 259	48 422	4,39	3,90	101,5	100,2	1,6
Autres biens semi-durables	22	68 195	70 011	5,66	5,64	102,0	101,5	2,9
Biens non durables	**3**	**299 582**	**308 882**	**25,85**	**24,90**	**100,6**	**101,1**	**1,3**
Biens non durables et non alimentaires	31	152 396	159 816	13,19	12,88	99,8	101,0	1,4
Énergie, y c. sylviculture	311	67 679	73 628	6,05	5,93	101,2	99,7	1,0
Autres biens non durables et non alimentaires	312	84 717	86 188	7,14	6,95	98,7	102,0	1,8
Alimentation, y c. animale	32	147 186	149 066	12,66	12,02	101,4	101,1	1,1
Services	**4**	**701 009**	**735 080**	**57,27**	**59,25**	**102,5**	**102,0**	**2,3**
Logement, y c. entretien	41	184 037	195 891	15,10	15,79	102,6	102,4	2,4
Services de santé, y c. vétérinaires	42	106 347	110 645	8,41	8,92	102,6	102,1	1,9
Transports en commun, postes et télécommunications	43	50 724	53 468	3,92	4,31	105,0	104,3	6,8
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, loyers	44	57 523	59 381	4,96	4,79	99,0	100,8	1,7
Autres services	45	302 378	315 695	24,88	25,45	102,6	101,5	1,9
Action sociale, y c. services domestiques	451	58 163	60 690	4,36	4,89	105,8	100,0	2,7
Autres services divers	452	244 215	255 005	20,52	20,55	101,9	101,9	1,7
Consommation effective des ménages		**1 193 352**	**1 240 626**	**100,00**	**100,00**	**102,3**	**101,9**	**2,3**

TABLEAU E.01-3

Consommation des ménages en biens et services sportifs - France entière

Sources : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Unité : Milliard d'euros à prix courants

Intitulé du poste	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Vêtements et chaussures de sport	**2,91**	**2,93**	**3,00**	**3,05**	**3,11**	**3,20**	**3,27**	**3,46**	**3,70**	**3,80**
dont : Vêtements de sports	1,37	1,37	1,41	1,45	1,50	1,55	1,58	1,63	1,76	1,82
Chaussures de sports	1,54	1,56	1,58	1,60	1,61	1,65	1,69	1,83	1,94	1,98
Biens durables	**1,79**	**1,66**	**1,53**	**1,72**	**1,87**	**2,01**	**1,98**	**2,02**	**2,02**	**2,11**
dont : Bateaux	0,69	0,67	0,58	0,81	0,91	1,01	0,98	0,99	0,90	0,87
Bicyclettes	1,05	0,95	0,90	0,87	0,91	0,96	0,95	0,99	1,08	1,20
Avions	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04
Autres biens	**1,85**	**1,90**	**1,99**	**2,13**	**2,14**	**2,22**	**2,33**	**2,45**	**2,59**	**2,67**
dont : Articles de sports	1,68	1,74	1,82	1,96	1,96	1,94	2,05	2,16	2,30	2,38
Armes	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,11	0,11	0,11	0,11
Périodiques sportifs	0,17	0,17	0,19	0,17	0,18	0,18	0,17	0,18	0,18	0,18
Achats de services	**3,80**	**3,98**	**4,14**	**4,37**	**4,70**	**4,82**	**5,17**	**5,50**	**5,82**	**6,12**
Total	**10,47**	**10,58**	**10,77**	**11,38**	**11,92**	**12,25**	**12,75**	**13,43**	**14,13**	**14,70**

TABLEAU E.01-4

Principales quantités consommées par les ménages à partir de 1990 - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne (1)	Million	58,25	59,42	60,71	61,12	61,53	61,93	62,32
Semoule de blé dur	kg	1,05	1,23	0,95	0,95	0,94	0,87	0,80
Farine de froment	"	4,96	4,30	4,00	3,97	4,01	3,99	3,91
Riz	"	3,62	3,64	3,74	3,86	4,18	4,92	5,26
Biscottes (y compris pain azyme)	"	1,89	1,85	1,85	1,90	2,03	1,86	1,77
Biscuits salés (y compris extrudés)	"	0,68	0,40	0,76	0,90	0,90	0,87	0,99
Biscuits sucrés (hors barres céréalières)	"	6,35	6,41	6,42	6,65	6,70	6,50	6,61
Pâtisseries de conservation	"	2,53	2,70	3,17	2,89	2,81	2,49	2,25
Farines adaptées à l'enfant	"	0,15	0,13	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
Pâtes alimentaires	"	6,58	7,11	7,45	7,62	7,78	7,42	7,55
Pain, préemballé non compris	"	61,69	58,31	57,60	58,17	53,71	54,00	53,69
Pommes de terre (2)	"	60,77	67,08	66,08	65,65	69,22	69,07	73,12
Légumes frais y c légumes fruits et d'assaisonnement (persil...) (2)	"	86,00	88,91	90,20	89,16	87,30	86,27	90,22
Légumes surgelés	"	5,04	6,33	6,89	6,83	6,83	6,88	6,82
Légumes secs (haricots secs, lentilles, pois chiches) (2)	"	1,52	1,40	1,37	1,40	1,44	1,47	1,47
Conserves de légumes	"	22,61	24,16	26,27	26,05	26,05	26,25	26,03
Agrumes (2)	"	16,00	13,37	12,25	11,31	13,35	12,44	12,73
Autres fruits frais (2)	"	44,73	43,80	44,38	45,21	46,64	44,68	48,52
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Fruits à coques (2)	"	1,13	1,53	1,52	1,44	1,51	1,37	1,47
Pruneaux	"	0,58	0,56	0,55	0,57	0,56	0,57	0,54
Fruits au sirop	"	3,03	1,98	1,68	1,53	1,59	1,51	1,58
Confitures et gelées	"	2,42	2,70	2,57	2,74	2,87	2,80	2,06
Compote de fruits	"	1,59	1,84	2,28	2,69	2,62	2,92	3,07
Porc	"	9,69	9,80	10,38	10,36	10,35	10,39	10,13
Jambon	"	5,44	5,37	5,46	5,57	5,33	5,34	5,09
Autres charcuteries et conserves de viande	"	13,87	15,26	16,72	16,49	16,42	17,00	17,20
Triperie	"	4,37	3,89	3,22	3,29	3,34	3,30	2,94
Bœuf	"	17,11	16,25	14,97	14,41	14,94	14,75	14,65
Veau	"	4,37	4,02	3,87	3,81	3,96	3,86	3,83
Mouton, agneau	"	3,54	3,48	3,45	2,84	3,03	2,91	2,88
Cheval	"	0,63	0,36	0,34	0,38	0,33	0,28	0,26
Volailles (2)	"	21,66	22,10	23,18	22,84	22,14	21,71	20,87
Lapin, gibier (2)	"	4,47	3,87	4,06	4,00	3,88	3,80	3,65
Œufs (2)	"	13,98	15,09	14,64	14,43	14,26	14,27	14,57
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,36	14,04	14,18	13,84	13,15	12,86	12,06
Poissons et crustacés surgelés	"	4,09	4,11	4,44	4,51	4,67	4,80	5,19
Conserves de poisson	"	5,66	4,71	4,16	5,58	6,07	5,79	5,74
Laits liquides (2)	litre	66,36	67,68	65,98	64,04	62,77	60,10	58,66
Crème fraîche	kg	2,70	4,76	4,97	4,74	4,96	4,96	5,23
Yaourts	"	15,87	17,80	19,87	20,11	20,44	21,31	21,02
Desserts lactés frais	"	5,74	7,09	8,55	8,72	8,74	9,02	9,00
Fromages frais (2)	"	6,53	6,78	7,79	8,11	8,37	8,64	8,34
Fromages (2)	"	16,65	17,64	18,67	18,46	18,38	17,73	17,80
Beurre (2)	"	8,20	7,84	7,44	7,17	7,12	6,75	6,77
Huile	"	11,07	9,96	9,92	10,07	9,71	9,56	9,63
Margarine	"	2,28	2,06	1,99	1,95	1,93	1,66	1,75
Sucre (3)	"	10,06	9,31	7,99	7,35	7,75	7,23	7,27
Miel (2)	"	0,38	0,43	0,50	0,49	0,50	0,48	0,46
Cacao en poudre sucré	"	0,94	0,98	0,94	0,98	1,04	1,04	1,11
Tablettes de chocolat (hors barres et chocolat blanc)	"	1,54	1,65	1,81	1,76	1,71	1,65	1,69
Tablettes de chocolat blanc	"	0,06	0,03	0,10	0,08	0,07	0,11	0,10
Confiserie de chocolat (y.c barres)	"	2,44	2,83	3,16	3,08	3,20	3,04	3,25
Pâte à tartiner au cacao	"	0,50	0,77	0,92	0,96	1,02	1,13	1,20
Confiserie de sucre (hors chewing-gums et fruits confits)	"	2,03	2,65	2,83	2,76	2,86	2,91	3,09
Chewings-gums	"	0,46	0,73	0,83	0,78	0,73	0,57	0,53
Fruits confits	"	0,15	0,16	0,13	0,13	0,14	0,10	0,10

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU E.01-4 (suite et fin)

Principales quantités consommées par les ménages à partir de 1990 - France entière

Source : Insee (Comptabilité nationale, base 2000)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Crèmes glacées	litre	6,33	6,74	6,36	5,40	5,87	6,89	6,19
Vins courants (2)	"	44,74	36,64	29,15	29,68	30,29	29,09	26,76
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	22,87	24,22	26,09	25,65	24,06	22,89	23,47
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,51	1,33	0,88	0,90	0,90	0,78	0,74
Champagne (2)	"	1,90	1,99	1,85	2,02	2,14	2,10	2,14
Total vin	"	71,02	64,19	57,98	58,25	57,39	54,87	53,11
Spiritueux et produits intermédiaires	"	6,82	6,84	6,93	7,19	7,09	6,63	6,52
Bière	"	40,09	38,60	33,81	33,35	33,60	34,22	32,53
Cidre (2)	"	6,30	5,30	4,12	3,98	3,98	3,93	3,53
Eaux minérales et de source	"	89,97	116,65	148,65	152,25	150,29	167,91	168,64
Boissons rafraichissantes	"	38,02	41,23	46,53	48,94	50,85	56,48	54,12
dont : Boissons gazeuses	"	28,86	34,33	37,72	39,17	40,35	44,21	42,52
Boissons plates	"	9,17	6,90	8,81	9,77	10,50	12,27	11,60
ou Boissons sucrées	"	–	38,62	42,82	44,70	45,46	49,62	46,53
Boissons "light"	"	–	2,61	3,71	4,24	5,40	6,86	7,59
Jus de fruits, y compris nectars	"	8,86	16,94	20,05	20,91	21,10	22,30	22,91
Sirops	"	2,65	2,64	2,42	2,48	2,41	2,74	2,50
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (4)	kg	4,29	4,27	4,33	4,39	4,46	4,25	3,75
Thé et maté (4)	"	0,19	0,20	0,22	0,22	0,22	0,23	0,22
Infusions	g	63,96	64,88	67,33	67,81	68,64	68,06	67,43
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3 nombre	2 129	2 107	2 400	2 353	2 388	2 801	2 776
Machines à laver	"	2 042	2 117	2 346	2 328	2 331	2 497	2 600
Lave-vaisselle	"	669	727	946	980	1 001	1 152	1 220
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 368	4 668	4 345	4 430	4 442	4 841
Automobiles (5)	"	2 309	1 931	2 134	2 255	2 145	2 009	2 014
Chauffage et éclairage :								
Électricité	10^9 kWh	96,90	109,08	128,72	133,89	133,00	140,80	147,25
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	146,53	165,76	177,87	162,55	180,87	190,70
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,58	1,51	1,50	1,46	1,52	1,54
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,41	0,98	0,97	0,65	0,66	0,64
Fioul domestique (6)	10^6 m^3	20,18	19,53	18,44	20,42	18,46	18,96	18,98
Transports :								
Carburants :								
Supercarburants autos (7)	10^3 m^3	19 889	17 682	15 570	15 331	14 799	13 865	13 190
Gazole (8)	"	5 400	9 627	12 133	13 236	13 816	14 460	14 871
Chemins de fer (9) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	47,08	60,20	61,65	63,43	62,21	64,40
Banlieue de Paris	"	8,99	8,48	9,68	9,85	10,11	9,49	9,94
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag-km	1 222	1 029	1 247	1 262	1 283	1 248	...
Réseau express régional	"	362	323	404	415	410	400	...
Réseau autobus	"	841	781	939	941	954	947	...
Tramway	"	///	23	47	48	52	52	...
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	10,9	8,6	8,3	7,7	7,3	...
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,0	14,3	15,7	16,0	16,2	...
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	538,6	395,7	407,4	415,0	415,3	...
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	130,2	165,8	187,5	184,4	173,5	195,4
Cigarettes (10)	10^6 tonnes	95 809	88 336	82 514	83 464	80 529	69 648	54 924
Cigares et cigarillos (10)	"	1 474	1 460	1 712	1 729	1 707	1 730	1 892
Scaferlatis (10)	"	4 933	6 444	7 170	7 087	6 957	6 995	7 861

(1) Il s'agit du territoire de la France Métropolitaine et des Dom. En raison du nouveau recensement, la population est susceptible d'être modifiée tous les ans à partir de l'année 2000.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Pour les produits où l'information n'était pas connue pour les Dom (ex : le sucre), la consommation par habitant est celle de la métropole.
(4) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(5) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(6) En acquitté total des factures des distributeurs.
(7) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(8) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économie, statistiques et prospective du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
(9) Y compris les déplacements professionnels.
(10) Quantités vendues en France.

TABLEAU E.01-5

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie) — *Unité* : %

Nature de l'équipement	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	100	100	100	99	98	99	89	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	89	82	83	83	77	80	31	80
Micro-ondes	56	72	79	78	72	74	62	74
Lave-linge	95	94	96	94	91	93	33	92
Télévision couleur	98	96	94	93	95	97	80	95
Multi-équipement en télévision couleur	36	40	41	41	35	43	7	39
Magnétoscope	51	68	79	75	67	72	38	71
Minitel	15	18	26	17	7	4	–	12
Téléphone portable (2)	41	73	88	82	70	70	68	74
Téléphone fixe (2)	95	90	95	90	84	81	63	86
Micro-ordinateur (2)	24	47	78	65	43	36	37	50
Connexion à internet (2)	18	34	69	50	28	20	21	36
Automobile	78	86	90	89	69	80	41	81
Multi-équipement en automobile	37	41	46	41	22	33	1	35
Nombre de ménages en 2004 (milliers)	**1 072**	**1 950**	**3 984**	**5 120**	**5 024**	**6 981**	**568**	**24 699**
Nombre de ménages en 2005 (milliers)	**1 004**	**1 952**	**3 571**	**5 847**	**5 632**	**6 601**	**974**	**25 581**

(1) Champ : ensemble des ménages. Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.
(2) Données 2005.

TABLEAU E.01-6

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie) — *Unité* : %

Nature de l'équipement	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	94	99	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	57	81	85	87	86	81	66	80
Micro-ondes	80	84	85	78	73	54	43	74
Lave-linge	70	94	96	96	97	94	87	92
Télévision couleur	91	92	94	95	97	98	99	95
Multi-équipement en télévision couleur	20	37	46	48	46	36	25	39
Magnétoscope	61	80	82	80	75	54	27	71
Minitel	1	7	16	20	17	12	7	12
Téléphone fixe (2)	58	82	87	90	94	96	98	86
Téléphone portable (2)	96	91	89	81	64	37	22	74
Micro-ordinateur (2)	70	71	70	55	30	11	4	50
Connexion à internet (2)	45	53	54	40	19	7	2	36
Automobile	72	89	89	89	86	67	40	81
Multi-équipement en automobile	21	42	49	49	31	14	4	35
Nombre de ménages 2004 (milliers)	**2 555**	**4 669**	**4 702**	**4 610**	**3 186**	**3 287**	**1 692**	**24 699**
Nombre de ménages 2005 (milliers)	**2 697**	**4 542**	**5 335**	**4 892**	**3 139**	**3 198**	**1 778**	**25 581**

(1) Champ : ensemble des ménages.
(2) Données 2005.

TABLEAU E.01-7

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille en 2004 (1)

Source : Insee (Enquête Permanente Conditions de vie) — *Unité* : %

Nature de l'équipement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 ou plus	Ensemble des ménages
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	97	99	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	64	84	88	92	90	90	80
Micro-ondes	57	75	88	90	89	90	74
Lave-linge	79	96	99	100	99	100	92
Télévision couleur	91	97	95	98	96	98	95
Multi-équipement en télévision couleur	17	43	51	55	58	59	39
Magnétoscope	48	74	84	89	87	84	71
Minitel	7	15	13	14	17	14	12
Téléphone fixe (2)	81	90	87	90	88	83	86
Téléphone portable (2)	56	73	90	93	93	95	74
Micro-ordinateur (2)	28	42	73	81	79	70	50
Connexion à internet (2)	19	30	53	62	56	54	36
Automobile	55	89	93	96	93	90	81
Multi-équipement en automobile	2	36	58	62	64	53	35
Nombre de ménages 2004 (milliers)	**7 396**	**8 490**	**3 553**	**3 439**	**1 425**	**395**	**24 699**
Nombre de ménages 2005 (milliers)	**7 907**	**8 410**	**4 070**	**3 668**	**1 192**	**334**	**25 581**

(1) Champ : ensemble des ménages.
(2) Données 2005.

TABLEAU E.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 2001

Source : Eurostat (Panel communautaire sur l'équipement des ménages) — %

	Voiture	TV couleur	Magnéto-scope	Lave-vaisselle	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	84,5	98,4	...	...	...	98,6
Autriche	86,6	98,8	80,5	69,3	72,7	97,2
Belgique	89,7	98,2	83,3	51,6	79,2	94,6
Danemark	82,2	99,4	88,9	64,2	60,3	99,9
Espagne	82,8	99,5	83,4	34,5	68,3	97,8
Finlande	83,2	95,6	79,8	66,5	88,7	99,5
France	**91,2**	**97,8**	**84,0**	**54,9**	**75,6**	**97,8**
Grèce	74,3	98,3	58,6	31,4	18,6	98,0
Irlande	84,1	99,4	91,5	46,4	86,0	97,3
Italie	90,0	98,7	78,8	35,9	28,0	97,5
Luxembourg	100,0	99,0	81,8	72,4	60,1	99,3
Pays-Bas	79,1	93,9	86,1	49,1	84,0	99,7
Portugal	76,3	98,3	69,2	31,4	45,0	94,5
Royaume-Uni	...	98,8	92,9	35,0	88,4	98,3
Suède	82,3	98,5	84,3	57,2	80,9	...
Total Union européenne à 15	**88,1**	**98,3**	**83,7**	**43,7**	**66,7**	**95,1**

TABLEAU E.01-9

Budget des ménages

Source : Insee (Enquête budget de famille 2000 - 2001) — *Unité* : %

	Alimentation	Boissons alcoolisées et tabac	Habillement et chaussures	Logement et combustibles	Ameublement et équipement ménager	Santé
Âge de la personne de référence :						
Moins de 25 ans	9,9	3,6	6,8	27,3	4,8	1,8
25 à 34 ans	12,7	3,0	7,4	18,9	5,8	3,2
35 à 44 ans	16,2	2,9	7,6	15,1	6,1	4,4
45 à 54 ans	17,1	3,0	7,3	13,7	6,0	4,1
55 à 64 ans	18,1	3,3	5,9	15,9	6,8	4,4
65 à 74 ans	21,0	2,8	4,7	17,6	6,8	6,0
75 ans ou plus	22,0	2,5	3,6	20,4	9,1	7,9
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :						
Exploitants agricoles	18,8	2,7	6,6	13,3	6,4	6,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	16,6	2,8	8,5	14,9	7,3	3,6
Cadres et professions libérales	12,9	2,3	8,0	14,2	6,8	4,1
Professions intermédiaires	14,9	2,7	7,5	14,8	6,1	4,0
Employés	15,9	3,0	6,9	18,8	5,2	3,6
Ouvriers	17,7	3,9	6,8	16,2	5,4	3,9
Retraités	20,7	2,9	4,5	17,7	7,5	6,2
Autres inactifs	18,1	3,3	6,0	24,6	6,1	4,0
Type de ménage :						
Personne seule de moins de 65 ans	12,3	3,4	5,7	24,3	5,1	3,3
Personne seule de 65 ans ou plus	20,2	2,2	3,9	24,8	8,4	6,7
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :						
Moins de 35 ans	10,4	3,3	7,4	19,2	6,0	2,4
35 à 64 ans	17,5	3,5	5,8	14,4	7,3	4,6
65 ans ou plus	22,0	2,9	4,1	16,1	8,0	6,9
Familles monoparentales	16,7	2,9	7,4	21,8	5,2	3,7
Couples avec :						
1 enfant	15,1	2,8	8,1	14,0	6,2	4,1
2 enfants	16,6	2,7	7,9	13,3	5,9	4,5
3 enfants ou plus	18,4	2,7	8,2	13,6	5,8	4,2
Autres ménages de :						
2 personnes	18,4	3,5	4,7	17,9	5,5	5,5
3 personnes	19,6	3,3	6,3	13,9	7,3	5,0
Plus de 3 personnes	20,6	3,5	6,7	13,6	5,3	3,4
Type d'habitat de résidence :						
Communes rurales	18,3	3,1	6,0	14,3	6,8	4,7
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	18,1	3,0	6,2	15,6	6,4	4,4
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,0	3,2	6,9	16,6	6,2	4,2
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	16,8	2,9	6,6	17,8	6,2	4,3
Unité urbaine de Paris	14,2	2,8	7,6	17,7	6,3	4,8
Revenu moyen par unité de consommation en euros :						
Moins de 7 528 (décile 1)	19,8	3,7	6,2	23,4	5,4	3,7
De 7 528 à 9 441 (décile2)	20,6	3,5	6,6	21,1	5,1	4,7
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	18,9	3,2	6,1	20,1	5,4	4,8
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	19,0	3,1	6,2	19,5	5,2	5,0
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	18,6	3,0	6,2	17,4	5,9	4,4
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	17,7	3,2	6,4	16,7	5,8	4,7
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	16,5	2,9	6,3	14,7	6,2	4,4
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	16,4	2,6	6,8	14,2	6,4	4,6
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	14,7	2,7	6,9	13,6	6,9	4,8
De 29 339 ou plus (décile 10)	13,2	2,8	7,7	13,6	8,7	4,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :						
Aucun diplôme	16,9	3,0	6,6	16,5	6,4	4,5
Niveau CEP	20,4	3,5	5,6	18,7	5,8	4,6
Niveau CAP, BEP	20,8	3,1	4,9	18,0	6,3	6,0
BEPC	18,0	3,5	6,7	14,9	6,3	4,3
Bac technique	16,1	3,0	6,9	15,5	5,8	4,6
Bac général	15,9	2,9	7,1	14,3	7,0	3,8
Bac + 2	15,7	2,7	7,1	16,7	6,9	4,7
Bac + 3	14,0	2,3	7,2	15,9	6,8	4,0
Non déclaré	12,9	2,5	7,8	15,6	7,3	4,1
Ensemble	**16,9**	**3,0**	**6,6**	**16,5**	**6,4**	**4,5**

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU E.01-9 (suite et fin)

Budget des ménages

Source : Insee (Enquête budget de famille 2000 - 2001) — *Unité* : %

	Transports	Communications	Loisirs et culture	Enseignement	Restauration et hébergement	Autres biens et services (1)	**Total**
Âge de la personne de référence :							
Moins de 25 ans	16,8	3,7	8,0	0,9	7,7	8,7	**100,0**
25 à 34 ans	18,0	2,8	8,3	0,2	7,5	12,0	**100,0**
35 à 44 ans	16,8	2,6	9,1	0,6	7,9	10,7	**100,0**
45 à 54 ans	17,6	2,8	8,9	0,8	7,6	10,9	**100,0**
55 à 64 ans	15,8	2,8	8,9	0,3	5,3	12,5	**100,0**
65 à 74 ans	13,7	2,7	7,8	0,1	3,8	13,0	**100,0**
75 ans ou plus	7,6	2,8	6,3	–	3,9	13,7	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :							
Exploitants agricoles	15,3	2,4	6,7	0,8	5,6	14,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	14,8	2,8	7,7	0,8	7,7	12,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	16,9	2,7	9,9	0,9	9,9	11,4	**100,0**
Professions intermédiaires	18,4	2,6	9,4	0,5	8,1	11,1	**100,0**
Employés	17,1	3,1	8,4	0,4	6,6	11,1	**100,0**
Ouvriers	18,1	2,8	7,8	0,3	6,0	10,9	**100,0**
Retraités	12,7	2,7	7,8	0,1	4,1	13,1	**100,0**
Autres inactifs	11,1	3,8	7,9	0,8	4,5	9,8	**100,0**
Type de ménage :							
Personne seule de moins de 65 ans	15,2	3,6	8,8	0,2	7,8	10,4	**100,0**
Personne seule de 65 ans ou plus	6,6	3,5	6,6	–	4,4	12,7	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :							
Moins de 35 ans	19,8	3,0	8,5	0,2	9,2	10,4	**100,0**
35 à 64 ans	17,4	2,5	9,0	–	5,7	12,2	**100,0**
65 ans ou plus	13,2	2,4	7,2	–	3,6	13,8	**100,0**
Familles monoparentales	12,4	3,7	8,3	0,8	6,7	10,4	**100,0**
Couples avec :							
1 enfant	19,1	2,4	8,3	0,6	6,9	12,4	**100,0**
2 enfants	17,8	2,4	8,8	0,8	8,1	11,3	**100,0**
3 enfants ou plus	15,6	2,7	10,0	1,2	7,5	10,2	**100,0**
Autres ménages de :							
2 personnes	15,1	3,2	8,5	0,5	6,0	11,3	**100,0**
3 personnes	15,2	2,9	8,5	0,1	5,7	12,2	**100,0**
Plus de 3 personnes	17,2	3,0	8,0	0,6	6,6	11,6	**100,0**
Type d'habitat de résidence :							
Communes rurales	17,8	2,4	8,2	0,3	5,6	12,5	**100,0**
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	17,9	2,6	8,4	0,4	5,6	11,6	**100,0**
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,2	2,7	8,3	0,3	5,7	11,5	**100,0**
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	14,7	2,9	8,6	0,4	6,9	11,6	**100,0**
Unité urbaine de Paris	13,7	3,1	9,0	0,7	9,2	10,8	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation en euros :							
Moins de 7 528 (décile 1)	11,0	3,9	6,8	0,6	4,7	10,9	**100,0**
De 7 528 à 9 441 (décile2)	12,3	3,3	6,8	0,5	4,3	11,3	**100,0**
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	14,8	3,1	7,6	0,4	4,8	10,9	**100,0**
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	14,2	2,8	8,1	0,4	5,2	11,4	**100,0**
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	16,6	2,8	8,0	0,4	5,5	11,3	**100,0**
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	16,6	2,7	8,0	0,4	6,2	11,7	**100,0**
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	19,2	2,6	8,3	0,4	6,8	11,7	**100,0**
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	18,5	2,6	8,4	0,4	7,1	12,1	**100,0**
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	17,6	2,6	10,1	0,3	7,9	11,9	**100,0**
De 29 339 ou plus (décile 10)	15,1	2,5	9,9	0,6	9,5	12,3	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :							
Aucun diplôme	16,1	2,8	8,5	0,5	6,7	11,7	**100,0**
Niveau CEP	14,9	2,8	7,1	0,3	4,8	11,4	**100,0**
Niveau CAP, BEP	13,6	2,9	7,7	0,2	4,0	12,5	**100,0**
BEPC	17,8	2,6	7,9	0,4	6,0	11,7	**100,0**
Bac technique	17,4	2,7	9,0	0,4	7,0	11,4	**100,0**
Bac général	18,2	2,6	8,9	0,3	7,1	12,0	**100,0**
Bac + 2	15,7	2,8	8,6	0,4	7,0	11,7	**100,0**
Bac + 3	16,0	2,8	9,7	0,5	9,4	11,5	**100,0**
Non déclaré	15,6	2,8	9,9	0,8	8,9	11,8	**100,0**
Ensemble	**16,1**	**2,8**	**8,5**	**0,5**	**6,7**	**11,7**	**100,0**

(1) Dans l'enquête Budget des familles 2001 (BDF), les dépenses du poste « autres biens et services » ont été davantage ventilées que dans l'enquête BDF 1995.

TABLEAU E.01-10

Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence (1)

Source : Insee (Enquête Budget de Famille 2000 - 2001) — *Unité* : Euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 388,5	1 001,1	18,6
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	5 416,7	1 033,1	19,1
Unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	4 970,8	970,9	19,5
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 291,2	1 272,7	24,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 805,0	2 023,3	29,7
Ville de Paris	6 152,3	2 551,2	41,5
Ensemble	**5 512,7**	**1 263,7**	**22,9**

(1) Le champ des rubriques 2000 n'étant pas strictement identique à celui de 1995, la comparaison 1995 - 2000 n'est pas réalisable.

TABLEAU E.01-11

Utilisation du temps par les femmes et les hommes de 20 à 74 ans (1)

Source : Eurostat (Enquêtes nationales sur l'utilisation du temps) — *Unité* : heure et minute par jour

	Belgique	Allemagne	Estonie	Espagne	France	Italie	Lettonie	Lituanie	Hongrie	Pologne	Slovénie	Finlande	Suède	Royaume-Uni
Femmes														
Travail rémunéré/études	2h07	2h05	2h33	2h26	2h31	2h06	3h41	3h41	2h32	2h29	2h59	2h49	3h12	2h33
Travail domestique	4h32	4h11	5h02	4h55	4h30	5h20	3h56	4h29	4h58	4h45	4h58	3h56	3h42	4h15
Déplacements	1h19	1h18	1h06	1h05	0h54	1h14	1h20	1h04	0h51	1h05	1h02	1h07	1h23	1h25
Sommeil (2)	8h29	8h19	8h35	8h32	8h55	8h19	8h44	8h35	8h42	8h35	8h24	8h32	8h11	8h27
Repas et soins personnels	2h43	2h43	2h08	2h33	3h02	2h53	2h10	2h22	2h19	2h29	2h08	2h06	2h28	2h16
Temps libre	4h50	5h24	4h36	4h29	4h08	4h08	4h09	3h49	4h38	4h36	4h29	5h30	5h04	5h04
Total	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**
Hommes														
Travail rémunéré/études	3h30	3h35	3h40	4h39	4h03	4h26	5h09	4h55	3h46	4h15	4h07	4h01	4h25	4h18
Travail domestique	2h38	2h21	2h48	1h37	2h22	1h35	1h50	2h09	2h40	2h22	2h40	2h16	2h29	2h18
Déplacements	1h35	1h27	1h17	1h16	1h03	1h35	1h28	1h13	1h03	1h13	1h09	1h12	1h30	1h30
Sommeil (2)	8h15	8h12	8h32	8h36	8h45	8h17	8h35	8h28	8h31	8h21	8h17	8h22	8h01	8h18
Repas et soins personnels	2h40	2h33	2h15	2h35	3h01	2h59	2h10	2h25	2h31	2h23	2h13	2h01	2h11	2h04
Temps libre	5h22	5h52	5h28	5h17	4h46	5h08	4h48	4h50	5h29	5h25	5h34	6h08	5h24	5h32
Total	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**	**24h**

(1) Cf. partie "2 - Méthodologie" de ce chapitre.
(2) Les longues périodes de repos sont codées en tant que sommeil en France, mais en tant que repos inclus dans temps libre dans les autres pays.

TABLEAU E.01-12

Participation électorale en 2004 selon le niveau de diplôme à "âge contrôlé" (1)

Source : Insee (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Niveau de diplôme	Régionales 1er tour	Régionales 2ème tour	Européennes
Aucun diplôme	55	59	36
Certificat d'études primaires	59	62	36
BEPC, Brevet élémentaire, Brevet des collèges	63	68	45
CAP	61	65	40
BEP	62	65	43
Baccalauréat général	66	68	50
Baccalauréat technique ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien	66	68	47
1er cycle universitaire, BTS, DUT, profession sociale ou de la santé	68	74	55
2ème ou 3ème cycle universitaire, grande école	69	74	60
Ensemble	**62**	**66**	**43**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine. Les résultats à "âge contrôlé" donnent les taux de participation que l'on observerait dans chaque catégorie de population définie par son niveau d'éducation si chacune de ces catégories avait une structure par âge identique à celle de la moyenne des inscrits.

TABLEAU E.01-13

Participation électorale en 2004 selon l'âge (1)

Source : Insee (Enquête sur la participation électorale) — *Unité* : %

Âge au 1er janvier 2004	Taux moyen de participation (2)
18 à 19 ans	52
20 à 29 ans	39
30 à 39 ans	50
40 à 49 ans	60
50 à 59 ans	65
60 à 69 ans	69
70 à 79 ans	67
80 à 89 ans	55
90 ans ou plus	30
Ensemble	**57**

(1) Champ : Ensemble des électeurs de nationalité française inscrits dans une commune de France métropolitaine.
(2) Le taux de participation moyen rapporte le nombre de scrutins auxquels un électeur a effectivement voté (0 à 3) au nombre maximum de scrutins auxquels il pouvait participer (3 dans le cas des scrutins de 2004).

Chapitre E.02

Logement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Logements selon la catégorie de commune.

2 Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.

3 Résidences principales selon le confort et la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence.

4 Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement.

5 Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.

6 Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.

7 Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement.

8 Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

9 Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

10 Indice de référence des loyers.

11 Indices trimestriels des prix des logements anciens.

1
○ Présentation

L'amélioration des conditions de logement au cours des cinquante dernières années est le résultat d'un important effort de construction et de rénovation, soutenu par les politiques menées par les pouvoirs publics (aides fiscales, aides à la personne, aides à la pierre). La forte croissance des revenus durant les « trente glorieuses » a également rendu plus supportable l'accroissement du poids des dépenses en logement dans le budget des ménages. Les taux d'effort, charges non comprises, des locataires et des accédants à la propriété, encore inférieurs à 10 % en moyenne au cours des années soixante, se sont élevés progressivement pour atteindre en 2002 17,6 % en moyenne pour les accédants et 16,4 % pour les locataires, après déduction des aides personnelles.
De 1954 à 2002, le parc des logements a doublé pendant que la population augmentait de 40 %. L'effort de construction a porté d'abord sur les immeubles collectifs jusqu'au milieu des années soixante-dix, puis a privilégié les maisons individuelles. Les logements deviennent plus grands. Le logement « moyen » comporte aujourd'hui quatre pièces d'habitation, soit une de plus qu'en 1954. Dans le même temps, le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 3,05 à 2,40. Chaque personne dispose maintenant de 1,7 pièce, au lieu d'une en 1954.
Aujourd'hui, la quasi-totalité des logements dispose des trois éléments traditionnels du confort sanitaire que sont l'eau courante, le WC intérieur et la baignoire ou la douche. Ils étaient à peine 10 % en 1954.
La proportion de ménages propriétaires de leur logement n'a cessé de croître ces cinquante dernières années pour atteindre 56 % en 2002. Les aspirations à devenir propriétaire, et plus particulièrement à devenir propriétaire d'une maison individuelle sont très fortes. En 2002, parmi les 30-49 ans, âges où les intentions de mobilité sont encore élevées, la moitié des locataires exprimant l'intention de déménager souhaitent à cette occasion devenir propriétaires.
La demande de logements devrait rester durablement élevée, pour des raisons démographiques. À l'horizon 2030, le nombre de ménages pourrait s'accroître d'au moins un quart par rapport à la situation précédente, sous les hypothèses d'une évolution tendancielle de la natalité, de la mortalité, et d'une stabilisation progressive des comportements de cohabitation des individus. Elle est imputable pour l'essentiel au vieillissement de la population qui devrait accroître la proportion de ménages de petite taille. La proportion de personnes vivant seules, égale à 14 % au recensement de 2004, pourrait atteindre 17 % en 2030. Dans le même temps, la taille des logements est appelée à augmenter, en dépit de la baisse du nombre de personnes par ménage, car les personnes âgées disposent en moyenne d'une surface habitable beaucoup plus importante que les personnes plus jeunes.

2
○ Méthodologie

21 Enquête Logement

L'enquête Logement est l'une des principales enquêtes de l'Insee par son ancienneté (1955), la taille de son échantillon (47 500 logements en 2002) et sa fréquence (elle est réalisée environ tous les 4 ans, mais une période de 5 ans sépare les 2 dernières enquêtes). La nouvelle enquête a eu lieu en 2006.
Au niveau national, c'est la source statistique majeure pour décrire le parc de logements et les conditions d'occupation par les ménages de leur résidence principale. Sur ces thèmes, les enquêtes Logement sont en particulier beaucoup plus complètes et précises que les recensements.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :
– les caractéristiques physiques du parc de logements (taille, confort sanitaire, chauffage, dépendances),
– une approche multicritères de la « qualité de l'habitat » : état du logement et de l'immeuble, fonctionnement de leurs équipements, bruit, exposition, localisation, environnement, voisinage, sécurité...,
– les modalités juridiques d'occupation du logement (forme et origine de la propriété, législation sur les loyers, aides de l'État),
– les difficultés d'accès au logement, la solvabilité des ménages, le fonctionnement des rapports locatifs,
– les dépenses associées au logement (loyers, charges locatives ou de copropriété, prix et financement des logements achetés récemment, remboursements d'emprunt des accédants, travaux) et les aides dont bénéficient les occupants,
– les ressources perçues par les différents membres du ménage, sous différentes formes : revenus d'activité, prestations sociales, revenus de placements...,
– le patrimoine en logements des ménages, l'utilisation de logements autres que la résidence principale,
– la mobilité résidentielle des ménages,
– l'opinion des ménages à l'égard de leur logement et leur désir éventuel d'en changer,
– les situations inhabituelles d'hébergement d'individus au sein des ménages,
– les enfants de la personne de référence et/ou de son conjoint, qui vivent hors du domicile parental.
L'échantillon initial de l'enquête Logement 2002 comprend 45 000 fiches adresses. L'échantillon est censé être représentatif du parc de logements de la métropole fin 2001. Il est complété dans la région Nord-Pas-de-Calais par une extension régionale d'environ 2 500 logements. Contrairement à l'enquête de 1996, l'extension régionale a été incluse dans le fichier des résultats nationaux.
Le tirage de l'échantillon est effectué dans deux bases de sondage : l'échantillon maître (EM 99) issu du recensement de la population de 1999 (RP 99) et représentatif de la construction achevée jusqu'à la date du RP 99, soit mars 1999, pour 44 768 logements, et la base de sondage des logements neufs achevés depuis le RP 99 (BSLN 99), alimentée par le système Sitadel (suivi des permis de construire par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer), pour les logements les plus récents, à hauteur de 2 879 logements.

22 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4ème trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'Insee en collaboration avec le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
L'indice du coût de la construction concerne les bâtiments neufs à usage principal d'habitation non communautaire.
Contrairement à ce que peut laisser croire son nom, c'est un indice de prix, fondé sur l'observation des marchés de construction conclus entre les maîtres d'ouvrage et les entreprises assurant les travaux de bâtiment, à l'exclusion des autres composantes qui entrent dans le prix de revient des logements (charge foncière, frais annexes de promotion, frais financiers...). En comptabilité nationale, il est utilisé comme déflateur de la production de logements neufs. Il est notamment utilisé pour réviser les loyers des baux commerciaux.
Les évolutions de l'indice du coût de la construction peuvent être comparées ou rapprochées de celles d'indicateurs de coûts des facteurs comme le BT01, élaboré chaque mois et publié au Journal Officiel par le ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer. Par ailleurs, pour ce qui concerne l'entretien et l'amélioration du logement, les indices de prix adaptés sont les indices de prix de l'entretien et de l'amélioration du logement (IPEA) élaborés chaque trimestre par ce même ministère et publiés dans la collection « SES - Infos Rapides - Construction ».

23 Indices des prix des logements anciens

Ces indices trimestriels, base 100 au quatrième trimestre 2000, portent uniquement sur les maisons et les appartements anciens au sens fiscal, c'est-à-dire de plus de 5 ans ou connaissant une deuxième mutation. De plus, on ne retient que les biens :

– libres d'occupation au moment de la vente (ou occupés par le vendeur) ;
– acquis en pleine propriété par une vente de gré à gré ;
– destinés à un usage strict d'habitation.
Afin d'éviter les transactions atypiques, on exclut les biens non standard tels que les chambres, lofts, ateliers ou châteaux et les acquisitions effectuées par des professionnels de l'immobilier.
Les indices sont calculés à partir des transactions réalisées au cours du trimestre. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence. La méthodologie repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. Au début de chaque trimestre, sont ainsi publiés les indices définitifs du trimestre T-3 et les indices provisoires du trimestre T-2. La méthodologie des indices est décrite de manière détaillée dans « Indices Notaires Insee de prix des logements anciens », Insee-Méthodes n° 111 paru en décembre 2005.
Une convention a été signée entre le Conseil Supérieur du Notariat et l'Insee pour définir la méthodologie de calcul des indices à partir des données notariales. La chambre interdépartementale des notaires de Paris calcule chaque trimestre les indices franciliens. Ceux de la province sont calculés par la société Perval. L'Insee valide ces indices avant leur publication et calcule l'indice au niveau national.

24 Indice de référence des loyers (base 100 : 2ème trimestre 2004)

Créé par la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne, l'indice de référence des loyers est calculé comme la somme pondérée d'indices représentatifs de l'évolution des prix à la consommation, du coût des travaux d'entretien et d'amélioration du logement à la charge des bailleurs, de l'indice du coût de la construction. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2006 (article 163 de la loi de finances pour 2006). Il se substitue à la moyenne associée de l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé.

3
○ Définitions

Catégorie de logement

Les enquêtes Logement, en tant qu'enquêtes auprès des ménages, étudient de façon détaillée leurs résidences principales. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logements sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logements sont ainsi repérées :
– les résidences principales : logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement ;
– les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille) ;
– les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels ;
– les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.
Sont exclues :
– les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage) ;
– les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W-C, offices, vérandas.... ;
On inclut :
– les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambres...) ;
– les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement ;
– la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m².

Indice de peuplement - norme Insee

L'indice de peuplement dit « norme Insee » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces considérées comme « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.
Schématiquement, on compte :
– une pièce de séjour pour le ménage,
– une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
– une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,
– et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de sept ans,
– sinon une pièce par enfant.
Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :
– inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé, ou très accentué ;
– égal au nombre de pièces occupé, il s'agit d'un peuplement normal ;
– supérieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.
Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont surpeuplés par construction : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué sinon.

Statut d'occupation

Un découpage agrégé en quatre statuts correspond aux principales situations juridiques d'occupation de leur résidence principale par les ménages :
– propriétaires : il s'agit des propriétaires et des copropriétaires, ainsi que des ménages qui accèdent à la propriété. Contrairement aux enquêtes Logement précédentes où ils étaient classés parmi les ménages logés gratuitement, les usufruitiers (sauf ceux ayant vendu en viager) sont considérés comme propriétaires. Sont dits accédants les propriétaires qui, quelle que soit la date d'entrée en possession de leur résidence, ont effectué au cours des 12 derniers mois au moins un versement au titre de prêts contractés pour acquitter le prix du logement ou ont au moins un prêt de cette nature en cours.
– locataires, sous-locataires : il s'agit des ménages acquittant un loyer. Ils peuvent occuper un logement ordinaire (vide ou meublé) ou tout autre type de logement (logement-foyer, pièce indépendante, chambre meublée dans un hôtel, pension de famille, etc.).
Un sous-locataire est locataire d'un locataire.
Les ménages occupant leur logement en location-accession sont considérés comme locataires avant d'avoir opté pour l'acquisition de ce dernier.
– logés gratuitement : ce sont les ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et ne paient pas de loyer. Ils peuvent néanmoins payer des charges. Cette catégorie inclut aussi les ménages ayant vendu le logement qu'ils occupent en viager.
– fermiers-métayers : sont classés dans cette catégorie les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

Charge financière brute

C'est le coût annuel supporté par le ménage relatif au droit d'occupation de la résidence principale seule. Pour les accédants, il s'agit du montant total brut, assurances comprises, des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois au

titre des prêts contractés pour l'achat du terrain ou du logement. Pour les locataires, il s'agit du loyer annuel acquitté au titre de l'occupation de la résidence principale seule.

Charge financière nette

La charge financière nette est obtenue en soustrayant le montant annuel d'aide au logement éventuellement perçue par le ménage à la charge financière brute. Lorsque le montant de l'aide est supérieur à la charge financière brute, on considère que la charge financière nette est nulle.

Taux d'effort brut, net

Le taux d'effort brut (respectivement net) est le rapport entre la charge financière brute (respectivement nette) et le revenu annuel total du ménage. Ces indicateurs permettent de mesurer le poids de la dépense liée à l'occupation du logement sur le budget des ménages et le pouvoir solvabilisateur des aides.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

***Enquête Logement de 2002* :**

Insee-Première :
– « Portrait de locataires », n° 1010, mars 2005 ;
– « Le poids des charges dans le budget des locataires », n° 990, novembre 2004 ;
– « Le patrimoine immobilier des retraités », n° 984, septembre 2004 ;
– « La qualité des logements : l'humidité est le défaut le plus fréquent », n° 971, juin 2004 ;
– « Les ménages à bas revenus et le logement social », n° 962, avril 2004.
Insee-Résultats - Société :
– « Les conditions de logement des ménages en 2002 », n° 20, octobre 2003.
Enquête logement 2002, cédérom fichier détail.

***Enquête Logement de 1996* :**

Insee-Première :
– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;
– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;
– « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », n° 718, juin 2000 ;
– « Les étrangers et leurs logements », n° 689, décembre 1999 ;
– « Les conditions de logement des allocataires du RMI », n° 685, décembre 1999 ;
– « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;
– « Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1999 ;
– « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;
– « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;
– « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;
– « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;
– « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997.
Insee-Résultats :
« Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête logement 1996-1997 », n^{os} 97-98, novembre 1998.
Document rectangle (Insee-DSDS) :
– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, cohabitation et hébergement d'après l'enquête logement de 1996-1997 », n° F 0204, octobre 2002 ;
– « Redressement du module « Revenu » de l'enquête logement 1996 », n° F 9807, juillet 1998.
Économie et Statistique :
– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328 en 1999.
Données Sociales 2002-2003 :
– « La copropriété en forte progression ».
Données Sociales 1999 :
– « Le logement des ménages pauvres entre 1984 et 1996 ».

***Enquête Logement de 1992-93 (ainsi que 1984 et 1988 rétropolées)* :**

Insee-Première :
– « De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », n° 343, septembre 1994 ;
– « Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », n° 313, mai 1994.
Document rectangle (Insee-DSDS) :
– « Pondérations de l'enquête logement 1992/93 et résultats des pondérations des enquêtes logement 1984 et 1988 », n° F 9408, juillet 1994.
Insee-Résultats :
– « Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 », n^{os} 77-78, décembre 1995 ;
– « Habitat et occupation du parc de logements en 1988 et 1992 », n^{os} 392 - 393, mai 1995.
Économie et Statistique :
– « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », numéro spécial n^{os} 288-289, août - septembre 1995.

Autres

Insee-Première :
– « La construction en 2005 : la prospérité du logement se confirme », n° 1083, juin 2006 ;
– « Prix des logements anciens - La hausse reste vive en 2005 », n° 1082, juin 2006 ;
– « Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - 31,3 millions de logements au 1er janvier 2005 », n° 1060, janvier 2006 ;
– « La consommation des ménages en 2004. Une croissance soutenue par les TIC, le logement et les transports », n° 1033, juillet 2005.
Insee-Méthodes :
– « Indices Notaires Insee de prix des logements anciens », n° 111, décembre 2005.
Insee-Références :
– « Données Sociales : la société française - Édition 2006 », mai 2006.

***Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer* :**

– « Les comptes du logement, Édition 2006 ».

TABLEAU E.02-1

Logements selon la catégorie de commune

Source : Insee (Enquêtes Logement) — *Unité* : Millier

	1988 découpage 82	1992 découpage 90	1996 découpage 90	2002 découpage 90	2002 découpage 99
Résidences principales					
Communes rurales	5 447,3	5 339,2	5 615,6	6 186,8	5 670,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	6 149,7	6 493,2	6 867,9	6 997,2	7 326,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 952,7	6 422,2	6 790,1	7 165,0	7 297,5
Agglomération parisienne	3 706,3	3 876,1	4 012,0	4 176,1	4 230,4
Total	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**	**24 525,1**	**24 525,2**
Logements vacants					
Communes rurales	726,3	654,8	724,0	568,3	525,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	670,2	584,9	636,5	622,7	656,8
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	517,3	487,9	555,7	540,1	541,0
Agglomération parisienne	241,9	269,3	314,9	277,2	285,1
Total	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**	**2 008,3**	**2 008,3**
Résidences secondaires					
Communes rurales	1 353,0	1 511,3	1 447,5	1 660,4	1 497,8
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	634,0	882,0	839,2	881,0	1 026,3
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	243,5	320,7	299,4	321,2	338,4
Agglomération parisienne	66,3	134,4	118,0	98,7	98,7
Total	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**	**2 961,3**	**2 961,2**
Tous logements					
Communes rurales	7 526,5	7 505,3	7 787,1	8 415,6	7 693,7
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 454,0	7 960,2	8 343,5	8 500,8	9 010,0
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 713,5	7 230,9	7 645,3	8 026,3	8 176,9
Agglomération parisienne	4 014,6	4 279,8	4 444,9	4 552,1	4 614,3
Total	**25 708,6**	**26 976,2**	**28 220,8**	**29 494,8**	**29 494,9**

TABLEAU E.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	350,0	1 941,1	2 909,7	2 849,5	3 634,7	2 038,8	**13 723,8**
Locataire HLM	570,1	973,9	787,5	583,1	574,5	343,1	**3 832,2**
Locataire non HLM	1 599,8	1 375,6	926,4	613,5	514,6	444,1	**5 474,0**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	248,3	67,4	33,2	26,9	16,7	3,9	**396,4**
Fermiers métayers	3,0	4,7	14,1	20,1	21,2	9,3	**72,2**
Logé gratuitement	180,7	204,0	162,3	132,4	138,8	208,4	**1 026,5**
Ensemble	**2 951,9**	**4 566,8**	**4 833,1**	**4 225,4**	**4 900,4**	**3 047,5**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Agri-culteurs	Artisans commer-çants,chefs d'entreprise	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	6,2	1,5	1,6	5,1	14,0	26,6	108,7	35,8	**199,5**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	—	1,4	1,9	4,1	5,7	12,4	142,1	29,8	**197,5**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	3,1	5,2	8,7	13,8	27,5	51,3	74,7	30,7	**215,0**
Installation sanitaire, sans chauffage central	75,9	72,8	58,0	129,3	141,1	470,6	588,8	161,1	**1 697,5**
Installation sanitaire, avec chauffage central	327,2	1 017,2	2 761,9	3 265,0	2 642,8	3 950,4	6 543,4	1 707,8	**22 215,7**
Ensemble	**412,4**	**1 098,0**	**2 832,2**	**3 417,4**	**2 831,1**	**4 511,3**	**7 457,7**	**1 965,2**	**24 525,2**

TABLEAU E.02-4

Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	de 1990 à 1999	1999 ou après	**Ensemble**
Type d'immeuble :									
Individuel	3 225,60	2 061,00	1 827,90	1 404,90	1 809,00	1 776,80	1 294,50	504,80	**13 904,60**
Collectif	1 665,80	1 192,90	2 577,20	1 990,30	1 177,50	774,20	940,10	302,50	**10 620,60**
Total	**4 891,40**	**3 253,90**	**4 405,10**	**3 395,20**	**2 986,50**	**2 551,00**	**2 234,60**	**807,30**	**24 525,20**
Nombre moyen de pièces	4,10	3,89	3,80	3,85	4,19	4,25	3,85	4,06	**3,98**

TABLEAU E.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : Insee (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 ou plus	**Total**
Sous-peuplement très accentué	1 119,8	2 629,6	645,4	574,5	175,4	50,7	**5 195,4**
Sous-peuplement prononcé	1 198,4	1 991,3	825,0	710,6	215,1	61,9	**5 002,2**
Sous-peuplement modéré	1 889,6	1 837,4	1 061,4	1 052,7	368,1	82,9	**6 292,1**
Peuplement normal	1 949,1	1 225,2	952,7	895,3	393,4	127,1	**5 542,6**
Surpeuplement modéré	1 290,8	297,0	212,9	206,1	173,3	94,4	**2 274,6**
Surpeuplement accentué	—	28,6	39,5	40,9	33,8	75,4	**218,2**
Ensemble	**7 447,7**	**8 009,1**	**3 736,8**	**3 480,1**	**1 359,1**	**492,4**	24 525,2

TABLEAU E.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : Insee (Enquête Logement 2002)

	15 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 à moins de 75 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Nombre de résidences principales	2 951,9	4 566,8	4 833,1	4 225,4	4 900,4	3 047,5	**24 525,2**
Nombre de personnes par logement	1,87	3,05	3,20	2,45	1,82	1,46	**2,39**
Nombre de personnes par pièce	0,74	0,79	0,72	0,55	0,43	0,38	**0,60**

TABLEAU E.02-7

Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement

Source : Insee (Enquêtes Logement de 1996 et 2002)

Secteur	Résidences principales	Charge financière brute par logement (€ / an)	Charge financière brute au me (€ / an)	Taux d'effort brut (%)	Taux d'effort net (%)
Année 2002					
Propriétaires non-accédants	8 579,0	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 144,8	6 884,0	63,6	18,2	17,6
Accédants PAP ou PAJ, PC, PAS ou PTZ (1)	1 886,8	6 593,0	59,8	19,7	18,4
Autres accédants	3 258,0	7 052,0	65,8	17,5	17,1
Locataires d'un local loué vide	9 306,2	4 418,0	65,0	20,2	16,4
HLM conventionné ou non	3 832,2	3 472,0	49,3	17,7	12,6
Secteur social non HLM	398,6	4 688,0	66,1	18,3	16,2
Loi de 1948	245,8	3 293,0	49,3	15,2	13,0
Autres locataires avant 1949	2 079,3	4 873,0	74,7	22,3	18,9
Autres locataires après 1948	2 750,4	5 453,0	82,3	22,1	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	396,4	4 268,0	119,9	33,1	25,6
Fermiers ou métayers	72,2	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 026,5	–	–	–	–
Total	**24 525,2**	**3 189,0**	**35,6**	**11,7**	**10,3**
Année 1996					
Propriétaires non-accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	6 118,9	56,5	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	6 294,9	58,1	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés PC ou PAS (1)	1 158,3	6 661,6	57,9	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	5 832,9	55,2	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	3 843,9	55,9	19,6	16,0
HLM conventionné ou non	3 656,6	3 083,6	43,5	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	3 359,3	47,0	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	2 795,5	43,2	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	4 197,2	62,5	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	4 926,8	73,7	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	3 598,8	96,5	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**2 887,5**	**32,8**	**12,1**	**10,6**

(1) P.A.P : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux fixe ; P.A.J : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux ajustable ; P.C : prêt conventionné ; P.A.S : prêt à l'accession sociale ; P.T.Z : prêt à taux zéro.

TABLEAU E.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee (Enquête Logement 2002)

%

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	16,8	15,7	19,8	16,4	15,6	13,7	27,8	19,1
Artisans, commerçants	19,4	18,8	17,6	14,2	20,0	18,2	27,0	25,2
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,0	17,0	18,2	16,6	16,6	16,2	38,8	38,8
Cadres	16,7	16,7	13,1	12,6	17,9	17,5	19,8	18,5
Professions intermédiaires	18,2	17,7	15,2	13,3	20,6	19,1	24,5	21,0
Employés	19,7	18,7	19,1	13,2	25,6	20,3	29,7	22,4
Ouvriers	19,6	17,9	16,4	11,0	21,1	17,1	24,4	18,3
Retraités	17,8	17,5	20,0	16,2	22,8	20,4	28,9	22,2
Autres personnes sans activité professionnelle	23,6	20,2	28,2	12,1	42,5	26,7	59,9	40,4
Ensemble	**18,2**	**17,6**	**17,8**	**13,0**	**21,8**	**18,9**	**33,1**	**25,6**

TABLEAU E.02-9

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (1)

Source : Insee

Unité : Base 100 au quatrième trimestre 1953

Année	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre	
	Indice	Moyenne associée	Indice	Moyenne associée	Indice	Moyenne associée	Indice	Moyenne associée
1995	1 011	1 017,00	1 023	1 018,25	1 024	1 019,25	1 013	1 017,75
1996	1 038	1 024,50	1 029	1 026,00	1 030	1 027,50	1 046	1 035,75
1997	1 047	1 038,00	1 060	1 045,75	1 067	1 055,00	1 068	1 060,50
1998	1 058	1 063,25	1 058	1 062,75	1 057	1 060,25	1 074	1 061,75
1999	1 071	1 065,00	1 074	1 069,00	1 080	1 074,75	1 065	1 072,50
2000	1 083	1 075,50	1 089	1 079,25	1 093	1 082,50	1 127	1 098,00
2001	1 125	1 108,50	1 139	1 121,00	1 145	1 134,00	1 140	1 137,25
2002	1 159	1 145,75	1 163	1 151,75	1 170	1 158,00	1 172	1 166,00
2003	1 183	1 172,00	1 202	1 181,75	1 203	1 190,00	1 214	1 200,50
2004	1 225	1 211,00	1 267	1 227,25	1 272	1 244,50	1 269	1 258,25
2005	1 270	1 269,50	1 276	1 271,75	1 278	1 273,25	1 332	1 289,00

(1) L'indice de référence des loyers (cf. tableau E02-10) se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé (cf. partie "Méthodologie" de ce chapitre).

TABLEAU E.02-10

Indice de référence des loyers (1)

Source : Insee

Unité : Base 100 au deuxième trimestre 2004

Année	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre	
	Indice	Variation annuelle %	Indice	Variation annuelle %	Indice	Variation annuelle %	Indice	Variation annuelle %
2000	90,66	–	90,99	–	91,40	–	92,06	–
2001	92,66	+ 2,21	93,35	+ 2,59	94,02	+ 2,87	94,45	+ 2,60
2002	95,02	+ 2,55	95,52	+ 2,32	96,00	+ 2,11	96,55	+ 2,22
2003	97,10	+ 2,19	97,69	+ 2,27	98,21	+ 2,30	98,79	+ 2,32
2004	99,33	+ 2,30	100,00	+ 2,36	100,75	+ 2,59	101,45	+ 2,69
2005	102,10	+ 2,79	102,60	+ 2,60	103,07	+ 2,30	103,78	+ 2,30

(1) L'indice de référence des loyers a été publié pour la première fois le 18 janvier 2006 pour les valeurs du 1er trimestre 2000 au 3ème trimestre 2005 inclus. Il se substitue à l'indice du coût de la construction comme référence pour la révision des loyers en cours de bail dans le parc locatif privé (cf. partie "Méthodologie" de ce chapitre).

TABLEAU E.02-11

Indices trimestriels des prix des logements anciens

Sources : Chambre des notaires de Paris (pour l'Ile-de-France)
Société Perval - Marché Immobilier des Notaires (pour la Province)
Insee

Unité : Base 100 au 4ème trimestre 2000

	1994	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
FRANCE MÉTROPOLITAINE								
Ensemble								
1er trimestre	///	///	93,8	101,1	108,4	120,1	137,1	158,6
2ème trimestre	///	///	96,7	104,7	111,6	125,3	144,2	166,3
3ème trimestre	///	///	100,8	108,3	118,2	131,5	151,9	175,4
4ème trimestre	///	///	100,0	108,0	118,9	133,8	155,1	178,0
ILE-DE-FRANCE								
Paris - Appartements								
1er trimestre	95,1	91,4	92,6	102,9	109,7	123,8	139,2	159,5
2ème trimestre	96,0	89,6	96,1	104,1	112,7	128,2	145,4	164,6
3ème trimestre	96,2	88,9	99,1	108,5	118,3	132,7	150,4	173,4
4ème trimestre	93,6	86,1	100,0	108,8	120,7	134,9	154,8	176,4
Petite Couronne - Appartements								
1er trimestre	104,5	100,9	93,5	101,3	109,2	122,7	141,5	164,4
2ème trimestre	105,6	99,8	95,9	103,2	113,1	127,2	146,6	171,0
3ème trimestre	106,7	98,5	100,3	107,2	117,5	132,4	154,8	181,0
4ème trimestre	102,8	96,0	100,0	107,1	118,8	136,2	158,1	183,9
Grande Couronne - Appartements								
1er trimestre	///	///	95,6	101,4	108,0	119,7	137,6	161,5
2ème trimestre	///	///	97,1	104,5	111,4	123,7	142,1	169,4
3ème trimestre	///	///	100,6	107,0	115,5	129,5	151,4	178,3
4ème trimestre	///	///	100,0	108,1	116,6	132,4	156,2	183,3
PROVINCE								
Ensemble								
1er trimestre	///	75,8	93,7	100,8	108,5	120,3	138,1	160,0
2ème trimestre	///	76,6	96,7	104,7	111,3	126,0	146,0	168,2
3ème trimestre	///	79,6	100,9	108,3	119,0	132,9	153,9	177,5
4ème trimestre	76,7	78,1	100,0	108,4	119,7	135,1	157,2	179,8
Maisons								
1er trimestre	///	68,5	93,4	100,6	108,0	118,5	134,3	153,6
2ème trimestre	///	69,7	96,4	104,8	110,0	123,6	142,0	161,2
3ème trimestre	///	73,7	101,4	109,1	119,1	131,1	149,5	171,1
4ème trimestre	69,3	72,3	100,0	108,3	118,7	132,5	151,8	172,2
Appartements								
Ensemble								
1er trimestre	///	88,1	94,4	101,0	109,2	123,3	144,5	170,7
2ème trimestre	///	88,3	97,2	104,6	113,6	129,9	152,7	180,0
3ème trimestre	///	89,7	100,1	106,9	119,0	135,9	161,2	188,4
4ème trimestre	89,1	87,8	100,0	108,5	121,4	139,6	166,3	192,7
Appartements - Agglomérations de + de 10 000 habitants								
Ensemble								
1er trimestre	///	88,2	94,4	101,2	109,4	123,7	145,2	171,2
2ème trimestre	///	88,3	97,2	104,6	113,8	130,2	153,4	180,3
3ème trimestre	///	89,8	100,1	107,1	119,3	136,5	161,9	188,7
4ème trimestre	89,2	87,8	100,0	108,6	121,6	140,1	166,5	193,2
Villes centres								
1er trimestre	///	88,1	94,9	101,0	109,1	122,7	144,4	169,2
2ème trimestre	///	88,2	97,5	104,4	112,8	129,0	152,2	179,0
3ème trimestre	///	90,8	100,6	106,8	118,7	135,3	160,6	187,1
4ème trimestre	89,4	88,0	100,0	108,0	120,6	139,2	164,5	191,3
Banlieues								
1er trimestre	///	88,3	93,5	101,6	110,1	125,6	146,8	175,0
2ème trimestre	///	88,5	96,6	104,9	115,5	132,6	155,7	182,8
3ème trimestre	///	87,9	99,2	107,5	120,6	138,8	164,4	191,9
4ème trimestre	88,9	87,4	100,0	109,9	123,6	141,7	170,2	196,8
Appartements - Agglomérations de - de 10 000 habitants et rural								
Ensemble								
1er trimestre	///	87,1	94,2	99,7	106,7	119,0	136,3	165,4
2ème trimestre	///	87,9	97,6	104,6	112,0	127,0	144,5	177,2
3ème trimestre	///	87,9	100,2	105,2	115,1	129,6	154,3	185,1
4ème trimestre	88,2	87,6	100,0	106,9	118,9	134,7	165,0	187,9

Chapitre E.03

Activités artistiques et culturelles

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Protection des monuments historiques.
2 Entrées dans les monuments et musées nationaux.
3 Opérations de fouilles terrestres autorisées.
4 Bibliothèques municipales.
5 Activités de spectacles.
6 Pratiques culturelles à l'âge adulte selon l'âge, le sexe et la catégorie sociale en 2005.
7 Public du cinéma selon l'âge en 2005.
8 Professions culturelles en 2005.

1 ○ Présentation

Après une bonne année 2004 pour la fréquentation cinématographique, 2005 retrouve presque, avec 174,2 millions d'entrées le niveau de 2003 (173,5 millions d'entrées). La part du film français est de 36,8 % (38,5 % en 2004). C'est le cinéma britannique, avec deux films à succès « Harry Potter et la coupe de feu » (6,73 millions d'entrées) et « Charlie et la chocolaterie » (4,14 millions d'entrées) qui progresse le plus, sa part de marché passe de 7,6 % en 2004 à 13,3 % en 2005.

Le public du cinéma compte 33,2 millions d'individus âgés de six ans et plus. Cette population est caractérisée par sa jeunesse, les moins de 25 ans représentent 36,9 % des spectateurs et réalisent 38,5 % des entrées en salle. Les 15-24 ans restent le public le plus assidu. Ils vont en moyenne 7,1 fois au cinéma dans l'année (5,2 fois pour l'ensemble de la population cinématographique). Elle est également urbaine, le poids des entrées dans les grandes agglomérations demeure prépondérant même s'il tend à se stabiliser. Ce phénomène s'explique par le ralentissement des ouvertures de nouveaux multiplexes. Paris et les agglomérations de plus de 100 000 habitants réalisent 64,7 % des entrées et comptent 50,3 % des spectateurs.

Les professions culturelles, c'est-à-dire les professions spécifiques du domaine des arts, des spectacles et de l'information sont exercées par 456 780 personnes en 2005 d'après l'enquête Emploi de l'Insee, soit près de 2 % de la population active occupée. Les professions de l'audiovisuel et du spectacle ainsi que celles des arts plastiques et métiers d'art concentrent respectivement 28 et 33 % des actifs exerçant une profession culturelle. Les professions littéraires regroupent plus de 57 500 actifs, soit 12,6 % du total des professions culturelles, celles de cadres et techniciens de la documentation et de la conservation, de professeurs d'art et d'architectes, entre 7 et 10 % des actifs chacune.

2 ○ Méthodologie

Bibliothèques municipales

Les statistiques sur les bibliothèques municipales proviennent de l'enquête annuelle réalisée par la Direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture et de la Communication. Si toutes les bibliothèques recensées sont interrogées (environ 4 000), seules sont retenues celles qui répondent à des critères minima de personnel, d'accessibilité et de renouvellement des collections. Toutes les communes de plus de 50 000 habitants sont dotées d'une bibliothèque municipale ou assimilée. Pour les plus petites communes, il est aléatoire de compter les communes non desservies car nombre de ces communes sans bibliothèque propre sont rattachées à des bibliothèques intercommunales.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'une centaine de monuments appartenant à l'État ou lui appartenant.

Musées

L'appellation « Musées de France » est attribuée en application de l'article 18 de la loi du 4 janvier 2002. Ceux-ci comprennent les musées nationaux, les musées de l'État dont le statut est fixé par décret et les musées précédemment contrôlés par le ministre chargé de la Culture ou le ministre chargé de la Recherche, sous réserve des dispositions prévues par la loi. En septembre 2006, 1 199 musées relèvent de cette appellation dont les 33 musées nationaux dont la fréquentation est connue sur le long terme. Une enquête du ministère de la Culture et de la Communication (Département des études, de la prospective et des statistiques) a enregistré pour les Musées de France ouverts en 2003, une fréquentation de 40,5 millions d'entrées pour leurs collections permanentes et expositions temporaires. Quatre musées (Musée du Louvre, Musée national des châteaux de Versailles et du Trianon, Musée d'Orsay et Musée national d'art moderne) concentrent 30 % de cette fréquentation.

Par ailleurs d'autres établissements peuvent porter le nom de musée mais leur nombre n'est pas connu précisément.

Pratiques culturelles

Des questions sur les pratiques culturelles sont posées chaque année dans la partie fixe du dispositif d'Enquêtes permanentes sur les conditions de vie (EPCV) de l'Insee, « indicateurs sociaux », d'octobre. Elles ne concernent que les personnes de plus de 15 ans.

Les données sur le public du cinéma sont issues de l'enquête « 75 000 Cinéma » réalisée par Médiamétrie. Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent ; elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (Insee) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle[1].

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue : il s'agit des cinq théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 2005, il existe 38 centres dramatiques nationaux et régionaux et 67 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

3 ○ Définitions

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. On distingue l'archéologie programmée qui s'inscrit dans le cadre de la recherche scientifique et l'archéologie préventive qui est déclenchée à l'occasion de chantiers extérieurs à l'archéologie (travaux d'aménagement et d'urbanisation).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation »

---

[1] Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée » du ministère de la Culture et de la Communication.
Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques.

Organismes :

- Centre des monuments nationaux.
- Centre national de la cinématographie.
- Ministère de la Culture et de la Communication.

Sites Internet :

- www.culture.gouv.fr/dep
- www.diact.gouv.fr
- www.cnc.fr
- www.insee.fr
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication, département des Études, de la Prospective et des Statistiques

– « Chiffres clés 2006, statistiques de la Culture », Jeannine Cardona et Chantal Lacroix, *La Documentation française*, 2006.
– « Les arts du cirque, logiques et enjeux économiques », Gwénola David-Gibert, ministère de la Culture et de la Communication, Département des études, de la prospective et des statistiques, *La Documentation française,* 2006.
– « Éléments pour la connaissance de l'emploi dans le spectacle », *Développement culturel*, n° 145, septembre 2004.
Notes statistiques
– « Les enseignements de musique, de danse, et d'art dramatique dans les Conservatoires nationaux de région et les Écoles nationales de musique », année scolaire 2004-2005, n° 22, août 2006 ;
– « Les dépenses culturelles des collectivités locales en 2002 », n° 21, juillet 2006 ;
– « Les Musées de France en 2003, résultats de l'enquête de 2004 », n° 17, mai 2006 ;
– « Aperçu statistique des industries culturelles », n° 16, janvier 2006 ;
– « Le budget 2004 des Conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique. Résultat de l'enquête annuelle », n° 15, novembre 2005.
– « Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du ministère de la Culture et de la Communication, effectifs et diplômes 2004-2005 », n° 13, novembre 2005.
Notes de l'Observatoire de l'emploi culturel :
– « L'emploi dans les professions culturelles en 2004 d'après l'enquête Emploi de l'Insee », n° 45, mai 2006 ;
– « L'emploi dans le secteur culturel en 2004 d'après l'enquête Emploi de l'Insee », n° 44, mai 2006 ;
– « Le marché du travail des artistes et techniciens intermittents de l'audiovisuel et du spectacle vivant (1987-2003) d'après les fichiers de la Caisse des congés spectacle », n° 43, mai 2006 ;
– « Emploi et spectacle. Synthèse des travaux de la Commission permanente sur l'emploi du Conseil national des professions du spectacle (CNPS) 2004-2005 », n° 40, octobre 2005 ;
– « L'emploi culturel dans l'Union européenne en 2002 », n° 39, juin 2005.

Insee

Document de travai :
– « La difficile mesure des pratiques dans le domaine du sport et de la culture - Bilan d'une opération méthodologique. », août 2006.
Insee-Première :
– « Pratiques sportives et activités culturelles vont souvent de pair », n° 1008, mars 2005.
Insee-Références :
– France Portrait social, édition 2006.

Autres

– « Éléments statistiques sur la diffusion des spectacles de variétés et de musiques actuelles en 2005 », *Centre national de la chanson des variétés et du jazz*, juin 2006.
– « Qui a peur de la culture de masse ? », *Sciences humaines*, n° 171, avril 2006.
– « Le renouveau des musées », *Problèmes économiques et sociaux : dossiers d'actualité mondiale*, n° 910, mars 2005.
– CNC Info*, Centre national de la cinématographie*.
– « La culture des individus : dissonance culturelle et distinction de soi », B. Lahire, *Paris : la Découverte*, 2004.

Voir aussi les publications du chapitre R.01.

TABLEAU E.03-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monuments protégés :								
Classés	13 660	13 982	14 041	14 079	14 130	14 180	14 234	14 282
Inscrits	25 192	26 451	26 756	27 094	27 396	27 640	27 827	28 028
Total	**38 852**	**40 433**	**40 797**	**41 173**	**41 526**	**41 820**	**42 061**	**42 310**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :								
Classements	209	73	77	59	67	56	73	73
Inscriptions	623	354	399	425	424	356	306	307
Total	**832**	**427**	**476**	**484**	**491**	**412**	**379**	**380**

TABLEAU E.03-2

Entrées dans les monuments et musées nationaux

Sources : Centre des monuments nationaux
Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Monuments nationaux (1)	**8 418**	**7 957**	**8 903**	**8 728**	**7 807**	**8 086**	**7 236**
dont : Abbaye du Mont Saint-Michel	826	828	1 078	1 087	1 054	1 132	989
Arc de Triomphe de l'Étoile	775	870	1 335	1 259	1 033	1 047	1 018
Sainte-Chapelle	696	582	794	683	645	689	735
Château de Chambord (2)	730	747	743	711	638	656	226
Château du Haut-Koenigsbourg	591	590	533	549	522	516	464
Panthéon	220	296	337	296	315	335	327
Cité de Carcassonne	272	262	334	362	301	341	305
Tours de Notre-Dame	452	184	274	349	298	296	297
Château d'Azay-le-Rideau	425	347	292	288	259	259	241
Conciergerie	251	185	294	310	250	298	307
Entrées payantes	7 545	6 415	6 905	6 787	6 008	6 196	5 490
Entrées gratuites (3)	873	1 542	1 998	1 941	1 799	1 890	1 746
Musées nationaux (4) (5)	**16 025**	**12 667**	**13 971**	**13 371**	**12 747**	**15 205**	**18 049** *p*
dont : Musée du Louvre (6)	5 338	4 696	6 095	5 717	5 685	6 775	7 448
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 863	2 797	2 854	3 253	4 500
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 344	2 128	1 830	2 590	2 929
Musée Picasso	509	427	597	441	395	482	507
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	298	300	259	328	291
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	353	358	299	319	317
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie/Aquarium tropical	297	243	313	315	203	267	202
Musée des arts asiatiques Guimet	129	129	11	340	312	260	294
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	211	201	178	166	141
Musée national du château de Pau	135	121	112	99	83	94	90
Musée national du château de Compiègne	215	176	125	87	85	84	97
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	82	79	62	84	92
Musée d'archéologie nationale (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	83	55	62	65	66
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	8 (7)	– (7)	– (7)	– (7)	– (7)
Entrées payantes (8)	10 096	8 748	9 898	9 516	8 607	10 443	13 137
Entrées gratuites	5 929	3 919	4 073	3 855	4 140	4 762	4 912

(1) Concernent les monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux.
(2) Le Château de Chambord n'est plus géré par le Centre des monuments nationaux à partir de juillet 2005.
(3) À partir d'octobre 1999, l'accès aux monuments est gratuit le premier dimanche du mois, hors saison touristique.
(4) Concernent 31 musées nationaux.
(5) À partir du 1er janvier 2000, l'accès aux musées nationaux est gratuit le premier dimanche de chaque mois, cette mesure existait depuis 1996 pour le musée du Louvre.
(6) Hors auditorium (63 000 entrées en 2005) et Musée Eugène Delacroix.
(7) Fermé pour travaux.
(8) La répartition entre entrées payantes et gratuites n'est pas identique pour tous les musées (les entrées prépayées, en particulier les cartes multientrées, peuvent être comptabilisées en payantes ou gratuites).

TABLEAU E.03-3

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	(1) 1999	(1) 2000	(1) 2001	(1) 2002	(1) 2003	(1) 2004
Archéologie programmée							
Fouilles programmées	277	252	226	187	220	253	272
Prospections thématiques	97	85	72	85	98	102	108
Relevés d'art rupestre	15	32	12	10	13	11	12
Projets collectifs	74	80	59	44	73	74	73
Prospections inventaire	549	426	420	301	292	279	349
Archéologie préventive							
Diagnostics (2)	1 543	1 863	1 940	1 598	1 027	626	2 112
Fouilles préventives (sauvetages)	811	724	558	386	184	250	228

(1) Données incomplètes : absence de réponses de plusieurs régions métropolitaines et des Dom.
(2) Les diagnostics comprennent les sondages, les fouilles d'évaluation archéologique et les fouilles préventives d'urgence.

TABLEAU E.03-4

Bibliothèques municipales (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 886**	**3 000**	**3 012**	**3 067**	**2 913**
Prêtant des phonogrammes	576	1 039	1 503	1 476	1 594	1 696	1 698
Prêtant des vidéogrammes	104	512	876	938	981	...	...
Collections pour 100 habitants :							
Livres	228	270	291	260	270	262	248
Phonogrammes	16,0	21,8	24,4	25,5	25,9	25,4	23,3
Cassettes vidéo	...	2,2	4,6	4,9	5,4	5,7	6,4
Prêts :							
Nombre d'emprunteurs (milliers)	4 605	6 251	6 665	6 744	6 772	6 740	...
Soit en % de la population desservie	16	18	18	17	17	17	17
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	410	410	415	415	426
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	96	100	107	...	...
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	39	40	43	...	...

(1) Les données sont rapportées au nombre d'habitants desservis.

TABLEAU E.03-5
Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Représentations : Nombre
Spectateurs : Millier

	1990-1991	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Opéra de Paris (1)							
Représentations	322	289	443	419	438	441	428
Spectateurs	534	592	758	756	741	769	743
Théâtres nationaux (2)							
Comédie française (Paris) :							
Représentations	382	568	729	687	647	607	651
Spectateurs	295	303	331	323	299	245	281
Théâtre national de l'Odéon (Paris) :							
Représentations	323	313	234	194	141	181	219
Spectateurs	103	113	97	79	54	62	71
Théâtre national de Chaillot (Paris) :							
Représentations	428	257	199	349	241	375	309
Spectateurs	210	147	26	133	90	126	92
Théâtre de la Colline (Paris) :							
Représentations	332	343	298	298	293	256	310
Spectateurs	119	105	89	92	80	86	86
Théâtre national (Strasbourg) :							
Représentations	152	137	172	155	148	146	201
Spectateurs	51	31	45	49	44	52	55
Centres dramatiques nationaux (3)							
Représentations	8 384	7 878	8 774	4 764	8 177	7 395	...
Spectateurs	2 288	1 838	1 727	1 466	1 573	1 449	...
Scènes nationales (3)							
Représentations	23 047	28 740	...	...	...	...	...
Spectateurs	2 379	2 867	...	...	...	...	...
Théâtres privés parisiens (4)							
Représentations	11 501	11 202	11 629	12 113	14 445	15 169	15 598
Spectateurs	3 093	2 337	2 914	3 130	3 020	2 845	2 935

(1) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille, non compris les tournées.
(2) Non compris les tournées et les spectacles non théâtraux. En 2004-2005, les spectacles non théâtraux comptent 159 représentations et 88 000 spectateurs.
(3) Tous spectacles, spectateurs payants. À partir de la saison 2000/01, les Centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse deviennent soit des Centres dramatiques nationaux soit des "Établissements de production jeune public".
(4) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.03-6
Pratiques culturelles à l'âge adulte (1) selon l'âge, le sexe et la catégorie sociale en 2005

Source : Insee, enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV) de mai 2006

Unité : %

	Au moins une fois au cours des 12 derniers mois						
	Lecture de livre	Cinéma	Musée ou exposition	Théâtre	Concert, spectacle	Écoute de la radio	Écoute de cédéroms, disques, cassettes
Ensemble	**58**	**47**	**39**	**16**	**31**	**87**	**75**
15-29 ans	66	78	41	17	41	88	96
30-39 ans	58	54	41	14	34	93	92
40-49 ans	57	51	43	16	31	91	82
50-59 ans	56	38	41	21	30	89	70
60-69 ans	56	30	43	17	26	85	58
70-79 ans	51	17	31	12	18	75	39
80 ans ou plus	49	9	17	4	7	64	31
Sexe							
Femme	67	48	41	18	31	85	76
Homme	48	46	38	14	30	88	74
Catégorie sociale							
Agriculteur	31	33	34	11	33	85	57
Indépendant	49	42	40	20	28	91	73
Cadre et profession libérale	83	76	66	36	50	95	91
Profession intermédiaire	70	68	52	25	46	96	90
Employé	63	51	38	12	29	91	86
Ouvrier	32	35	25	6	22	91	76
Chômeur	51	48	34	11	24	85	86
Étudiant, élève	77	88	50	20	43	88	96
Retraité	52	22	34	14	20	78	47
Inactif et femme au foyer	53	31	30	10	24	77	69

(1) Champ : personnes de 15 ans ou plus.

TABLEAU E.03-7

Public du cinéma selon l'âge en 2005

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) / Médiamétrie - enquête « 75 000 cinéma »

Unité : %

Âge	Poids dans la population	Pénétration (1)	Structure du public	Structure des entrées	Nombre moyen d'entrées
6 à 10 ans	6,6	80,0	8,8	4,6	2,7
11 à 14 ans	5,2	88,0	7,6	6,3	4,3
15 à 19 ans	7,0	92,1	10,8	13,1	6,4
20 à 24 ans	6,7	86,7	9,7	14,5	7,8
25 à 34 ans	14,1	65,5	15,4	15,0	5,1
35 à 49 ans	23,0	58,4	22,4	19,1	4,5
50 à 59 ans	14,7	47,1	11,6	13,2	6,0
60 ans ou plus	22,7	36,0	13,7	14,2	5,5
Ensemble	**100,0**	**59,9**	**100,0**	**100,0**	**5,2**

(1) Le taux de pénétration, pour une classe d'individus, est égal au nombre d'individus de cette classe ayant été au moins une fois au cinéma au cours de l'année de référence sur le nombre d'individus de cette classe.

TABLEAU E.03-8

Professions culturelles en 2005 (1)

Source : Insee (Enquête emploi)

	Ensemble	Hommes	Femmes
Professions de l'audiovisuel et des spectacles	**128 695**	**92 008**	**36 687**
Artistes des spectacles			
Artistes de la musique et du chant	31 253	25 840	5 413
Artistes dramatiques	16 284	9 527	6 757
Artistes de la danse, du cirque et des spectacles divers	7 636	3 730	3 906
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles			
Directeurs, responsables de programmation et de production de l'audiovisuel et des spectacles	13 223	9 125	4 097
Cadres artistiques et technico-artistiques de la réalisation de l'audiovisuel et des spectacles	14 725	10 389	4 336
Assistants techniques de la réalisation des spectacles vivants et audiovisuels (salariés ou indépendants)	32 022	24 261	7 762
Ouvriers et techniciens des spectacles vivants et audiovisuels	10 375	7 752	2 623
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	3 179	1 385	1 794
Professions des arts plastiques et des métiers d'art	**152 066**	**87 914**	**64 152**
Artistes plasticiens	24 445	14 673	9 773
Stylistes/décorateurs	82 161	42 997	39 164
Photographes	14 834	11 003	3 830
Métiers d'art			
Artisans d'art	13 266	8 071	5 195
Ouvriers d'art	17 361	11 170	6 190
Professions littéraires	**57 558**	**31 797**	**25 761**
Journalistes et cadres de l'édition			
Journalistes et rédacteurs en chef	37 896	19 492	18 404
Directeurs de journaux, administrateurs de presse, directeurs d'édition (littéraire, musicale, audiovisuelle et multimédia)	10 727	5 795	4 932
Auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes	8 935	6 510	2 425
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**33 173**	**4 176**	**28 998**
Bibliothécaires, archivistes, conservateurs de la fonction publique	22 415	2 448	19 966
Cadres de la documentation, de l'archivage (hors fonction publique)	4 160	700	3 460
Assistants techniques de la documentation et de l'archivage (hors fonction publique)	6 599	1 028	5 572
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**48 226**	**20 153**	**28 073**
Architectes	**37 068**	**28 052**	**9 016**
Architectes libéraux	27 510	22 617	4 893
Architectes salariés	9 558	5 435	4 123
Ensemble des professions culturelles	**456 785**	**264 100**	**192 685**

(1) Les professions culturelles retenues sont celles qui font l'objet d'un poste de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'Insee (PCS).

Chapitre E.04

Jeunesse et Sports

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière.

2 Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

3 Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

4 Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (Creps - écoles et instituts) - année scolaire - France entière.

5 Sections de clubs et licences sportives - France entière.

6 Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière.

1
○ Présentation

Si l'on comptabilise les séjours organisés pour une durée égale ou supérieure à 5 nuits[1] et concernant au moins 12 mineurs, près de 30 000 séjours ont accueilli un peu plus de 1 050 000 enfants et adolescents âgés de 4 à 17 ans.

La pratique sportive

En 2003, plus de 34 millions de personnes de 15 ans ou plus font du sport, soit 71 % de la population concernée. Les hommes font toujours plus de sport que les femmes et cette tendance se retrouve chez les plus jeunes. En 2001, 77 % des garçons de 12 à 17 ans faisaient du sport contre 60 % des filles du même âge. C'est dans les milieux sociaux les moins favorisés que les jeunes font le moins de sport, le phénomène étant particulièrement marqué chez les filles. Le niveau de diplôme des parents apparaît comme le premier des facteurs familiaux qui favorisent les sports des jeunes.

Près de 15,8 millions de licences sportives et autres types de participation ont été délivrés en 2005. On estime que près de la moitié des licences sont délivrées aux jeunes de 18 ans ou moins.

Les fédérations de football, de tennis, de judo, de basket et d'équitation sont toujours des disciplines très pratiquées. Certaines comme la natation, le badminton et la boxe sont en nette progression.

Les femmes représentent près de 35 % des licences, en légère progression par rapport à l'année précédente. Quelques fédérations sont en majorité féminines, comme celles de gymnastique ou d'équitation. Le nombre de clubs diminue en 2005, passant de 171 000 en 2004 à 167 000.

Le poids économique du sport

Le sport est un enjeu économique important en France. La dépense sportive nationale, constituée par les dépenses effectuées par les différents agents (ménages, État et collectivités locales, entreprises) en faveur du sport, est estimée en 2004 à 28,9 milliards d'euros. Elle permet de mesurer le poids économique du sport : il est ainsi évalué à 1,8 % du PIB en 2004.

La moitié de cette dépense sportive est effectuée par les ménages, pour leur consommation en biens et services sportifs (achat de vêtements ou de matériel de sport, cotisation à des clubs...), et 40 % provient de l'État et des collectivités territoriales (en faveur de l'enseignement du sport, des installations, manifestations sportives...).

Les diplômes professionnels

Le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative a délivré en 2004 près de 15 000 diplômes professionnels, dont 379 BAPAAT option « activités de pleine nature » (niveau V), près de 8 850 BEES de premier degré (niveau IV) et 571 BEES de deuxième degré (niveau II).

Le nombre de diplômes professionnels délivrés est en progression de 2,8 % en 2004.

2
○ Méthodologie

Les données sur les centres de vacances, les diplômes délivrés par le ministère, etc... sont issues d'une enquête annuelle du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative à partir de données administratives collectées par les services déconcentrés.

Les données sur les clubs, les licences et autres types de participation sportifs proviennent d'un recensement mené annuellement par la mission statistique auprès des fédérations sportives.

La consommation des ménages en biens et services sportifs a été définie dans le cadre des travaux sur les comptes économiques du sport par un groupe de travail associant le ministère des Sports et l'Insee. Ces comptes s'appuient sur les concepts de la comptabilité nationale.

3
○ Définitions

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 28 jours répartis au plus sur 30 mois (les diplômes professionnels ont vocation à être inscrits sur le Répertoire national des certifications professionnelles).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 44 jours répartis au plus sur 4 ans.

Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE)

Créé en 1970, il sanctionne les compétences et l'expérience dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

Diplôme existant depuis 1948. Il comprend 3 degrés : le premier au niveau IV, le deuxième au niveau II, le troisième degré sanctionne une compétence pour l'expertise et la recherche (4 ou 5 par an). Il est obligatoire pour enseigner la pratique sportive contre rémunération.

Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS)

Diplôme de niveau IV créé en 2001, transversal aux champs de l'animation et du sport et construit par spécialité. Il est amené à remplacer à terme l'ensemble des diplômes de niveau IV.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau IV, créé en 1986.

Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports (BAPAAT)

Créé en 1993, homologué au niveau V de formation.

Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

Ce diplôme, créé en 1995, est délivré à l'issue d'une formation de 1 500 heures réparties sur 3 ans au maximum.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme préparé selon un cycle continu ou discontinu sur une durée de 8 ans maximum.

Centres de vacances (CV)

Les centres de vacances sont des accueils collectifs avec hébergement pour les jeunes âgés de 4 à 17 ans lors de leurs congés scolaires, professionnels ou de leurs loisirs.

Les organisateurs, associations ou collectivités locales, qui proposent de tels séjours sont tenus de les déclarer auprès des services déconcentrés du ministère chargé de la Jeunesse.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille ou établissement à l'étranger ou en France. Les placements effectués à l'étranger correspondent en général à des séjours linguistiques.

Fédération sportive

Une fédération sportive est une union d'associations sportives régie par la loi de 1901, pratiquant le même sport ou plusieurs, ou encore regroupant des licenciés qui appartiennent à une même catégorie (ex. sport scolaire).

Les fédérations peuvent être agréées par le ministère des Sports : la loi leur reconnaît une mission de service public. Parmi elles, certaines reçoivent une délégation pour organiser la pratique d'une discipline sportive. Elles passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions. Les fédérations unisport délégataires sont

---

[1] Jusqu'au 30 avril 2003, les séjours plus courts (4 ou 5 nuits) pouvaient être déclarés et donc comptabilisés. Depuis le 1er mai 2003, ils ne peuvent plus l'être, ce qui se traduit par une réduction du nombre de séjours et du nombre d'enfants.

classées en olympiques et non olympiques selon que la discipline sportive est incluse ou non au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.
Trois fédérations multisports ont délégation du ministère, la fédération française handisport, la fédération des sourds de France et la fédération française de sport adapté pour les pratiques sportives destinées respectivement aux personnes concernées.
L'adhésion à une fédération par une licence annuelle permet la pratique sportive et la participation aux compétitions, et le cas échéant, selon les statuts de la fédération, la participation au fonctionnement et aux activités de la fédération. Les activités sportives peuvent également être pratiquées au sein d'une fédération par des non licenciés à qui on délivre des titres de participation.
Sur 15,8 millions d'adhésions en 2005, 14,8 millions sont des licences sportives et plus d'un million d'autres titres de participation.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique.
– Commission nationale du Sport du haut niveau.

Sites Internet :

– www.jeunesse-sports.gouv.fr
– www.education.gouv.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, mission statistique

– « Les chiffres-clés du sport », mission statistique, octobre 2006 ;
– « Données et études statistiques – Jeunesse, Sports et Vie associative : recueil des travaux et publications de la mission des études, de l'observation et des statistiques de 1999 à 2004 », éditions de l'Insep, 2006 ;
– « La pratique des activités physiques et sportives en France : résultats de l'enquête menée en 2003 dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, le ministère de la Culture et de la Communication et l'Insee », éditions de l'Insep, 2005 ;
– « Les chiffres-clés du sport », mission statistique, novembre 2005 ;
– « Les adolescents et le sport : résultats de l'enquête menée en 2001 par le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative et l'Institut National du Sport et de l'Éducation Physique », éditions de l'Insep, 2004 ;
– « Les pratiques sportives en France : résultats de l'enquête menée en 2000 par le ministère des Sports et l'Institut National du Sport et de l'Éducation Physique », éditions de l'Insep, 2002.

STAT Info :

– « Les sports d'hiver : pratiques et pratiquants », n° 06-06, août 2006 ;
– « Le budget des associations sportives », n° 06-05, avril 2006 ;
– « Une approche territoriale de l'évolution du nombre de licences et de clubs entre 1974 et 2002 », n° 06-04, avril 2006 ;
– « Le poids économique du sport en 2003 », n° 06-03, janvier 2006 ;
– « Le parcours des diplômés du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative », n° 06-02, janvier 2006 ;
– « Trois ans après l'obtention de leur diplôme, 87 % des titulaires du Bees et du Beatep ont un emploi », n° 06-01, janvier 2006 ;
– « Les licences 2004, une approche par discipline sportive », n° 05-06, décembre 2005 ;
– « Âge, diplômes, niveau de vie : principaux facteurs socio-démographiques de la pratique sportive et des activités choisies », n° 05-05, novembre 2005 ;
– « Les associations sportives et d'éducation populaire dans le secteur associatif français », n° 05-04, septembre 2005 ;
– « 100 000 diplômes professionnels sportifs ont été délivrés depuis 1995 », n° 05-03, mai 2005 ;
– « 580 000 diplômes de l'animation ont été délivrés depuis 1995 », n° 05-02, mai 2005.

Insee

Insee-Références :

– « Données sociales », édition 2006 ;
– « France, portrait social », édition 2006.

Insee-Première :

– « Pratique sportive et activités culturelles vont souvent de pair », n° 1008, mars 2005.

Documents de travail :

– « Participation culturelle et sportive en 2003, tableaux issus de l'enquête PCV de mai 2003 », n° F0501, Lara Muller, mars 2005.

TABLEAU E.04-1

Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre

Nature du diplôme	1990	1995	1999	2000	2002	*r* 2003	2004
DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
Diplômes sportifs (2) :	**7 102**	**8 388**	**8 689**	**8 833**	**9 724**	**9 775**	**10 040**
dont : B.E.E.S. 1er degré	6 520	7 844	8 106	8 200	9 097	9 027	8 843
B.E.E.S. 2ème degré	582	544	583	633	627	643	571
B.P.J.E.P.S. (3) (4)	///	///	///	///	///	105	626
Diplômes de l'animation :	**241**	**1 289**	**2 046**	**2 496**	**3 420**	**3 209**	**3 289**
dont : B.E.A.T.E.P. (4)	44	890	1 485	1 968	2 951	2 813	2 841
D.E.F.A. (4)	197	399	368	406	383	289	342
B.A.S.E. (4)	...	...	193	122	86	107	64
B.P.J.E.P.S. animation socio-culturelle (3) (4)	///	///	///	///	///	///	42
Diplômes socio-sportif :	**...**	**1 250**	**1 538**	**1 512**	**1 395**	**1 453**	**1 517**
B.A.P.A.A.T. (4)	...	1 250	1 499	1 476	1 371	1 413	1 491
D.E.D.P.A.D. (4)	///	///	39	36	24	40	26
Total	**7 343**	**10 927**	**12 273**	**12 841**	**14 539**	**14 437**	**14 846**
DIPLÔMES NON PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
B.A.F.D. (4)	2 117	6 602	2 527	2 346	2 113	1 958	2 303
B.A.F.A. (4)	38 567	48 512	54 830	56 651	51 446	52 797	54 205
Total	**40 684**	**55 114**	**57 357**	**58 997**	**53 559**	**54 755**	**56 508**

(1) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).
(2) Chaque année 4 à 5 diplômes B.E.E.S. (Brevet d'État d'éducateur sportif) du 3ème degré sont délivrés.
(3) Amené à remplacer à terme l'ensemble des diplômes de niveau IV.
(4) Cf. partie « 3. Définitions » dans le texte de ce chapitre.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (2)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1998	1999	2000	2002 ■ (3) 2003	2004	2005
Centres de vacances							
Nombre d'enfants :							
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	28,4	22,7	21,2	19,5	16,5	13,4	14,4	16,0
Centres de vacances (6-12 ans)	444,2	396,5	390,7	365,5	344,7	333,8	335,0	330,0
Centres de vacances (12-18 ans)	227,8	212,6	218,0	200,4	207,8	446,1	468,1	460,4
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	265,9	241,5	233,4	204,1	177,8	...	...	...
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	98,4	89,7	89,0	95,5	77,0	...	...	...
Total	**1 064,6**	**962,9**	**952,3**	**885,0**	**823,8**	**793,2**	**817,5**	**806,4**
Nombre de séjours correspondants	**29,6**	**28,7**	**27,7**	**26,0**	**24,2**	**22,0**	**23,0**	**20,0**
Placements de vacances et séjours linguistiques							
Nombre d'enfants :							
Placements de vacances	36,4	30,6	32,8	26,0	24,2	...	...	...
Séjours linguistiques	130,0	118,1	99,9	104,8	98,5	...	...	...
Total	**166,5**	**148,7**	**132,8**	**130,8**	**122,7**	**49,0**	**45,0**	**49,3**
Nombre de séjours correspondants	**3,6**	**3,7**	**3,7**	**3,6**	**3,3**	**1,2**	**1,3**	**1,5**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés, depuis 1994, au regard de la réglementation « protection des mineurs »).
(2) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).
(3) À partir d'avril 2003, changement de législation et de modalités de décompte.

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (2)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Millier

	1995	1998	1999	2000	2002 ■ (3) 2003		2004	2005
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	8,9	6,9	7,0	6,0	5,3	4,3	4,3	6,0
Centres de vacances (6-12 ans)	192,8	174,7	171,9	159,2	148,2	133,0	121,4	120,5
Centres de vacances (12-18 ans)	149,4	136,2	135,0	128,1	127,5	132,1	157,3	157,1
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	23,0	13,2	10,9	9,9	7,7	...	...	...
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	7,3	7,1	8,1	7,8	6,5	...	...	...
Total	**381,5**	**338,1**	**332,9**	**311,0**	**295,2**	**269,4**	**282,9**	**283,6**
Nombre de séjours correspondants	**10,2**	**9,2**	**9,2**	**9,0**	**8,4**	**7,4**	**7,7**	**7,2**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	12,6	10,6	11,3	11,6	11,5	...	...	...
Séjours linguistiques	29,7	20,2	18,8	20,0	19,2	...	...	...
Total	**42,3**	**30,8**	**30,1**	**31,6**	**30,7**	**11,0**	**10,0**	**21,8**
Nombre de séjours correspondants	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,2**	**0,4**	**0,3**	**0,5**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.
(2) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).
(3) À partir d'avril 2003, changement de législation et de modalités de décompte.

TABLEAU E.04-4

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (Creps - écoles et instituts) - année scolaire - France entière (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative — *Unité* : Nombre

	1997	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Sections sportives scolaires (2)	1 694	1 900 *e*	2 096	...	...	...	...
« Pôles France », nombre de sections	144	136	130	130	132	126	137
« Pôles Espoirs », nombre de sections	234	289	300	329	341	332	355
Nombre de spécialités sportives	48	50	50	51	51	56	54
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	40 000 *e*	44 000 *e*	...	...	...	...
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	...	9 576	9 400	9 000	9 507	7 188	7 112
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**40 461**	**50 000 *e***	**54 000 *e***	...	...	...	...

(1) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).
(2) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère en charge de l'Éducation nationale.

TABLEAU E.04-5

Sections de clubs et licences sportives - France entière (1)

Sources : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative
Enquête menée auprès des fédérations sportives

	Sections de clubs			Licences et autres types de participation			dont : Licences femmes (%)
	2003	*r* 2004	*p* 2005	2003	*r* 2004	*p* 2005	2005
Fédérations olympiques agréées	**72 705**	**71 447**	**72 441**	**7 330 405**	**7 414 211**	**7 586 944**	**28,0**
dont : Fédération française de basketball	5 247	4 592	4 575	427 445	435 816	448 144	39,8
Fédération française de canoë-kayak	716	714	709	236 843	254 618	267 964	25,5
Fédération française d'équitation	5 652	5 924	6 174	468 591	490 660	513 615	76,1
Fédération française de football	18 453	18 194	19 073	2 141 239	2 146 752	2 162 349	2,2
Fédération française de gymnastique	1 651	1 623	1 619	231 002	233 850	245 301	78,4
Fédération française de handball	2 429	2 415	2 427	318 981	337 971	364 429	36,7
Fédération française de judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	6 084	5 578	5 537	556 406	539 733	557 616	25,9
Fédération française de natation	1 264	1 253	1 361	216 424	227 936	246 315	56,1
Fédération française de tennis de table	4 223	4 164	4 073	180 694	180 723	178 621	16,8
Fédération française de tennis	8 748	8 661	8 562	1 075 025	1 065 531	1 054 513	32,1
Fédération française de voile	1 058	1 003	1 003	280 196	279 651	285 290	20,5
Fédérations non olympiques agréées	**42 908**	**43 195**	**43 100**	**2 759 292**	**2 800 970**	**2 842 027**	**25,0**
dont : Fédération française de la montagne et de l'escalade	1 067	1 041	1 069	58 556	65 347	68 916	37,5
Fédération française de motocyclisme	1 200	1 195	1 352	53 538	57 556	60 389	4,7
Fédération française des sports de boules	2 449	2 426	2 380	162 916	160 500	158 252	8,3
Fédération française de cyclotourisme	3 133	3 137	3 152	115 416	118 013	119 500	16,5
Fédération française d'études et sports sous-marins	2 089	2 079	2 091	151 735	149 490	148 514	30,1
Fédération française de golf	1 437	1 442	1 503	345 022	359 141	368 746	29,1
Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires	3 786	3 917	3 797	201 296	205 126	202 627	29,0
Fédération française de pétanque et jeu provençal	6 846	6 736	6 625	409 437	395 160	379 937	15,1
Fédération française de la randonnée pédestre	2 737	2 890	2 938	161 820	169 968	184 678	61,7
Fédération française de rugby	1 719	1 725	1 654	222 808	240 795	240 495	3,1
Fédérations multisports :							
Affinitaires	**31 422**	**31 040**	**31 079**	**2 446 486**	**2 437 288**	**2 655 079**	**61,0** *e*
dont : Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	7 642	7 631	7 639	546 021	562 416	566 874	94,1
Union nationale des centres sportifs de plein air (2)	...	...	...	214 371	204 838	249 671	54,5 *e*
Fédération sportive et gymnique du travail	4 182	4 145	4 289	261 496	255 345	251 483	35,0
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	9 997	9 849	9 776	400 339	389 848	394 429	35,0
Handicapés	**1 253**	**1 286**	**1 340**	**50 012**	**50 770**	**51 765**	**31,2** *e*
dont : Fédération française handisport	594	634	670	15 442	16 270	16 216	29,1
Fédération française du sport adapté	578	571	589	31 059	30 865	31 818	33,6
Scolaires, universitaires	**24 832**	**24 105**	**23 942**	**2 535 739**	**2 523 192**	**2 639 330**	**43,6** *e*
dont : Union nationale du sport scolaire	9 502	9 504	9 520	840 963	859 733	899 948	40,4
Union sportive de l'enseignement du premier degré	11 307	10 675	10 516	797 987	762 643	826 422	50,0
Toutes pratiques confondues	**173 120**	**171 073**	**171 902**	**15 121 934**	**15 226 431**	**15 775 145**	**34,8**

(1) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).
(2) Structure centralisatrice.

TABLEAU E.04-6

Sportifs reconnus par le ministère en charge des Sports - France entière (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Sportifs classés	1995	2000	2003	2004	*r* 2005	2006
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	5 783	6 195	6 573	6 662	6 808	7 181
Liste « Espoirs »	10 171	11 063	9 039	9 084	8 778	8 595
Liste « Partenaires d'entraînement »	207	530	354	303	321	401

(1) France entière y compris les départements et collectivités d'outre-mer, la Nouvelle-Calédonie, Monaco et autres (militaires à l'étranger par exemple).

Chapitre E.05

Vacances et Loisirs divers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Séjours et nuitées selon la durée, le motif et la destination en 2005.
2 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace.
3 Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.
4 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement.
5 Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.
6 Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.
7 Voyages personnels : nuitées et durée moyenne des séjours - France entière.
8 Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.
9 Taux de départ en vacances selon l'âge.
10 Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle.
11 Chasse et pêche fluviale.

1
○ Présentation

Le taux de départ et le nombre moyen de voyages par individu des Français[1] en 2005 sont sensiblement identiques à ceux de 2004.

Le nombre de voyages effectués par les Français âgés de 15 ans et plus a légèrement diminué de – 0,2 % entre 2004 et 2005, avec une légère hausse du nombre de séjours personnels de 0,4 % traduisant un nombre de nuitées personnelles identique à 2004. Comme les années précédentes, la tendance est au raccourcissement de la durée des séjours, puisque les courts séjours n'ont diminué que de – 1,9 % tandis que les longs séjours de – 3,2 %.

Parmi les modes de transport, la voiture particulière arrive largement en tête, elle est utilisée dans trois séjours sur quatre (74,3 %). Le train (12,4 % des séjours) et l'avion (7,0 %) sont les autres moyens de transport les plus utilisés.

Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (39,7 % des nuitées) et à la campagne (31,8 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) : 53,7 % en été et 67,1 % en hiver.

2
○ Méthodologie

Voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la TNS-Sofrès auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

Enquête EPCV

Le dispositif d'Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie (EPCV) a été mis en place à partir de 1996 et donne lieu depuis cette date à trois enquêtes par an. Ce dispositif comporte trois parties : la partie « indicateurs sociaux », la partie dite « variable » et la partie commune.

Les tableaux donnant les taux de départ en vacances sont issus de la partie variable. L'enquête d'octobre 2004 a pour objectif l'étude de la fréquence et de l'organisation des vacances. Elle permet avant tout d'évaluer le taux de départ en vacances des résidants français sur la période référencée et de mettre en évidence les différences de comportement entre les ménages et les contraintes auxquelles ils peuvent être confrontés.

3
○ Définitions

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidants du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidants qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidants du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Vacances

La notion de vacances utilisée dans l'enquête EPCV a évolué. Elle répond désormais à une normalisation internationale : on entend par « vacances » tout déplacement comportant au moins quatre nuitées consécutives en dehors du domicile, effectué pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé.

Cette définition, utilisée pour des enquêtes de même type, dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne, exclut les week-ends du champ de l'enquête. Elle ne recouvre pas la notion courante de « tourisme ». Elle est à la fois plus large, en comprenant tous les séjours dans les familles ou les endroits non touristiques et plus étroite, puisque le tourisme d'affaires n'est pas étudié.

Elle diffère de la notion utilisée jusqu'en 1994, où l'on entendait par « vacances » les déplacements comportant au moins 4 jours consécutifs hors du domicile effectués pour des motifs autres que professionnel, d'étude ou de santé.

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :

– d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme ;

– familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême) ;

– autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

4
○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, département de la stratégie, de la prospective, de l'évaluation et des statistiques, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

– Insee.

Sites Internet :

– www.tourisme.gouv.fr

– www.odit-france.fr

– www.statistique-publique.fr

[1] Depuis 2004, tous les résidents de 15 ans et plus en France sont interrogés et non plus seulement les français comme précédemment

Publications :

Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Direction du Tourisme

– Les comptes du tourisme 2005 ;
– Chiffres clés du tourisme ;
– Mémento du tourisme ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Tourisme infos rapides, note mensuelle disponible sur le site www.tourisme.gouv.fr , rubrique « Statistiques ».

Odit-France

– L'observation touristique ;
– Les analyses et perspectives ;
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle).

Insee

Insee-Références

– France Portrait Social, édition 2006 ;
– « Le tourisme en France », novembre 2005.

Insee-Première :

– « L'emploi salarié dans le tourisme : une nouvelle estimation », n° 1099, août 2006 ;
– « Hausse des départs en vacances, mais 21 millions de français ne partent pas », n° 1093, juillet 2006 ;
– « Reprise de la fréquentation touristique en 2006 », n° 1065, février 2006 ;
– « En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements », n° 1050, novembre 2005.

Autres

– « Quelle stratégie pour l'hôtellerie dans l'économie française ? », *Avis et rapports du Conseil économique et social*, 2006.
– « Les sports d'hiver : pratiques et pratiquants », *Stat-info* n° 06-06, ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.
– « Les voyages à longue distance des français en 2004 – Une forte progression des voyages en avion », *SES Infos rapides Transports* n° 258, juillet 2005.
– *Compendium des statistiques du tourisme 2006*, juin 2006.

Cahiers d'espaces :

– « Observation et tourisme » , n° 90, septembre 2006.

Voir aussi le chapitre R.02 « Tourisme ».

TABLEAU E.05-1

Séjours et nuitées selon la durée, le motif et la destination en 2005

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Court séjour		Long séjour		Total	
	Séjours	Nuitées	Séjours	Nuitées	Séjours	Nuitées
Professionnel						
France	6,3	10,0	1,4	12,1	7,8	22,1
Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et Étranger	1,6	2,8	0,8	7,4	2,3	10,2
Total	**7,9**	**12,8**	**2,2**	**19,5**	**10,1**	**32,3**
Personnel						
France	95,5	170,6	69,6	654,7	165,1	825,3
Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et Étranger	5,3	11,0	14,6	149,8	19,9	160,8
Total	**100,8**	**181,6**	**84,2**	**804,4**	**185,0**	**986,1**
Ensemble						
France	101,8	180,6	71,0	666,8	172,8	847,4
Dom-Com, Nouvelle-Calédonie et Étranger	6,9	13,8	15,4	157,2	22,3	170,9
Total	**108,7**	**194,4**	**86,4**	**824,0**	**195,1**	**1 018,3**

TABLEAU E.05-2

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace (1) (2)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	■ 2004	2005
En % des séjours									
Mer	25,3	27,6	28,0	27,6	27,3	27,9	26,9	26,9	27,3
Montagne	15,0	15,1	15,1	14,4	14,5	14,3	14,8	14,8	15,0
Campagne	37,4	36,0	34,9	36,1	36,1	35,8	35,7	35,9	35,3
Lac	4,1	4,0	4,2	4,0	4,0	4,1	4,0	4,0	4,1
Ville	32,1	33,4	33,9	33,5	34,0	33,2	35,9	35,5	35,6
Autre	2,0	2,3	2,9	2,8	2,7	2,6	3,0	3,0	3,2
En % des nuitées									
Mer	37,4	38,9	40,0	39,6	39,2	39,7	39,5	39,5	39,7
Montagne	19,8	19,5	19,2	18,9	19,2	18,3	19,1	19,1	19,6
Campagne	32,4	32,8	31,5	32,1	32,0	32,2	31,8	32,0	31,8
Lac	5,7	5,1	5,7	5,4	5,7	5,3	5,4	5,4	5,5
Ville	26,2	27,1	27,2	27,3	27,9	26,0	29,6	29,2	29,0
Autre	1,8	2,3	2,9	2,7	2,7	2,5	3,4	3,3	3,4
Durée moyenne des séjours (en nuitées)									
Mer	8,5	8,2	8,2	8,1	8,0	7,9	7,9	8,0	7,8
Montagne	7,6	7,5	7,4	7,4	7,4	7,1	7,0	7,0	7,0
Campagne	5,0	5,3	5,2	5,0	5,0	5,0	4,8	4,9	4,8
Lac	8,0	7,3	7,8	7,5	7,9	7,3	7,3	7,3	7,0
Ville	4,7	4,7	4,6	4,6	4,6	4,4	4,5	4,5	4,4
Autre	5,2	5,8	5,9	5,4	5,7	5,4	6,0	6,0	5,8

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.
(2) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-3

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2004	2005	1995	2000	*r* 2004	2005
ÉTÉ (période du 01/04 au 30/09)								
Hôtel et pension de famille	15,6	16,6	16,1	15,9	10,9	11,8	11,0	11,2
Camping	8,6	8,7	8,3	9,1	12,0	11,7	11,6	12,1
Location	4,8	5,6	5,0	5,1	9,2	10,0	9,2	9,0
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,3	3,9	4,2	3,4	3,5	3,8	3,9
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,7	1,8	1,1	1,7	2,4	2,3
Autre	5,6	7,0	6,6	6,8	7,2	8,5	12,1	7,9
Total hébergement marchand	**38,3**	**42,4**	**41,6**	**42,9**	**43,8**	**47,2**	**46,0**	**46,3**
Résidence secondaire	11,8	10,8	8,9	8,7	17,6	16,5	15,0	15,6
Famille/amis	49,9	46,7	49,4	48,5	38,6	36,3	39,0	38,1
Total hébergement non marchand	**61,7**	**57,5**	**58,3**	**57,1**	**56,2**	**52,8**	**54,0**	**53,7**

	Séjours				Nuitées			
HIVER (période du 01/10 au 31/03)	94-95	*r* 99-00	04-05	05-06	94-95	*r* 99-00	04-05	05-06
Hôtel et pension de famille	12,1	14,4	13,6	14,4	12,0	13,9	12,8	13,4
Camping	1,1	0,7	0,9	0,8	1,2	1,0	1,2	1,4
Location	4,1	4,1	4,0	3,9	7,0	7,5	7,5	6,8
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,9	2,2	2,2	1,8	2,0	2,1	2,1
Résidence de tourisme	–	0,9	1,8	1,8	–	1,3	2,7	2,6
Autre	4,9	5,3	5,6	6,2	7,0	6,9	7,1	6,6
Total hébergement marchand	**23,9**	**27,3**	**28,1**	**28,3**	**29,0**	**32,5**	**33,4**	**32,9**
Résidence secondaire	12,4	11,4	8,8	7,9	17,1	16,6	13,8	13,4
Famille/amis	63,7	61,3	63,1	63,8	53,9	50,8	52,7	53,7
Total hébergement non marchand	**76,1**	**72,7**	**71,9**	**71,7**	**71,0**	**67,5**	**66,5**	**67,1**

TABLEAU E.05-4

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours					Nuitées				
	1995	2000	2004	■ 2004	2005	1995	2000	2004	■ 2004	2005
Hôtel et pension de famille	25,3	24,6	27,4	29,1	28,2	113,0	113,0	112,5	119,1	116,0
Camping	10,2	8,9	10,0	10,4	10,8	90,9	78,7	81,0	86,5	86,2
Location	7,9	8,0	8,2	8,7	8,7	86,4	85,0	81,0	87,3	84,6
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,4	5,7	6,0	6,4	29,2	28,0	31,5	33,0	32,8
Résidence de tourisme	1,0	1,9	3,0	3,2	3,3	9,2	16,3	23,8	25,0	23,5
Autre	9,2	10,5	10,6	11,6	11,6	69,1	74,1	71,5	77,8	75,2
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,3**	**64,9**	**69,0**	**69,0**	**397,9**	**394,2**	**401,4**	**428,8**	**418,4**
Résidence secondaire	20,5	16,5	15,6	17,0	15,6	171,1	143,8	140,1	153,1	145,4
Famille/amis	94,8	81,8	97,0	102,9	100,4	425,0	366,2	411,9	439,3	422,4
Total hébergement non marchand	**115,3**	**98,4**	**112,8**	**119,9**	**116,0**	**596,1**	**509,9**	**552,0**	**592,4**	**567,7**
Total hébergement	**173,4**	**156,7**	**177,7**	**188,9**	**185,0**	**994,0**	**904,1**	**953,4**	**1 021,2**	**986,1**

(1) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-5

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours					Nuitées				
	1995	2000	2004	■ 2004	2005	1995	2000	2004	■ 2004	2005
Total Europe	**11,9**	**10,3**	**12,7**	**13,5**	**13,2**	**86,0**	**74,1**	**84,2**	**89,9**	**87,9**
dont : Allemagne	1,0	0,8	0,9	1,0	1,1	5,4	4,4	4,3	4,7	5,4
Belgique, Luxembourg	0,9	0,7	1,1	1,1	1,1	3,2	3,0	4,1	4,3	3,8
Espagne	2,7	2,5	2,9	3,0	2,9	25,5	21,5	22,5	23,4	22,2
Grande Bretagne, Irlande	1,6	0,9	1,3	1,1	0,8	8,4	5,6	7,2	6,4	4,4
Italie	1,9	1,8	2,0	2,1	1,9	13,5	12,2	13,4	14,4	13,5
Afrique	1,4	2,8	3,1	3,3	3,1	13,1	24,7	27,9	29,7	28,0
Amérique	1,4	1,6	1,5	1,7	1,6	16,4	19,9	17,1	18,3	18,0
Asie, Océanie	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	11,2	11,0	9,4	10,0	12,6
Total Étranger (Dom-Com et Nouvelle-Calédonie exclus)	**15,7**	**15,5**	**18,1**	**19,5**	**18,8**	**126,7**	**129,7**	**138,5**	**148,9**	**146,5**

(1) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-6

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unités : Million et %

	Nombre					Part				
	1995	2000	2004	■ 2004	2005	1995	2000	2004	■ 2004	2005
Voiture particulière	134,7	117,3	132,5	140,6	137,5	77,7	74,9	75,0	74,4	74,3
Voiture de location	0,9	1,1	1,2	1,3	1,7	0,5	0,7	0,7	0,7	0,9
Minibus, camping-car	1,7	1,7	2,2	2,3	2,4	1,0	1,1	1,3	1,2	1,3
Avion	9,4	11,4	12,2	13	12,9	5,4	7,3	6,9	6,9	7,0
Train	19,1	18,6	21,5	23,1	22,9	11,0	11,9	12,2	12,2	12,4
Autocar	5,2	4,3	3,7	3,9	3,7	3,0	2,7	2,1	2,0	2,0
Autre	2,4	2,3	4,4	4,8	3,9	1,4	1,5	1,8	2,6	2,2
Total	**173,4**	**156,7**	**177,7**	**188,9**	**185,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-7

Voyages personnels : nuitées et durée moyenne des séjours - France entière (1)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées (millions)					Durée moyenne des séjours (nuitées)				
	1995	*r* 2000	2004	■ 2004	2005	1995	2000	2004	■ 2004	2005
Alsace	11,8	10,5	12,3	13,1	10,6	5,3	4,6	4,3	4,3	3,9
Aquitaine	63,6	61,0	64,3	68,4	68,1	6,6	6,6	6,1	6,2	6,1
Auvergne	23,2	22,7	24,6	26,4	23,9	5,7	5,3	4,9	4,9	4,8
Basse-Normandie	28,5	25,0	24,4	26,8	28,0	4,8	5,0	4,3	4,3	4,6
Bourgogne	26,6	20,2	20,7	22,7	23,7	3,8	4,0	3,8	3,8	3,8
Bretagne	67,6	61,2	71,4	76,9	71,5	6,5	6,4	5,8	6,0	5,8
Centre	29,7	27,9	27,2	29,5	28,1	4,1	4,0	3,4	3,4	3,3
Champagne-Ardenne	9,6	8,6	10,4	11,1	9,4	3,4	3,2	3,1	3,1	3,2
Corse	12,6	11,9	10,6	11,4	13,6	11,8	10,2	11,1	11,2	11,2
Franche-Comté	14,6	12,5	13,7	14,7	14,1	4,8	4,7	4,3 *r*	4,4	4,4
Haute-Normandie	16,0	11,7	10,4	11,2	12,0	3,7	3,5	3,1	3,1	3,4
Île-de-France	44,3	35,7	40,0	42,0	37,5	3,5	3,4	3,3	3,3	3,1
Languedoc-Roussillon	78,5	71,8	73,4	78,7	75,1	7,9	7,7	6,8	6,9	6,8
Limousin	9,8	11,7	12,1	13,1	13,2	5,1	5,6	5,5	5,6	5,7
Lorraine	19,7	15,4	16,2	17,1	16,9	4,2	3,9	4,1	4,1	4,0
Midi-Pyrénées	47,9	41,6	43,7	46,5	46,2	5,7	5,6	5,1	5,2	5,1
Nord-Pas-de-Calais	21,8	18,9	20,9	22,4	19,9	4,1	4,0	4,2 *r*	4,2	3,8
Pays de la Loire	60,2	51,7	60,5	64,8	59,1	5,3	5,3	5,1	5,2	4,8
Picardie	16,6	14,7	13,4	14,5	14,1	3,8	4,3	3,6	3,6	3,8
Poitou-Charentes	39,9	37,1	36,3	38,7	41,9	5,4	5,6	5,4	5,5	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	102,9	98,6	105,3	100,6	7,6	7,5	6,7	6,7	6,7
Rhône-Alpes	105,1	88,0	95,5	103,1	97,3	5,6	5,4	5,3	5,3	5,0
France sans indication	2,6	0,7	0,8	0,8	0,1	6,8	13,9	5,2	5,3	12,7
Dom-Com et Nouvelle-Calédonie	11,4	11,2	12,6	13,2	12,5	14,0	11,3	14,6	14,7	14,7
Total	**867,8**	**774,6**	**814,1**	**872,3**	**837,4**	**5,5**	**5,5**	**5,1**	**5,1**	**5,0**

(1) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-8

Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1) (2)

Sources : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 2005)					
Natation, baignade, plage	47,2	13,3	9,8	10,3	24,1
Promenade, balade	46,3	46,2	33,6	26,0	44,2
Visite de ville	25,3	24,8	15,6	33,8	27,8
Visite de site naturel	15,7	24,3	11,3	11,4	23,6
Visite de monuments, de site historique	11,7	14,4	11,9	18,8	17,8
Visite de marché, foire, brocante	12,5	9,0	9,2	7,9	8,9
Visite de musées, expositions	5,5	7,0	5,1	10,7	7,2
Randonnée pédestre	4,1	24,1	4,6	2,3	11,4
Vélo, VTT	6,6	4,2	5,1	2,0	9,8
Pas d'activité particulière	7,9	8,0	23,2	20,9	6,8
HIVER (d'octobre 2005 à mars 2006)					
Sports d'hiver	0,2	66,7	1,4	1,2	16,7
Promenade, balade	44,5	33,6	27,3	19,0	31,9
Visite de ville	27,1	13,1	9,1	26,5	18,2
Visite de monuments, de site historique	12,6	4,8	4,7	11,8	9,2
Visite de marché, foire, brocante	10,2	4,9	7,7	8,5	6,4
Visite de site naturel	18,3	9,2	6,2	6,3	14,0
Visite de musées, expositions	6,1	3,3	2,4	9,8	6,6
Pas d'activité particulière	13,9	7,1	31,5	26,5	22,4

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.
(2) Champ : français de 15 ans ou plus jusqu'en 2004 ; résidants de 15 ans ou plus ensuite.

TABLEAU E.05-9

Taux de départ en vacances selon l'âge

Source : Insee — *Unité* : %

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1999	2004
De 0 à 13 ans								
Été	65,4	65,0	65,9	64,1	65,4	68,1	67,1	69,5
Hiver	30,9	29,6	28,8	32,4	32,4	34,0	29,7	33,5
Année	68,2	67,9	67,7	67,4	68,9	70,6	70,1	73,0
De 14 à 19 ans								
Été	64,6	61,9	61,1	61,9	63,4	65,6	63,9	65,7
Hiver	26,7	28,2	27,9	34,0	28,3	34,1	30,9	34,0
Année	68,6	65,2	64,0	65,4	67,7	69,2	68,4	71,2
De 20 à 24 ans								
Été	53,4	50,2	54,0	51,0	51,0	51,5	51,9	52,8
Hiver	26,5	23,4	24,3	26,9	27,3	27,2	24,0	26,3
Année	57,9	55,3	58,4	57,7	56,4	58,1	58,3	59,2
De 25 à 29 ans								
Été	57,3	55,6	57,7	53,2	58,6	59,8	61,6	61,4
Hiver	30,2	30,9	27,7	30,2	31,6	34,2	30,1	35,1
Année	62,5	61,1	62,1	60,2	64,0	65,0	67,4	69,6
De 30 à 39 ans								
Été	62,0	59,6	61,4	61,3	62,2	63,4	58,7	62,8
Hiver	29,8	29,7	28,8	32,1	31,8	33,0	29,8	32,7
Année	66,4	63,2	65,0	66,3	67,5	67,9	63,3	67,9
De 40 à 49 ans								
Été	62,6	63,0	63,4	59,3	60,7	59,4	58,6	60,9
Hiver	31,6	31,3	29,0	30,0	29,5	30,9	28,9	34,2
Année	66,4	67,1	65,7	63,7	64,6	63,1	63,7	67,0
De 50 à 54 ans								
Été	58,3	51,0	58,4	54,4	55,4	58,5	60,6	60,5
Hiver	24,1	23,6	29,1	30,0	28,9	29,3	28,7	35,1
Année	61,3	56,2	62,6	61,0	60,5	61,9	63,6	65,5
De 55 à 59 ans								
Été	45,3	46,9	52,8	50,6	51,5	55,2	58,2	61,4
Hiver	25,2	23,6	24,2	22,1	22,8	25,9	32,7	39,6
Année	50,5	50,6	55,6	54,7	55,0	58,4	62,0	66,4
De 60 à 64 ans								
Été	46,7	49,1	45,0	50,8	48,6	51,7	53,2	59,8
Hiver	26,0	24,1	24,1	25,4	24,4	26,0	27,4	39,8
Année	52,5	53,9	51,0	55,7	52,2	55,7	58,2	65,4
De 65 à 69 ans								
Été	46,2	45,7	43,3	45,3	49,0	48,7	52,0	59,4
Hiver	24,7	20,0	22,5	25,9	23,5	24,9	29,0	37,4
Année	52,2	50,4	48,5	48,9	52,0	53,9	56,9	65,8
70 ans ou plus								
Été	28,5	28,5	29,9	31,9	34,9	35,7	33,8	36,9
Hiver	13,6	15,9	15,0	19,2	17,9	16,7	14,6	20,0
Année	32,6	32,6	33,1	37,2	38,6	39,3	38,3	41,9
Total								
Été	56,4	55,0	56,4	55,3	56,7	58,1	57,0	59,3
Hiver	27,3	26,7	26,3	28,9	28,0	29,6	27,6	32,4
Année	60,7	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0	62,0	64,6

TABLEAU E.05-10

Taux de départ en vacances selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : Insee

Unité : %

	1992	1993	1994	1999	2004
Sans objet (enfant de moins de 15 ans)					
Été	64,6	65,7	68,0	67,4	69,7
Hiver	33,9	. . .	34,6	30,2	33,9
Année	68,1	69,1	70,6	71,0	73,2
Agriculteurs exploitants					
Été	18,4	18,9	21,4	28,7	29,6
Hiver	13,9	. . .	10,9	13,1	15,4
Année	24,5	20,8	24,4	33,0	38,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise					
Été	47,4	46,9	50,4	53,9	56,1
Hiver	25,3	. . .	24,0	25,7	36,5
Année	58,4	59,0	56,9	60,3	66,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures					
Été	82,2	86,0	82,1	82,0	85,1
Hiver	61,6	. . .	59,0	55,6	64,8
Année	88,3	91,2	86,4	86,6	89,6
Professions intermédiaires					
Été	73,8	74,0	75,2	73,9	71,3
Hiver	40,2	. . .	40,5	43,1	44,2
Année	78,4	79,0	79,7	79,0	77,9
Employés					
Été	58,8	58,3	61,4	55,3	56,8
Hiver	28,3	. . .	29,3	24,8	27,3
Année	63,9	62,4	65,4	63,1	62,7
Ouvriers (y.c. ouvriers agricoles)					
Été	45,1	47,4	44,2	41,3	43,3
Hiver	13,1	. . .	13,7	11,6	15,4
Année	48,9	50,3	47,8	44,7	48,2
Retraités					
Été	40,7	42,7	43,7	44,2	48,0
Hiver	23,0	. . .	21,3	22,0	28,6
Année	45,9	46,3	47,8	48,9	53,3
Autres inactifs					
Été	50,4	52,2	55,6	57,1	60,1
Hiver	26,9	. . .	29,0	28,2	31,1
Année	54,9	57,1	60,2	62,2	65,5
Total					
Été	55,3	56,7	58,1	57,0	59,3
Hiver	28,9	28,0	29,6	27,6	32,4
Année	60,0	60,9	62,0	62,0	64,6

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse et de la faune sauvage
Conseil supérieur de la pêche

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CHASSE (1)								
Permis validés (milliers) (2)	1 689,3	1 542,4	1 425,2	1 333,2	1 332,6	1 313,2	1 300,4	1 298,9
PÊCHE FLUVIALE								
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :								
Amateurs	11 609	8 056	6 855	6 807	7 361	6 753	6 563	6 444
Professionnels	962	728	691	668	634	626	593	593
Pêcheurs à la ligne :								
Associations agréées	4 000	4 073	4 229	4 251	. . .	. . .	. . .	. . .
Permis délivrés (milliers) (3)	1 875,0	1 804,1	1 504,2	1 470,3	1 427,2	1 404,3	1 319,0	1 251,7

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Validations départementales et nationales. À compter de 2002, le nombre de permis comprend aussi les validations temporaires départementales et nationales.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

Chapitre F.01

Santé

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Dépense courante de santé et consommation médicale totale - France entière.

2 Structure du financement de la dépense de soins et de biens médicaux - France entière.

3 Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE.

4 Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.

5 Effectifs des professions de santé au 1er janvier.

6 Sages-femmes, personnels médicaux et non-médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2004.

7 Établissements de santé ayant des capacités d'hospitalisation au 1er janvier 2005.

8 Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre - France entière.

9 Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2005.

10 Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2004.

11 Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière.

12 Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière.

13 Causes médicales de décès.

14 Interruptions volontaires de grossesse.

15 Cas de Sida par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière.

1
○ Présentation

La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) est de 150,6 milliards d'euros, soit une augmentation par rapport à 2004 de 3,9 % en valeur, après 5,1 % en 2004 et 6,4 % en 2003 et 2002. Ce ralentissement est sensible pour toutes les catégories de dépenses, hormis les cliniques privées, et s'explique par la modération conjointe des hausses de prix (+ 1,1 % après + 1,7 % en 2004) et de volume (+ 2,7 %, hausse la plus faible depuis l'année 2000).

Avec 67,0 milliards d'euros en 2005, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés) représente 44,5 % de la consommation de soins et de biens médicaux. La progression en valeur en 2005 (+ 3,8 %) est nettement inférieure à celle des années précédentes (6,0 % en 2003 et 5,0 % en 2004) en raison d'un ralentissement des prix. En effet, dans le secteur public, l'impact sur la masse salariale des embauches résultant de la réduction du temps de travail s'atténue ; dans le secteur privé, les revalorisations des tarifs des cliniques ont été moins élevées qu'en 2004. En revanche, l'évolution des dépenses de soins hospitaliers en volume accélère (+ 1,5 % après + 1,3 %), cette accélération étant concentrée dans le privé (+ 3,4 % après + 1,6 %) alors qu'on observe un léger ralentissement dans le public (+ 1,0 % après + 1,2 % en 2004).

La consommation de soins ambulatoires atteint 40,9 milliards d'euros en 2005, soit 27,1 % de la consommation de soins et de biens médicaux. Elle progresse de 3,1 % en valeur après 4,4 % en 2004. Cette évolution modérée traduit les premiers effets de la réforme de l'assurance maladie sur les comportements des patients et des prestataires de soins. La consommation de soins de médecins s'est accrue en 2005 de + 3,0 % en valeur, comme en 2004, et de 1,4 % en volume. La hausse du prix des soins de médecins (1,6 %) bien que supérieure à celle de 2004 (+ 1,1 %) est moindre que celles observées en 2002 (+ 6,2 %) et 2003 (+ 5,4 %) années de revalorisations tarifaires.

Les médicaments représentent 20,8 % de la consommation de soins et de biens médicaux en 2005 pour une valeur de 31,3 milliards d'euros, en augmentation de + 4,2 % en valeur par rapport à 2004. L'augmentation en volume des dépenses de médicaments (+ 5,5 %) les place en 2005, au premier rang en termes de contribution à la croissance totale des soins et biens médicaux. La part des génériques dans l'ensemble du marché des médicaments remboursables progresse régulièrement : 8,1 % en 2005 après 6,9 % en 2004 et 5,4 % en 2003.

Les transports de malades et les autres biens médicaux ne représentent au total que 7,5 % de la CSBM, mais ils restent très dynamiques (respectivement + 6,6 % et + 4,2 % en valeur en 2005).

Le financement de la CSBM décrit les versements des financeurs aux prestataires de soins et aux distributeurs de biens médicaux. La part de la Sécurité sociale dans le financement de la consommation de soins et de biens médicaux diminue légèrement en 2005 (- 0,14 point), retrouvant son niveau de 2002 (77,1 %). À l'inverse, la part restant à la charge des ménages augmente de 0,27 point et s'établit à 8,7 %. Cet infléchissement, qui est concentré dans les soins ambulatoires, peut s'expliquer par la mise en place, au 1er janvier 2005, de la participation forfaitaire de 1 euro qui est déduite du montant des remboursements pour les consultations et actes réalisés par un médecin ainsi que pour les actes de biologie médicale ; cette mesure a permis à la Sécurité sociale une économie d'environ 400 millions d'euros en 2005.

La consommation médicale totale, qui ajoute à la CSBM les dépenses de prévention individuelle, atteint 153,6 milliards d'euros en 2005. La dépense courante de santé, qui totalise les versements effectués au cours d'une année par les financeurs de l'ensemble du système de santé, atteint 190,5 milliards d'euros en 2005, soit 3 038 euros par habitant. Elle inclut notamment les dépenses d'indemnités journalières qui ont diminué de 0,2 % en valeur. Cette diminution fait suite au fort ralentissement observé en 2004 (+ 0,4 %) après six années de forte croissance. On peut voir dans cette évolution l'impact de la politique de contrôle des arrêts de travail mise en place par la Cnamts. Une autre explication peut se trouver dans la possibilité, depuis le 1er janvier 2004, de départ en retraite anticipée pour carrière longue, instituée par la réforme des retraites. Selon une évaluation de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, ces départs en retraite ont concerné au total 230 000 personnes en 2004 et 2005, et ont pu entraîner une contraction de la population active âgée, particulièrement exposée au risque d'arrêts de travail.

La dépense nationale de santé, agrégat utilisé par l'OCDE, représente en France 10,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2004 contre 10,4 % en 2003 et 10,0 % en 2002. Cette progression vient à la suite d'une période de stabilité durant les trois années précédentes.

En 2004, la France se situe au quatrième rang derrière les États-Unis (15,3 %), la Suisse (11,6 %) et l'Allemagne (10,9 % en 2003).

2
○ Méthodologie

Nouvelle base des comptes de la Santé (base 2000)

Les comptes de la Santé sont présentés en « base 2000 », nouvelle base de la comptabilité nationale. Cette nouvelle base introduit les changements principaux suivants :

– **des modifications conceptuelles**

Les soins de longue durée des hôpitaux publics et ceux dispensés dans les maisons de retraite quittent le domaine sanitaire pour intégrer le secteur médico-social. Toutefois les comptes de la santé les maintiennent dans le calcul de la dépense courante de santé afin d'être à même d'évaluer, pour l'OCDE, la dépense nationale de santé.

– **des modifications de champ**

L'hébergement des personnes fréquentant les établissements thermaux représentait, dans la base précédente, les deux tiers du poste « cures thermales ». Désormais, les dépenses d'hébergement ne sont plus considérées comme des soins de santé et ont été supprimées de la CSBM.

Les dépenses de prévention n'avaient pas été révisées depuis la base élaborée au milieu des années quatre-vingt. Le champ de la prévention s'étant élargi depuis vingt ans, de nouveaux opérateurs et de nouveaux types de dépenses (sécurité sanitaire de l'alimentation, par exemple) sont venus s'ajouter à la nomenclature.

Contrairement à la base précédente, les coûts de gestion de la santé incluent tant ceux des régimes de base de l'assurance maladie que ceux des institutions de prévoyance et des assurances. L'introduction de ces coûts fait passer, pour l'année 2003 commune aux deux bases, le poids des coûts de gestion dans la structure de la dépense courante de santé de 1,7 % à 7,1 %.

– **des révisions de certaines évaluations**

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

– **les effets des modifications et révisions**

Les modifications et révisions de la base 2000 induisent une baisse, à champ constant, de la consommation de soins et de biens médicaux de 5,8 % en 2003 par rapport à la base précédente.

À l'inverse, elles entraînent une hausse de la dépense courante de santé qui, en 2003, passe de 10,8 % à 11,1 % du PIB. Parallèlement, la dépense nationale de santé s'élève de 10,1 % à 10,4 % du PIB.

Affections de longue durée

L'article L. 322-3-3^0 du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des

régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.
Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'Inserm chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La Drees exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Enquête sur le Sida

La surveillance du Sida, à notification obligatoire depuis 1986, a été réorganisée et complétée en 2003 par la notification obligatoire des diagnostics de séropositivité vis-à-vis du VIH dans le but de suivre la dynamique de l'infection à VIH, afin de mieux adapter les actions de prévention.
La surveillance de l'infection à VIH en France repose désormais sur plusieurs systèmes anonymisés et complémentaires :
– la notification obligatoire des diagnostics d'infection à VIH ;
– la surveillance virologique du VIH, permettant d'estimer la part des contaminations récentes et de suivre l'évolution des sous-types du virus circulant actuellement en France ;
– la notification obligatoire des cas de Sida, qui permet de caractériser la population des personnes au stade le plus avancé de la maladie ;
– deux systèmes de surveillance de l'activité de dépistage du VIH : LaboVIH, mis en place en 2001, qui concerne l'activité globale de dépistage de l'ensemble des laboratoires (de ville et hospitaliers) et la surveillance des dépistages anonymes et gratuits (CDAG).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.
Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.
La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :
– pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;
– pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées (diplôme et exercice), par le Code de la santé publique. Cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice.

Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu. Il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les précédentes. Étant donnée l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.
Le ministère de la Santé et des Solidarités recense dans le fichier Adeli tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires et les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires Adeli sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public.
Les résultats sont présentés en ventilant les établissements de santé selon leur mode de financement.

– Forment le « secteur hospitalier sous dotation globale », les établissements publics de santé, les établissements privés participant au service public hospitalier (PSPH), les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime de la dotation globale hospitalière (DG) le 1er janvier 1998 mais ne participant pas au service public hospitalier.

– Forment le « secteur hospitalier hors dotation globale », les établissements privés non lucratifs, les établissements privés à but lucratif, les anciens établissements à prix de journée préfectoral ayant opté pour le régime conventionnel le 1er janvier 1997.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus (médecine, chirurgie, obstétrique – MCO), soins de suite et de réadaptation, soins de longue durée, psychiatrie, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à temps partiel, à domicile...).
Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

3
○ Définitions

Consommation médicale totale

Ajoute à la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) les dépenses de prévention individuelle.

Consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)
Comprend :
– les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, à l'exception des soins de longue durée et des soins délivrés en sections médicalisées des maisons de retraite ;
– les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;
– le transport des malades ;
– les médicaments ;
– les autres biens médicaux : optique médicale, prothèses, orthèses, véhicules pour handicapés physiques (VHP), petits matériels (insuffisance respiratoire, diabète etc.) et pansements.

Service de prévention

Comprend la prévention individuelle primaire (vaccins, etc.) et secondaire (dépistages, etc.) et la prévention collective qui peut être soit en direction des comportements (lutte contre l'addiction) soit à visée environnementale (hygiène publique).

Dépense courante de santé

Comprend :
– les dépenses pour les malades : la consommation de soins et biens médicaux (CSBM), les soins de longue durée aux personnes âgées, l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents de travail) et les subventions au système de soins (prise en charge de cotisations des praticiens et auxiliaires médicaux) ;
– les dépenses de prévention ;
– les dépenses en faveur du système de soins : les dépenses de recherche médicale et les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux ;
– le coût de gestion du système de santé.

Établissements pour handicapés

Enfants et adolescents handicapés

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :
– attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;
– attribution de la carte d'invalidité ;
– orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

Adultes handicapés

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les Cotorep sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du Travail et de l'Emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (Ddass) d'autre part. L'organisation de la plupart des Cotorep reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :
– les structures de travail protégé ;
– les structures de réinsertion professionnelle ;
– les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

Mode d'exercice des médecins

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.
– Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;
– Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins - dispensaire, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;
– Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire Adeli comme des spécialistes ;
– Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, du ministère de la Santé et des Solidarités, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees).

Organismes :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.
Ministère de la Santé et des Solidarités.
CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Sites Internet

– www.sante.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.cepidc.vesinet.inserm.fr
– www.invs.sante.fr
– www.statistique.publique.fr

Publications :

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Ministère de la Santé des Solidarités (Drees) :
– Les établissements de santé, un panorama pour l'année 2004, à paraître ;
– Rapport 2005 de l'Observatoire de la démographie des professions de santé : les effectifs de médecins hospitaliers en

– France : données de cadrage, tome 1, 2006 ; les pharmaciens en France : situation démographique et trajectoires professionnelles, tome 2, 2006 ;
– Données sur la situation sanitaire et sociale ;
– Revue française des affaires sociales ;
– Comptes nationaux de la Santé ;
– Rapport : « Indicateurs de suivi de l'atteinte des 100 objectifs du rapport annexé à la loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ».

Dossier Solidarité et Santé :
– « Les professions de santé et leurs pratiques », n° 1, janvier-mars 2006 ;
– « Les dépenses de santé », n° 1, janvier-mars 2005 ;
– « Outils et méthodes statistiques pour les politiques de santé et de protection sociale », n° 1, janvier-mars 2004.

Série statistiques, document de travail :
– « La formation aux professions de la santé au 1er janvier 2005 », à paraître ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2005 », à paraître ;
– « Les médecins - Estimations au 1er janvier 2006 », n° 103, octobre 2006 ;
– « Comptes nationaux de la santé 2005 », n° 100, juillet 2006 ;
– « La base 2000 des comptes de la santé : méthodologie, n° 99, juillet 2006 ;
– « Les professions de santé au 1er janvier 2006 », n° 97, mai 2006 ;
– « L'activité des Cotorep en 2004 », n° 89, octobre 2005 ;
– « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de six ans en 2002 », n° 66, juillet 2004 ;

Série études, document de travail :
– « Les débuts de carrière des infirmiers diplômés en 2001 », n° 59, mai 2006 ;
– « Projections du nombre de pharmaciens en activité en France à l'horizon 2030 », n° 54, novembre 2005 ;
– « Les rémunérations dans les établissements de santé, évolutions et comparaisons sur l'ensemble du secteur hospitalier entre 1999 et 2002 », n° 45, mars 2005.

Études et résultats :
– « L'activité des services d'urgences en 2004 », n° 524, septembre 2006 ;
– « Les comptes nationaux de la santé en 2005 », n° 505, juillet 2005 ;
– « Les cessations d'activité des médecins », n° 484, avril 2006 ;
– « Les étudiants en soins infirmiers en 2004 », n° 458, janvier 2006 ;
– « Les revenus libéraux des médecins en 2003 et 2004 », n° 457, janvier 2006 ;
– « L'activité des établissements de santé en hospitalisation complète et partielle en 2004 », n° 456, décembre 2005 ;
– « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2004 », n° 446, décembre 2005 ;
– « Les motifs de recours à l'hospitalisation de court séjour en 2003 », n° 444, novembre 2005 ;
– « Le congé de paternité », n° 442, novembre 2005 ;
– « La prescription des médecins généralistes et leurs déterminants », n° 440, novembre 2005 ;
– « Les adultes ayant des incapacités lourdes dans les actes essentiels de la vie quotidienne », n° 439, novembre 2005 ;

Insee

Insee-Première :
– « Aspiration à la retraite, santé et satisfaction au travail : une comparaison européenne », n° 1052, décembre 2005 ;
– « Tabagisme, abus d'alcool et excès de poids », n° 1048, novembre 2005.

Économie et statistique :
– « Lien social et santé en situation de précarité : état de santé, recours aux soins, abus d'alcool et réseau relationnel parmi les usagers des services d'aide », nos 391-392, octobre 2006.

Insee-Références :
– « Données sociales », édition 2006 ;
– « France portrait social », édition 2006.

Insee-Document de travail :
– « Quelles évolutions des différentiels sociaux de mortalité pour les femmes et pour les hommes ? », juillet 2005.

Autres
– Causes médicales de décès, Inserm.
– Les politiques de prise en charge des médicaments en Allemagne, Angleterre et France, Institut de recherche et documentation en économie de la santé, 2005.

TABLEAU F.01-1

Dépense courante de santé et consommation médicale totale - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

Unité : Million d'euros

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Dépenses de soins et biens médicaux	98 032	115 121	121 730	129 548	137 883	144 983	150 595
Soins aux personnes âgées en établissements	2 270	2 931	3 096	3 417	3 733	4 118	4 663
Aide aux malades (Indemnités journalières)	6 651	8 162	8 763	9 617	10 416	10 459	10 441
Subventions au système de soins (aide indirecte aux malades)	1 465	1 613	1 648	1 719	1 783	1 957	2 057
Dépenses pour les malades	**108 418**	**127 828**	**135 237**	**144 300**	**153 815**	**161 517**	**167 757**
Dépenses de prévention	**3 456**	**4 095**	**4 226**	**4 744**	**5 021**	**4 881**	**5 182**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	4 092	5 422	5 761	6 275	6 475	6 588	6 782
Dépenses de formation	687	817	838	894	931	979	1 014
Dépenses en faveur du système de soins	**4 779**	**6 239**	**6 599**	**7 170**	**7 406**	**7 567**	**7 796**
Coût de gestion de la santé	**9 616**	**11 372**	**11 736**	**12 108**	**12 734**	**12 944**	**13 225**
Double compte : recherche pharmaceutique	**– 1 967**	**– 2 641**	**– 2 773**	**– 3 108**	**– 3 301**	**– 3 311**	**– 3 451**
Dépense courante de santé :							
Valeur	**124 301**	**146 893**	**155 025**	**165 214**	**175 675**	**183 598**	**190 509**
Taux d'évolution (%)	...	5,1	5,5	6,6	6,3	4,5	3,8
Consommation médicale totale :							
Valeur	**100 006**	**117 437**	**124 132**	**132 059**	**140 543**	**147 781**	**153 559**
Taux d'évolution (%)	...	4,8	5,7	6,4	6,4	5,2	3,9

TABLEAU F.01-2

Structure du financement de la dépense de soins et de biens médicaux - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
Comptes nationaux de la santé 2005

Unité : %

	1995	2000	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Sécurité sociale	77,1	77,1	77,4	77,3	77,1
État et collectivités locales	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3
Mutuelles	7,3	7,7	7,2	7,3	7,3
Sociétés d'assurances	3,3	2,7	2,9	3,1	3,1
Institutions de prévoyance	1,6	2,4	2,6	2,6	2,5
Ménages	9,6	9,0	8,5	8,5	8,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU F.01-3

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE

Source : Éco-Santé OCDE 2006, 1ère édition

Unité : %

	r 1995	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Allemagne	10,3	10,8	10,9	. . .
Australie	8,0	9,1	9,2	. . .
Autriche	9,7	9,5	9,6	9,6
Belgique	8,2	8,9 ■	10,1	. . .
Canada	9,2	9,7	9,9	9,9 *e*
Corée	4,2	5,3	5,5	5,6
Danemark	8,1	8,8 ■	8,9	8,9 *e*
Espagne	7,4	7,3 ■	7,9	8,1 *e*
États-Unis	13,3	14,7	15,2	15,3
Finlande	7,4	7,2	7,4	7,5
France (1)	**9,4** ■	**10,0**	**10,4**	**10,5** *e*
Grèce	9,6	10,3 *e*	10,5 *e*	10,0 *e*
Hongrie	7,4	7,7	8,3 *e*	8,3 *e*
Irlande	6,7	7,2	7,2	7,1
Islande	8,4	10,0	10,5	10,2 *e*
Italie	7,1	8,2	8,2	8,4
Japon	6,8	7,9	8,0 *e*	. . .
Luxembourg	5,6	6,8 ■	7,7	8,0 *e*
Mexique	5,6	6,2	6,3	6,5
Norvège	7,9	9,9	10,1	9,7
Nouvelle-Zélande	7,2	8,2	8,0	8,4
Pays-Bas	8,1	8,9	9,1 *e*	9,2 *e*
Pologne	5,6 ■	6,6	6,5	6,5
Portugal	8,2	9,5 *e*	9,8 *e*	10,0 *e*
Royaume-Uni	7,0	7,7 ■	7,9 ■	8,3
République tchèque	7,0	7,2 ■	7,5	7,3 *e*
Slovaquie	. . .	5,6	5,9	. . .
Suède	9,7	11,1	11,5	11,6 *e*
Suisse	8,1	9,1	9,3	9,1 *e*
Turquie	3,4	7,4	7,6	7,7

(1) Évaluation en nouvelle base 2000 des comptes nationaux.

TABLEAU F.01-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés)

Unité : Millier

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Consultations	168 003	212 610	257 477	293 425	302 474	308 275	323 586	315 525	318 691
Visites	58 567	60 515	58 669	55 261	52 729	45 102	36 169	33 328	32 629
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**348 686**	**355 203**	**353 377**	**359 755**	**348 853**	**351 320**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1) (2)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 415 854	1 489 527	1 585 512	1 634 981	1 697 856	1 256 532
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	833 163	1 013 649	1 055 330	1 097 125	1 094 938	1 242 293	1 094 439
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 581 039	1 725 467	1 808 362	1 876 530	1 973 653	2 064 968
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	8 133 399	8 943 050	9 838 771	10 580 376	11 182 814	11 422 348
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	178 501	190 263	209 089	213 598	206 422	197 361
dont : Moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	108 501	116 505	122 786	121 655	115 680	112 645
Plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	64 248	68 197	80 787	86 484	85 409	79 757

(1) Coefficients.
(2) Hors classification commune des actes médicaux (CCAM).

TABLEAU F.01-5

Effectifs des professions de santé au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Adeli - Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

	France métropolitaine				Départements d'outre-mer			
	2000	2004	2005	2006	2000	2004	2005	2006
Professions médicales et pharmaceutiques								
Médecins	194 000	203 487	205 864	...	3 224	4 249	4 339	...
Chirurgiens-dentistes	40 539	40 904	41 083	41 374	663	749	774	795
Sages-femmes	14 353	16 134	16 550	16 995	509	631	665	700
Pharmaciens	58 407	65 150	67 484	69 431	891	1 116	1 172	1 233
Auxiliaires médicaux								
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	382 926	437 525	452 466	469 011	6 622	8 575	9 037	9 472
Masseurs-kinésithérapeutes	52 056	58 642	60 364	61 999	903	1 253	1 341	1 432
Pédicures-podologues	8 789	10 240	10 550	10 890	74	104	111	118
Orthophonistes	13 483	15 357	15 909	16 551	264	350	379	395
Orthoptistes	1 313	2 507	2 588	2 679	35	50	48	51
Opticiens-lunetiers	10 012	13 679	15 141	16 147	131	213	222	250
Psychomotriciens	4 588	5 619	5 894	6 208	63	88	90	99
Manipulateurs E.R.M.	21 589	23 928	24 512	25 091	322	382	408	429
Ergothérapeutes	3 888	4 996	5 370	5 693	50	65	71	80
Ensemble des médecins libéraux	**117 041**	**120 584**	**121 049**	**...**	**2 130**	**2 369**	**2 421**	**...**
Généralistes	67 072	68 053	68 154	...	1 358	1 514	1 549	...
Spécialistes	49 969	52 531	52 895	...	772	855	872	...
Ensemble des médecins salariés	**76 959**	**82 903**	**84 815**	**...**	**1 094**	**1 880**	**1 918**	**...**
Généralistes	27 674	31 593	32 492	...	488	794	825	...
Spécialistes	49 285	51 310	52 323	...	606	1 086	1 093	...
Ensemble des médecins généralistes	**94 746**	**99 646**	**100 646**	**...**	**1 846**	**2 308**	**2 374**	**...**
Ensemble des médecins spécialistes	**99 254**	**103 841**	**105 218**	**...**	**1 378**	**1 941**	**1 965**	**...**

TABLEAU F.01-6

Sages-femmes, personnels médicaux et non médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2004

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), SAE 2004, données statistiques

	Établissements publics de santé	Établissements privés sous dotation globale	Établissements privés hors dotation globale	Ensemble établissements publics et privés
Sages-femmes et personnels non médicaux : effectifs en équivalent temps plein (ETP)				
Personnel administratif	82 467	14 508	18 798	115 773
Sages-femmes et personnels soignants	509 349	65 169	93 215	667 733
dont : Sages-femmes	8 141	700	2 152	10 993
Personnel d'encadrement du personnel soignant	23 337	3 342	3 329	30 008
Infirmiers (1)	203 429	24 644	39 053	267 126
Aides soignants (2)	176 947	18 743	27 256	222 946
ASH et autres personnels des services médicaux	78 147	11 713	19 034	108 894
Autres	19 348	6 027	2 391	27 766
Personnels éducatifs et sociaux	9 372	2 997	544	12 913
Personnels médico-techniques	35 421	4 539	2 575	42 536
Personnels techniques	88 079	12 260	9 849	110 188
Total	**724 687**	**99 473**	**124 982**	**949 142**
Personnels médicaux : effectifs en nombre de personnes (3)				
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens :	85 727	12 528	43 913	142 168
Salariés	83 329	10 831	4 326	98 486
Libéraux	2 398	1 697	39 587	43 682
Internes, FFI, DIS (4)	18 633	1 185	–	19 818
Total (5)	**104 360**	**13 713**	**43 913**	**161 986**

(1) Y compris les infirmiers spécialisés et de secteur de psychiatrie.
(2) Non compris les élèves.
(3) Ces données comptabilisent plusieurs fois les praticiens qui exercent dans plusieurs établissements.
(4) FFI : faisant fonction d'interne. DIS : diplôme interuniversitaire de spécialités.
(5) Sauf médecins intervenant de façon exceptionnelle dans les établissements (occasionnels).

TABLEAU F.01-7

Établissements de santé ayant des capacités d'hospitalisation au 1er janvier 2005 (1)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), SAE 2004, données statistiques

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (2)	Lits en hospitalisation complète	Places hors hospitalisation à domicile (HAD)	**Total des lits et places (hors hébergement, hors HAD)**
Public				
Centre hospitalier régional	29	79 983	6 196	**86 179**
Centre hospitalier	515	161 171	10 366	**171 537**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	87	29 239	13 881	**43 120**
Hôpital local	341	22 487	76	**22 563**
Autres établissements	22	1 922	147	**2 069**
Total public	**994**	**294 802**	**30 666**	**325 468**
Privé				
Établissement de soins de courte durée	821	81 342	9 923	**91 265**
Centre de Lutte Contre le Cancer (CLCC)	20	2 961	562	**3 523**
Hôpital psychiatrique privé	240	18 045	4 811	**22 856**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	667	45 427	3 431	**48 858**
Établissement de soins de longue durée	119	7 096	24	**7 120**
Autres établissements privés	29	1 041	58	**1 099**
Total privé	**1 896**	**155 912**	**18 809**	**174 721**
Total public et privé	**2 890**	**450 714**	**49 475**	**500 189**

(1) Équipement par catégorie d'établissements.
(2) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés. Sont dénombrés les établissements disposant au moins d'un lit ou d'une place (temps complet ou partiel). Sont exclus les établissements de santé qui dispensent des soins dans le cadre d'une autorisation, mais sans capacité d'accueil en hospitalisation à temps complet ou partiel ; il s'agit essentiellement des centres de dialyse (95 entités juridiques auxquelles sont rattachées 463 antennes) et de radiothérapie.

TABLEAU F.01-8

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre

France entière (pour les établissements)

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)

	1990	1992	1994	1996	2003
Établissements					
Hébergement pour personnes âgées					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845	1 080
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544	1 652
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472	3 644
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932	2 975
Autres établissements autonomes	315	196	179	170	131
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22	n.s.
Hospitalisation en services de soins de longue durée					
Hôpitaux publics	736	786	820	853	913
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120	131
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)					
Hébergement pour personnes âgées					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655	100 800
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979	120 500
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916	215 000
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365	152 900
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533	2 400
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801	n.s.
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**	**591 600**
Hospitalisation en services de soins de longue durée					
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115	71 500
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585	7 800
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**	**79 300**
Total général (lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**	**670 900**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU F.01-9

Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2005

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
Enquête annuelle PMI

	Places installées
Accueil collectif	
Crèches collectives	144 700
dont : Crèches parentales	6 100
Haltes-garderies	63 300
dont : Haltes-garderies parentales	3 100
Garderies et jardins d'enfants	8 900
Accueil polyvalent (1)	33 200
Accueil familial	
Crèches familiales (nombre d'enfants inscrits)	61 300

(1) Une rubrique accueil polyvalent existe depuis 2001. Ce sont, au sein des établissements multi-accueil, des places d'accueil collectif qui n'ont pas d'affectation déterminée à l'avance. Elles peuvent être utilisées différemment en places de crèches, halte-garderies en fonction des besoins.

TABLEAU F.01-10

Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2004

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Enquêtes SAE et PMSI 2004, données statistiques

Discipline d'équipements	Établissements publics de santé		Établissements privés sous dotation globale		Établissements privés hors dotation globale		**Ensemble des établissements publics et privés**	
	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	Nombre de lits installés	Entrées ou venues	**Nombre de lits installés**	**Entrées ou venues**
Médecine, chirurgie, obstétrique	**156 772**	**8 372 235**	**18 170**	**931 907**	**69 322**	**5 945 059**	**244 264**	**15 249 201**
Hospitalisation > 24h (1)	148 541	5 855 729	16 772	632 155	60 566	3 374 072	**225 879**	**9 861 956**
Hospitalisation < 24h (2)	8 231	2 516 506	1 398	299 752	8 756	2 570 987	**18 385**	**5 387 245**
Lutte contre les maladies mentales	**60 541**	**4 341 473**	**11 675**	**1 019 611**	**11 648**	**214 249**	**83 864**	**5 575 333**
Hospitalisation complète	39 391	451 268	7 153	58 289	11 272	114 418	**57 816**	**623 975**
Hospitalisation partielle	21 150	3 890 205	4 522	961 322	376	99 831	**26 048**	**4 951 358**
Soins de suite et de réadaptation	**39 471**	**718 770**	**31 183**	**1 020 716**	**25 357**	**573 621**	**96 011**	**2 313 107**
Hospitalisation complète	38 186	338 869	28 510	236 973	24 273	256 778	**90 969**	**832 620**
Hospitalisation partielle	1 285	379 901	2 673	783 743	1 084	316 843	**5 042**	**1 480 487**
Soins de longue durée en hospitalisation complète	**68 684**	**38 000**	**6 232**	**3 800**	**862**	**592**	**76 050**	**42 332**
Total section hôpital	**325 468**	**13 470 418**	**67 532**	**2 976 034**	**107 189**	**6 733 521**	**500 189**	**23 179 973**
Hospitalisation complète	294 802	6 683 806	58 939	931 217	96 973	3 745 860	**450 714**	**11 360 883**
Hospitalisation partielle	30 666	6 786 612	8 593	2 044 817	10 216	2 987 661	**49 475**	**11 819 090**

(1) Hospitalisation complète : sont comptabilisés des entrées totales ou des résumés de sorties anonymisés (RSA).
(2) Hospitalisation partielle : sont comptabilisées les venues en hôpital de jour et de nuit et les venues en anesthésie et chirurgie ambulatoire.

TABLEAU F.01-11

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees), Enquête ES

Unité : Nombre

	Établissements		Places	
	1998	2002	1998	2002
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 367	77 575	75 594
Instituts de rééducation	345	342	16 880	15 617
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 363
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	149	11 777	9 661
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 981**	**113 999**	**108 235**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	1 294	39 497	40 607
Maisons d'accueil spécialisées	297	360	11 774	14 482
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	1 083	30 022	34 791
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	278	6 427	9 200
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 015**	**87 720**	**99 080**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	88	9 477	10 044

TABLEAU F.01-12

Nouveaux cas des affections de longue durée (ALD 30) - France entière

Source : CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) - Direction de la stratégie, des études et des statistiques
Mise à jour au 21 juin 2006

Unité : Nombre

Nature de l'affection	1990	1995	(1) 2000	(2) 2002	2003	(3) 2004	2005
1. Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	21 659	27 789	30 091	31 039	29 166	29 568
2. Insuffisances médullaires et autres cytopénies chroniques	1 170	1 210	967	1 066	1 296	1 879	2 046
3. Artériopathie chronique et évolutive (y.c coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques (4)	68 707	59 075	83 136	...	...	...	...
3. Artériopathie chronique avec manifestations ischémiques (4)	...	...	...	33 723	33 774	36 133	37 642
4. Bilharziose compliquée	81	28	21	17	28	14	19
5. Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave (5)	36 958	34 751	50 151	...	...	...	...
5. Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves (5)	...	...	...	54 716	60 306	61 935	67 287
6. Maladies chroniques actives du foie et cirrhoses	9 978	14 296	17 847	20 786	21 859	20 575	19 742
7. Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et infection par le VIH	7 345	9 605	6 012	6 500	7 529	7 794	7 824
8. Diabète de type 1 et diabète de type 2 (6)	61 796	69 631	116 332	125 570	135 388	134 491	146 792
9. Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie) (7)	5 849	5 665	...	...	...	...	...
9. Forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave (7)	...	...	14 070	16 670	19 563	19 029	18 738
10. Hémoglobinopathie homozygote (8)	570	570	618	...	...	...	...
10. Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères (8)	...	...	...	743	1 023	1 363	1 415
11. Hémophilie (9)	413	491	750	...	...	...	...
11. Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves (9)	...	...	...	974	1 441	2 472	2 603
12. Hypertension artérielle sévère	55 657	49 170	86 653	92 064	89 979	84 829	91 223
13. Infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois (10)	13 673	12 680	15 799	...	...	...	...
13. Maladie coronaire (10)	...	...	...	69 459	71 585	68 180	68 779
14. Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	24 010	30 199	29 737	30 504	28 288	27 641
15. Lèpre (11)	107	56	55	25	45	...	...
15. Maladie d'Alzheimer et autres démences (11)	...	...	...	...	...	43 219	42 702
16. Maladie de Parkinson	6 709	6 312	10 173	9 745	10 181	9 331	9 662
17. Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 772	2 313	2 273	2 792	4 592	4 290
18. Mucoviscidose	263	223	229	283	384	337	333
19. Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique primitif	5 034	4 714	5 589	7 455	8 993	9 908	10 328
20. Paraplégie	4 307	3 633	2 018	2 092	2 236	1 982	1 929
21. Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 496	5 075	5 923	6 461	4 776	4 619
22. Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 320	10 274	11 267	12 599	12 617	12 962
23. Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale (12)	105 079	93 912	112 448	125 528	138 174	...	...
23. Affections psychiatriques de longue durée (12)	...	...	...	...	...	96 545	84 880
24. Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 486	7 680	8 444	9 244	9 046	8 981
25. Sclérose en plaques (13)	2 536	2 730	3 892	4 327	4 539	4 497	4 202
26. Scoliose structurale évolutive (dont l'angle est égal ou supérieur à 25 degrés) jusqu'à maturation rachidienne.	3 008	2 305	2 321	2 573	2 759	3 053	2 944
27. Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 610	3 687	4 195	4 566	4 954	4 899
28. Suites de transplantation d'organe (14)	255	157	149	227	371	356	380
29. Tuberculose active (15)	8 709	6 657	5 627	5 613	5 157	...	...
29. Tuberculose active, Lèpre (15)	...	...	...	...	...	5 249	4 922
30. Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	152 645	205 639	221 910	231 512	244 448	244 139
Affections non ventilées	...	1 689	3 205	2 306	2 444	–	–
Total	**614 662**	**601 558**	**830 718**	**896 302**	**947 771**	**951 058**	**963 491**
Bénéficiaires du régime général de l'assurance maladie (millions)	46,6	49,1	50,7	51,0	52,4	53,7	55,0

(1) L'instauration de la majoration du maintien à domicile pour les visites réalisées auprès des personnes âgées de 75 ans ou plus (arrêté du 28 avril 2000) a entraîné une augmentation des demandes et des accords pour ALD 30 à partir de 2000 pour les personnes de 75 ans ou plus.
(2) En avril 2002, modification de la liste des affections de longue durée (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(3) En octobre 2004, modification de la liste des affections de longue durée (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(4) En 2002, les insuffisances coronariennes et cardiopathies ischémiques ont été exclues des artériopathies chroniques pour être regroupées dans le libellé "maladie coronaire" (ALD 13) (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(5) En 2002, les troubles du rythme graves ont été intégrés dans le libellé "Insuffisance cardiaque grave, troubles du rythme graves, cardiopathies valvulaires graves ; cardiopathies congénitales graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(6) En 1999, le critère biologique pour le diagnostic du diabète a été modifié ("constatation à deux reprises d'une glycémie à jeun supérieure à 1,26 g/l" contre 1,40 g/l auparavant).
(7) À partir de décembre 1999, l'épilepsie grave a été intégrée dans le libellé "forme grave des affections neurologiques et musculaires (dont myopathie), épilepsie grave" (décret 1999 - 1035 du 6 décembre 1999).
(8) En 2002, les hémolyses ont été intégrées dans le libellé "Hémoglobinopathies, hémolyses, chroniques constitutionnelles et acquises sévères" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(9) En 2002, les affections constitutionnelles de l'hémostase graves ont été intégrées dans le libellé "Hémophilies et affections constitutionnelles de l'hémostase graves" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(10) En 2002, le libellé "infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois" a été remplacé par le libellé "maladie coronaire" (décret 2002 - 594 du 22 avril 2002).
(11) En 2004, le mot "lèpre" est remplacé par les mots "maladie d'Alzheimer et autres démences" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(12) Toutes les formes de démences entraient dans ce cadre, notamment la maladie d'Alzheimer jusqu'en 2004. En octobre 2004, la maladie d'Alzheimer et autres démences ont été regroupées dans l'ALD 15. À cette date, les mots "psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale" sont remplacés par les mots "affections psychiatriques de longue durée" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).
(13) En 1996, l'introduction du traitement par interféron-bêta (thérapeutique innovante et très coûteuse) dans la sclérose en plaques a entraîné des demandes plus précoces et plus nombreuses d'admissions en ALD 30.
(14) Les transplantations d'organe font, la plupart du temps, déjà l'objet d'une ALD pour une affection initiale (insuffisance rénale, insuffisance cardiaque, insuffisance respiratoire chronique grave...).
(15) En 2004, après les mots "tuberculose active" est ajouté le mot "lèpre" (décret 2004 - 1049 du 4 octobre 2004).

TABLEAU F.01-13

Causes médicales de décès

Sources : Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8 CépiDc

Unité : Nombre

Principales causes médicales de décès	1990			2003		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Maladies infectieuses et parasitaires	**9 674**	5 784	3 890	**11 048**	5 422	5 626
Tumeurs	**141 831**	86 166	55 665	**153 524**	91 311	62 213
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 617**	1 211	1 406	**2 282**	945	1 337
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	**13 286**	5 024	8 262	**22 792**	9 120	13 672
Troubles mentaux et du comportement	**12 912**	5 485	7 427	**19 039**	7 642	11 397
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**11 293**	5 419	5 874	**25 547**	10 635	14 912
Maladies de l'appareil circulatoire	**174 544**	79 357	95 187	**159 804**	73 567	86 237
Maladies de l'appareil respiratoire	**38 086**	19 800	18 286	**35 973**	18 636	17 337
Maladies de l'appareil digestif	**27 082**	14 486	12 596	**24 548**	13 172	11 376
Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	**2 100**	638	1 462	**2 243**	590	1 653
Maladies du système ostéo-articulaire, muscles et tissu conjonctif	**2 551**	816	1 735	**3 837**	1 271	2 566
Maladies de l'appareil génito-urinaire	**7 178**	3 615	3 563	**8 393**	4 034	4 359
Complications de la grossesse et de l'accouchement	**79**	///	79	**56**	///	56
Certaines affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 427**	829	598	**1 446**	836	610
Malformations congénitales	**1 819**	975	844	**1 550**	818	732
Symptômes et états morbides mal définis	**31 468**	14 020	17 448	**38 579**	16 652	21 927
Causes externes	**48 254**	29 039	19 215	**41 674**	24 369	17 305
Total	**526 201**	**272 664**	**253 537**	**552 335**	**279 020**	**273 315**

TABLEAU F.01-14

Interruptions volontaires de grossesse

Sources : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère de la Santé et des Solidarités (Drees)
(SAE, PMSI), Bulletins d'interruption de grossesse et Insee

Unité : Nombre

	1990	1995	(1) 1998	1999	2001	*r* 2002	*r* 2003	2004
IVG	197 406	179 648	195 960	196 885	202 180	206 596	203 346	210 664
Femmes de 15 à 49 ans	14 118 963	14 617 322	14 560 131	14 493 094	14 385 029	14 356 663	14 403 661	14 402 600
IVG pour 1000 femmes de 15-49 ans (%)	14,0	12,3	13,5	13,6	14,1	14,4	14,1	14,6
NOMBRE d'IVG PAR ÂGE								
15-17 ans	8 766	8 346	10 012	10 205	10 245	10 722	11 029	11 517
18-19 ans	14 261	13 126	15 244	16 923	17 089	16 468	16 290	17 408
20-24 ans	46 214	44 068	46 030	45 118	49 514	52 420	51 810	52 929
25-29 ans	46 908	40 386	44 317	44 033	44 264	44 227	42 824	44 001
30-34 ans	40 332	35 929	37 866	38 094	38 748	39 819	39 100	40 512
35-39 ans	28 369	26 044	28 725	29 061	29 321	29 503	28 621	29 706
40-44 ans	11 633	10 702	11 656	12 339	11 739	12 224	12 076	12 521
45-49 ans	923	1 046	2 111	1 111	1 208	1 180	1 559	1 313
Part des IVG des mineures (15 - 17 ans) dans l'ensemble des IVG (%)	4,4	4,6	5,1	5,2	5,1	5,2	5,4	5,5
IVG POUR 1000 FEMMES (%)								
15-17 ans	7,0	7,5	8,5	8,9	9,1	8,9	9,0	10,0
18-19 ans	16,4	17,8	20,5	21,9	21,7	21,6	21,7	22,9
20-24 ans	21,8	20,9	24,2	24,4	26,6	27,6	26,7	27,2
25-29 ans	21,8	19,1	21,0	20,8	21,8	22,6	22,3	23,4
30-34 ans	18,8	16,4	17,4	17,7	18,3	18,8	18,2	18,8
35-39 ans	13,2	12,1	13,3	13,3	13,4	13,4	13,0	13,6
40-44 ans	5,7	5,0	5,5	5,8	5,5	5,7	5,6	5,7
45-49 ans	0,7	0,5	1,0	0,5	0,6	0,6	0,7	0,6

(1) La saisie des données effectuée par lecture optique en 1998 a provoqué des erreurs d'interprétation de chiffres, d'où des précautions à prendre dans l'utilisation de ces derniers.

TABLEAU F.01-15

Cas de Sida par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière

Source : Institut de veille sanitaire (InVS, Surveillance du Sida)

Unité : Nombre

Mode de contamination	Avant 1994	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	(1) 2004	(1) 2005	**Total**
Ensemble														
Homosexuel/Bisexuel	14 980	2 377	2 082	1 483	784	588	549	492	410	395	379	282	186	**24 987**
Usage de drogues injectables (UDI)	7 232	1 378	1 326	974	430	357	308	246	258	204	170	152	71	**13 106**
Homosexuel/Bisexuel et UDI	454	48	47	30	9	12	7	4	6	2	6	6	4	**635**
Hétérosexuel	4 739	1 308	1 292	1 139	805	740	732	768	788	826	730	703	445	**15 015**
Transfusé (2)	1 891	203	149	90	45	26	26	18	13	15	9	7	2	**2 494**
Mère/Enfant	458	69	59	33	17	8	8	6	6	8	9	10	4	**695**
Inconnu	1 280	392	357	290	203	217	203	196	189	184	151	143	96	**3 901**
Total	**31 034**	**5 775**	**5 312**	**4 039**	**2 293**	**1 948**	**1 833**	**1 730**	**1 670**	**1 634**	**1 454**	**1 303**	**808**	**60 833**
Hommes														
Homosexuel/Bisexuel	14 980	2 377	2 082	1 483	784	588	549	492	410	395	379	282	186	**24 987**
Usage de drogues injectables (UDI)	5 328	996	984	739	328	273	215	189	209	151	130	107	55	**9 704**
Homosexuel/Bisexuel et UDI	454	48	47	30	9	12	7	4	6	2	6	6	4	**635**
Hétérosexuel	2 668	716	702	634	466	434	424	397	444	440	390	363	217	**8 295**
Transfusé (2)	1 195	133	90	64	23	15	18	10	11	10	6	4	2	**1 581**
Mère/Enfant	249	36	30	20	9	5	4	3	3	6	6	3	2	**376**
Inconnu	1 026	304	285	240	177	180	174	162	147	149	119	111	72	**3 146**
Total	**25 900**	**4 610**	**4 220**	**3 210**	**1 796**	**1 507**	**1 391**	**1 257**	**1 230**	**1 153**	**1 036**	**876**	**538**	**48 724**
Femmes														
Usage de drogues injectables (UDI)	1 904	382	342	235	102	84	93	57	49	53	40	45	16	**3 402**
Hétérosexuel	2 071	592	590	505	339	306	308	371	344	386	340	340	228	**6 720**
Transfusé (2)	696	70	59	26	22	11	8	8	2	5	3	3	–	**913**
Mère/Enfant	209	33	29	13	8	3	4	3	3	2	3	7	2	**319**
Inconnu	254	88	72	50	26	37	29	34	42	35	32	32	24	**755**
Total	**5 134**	**1 165**	**1 092**	**829**	**497**	**441**	**442**	**473**	**440**	**481**	**418**	**427**	**270**	**12 109**

(1) Données provisoires non redressées au 31/12/2005.
(2) Transfusion ou injection de produits antihémophiliques.

Chapitre G.01

○ Enseignement et Formation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

○ Liste des tableaux

Schéma du système éducatif.

1 Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) – France métropolitaine + Dom.

2 Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) – Année 2004-2005.

3 Effectifs d'élèves du premier degré – France métropolitaine + Dom.

4 Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré – France métropolitaine + Dom.

5 Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé) – France métropolitaine + Dom.

6 Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré – France métropolitaine + Dom.

7 Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat (public et privé) – France métropolitaine + Dom.

8 Diplômes délivrés de l'enseignement du second cycle du second degré – France métropolitaine + Dom.

9 Candidats présentés et admis aux baccalauréats – France métropolitaine + Dom.

10 Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) – France métropolitaine + Dom.

11 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cursus selon le sexe - Année 2005-2006 – France métropolitaine + Dom.

12 Étudiants français dans l'enseignement supérieur selon la discipline et l'origine socioprofessionnelle du chef de famille – Année 2005-2006 – France métropolitaine + Dom.

13A Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur – France métropolitaine + Dom.

13B Diplômes délivrés en 2004 dans les nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD) - France métropolitaine + Dom.

14 Effectifs des centres de formation d'apprentis – France métropolitaine + Dom.

15 Entrée des demandeurs d'emploi en formation.

16 Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole – France entière.

17 Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique.

18 Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes – France entière.

19 Taux d'accès des salariés à la formation continue selon la taille des entreprises – France entière.

20 Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves.

21 Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé.

22 Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 31 janvier 2006 par type d'établissement – France métropolitaine + Dom.

23 Enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 31 janvier 2006 – France métropolitaine + Dom.

24 Dépense intérieure d'éducation – France métropolitaine + Dom.

25 Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2005 – France métropolitaine + Dom.

26 Dépense nationale en faveur de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage – France entière.

27 Taux de participation financière des entreprises à la formation continue – France entière.

1

○ Présentation

Les élèves et les étudiants

En 2005-2006, la population des élèves, apprentis et étudiants de France métropolitaine et des Dom représente plus de 15 millions de personnes (France métropolitaine : 14,471 millions).
De 1980 à 2005, la population scolaire et du supérieur s'accroît de près de 670 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises). Sur cette période de vingt ans, la combinaison de l'évolution démographique, de la fréquentation scolaire accrue au-delà de l'âge de 16 ans, des taux de redoublements aux différents niveaux et des orientations des élèves aboutit à des variations de population scolaire contrastées selon le degré ou type d'enseignement ; si on compare les effectifs de 2005-2006 à ceux de 1980-1981, on observe, dans le périmètre de l'Éducation nationale :
– une forte diminution dans l'enseignement primaire (- 770 000 élèves) liée à une augmentation de 157 000 dans l'enseignement préélémentaire et une baisse de 927 000 dans l'enseignement élémentaire et l'AIS ;
– une baisse dans le premier cycle du primaire (- 120 000) et dans le second cycle professionnel (- 80 000) ;
– une augmentation dans le second cycle général et technologique (+ 388 000) et dans les formations d'apprentis (+ 157 000 apprentis) ;
– une très forte augmentation dans l'enseignement supérieur : + 1 091 000 étudiants.
Ces mouvements, sur 20 ans, ont lieu dans le contexte de :
– stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire ;
– diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire ;
– renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.
Ils ont abouti à une élévation considérable des niveaux de formation et de qualification des jeunes.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.
Au 31 janvier 2006, 1 279 701 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. De 1995 à 2005, ces effectifs ont augmenté de 3 %.
Près de huit personnes sur dix sont des enseignants : 848 835 enseignants dans des établissements du secteur public et 144 909 enseignants dans des établissements du secteur privé. Les personnels enseignants se répartissent de la manière suivante : 52 % exercent dans le second degré, 37 % dans le premier degré, 8 % dans le supérieur et 3 % sont des stagiaires des établissements de formation.
Enfin, 285 957 agents assument dans le secteur public des fonctions administratives, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance.

Le budget et le compte de l'éducation

En 2005, la dépense intérieure d'éducation (117,9 milliards d'euros) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages) représente 6,9 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'Unedic et les ménages, atteint 24 milliards d'euros en 2004. L'effort national de la Nation, calculé comme le ratio de la dépense par rapport au PIB, poursuit sa baisse. Il s'élève à 1,46 % en 2004. Entre 1999 et 2003, le taux de participation financière des entreprises (ratio des dépenses par rapport à la masse salariale) décroît sensiblement, notamment dans les grandes entreprises. Il se redresse en 2004, sous l'effet de la hausse de 0,1 point du taux de mutualisation des fonds de l'alternance (loi sur la formation professionnelle du 4 mai 2004). En ce qui concerne la fonction publique, la formation des collectivités territoriales et des établissements hospitaliers augmente. Dans la première, le recrutement de nouveaux agents y contribue en grande partie. Dans la seconde, l'effort en faveur des formations de promotion interne est renforcé. La dépense de formation stagne en revanche dans la fonction publique d'État. Enfin, entre 1999 et 2004, les dépenses de formation en faveur des demandeurs d'emploi diminuent puis augmentent légèrement. Depuis la mise en place du Pare (Plan d'aide au retour à l'emploi) en 2001, l'effort global favorise en effet plutôt les politiques d'accompagnement.

La validation des acquis de l'expérience

En 2004, 22 600 personnes acquièrent un titre ou un diplôme par la voie de la validation de l'expérience. Elles étaient 17 600 en 2004 et 10 700 en 2003. Plus de 60 % des validations ont été délivrées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Une proportion importante des titres et diplômes acquis relèvent du secteur de l'aide aux personnes et de la santé.

Les examens et les sorties du système éducatif

À la session 2005, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 79,9 % et 62,5 % d'une génération sont devenus bacheliers.
La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 70 % en 2005-2006, toutes voies de scolarisation confondues.
Le pourcentage de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme diminue, se situant à 10 % de l'ensemble des sortants ; il a été divisé par trois depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.
Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 2004 plus de trois fois plus nombreux (175 000), qu'en 1980 (57 000). Au total, les générations nées dans les années soixante-dix comptent 42 % de diplômés de l'enseignement supérieur.

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement de leur niveau de formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en 2005, les jeunes sortis du système éducatif depuis un à quatre ans sans diplôme sont 42 % à occuper un emploi, 34 % à être chômeurs et 24 % à être inactifs ; pour les jeunes sortis avec un diplôme de troisième cycle universitaire, ces pourcentages sont respectivement de 80 %, 12 % et 8 %. Après une période de 5 à 10 ans, la répartition est 53 %, 25 % et 22 % pour les sans diplôme et 87 %, 7 % et 6 % pour les diplômés du troisième cycle universitaire.
Les différences d'insertion professionnelle en fonction de l'origine sociale apparaissent plus modérées à niveau de diplôme égal (pour les sortants du système éducatif depuis 2 à 9 ans qui possèdent ou recherchent un emploi).
Ainsi en 2004, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, les enfants de cadre, d'enseignant ou de profession intermédiaire ont un avantage d'environ 5 points sur les enfants d'ouvriers, d'employés ou d'indépendants, dans l'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou de profession intermédiaire.
Depuis 2002, les femmes présentes sur le marché du travail exercent un peu plus souvent une profession supérieure ou intermédiaire que les hommes, en début de carrière, tous niveaux de formation confondus. Cela tient avant tout à leurs diplômes plus élevés.

2 Méthodologie

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement et une très grande partie des établissements privés (tous ceux du privé sous contrat)) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée ; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.
Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 31 janvier 2006. Sont compris les enseignants des établissements privés mais ne sont pas inclus les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (Onisep, Cereq, INRP, Cned...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes dans la nomenclature d'exécution de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.
– Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).
– Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, Atoss (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).
– Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage est estimée à partir des données comptables des financeurs finaux de formation professionnelle : Régions, ministères chargés de l'Emploi et l'Éducation nationale, Unedic, collectivités territoriales, etc. Elle se fonde également sur des enquêtes : enquête sur la formation des agents publics (DGAFP). Pour l'apprentissage, notamment, elle intègre également les comptes de l'éducation. Elle est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des applications informatiques utilisées par les jurys d'examens ; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.
Pour les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 160 000 jeunes reprennent une formation chaque année ; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.
L'enquête sur l'Emploi de l'Insee permet de calculer des sorties sans double compte et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.
Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.
La plupart des diplômes peuvent être préparés par :
– la formation scolaire ;
– l'apprentissage ;
– la formation professionnelle continue ;
– l'enseignement à distance.
Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.
• *La voie professionnelle*
L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.
Les classes de 4ème et 3ème préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un Capa (Certificat d'aptitude professionnelle agricole) ou un Bepa (Brevet d'études professionnelles agricole). Les classes de 4ème et 3ème technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au Bepa, soit vers un Capa, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.
Les classes de Bepa ont deux finalités :
– l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle ;
– l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un Bac professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un Bac technologique.
Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du Bepa et du Capa. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.
• *Les voies générale et technologique*
Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un Bepa ou une seconde générale et technologique :
– soit vers le brevet de technicien agricole (BTA) ;
– soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.
Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.
Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :
– les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.
Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).
Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (deux ans de préparation à partir de 2003) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau G.01-21) sont tirées de l'enquête Emploi en continu de l'Insee.
La définition du chômage est celui du « Bureau international du travail ».
Les catégories utilisées pour répartir les jeunes actifs ayant un emploi selon leur situation sociale correspondent aux postes usuels de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) à l'exception des enseignants, employés qualifiés et employés non qualifiés :
– la catégorie des enseignants est constituée par le regroupement de codes PCS au niveau détaillé : professeurs agrégés et certifiés de l'enseignement secondaire (341a), enseignants de l'enseignement supérieur (342a), instituteurs (421a), professeurs des écoles (421b), professeurs d'enseignement général des collèges (422a), professeurs de lycée professionnel (422b) et maîtres auxiliaires et professeurs contractuels de l'enseignement secondaire (422c) ;
– la distinction entre employés qualifiés et employés non qualifiés se réfère aux travaux d'Olivier Chardon (2001). La qualification des employés est définie par profession (niveau PCS détaillée) à partir de la spécialité de formation des personnes en emploi. Les professions exercées en grande proportion par des personnes possédant un diplôme de la même spécialité que leur profession sont considérées comme des professions qualifiées. Les autres sont des professions non qualifiées. Les codes correspondant aux employés non qualifiés sont : 525a, 525b, 525c, 525d, 533c, 534a, 534b, 541d, 542b, 551a, 552a, 553a, 554a, 554j, 561a, 561d, 561e, 561f, 563a, 563b, 563c, 564a, 564b.

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les Régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Recherche. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.
Les principaux moyens budgétaires et organismes d'intervention de l'État sont les suivants :
– le Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ;
– le Fonds national de l'emploi (FNE) ;
– l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa) ;
– le réseau des Greta (Groupements d'établissements publics locaux d'enseignement) ;
– le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) ;
– le Centre national d'enseignement à distance (Cned).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue. Fixée à 1,5 % depuis 1993, la loi du 4 mai 2004 l'a portée à 1,6 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % et à 0,5 %.
Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).
Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés. Elle s'élevait à 0,15 % de la masse salariale jusqu'au 1er janvier 2004, où elle est passée à 0,4 %, puis à 0,55 %, l'année suivante. À l'inverse des entreprises de plus de dix salariés, les TPE ont l'obligation de verser cette contribution à un organisme collecteur paritaire agréé (OPCA).
La loi du 4 mai 2004 a créé le Droit Individuel à la formation (DIF). Ce DIF accorde à chaque salarié en CDI ou en CDD de plus de 4 mois un crédit de 20 heures de formation par an, qu'il peut utiliser sur son initiative, et en accord avec son employeur. Les heures de DIF peuvent être capitalisées sur une période inférieure à six ans. La loi ouvre la possibilité pour les employeurs d'organiser les formations relevant de développement des compétences (dont en particulier le DIF) en dehors du temps de travail, moyennant une indemnité horaire égale à 50 % du salaire horaire net (allocation de formation). Enfin, la loi crée les périodes de professionnalisation.

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux Régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire. En 1999, les Régions deviennent pilotes de l'élaboration du Plan Régional de Formation (PRDF) en faveur des publics jeunes comme adultes. Enfin, la loi du 13 août 2004 transfère aux Régions la responsabilité des formations sanitaires et sociales, ainsi que les crédits consacrés aux formations qualifiantes de l'Afpa et détenues par l'État.

La Lolf

La nouvelle loi organique de financement, de par son objectif - rémunérer les personnels selon leur fonction et non leur affectation - contraint à une classification différente de celle utilisée les années précédentes. Sa première application sur la totalité du personnel à partir de la paye de janvier amène à mettre en garde l'utilisateur de ces données, des classifications pourraient être ultérieurement modifiées, l'année 2006 pouvant être considérée comme une année de transition.

La validation des acquis de l'expérience

La VAE a été introduite par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Elle permet de valider l'ensemble des diplômes et des titres à finalité professionnelle, ainsi que les certificats de qualification professionnelle (CQP) des branches professionnelles, dès lors que ces certifications sont inscrites au répertoire national de certification professionnelle (RNCP) sur la base des compétences professionnelles acquises au travers d'activités salariées, non salariées et bénévoles, en rapport direct avec le contenu du titre ou du diplôme. La durée minimale de l'expérience considérée est de trois ans.

3 ○ Définitions

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (Afpa)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (Cned)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Cned est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.
Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire, 1ère ou 2ème année, cours moyen 1ère ou 2ème année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à un seul niveau ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « classe à plusieurs niveaux ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

Classe d'adaptation

Ces classes sont destinées à accueillir les enfants qui, pour des raisons diverses, rencontrent des difficultés au niveau de l'enseignement élémentaire.

Classe d'initiation

Ces classes ont été créées pour recevoir, à temps plein ou à temps partiel, des élèves de nationalité étrangère non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classe d'intégration scolaire

Classes accueillant des élèves présentant un handicap mental, auditif, visuel ou moteur, mais pouvant tirer profit, en milieu scolaire ordinaire, d'une scolarité adaptée à leur âge, à leurs capacités, à la nature et à l'importance de leur handicap. Les classes de perfectionnement créées par la loi du 15 avril 1909, et les classes intégrées ouvertes dans les écoles ordinaires, dont le fonctionnement a été précisé dans les circulaires des 29 mars 1982 et 1983, constituent désormais les classes d'intégration scolaire (circulaire du 18 novembre 1991).

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (Cnam)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du Cnam, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats en alternance :

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.
Les contrats de qualification, d'adaptation et d'orientation ont fait place au contrat de professionnalisation.

Contrats de qualification

Créés en 1984 et abrogés par la loi du 4 mai 2004, ces contrats permettaient à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, par un titre ou une qualification de branche. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas directement l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation. Les employeurs de jeunes en contrat de qualification bénéficient d'une exonération des cotisations sociales patronales. Ce type de contrat existait aussi pour les adultes, mais ne bénéficient pas d'exonérations.

Contrats de professionnalisation

La loi du 4 mai 2004 a introduit le contrat de professionnalisation. La différence avec le contrat de qualification porte essentiellement sur deux points : ce sont désormais les branches professionnelles qui fixent les priorités de financement du contrat de professionnalisation, en accord avec leurs politiques de ressources humaines. Par ailleurs, la loi fixe la durée minimale de l'action de professionnalisation (évaluation, accompagnement et enseignements) à 15 % de la

durée totale du contrat, sans pouvoir être inférieure à 150 heures.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée ; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées, sur le territoire national, par l'ensemble des agents économiques, administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages, pour les activités d'éducation : activités d'enseignement scolaire et extra-scolaire de tous niveaux, activités visant à organiser le système éducatif (administration générale, orientation, documentation pédagogique et recherche sur l'éducation), activités destinées à favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine scolaire, transports) et les dépenses demandées par les institutions (fournitures, livres, habillement).

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Division ou classe

Le terme "division" est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves. Le chef d'établissement inscrit chacun des élèves dans une division et une seule.

Certaines formations peuvent être suivies en commun par des élèves apprenant des métiers différents. Par exemple, une même division accueillera 10 élèves préparant un CAP de cuisine et 11 élèves un CAP restaurant. Une telle division est appelée pluriformations par opposition aux divisions monoformations composées d'élèves d'une même spécialité.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnue par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration (Ira), École nationale d'administration (Ena), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État ;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 106 écoles nationales de musique (ENM) et de 250 écoles municipales de musique agréées (EMMA). Certaines de ces écoles proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux (à l'exception de deux écoles qui délivrent des diplômes spécifiques). Un enseignement péri-scolaire et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Il est assuré :

– pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes détablissements ordinaires ; ces classes sont appelées classes d'intégration scolaire spécialisées (Clis). Il existe aussi des Clin, classes d'initiation permettant l'accueil d'enfants non francophones arrivant sur le territoire national ;

– pour le niveau du second degré, par les établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea), sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) présentes dans les collèges ou les UPI, unités pédagogiques d'intégration, présentes en collèges et en lycées.

Établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea)

Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, ils reçoivent les élèves qui ne peuvent fréquenter utilement les classes normales d'enseignement général ou professionnel. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré. 72 Erea sur 80 accueillent des élèves de même profil que ceux des Segpa ; 5 Erea scolarisent de jeunes handicapés moteurs et 3 Erea des jeunes présentant des déficiences visuelles. L'enseignement dispensé en Erea couvre l'ensemble du second degré ; il consiste principalement en un enseignement professionnel, adapté ou non.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois dispositifs suivants : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (Sife). Ces stages ont été supprimés le 1er janvier 2005, mais le FNE continue bien entendu à fonctionner.

Grands établissements

Regroupent les grands établissements délivrant des formations du supérieur : l'Institut d'études politiques de Paris, l'École nationale des chartes, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'Institut national des langues et civilisations orientales, l'Observatoire de Paris, l'Institut de physique du globe, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques et Paris Dauphine.

INP

Les Instituts Nationaux Polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des Erea (6ème à 4ème, CPA, Cipal et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/Segpa.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3ème et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5ème et 6ème années de SES/Segpa et de la formation professionnelle en Erea.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, Deug, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2ème ou 3ème cycle ou des grandes écoles.

Organisme Collecteur Paritaire Agréé (OPCA)

Les OPCA sont chargés de collecter, mutualiser et redistribuer les obligations financières des entreprises en matière de formation professionnelle. Ils sont agréés et contrôlés par l'État. Ils appliquent les priorités des branches en matière de formation professionnelle.

Au delà de cette vocation première financière, certains OPCA exercent des activités d'appui et de conseil aux entreprises et aux salariés de la Branche : aide à l'émergence des besoins de compétences, construction de solutions emploi-formation globales, accompagnement et pilotage de leur mise en œuvre...

Personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 31 janvier 2006 (cf. 2. Méthodologie).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'Insee.

Population scolarisable

Elle est évaluée au 1er janvier de chaque année en fonction des données de l'état civil et des évolutions constatées par le recensement de la population. Les effectifs en sont publiés chaque année par l'Insee.

Population scolarisée

Elle comprend les élèves en formation initiale dans les établissements sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, mais aussi ceux dépendant des autres ministères (Agriculture et Pêche, Santé et Solidarités...).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'Insee « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Les formations du second cycle professionnel sont généralement dispensées dans les lycées professionnels, même si certains collèges et lycées accueillent également des sections professionnelles. Elles regroupent des enseignements sanctionnés par un CAP (Diplôme de niveau V se préparant en deux ans après la troisième ou en un an dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ; les formations exceptionnelles en trois ans sont en voie d'extinction) ou un BEP (Diplôme sanctionnant un cycle de un ou deux ans après la troisième - seconde professionnelle et terminale BEP). Les formations du second cycle professionnel regroupent également les « Mention complémentaire » (année supplémentaire de spécialisation qui peut être préparée à la suite de certains CAP ou BEP et qui est sanctionnée par un diplôme), les « Formations complémentaires » (compléments de formation initiale à finalité professionnelle, données pour au moins un tiers du temps en établissement, destinées à des diplômes de niveau IV ou V), ou encore les Brevets des métiers d'art (BMA).

Second degré

La population scolaire du second degré comprend

– le premier cycle : de la sixième à la troisième dans les collèges, les CPA dans les collèges et les lycées professionnels (LP), les unités pédagogiques d'intégration (UPI) regroupant des adolescents présentant un handicap compatible avec une scolarisation en collège, ainsi que les Clipa ;

– le second cycle professionnel, principalement dans les lycées professionnels, y compris les formations en un an, mises en

place à partir de 1994-1995 dans le cadre de la Loi quinquennale sur l'emploi, le travail et la formation professionnelle ;
– le second cycle général et technologique : seconde, première et terminale, surtout en lycée ;
– les formations complémentaires aux CAP, BEP ;
– les Segpa annexées aux collèges, ou les classes - ateliers intégrés aux collèges ;
– les établissements régionaux d'enseignement adapté (Erea).

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa)

Les sections d'enseignement général et professionnel adapté annexées à des collèges accueillent des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les élèves relevant du handicap « déficiences intellectuelles sévères » qui y ont été scolarisés lors de leur création font plutôt aujourd'hui l'objet d'une intégration scolaire collective.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995) ;
ES : économiques et sociales (B avant 1995) ;
S : scientifique (C, D ou E avant 1995) ;
STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995) ;
STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995) ;
STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995) ;
SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995) ;
STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement ;
STPA : sciences et technologies du produit alimentaire ;
F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués ; hôtellerie ;
BT : brevet de technicien ;
BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.
Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés. Ils ont été supprimés le 1er janvier 2005.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (Sife)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les Sife, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres. Ils ont été supprimés le 1er janvier 2005.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classes de terminale générale, technologique ou professionnelle à l'effectif des générations concernées. Sont également pris en compte les entrants en année finale de formation de niveau baccalauréat, tel le brevet professionnel. L'accès au niveau du baccalauréat peut intervenir de 16 à 21 ans, selon les jeunes, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès par âge : celui, par exemple, de la génération 1976 au moment de la rentrée 1994, à 18 ans. L'éventail est plus large encore en tenant compte des parcours plus longs ou moins linéaires de la filière professionnelle.
On distingue deux types de taux élémentaires :
– taux d'accès d'une génération. Pour les enfants nés une année donnée, on somme les taux d'accès au niveau IV enregistrés au cours de rentrées scolaires successives (*analyse longitudinale*) ;
– taux d'accès annuel. Pour une rentrée scolaire donnée, on somme les taux d'accès propres à chacune des générations concernées, accédant cette année-là au niveau IV à des âges différents (*analyse transversale*).

Unités pédagogiques d'intégration

Les UPI ont été créées dans certains collèges par la circulaire n° 95-125 du 17 mai 1995, abrogée par la circulaire n° 2001-035 du 21 février 2001. Cette dernière a confirmé le principe de la création de dispositifs collectifs d'intégration scolaire et, d'une part, a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices, d'autre part a encouragé leur création non seulement en collège mais également en lycée.

Universités et assimilés

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées, instituts universitaires de technologie (IUT).

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), du Ministère de l'Agriculture et de la pêche, et du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement.

Organismes :

– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.
– Ministère de l'Agriculture et de la pêche, direction générale de l'enseignement et de la recherche.
– Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, service des statistiques, des études et des systèmes d'information (Sesi), direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares).
– Insee.

Sites Internet :

– www.education.gouv.fr
– www.travail.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective

– Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation, édition 2006 ;
– L'état de l'école, édition 2006 ;
– L'éducation nationale en chiffres 2005-2006, octobre 2006 ;
– Géographie de l'École, édition 2004 ;
– Notes d'information ;
– Éducation et Formations ;
– Regards sur le système éducatif français.
Les publications sont consultables sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Notes d'Information - DEPP :
– « Le coût de l'éducation en 2005. Évaluation provisoire du compte », n° 06.28, novembre 2006 ;
– « La validation des acquis de l'expérience poursuit son développement en 2005 », n° 06.27, octobre 2006 ;
– « Les enseignants des lycées et collèges publics et la formation », n° 06.26, septembre 2006 ;

– « Les effectifs dans l'enseignement supérieur Constat 2005 et prévisions pour les rentrées 2006 et 2007 », n° 06-25, septembre 2006 ;
– « Les étudiants inscrits dans les 83 universités publiques françaises en 2005 », n° 06-24, août 2006 ;
– « Les étudiants en CPGE Croissance soutenue des effectifs Année 2005-2006 », n° 06-23, août 2006 ;
– « Les écoles d'ingénieurs publiques et privées : effectifs en 2004-2005, diplômes délivrés en 2004 », n° 06-22, août 2006 ;
– « Résultats définitifs de la session 2005 du baccalauréat », n° 06-16, mai 2006 ;
– « Origine sociale, offre de formation et niveau atteint dans le secondaire », n° 06-15, mai 2006 ;
– « Les femmes au ministère de l'éducation nationale 2004-2005 », n° 06-14, mai 2006 ;
– « Les filles et les garçons dans le système éducatif », n° 06-06, février 2006 ;
– « Le devenir des bacheliers : parcours après le baccalauréat des élèves entrés en sixième en 1989 ? », n° 06-01, janvier 2006 ;
– « Les élèves du second degré dans les établissements publics ou privés à la rentrée 2005 », n° 05-42, décembre 2005 ;
– « Les élèves du premier degré à la rentrée 2005 dans les écoles publiques et privées », n° 05-41, décembre 2005 ;
– « La base centrale des établissements (BCE) : outil et mémoire du système éducatif », n° 04-34, décembre 2004 ;
– « La scolarisation des jeunes de 15 à 29 ans : regard sur la période de 1985-2001 », n° 04-12, avril 2004.

Éducation et Formations :
– « Estime de soi et réussite scolaire sept ans après l'entrée en sixième », n° 72, octobre 2005 ;
– « Le vécu des phases d'orientation en fin de troisième et de seconde », n° 72, octobre 2005 ;
– « Les projets professionnels des jeunes sept ans après leur entrée au collège », n° 72, octobre 2005 ;
– « Les premiers bacheliers du panel : aspirations, image de soi et choix d'orientation », n° 72, octobre 2005.

Les Dossiers – DEPP :
– « L'insertion des jeunes dans la vie active et le pilotage de la formation professionnelle au niveau régional », n° 168, octobre 2005.

Insee

Insee-Résultats, série Société :
– « L'enquête Emploi en 2002 et 2003 », n° 51, juillet 2006.

Insee-Première :
– « Des chiffres pour les hommes... des lettres pour les femmes », n° 1071, mars 2006 ;
– « Premiers résultats de l'enquête emploi 2005 », n° 1070, mars 2006 ;
– « L'insertion des jeunes sur le marché du travail entre 2002 et 2004 », n° 1061, janvier 2006.

Insee-Références
– « Données sociales », édition 2006 ;
– « France, portrait social », édition 2006.

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, Dares

– Projet de loi de finances pour 2007, formation professionnelle ;
– « Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés » *Cahiers travail et emploi*, 2003 ;
– Le compte économique de la formation professionnelle.

Premières informations et premières synthèses :
– « L'orientation des chômeurs vers la formation entre 2002 et 2004 : plus de propositions au départ pour les moins qualifiés, moins de formation à l'arrivée », n° 29.2, juillet 2006 ;
– « La dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage en 2003 : l'effort national s'est stabilisé après plusieurs années de repli », n° 13.3, mars 2006 ;
– « Les stages de formation pour demandeurs d'emploi financés par l'État en 2004 », n° 08.4, février 2006 ;
– « Rebond de l'apprentissage en 2004 », n° 05.2, janvier 2006 ;
– « La validation des acquis de l'expérience au sein du ministère chargé de l'emploi en 2004 », n° 41.2, octobre 2005 ;
– « Le contrat de professionnalisation en 2005 : premier bilan », n° 40.2, février 2005.

Cereq

Bref :
– « Les multiples incidences de la formation initiale en début de carrière », n° 231, juin 2006 ;
– « La VAE, quels candidats, pour quels diplômes ? », n° 230, mai 2006 ;
– « La formation continue : un temps pour mobiliser les salariés autour de valeurs et de pratiques communes », n° 229, avril 2006 ;
– « Des territoires qui façonnent les parcours scolaires des jeunes », n° 228, mars 2006.

Formation emploi :
– « Les besoins de formation non satisfaits des salariés au prisme des catégories sociales », n° 95, juillet-septembre 2006 ;
– « La formation, un levier pour la reconversion des territoires ? », n° 92, octobre-décembre 2005.

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF

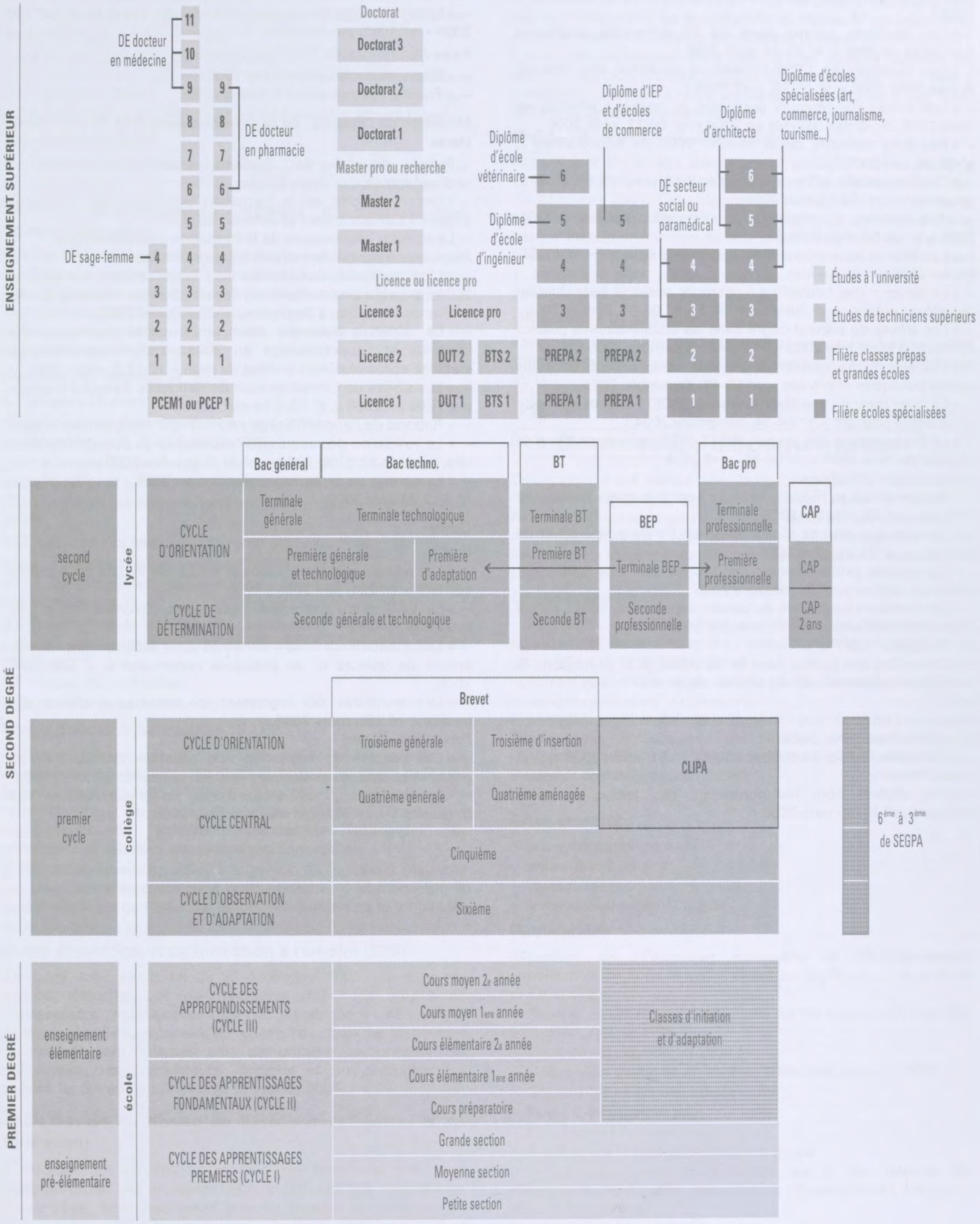


TABLEAU G.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unité* : Millier

	r 1980-1981	*r* 1990-1991	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	*r* 2000-2001	*r* 2001-2002	*r* 2002-2003	*r* 2003-2004	*r* 2004-2005	2005-2006
Total 1er degré (1)	7 396,3	6 953,4	6 606,8	6 571,8	6 552,0	6 535,0	6 529,2	6 552,0	6 585,5	6 626,5
Total 2e degré (2)	5 426,2	5 842,0	5 842,4	5 815,6	5 765,7	5 749,2	5 746,8	5 732,1	5 692,8	5 640,3
Apprentis (3)	244,1	226,7	362,8	369,9	376,1	373,2	373,5	371,2	378,8	401,5 *p*
Spécial santé	96,2	88,2	87,6	83,7	81,4	80,5	82,7	81,9	77,1	76,3
Total enseignement supérieur	1 184,1	1 717,1	2 126,8	2 136,5	2 160,3	2 163,9	2 208,4	2 256,2	2 269,8	2 275,0
Total général	**14 347,0**	**14 827,4**	**15 026,3**	**14 977,4**	**14 935,4**	**14 901,9**	**14 940,6**	**14 993,4**	**15 004,0**	**15 019,7**

(1) En raison d'une grève, les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive depuis l'année 2000, ils ont été estimés.
(2) Y compris les effectifs du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.

TABLEAU G.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2004-2005

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	Enseignt. Spécial hors (2) MEN	2e degré y compris adapté	Autres formations du second degré	Apprentis	Enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers) (3)	Taux de scolarisation
2003-2004	1 et -	1 524,3	–	–	–	–	–	–	–	–
2002	2	760,5	26,5	–	–	–	–	–	201,7	26,5
2001	3	771,3	99,7	–	–	–	–	–	768,7	99,7
2000	4	777,8	100,0	–	–	–	–	–	777,8	100,0
1999	5	749,8	100,0	–	–	–	–	–	749,8	100,0
1998	6	732,5	99,6	0,4	–	–	–	–	713,4	100,0
1997	7	721,5	99,6	0,4	–	–	–	–	721,5	100,0
1996	8	733,2	99,5	0,5	–	–	–	–	733,2	100,0
1995	9	726,8	99,3	0,6	0,1	–	–	–	726,8	100,0
1994	10	713,9	96,1	0,7	3,2	–	–	–	713,9	100,0
1993	11	711,7	21,1	0,8	78,1	–	–	–	711,7	100,0
1992	12	746,4	1,3	0,9	97,8	–	–	–	746,4	100,0
1991	13	762,9	0,2	0,9	98,7	0,2	–	–	762,3	99,9
1990	14	771,5	–	0,9	96,9	1,5	0,1	–	767,3	99,5
1989	15	778,4	–	0,9	92,0	3,7	1,0	–	759,9	97,6
1988	16	782,4	–	0,9	83,1	4,4	8,9	–	762,1	97,4
1987	17	783,7	–	0,8	75,0	4,1	9,7	2,3	721,0	92,0
1986	18	794,4	–	0,6	40,3	3,0	8,0	27,6	631,6	79,5
1985	19	780,9	–	0,4	18,2	1,7	6,2	39,7	517,5	66,3
1984	20	772,2	–	0,2	5,9	0,8	4,5	41,3	406,8	52,7
1983	21	755,9	–	–	1,5	0,5	3,3	36,7	317,2	42,0
1982	22	800,3	–	–	0,4	0,4	2,3	29,7	262,4	32,8
1981	23	811,0	–	–	0,2	0,3	1,5	22,0	194,5	24,0
1980	24	811,4	–	–	0,1	–	0,9	15,6	134,4	16,6
1979	25	768,7	–	–	0,1	–	0,8	10,9	90,0	11,7
1978	26	747,7	–	–	0,2	–	–	8,3	62,9	8,4
1977	27	754,6	–	–	–	–	–	6,1	45,9	6,1
1976	28	734,4	–	–	–	–	–	4,7	34,9	4,7
1975	29	755,9	–	–	–	–	–	3,7	27,8	3,7
1974 ou avant	30 ou +	37 868,2	–	–	–	–	–	0,5	190,9	0,5
Total (milliers)		**60 704,2**	**6 316,8**	**75,8**	**5 310,9**	**161,2**	**370,2**	**2 129,7**	**14 364,6**	///
% de la population totale		–	10,4	0,1	8,7	0,3	0,6	3,5	23,7	///

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) L'enseignement spécialisé hors MEN (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) est un enseignement dispensé à des élèves en grande difficulté que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.
(3) Pour ne pas avoir des taux de scolarisation supérieurs à 100 %, la taille de la population scolarisée est limitée à celle de la population des habitants du même âge. Le total qui correspond aux effectifs recensés dans les établissements scolaires a néanmoins été conservé, et diffère donc du total de la colonne.

TABLEAU G.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré - France métropolitaine + Dom (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1990-1991	1994-1995	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Enseignement préélémentaire public	2 137,2	2 322,9	2 307,2	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2	2 248,4	2 273,4	2 285,1	2 289,3
Enseignement préélémentaire privé	319,2	321,3	320,6	308,3	312,7	315,1	316,2	317,6	325,3	324,4	323,8
Total	**2 456,5**	**2 644,2**	**2 627,8**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**	**2 566,0**	**2 598,7**	**2 609,5**	**2 613,1**
Enseignement élémentaire (CP-CM2) public	4 128,7	3 599,1	3 511,5	3 470,5 *r*	3 424,5	3 384,8	3 360,3	3 347,4	3 333,7	3 355,5	3 392,0
Enseignement élémentaire (CP-CM2) privé	681,3	618,9	594,7	583,8	574,3	568,2	563,8	561,5	566,2	569,1	570,6
Total	**4 810,0**	**4 218,0**	**4 106,2**	**4 054,3 *r***	**3 998,8**	**3 953,0**	**3 924,1**	**3 908,9**	**3 900,0 *r***	**3 924,6**	**3 962,6**
AIS public (2)	122,3	85,6	63,5	58,6	55,2	53,9	51,9	49,8	49,1	47,5	46,9
AIS privé (2)	7,6	5,6	4,9	4,7	4,8	4,8	4,6	4,5	4,3	3,9	3,8
Total	**129,9**	**91,2**	**68,4**	**63,3**	**60,0**	**58,7**	**56,5**	**54,3**	**53,3 *r***	**51,4**	**50,7**
Premier degré sans AIS :											
Enseignement public	6 265,9	5 922,0	5 818,8	5 651,3 *r*	5 624,8	5 610,0	5 598,5	5 595,8	5 607,1	5 640,6	5 681,3
Enseignement privé	1 000,5	940,2	915,3	892,1	887,0	883,3	880,0	879,1	891,5	893,5	894,4
Total	**7 266,4**	**6 862,2**	**6 734,0**	**6 543,5**	**6 511,8**	**6 493,3**	**6 478,5**	**6 474,9**	**6 498,6**	**6 534,1**	**6 575,7**
Premier degré avec AIS :											
Enseignement public	6 388,2	6 007,6	5 882,2	5 709,9 *r*	5 680,0	5 663,9	5 650,4	5 645,6	5 656,2	5 688,1	5 728,3
Enseignement privé	1 008,1	945,8	920,2	896,8	891,8	888,1	884,6	883,6	895,8	897,4	898,2
Total	**7 396,3**	**6 953,4**	**6 802,4**	**6 606,8 *r***	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**	**6 529,2**	**6 552,0**	**6 585,5**	**6 626,5**

(1) En raison de grèves des directeurs d'écoles publiques, les chiffres des années 2000-2001 à 2005-2006 sont estimés.
(2) AIS = enseignement relevant de l'initiation, l'adaptation et l'intégration scolaire.

TABLEAU G.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré - France métropolitaine + Dom (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	Écoles				Classes			(2) Nombre moyen d'élèves par classe		
	1990-1991	2003-2004	2004-2005	2005-2006	1990-1991	1999-2000	2005-2006	1990-1991	1999-2000	2005-2006
Enseignement public :										
Écoles maternelles	18 829	17 948	17 703	17 583	70 538	71 087	87 757	27,9	25,5	26,1
Écoles élémentaires	39 009	33 716	33 452	33 085	179 177	172 906	156 588	22,5	22,3	22,5
dont : À classe unique	7 667	...	...	4 503	7 667	5 616	4 503	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	**57 838**	**51 664**	**51 155**	**50 668**	**249 715**	**243 993**	**244 345**	///	///	///
dont : Écoles en ZEP (4)	...	5 666	5 563	5 501	...	...	...	...	...	...
Écoles en REP (4)	...	6 411	6 352	6 388	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :										
Écoles maternelles	419	199	184	190	1 380	973	...	27,1	25,9	27,6
Écoles élémentaires	5 966	5 324	5 289	5 300	37 037	36 202	...	24,5	23,9	22,8
dont : À classe unique	215	...	...	...	215	180	...	...	...	...
Écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires (3)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	**6 385**	**5 523**	**5 473**	**5 490**	**38 417**	**37 175**	**37 106**	///	///	///
Total enseignement public + privé	**64 223**	**57 187**	**56 628**	**56 158**	**288 132**	**281 168**	**281 451**	///	///	///

(1) En raison de la grève administrative des directeurs d'école depuis la rentrée 1999 les données sur les effectifs d'élèves ont été évaluées. Les données concernant les classes et le nombre moyen d'élèves par classe ne sont donc pas disponibles sauf en 2005.
(2) France métropolitaine uniquement.
(3) À partir de 1989, les écoles d'enseignement relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires sont comptabilisées avec les écoles élémentaires.
(4) ZEP : zone d'éducation prioritaire. REP : réseau d'éducation prioritaire.

TABLEAU G.01-5

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unité* : Millier

	r 1990-1991	*r* 1995-1996	*r* 1998-1999	*r* 1999-2000	*r* 2000-2001	*r* 2001-2002	*r* 2002-2003	*r* 2003-2004	*r* 2004-2005	2005-2006
Premier cycle du second degré :										
Enseignement public	2 592,4	2 709,1	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9	2 597,9	2 573,7	2 527,0	2 478,7
Enseignement privé	656,9	677,1	665,8	667,2	669,0	669,9	671,2	670,9	666,3	659,2
Total	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**	**3 269,1**	**3 244,6**	**3 193,3**	**3 138,0**
6ème à 3ème	3 186,3	3 378,4	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6	3 264,3	3 238,5	3 185,6	3 128,6
dont : 4ème et 3ème technologiques (1)	166,0	158,3	90,6	54,3	45,0	44,8	42,5	42,2	42,4	///
CPPN, CPA, autres niveaux	63,0	7,8	5,9	4,7	3,9	4,2	4,8	6,1	7,7	9,3
Second cycle professionnel (2) :										
Enseignement public	574,1	568,9	585,1	576,4	552,8	548,9	550,9	557,1	562,5	565,4
Enseignement privé	168,2	152,5	159,1	156,1	148,6	147,4	148,9	151,3	152,9	154,9
Total	**742,2**	**721,4**	**744,2**	**732,5**	**701,4**	**696,2**	**699,8**	**708,4**	**715,4**	**720,2**
dont : Préparation au bac professionnel	96,4	162,4	174,5	177,3	175,3	173,4	173,2	177,7	184,6	191,4
Second cycle général et technologique :										
Enseignement public	1 276,7	1 206,6	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3	1 207,0	1 206,6	1 207,6	1 203,9
Enseignement privé	330,8	319,8	310,4	305,5	301,9	301,8	302,6	304,4	307,7	308,9
Total	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**	**1 509,6**	**1 511,0**	**1 515,3**	**1 512,8**
Enseignement adapté du second degré :										
Enseignement public	124,3	121,6	120,5	120,2	118,4	117,1	115,1	113,2	112,2	110,5
Enseignement privé	2,5	3,2	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9	3,9	4,0	4,0
Total	**126,7**	**124,8**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**	**119,0**	**117,1**	**116,2**	**114,5**
Total (sans enseignement adapté) :										
Enseignement public	4 443,2	4 484,6	4 429,4	4 408,6	4 372,7	4 360,0	4 355,8	4 337,4	4 297,1	4 248,0
Enseignement privé	1 155,9	1 149,4	1 135,3	1 128,8	1 119,6	1 119,1	1 122,6	1 126,6	1 126,9	1 123,0
Total public + privé	**5 599,1**	**5 634,0**	**5 564,8**	**5 537,4**	**5 492,3**	**5 479,1**	**5 478,4**	**5 464,0**	**5 424,0**	**5 371,0**
Total (avec enseignement adapté) :										
Enseignement public	4 567,5	4 606,2	4 550,0	4 528,8	4 491,1	4 477,1	4 470,9	4 450,6	4 409,4	4 358,4
Enseignement privé	1 158,3	1 152,6	1 138,9	1 132,4	1 123,4	1 122,9	1 126,5	1 130,5	1 130,9	1 127,0
Total public + privé	**5 725,8**	**5 758,8**	**5 688,9**	**5 661,2**	**5 614,4**	**5 600,0**	**5 597,4**	**5 581,1**	**5 540,3**	**5 485,4**

(1) Les 4ème et 3ème technologiques n'existent plus à partir de 2005.
(2) Y compris les formations complémentaires et préparations diverses de niveaux V et IV. Ces dernières étaient exclues dans les éditions précédentes, ce qui explique la révision des chiffres.

TABLEAU G.01-6

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	Établissements			Classes et divisions			Nombre moyen d'élèves par classe		
	r 2003-04	*r* 2004-05	2005-06	*r* 2003-04	*r* 2004-05	2005-06	*r* 2003-04	*r* 2004-05	2005-06
Enseignement public :									
Collèges (1)	5 183	5 200	5 220	113 901	111 972	109 628	23,3	23,3	23,3
Lycées professionnels	1 072	1 061	1 050	22 766	22 515	22 422	19,9	20,1	20,1
Lycées d'enseignement général et technologique	1 538	1 545	1 551	57 271	57 116	56 999	27,1	27,3	27,3
Établissements régionaux d'enseignement adapté	80	80	80	1 059	1 047	980	10,2	10,5	11,1
Total	**7 873**	**7 886**	**7 901**	**194 997**	**192 650**	**190 029**	///	///	///
dont : Établissements en ZEP (2)	1 006	1 006	1 006	...	...	...	...	...	...
Établissement en REP (2)	1 107	1 112	1 128	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :									
Collèges (1)	1 804	1 788	1 790	26 205	26 164	26 019	24,9	24,9	24,8
Lycées professionnels	644	641	658	6 440	6 421	6 361	18,6	18,6	18,9
Lycées d'enseignement général et technologique	1 082	1 069	1 074	17 592	17 700	17 628	23,5	23,6	23,8
Total	**3 530**	**3 498**	**3 522**	**50 237**	**50 285**	**50 008**	///	///	///
Total public + privé	**11 403**	**11 384**	**11 423**	**245 234**	**242 935**	**240 037**	///	///	///

(1) Y compris, classe préparatoire à l'apprentissage (CPA), classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CLIPA) et les unités pédagogiques d'intégration (UPI) depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement adapté.
(2) ZEP : zone d'éducation prioritaire. REP : réseau d'éducation prioritaire.

TABLEAU G.01-7

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat (public et privé) (1)
France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

Génération (effectifs à 16 ans)	Année scolaire										**Total entrants MEN-scolaire**
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
1976 (760 600) :											
Entrants	36 300	15 200	–	–	–	–	–	–	–	–	///
%	4,8	2,0	–	–	–	–	–	–	–	–	///
1977 (782 479) :											
Entrants	80 900	36 700	14 200	–	–	–	–	–	–	–	///
%	10,4	4,7	1,8	–	–	–	–	–	–	–	///
1978 (776 794) :											
Entrants	136 400	79 300	33 800	12 000	–	–	–	–	–	–	///
%	17,6	10,3	4,4	1,6	–	–	–	–	–	–	///
1979 (796 897) :											
Entrants	212 700	139 600	81 800	32 000	11 100	–	–	–	–	–	**492 900 (2)**
%	26,7	17,5	10,3	4,1	1,4	–	–	–	–	–	**61,9**
1980 (839 985) :											
Entrants	16 000	222 200	148 600	84 100	31 600	10 400	–	–	–	–	**512 800**
%	1,9	26,4	17,7	10,0	3,8	1,2	–	–	–	–	**61,1**
1981 (838 362) :											
Entrants	–	15 800	224 400	150 500	81 100	30 100	9 800	–	–	–	**511 700**
%	–	1,9	26,8	17,9	9,7	3,6	1,2	–	–	–	**61,0**
1982 (826 576) :											
Entrants	–	–	16 300	226 700	146 600	78 700	27 600	9 500	–	–	**505 500**
%	–	–	2,0	27,4	17,7	9,5	3,3	1,1	–	–	**60,9**
1983 (781 217) :											
Entrants	–	–	–	16 600	223 000	135 400	72 600	25 300	8 200	–	**481 000**
%	–	–	–	2,1	28,5	17,3	9,3	3,2	1,0	–	**61,4**
1984 (797 148) :											
Entrants	–	–	–	–	17 300	229 000	139 300	72 200	24 800	8 000	**490 600**
%	–	–	–	–	2,2	28,7	17,4	9,0	3,1	1,0	**61,4**
1985 (804 865) :											
Entrants	–	–	–	–	–	18 400	235 000	143 400	72 500	24 400	**501 800 (3)**
%	–	–	–	–	–	2,3	29,2	17,8	9,0	3,0	**62,3**
1986 (815 722) :											
Entrants	–	–	–	–	–	–	18 400	241 400	145 000	73 600	**511 400 (3)**
%	–	–	–	–	–	–	2,3	29,5	17,7	8,9	**62,4**
1987 (808 141) :											
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	17 600	247 000	143 600	///
%	–	–	–	–	–	–	–	2,2	30,5	17,6	///
1988 (809 431) :											
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	–	17 500	251 600	///
%	–	–	–	–	–	–	–	–	2,2	31,2	///
1989 (814 323) :											
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	–	–	17 200	///
%	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2,1	///
Total entrants (MEN - scolaire)	**499 800 (4)**	**508 600**	**519 100**	**521 900**	**510 800**	**502 100**	**502 700**	**509 200**	**514 900**	**518 500**	///
Taux d'accès (%) (MEN-scolaire)	**63,6**	**62,9**	**63,0**	**63,2**	**63,2**	**62,6**	**62,7**	**62,9**	**63,5**	**63,8**	///
Taux d'accès (%) (toutes formations)	**68,4**	**68,3**	**69,1**	**69,4**	**69,6**	**68,9**	**68,9**	**69,1**	**69,7**	**70,0 (5)**	///

(1) Sur l'ensemble des jeunes de la génération 1980 - ils étaient 839 985 à la rentrée 1996 -, 16 000 (soit 1,9 %) sont entrés en 1996-1997 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1996 à 2001, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 512 800 jeunes de cette génération, soit 61,1 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 2002-2003 (502 700), ils concernent les générations 1981 à 1986, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,7 %.
(2) Total, compte tenu des jeunes de la génération qui ont accédé au niveau du baccalauréat avant la rentrée 1996.
(3) Total estimé, compte tenu des jeunes de la génération susceptibles d'accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines rentrées.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1976.
(5) Chiffre basé sur une estimation provisoire concernant la formation en apprentissage.

TABLEAU G.01-8

Diplômes délivrés de l'enseignement du second cycle du second degré - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unité* : Diplôme

Diplômes (1)	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Diplômes du 2e cycle professionnel (2) :									
Certificats d'aptitude professionnelle	265 730	214 688	218 797	215 812	202 826	168 092	159 339	139 972	147 026
Brevets d'études professionnelles	188 531	208 479	210 333	208 559	193 626	186 966	189 652	191 055	188 961
Brevets de technicien et brevets des métiers d'art	2 963	2 767	2 255	2 027	1 724	2 022	1 848	2 080	1 677
Baccalauréat général	**287 046**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**	**258 192**	**268 335**	**261 137**	**272 512**
Série L	71 460	69 017	62 363	59 642	56 673	50 320	51 893	49 418	49 434
Série ES	76 555	74 794	75 756	75 299	75 459	78 967	81 068	81 494	86 201
Série S	139 031	131 302	128 166	136 214	126 653	128 905	135 374	130 225	136 877
Baccalauréat technologique	**138 267**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**	**141 983**	**142 799**	**143 277**	**140 828**
STI	35 217	34 597	36 196	36 940	35 737	33 906	35 271	36 427	34 567
STL	4 840	6 222	6 262	6 327	6 080	5 950	5 794	6 491	6 426
F10B	32	78	///	///	///	///	///	///	///
STT	78 894	76 986	79 441	82 221	78 369	75 837	76 098	74 312	73 565
SMS	13 337	18 019	18 974	18 469	19 164	18 042	17 836	18 254	18 689
Hôtellerie	2 284	2 530	2 749	2 623	2 666	2 509	2 417	2 305	2 201
STAE, STPA	2 247	4 752	5 127	5 828	5 529	5 388	5 146	5 238	5 107
Autres séries	1 416	1 646	354	370	399	351	237	250	273
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**	**93 579**	**91 537**	**93 958**	**93 268**

(1) Pour le baccalauréat, les séries générales sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques de l'agronomie et de l'environnement), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

TABLEAU G.01-9

Candidats présentés et admis aux baccalauréats - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

Séries (1)	1995			2000			2004			2005		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Baccalauréat général :												
L	100 242	71 460	71,3	74 342	59 642	80,2	60 110	49 418	82,2	60 386	49 434	81,9
ES	104 857	76 555	73,0	96 324	75 299	78,2	99 695	81 494	81,7	102 385	86 201	84,2
S	177 211	139 031	78,5	168 714	136 214	80,7	156 814	130 225	83,0	161 396	136 877	84,8
Total	**382 310**	**287 046**	**75,1**	**339 380**	**271 155**	**79,9**	**316 619**	**261 137**	**82,5**	**324 167**	**272 512**	**84,1**
Baccalauréat technologique :												
STI	52 594	35 217	67,0	48 725	36 940	75,8	46 341	36 427	78,6	45 273	34 567	76,4
STL	6 486	4 840	74,6	7 738	6 327	81,8	7 681	6 491	84,5	7 726	6 426	83,2
F10B	43	32	74,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
STT	97 996	78 894	80,5	102 105	82 221	80,5	98 768	74 312	75,2	97 992	73 565	75,1
SMS	18 193	13 337	73,3	23 271	18 469	79,4	23 557	18 254	77,5	24 410	18 689	76,6
Autres séries	1 786	1 416	79,3	435	370	85,1	275	250	90,9	304	273	89,8
STAE, STPA	3 252	2 247	69,1	7 885	5 828	73,9	7 012	5 238	74,7	6 548	5 107	78,0
Hôtellerie	2 804	2 284	81,5	2 948	2 623	89,0	2 633	2 305	87,5	2 535	2 201	86,8
Total	**183 154**	**138 267**	**75,5**	**193 107**	**152 778**	**79,1**	**186 267**	**143 277**	**76,9**	**184 788**	**140 828**	**76,2**
Baccalauréat professionnel	**92 346**	**67 096**	**72,7**	**117 019**	**92 617**	**79,1**	**122 225**	**93 958**	**76,9**	**124 929**	**93 268**	**74,7**

(1) Les séries du baccalauréat général sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques de l'agronomie et de l'environnement), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

TABLEAU G.01-10

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

Type d'établissement ou formation	1990-1991	1995-1996	*r* 2000-2001	2002-2003	2003-2004	*r* 2004-2005	2005-2006
Universités	**1 159 937**	**1 458 715**	**1 396 760**	**1 392 531**	**1 425 665**	**1 424 536**	**1 421 719**
dont : Instituts universitaires de technologie (IUT)	74 328	103 092	119 244	115 465	113 722	112 395	112 597
Grands établissements	**15 536**	**16 825**	**16 282**	**16 872**	**18 655**	**25 603**	**25 944**
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	**86 068**	**80 184**	**89 062**	**85 808**	**83 622**	**81 565**
Écoles normales d'instituteurs (post-bac), CREPS	**16 500**	///	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	**2 675**	**3 051**	**3 159**	**3 044**	**3 104**	**3 122**	**3 191**
Établissements universitaires privés	**19 971**	**22 129**	**21 739**	**19 644** *r*	**18 058** *r*	**19 820**	**21 307**
Instituts nationaux polytechniques (INP)	**8 250**	**9 988**	**11 077**	**12 392**	**12 794**	**12 514**	**12 478**
Universités de Technologie	**3 157**	**4 109**	**6 006**	**6 603**	**6 974**	**6 962**	**7 375**
Formations d'ingénieurs	**57 653**	**75 640**	**90 927**	**95 889**	**98 242**	**101 155**	**101 576**
Publiques universitaires	10 545	15 474	20 946	22 476	22 122	23 858	23 493
Publiques des INP	5 091	6 349	7 874	8 997	9 338	9 228	9 258
Publiques des Universités de Technologie	1 689	2 363	3 589	4 075	4 321	4 511	4 838
Autres publiques non universitaires	26 326	32 765	36 412	36 938	38 014	38 738	38 893
Privées	14 002	18 689	22 106	23 403	24 447	24 820	25 094
Préparations intégrées	**3 965**	**2 209**	**3 571**	**3 323**	**3 271**	**3 309**	**3 058**
Formations d'ingénieurs en partenariat (ex-nouvelles formations d'ingénieurs)	**...**	**4 140**	**5 560**	**6 518**	**6 765**	**6 064**	**6 481**
Publiques universitaires	...	2 058	2 282	2 764	2 733	1 901	2 113
Publiques des INP	...	...	187	255	262	266	274
Autres publiques non universitaires	...	1 424	1 662	1 767	1 806	1 965	1 996
Privées	...	658	1 429	1 732	1 964	1 932	2 098
Sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilés	**199 333**	**226 254**	**238 894**	**235 459**	**234 195**	**230 275**	**230 403**
Publiques	117 605	159 952	166 435	164 641	163 904	162 170	162 051
Privées	81 728	66 302	72 459	70 818	70 291	68 105	68 352
Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	**64 427**	**70 288**	**70 263**	**72 015**	**72 053**	**73 147**	**74 790**
Publiques	53 991	60 087	59 626	61 125	60 875	62 179	63 646
Privées	10 436	10 201	10 637	10 890	11 178	10 968	11 144
Formations comptables non universitaires	**5 587**	**7 924**	**7 940**	**7 682**	**7 643**	**7 788**	**7 499**
Publiques	3 951	4 568	4 594	4 680	4 875	4 909	4 979
Privées	1 636	3 356	3 346	3 002	2 768	2 879	2 520
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	**46 128**	**50 668**	**63 392**	**74 680**	**80 619**	**83 176**	**87 666**
dont : Écoles reconnues à diplôme visé	19 472	28 342	42 030	48 040	55 894	60 624	65 116
Écoles d'architecture	**15 702**	**18 988**	**15 997**	**17 388**	**18 234**	**18 966**	**19 726**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	**23 363**	**31 308** *e*	**32 872**	**38 487**	**38 312**	**39 045**	**39 953**
Écoles paramédicales hors université	**56 328**	**69 518**	**69 621**	**83 699**	**89 045**	**92 135**	**92 135**
Écoles préparant aux fonctions sociales (1)	**18 107**	**21 140**	**23 765**	**27 492**	**30 411**	**32 066**	**32 066**
Autres écoles et formations diverses (1)	**17 766**	**26 716**	**37 400**	**44 208**	**45 078**	**46 256**	**46 088**
dont : Écoles juridiques et administratives	7 328	6 705	9 669	11 001	10 858	10 750	10 477
dont : Écoles de journalisme et écoles littéraires	2 719	2 112	3 213	4 491	4 898	4 853	4 919
dont : Écoles vétérinaires	2 073	1 985	2 634	2 594	2 474	2 263	1 993
Ensemble (2)	**1 717 060**	**2 179 434**	**2 160 253**	**2 208 421** *r*	**2 256 150** *r*	**2 269 797**	**2 275 044**

(1) Chiffres 2004 reconduits en 2005.
(2) Sans double compte des formations d'ingénieurs dépendantes des universités, des INP et des Universités de Technologies.

TABLEAU G.01-11

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cursus selon le sexe - Année 2005-2006 France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	Cursus Licence		Cursus Master		Cursus Doctorat		**Total**	% Filles
	Total	% Filles	**Total**	% Filles	**Total**	% Filles		
Droit, sciences politiques	**104 440**	66,0	**62 518**	65,7	**8 895**	47,6	**175 853**	65,0
Sciences économiques, gestion (hors AES)	**73 463**	50,7	**56 571**	52,1	**4 762**	42,0	**134 796**	51,0
Administration économique et sociale (AES)	**36 040**	59,1	**8 411**	59,2	///	///	**44 451**	59,1
Lettres, sciences du langage, arts	**76 716**	73,0	**27 539**	75,3	**7 197**	65,2	**111 452**	73,0
Langues	**90 293**	74,9	**18 465**	78,6	**2 799**	66,6	**111 557**	75,3
Sciences humaines et sociales	**160 461**	69,9	**68 562**	67,5	**16 150**	51,2	**245 173**	68,0
Pluri-lettres-langues-sciences humaines	**2 112**	70,9	**2 807**	75,7	**28**	32,1	**4 947**	73,4
Sciences fondamentales et applications	**87 019**	28,7	**66 693**	25,5	**15 446**	27,1	**169 158**	27,3
Sciences de la nature et de la vie	**41 227**	60,5	**21 050**	55,7	**10 112**	50,1	**72 389**	57,7
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	**34 117**	31,5	**6 847**	31,3	**552**	34,1	**41 516**	31,5
Pluri-sciences	**20 554**	39,4	**941**	42,9	**122**	27,0	**21 617**	39,5
Médecine - Odontologie	**50 321**	66,0	**94 774**	56,1	**1 494**	49,7	**146 589**	57,2
Pharmacie	**10 836**	64,9	**18 155**	68,3	**633**	54,5	**29 624**	66,7
Instituts universitaires de technologie	**112 597**	38,8	///	///	///	///	**112 597**	38,8
Total	900 196	**57,5**	453 333	**56,5**	68 190	**46,4**	1 421 719	**56,6**

TABLEAU G.01-12

Étudiants français dans l'enseignement supérieur selon la discipline et l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2005-2006 - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) *Unité* : %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences (1) STAPS	Santé	IUT	**Ensemble université**	(2) CPGE	(3) STS
Agriculteurs exploitants	1,5	2,1	1,7	2,3	1,6	3,0	**2,0**	2,1	4,3
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,8	7,6	6,0	6,1	5,6	8,2	**6,6**	8,0	8,3
Professions libérales et cadres supérieurs	36,5	26,8	27,4	32,5	43,9	26,5	**31,6**	51,7	14,3
Professions intermédiaires	12,0	12,5	15,8	16,8	14,3	18,8	**15,2**	14,3	16,1
Employés	13,5	13,9	14,4	13,2	7,7	15,9	**13,3**	8,6	16,9
Ouvriers	8,6	12,8	11,1	11,2	5,5	15,4	**10,7**	5,0	20,8
Retraités, inactifs	12,6	14,4	13,8	9,9	6,7	8,2	**11,5**	7,1	14,4
Indéterminé	7,4	9,9	9,7	8,1	14,8	4,0	**9,2**	3,2	4,9
Ensemble									
Pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0
Nombre	152 758	136 136	405 366	257 391	154 538	106 007	**1 212 196**	71 006	216 772

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles y compris les formations agricoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs y compris les formations agricoles.

TABLEAU G.01-13A

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	1990	1995	1999	2000 ■	(1) 2001	2002	2003	2004
Capacité en droit	1 216	1 184	780	736	682	601	571	551
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	///	495	4 490	4 488	4 470	4 668	4 561	4 744
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 835	37 380	46 701	47 478	47 997	48 877	48 142	...
Brevet de technicien supérieur (BTS) et assimilés, DNTS, DNA	53 113	77 929	88 421	95 530	99 273	103 629	103 455 *r*	108 839
Diplôme d'ingénieur	16 080	21 851	23 658	24 624	26 023	26 155	26 437	26 817
Diplôme (visé) des écoles de commerce	5 580	8 166	7 937	8 825	10 553	10 477	11 923	12 062
Diplômes d'études universitaires générales (2) :								
Droit	12 355	18 159	17 318	16 606	16 354	15 768	15 057	13 620
Sciences économiques	7 747	10 107	10 660	10 720	11 191	11 403	11 500	11 045
Administration économique et sociale	6 080	7 893	6 864	6 601	6 580	6 674	6 453	6 371
Lettres	39 127	58 717	58 660	54 550	53 064	52 732	52 484	50 253
Sciences	21 096	34 116	30 738	28 960	27 502	26 709	25 843	23 481
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	3 398	7 516	7 263	7 142	7 649	7 680	6 176
Licence (3) :								
Droit	11 424	16 336	17 660	18 213	17 136	17 300	17 213	15 247
Sciences économiques	5 400	9 204	10 918	11 381	12 477	14 226	17 180	18 950
Administration économique et sociale	4 502	7 542	6 574	6 393	6 608	6 790	7 328	7 820
Lettres	31 703	58 722	61 897	61 937	58 511	60 255	61 946	59 023
Sciences	16 729	32 744	32 545	30 435	31 217	32 746	35 742	34 191
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 630	5 712	6 658	6 862	6 884	6 949	5 225
Maîtrise (y compris de sciences et techniques) (3) :								
Droit	9 710	14 386	16 643	16 563	17 550	17 173	16 906	14 699
Sciences économiques	7 060	10 956	13 690	14 369	15 093	15 706	17 087	17 419
Administration économique et sociale	3 397	4 747	4 914	4 661	4 930	5 063	5 356	5 457
Lettres	16 308	25 975	30 395	29 423	30 444	31 333	31 889	32 137
Sciences	14 325	23 991	26 753	26 433	25 426	24 354	23 791	22 369
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	778	1 339	1 855	2 309	2 405	2 149	2 065
Diplômes d'études supérieures spécialisées (4) :								
Droit	2 794	4 407	5 008	5 900	6 901	7 705	8 574	8 149
Sciences économiques	4 773	7 157	9 864	10 479	12 149	13 907	15 480	16 313
Administration économique et sociale	///	///	290	444	483	457	591	679
Lettres	2 562	4 881	7 059	7 742	8 907	9 915	10 748	10 899
Sciences	2 495	4 541	6 560	7 805	9 253	10 744	11 221	10 840
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	—	91	104	242	401	528	560	471
Diplômes d'études approfondies (4) :								
Droit	3 047	4 356	4 912	5 042	4 754	5 269	5 181	5 207
Sciences économiques	1 557	2 039	1 827	1 588	1 694	1 904	1 920	2 183
Lettres	5 843	7 711	7 498	7 459	7 999	8 553	8 858	9 272
Sciences	9 466	11 197	9 203	9 227	9 925	10 687	10 730	9 584
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	80	112	131	116	130	93
Doctorat :								
Droit	521	474	788	1 254	1 034	697	681	816
Sciences économiques	411	352	508	637	532	430	436	487
Lettres	1 513	2 191	2 361	2 449	2 201	2 101	2 121	2 274
Sciences	4 705	5 935	5 769	5 621	5 195	4 976	4 799	5 283
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	41	30	47	37	49	68
Diplômes de santé :								
Diplôme d'état de docteur en médecine	5 339	4 654	3 962	3 935	...	3 232	3 828	3 562
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 162	2 160	2 124	...	1 860	2 372	1 962
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	901	824	602	...	663	985	864

(1) Une évolution du mode de collecte de l'information sur les diplômes a eu lieu entre 2000 et 2001 entraînant des écarts sur certains diplômes dans certaines disciplines, en particulier, pour les doctorats où la rupture de série est marquante.
(2) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU G.01-13B

Diplômes délivrés en 2004 dans les nouvelles formations licence-master-doctorat (LMD) France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	Licence LMD	Master professionnel	Master recherche
Droit	1 202	23	726
Sciences économiques	918	361	150
Administration économique et sociale	359	–	–
Lettres	5 926	387	245
Sciences	3 825	1 529	1 334
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 763	115	89

TABLEAU G.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis (1) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

Préparation	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	*dont* filles %
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	190 524	189 610	186 211	183 997	178 511	174 188	171 367	172 565	24,4
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	47 100	51 282	53 170	52 974	51 244	50 395	47 490	46 467	26,2
Mention complémentaire	7 327	7 342	6 972	6 516	5 813	6 241	4 582	4 267	17,5
Autres diplômes et titres de niveau V	1 539	1 616	1 731	1 846	1 878	1 899	1 896	1 975	41,3
Total niveau V	**246 490**	**249 850**	**248 084**	**245 333**	**237 446**	**232 723**	**225 335**	**225 274**	**24,8**
Baccalauréat professionnel (bac pro)	24 014	28 002	30 831	33 404	34 317	35 047	35 900	37 112	23,7
Brevet professionnel (BP)	28 806	30 265	30 929	31 195	32 272	34 445	36 097	37 642	51,8
Autres diplômes et titres de niveau IV	3 759	4 355	4 709	4 756	5 239	4 753	5 365	5 869	34,4
Total niveau IV	**56 579**	**62 622**	**66 469**	**69 355**	**71 828**	**74 245**	**77 362**	**80 623**	**37,6**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	29 639	30 245	31 435	40,1
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	2 889	3 357	3 702	4 285	4 490	4 397	4 325	4 188	41,5
Autres diplômes et titres de niveau III	3 234	2 809	3 308	3 468	3 762	3 715	3 647	3 937	48,3
Total niveau III	**26 703**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**37 234**	**37 751**	**38 217**	**39 560**	**41,0**
Licence	184	312	411	692	1 298	2 203	3 004	501	49,9
Maîtrise	1 033	1 334	1 572	1 837	2 031	2 034	2 068	697	53,5
Autres diplômes et titres de niveau II	3 451	5 497	5 797	6 919	6 239	7 006	7 602	12 926	49,5
Total niveau II	**4 668**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**9 568**	**11 243**	**12 674**	**14 124**	**49,7**
Diplôme d'ingénieur	2 777	3 539	4 171	4 644	1 461	5 514	6 218	6 631	12,7
DESS	438	603	941	1 162	5 086	1 614	1 772	1 464	54,0
Autres diplômes et titres de niveau I	35	294	285	379	305	386	388	1 312	46,5
Total niveau I	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**6 852**	**7 514**	**8 378**	**9 407**	**23,9**
Total apprentis	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**362 928**	**363 476**	**361 966**	**368 988**	**30,2**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation préprofessionnelle en alternance	9 887	9 174	9 640	10 184	10 300	10 052	9 254	9 771	18,6
TOTAL	**347 577**	**362 806**	**369 877**	**376 058**	**373 228**	**373 528**	**371 220**	**378 759**	**29,9**

(1) Toutes formations confondues (Éducation nationale, Agricole, Santé...).

TABLEAU G.01-15

Entrée des demandeurs d'emploi en formation

Source : Ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du Logement (Dares) — *Unité* : Nombre

Financeur principal de la formation	1980	1985	1990	1995	2000	2002	2003	2004	■ 2005
Régions	–	84 808	146 438	277 787	334 068	364 072	379 319	416 943	386 517 (1)
État	170 406	312 997	671 276	479 028	263 585	257 414	238 446	200 693 *r*	123 714
dont : Afpa	60 802	59 890	56 868	71 302	73 095	81 898	82 469	83 176	84 753
Assedic	–	–	–	–	–	24 452	37 421	48 258	55 470
Total	**170 406**	**397 805**	**817 714**	**756 815**	**597 653**	**645 938**	**655 186**	**665 894** *r*	**565 701**

(1) Une modification du contour des formations des Régions provoque une légère rupture des séries à la baisse. Les données 2005 ne sont donc plus tout à fait comparables à celles des années antérieures.

TABLEAU G.01-16

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements				Effectifs				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	*dont* filles
Enseignement public :									
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA).	132	135	137	137	52 040	51 479	51 829	51 769	19 239
Lycées professionnels agricoles (LPA)	85	82	80	80	15 923	15 563	14 986	15 288	7 216
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	35	38	45	41	23
Total	**218**	**218**	**218**	**218**	**67 998**	**67 080**	**66 860**	**67 098**	**26 478**
Enseignement privé :									
Technique	641	635	630	631	104 124	105 700	107 048	108 732	...
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :									
Temps plein (2)	229	227	226	227	54 044	54 521	55 158	56 220	31 198
Rythme approprié (3)	412	408	404	404	50 080	51 179	51 890	52 512	27 327
Total	**641**	**635**	**630**	**631**	**104 124**	**105 700**	**107 048**	**108 732**	**58 525**
Total public et privé	**859**	**853**	**848**	**849**	**172 122**	**172 780**	**173 908**	**175 830**	**85 003**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU G.01-17

Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Nombre

	1990-1991	1995-1996	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Musique et danse							
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 250	1 384	1 469	1 473	1 440
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	507	507	487	520	536
Centre national de danse contemporaine	27	33	31	34	32	30	14
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	49 960	49 436	51 098	50 493	51 551
Écoles nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	87 716	89 033	87 947	91 286	96 500
Art dramatique							
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	99	95	90	90	86
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	40	44	46	45	44
École supérieure des arts du cirque	38	32	41	41	48	49	26
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	20	16	16	16	15
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	136	134	132	143	160
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 852	1 884	2 045	2 092	...
Audiovisuel							
École nationale supérieure des métiers de l'image et du son	108	116	141	146	150	158	162
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	151	150	157	163	156
Arts plastiques							
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	657	644	615	590	554
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	615	652	651	609	625
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	196	196	194	180	170
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 083	1 134	1 169	1 158	1 175
Écoles territoriales d'art	7 215	7 436	8 107	8 213	8 253	8 514	8 467
Patrimoine							
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 467	1 409	1 436	1 478 *r*	1 528
École nationale du patrimoine-formation des conservateurs	///	79	43	54	64	60	61
École nationale du patrimoine-formation des restaurateurs (IFROA)	39	47	68	65	63	70	72
École des Chartes	119	176	117	115	106	106	109
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	81	154	221	267	217
Architecture							
Écoles d'architecture	...	18 801	16 023	16 832	17 590	18 594	19 268

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU G.01-18

Écoles de la santé et écoles sociales : nombre, effectifs et diplômes - France entière

Source : Ministère de la Santé et des Solidarités, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

Formation	Année civile 2000			Année civile 2003			Année civile 2004		
	Écoles	Effectifs	Diplômes	Écoles	Effectifs	Diplômes	Écoles	Effectifs	Diplômes
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	407	12 268	12 636	441	17 276	16 687	448	18 013	18 795
Auxiliaires de puériculture	76	2 377	2 294	83	2 589	2 440	82	2 688	2 478
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	999	330	8	1 007	269	8	1 032	311
Infirmiers diplômés d'État	328	55 639	13 815	329	74 461	17 243	332	77 259	19 571
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	19	1 513	445	20	1 684	506	19	1 654	485
Masseurs-kinésithérapeutes	35	4 695	1 604	36	4 896	1 372	36	5 196	1 482
Pédicures-podologues	10	1 463	426	11	1 410	438	11	1 284	421
Psychomotriciens	6	946	294	6	947	312	6	1 077	333
Techniciens en analyses biomédicales	6	404	143	6	395	114	5	398	126
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 768	589	34	3 180	692	34	3 430	651
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	962	458	26	1 134	571	26	1 091	520
Infirmiers de bloc opératoire	26	732	669	27	729	///	29	895	452
Puéricultrices	32	912	828	32	971	999	34	1 046	999
Cadres sages-femmes	1	21	19	1	29	25	1	26	26
Cadres de santé	36	1 348	1 195	38	1 780	1 694	40	1 851	1 876
Total écoles de la santé	**1 047**	**87 047**	**35 745**	**1 098**	**112 488**	**43 362**	**1 111**	**116 940**	**48 526**
Écoles sociales :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	83	2 415	2 083	///	///	///	///	///	///
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	56	6 236	2 396	///	///	///	///	///	///
Aides médico-psychologiques	///	///	///	65	9 583	3 755	69	10 241	4 391
Aides à domicile (CAFAD) + DEAVS (1)	///	///	///	128	5 642	1 838 (2)	154	7 816	3 430 (2)
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF)	7	229	45	31	1 164	307	37	1 303	372
Moniteurs-éducateurs	50	4 439	1 766	55	5 804	2 598	56	5 828	2 772
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	32	3 542	1 023	36	4 410	1 359	36	4 507	1 350
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	6 315	1 726	60	8 164	2 104	57	8 352	2 057
Éducateurs spécialisés	54	8 545	2 383	62	11 566	3 117	62	12 584	3 391
Éducateurs techniques spécialisés	30	927	314	31	1 092	322	31	1 044	341
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	45	1 087	746	48	1 209	931	48	1 384	951
Formation supérieure de travail social	20	663	95	21	638	90	19	583	121
Total écoles sociales	**428**	**34 398**	**125 777**	**266 (3)**	**49 272**	**16 421**	**569 (3)**	**53 642**	**19 176**

(1) À partir de 2003, le DEAVS vise à remplacer le CAFAD. Les écoles agréées pour le CAFAD avaient le droit, dès 2002, de donner des formations DEAVS.
(2) Hors diplômés par validation des acquis de l'expérience (VAE) partielle ou totale.
(3) Le total "écoles sociales" ne correspond pas au total des écoles par formation puisqu'une même école peut dispenser plusieurs formations.

TABLEAU G.01-19

Taux d'accès des salariés à la formation continue selon la taille des entreprises - France entière

Source : Cereq (Bordereaux 2483) — *Unité* : %

Années	Entreprises					
	de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1 999 salariés	plus de 2 000 salariés	**Ensemble**
1980	3,0	5,4	12,8	21,0	30,0	**17,5**
1985	6,0	8,5	16,3	26,8	39,5	**23,0**
1990	7,3	10,7	23,5	38,6	52,8	**31,8**
1991	7,3	11,4	25,4	39,0	52,1	**32,3**
1992	7,1	11,2	25,4	41,6	53,5	**32,9**
1993	7,8	10,7	27,4	44,1	53,1	**33,2**
1994	7,1	11,0	27,8	45,7	55,1	**33,9**
1995	8,1	12,3	30,7	45,1	49,7	**34,3**
1996	8,7	12,9	29,9	47,3	52,8	**35,0**
1997	8,3	13,1	30,4	48,3	51,9	**35,5**
1998	8,6	14,8	32,1	49,4	55,0	**37,7**
1999	10,5	15,7	31,5	51,0	53,0	**37,4**
2000	9,7	15,2	31,3	47,0	50,6	**36,1**
2001	10,4	14,4	31,9	48,5	54,1	**37,4**
2002	6,8	11,6	29,5	44,2	49,0	**33,8**
2003	8,8	12,8	31,4	46,2	49,2	**35,2**
2004	12,5	19,7	36,4	49,2	50,4	**39,0**

TABLEAU G.01-20

Sorties du système éducatif suivant le niveau de diplôme des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unités* : Millier et %

		Année de sortie					
	(1) CITE	1990	1995	2000	(2) 2002	2003	2004
Doctorat, DEA, diplôme de grande école	5A/6	51	79	82	98	103	85
Maîtrise, licence, DEUG	5A	55	73	94	88	80	90
Supérieur général	5A/6	106	152	166	186	183	175
DUT/BTS, paramédical et social	5B	78	117	107	124	125	119
Total diplômés du supérieur	**5..**	**184**	**268**	**274**	**310**	**308**	**294**
%		**29**	**37**	**36**	**41**	**43**	**42**
Bacheliers	3A-C	115	162	177	182	169	168
CAP/BEP	3C	144	132	148	133	126	121
Total diplômés du second cycle du secondaire	**3..**	**259**	**294**	**325**	**315**	**295**	**289**
%	**3A/C**	**40**	**41**	**43**	**42**	**41**	**41**
Brevet	2	61	52	67	45	45	48
Certificat de formation générale ou aucun diplôme	0-1	137	109	94	84	73	69
Brevet ou rien	**2-..**	**198**	**161**	**161**	**129**	**118**	**117**
%		**31**	**22**	**21**	**17**	**16**	**17**
Ensemble des sortants		**642**	**723**	**760**	**754**	**721**	**700**
Sortants estimés à partir des statistiques scolaires		663	729	784	714	708	737

(1) La classification internationale type de l'éducation (CITE) est utilisée pour les comparaisons entre pays par l'Unesco, Eurostat, l'OCDE. Les personnes sont classées en fonction des diplômes qu'elles détiennent.
(2) L'enquête Emploi a été profondément modifiée en 2003. De façon générale, cette nouvelle série d'enquêtes sur l'emploi paraît fournir une meilleure estimation du niveau de sortie des sortants. L'ancienne série tendait à sous-estimer les flux de diplômés de l'enseignement supérieur et à sur-estimer ceux des moins diplômés.

TABLEAU G.01-21

Situation sociale des jeunes sortis du système éducatif en fonction de leur diplôme le plus élevé

Source : Insee (Enquête sur l'emploi 2005, moyenne des 4 trimestres) — *Unité* : %

	Écoles niveau licence (1) et au delà	Troisième cycle universitaire	Licence et maîtrise	Bac + 2 (2)	Baccalauréat général	Bac technologique et professionnel	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 2001 à 2004)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**41 000**	**48 000**	**76 000**	**140 000**	**52 000**	**104 000**	**116 000**	**44 000**	**67 000**
Enseignants	–	6	25	–	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	65	51	9	3	3	1	–	1	–
Autres professions intermédiaires	16	14	24	44	17	16	4	5	4
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	–	1	1	2	3	1	1	1
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**82**	**71**	**59**	**48**	**23**	**20**	**5**	**7**	**5**
Employés et ouvriers qualifiés (3)	5	5	14	25	26	33	35	20	12
Employés et ouvriers non qualifiés (3)	2	4	5	9	18	22	29	26	25
Ensemble des emplois	**89**	**80**	**78**	**82**	**67**	**75**	**69**	**53**	**42**
Chômeurs	6	12	9	11	14	15	21	29	34
Inactifs	5	8	13	7	19	10	10	18	24
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1995 à 2000)									
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**38 000**	**45 000**	**85 000**	**144 000**	**60 000**	**112 000**	**141 000**	**39 000**	**84 000**
Enseignants	3	8	28	1	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	66	59	16	9	5	2	1	–	1
Autres professions intermédiaires	13	12	21	45	23	17	8	8	3
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	–	2	2	4	4	5	3	2	2
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**82**	**81**	**67**	**59**	**33**	**24**	**12**	**10**	**6**
Employés et ouvriers qualifiés (3)	5	5	14	23	29	42	39	27	19
Employés et ouvriers non qualifiés (3)	1	1	3	5	13	17	26	25	28
Ensemble des emplois	**88**	**87**	**84**	**87**	**75**	**83**	**77**	**62**	**53**
Chômeurs	6	7	7	6	10	8	12	21	25
Inactifs	6	6	9	7	15	9	11	17	22

(1) Écoles délivrant des diplômes de niveau licence ou plus : écoles d'ingénieur, de commerce, d'architecture, de notariat, d'art, de journalisme, sciences-po, etc.
(2) DUT, BTS, Deug, paramédical et social... : Les DUT, BTS et équivalents représentent environ les trois quarts des sortants à ce niveau de diplôme.
(3) La répartition des employés entre qualifiés et non qualifiés correspond à la nomenclature proposée par O. Chardon (2001).

TABLEAU G.01-22

Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 31 janvier 2006 par type d'établissement - France métropolitaine + Dom (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP)

	Effectifs	% de femmes
Enseignement scolaire du 1er degré public	320 103	80,3
Enseignement scolaire du 2ème degré public	419 009	57,2
Enseignants du Cned 1er et 2ème degrés (2)	1 103	70,6
Formations supérieures (y compris enseignants en IUFM)	78 355	35,5
Stagiaires des établissements de formation	30 265	69,8
Non enseignants	285 957	66,3
Total (3)	**1 134 792**	**64,8**
Enseignement du 1er degré privé	43 182	91,0
Enseignement du 2ème degré privé	101 727	66,4

(1) La nouvelle Loi organique de financement contraint à une classification différente de celle utilisée les années précédentes (voir partie "Méthodologie").
(2) Au Cned on recense 574 enseignants appartenant aux corps du premier degré et 629 aux corps du second degré.
(3) Non compris les personnels de la Recherche et de Jeunesse et Sport.

TABLEAU G.01-23

Enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 31 janvier 2006 France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
Professeurs des écoles	274 741	39,7	80,3	8,2
Instituteurs	44 874	43,1	80,4	13,4
Autres titulaires	178	49,6	51,7	0,6
Total titulaires	**319 793**	**40,2**	**80,3**	**8,9**
Instituteurs suppléants	293	31,1	67,2	9,9
Autres non-titulaires	17	49,2	76,5	17,6
Total non-titulaires	**310**	**32,1**	**67,7**	**10,3**
Total premier degré (1)	**320 103**	**40,2**	**80,3**	**8,9**
Agrégés et chaires supérieures	50 861	44,1	49,7	5,5
Certifiés et assimilés	260 886	42,3	61,4	9,5
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	3 358	52,1	48,4	7,7
Professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC)	13 247	55,0	57,1	10,2
Professeurs de lycées professionnels	66 217	44,2	48,5	5,8
Professeurs des écoles	8 444	41,4	52,6	2,8
Instituteurs et instituteurs spécialisés	600	44,2	51,0	4,3
Total titulaires	**403 613**	**43,3**	**57,4**	**8,2**
Maîtres auxiliaires	2 902	44,8	57,6	10,7
Enseignants contractuels	11 221	36,7	50,2	27,0
Autres non-titulaires	1 273	39,8	79,6	32,5
Total non-titulaires	**15 396**	**38,5**	**54,0**	**24,4**
Total second degré (2)	**419 009**	**43,1**	**57,2**	**8,8**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU G.01-24

Dépense intérieure d'éducation (1) - France métropolitaine + Dom

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS)

	1980	1990	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*p* 2004	*p* 2005
Dépense intérieure d'éducation (milliards d'euros courants)	**28,5**	**68,0**	**91,3**	**105,4**	**107,2**	**111,9**	**113,1**	**115,6**	**117,9**
Milliards d'euros, aux prix de 2005 *r*	64,6	86,1	105,7	116,1	115,8	118,0	117,1	117,8	117,9
Part du Produit Intérieur Brut (%) *r*	6,4	6,6	7,6	7,3	7,2	7,2	7,1	7,0	6,9
Dépense intérieure par habitant :									
Euros courants *r*	529	1 169	1 536	1 735	1 754	1 818	1 826	1 855	1 881
Euros aux prix de 2005 *r*	1 200	1 479	1 778	1 912	1 895	1 918	1 891	1 890	1 881
Dépense intérieure (2) par élève ou étudiant :									
Euros courants *r*	1 764	4 026	5 153 ■	6 235	6 369	6 588	6 704	6 837	6 969
Euros aux prix de 2005 *r*	3 997	5 093	5 966 ■	6 869	6 880	6 951	6 943	6 965	6 969
Structure du financement initial (%) :									
État	69,1	63,7	64,8	64,6	64,9	64,6	64,1	63,6	62,7
Collectivités territoriales	14,2	18,5	19,2	19,9	19,4	18,9	19,9	20,5	21,3
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,4	0,7	2,4	2,1	2,2	1,9	2,0	2,1	2,1
Entreprises	5,5	5,9	5,4	5,4	5,5	6,5	6,3	6,2	6,3
Ménages	10,8	11,2	8,2	8,0	8,0	8,0	7,7	7,6	7,6

(1) Le Compte de l'éducation a fait l'objet d'une rénovation en 1999. Les séries concernant la dépense intérieure d'éducation ont été rétropolées jusqu'en 1975. Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999, il y a donc une rupture dans la série des dépenses moyennes. Le compte 2003 est définitif, ceux de 2004 et 2005 sont provisoires.
(2) Hors dépense pour l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU G.01-25

Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2005 - France métropolitaine + Dom

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la Recherche (DEPP-SDSS) — *Unité* : Million d'euros

	(2) Financeur final							
			État	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
Enseignement								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	15 135	–	**15 134**	9 606	–	–	446	**25 186**
2ème degré	29 751	1 364	**31 115**	7 547	373	964	1 009	**41 008**
Enseignement supérieur	11 403	1 788	**13 191**	1 095	351	1 222	1 708	**17 567**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	528	2 614	**3 142**	2 349	232	5 255	1 306	**12 284**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**56 817**	**5 766**	**62 583**	**20 597**	**956**	**7 441**	**4 469**	**96 045**
Activités annexes								
Administration générale	2 228	164	**2 392**	1 397	–	–	1	**3 790**
Cantine, internat	2 687	145	**2 832**	2 638	88	18	3 662	**9 238**
Autres	470	51	**521**	137	–	–	7	**665**
Achats de biens et services								
Transport scolaire	109	–	**109**	1 956	–	–	88	**2 153**
Fournitures, livres scolaires, cours particuliers	47	–	**47**	201	–	–	3 463	**3 711**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	1 188	**1 188**
Rémunération du personnel d'éducation en formation	1 138	–	**1 138**	–	–	–	–	**1 138**
Total de la dépense intérieure d'éducation (6)	**62 358**	**6 126**	**69 622**	**26 926**	**1 044**	**7 459**	**12 878**	**117 928**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite des Comptes nationaux (chap. I.01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage ; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, Cnam, stages, cours du soir.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les Dom pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine et dans les Dom pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU G.01-26

Dépense nationale en faveur de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage - France entière

Source : Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement (Dares) — *Unité* : Million d'euros

	r 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	2004	Structure 2004 (%)	Évolution 2004/2003 (%)
État	4 944	5 014	4 626	4 625	4 121	17	– 10,9
Régions	1 961	1 970	2 063	2 132	2 717	11	27,4
Autres collectivités territoriales	30	29	29	41	43	n.s.	4,9
Autres administrations publiques et Unedic	1 064	1 062	1 154	1 252	1 388	6	10,9
dont : Autres administrations publiques	674	548	122	54	92	n.s.	70,4
Unedic	390	514	1 032	1 198	1 296	5	8,2
Entreprises	9 066	9 352	9 351	9 450	9 506	40	0,6
Ménages	766	835	863	855	875	4	2,3
Total (hors fonctions publiques pour leurs propres agents)	**17 831**	**18 262**	**18 086**	**18 355**	**18 650**	**78**	**1,6**
Total (y compris fonctions publiques pour leurs propres agents)	**22 349**	**23 168**	**23 186**	**23 462**	**24 027**	**100**	**2,4**
Effort global (ratio dépenses/PIB)	**1,55**	**1,55**	**1,50**	**1,48**	**1,46**	///	///

TABLEAU G.01-27

Taux de participation financière des entreprises à la formation continue - France entière (1)

Unité : %

Source : Cereq (Bordereaux 2483)

Années	Entreprises de 10 à 19 salariés	de 20 à 49 salariés	de 50 à 499 salariés	de 500 à 1 999 salariés	plus de 2 000 salariés	**Ensemble**
1972	0,47	0,62	0,92	1,91	1,91	**1,35**
1973	0,51	0,70	1,01	1,35	2,42	**1,49**
1974	0,66	0,86	1,14	1,45	2,59	**1,63**
1975	0,70	0,89	1,17	1,49	2,53	**1,63**
1976	0,71	0,88	1,17	1,50	2,50	**1,62**
1977	0,82	0,97	1,28	1,61	2,73	**1,76**
1978	0,86	1,03	1,28	1,66	2,83	**1,82**
1979	0,95	1,06	1,30	1,64	2,86	**1,84**
1980	0,96	1,09	1,32	1,72	2,78	**1,83**
1981	0,98	1,09	1,32	1,74	2,91	**1,88**
1982	1,00	1,10	1,35	1,81	3,06	**1,97**
1983	1,10	1,17	1,47	1,94	3,36	**2,14**
1984	1,13	1,20	1,46	2,02	3,47	**2,17**
1985	1,14	1,20	1,51	2,12	3,62	**2,24**
1986	1,15	1,22	1,54	2,24	3,81	**2,33**
1987	1,30	1,36	1,72	2,44	4,05	**2,51**
1988	1,34	1,42	1,88	2,71	4,43	**2,74**
1989	1,31	1,43	2,02	2,92	4,67	**2,89**
1990	1,29	1,46	2,17	3,19	4,99	**3,10**
1991	1,26	1,53	2,28	3,33	5,12	**3,20**
1992	1,50	1,63	2,33	3,45	5,16	**3,26**
1993	1,61	1,80	2,50	3,57	5,14	**3,29**
1994	1,61	1,85	2,48	3,51	5,06	**3,27**
1995	1,68	1,81	2,54	3,50	4,90	**3,26**
1996	1,73	1,87	2,52	3,48	4,87	**3,25**
1997	1,69	1,90	2,52	3,47	4,73	**3,24**
1998	1,77	1,89	2,53	3,54	4,65	**3,23**
1999	1,84	2,01	2,61	3,55	4,42	**3,22**
2000	1,69	1,94	2,55	3,49	4,35	**3,16**
2001	1,62	1,95	2,56	3,46	4,29	**3,16**
2002	1,64	1,85	2,50	3,41	4,07	**3,02**
2003	1,69	1,79	2,42	3,28	3,77	**2,88**
2004 *r*	1,74	1,97	2,50	3,32	3,95	**2,97**

(1) Le taux de participation financière est défini comme le ratio des dépenses consacrées à la formation continue par rapport à la masse salariale.

Chapitre H.01

Police judiciaire et Justice

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie.

2 Moyens en personnel de la justice - France entière, Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie.

3 Activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière.

4 Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) - France entière.

5 Juges d'instruction (Justice pénale) - France entière.

6 Cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de police et juridictions de proximité (Justice pénale) - France entière.

7 Condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière.

8 Activité des Parquets concernant les mineurs - France entière.

9 Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière.

10 Administration pénitentiaire.

1
○ Présentation

Avec 3 775 838 crimes et délits constatés en France métropolitaine par l'ensemble des services de police et les unités de gendarmerie, l'année 2005 enregistre une baisse de la criminalité et de la délinquance (- 1,3 %) pour la 4ème année consécutive après cinq années de hausse. Les vols, qui constituent près de 57 % des infractions, diminuent de 4,7 %. À l'inverse, les crimes et délits contre les personnes connaissent une nouvelle progression identique à celle de 2004 (+ 4,4 %) qui s'inscrit dans une tendance continue observée depuis 30 ans.

Le budget alloué par l'État à la justice progresse depuis 1995 (+ 3,4 % par rapport à 2004) et atteint 5,46 milliards d'euros (1,89 % du budget général de l'État). Les effectifs se renforcent (72 460 agents) soit 1 070 nouveaux emplois budgétaires par rapport à 2004.

En matière pénale, avec un peu plus de cinq millions d'affaires en 2004, le nombre de procédures traitées par les parquets est en baisse de 1,5 %. L'institution judiciaire apporte une réponse pénale à 74,8 % des affaires poursuivables par des poursuites, des procédures alternatives ou des compositions pénales.

Avec près de 599 000 condamnations inscrites au casier judiciaire, l'année 2004 est comparable aux années 1999 et 2000. Parmi celles-ci, la progression des condamnations prononcées par les tribunaux pour enfants ou par les juges des enfants est très forte (+ 30 %).

Plus de 899 000 infractions ont été sanctionnées en 2004 soit 8,5 % de plus qu'en 2003. Sur le long terme, les infractions multiples et associées sont de plus en plus fréquentes. Cela explique l'élévation plus rapide de celles-ci par rapport aux condamnations depuis 1999. L'emprisonnement avec sursis partiel probatoire est de plus en plus fréquent.

La population carcérale, et avec elle, la suroccupation des 188 établissements pénitentiaires qui disposent d'un peu plus de 51 000 places, est quasiment stable, autour de 59 000 détenus. Parmi les personnes détenues fin 2005, 33 % sont des prévenus. La part des hommes est relativement constante dans le temps, à 96 %. Celle des étrangers s'établit à 20,4 %, en légère diminution.

En matière de justice civile, sur les 2 079 997 affaires introduites, les durées moyennes de règlement des cours d'appel, des tribunaux de grande instance et des conseils de prud'hommes sont respectivement de 15,3 mois, 7 mois et 10,1 mois. Elles sont en diminution par rapport à l'année précédente.

2
○ Méthodologie

21. EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) et les unités de la gendarmerie nationale constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (tentatives comprises).

Sont ainsi comptabilisés tous les faits (crimes et délits) consignés dans des procès-verbaux établis par les services de police et les unités de gendarmerie et transmis à l'autorité judiciaire.

Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions relevées par d'autres institutions (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes, Inspection du travail...) ainsi que les procédures administratives.

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à l'ensemble des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels (ex. cambriolages).

Il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. Seuls les jugements énoncent la qualification définitive des infractions. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées par la police et la gendarmerie suivant la nomenclature utilisée dans la statistique des juridictions pénales.

À titre indicatif figure également une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

22. EXERCICE DE LA JUSTICE

JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

JUSTICE DES MINEURS

Les textes de base sont l'ordonnance du 2 février 1945 relative aux mineurs délinquants, les articles 375 et suivants du code civil pour les mineurs en danger (loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale) et le décret du 18 février 1975 qui, après l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans, étend un régime de protection aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans.

En matière pénale, le droit des mineurs accorde la prépondérance aux mesures éducatives sur les sanctions , les unes et les autres étant exclusivement prononcées par des juridictions spécialisées (juge des enfants, tribunal pour enfants et cour d'assises des mineurs) selon des procédures adaptées.

L'activité tant éducative que pénale des juges et tribunaux pour enfants peut s'appréhender à l'aide de plusieurs sources : les cadres du parquet, le répertoire de l'instruction et les tableaux de bord des juridictions de mineurs.

JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

- ***Instruction***

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des procédures d'instruction ainsi que celle des éventuelles mesures de sûreté.

- ***Condamnations inscrites au casier judiciaire national***

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5ème classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

3 ○ Définitions

Amende

Peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Chambre de l'instruction

Juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction ou du juge des libertés et de la détention.

Comparution immédiate

Procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur-le-champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder sept ans ou, en cas de délit flagrant, au moins égal à six mois.

La convocation par procès-verbal, procédure rapide de convocation devant le tribunal, est notifiée au prévenu dès la fin de la garde à vue par l'officier de police judiciaire ou par le procureur. Enfin, la citation directe est délivrée par huissier.

Condamnation inscrite au casier judiciaire

L'approche statistique doit utiliser des conventions pour classer les condamnations lorsqu'elles concernent des infractions et/ou des peines multiples. C'est pourquoi ont été créés les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée dans la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

Conseil de prud'homme

Il règle les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges (pas de majorité), l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.

Le conseil de prud'homme statue selon le montant de la demande en premier ressort (possibilité d'appel) ou en premier et dernier ressort.

Contrainte par corps

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

Contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen pour crime ou délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non-fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution…).

Cour d'appel

Juridiction judiciaire du second degré qui réexamine un jugement rendu par une juridiction du premier degré (tribunal) pour le réformer ou au contraire le confirmer. La cour d'appel tranche de nouveau sur le litige au fond c'est-à-dire qu'elle statue sur l'objet même du procès.

Cour d'assises

Juridiction compétente pour juger les crimes en première instance et en appel. Elle est composée de trois magistrats et de neuf jurés en première instance et douze jurés en appel. Les jurés sont tirés au sort à partir des listes électorales.

Cour de cassation

Elle vérifie que les décisions de justice qui lui sont déférées ont été rendues en conformité avec les règles de droit. Le délai du recours devant cette juridiction (pourvoi en cassation) est de 2 mois. Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle dont la décision est cassée. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la cour de cassation rend un arrêt de rejet.

Détention provisoire

Elle peut être ordonnée contre toute personne mise en examen pour crime ou pour délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à trois ans. La loi du 15 juin 2000 renforce la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes et transfère, à compter du 1er janvier 2001 à un juge des libertés et de la détention, le pouvoir de placer sous mandat de dépôt.

Dispense de peine

Le prévenu peut être déclaré coupable et dispensé de peine, en matière de délit ou de contravention, s'il apparaît que son reclassement est acquis et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

Emprisonnement correctionnel

Sa durée ne peut excéder 10 ans (art. 131-4 du code pénal). Il s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve ; le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve soumet en outre le condamné à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières, sous le contrôle du juge de l'application des peines.

Infraction

Atteinte à la personne

Atteinte, volontaire ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elle comprend également l'atteinte aux mœurs ainsi que l'atteinte à la vie privée.

Atteinte aux biens

Vol et recel, destruction, dégradation et détournement de biens par attentat.

Atteinte à la sûreté publique

Faux monnayage, contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, infractions à la police des étrangers, infractions militaires, etc.

Atteinte à la santé
Infractions sur les stupéfiants, infractions à la réglementation des débits de boisson, exercice illégal d'une profession médicale, infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

Jour-amende

Lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, le tribunal peut prononcer une peine de jours-amende consistant pour le condamné au paiement d'une somme correspondant à une contribution quotidienne pendant un certain nombre de jours.

Juge aux affaires familiales

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et, après le divorce ou en dehors des situations de divorce, pour statuer sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale et sur la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Il est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (principalement les affaires concernant les enfants naturels) sont traités au tribunal de grande instance par le juge aux affaires familiales.

Juge de l'exécution

La loi du 9 juillet 1991, entrée en application le 1er janvier 1993, a réformé les procédures civiles d'exécution et instauré le juge de l'exécution. Ce juge est saisi des litiges relatifs à l'exécution des jugements ou tout autre titre exécutoire. Parallèlement a été transférée au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement des particuliers. La fonction de juge de l'exécution appartient au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

Juge d'instruction

Magistrat du tribunal de grande instance, le juge d'instruction est saisi par le procureur de la République des affaires pénales les plus complexes (crimes et délits). Il dirige alors l'action de la police judiciaire. Il peut décider de mettre une personne en examen et d'un contrôle judiciaire. Il rassemble les éléments qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité, dirige les interrogatoires, confrontations et auditions, et constitue le dossier qui sera soumis le cas échéant au tribunal correctionnel ou à la cour d'assises.

Juridiction de proximité

Instituée dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002. Elle est compétente pour juger des contraventions de police dont la liste est fixée par décret en conseil d'État. Elle statue alors selon la procédure applicable devant le tribunal de police, conformément aux dispositions des art. 521 à 549.

Libération conditionnelle

Elle peut être accordée au condamné à une ou plusieurs peines d'emprisonnement présentant des gages sérieux de réadaptation sociale lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale à la durée restant à subir. Lorsque la peine n'excède pas 10 ans, ou que la durée restant à subir n'excède pas 3 ans, la libération conditionnelle est accordée par le juge de l'application des peines. Dans les autres cas, la libération conditionnelle relève de la compétence du tribunal de l'application des peines.

Mesure éducative (pénale)

Les juridictions pour mineurs prononcent, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance ; la liberté surveillée ; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical, d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

Milieu fermé

Il recouvre l'ensemble des établissements pénitentiaires.

Milieu ouvert

Les condamnés exécutant leur peine en milieu ouvert sont soumis à diverses obligations, sous le contrôle du juge de l'application des peines, qui est assisté d'un service pénitentiaire d'insertion et de probation. On distingue principalement :
– les condamnés à une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve ;
– les condamnés à un travail d'intérêt général, qui accomplissent, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré d'une durée de 40 à 240 heures.
les libérés conditionnels, qui en raison de gages sérieux de réadaptation sociale, sont mis en liberté par anticipation, sous condition de se soumettre au contrôle du juge de l'application des peines et de respecter diverses obligations pendant un délai d'au moins égal au reliquat de la peine.

Mise à l'épreuve

La juridiction qui prononce un emprisonnement d'une durée de 5 ans ou plus peut ordonner qu'il sera sursis à son exécution et que la personne sera placée sous le régime de la mise à l'épreuve pendant un délai qu'elle détermine (de 18 mois à 3 ans). Au cours du délai d'épreuve, la condamnation pour une nouvelle infraction ou un manquement aux mesures de contrôle et aux obligations de la mise à l'épreuve entraîne la révocation du sursis.
Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de la résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures d'examen médical, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires.

Ordonnance pénale

Procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.
La loi du 9 septembre 2002 a étendu cette procédure aux délits prévus par le code de la route.

Ordonnance de référé

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée

Parquet

Le ministère public, auquel est confiée l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

Peine privative ou restrictive de droit (peine de substitution)

Art. 131-6 du code pénal. Pour les délits, les tribunaux peuvent prononcer à titre principal des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

Procédure de jugement à délai rapproché

Elle a été instituée par la loi du 09 septembre 2002. Elle est applicable aux mineurs de 16 à 18 ans qui encourent une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à 3 ans en cas de flagrance ou supérieure ou égale à 5 ans dans les autres cas. Elle ne peut être engagée que si des investigations sur les faits ne sont pas nécessaires et si les investigations sur la personnalité ont déjà été accomplies. Il est notifié au mineur

une date d'audience dans un délai compris entre dix jours et un mois (art. 14-2 ord. du 02-02-45).

Réclusion criminelle

Peine perpétuelle ou à temps (art.131-1 du code pénal), éventuellement assortie d'une période de sûreté. Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Quand elle est prononcée pour une durée déterminée, celle-ci est comprise entre 10 et 30 ans.

Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)

Service déconcentré de l'administration pénitentiaire dans chaque département, placé sous l'autorité du directeur régional des services pénitentiaires. Il assure le contrôle et le suivi des peines exécutées en milieu ouvert et en milieu fermé.

Travail d'intérêt général

Lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, la juridiction peut prescrire, à la place de l'emprisonnement, un travail non rémunéré au profit d'une personne de droit public ou d'une association habilitée que le condamné accomplira pour une durée de 40 à 210 heures. Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.

Tribunal de commerce

Juridiction composée de juges non professionnels élus par les commerçants parmi leurs pairs, chargée de trancher les conflits relatifs aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Cette juridication est également compétente pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Tribunal correctionnel

Formation du tribunal de grande instance chargée de juger les délits et, le cas échéant, de se prononcer sur les demandes d'indemnisation des victimes « parties civiles ». Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

Tribunal de grande instance

Juridiction de droit commun chargée de juger les affaires civiles ordinaires portant sur des sommes supérieures à 7 600 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Il est également seul compétent pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession.... Lorsque le tribunal de grande instance statue en matière pénale, il s'appelle tribunal correctionnel.

Tribunal d'instance

Juridiction à juge unique chargée de régler les affaires civiles portant sur des sommes jusqu'à 7 600 euros, ainsi que certains contentieux prévus par la loi quel que soit leur montant : bail d'habitation, procédures d'injonction de payer, protection des personnes (tutelles)...Lorsque le tribunal d'instance statue en matière pénale, il prend le nom de tribunal de police.

Tribunal paritaire des baux ruraux

Juridiction spécialisée fonctionnant au siège de chaque tribunal d'instance. Sa compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

Tribunal de police

Juridiction statuant à juge unique chargée de juger les contraventions. Les contraventions de 1ère à 4ème classe sont traitées par des procédures dites simplifiées comme l'amende forfaitaire majorée et l'ordonnance pénale. Le tribunal de police est la formation pénale du tribunal d'instance.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

Sites Internet :

- www.justice.gouv.fr
- www.interieur.gouv.fr
- www.insee.fr
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de la Justice

- *Les chiffres clés de la Justice* (annuel) ;
- *Annuaire statistique de la Justice*, La Documentation française ;
- *Chiffres-clés de l'Administration pénitentiaire* (annuel) ;
- *Rapport annuel d'activité de l'Administration pénitentiaire*, La Documentation française ;
- *Rapport annuel de la Cour de cassation*, La Documentation française ;
- *Rapport annuel d'activité, Service central de prévention de la corruption*, La Documentation française ;
- *Études et statistiques Justice* (périodicité variable) ;
- *Bulletin officiel du ministère de la Justice* (trimestriel) ;
- *Lettre de la PJJ* (Protection judiciaire de la jeunesse) (trimestrielle), La Documentation française ;
- *Infostat Justice* (4 nos/an) ;
- « Le placement sous surveillance électronique mobile », Rapport d'information, Georges Fenech, 2005.

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

- Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel) ;
- *Cahiers de la sécurité intérieure* (4 nos/an), Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

Insee

Insee-Références

- « France portrait social », édition 2006.
- « Données sociales », édition 2006.

Autres

- « La cour de cassation », *Les études de la documentation française* n° 5238, 2006.
- Rapport d'information sur la mise en application de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant sur adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, Jean-Luc Warsmann, Assemblée nationale, Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, 2005.
- « Les mesures d'investigation dans le service public de la Protection judiciaire de la jeunesse », Danièle Larger, Inspection générale des affaires sociales, 2005.
- « Santé des 14-20 ans de la protection judiciaire de la jeunesse (Secteur Public) sept ans après », Inserm, Ministère de la Justice (DPJJ), 2005.
- « L'avenir des juridictions spécialisées dans le domaine social », Conseil d'État, *Étude du Conseil d'État,* 2004.
- « Réformes de la justice pénale », *Regards sur l'actualité*, La Documentation française, 2004.
- *Questions pénales* : Bulletin d'information, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP).

TABLEAU H.01-1

Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie (1)

Source : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire (Direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 334 696**	**2 522 346**	**2 507 027**	**2 380 770**	**2 243 445**	**2 138 506**
Vols à main armée	9 147	8 613	9 363	9 155	7 384	6 521	5 744
Autres vols avec violences	65 430	101 223	124 918	123 982	117 902	113 120	118 856
Cambriolages	433 320	370 993	416 297	432 593	407 585	377 381	343 305
Vols avec entrée par ruse	17 004	14 670	15 492	13 656	12 904	11 587	12 038
Vols d'automobiles et de véhicules de transport avec fret	351 509	302 626	314 635	284 765	231 614	196 851	174 466
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	98 431	104 348	97 383	97 064	88 829	86 072
Vols à la roulotte	554 626	476 852	503 773	481 524	433 739	387 397	522 517 (2)
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	193 325	217 006	220 519	197 179	181 386	. . .
Autres vols simples	640 259	735 337	783 096	806 207	835 129	838 153	835 057
Recels	36 719	32 626	33 418	37 243	40 270	42 220	40 451
Infractions économiques et financières	**357 104**	**352 164**	**366 208**	**355 342**	**349 473**	**329 955**	**318 680**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	317 044	334 064	325 841	322 607	304 579	291 076
Délinquance économique et financière	43 887	18 501	16 851	16 045	15 735	15 699	19 039
Infractions à la législation sur les chèques (sauf falsifications et usages de chèques volés)	18 720	16 619	15 293	13 456	11 131	9 677	8 565
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**254 514**	**279 610**	**303 552**	**325 697**	**339 882**	**354 836**
Homicides et tentatives d'homicides	2 563	2 166	2 289	2 415	2 173	2 097	2 107
Coups et blessures volontaires	71 095	106 484	116 568	125 371	135 003	137 864	148 855
Autres atteintes contre les personnes	51 708	70 026	79 885	90 027	96 786	103 530	108 933
Atteintes aux mœurs	29 123	33 538	35 451	37 813	40 577	43 836	41 284
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	42 300	45 417	47 926	51 158	52 555	53 657
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**830 475**	**893 628**	**947 961**	**918 754**	**912 160**	**963 816**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	103 731	91 618	108 121	125 479	141 297	144 561
Délits à la police des étrangers	53 429	45 869	47 462	57 643	59 702	64 552	76 903
Destruction, dégradations contre biens publics et privés	440 591	518 439	574 994	589 278	541 338	507 709	535 516
Délits divers (3)	143 320	162 436	179 554	192 919	192 235	198 602	206 836
Total des crimes et délits (sauf circulation routière)	**3 665 320**	**3 771 849**	**4 061 792**	**4 113 882**	**3 974 694**	**3 825 442**	**3 775 838**
Nombre de français mis en cause	640 435	679 359	680 295	729 730	766 949	817 876	847 113
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	155 190	155 544	177 239	189 474	200 064	219 789
Nombre d'hommes majeurs	566 508	566 839	562 984	619 930	654 738	701 108	737 419
Nombre d'hommes mineurs	113 987	154 253	155 735	158 227	156 125	158 537	167 433
Nombre de femmes majeures	100 652	92 454	95 838	106 657	121 923	132 136	135 820
Nombre de femmes mineures	12 246	21 003	21 282	22 155	23 637	26 159	26 230

(1) Les statistiques de police judiciaire comptabilisent les faits pénaux bruts (commis et tentés) retenus à raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer et qui sont consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...), les procédures administratives. Parce qu'il s'agit de faits constatés et non de faits jugés (seul le jugement énonce la qualification définitive), ces statistiques de police judiciaire ne peuvent être strictement comparées à celle des juridictions pénales.
(2) Ce chiffre regroupe le nombre de vols à la roulotte et celui de vols d'accessoires sur véhicules immatriculés.
(3) Ce poste regroupe tous les délits non spécifiés précédemment et qui entrent dans la catégorie « autres infractions (dont stupéfiants) ».

TABLEAU H.01-2

Moyens en personnel de la justice - France entière, Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie

Source : Ministère de la Justice — *Unité* : Nombre

Effectifs budgétaires	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Administration centrale et services extérieurs	1 800	1 780	1 863	2 028	2 100	2 226
Services judiciaires :						
Ensemble	24 668	26 290	27 601	28 227	28 889	29 200
Magistrats	6 029	6 539	7 144	7 294	7 434	7 526
Fonctionnaires	18 639	19 751	20 457	20 933	21 455	21 674
Administration pénitentiaire	23 899	25 868	27 755	28 590	29 700	30 197
Protection judiciaire de la jeunesse	5 978	6 768	7 439	7 753	7 956	8 044
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs	1 961	2 267	2 441	2 541	2 632	2 677
Commission nationale de l'informatique et des libertés	55	58	74	76	80	83
Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	///	///	///	///	33	33
Ensemble des effectifs budgétaires	**58 361**	**63 031**	**67 173**	**69 215**	**71 390**	**72 460**

TABLEAU H.01-3

Activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Cour de cassation							
Affaires nouvelles	19 395	19 969	21 331	22 700	22 324	21 638	21 965
Affaires terminées	18 613	21 499	21 394	20 613	23 482	23 474	23 539
dont : Cassation	3 602	5 300	4 024	4 247	5 089	5 375	4 324
Rejet de la demande	7 301	8 475	8 541	8 957	6 135	5 216	6 500
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 981	3 763	4 101	3 758	3 708
Cours d'appel							
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	194 392	186 930	189 916	191 579	203 248
Affaires terminées	169 010	198 754	221 492	206 294	198 035	202 304	208 358
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	149 388	141 239	133 134	136 676	144 849
dont : Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	115 119	109 777	107 721	113 465	117 263
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	34 269	31 462	25 413	23 211	27 586
Autres décisions (radiation, désistement, jonction...) (1)	53 477	63 731	60 361 *r*	54 110 *r*	55 117 *r*	56 207 *r*	54 582
Tribunaux de grande instance (2)							
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	600 999	599 930	597 124	615 214	...
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	388 932	394 855	396 880	414 913	410 599
Affaires terminées	463 075	645 319	593 462	578 832	581 798	587 858	...
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	120 629	118 758 *r*	121 896 *r*	130 846 *r*	137 815
Référés	95 886	126 501	113 613	118 678	117 084	114 510	...
Tribunaux d'instance (2)							
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	491 527	491 664	494 926	495 088	530 395
Affaires terminées	501 578	491 021	479 523	470 210	478 731	486 199	502 442
Référés	87 910	83 962	67 206 *r*	68 310 *r*	67 707 *r*	70 812 *r*	75 263
Tribunaux paritaires des baux ruraux							
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 731	3 546	3 424	3 424	3 478
Affaires terminées	4 576	3 807	3 538	3 536	3 318	3 367	3 281
Référés	325	209	219	173	223	201	207
Conseils de prud'hommes							
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	164 039	171 293	176 075	167 079	163 798
Affaires terminées	145 935	166 593	160 747	162 131	167 840	165 421	167 859
Référés	40 822	51 384	47 488	47 616	49 912	47 795	43 972
Tribunaux de commerce							
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	191	191	191	191	191
Affaires nouvelles	275 651	...	...	207 431	213 843	217 943	221 289
dont : Droit des affaires	...	...	...	117 570	116 668	117 250	125 873
Droit des contrats	...	...	...	58 025	60 503	63 064	...
Affaires terminées	233 314	282 070	238 939	206 093	206 060	201 647	211 532
dont : Droit des affaires	88 907	134 920	141 462	111 265	107 198	102 451	...
Droit des contrats	113 609	110 541	63 824	60 936	62 709	64 442	...
Référés	49 831	54 158	35 411	35 519	34 868	33 916	31 358

(1) Jonction mise à part à partir de l'année 2000.
(2) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 2004 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU H.01-4

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet)

Unité : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
LES PARQUETS							
Nombre de Parquets	181	181	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**5 007 674**	**5 385 826**	**5 501 482**	**5 309 811**	**5 399 181**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 141 273	3 498 178	3 583 852	3 303 363	3 288 055
Crimes	12 851	14 432	15 947	18 524	18 880	18 586	18 611
Délits	4 837 801	4 832 977	4 470 557	4 853 927	4 987 593	4 808 004	4 986 425
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	469 023	464 760	447 417	440 120	353 807
Autres	...	...	52 147	48 615	47 592	43 101	40 338
Affaires traitées	**...**	**...**	**4 611 383**	**4 944 721**	**5 083 465**	**5 008 724**	**5 004 795**
Affaires non poursuivables	**...**	**3 016 633**	**3 318 575**	**3 616 873**	**3 733 384**	**3 624 581**	**3 549 138**
Affaires poursuivables	**...**	**...**	**1 292 808**	**1 327 848**	**1 350 081**	**1 384 143**	**1 455 657**
Affaires poursuivables/affaires traitées (%)	...	...	28,0	26,9	26,6	27,6	29,1
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**628 065**	**621 866**	**624 335**	**654 579**	**674 522**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	37 768	36 398	37 444	35 143	34 211
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	54 651	56 974	56 279	55 369	55 841
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	373 949	371 640	383 411	409 561	464 848
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	161 697	156 854	147 201	149 736	104 248
Poursuite devant la juridiction de proximité	///	///	///	///	///	4 770	15 374
Procédures alternatives aux poursuites	**...**	**82 828**	**250 051**	**269 966**	**289 485**	**328 905**	**388 944**
Taux de réponse pénale (%)	...	...	67,9	67,3	68,2	72,1	74,8
Classements sans suite (2)	**...**	**1 062 643**	**414 692**	**434 475**	**429 506**	**385 874**	**366 414**
Classements sans suite/affaires poursuivables (%)	...	...	32,1	32,7	31,8	27,9	25,2
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC							
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**13 149 260**	**12 071 874**	**13 299 387**	**12 628 789**	**12 025 735**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	12 431 138	11 374 461	12 432 331	12 014 829	11 548 117
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	718 122	697 413	867 056	613 960	477 618
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 792 469**	**2 411 787**	**2 423 586**	**1 132 955**	**1 656 968**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 758 821**	**9 306 987**	**10 767 585**	**11 349 150** *r*	**10 359 296**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	10 153 903	8 776 102	10 192 692	10 805 636	9 913 624
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	604 918	530 885	574 893	475 718 *r*	81 991
Poursuite devant la juridiction de proximité	///	///	///	///	///	67 796	363 681

(1) Nouvelle présentation de l'activité du Parquet prise en compte dans ce tableau à partir de 1998.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU H.01-5

Juges d'instruction (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction)

Unité : Nombre

	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	555	565	567	569	604
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**39 186**	**37 363**	**34 485**	**34 839**	**36 125**
dont : L'infraction principale est un crime	4 902	6 732	6 929	7 385	7 945	8 642
Affaires terminées sans mise en examen	9 751	10 339	11 524	10 695	11 740	12 035
Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	73 649	57 826 *e*	51 420	47 655	47 370	50 076
Décision de clôture :						
Ordonnance de non-lieu	8 186	7 698	6 483	5 282	3 902	3 850
Transmission à la cour d'assises pour majeurs	2 391	3 165	2 557	2 707	2 839	3 457
Transmission à la cour d'assises pour mineurs	156	205	199	322	412	247
Transmission au tribunal correctionnel	50 634	40 009	35 184	33 461	34 669	37 505
Dessaisissement, jonction	4 940	1 585	2 049	1 374	1 130	1 129
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	19 435	24 733 *e*	21 487	21 572	22 631	24 476
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	29 317	21 966 *e*	16 772	17 619	19 088	20 513
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**17,1**	**17,4**	**17,7**	**18,2**	**19,0**
dont : Crimes (1)	14,1	19,3 *r*	19,6 *r*	20,5 *r*	20,7 *r*	22,1

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU H.01-6

Cours d'assises, tribunaux correctionnels, tribunaux de police et juridictions de proximité (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004
Cours d'assises							
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort :							
Acquittements	**142**	**136**	**78**	**137**	**140**	**159**	**241**
Cour d'assises pour majeurs	140	130	76	127	125	139	219
Cour d'assises pour mineurs	2	6	2	10	15	20	22
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**2 939**	**2 733**	**2 591**	**2 714** *r*	**2 782**
Cour d'assises pour majeurs	2 567	2 619	2 659	2 434	2 290	2 397 *r*	2 464
Cour d'assises pour mineurs	155	158	280	299	301	317 *r*	318
Cour d'assises d'appel (2) :							
Acquittements	///	///	///	**9**	**20**	**22**	**35**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	9	18	22	35
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	–	2	–	–
Condamnations	///	///	///	**218**	**376**	**319** *r*	**385**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	209	364	292 *r*	341
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	9	12	27 *r*	44
Tribunaux correctionnels							
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :							
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	4 350	4 113	5 133	4 553	6 053
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	15 572	15 725	18 906	19 989	19 974
Décisions prononcées :							
Relaxes	20 378	17 854	19 038	18 241	18 127	19 115	20 634
Condamnations	410 134	313 034	385 900	355 646	325 616	379 901 *r*	421 104
Tribunaux de police et juridictions de proximité (3)							
Nombre de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**757 668**	**685 217**	**722 209**	**672 871** *r*	**567 952**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	581 031	516 193	564 082	513 538 *r*	418 163
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	176 637	169 024	158 127	159 333 *r*	149 789
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :							
Relaxes	21 279	17 752	12 106	10 385	26 039	10 636 *r*	12 287
Condamnations	951 839	754 092	569 514	509 146	531 846	498 430 *r*	404 951
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :							
Relaxes	4 670	5 278	4 880	4 459	16 321	4 667 *r*	4 403
Condamnations	97 255	26 510	126 439	113 666	87 964	115 099 *r*	126 476

(1) Non compris les tribunaux des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie.
(2) Mises en place à compter du 1er janvier 2001.
(3) Les juridictions de proximité ont été instituées dans le ressort de chaque cour d'appel par la loi du 9 septembre 2002.

TABLEAU H.01-7

Condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*p* 2004
Condamnations pour crime	2 607	3 455	3 035	3 114	3 057	3 149	3 264
Condamnations pour délit	469 137	454 131	446 815	414 175	376 115	434 089	485 847
Condamnations pour contravention de 5ème classe	105 426	128 159	133 073	119 088	91 553	116 369	109 693
Total des condamnations	**577 170**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**470 725**	**553 607**	**598 804**
Nature de l'infraction							
Atteintes à la personne	99 544	104 483	103 013	95 373	80 789	93 295	102 279
Atteintes aux biens	169 997	160 336	153 460	139 050	109 713	136 450	150 511
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	218 426	227 168	211 868	196 421	228 451	242 802
Infractions à la législation économique et financière	61 083	27 169	25 959	22 367	17 213	17 531	20 284
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	21 272	21 944	21 056	22 554	24 016	25 390
Atteintes à la sûreté publique	27 655	15 527	14 508	13 322	13 341	14 654	13 712
dont : Police des étrangers	...	5 977	5 636	5 528	6 464	7 337	6 225
Atteintes à la santé	20 945	24 976	23 597	21 669	22 135	28 709	31 913
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	24 112	22 831	21 203	21 777	28 316	31 497
Atteintes à l'ordre public général	16 716	13 525	13 242	11 633	8 518	10 405	11 840
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	8 981	8 934	7 524	4 349	6 032	7 250
Autres infractions	386	31	32	39	41	96	73
Nature de la peine							
Peines privatives de liberté	**316 567**	**298 540**	**284 182**	**265 638**	**253 506**	**299 299**	**314 677**
dont : Réclusion criminelle	1 852	1 496	1 179	1 247	1 305	1 197	1 198
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	106 896	105 602	99 972	96 227	97 704	108 721	114 594
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	192 938	184 210	169 411	155 802	190 578	200 083
Amende	**190 268**	**194 895**	**205 207**	**184 113**	**148 133**	**181 694**	**205 319**
Peine de substitution	**37 250**	**62 176**	**63 773**	**58 079**	**49 053**	**50 129**	**50 106**
dont : Travail d'intérêt général	5 705	11 120	10 200	8 576	8 350	9 059	10 225
Mesure éducative	**22 529**	**20 584**	**20 525**	**20 477**	**15 178**	**16 639**	**21 675**
Dispense de peine	**10 556**	**9 550**	**9 236**	**8 070**	**4 855**	**5 846**	**7 027**
Caractéristiques des condamnés							
Sexe :							
Hommes	505 737	527 711	526 696	485 742	429 588	502 040	542 766
Femmes	71 433	58 034	56 227	50 635	41 137	51 567	56 038
Âge :							
Moins de 16 ans	15 678	17 404	17 757	18 051	13 383	15 768	22 711
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	21 478	20 413	19 877	16 069	16 650	20 331
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	46 735	47 746	43 990	38 676	51 915	62 146
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	116 215	119 794	113 708	101 216	121 517	128 148
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	91 411	88 574	79 876	69 102	80 033	84 646
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	138 075	135 842	122 057	108 723	127 214	134 752
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	137 592	136 707	124 366	110 712	125 968	132 133
60 ans ou plus	12 845	16 835	16 090	14 452	12 844	14 542	13 937
Nationalité :							
Français	458 241	476 546	474 430	438 836	383 436	444 563	482 086
Étrangers	80 168	73 615	71 862	66 373	61 521	75 942	81 136
Non déclarée	38 761	35 584	36 631	31 168	25 768	33 102	35 582
Total	**577 170**	**585 745**	**582 923**	**536 377**	**470 725**	**553 607**	**598 804**

TABLEAU H.01-8

Activité des parquets concernant les mineurs - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Procès-verbaux, plaintes, dénonciations	...	**184 658**	**180 127**	**183 241**	**189 283**	**195 469**
Affaires traitées	**143 980**	**152 018**	**161 208**	**162 069**	**163 162**	**168 809**
Affaires non poursuivables	...	**19 902**	**21 629**	**23 474**	**24 992**	**25 983**
Affaires poursuivables	...	**132 116**	**139 579**	**138 595**	**138 170**	**142 826**
Affaires poursuivables/affaires traitées (%)	...	86,9	86,6	85,5	84,7	84,6
Nombre total d'affaires poursuivies	**55 771**	**57 280**	**59 476**	**58 842**	**57 831**	**58 148**
Transmission au juge d'instruction	2 944	2 629	2 502	2 563	2 462	2 307
Transmission au juge des enfants	52 827	54 651	56 974	56 279	54 734	55 025
Procédures de jugement à délai rapproché	...	...	...	...	635	816
Nombre total de procédures alternatives aux poursuites	**37 966**	**45 326**	**48 113**	**50 017**	**53 505**	**59 113**
Taux de réponse pénale (%)	...	77,7	77,1	78,5	80,6	82,1
Nombre de procédures classées sans suite	**50 243**	**29 510**	**31 990**	**29 736**	**26 834**	**25 565**
Classements sans suite/affaires poursuivables (%)	...	22,3	22,9	21,5	19,4	17,9

TABLEAU H.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité* : Nombre

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	2004
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**135 775**	**148 684**	**151 602**	**152 667**	**156 514**	**163 291**
Mode de prise en charge :						
Secteur public	32 325	36 115	37 928	37 986	39 896	42 062
Secteur associatif habilité	103 450	112 569	113 674	114 681	116 618	121 229
Régime juridique de prise en charge :						
Mineurs en danger	114 900	115 526	116 854	116 806	117 345	120 891
Mineurs délinquants	15 825	28 459	29 944	30 969	34 135	37 138
Jeunes majeurs	5 050	4 699	4 804	4 892	5 034	5 262
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1).	...	**113 750**	**116 423**	**118 978**	**109 123**	**116 722**
Sexe :						
Garçons	...	76 173	78 328	81 029	72 882	77 576
Filles	...	37 577	38 095	37 949	36 241	39 146
Âge au début de la mesure :						
Moins de 10 ans	...	25 832	25 951	25 554	24 746	25 501
De 10 ans à moins de 13 ans	...	11 855	12 116	12 060	10 996	11 438
De 13 ans à moins de 16 ans	...	32 337	33 102	33 657	27 176	27 842
De 16 ans à moins de 18 ans	...	35 699	37 269	39 250	33 671	36 681
De 18 ans à moins de 21 ans	...	8 027	7 985	8 457	12 534	15 260

(1) À partir de 1998, la série est modifiée par rapport aux éditions précédentes, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU H.01-10

Administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité* : Nombre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
MILIEU FERMÉ : population carcérale (1)						
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + Dom + Com + Nouvelle-Calédonie)	**47 837**	**48 594**	**55 407**	**59 246**	**59 197**	**59 522**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + Dom + Com + Nouvelle-Calédonie) :						
Prévenus	16 107	16 124	20 852	21 749	20 134	19 732
Condamnés	31 730	32 470	34 555	37 497	39 063	39 790
Sexe :						
Hommes	46 099	46 879	53 322	56 991	56 959	57 335
Femmes	1 738	1 715	2 085	2 255	2 238	2 187
Âge :						
Moins de 16 ans	64	96	81	79	49	71
De 16 ans à moins de 18 ans	552	730	727	660	574	661
De 18 ans à moins de 21 ans	3 927	4 405	5 110	4 954	4 716	4 817
De 21 ans à moins de 25 ans	7 254	7 926	9 469	10 415	10 220	10 154
De 25 ans à moins de 30 ans	8 672	8 763	10 233	10 893	10 698	10 883
De 30 ans à moins de 40 ans	13 242	12 817	14 413	15 695	15 735	15 373
De 40 ans à moins de 50 ans	8 560	8 340	9 084	9 717	10 005	10 075
De 50 ans à moins de 60 ans	3 960	3 952	4 509	4 853	5 130	5 246
60 ans ou plus	1 606	1 565	1 781	1 980	2 070	2 242
Nationalité :						
Français	37 603	38 087	43 489	46 123	46 455	47 331
Étrangers	10 145	10 507	11 918	13 061	12 678	12 137
Non déclarée	89	47	78	62	64	54
Condamnés selon la nature de l'infraction :						
Atteintes à la personne	**15 470**	**16 262**	**18 241**	**20 162**	**21 137**	**21 591**
Homicides volontaires	3 357	3 325	3 293	3 501	3 486	3 540
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	3 368	4 059	5 217	6 338	6 811	7 280
Homicides et blessures involontaires	742	995	1 536	1 977	2 069	2 131
Viols, attentats à la pudeur	7 895	7 779	8 109	8 239	8 670	8 529
Proxénétisme	108	104	86	107	101	111
Atteintes aux biens	**8 609**	**9 276**	**9 340**	**9 332**	**9 118**	**9 549**
Vols qualifiés	3 765	3 894	3 481	3 465	3 409	3 713
Autres vols	3 470	3 737	3 850	3 459	3 041	3 116
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 374	1 645	2 009	2 408	2 668	2 720
Atteintes à la santé publique	**4 373**	**3 936**	**4 127**	**5 197**	**5 937**	**5 718**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	4 373	3 936	4 127	5 197	5 937	5 718
Autres infractions	**3 278**	**2 996**	**2 847**	**2 806**	**2 871**	**2 932**
Peine prononcée :						
Réclusion criminelle	**8 247**	**8 078**	**8 148**	**8 025**	**8 222**	**8 219**
5 ans à moins de 10 ans	470	412	317	238	203	189
10 ans à moins de 20 ans	6 271	6 104	6 166	5 991	6 097	6 066
20 ans à 30 ans	915	984	1 111	1 253	1 384	1 441
Perpétuité	591	578	554	543	538	523
Emprisonnement	**23 384**	**24 366**	**26 381**	**29 454**	**30 819**	**31 565**
Moins de 6 mois	3 465	4 202	4 223	4 565	5 066	5 470
6 mois à moins d'1 an	4 274	5 099	5 652	6 389	6 438	6 676
1 an à moins de 3 ans	6 128	6 599	7 936	8 835	8 929	8 810
3 ans à moins de 5 ans	3 562	3 300	3 468	4 357	4 569	4 486
5 ans ou plus	5 955	5 166	5 102	5 308	5 817	6 123
Contrainte par corps	**99**	**26**	**26**	**18**	**22**	**6**
MILIEU OUVERT						
Population prise en charge par les SPIP (2)						
Population au 31 décembre	141 697	140 622	129 269	123 492	125 437	...
Mesures prises en charge par les SPIP						
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	157 201	156 398	139 361	135 721	138 855	...
dont : Sursis avec mise à l'épreuve	119 764	119 753	107 846	105 247	108 528	...
Libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux ou les JRLC (3)	470	382	275	282	6 480 (4)	...
Libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 543	5 522	5 781	6 146	///	...
Travail d'intérêt général	25 411	23 488	19 106	17 990	16 885	...
Contrôle judiciaire	3 663	3 942	3 972	4 073	4 195	...
Article L51 du code du service national	631	595	138	123	///	...

(1) Depuis le 1er janvier 2002, les données de l'outre-mer intègrent les établissements de Majicavo (Mayotte), Mata-Utu (Wallis-et-Futuna) et Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) SPIP = Services pénitentiaires d'insertion et de probation depuis 1999. Avant CPAL : Comités de probation et d'assistance aux libérés.
(3) JRLC = Juridictions régionales de libération conditionnelle.
(4) Ce chiffre regroupe l'ensemble des libérations conditionnelles accordées.

Chapitre I.01

Comptes nationaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Ressources et emplois de biens et services à prix courants – France entière.

2 Ressources et emplois de biens et services en volume – France entière.

3 Ressources et emplois de biens et services aux prix de l'année précédente – France entière.

4 Valeur ajoutée par branche à prix courants – France entière.

5 Valeur ajoutée par branche en volume – France entière.

6 Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants – France entière.

7 Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants – France entière.

8 Principaux agrégats par habitant - France entière.

9 Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios – France entière.

10 Principaux ratios des entreprises non financières – France entière.

11 Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel – France entière.

12 Emploi intérieur salarié par branche – France entière.

13 Durée annuelle effective du travail des salariés par branche – France entière.

14 Productivité horaire apparente du travail par branche - France entière.

15 Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde – France entière.

16 Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).

17 Critères de convergence de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht.

1

○ Présentation

Après une première moitié d'année au ralenti, la croissance a retrouvé des couleurs au second semestre 2005. En moyenne sur l'année, la progression de l'économie française revient à + 1,2 %, après + 2,3 % en 2004. En retrait par rapport à l'année passée, la performance française s'inscrit un peu en deçà de celle de la moyenne des pays de l'Union européenne. Au cours des dix dernières années, la France a néanmoins enregistré un surplus de croissance annuelle de 0,8 point par rapport à l'Allemagne et à l'Italie.

La demande des ménages est une nouvelle fois le principal moteur de la croissance. La décélération du revenu réel disponible des ménages, due à l'essoufflement des revenus d'activité et aux hausses d'impôts, pèse quelque peu sur la consommation des ménages (+ 2,1 %, après + 2,3 % en 2004), mais elle est amortie par un repli de leur taux d'épargne de près d'un point. Le niveau toujours bas des taux d'intérêt renforce notamment les désincitations à épargner. En outre, l'appétit des ménages pour l'investissement en logement manifesté depuis bientôt 8 ans ne se tarit pas (+ 4,1 %), alimenté par une nouvelle expansion des crédits immobiliers et un allongement de la durée des prêts.

Pour la troisième année consécutive, la contribution des échanges extérieurs à la croissance est fortement négative (- 0,8 %, après - 0,6 % en 2004 et 2003). Malgré un rebond au second semestre, à la faveur du rétablissement de la compétitivité française et du redressement de la demande mondiale adressée à la France, la progression des exportations de biens et services est ramenée à 3,1 % (après + 3,9 %). Parallèlement, la croissance des importations reste vive, dopée par le bond des achats énergétiques et la bonne tenue de la demande intérieure.

L'investissement des entreprises non financières et des entreprises individuelles, bien que dynamique, ralentit (+ 3,6 %, après + 4,7 %). Si les conditions financières restent très favorables, l'investissement est bridé par des perspectives de débouchés incertaines liées à la faiblesse de l'activité industrielle et par une profitabilité entamée par l'envolée du prix des matières premières. Les entreprises adoptent également un comportement de stockage plus prudent après l'ample mouvement de reconstitution de 2004.

Conformément au cycle traditionnel de productivité, le redémarrage de l'activité ne s'était pas traduit dès 2004 par des embauches supplémentaires dans le secteur marchand, les entreprises préférant attendre la confirmation du redémarrage de la demande. L'année 2005 voit l'amorce d'une reprise de l'emploi salarié dans les branches marchandes : + 43 000 emplois ont été créés à plein temps entre le quatrième trimestre 2004 et le quatrième trimestre 2005. Le recul des gains de productivité, combiné à une faible décélération du salaire moyen par tête, conduit à un nouvel effritement du taux de marge des sociétés non financières en 2005.

Le renchérissement des cours pétroliers ne compromet pas la décrue de l'inflation, revenue à + 1,8 % en moyenne en 2005, après + 2,1 % en 2004. Cette évolution s'explique à la fois par le recul de l'inflation sous-jacente, découlant de la sagesse du prix des produits manufacturés, et par l'absence de nouveau relèvement du prix du tabac. En revanche, le déflateur de la consommation des ménages accélère très légèrement (+ 2,0 %, après + 1,9 %) en raison de l'augmentation du prix des loyers (poste qui pèse plus lourd dans le déflateur que dans l'indice des prix).

2

○ Méthodologie

Les principales notions

Les origines de la comptabilité nationale remontent à l'entre-deux-guerres : l'objectif à l'époque était de construire un indicateur qui donne une évaluation de la richesse produite chaque année et de son évolution. En France, la comptabilité nationale s'est surtout développée dans les années cinquante, pour répondre aux besoins de la planification et des budgets économiques. Ce que nous appelons aujourd'hui le PIB peut être évalué de trois façons : en faisant le décompte des biens produits et de la valeur ajoutée dégagée par cette production (approche production), en faisant le décompte de leurs emplois (approche demande), en additionnant les revenus (approche revenus). Mais la difficulté pratique de réconcilier ces trois approches a rapidement conduit à rechercher des cohérences à un niveau plus fin.

La comptabilité nationale décrit les ressources et les emplois à un niveau fin pour chaque type de bien ou de service. Pour être utilisé, un bien (ou service) doit avoir été produit ou importé. La production est la principale source de revenus : elle désigne à la fois l'activité humaine qui permet de fabriquer des biens ou de fournir des services et le résultat de cette activité. Encore faut-il en préciser le champ ; un bien ou un service produit peut être vendu pour être exporté, consommé, investi, stocké, ou détruit ou incorporé dans le processus de production d'un autre bien ou service. Certains produits sont investis, stockés ou consommés par leur producteur ; si des produits de même nature donnent lieu à des échanges, la comptabilité nationale s'intéresse à cette production et à ces emplois. Enfin, la comptabilité nationale s'intéresse à la production de services publics (défense, justice) dont l'utilisation ne peut être répartie entre les acteurs.

La comptabilité nationale classe les acteurs de l'économie en secteurs institutionnels dont elle décrit les activités et les interrelations. Concrètement, les unités résidentes, c'est-à-dire les acteurs dont l'activité principale s'exerce sur le territoire économique, sont regroupées en secteurs institutionnels : Sociétés non financières, Ménages, Administrations publiques etc. Par un jeu de comptes successifs, un Tableau économique d'ensemble (TEE) décrit la production de chaque secteur, la valeur ajoutée dégagée, la distribution des revenus, les redistributions opérées par la fiscalité et les transferts, l'arbitrage du revenu disponible entre consommation et épargne, la capacité ou le besoin de financement qui résulte de l'écart entre l'épargne et l'investissement direct, et l'évolution des patrimoines qui résulte de l'épargne et de l'évolution du prix des actifs. Un compte du reste du Monde enregistre, du point de vue du reste du Monde, les opérations entre les unités résidentes et celles situées hors du territoire économique.

Toutes les grandeurs de la comptabilité nationale sont évaluées « en valeur », c'est-à-dire en euros courants. Les échanges sont évalués en utilisant les prix effectivement pratiqués. Or le prix perçu par le producteur n'est pas celui payé par l'acquéreur ; pour passer de l'un à l'autre, le bien (ou le service) doit être transporté et commercialisé par des intermédiaires qui prélèvent des marges. Il doit le plus souvent supporter des impôts sur les produits (TVA, TIPP par exemple) et reçoit parfois des subventions. Toutes ces opérations interviennent lorsque l'on décrit l'équilibre ressources-emplois d'un bien (ou service), c'est-à-dire le bilan en valeur de la production et des échanges relatifs à ce bien. Lorsque des biens ou services produits ne sont pas échangés, on les valorise aux prix pratiqués pour les échanges portant sur des biens ou services de même nature. Lorsqu'il n'existe pas d'échanges pour ces biens, on utilise souvent par défaut les coûts de production. Par ailleurs, des méthodes d'évaluation indirectes sont utilisées pour évaluer certains services qui sont réellement produits et consommés mais qui ne sont pas facturés en tant que tels (Sifim, assurance).

L'évolution du PIB en valeur n'est pas en soi une information suffisante ; pour évaluer la croissance, seule compte vraiment l'évolution « en volume ». Pour l'obtenir, on isole l'impact des variations de prix. Lorsque l'on considère un bien unique et de qualité homogène (de l'aluminium, par exemple), la production ou la consommation peut être mesurée directement en quantité (ici en tonnes) et il est relativement simple de faire la part des prix et des volumes dans l'évolution de la valeur entre deux années successives. Dès lors que l'on considère un bien

complexe (une automobile par exemple), le principe consiste à évaluer ce qu'aurait été l'évolution si les prix étaient restés fixes. Mais les évolutions aux prix d'une année de base restant fixe sont de moins en moins pertinentes au fur et à mesure que l'on s'en éloigne ; elles accordent une importance excessive aux biens dont les prix relatifs diminuent tendanciellement, comme le matériel informatique, au détriment de ceux dont les prix relatifs augmentent (certains services), et le biais s'aggrave avec le temps. Des changements de base quinquennaux atténuent par ailleurs largement les inconvénients d'une base fixe des prix. Les comptes étant d'autant plus fidèles que l'on change fréquemment d'année de base, pourquoi ne pas la changer chaque année ? C'est la solution qui a été retenue pour les pays de l'Union européenne dans le cadre du Système européen de comptes (SEC95) et que la France applique depuis la base 1995. En base 2000 comme en base 1995, les comptes annuels sont donc publiés « chaînés, en volume » : le principe consiste à chaîner d'année en année les évolutions calculées en volume aux prix de l'année précédente à partir des valeurs de l'année de base.

S'ils permettent de faire des comparaisons sur les évolutions réelles, les comptes en volume ne permettent pas de comparer directement les PIB et les niveaux de vie entre pays. Pour cela, il faut comparer directement les prix entre pays et calculer les agrégats dans un système de prix commun ; c'est la méthode dite des parités de pouvoir d'achat (PPA). Ce travail, coordonné par Eurostat pour l'Union européenne, conduit à de nouvelles exigences dans l'harmonisation des méthodes.

La base 2000 des comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 2000 » Ce système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui-même cohérent avec le système de l'Onu (SCN 93).

Les changements conceptuels de la base 2000, par rapport à la base 1995, sont réduits à deux. Le principal concerne la répartition par utilisateur des services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Les intermédiaires financiers facturent une partie des services rendus à leur clientèle sous des formes diverses : commissions de transfert, tenue de compte, frais de garde etc. Mais, pour une partie importante de leurs services, ils se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leur clientèle et sur les prêts qu'ils leur accordent. Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) représentent justement la part des services financiers qui n'est pas facturée. Au total, la production des institutions financières comprend deux composantes :

- les services facturés, mesurés par les commissions prélevées explicitement,

- les Sifim, c'est-à-dire les marges d'intérêts sur les crédits et les dépôts.

Jusqu'à la base 1995, le seul emploi reconnu des Sifim consistait en une consommation intermédiaire de l'économie dans son ensemble. Ils étaient enregistrés globalement comme consommation intermédiaire d'une branche fictive.

Le changement introduit en base 2000 consiste à répartir les Sifim entre leurs différents emplois effectifs : consommation intermédiaire, consommation finale, exportations. En base 2000, il existe donc des emplois finals et des échanges extérieurs de Sifim, ce qui modifie le PIB d'autant. L'impact sur le PIB de ce nouveau traitement est important : pour l'année 2000, il conduit à relever le PIB de 13,6 milliards, soit environ 0,95 %.

Le second changement conceptuel consiste à mesurer la production sylvicole, non plus par les abattages de bois, mais de façon continue tout au long de la croissance du patrimoine forestier, sous forme de travaux en cours. Il permet de rendre la mesure de la production moins sensible aux phénomènes non économiques, comme les tempêtes. L'impact sur le PIB de ce second changement est toutefois limité.

D'autre part, la base 2000 a donné lieu à un changement de méthode important ; il consiste à utiliser les statistiques sur les entreprises non financières organisées dans le cadre du Système intermédiaire d'entreprises (SIE) comme base d'évaluation de la production (dont les marges commerciales), de la valeur ajoutée et des revenus des secteurs des Sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI) dans le calcul du PIB.

En outre, la comptabilité nationale a mobilisé des sources statistiques nouvelles dans trois domaines :

- l'investissement en logiciels, dans le cas où il s'agit de développement pour compte propre, a été évalué en mobilisant des données sur les salaires des informaticiens dans le cadre de travaux coordonnés par l'OCDE et Eurostat.

- l'action sociale a fait l'objet d'une investigation statistique particulière, qui a conduit à faire apparaître l'activité de nombreux organismes, en particulier parmi les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), dont il n'était antérieurement pas tenu compte.

- le volume des activités non marchandes a donné lieu à des travaux également menés ailleurs en Europe. Des indicateurs en volume de la production ont été mis au point pour les services non marchands d'éducation et pour les services collectifs en mobilisant des sources statistiques qui, jusque là, n'étaient pas exploitées pour la comptabilité nationale.

Enfin, la base 2000 a donné lieu à de nouvelles évaluations concernant :

- le redressement pour fraude et travail au noir,
- les actions non cotées,
- les flux d'intérêts,
- les échanges internationaux de services de transports.

Ces nouvelles évaluations se fondent le plus souvent sur une meilleure prise en compte des sources disponibles :

- l'exploitation par secteur d'activité des sources comptables a donné le total des consommations intermédiaires des branches, tandis que des sources diverses ont permis de les détailler par produit ;

- l'utilisation des données comptables des entreprises commerciales a conduit à réviser fortement la consommation commercialisable et les marges commerciales ;

- l'utilisation des données des « comptes satellites » a permis de réviser l'évaluation dans les domaines du logement et de la santé ;

- la cohérence entre le compte du reste du Monde et le compte des transactions courantes de la Balance des paiements a été améliorée. La mesure de la correction Caf-Fab retenue dans ces deux comptes est désormais la même, en l'occurrence celle de la Direction générale des douanes et des droits indirects. D'importantes révisions des transferts de salaires, introduites en Balance des paiements en 1999, ont été répercutées dans les comptes de la base 2000 sur l'évaluation de la rémunération des salariés en provenance et vers le reste du Monde.

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :

– *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

– *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

– le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des Administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des Administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des Administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des Administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.

Le 1er janvier 1999 onze pays de l'Union européenne adoptaient une monnaie unique « l'euro ». Trois ans après, le 1er janvier 2002, la mise en circulation de l'euro fiduciaire au sein de la « zone euro » concrétisait le succès de l'Union économique et monétaire. L'institution de la monnaie unique et l'existence d'une politique monétaire commune, axée sur la stabilité des prix, ont conduit à accorder une importance accrue aux politiques budgétaires et structurelles. D'une manière générale, les politiques nationales sont devenues des questions d'intérêt commun.

Les comptes nationaux français sont désormais établis en euros. Les utilisateurs qui souhaiteraient les comparer aux ordres de grandeur qui leur sont familiers pourront les obtenir par une simple multiplication par 6,55957, valeur du taux de change de l'euro par rapport au franc, au 31 décembre 1998. Ce coefficient s'applique quelle que soit l'année.

3 ○ Définitions

Administrations publiques (S13)[1]

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des Administrations publiques (S13) comprend les Administrations publiques centrales (S1311), les Administrations publiques locales (S1313) et les Administrations de sécurité sociale (S1314).

Branche

Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

Capacité ou besoin de financement (B9A)

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe (K1)

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation des ménages

Le cadre de la comptabilité nationale comprend 2 agrégats relatifs à la consommation des ménages : les dépenses de consommation des ménages et la consommation effective des ménages.

La dépense de consommation des ménages (P31) se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés, que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

La consommation effective des ménages (P41) est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations et des Institutions sans but lucratif (ISBL). Ces dernières sont les dépenses des Administrations et des ISBL dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé. On distingue en leur sein des prestations sociales en nature (D631) et des transferts de biens et services non marchands (D632).

Consommation intermédiaire (P2)

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives (D611)

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux Administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs (D6111), à la charge des salariés (D6112), et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D6113).

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D122)

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages (P31)

Voir Consommation des ménages.

Durée effective du travail

Temps de travail réellement effectué par les salariés de l'entreprise, en tenant compte explicitement des congés, du travail à temps partiel, du chômage dû aux intempéries, des arrêts pour maladie, maternité et accidents du travail. Cette durée ne prend pas en compte les heures supplémentaires.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'Outre-mer. Les départements d'Outre-mer ont été rattachés au territoire économique à partir de la base des comptes nationaux 95. Dans les bases précédentes (56, 59, 62, 71 et 80), ils faisaient partie du reste du Monde.

Emploi intérieur

Ensemble des personnes, salariés et travailleurs indépendants, exerçant une activité rentrant dans le domaine de la production (voir ce mot) dans une unité institutionnelle résidente.

Emploi en personnes physiques

Effectif de l'emploi intérieur évalué en comptant chaque personne pour une unité, dans son activité principale, quelle que soit la durée du travail (durée hebdomadaire) ; cette population est évaluée en moyenne sur l'année.

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

[1] Les codes inscrits entre parenthèse sont les codes d'opérations ou d'agents de la nomenclature internationale des comptes nationaux.

Entreprise individuelle (S14A)

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur institutionnel des ménages.

Épargne (B8)

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).
L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation (B2)

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.
Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte (voir ce mot).
L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services (P6)

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe (P51)

Elle est constituée par les acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.
La formation de capital fixe peut aussi être calculée nette, si l'on soustrait la consommation de capital fixe.

Importations de biens et de services (P7)

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations (D2)

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les Administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les Impôts sur les produits (D21) et les autres impôts sur la production (D29), notamment les impôts sur les salaires et la main-d'œuvre.

Impôts sur les produits (D21)

Ils sont constitués essentiellement de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, des droits de mutation à titre onéreux, des droits sur les alcools et les tabacs.

Impôts sur le revenu (D51)

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, S15)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des Administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir Formation brute de capital fixe (FBCF).

Ménages (S14)

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs (S14B) que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs (S14A) produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition (D)

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les Administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population active

La population active est définie aux fins de la Comptabilité nationale comme comprenant toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre nécessaire aux activités de production (telles que retenues dans la définition de la production du système de comptabilité nationale, SCN). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salarié ou non salarié) ou comme chômeurs.
En comptabilité nationale, la population active résidente comprend les diplomates et militaires français à l'étranger mais exclut les diplomates et militaires étrangers qui ont leur résidence habituelle en France.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les Administrations publiques et les institutions européennes. Cotisations sociales et impôts sont comptabilisés pour leurs montants dus, mais les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des Administrations publiques ou des ISBLSM.
Les prestations délivrées par les institutions de protection sociale prennent plusieurs formes :
– prestations sociales (au sens strict) : versement en espèces (pensions de retraite, allocations, indemnités, ...) ou en nature (remboursement de soins ou de médicaments, ...) ;
– prestations de services sociaux : accès gratuit ou à tarif réduit à des services comme l'hospitalisation publique, l'hébergement en maison de retraite, la réduction de tarif des transports en commun pour les familles nombreuses ou les personnes âgées ;

– prestations fiscales : artifice comptable qui correspond aux réductions d'impôts dues à la vieillesse ou à la charge d'enfants.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix Caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou le prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix Fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou d'un service fourni à un non résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production (P1)

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande (P11)

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :
– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;
– les produits troqués ;
– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;
– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;
– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Productivité apparente du travail

Rapport de la valeur ajoutée en volume au volume de travail mis en œuvre dans le processus de production. La productivité est dite horaire lorsque le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées. Elle peut également être mesurée par tête (par personne physique) ou par emploi équivalent temps plein.

Production pour usage final propre (P12)

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché (B1)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.
Il peut se définir de trois manières :
– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés (D1)

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du Monde (S2)

Les comptes du reste du Monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible (B6)

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté (B7)

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des Administrations publiques et les Institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte (B3)

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Revenus de la propriété (D4)

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

Salaires et traitements en nature (D112)

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteurs institutionnels

Les différents acteurs de la vie économique sont regroupés dans des ensembles considérés comme pertinents. Les unités, dites institutionnelles, constituent les unités de base de la comptabilité nationale : ce sont des unités susceptibles de posséder elles-mêmes des actifs, de souscrire des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres unités. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité.

On distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les sociétés non financières (S11), les sociétés financières (S12), les Administrations publiques (S13), les ménages (S14), les Institutions sans but lucratif au service des ménages (S15).

Les unités non-résidentes qui entretiennent des relations économiques avec des unités résidentes sont regroupées dans le reste du Monde (S2).

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

Ils représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Sociétés financières (S12)

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Sociétés non financières (S11)

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Subventions (D3)

Transferts courants sans contrepartie que les Administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les Subventions sur les produits (D31), versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les Autres subventions sur la production (D39).

Transferts sociaux en nature (D63)

Biens et services individuels qui sont fournis gratuitement aux ménages par les Administrations publiques ou les Institutions sans but lucratif. Ils comprennent d'une part les prestations sociales en nature (D631) qui sont destinées à alléger la charge financière que représente la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins, tels les remboursements de sécurité sociale, et d'autre part les transferts de biens et services non marchands individuels (D632), c'est-à-dire essentiellement les services d'éducation et d'hospitalisation pris en charge par les Administrations.

Unité institutionnelle

Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels.

Valeur ajoutée (B1)

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks (P52)

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4

❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'Insee ».

Organismes :

– Insee.
– Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.
– Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Sites Internet :

– www.insee.fr : les données détaillées des comptes nationaux en base 2000 sont dorénavant publiées sur le site.
– epp.eurostat.cec.eu.int
– www.oecd.org
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Insee-Méthodes :
– « Méthodologie des comptes trimestriels », n° 108, février 2005.

Insee-Références
– « L'Économie française – comptes et dossiers, édition 2006 », juillet 2006.

Insee-Première :
– « Dépenses sociales, premières dépenses publiques », n° 1102, septembre 2006 ;
– « Les comptes extérieurs de la France en 2005 – Pénétration accrue des produits étrangers », n° 1086, juin 2006 ;
– « Les comptes financiers de la Nation en 2005 », n° 1080, mai 2006 ;
– « Les comptes des Administrations publiques en 2005 », n° 1078, mai 2006 ;
– « Les comptes de la Nation en 2005 », n° 1077, mai 2006.

Économie et Statistique :
– « Ralentissement de la productivité et réallocations d'emplois : deux régimes de croissance », n° 367, février 2004 ;
– « La croissance européenne perturbée par un cycle de courte période », n°s 359-360, avril 2003.

Document de travail :
– « Les indices de compétitivité des pays : interprétation et limites », n° G 2002/16, S. Grégoir et F. Maurel.

TABLEAU I.01-1

Ressources et emplois de biens et services à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	1 194,8	1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 594,8	1 659,0	1 710,0
Importations	258,5	398,7	403,8	393,4	391,6	423,0	462,6
Total ressources	1 453,3	1 840,1	1 901,0	1 942,0	1 986,4	2 082,1	2 172,6
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	661,5	783,9	817,4	844,4	878,3	915,5	953,3
Individuelle des administrations publiques	172,7	206,3	215,7	232,1	245,4	255,1	264,6
Collective des administrations publiques	109,5	123,8	125,5	130,1	133,0	138,5	141,0
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	14,8	19,4	20,8	21,8	21,8	22,8	22,8
Total dépenses de consommation finale	**958,5**	**1 133,4**	**1 179,4**	**1 228,3**	**1 278,4**	**1 331,9**	**1 381,6**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	115,6	154,6	161,8	158,2	158,9	168,3	176,5
Des ménages hors entreprises individuelles	55,4	68,0	71,3	74,2	78,3	86,9	93,1
Des sociétés financières	5,9	11,9	11,7	10,9	12,4	9,9	10,0
Des administrations publiques	38,0	44,5	45,1	45,3	49,0	51,8	55,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,4	1,7	1,8	1,9	1,9	1,5	1,5
Total formation brute de capital fixe	**216,4**	**280,7**	**291,6**	**290,6**	**300,5**	**318,4**	**336,6**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,7**	**1,0**	**1,0**	**0,9**	**0,7**	**0,5**	**0,5**
Variation des stocks	**5,6**	**13,3**	**7,9**	**2,2**	**– 0,9**	**4,1**	**7,6**
Exportations	**272,1**	**411,7**	**421,0**	**419,9**	**407,7**	**427,1**	**446,3**
Total emplois	**1 453,3**	**1 840,1**	**1 901,0**	**1 942,0**	**1 986,4**	**2 082,1**	**2 172,6**

TABLEAU I.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume - France entière

Prix chaînés, base 2000 (1)

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 255,5**	**1 441,4**	**1 468,1**	**1 483,2**	**1 499,3**	**1 534,1**	**1 552,3**
Importations	**264,2**	**398,7**	**407,4**	**414,4**	**419,1**	**446,9**	**474,0**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	690,2	783,9	803,7	821,5	839,3	858,7	876,8
Individuelle des administrations publiques	192,6	206,3	210,2	215,8	221,8	226,6	230,6
Collective des administrations publiques	118,1	123,8	123,7	124,3	125,1	128,1	127,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	16,6	19,4	20,1	21,7	21,0	21,2	20,6
Total dépenses de consommation finale	**1 017,2**	**1 133,4**	**1 157,7**	**1 183,4**	**1 207,2**	**1 234,7**	**1 255,9**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	118,1	154,6	160,7	156,0	156,7	164,0	169,9
Des ménages hors entreprises individuelles	58,9	68,0	68,9	69,7	71,3	74,1	77,2
Des sociétés financières	5,9	11,9	11,6	10,9	12,5	10,1	10,0
Des administrations publiques	38,9	44,5	44,4	43,9	46,5	47,8	49,5
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,4	1,7	1,8	1,9	1,8	1,4	1,4
Total formation brute de capital fixe	**223,2**	**280,7**	**287,3**	**282,5**	**288,9**	**297,7**	**308,2**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**0,7**	**1,0**	**0,8**	**0,6**	**0,4**	**0,3**	**0,3**
Variation des stocks	**4,3**	**13,3**	**7,5**	**2,7**	**– 1,8**	**6,7**	**4,8**
Exportations	**276,2**	**411,7**	**422,1**	**428,3**	**423,2**	**439,7**	**453,2**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.

TABLEAU I.01-3

Ressources et emplois de biens et services aux prix de l'année précédente - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : %

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	0,9	2,0	1,4	1,2	1,2	1,3	1,2
Des administrations publiques	n.s.	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	0,3	0,8	0,4	– 0,3	n.s.	0,5	0,4
Des ménages hors entreprises individuelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Des sociétés financières	0,1	0,1	n.s.	n.s.	0,1	– 0,1	n.s.
Des administrations publiques	– 0,1	0,3	n.s.	n.s.	0,2	0,1	0,1
Total formation brute de capital fixe	**0,3**	**1,4**	**0,5**	**– 0,3**	**0,4**	**0,6**	**0,7**
Solde extérieur des biens et services	**0,3**	**– 0,3**	**0,1**	**n.s.**	**– 0,6**	**– 0,6**	**– 0,8**
Exportations	1,8	3,3	0,7	0,4	– 0,3	1,0	0,8
Importations	– 1,5	– 3,6	– 0,6	– 0,5	– 0,3	– 1,6	– 1,5
Variation des stocks	**0,6**	**0,6**	**– 0,4**	**– 0,3**	**– 0,3**	**0,6**	**– 0,1**
Produit intérieur brut	**2,2**	**4,0**	**1,9**	**1,0**	**1,1**	**2,3**	**1,2**

TABLEAU I.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Agriculture	36,0	36,6	38,3	37,7	35,5	36,5	33,6
Industries agricoles et alimentaires	24,8	26,5	26,4	27,7	28,7	30,6	26,9
Industries des biens de consommation	34,3	36,2	37,9	37,5	37,4	37,6	37,8
Industrie automobile	11,1	16,0	15,6	17,0	16,2	17,4	15,1
Industries des biens d'équipement	36,7	45,2	45,7	45,0	42,7	41,1	41,0
Industries des biens intermédiaires	69,8	79,5	79,6	76,2	75,4	77,4	79,5
Énergie	24,8	25,6	25,6	27,1	28,1	29,1	31,6
Construction	64,6	66,6	70,8	73,1	76,1	83,7	88,5
Commerce	118,0	135,7	146,3	150,2	158,1	159,8	162,4
Transports	41,8	52,8	55,9	59,0	60,2	62,6	64,0
Activités financières	51,5	66,4	61,1	66,3	70,8	72,3	70,9
Activités immobilières	124,6	158,8	169,0	174,1	182,5	194,6	207,4
Services aux entreprises	147,2	202,7	215,5	225,9	232,1	241,5	254,6
Services aux particuliers	52,2	67,9	71,5	76,5	79,8	82,1	84,1
Éducation, santé, action sociale	143,6	169,4	177,7	189,1	197,6	205,8	213,2
Administration	87,5	104,9	107,7	110,2	113,4	117,2	120,8
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (1))	**1 068,5**	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 434,8**	**1 489,3**	**1 531,3**
TVA	88,3	105,9	107,5	109,4	112,5	119,3	125,8
Impôts sur importations	1,7	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	1,9
Autres impôts sur les produits	51,9	60,3	60,2	64,2	64,7	67,3	69,2
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 15,6	– 17,3	– 16,9	– 19,2	– 18,7	– 18,6	– 18,1
Produit intérieur brut	**1 194,8**	**1 441,4**	**1 497,2**	**1 548,6**	**1 594,8**	**1 659,0**	**1 710,0**

(1) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume - France entière

Prix chaînés, base 2000 (1)

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Agriculture	32,8	36,6	35,6	37,4	31,7	38,3	34,0
Industries agricoles et alimentaires	27,0	26,5	25,5	25,9	27,7	27,8	28,2
Industries des biens de consommation	32,1	36,2	38,2	38,3	37,7	37,9	39,9
Industrie automobile	9,2	16,0	14,6	14,8	15,7	16,4	15,9
Industries des biens d'équipement	33,9	45,2	46,4	45,8	46,0	47,1	48,1
Industries des biens intermédiaires	65,7	79,5	80,8	80,4	82,0	83,5	83,6
Énergie	23,0	25,6	28,4	30,0	30,2	30,8	32,5
Construction	71,1	66,6	68,9	68,0	67,4	69,3	69,7
Commerce	117,0	135,7	138,3	138,6	139,7	141,6	143,2
Transports	41,5	52,8	52,2	53,3	53,7	56,2	56,2
Activités financières	56,0	66,4	64,8	66,1	70,5	71,6	73,2
Activités immobilières	136,2	158,8	164,7	165,6	168,0	173,2	177,5
Services aux entreprises	157,2	202,7	206,7	213,0	217,4	223,4	228,4
Services aux particuliers	58,8	67,9	70,6	71,8	73,0	72,9	73,6
Éducation, santé, action sociale	170,3	169,4	172,3	174,5	174,7	177,8	178,5
Administration	95,9	104,9	105,6	102,9	103,9	104,8	105,0
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**1 124,7**	**1 290,7**	**1 313,6**	**1 326,4**	**1 339,5**	**1 373,1**	**1 388,5**
TVA	88,7	105,9	108,3	110,9	112,8	116,2	120,1
Impôts sur importations	1,3	1,8	1,7	1,6	1,6	1,8	1,8
Autres impôts sur les produits	55,0	60,3	61,5	61,8	61,7	60,5	59,2
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 14,1	– 17,3	– 17,1	– 17,6	– 16,4	– 17,4	– 17,1
Produit intérieur brut	**1 255,5**	**1 441,4**	**1 468,1**	**1 483,2**	**1 499,3**	**1 534,1**	**1 552,3**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie de ce chapitre). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU I.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels	**1 068,5**	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 434,8**	**1 489,3**	**1 531,3**
Rémunération des salariés	619,2	747,7	781,5	813,8	837,5	865,4	891,1
dont : Salaires et traitements bruts	448,4	547,6	574,2	598,7	614,3	635,7	654,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs	170,8	200,1	207,3	215,1	223,2	229,7	236,4
Impôts sur la production et les importations	49,8	60,1	61,0	63,2	65,0	69,2	73,7
Subventions	– 12,5	– 13,6	– 16,0	– 16,2	– 16,7	– 15,8	– 15,6
Excédent brut d'exploitation	321,9	396,5	410,0	422,2	439,8	458,8	469,8
Revenu mixte brut	90,1	100,0	108,1	109,6	109,2	111,6	112,2

TABLEAU I.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Valeur ajoutée totale	**1 068,5**	**1 290,7**	**1 344,7**	**1 392,6**	**1 434,8**	**1 489,3**	**1 531,3**
dont : Sociétés non financières	592,0	725,5	760,1	784,3	807,9	837,9	858,2
Sociétés financières	50,7	65,5	60,2	65,3	69,7	71,5	72,6
Administrations publiques	195,3	230,0	238,6	249,9	258,0	265,8	274,2
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	218,6	254,7	269,6	276,4	282,4	296,6	308,6
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	11,9	15,1	16,1	16,8	16,8	17,6	17,7
Revenu disponible brut	**1 187,5**	**1 444,3**	**1 497,6**	**1 534,2**	**1 582,6**	**1 644,2**	**1 691,1**
dont : Sociétés non financières	87,4	119,4	125,5	118,5	127,7	120,5	114,9
Sociétés financières	24,9	19,7	6,8	9,8	21,8	22,9	21,4
Administrations publiques	272,2	361,3	372,4	366,6	366,0	389,7	410,3
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	786,7	923,0	970,4	1 015,5	1 043,6	1 086,8	1 120,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	16,3	21,0	22,5	23,9	23,4	24,4	24,5
Dépenses de consommation finale	**958,5**	**1 133,4**	**1 179,4**	**1 228,3**	**1 278,4**	**1 331,9**	**1 381,6**
dont : Collective des administrations publiques	109,5	123,8	125,5	130,1	133,0	138,5	141,0
Individuelle des administrations publiques	172,7	206,3	215,7	232,1	245,4	255,1	264,6
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	661,5	783,9	817,4	844,4	878,3	915,5	953,3
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	14,8	19,4	20,8	21,8	21,8	22,8	22,8
Dépenses de consommation effective des ménages (1)	**849,0**	**1 009,6**	**1 053,9**	**1 098,2**	**1 145,5**	**1 193,4**	**1 240,6**
Épargne brute	**229,0**	**310,9**	**318,2**	**305,9**	**304,2**	**312,3**	**309,5**
dont : Sociétés non financières	87,4	119,4	125,5	118,5	127,7	120,5	114,9
Sociétés financières	24,9	19,7	6,8	9,8	21,8	22,9	21,4
Administrations publiques	– 10,0	31,2	31,2	4,5	– 12,4	– 3,9	4,7
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	125,2	139,1	153,0	171,1	165,4	171,3	166,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	1,5	1,5	1,7	2,1	1,6	1,6	1,7
Formation brute de capital fixe	**216,4**	**280,7**	**291,6**	**290,6**	**300,5**	**318,4**	**336,6**
dont : Sociétés non financières	103,8	143,2	150,7	146,7	146,8	156,0	164,0
Sociétés financières	5,9	11,9	11,7	10,9	12,4	9,9	10,0
Administrations publiques	38,0	44,5	45,1	45,3	49,0	51,8	55,5
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	67,2	79,4	82,4	85,7	90,4	99,2	105,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	1,4	1,7	1,8	1,9	1,9	1,5	1,5
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation	**6,8**	**17,4**	**16,9**	**12,3**	**– 3,9**	**– 9,7**	**– 35,2**
en % du PIB	**0,6**	**1,2**	**1,1**	**0,8**	**– 0,2**	**– 0,6**	**– 2,1**
dont : Sociétés non financières	– 11,4	– 28,4	– 22,9	– 20,8	– 17,5	– 28,3	– 52,0
Sociétés financières	26,8	4,7	– 4,3	– 0,7	9,8	13,6	11,9
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	56,1	61,6	66,5	81,7	69,6	64,5	53,3
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,8	0,7	0,9	1,2	1,0	1,5	1,6
Administrations publiques	– 65,5	– 21,3	– 23,3	– 49,1	– 66,8	– 61,0	– 50,0

(1) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.

TABLEAU I.01-8

Principaux agrégats par habitant - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Euro

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
PIB (prix courants)	20 108	23 740	24 496	25 167	25 751	26 619	27 272
PIB (prix chaînés, base 2000)	21 129	23 740	24 020	24 105	24 209	24 614	24 756
Revenu national brut	20 146	24 066	24 786	25 236	25 910	26 780	27 412
Revenu disponible brut des ménages	13 240	15 202	15 876	16 504	16 851	17 437	17 862
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	11 132	12 911	13 374	13 723	14 181	14 689	15 203
Épargne brute des ménages	2 108	2 291	2 503	2 781	2 670	2 748	2 659
Capacité de financement des ménages	944	1 015	1 088	1 327	1 124	1 035	850

TABLEAU I.01-9

Compte d'utilisation du revenu des ménages et principaux ratios - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unités* : Milliard d'euros et %

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	974,2	1 148,7	1 206,9	1 269,4	1 310,8	1 364,6	1 407,4
Revenu disponible brut	786,7	923,0	970,4	1 015,5	1 043,6	1 086,8	1 120,0
Transferts sociaux en nature	187,5	225,7	236,5	253,9	267,2	277,9	287,4
Prestations sociales en nature	94,5	115,2	120,0	129,1	138,8	148,0	153,7
Transferts de biens et services non marchands individuels	93,1	110,6	116,6	124,8	128,4	129,9	133,6
Revenu disponible brut	786,7	923,0	970,4	1 015,5	1 043,6	1 086,8	1 120,0
Dépenses de consommation finale	661,5	783,9	817,4	844,4	878,3	915,5	953,3
Épargne brute	125,2	139,1	153,0	171,1	165,4	171,3	166,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	56,1	61,6	66,5	81,7	69,6	64,5	53,3
En %							
Taux d'épargne (1)	15,9	15,1	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9
Taux d'épargne financière (2)	7,1	6,7	6,9	8,0	6,7	5,9	4,8
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (3)							
Salaires et traitements bruts	2,9	3,8	3,2	3,2	0,7	1,6	1,0
Cotisations sociales à la charge des salariés	3,5	2,7	3,4	4,9	1,9	1,2	2,5
Salaires et traitements nets	2,8	4,0	3,1	3,0	0,5	1,6	0,7
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	2,1	0,3	2,1	4,3	2,3	2,1	1,9
Revenus salariaux et sociaux	2,5	2,6	2,8	3,5	1,2	1,8	1,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	1,7	3,4	5,1	1,2	0,4	2,6	2,0
Cotisations des non salariés	3,7	3,4	7,4	1,3	1,4	3,8	3,9
Revenu disponible brut	3,0	3,4	3,4	3,6	0,9	2,2	1,1
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	0,9	2,3	1,7	1,1	1,8	1,9	2,0

(1) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(2) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(3) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU I.01-10

Principaux ratios des entreprises non financières - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : %

	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée (VA)	64,8	64,6	64,8	65,4	65,3	65,2	65,6
Taux de marge (excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute)	31,6	31,2	31,3	30,7	31,0	30,9	30,2
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	17,5	19,7	19,8	18,7	18,2	18,6	19,1
Taux d'épargne (épargne brute / valeur ajoutée brute)	14,8	16,5	16,5	15,1	15,8	14,4	13,4
Taux d'autofinancement (épargne brute / FBCF)	84,1	83,3	83,3	80,7	87,0	77,2	70,1
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	21,2	19,5	18,3	17,9	18,1	18,4	18,5
Taux de marge (revenu mixte / valeur ajoutée brute)	77,6	80,0	81,5	81,5	81,6	80,8	80,7
Taux d'investissement (FBCF / valeur ajoutée brute)	10,7	9,5	8,8	9,0	9,5	9,4	8,0
VA des entrepreneurs individuels / VA totale des sociétés non financières et entreprises individuelles	15,7	14,1	14,2	14,0	13,6	13,6	13,4

TABLEAU I.01-11

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Millier de personnes

	(2) TES 16 ou secteur	*r* 2002		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Par branche									
Agriculture	EA	928,4	1 114,1	912,1	1 094,2	900,8	1 076,0	888,8	1 066,3
Industries agricoles et alimentaires	EB	577,9	569,3	581,3	575,2	570,9	562,2	567,0	559,3
Industries des biens de consommation	EC	616,0	640,8	592,4	614,7	566,4	585,4	542,3	560,2
Industrie automobile	ED	231,1	232,3	234,3	235,6	231,9	233,3	230,6	232,0
Industries des biens d'équipement	EE	782,4	784,4	763,1	766,2	739,8	743,7	729,7	734,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 401,4	1 409,2	1 359,5	1 367,6	1 311,1	1 319,8	1 270,6	1 279,0
Énergie	EG	205,3	200,0	199,3	192,9	197,2	190,3	196,0	189,3
Construction	EH	1 529,1	1 653,9	1 540,6	1 665,9	1 573,0	1 703,1	1 606,4	1 737,0
Commerce	EJ	3 324,0	3 199,2	3 377,9	3 259,1	3 413,6	3 284,5	3 430,7	3 299,8
Transports	EK	1 106,0	1 115,7	1 108,1	1 119,0	1 106,5	1 120,7	1 106,0	1 120,1
Activités financières	EL	763,2	743,7	767,0	751,0	764,1	752,5	770,6	760,5
Activités immobilières	EM	248,0	254,1	249,8	254,5	247,3	253,1	250,5	256,0
Services aux entreprises	EN	3 941,7	3 917,9	3 894,3	3 873,9	3 927,0	3 911,4	3 987,1	3 972,5
Services aux particuliers	EP	2 119,9	2 099,9	2 160,6	2 118,8	2 165,0	2 117,8	2 196,9	2 139,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 779,6	4 452,9	4 846,2	4 516,3	4 852,6	4 532,2	4 866,0	4 547,2
Administration	ER	2 364,6	2 201,3	2 364,5	2 186,2	2 395,7	2 217,2	2 389,0	2 207,2
Ensemble		**24 918,6**	**24 588,8**	**24 951,2**	**24 591,0**	**24 962,8**	**24 603,2**	**25 028,1**	**24 660,9**
Par secteur institutionnel									
Sociétés non financières (SNF)	S11	13 751,2	13 544,0	13 765,9	13 568,4	13 762,7	13 564,4	13 816,6	13 612,3
Sociétés financières (SF)	S12	706,0	689,4	711,7	698,2	707,2	698,3	712,9	704,6
Administrations publiques (APU)	S13	5 550,7	5 131,6	5 614,6	5 183,6	5 633,2	5 200,9	5 638,9	5 200,6
Ménages (y compris EI)	S14	4 073,1	4 485,7	4 071,9	4 460,4	4 122,0	4 486,1	4 151,6	4 516,2
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	3 312,8	3 660,9	3 290,5	3 632,5	3 315,4	3 644,9	3 328,6	3 665,5
Autres	S14B	760,3	824,9	781,4	827,9	806,7	841,3	823,0	850,7
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	837,6	738,1	787,1	680,5	737,7	653,3	708,2	627,1
Total des secteurs résidents	**S1**	**24 918,6**	**24 588,8**	**24 951,2**	**24 591,0**	**24 962,8**	**24 603,2**	**25 028,1**	**24 660,9**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidantes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidante. En personnes physiques, il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés). En équivalent temps plein, chaque personne est comptabilisée pour sa quotité de temps partiel (0,5 pour un mi-temps).
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-12

Emploi intérieur salarié (1) par branche - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Millier de personnes

Branche	TES 16 (2)	*r* 2002		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
		Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein	Personnes physiques	Équivalent temps plein
Agriculture	EA	368,2	386,0	368,2	384,9	367,2	384,3	358,9	375,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	507,0	499,0	511,2	505,8	501,4	493,3	497,5	490,4
Industries des biens de consommation	EC	569,0	586,9	545,9	562,0	520,4	533,5	496,3	508,6
Industrie automobile	ED	230,0	231,2	233,2	234,4	230,8	232,2	229,5	230,8
Industries des biens d'équipement	EE	760,7	763,3	741,7	745,4	718,5	723,1	708,5	714,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 369,1	1 377,0	1 327,6	1 335,9	1 279,5	1 288,3	1 239,0	1 247,5
Énergie	EG	204,4	199,1	198,4	192,0	196,3	189,4	195,0	188,4
Construction	EH	1 307,1	1 368,2	1 316,7	1 379,1	1 346,7	1 410,9	1 377,2	1 440,0
Commerce	EJ	2 957,4	2 839,9	3 009,1	2 900,3	3 041,4	2 925,2	3 051,5	2 934,0
Transports	EK	1 048,8	1 058,6	1 050,3	1 061,4	1 047,3	1 062,0	1 045,6	1 060,3
Activités financières	EL	732,9	715,0	736,4	722,0	732,6	722,9	738,5	730,4
Activités immobilières	EM	220,4	228,1	221,9	228,2	218,6	226,2	221,3	228,6
Services aux entreprises	EN	3 758,9	3 687,7	3 709,1	3 642,3	3 736,9	3 675,5	3 793,4	3 731,3
Services aux particuliers	EP	1 837,7	1 790,6	1 874,8	1 805,1	1 871,6	1 798,0	1 897,8	1 812,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 492,6	4 167,9	4 555,6	4 228,1	4 554,2	4 238,1	4 561,8	4 247,8
Administration	ER	2 360,2	2 197,2	2 360,1	2 182,1	2 391,2	2 212,9	2 384,4	2 202,9
Ensemble		**22 724,3**	**22 095,5**	**22 760,2**	**22 108,9**	**22 754,5**	**22 115,9**	**22 796,3**	**22 143,0**

(1) Emploi intérieur salarié : ensemble des personnes physiques résidantes ou non, ayant un emploi salarié dans une unité de production résidante. En personnes physiques, il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire. En équivalent temps plein, chaque personne est comptabilisée pour sa quotité de temps partiel (0,5 pour un mi-temps).
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-13

Durée annuelle effective du travail des salariés par branche (1) - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Heure

Branche	TES 16 (2)	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Agriculture	**EA**	**1 648,8**	**1 567,1**	**1 600,4**	**1 586,1**	**1 561,2**	**1 590,9**
Industrie	**EB à EG**	**1 647,6**	**1 581,9**	**1 556,9**	**1 525,2**	**1 523,1**	**1 543,9**
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 630,4	1 536,5	1 519,4	1 484,0	1 489,8	1 493,5
Industries des biens de consommation	EC	1 681,5	1 602,4	1 580,2	1 559,3	1 552,5	1 569,1
Industrie automobile	ED	1 639,3	1 561,9	1 537,2	1 523,3	1 515,7	1 547,0
Industries des biens d'équipement	EE	1 648,1	1 605,5	1 585,1	1 550,9	1 548,6	1 574,8
Industries des biens intermédiaires	EF	1 646,4	1 598,2	1 564,3	1 526,0	1 523,1	1 548,0
Énergie	EG	1 592,9	1 455,7	1 442,7	1 433,0	1 440,6	1 462,8
Construction	**EH**	**1 812,2**	**1 759,5**	**1 735,7**	**1 695,4**	**1 686,1**	**1 706,2**
Services principalement marchands	**EJ à EP**	**1 584,6**	**1 526,1**	**1 520,4**	**1 489,4**	**1 479,8**	**1 503,1**
Commerce	EJ	1 600,4	1 546,3	1 523,1	1 497,9	1 489,0	1 503,8
Transports	EK	1 634,7	1 632,9	1 650,7	1 621,7	1 593,8	1 634,6
Activités financières	EL	1 568,1	1 508,2	1 486,6	1 440,5	1 452,2	1 489,9
Activités immobilières	EM	1 671,2	1 586,9	1 639,9	1 599,5	1 577,2	1 607,4
Services aux entreprises	EN	1 567,5	1 511,4	1 520,6	1 491,3	1 484,6	1 512,9
Services aux particuliers	EP	1 552,3	1 459,4	1 437,8	1 402,5	1 391,2	1 401,7
Services administrés	**EQ et ER**	**1 366,6**	**1 336,0**	**1 325,2**	**1 273,2**	**1 276,7**	**1 301,9**
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 273,3	1 245,7	1 236,9	1 202,7	1 215,5	1 241,1
Administration	ER	1 525,5	1 494,2	1 483,1	1 407,3	1 394,9	1 417,8
Ensemble	**EA à ER**	**1 542,3**	**1 490,7**	**1 481,0**	**1 443,3**	**1 438,1**	**1 461,3**

(1) La durée effective du travail (exprimée en heures annuelles par salarié) concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle comprend également les heures supplémentaires rémunérées et le travail au noir.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-14

Productivité horaire apparente du travail par branche (1) - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : %

Branche	TES 16 (2)	1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Agriculture	**EA**	**9,9**	**– 2,6**	**– 0,1**	**11,8**	**– 13,3**	**19,7**
Industrie	**EB à EG**	**6,7**	**6,3**	**2,8**	**4,8**	**4,1**	**3,3**
Industries agricoles et alimentaires	EB	1,1	0,7	– 3,8	2,5	5,5	1,6
Industries des biens de consommation	EC	12,0	13,6	8,7	7,2	2,7	3,6
Industrie automobile	ED	– 0,1	7,3	– 10,1	2,7	5,0	3,3
Industries des biens d'équipement	EE	13,3	5,8	3,3	3,7	3,2	3,7
Industries des biens intermédiaires	EF	2,6	6,1	1,5	4,5	5,2	3,8
Énergie	EG	12,0	1,7	13,9	6,7	3,1	1,4
Construction	**EH**	**0,7**	**5,5**	**1,7**	**– 1,0**	**– 0,9**	**– 0,8**
Services principalement marchands	**EJ à EP**	**1,7**	**3,3**	**– 0,9**	**2,0**	**2,2**	**0,3**
Commerce	EJ	5,2	5,5	1,2	– 0,1	– 0,2	– 0,3
Transports	EK	– 1,0	0,1	– 5,7	2,6	2,3	2,0
Activités financières	EL	– 1,1	13,4	– 3,2	2,7	5,1	– 0,6
Activités immobilières	EM	5,1	9,3	2,2	2,2	2,0	1,9
Services aux entreprises	EN	3,6	– 1,2	– 3,1	4,5	3,8	n.s.
Services aux particuliers	EP	– 5,8	2,4	2,2	1,2	1,2	– 1,2
Services administrés	**EQ et ER**	**1,4**	**2,0**	**2,2**	**3,2**	**– 0,7**	**– 1,0**
Éducation, santé, action sociale	EQ	2,2	2,2	1,8	1,5	– 2,2	– 0,4
Administration	ER	0,1	1,8	2,8	6,3	1,9	– 2,1
Ensemble	**EA à ER**	**3,0**	**3,6**	**0,8**	**3,1**	**1,3**	**0,8**

(1) La productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre le volume de la valeur ajoutée brute et le volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur). On publie ici l'évolution par rapport à l'année précédente.
(2) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU I.01-15

Grands agrégats et opérations avec le reste du Monde - France entière

Source : Insee (Comptes de la Nation - base 2000) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Dépenses de consommation finale	958,5	1 133,4	1 179,4	1 228,3	1 278,4	1 331,9	1 381,6
Formation brute de capital fixe totale	216,4	280,7	291,6	290,6	300,5	318,4	336,6
Variations de stocks	5,6	13,3	7,9	2,2	– 0,9	4,1	7,6
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,7	1,0	1,0	0,9	0,7	0,5	0,5
Exportations de biens et de services	272,1	411,7	421,0	419,9	407,7	427,1	446,3
Importations de biens et de services	258,5	398,7	403,8	393,4	391,6	423,0	462,6
Produit intérieur brut	1 194,8	1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 594,8	1 659,0	1 710,0
Revenu national brut	1 197,1	1 461,2	1 514,9	1 552,8	1 604,7	1 669,0	1 718,8
Revenu national disponible brut	1 187,5	1 444,3	1 497,6	1 534,2	1 582,6	1 644,2	1 691,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	6,8	17,4	16,9	12,3	– 3,9	– 9,7	– 35,2

TABLEAU I.01-16

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : Perspectives économiques de l'OCDE (mai 2006) — *Unité* : %

	Moyenne 1981-1991	1992	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*r* 2005	*r* 2006	*e* 2007
Allemagne	2,8	1,8	2,0	3,5	1,4	0,1	– 0,2	1,1	1,1	1,8	1,6
Autriche	2,6	2,3	2,2	3,5	0,8	1,1	1,2	2,6	2,0	2,5	2,2
Belgique	2,2	1,5	2,4	3,7	1,2	1,5	0,9	2,4	1,5	2,5	2,4
Espagne	3,2	0,9	2,8	5,0	3,5	2,7	3,0	3,1	3,4	3,3	3,0
Finlande	2,2	– 4,2	3,5	5,2	1,0	2,1	2,4	3,5	2,2	3,4	2,8
France	**2,2**	**1,9**	**2,0**	**4,1**	**2,1**	**1,3**	**0,9**	**2,1**	**1,4**	**2,1**	**2,2**
Grèce	1,2	0,7	2,1	4,5	4,6	3,8	4,6	4,7	3,7	3,7	3,6
Irlande	3,5	3,3	9,6	9,2	6,2	6,1	4,4	4,5	4,6	5,0	5,0
Italie	2,5	0,6	2,9	3,8	1,7	0,3	0,1	0,9	0,1	1,4	1,3
Luxembourg	5,9	1,8	1,4	8,4	2,5	3,6	2,0	4,2	4,0	4,5	4,5
Pays-Bas	2,5	1,5	3,0	3,5	1,4	0,1	– 0,1	1,7	1,1	2,4	2,8
Portugal	3,5	1,1	4,3	3,9	2,0	0,8	– 1,1	1,1	0,3	0,7	1,5
Zone euro	**2,5**	**1,4**	**2,4**	**4,0**	**1,9**	**1,0**	**0,7**	**1,8**	**1,4**	**2,2**	**2,1**
Danemark	1,9	2,0	3,1	3,5	0,7	0,5	0,7	1,9	3,1	3,0	2,4
Royaume-Uni	2,6	0,3	2,9	4,0	2,2	2,0	2,5	3,1	1,8	2,4	2,9
Suède	2,1	– 1,2	4,1	4,4	1,2	2,0	1,8	3,2	2,7	3,9	3,3
Hongrie	...	...	1,5	5,2	4,5	3,8	3,4	4,5	4,3	4,6	4,4
Pologne	...	...	7,0	4,2	1,1	1,4	3,8	5,3	3,3	4,4	4,6
République tchèque	...	...	5,9	3,9	2,6	1,5	3,2	4,7	6,0	5,7	4,7
Slovaquie	...	...	5,8	2,0	3,8	4,6	4,5	5,5	6,0	6,3	6,3
Norvège	2,7	3,3	4,4	2,8	2,7	1,1	1,1	3,1	2,3	2,5	2,2
Suisse	1,9	n.s.	0,4	3,6	1,0	0,3	– 0,3	2,1	1,9	2,4	1,8
Canada	2,2	0,9	2,8	5,2	1,8	3,1	2,0	2,9	2,9	3,1	3,3
États-Unis	3,0	3,3	2,5	3,7	0,8	1,6	2,7	4,2	3,5	3,6	3,1
Japon	4,0	1,0	1,9	2,9	0,4	0,1	1,8	2,3	2,7	2,8	2,2
Total OCDE	**3,1**	**2,2**	**2,5**	**4,0**	**1,2**	**1,6**	**2,0**	**3,3**	**2,8**	**3,1**	**2,9**

TABLEAU I.01-17

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat — *Unité* : %

États membres	Allemagne	Autriche	Belgique	Espagne	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Zone Euro à 12	Danemark
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
(Taux de variation moyen annuel)														
2001	1,9	2,3	2,4	2,8	2,7	1,8	3,7	4,0	2,3	2,4	5,1	4,4	2,4	2,3
2002 *r*	1,4	1,7	1,6	3,6	2,0	1,9	3,9	4,7	2,6	2,1	3,9	3,7	2,3	2,4
2003	1,0	1,3	1,5	3,1	1,3	2,2	3,4	4,0	2,8	2,5	2,2	3,3	2,1	2,0
2004	1,8	2,0	1,9	3,1	0,1	2,3	3,0	2,3	2,3	3,2	1,4	2,5	2,1	0,9
2005	1,9	2,1	2,5	3,4	0,8	1,9	3,5	2,2	2,2	3,8	1,5	2,1	2,2	1,7
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2001	4,8	5,1	5,1	5,1	5,0	4,9	5,3	5,0	5,2	4,9	5,0	5,2	5,0	5,1
2002	4,8	5,0	5,0	5,0	5,0	4,9	5,1	5,0	5,0	4,7	4,9	5,0	4,9	5,1
2003	4,1	4,2	4,2	4,1	4,1	4,1	4,3	4,1	4,3	4,0	4,1	4,2	4,1	4,3
2004	4,0	4,2	4,2	4,1	4,1	4,1	4,3	4,1	4,3	4,2	4,1	4,1	4,1	4,3
2005	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,6	3,3	3,6	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001	– 2,9	0,1	0,6	– 0,5	5,2	– 1,6	– 6,1	0,8	– 3,2	6,1	– 0,2	– 4,2	– 1,9	2,6
2002 *r*	– 3,7	– 0,5	–	– 0,3	4,1	– 3,2	– 4,9	– 0,4	– 2,9	2,0	– 2,0	– 2,9	– 2,5	1,2
2003 *r*	– 4,0	– 1,5	0,1	–	2,5	– 4,2	– 5,8	0,2	– 3,4	0,2	– 3,1	– 2,9	– 3,0	1,0
2004 *r*	– 3,7	– 1,1	–	– 0,1	2,3	– 3,7	– 6,9	1,5	– 3,4	– 1,1	– 1,9	– 3,2	– 2,8	2,7
2005	– 3,3	– 1,5	0,1	1,1	2,6	– 2,9	– 4,5	1,0	– 4,1	– 1,9	– 0,3	– 6,0	– 2,4	4,9
IV. Dette des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001	59,6	67,0	108,0	56,3	43,6	56,8	114,4	35,9	110,9	6,7	51,5	53,6	69,3	48,0
2002 *r*	60,3	66,0	103,2	52,5	41,3	58,2	110,7	32,1	105,5	6,5	50,5	55,5	68,1	46,8
2003 *r*	63,8	64,4	98,5	48,9	44,3	62,4	107,8	31,1	104,2	6,3	51,9	57,0	69,3	44,4
2004 *r*	65,5	63,6	94,7	46,4	44,3	64,4	108,5	29,4	103,8	6,6	52,6	58,7	69,8	42,6
2005	67,7	62,9	93,3	43,2	41,1	66,8	107,5	27,6	106,4	6,2	52,9	63,9	70,8	35,8

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.01-17 (suite et fin)

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat — *Unité* : %

États membres	Royaume-Uni	Suède	U E à 15	Chypre	Estonie	Hongrie	Lettonie	Lituanie	Malte	Pologne	République tchèque	Slovaquie	Slovénie	U E à 25
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)														
(Taux de variation moyen annuel)														
2001 *r*	1,2	2,7	2,2	2,0	5,6	9,1	2,5	1,6	2,5	5,3	4,5	7,2	8,6	2,5
2002 *r*	1,3	1,9	2,1	2,8	3,6	5,2	2,0	0,3	2,6	1,9	1,4	3,5	7,5	2,1
2003 *r*	1,4	2,3	2,0	4,0	1,4	4,7	2,9	– 1,1	1,9	0,7	– 0,1	8,4	5,7	1,9
2004 *r*	1,3	1,0	2,0	1,9	3,0	6,8	6,2	1,2	2,7	3,6	2,6	7,5	3,7	2,1
2005	2,1	0,8	2,1	2,0	4,1	3,5	6,9	2,7	2,5	2,2	1,6	2,8	2,5	2,2
II. Taux d'intérêt à long terme														
(Moyenne annuelle)														
2001 *r*	5,0	5,1	5,0	7,6	10,2	8,0	7,6	8,2	6,2	10,7	6,3	8,0	...	...
2002 *r*	4,9	5,3	4,9	5,7	8,4	7,1	5,4	6,1	5,8	7,4	4,9	6,9	...	...
2003 *r*	4,6	4,6	4,2	4,7	5,3	6,8	4,9	5,3	5,0	5,8	4,1	5,0	6,4	4,3
2004 *r*	4,9	4,4	4,3	5,8	4,4	8,2	4,9	4,5	4,7	6,9	4,8	5,0	4,7	4,4
2005	4,5	3,4	3,6	5,2	4,0	6,6	3,9	3,7	4,6	5,2	3,5	3,5	3,8	3,7
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	0,7	2,5	– 1,2	– 2,3	0,3	– 3,5	– 2,1	– 2,0	– 6,6	– 3,7	– 5,9	– 6,6	– 3,9	– 1,3
2002 *r*	– 1,6	– 0,2	– 2,2	– 4,5	1,0	– 8,4	– 2,3	– 1,4	– 5,6	– 3,2	– 6,8	– 7,7	– 2,7	– 2,3
2003 *r*	– 3,3	0,1	– 2,9	– 6,3	2,4	– 6,4	– 1,2	– 1,2	– 10,2	– 4,7	– 6,6	– 3,7	– 2,8	– 3,0
2004 *r*	– 3,3	1,8	– 2,6	– 4,1	1,5	– 5,4	– 0,9	– 1,5	– 5,1	– 3,9	– 2,9	– 3,0	– 2,3	– 2,6
2005	– 3,6	2,9	– 2,3	– 2,4	1,6	– 6,1	0,2	– 0,5	– 3,3	– 2,5	– 2,6	– 2,9	– 1,8	– 2,3
IV. Dette des administrations publiques														
(% du PIB)														
2001 *r*	38,7	54,3	63,1	61,9	4,7	52,2	15,0	22,9	63,5	36,7	26,3	49,2	28,4	62,0
2002 *r*	37,6	52,0	61,5	65,2	5,5	55,0	13,5	22,3	61,2	39,8	28,8	43,3	29,7	60,5
2003 *r*	39,0	51,8	63,1	69,7	6,0	56,7	14,4	21,2	71,3	43,9	30,0	42,7	29,1	62,0
2004 *r*	40,8	50,5	63,4	71,7	5,4	57,1	14,6	19,5	76,2	41,9	30,6	41,6	29,5	62,4
2005	42,8	50,3	64,6	70,3	4,8	58,4	11,9	18,7	74,7	42,5	30,5	34,5	29,1	63,4

(1) Critères précisés dans la partie 3 « Définitions » du chapitre.

Chapitre I.02

○ Prix à la consommation

1 Présentation.

2 Méthodologie.

3 Sources de documentation.

❍ Liste des tableaux

1 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - France entière.

2 Indice des prix à la consommation des ménages « urbains » dont le chef est employé ou ouvrier - France entière.

3 Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages - Départements d'outre-mer.

4 Indice des prix à la consommation des ménages - Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

5 Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 25 pays de l'Union européenne.

6 Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

1

○ Présentation

Avec 1,5 % de hausse entre décembre 2004 et 2005, l'évolution de l'indice des prix à la consommation passe, pour la première fois depuis 2001, sous la barre symbolique des 2 %. La hausse est ainsi l'une des plus faibles depuis 35 ans. Pourtant, en 2005, la forte poussée des prix de l'énergie s'est poursuivie, en particulier pour les produits pétroliers.

En deux ans, les combustibles liquides ont renchéri de 59 % et les carburants de 24,9 %. Les services restent cependant la composante principale de l'inflation, mais fait nouveau, la progression des prix est moins rapide en 2005 pour plusieurs d'entre eux. L'inflation sous-jacente, qui reflète les évolutions profondes des coûts de production et la confrontation de l'offre et de la demande, se réduit régulièrement depuis 2002 pour atteindre seulement 1 % en 2005 après 1,3 % en 2004 et 1,6 % en 2003.

Les prix à la consommation de l'énergie progressent de 8,2 %, prolongeant l'augmentation de 2004 pour atteindre 19,2 % en deux ans. Les prix des produits pétroliers sont en hausse de 11,1 % sur l'année et de 29,4 % entre décembre 2003 et décembre 2005. Les prix des combustibles liquides (fiouls domestiques) augmentent de 22,4 % et ceux des carburants de 9,4 %. À cela s'ajoute le renchérissement de 11,2 % du gaz de ville (15,3 % en deux ans), les tarifs ayant été relevés en juillet, septembre et novembre.

Comme en 2004, l'alimentation contribue peu à l'inflation. Le renchérissement (0,7 %) est cependant supérieur à celui de 2004, qui était de 0,1 %. Les prix des produits frais progressent de 1,9 % du fait des hausses de 4,1 % des prix des fruits frais et de 6,4 % des prix des poissons et crustacés frais. À l'inverse, les prix des légumes frais sont en recul de 2,3 %.

Dans l'alimentation hors produits frais, 2005 est marquée par la poursuite d'une relative stabilité avec une hausse de 0,4 %, après 0,2 % en 2004. En comparaison avec les années antérieures, les prix sont plus sages : de 1999 à 2003 les hausses étaient comprises entre 1,2 % et 4,7 %. L'indice d'ensemble masque par ailleurs des situations contrastées selon les produits : + 6,5 % pour les cafés et + 4,1 % pour les huiles et margarines, - 3,7 % pour les œufs et - 1,2 % pour les eaux minérales et de sources.

Les prix des services restent l'un des moteurs de l'inflation. En augmentant de 2,5 %, après une hausse de 2,6 % en 2004, ils contribuent pour 1,0 point au 1,5 % de hausse des prix en 2005.

Les services à fort contenu en main-d'œuvre sont à l'origine de nombreuses augmentations cette année encore. Fait nouveau, pour certains d'entre eux comme les services de réparation de véhicule personnel (6,4 % en 2004 et 4,8 % en 2005) ou les services domestiques (6,2 % en 2004 et 5,3 % en 2005), la hausse est moindre en 2005. Par ailleurs, les prix des assurances marquent aussi le pas (habitation : 5,7 % en 2004 et 3,4 % en 2005 ; santé : 3,8 % en 2004 et 3,5 % en 2005).

Comptant pour près de 6 % dans l'indice d'ensemble, les loyers des résidences principales continuent de progresser (3,5 % ; 13,0 % en 4 ans). Conséquences de mises aux normes, les relèvements de tarifs, par le biais de taxes locales, expliquent les hausses des prix des services d'enlèvement des ordures ménagères (5,7 % ; 22,3 % en 4 ans) et des services d'assainissement (5,1 % ; 13,2 % en 4 ans). Pour l'ensemble des services, la principale baisse vient des télécommunications, en pleine expansion depuis plusieurs années grâce à la téléphonie mobile et à la généralisation du haut débit (accès Internet, téléphonie mobile, télévision). Les prix ont reculé de 2,1 % en 2005 après - 1,1 % en 2004.

Les produits manufacturés baissent (- 0,6 %) plus qu'en 2004 (- 0,1 %). Dans l'habillement et chaussures, les mouvements saisonniers consécutifs aux soldes et promotions continuent de rythmer les évolutions des prix au cours de l'année. La fin des quotas du textile chinois n'a pas eu d'effet visible : les prix de vente au détail se maintiennent en 2005.

La baisse des prix ne s'est pas démentie pour les biens durables hors automobile cette année encore. Cela concerne notamment les équipements de téléphone et télécopie dont les prix ont chuté de 33,7 % en deux ans.

En France, l'inflation mesurée à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établit à + 1,8 % en glissement annuel en 2005 (+ 2,3 % en 2004). Par comparaison, l'IPCH des pays membres de l'Union Européenne enregistre une hausse de 2,1 % en 2005 au lieu de 2,2 % un an auparavant, tandis que celui des pays membres de la zone euro s'accroît de 2,2 % (+ 2,4 % en 2004).

2

○ Méthodologie

21. Indice des prix à la consommation (base 100 : année 1998) mis en œuvre en février 1999

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, a remplacé l'indice des prix base 100 en 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des Dom, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, une rénovation des indices, des nomenclatures d'analyse, des pondérations, et l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

211. Une couverture sectorielle élargie dans un champ redéfini

Le champ de l'IPC base 100 en 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services essentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles, maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

En janvier 2000, l'IPC s'est enrichi du suivi de l'assurance santé complémentaire (mutuelles, institutions de prévoyance et compagnies d'assurance). En janvier 2001, la couverture sectorielle de l'IPC s'est élargie aux services d'hébergement pour adultes handicapés. Ceux-ci constituent le groupe 12413 « établissements pour adultes handicapés », le 161ème de l'IPC base 100 en 1998. La couverture de la consommation marchande des ménages a ainsi été améliorée.

212. L'intégration des Dom

Conformément au choix opéré dans la Comptabilité nationale, le champ de l'IPC en base 100 en 1998 a été étendu aux Dom et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

213. La nomenclature de production et de diffusion

L'IPC base 100 en 1998 intègre complètement la nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose).

L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).

Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :

– le niveau 5 est retenu comme niveau de diffusion courant. Il a été choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas plus ou moins 1 %).

– le niveau 6 est celui auquel les pondérations sont mises à jour chaque année et explicitement calculées. Seules les publications de données en moyennes annuelles sont effectuées à ce niveau de nomenclature.

214. Les indices complémentaires

D'autres indicateurs synthétiques accompagnent l'IPC : l'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.
L'Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est aussi calculé en parallèle à l'IPC (cf. 22).

215. Les pondérations des produits

Les pondérations de l'IPC et de l'IPCH s'appuient en premier lieu sur les évaluations de la consommation des ménages par la Comptabilité nationale. Elles sont révisées chaque année. Ainsi pour l'année courante n, elles sont recalculées à partir des données de la Comptabilité nationale (n-2) actualisées par l'évolution des prix à la consommation (n-2), (n-1).

216. Les supports de diffusion

À partir de 2005 les indices sont publiés vers le 13 de chaque mois et sont définitifs. Les données sont diffusées dès leur parution sous la forme d'un numéro d'Informations-Rapides et sur le site Internet de l'Insee.

217. Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.
Depuis l'été 2004 la collecte des prix se fait au moyen de tablettes électroniques, ce qui a permis des gains en termes de fiabilité et de délais de publication.

218. Un indice « ménages modestes »

L'indice des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du Smic. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.
La pondération de cet indice est donc régulièrement revue en fonction des résultats de l'enquête Budget des Familles.
Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux Dom. L'impact statistique de ce choix est minime. Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains employés et ouvriers sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2. Les ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

219. Traitement des prix des produits frais

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, a été réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations du panier mensuel à partir des données de l'année 1998. Les produits frais représentent 2,2 % de l'indice en 2005.
La distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que celle de la base précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

220. Mensualisation, prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'Insee auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 en 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.
Dans l'indice base 100 en 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 en 1990 publié en février 1993, une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

221. Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998

En 2005, le champ théorique de l'indice des prix à la consommation couvre 94,8 % de la consommation marchande des ménages.
Sont exclus du champ théorique de l'indice les jeux de hasard, l'assurance vie, le secteur hospitalier privé et une partie de l'action sociale.
Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la consommation des ménages des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :
– exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 11 % de la consommation effective des ménages ;
– exclusion de la consommation non marchande qui représente 17 % du même agrégat.
Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 5,2 % de l'IPC en 2005 réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs.....	0,13 %
Services des hôpitaux.....	1,20 %
Jeux de hasard et d'argent.....	0,92 %
Une partie de l'action sociale.....	1,52 %
Assurance vie.....	1,45 %
	5,22 %

222. Raccordements des séries base 100 en 1998 avec les séries base 100 en 1990 antérieurement publiées

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (100 en 1998) et (100 en 1990), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement, deux solutions sont proposées aux utilisateurs.
La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.
La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.
En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et Dom). L'indice moyen annuel de 1998 (base 100 en 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (base 100 en 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :
Indice moyen 1998 (base 100 en 1990) / Indice moyen 1998 (base 100 en 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.
Des coefficients de raccordement entre indices base 100 en 1990 et indices base 100 en 1998 peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier (France entière)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par Dom ensemble des ménages	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac Hors tabac	Économique Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et Dom)		Économique

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains employés et ouvriers	
	2004	2005	2004	2005
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15,39	15,50	16,47	16,75
02. Boissons alcoolisées et tabac	3,81	3,67	4,59	4,46
dont tabac (022)	(2,09)	(1,94)	(2,89)	(2,73)
03. Habillement et chaussures	4,85	5,39	4,45	5,19
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	13,35	13,33	17,76	15,77
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison	6,11	5 ,93	5,19	4 ,95
06. Santé	9,92	10,15	9,24	9,84
07. Transports	16,32	16,50	15,17	15,56
08. Communications	2,55	2,89	2,69	3,24
09. Loisirs et culture	8,58	8,91	7,22	7,85
10. Éducation	0,23	0,23	0,15	0,15
11. Hôtellerie, cafés, restauration	8,21	6,78	7,11	6,12
dont restauration et cafés (111)	(6,73)	(5,59)	(5,75)	(4,96)
dont services d'hébergement (112)	(1,48)	(1,19)	(1,36)	(1,16)
12. Autres biens et services	10,68	10,72	9,96	10,12
	100,0	100,0	100,0	100,0

223. Indices Sous-Jacents et CVS

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) prend en compte les extensions de couverture et l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

En janvier 2000, les données ont été recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.

Sa couverture sectorielle est améliorée. L'extension porte principalement sur les secteurs de la santé (hors hôpitaux), de l'éducation, de la protection sociale (crèches, assistantes maternelles), des assurances (assurance santé) et de services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, séparation entre distribution d'eau et l'assainissement). Tous ces produits sont suivis dans l'IPC. Les extensions de couverture représentent 4,5 % de la pondération de l'IPCH révisé.

Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français. Le champ de l'IPCH révisé est ainsi la dépense de consommation finale monétaire des ménages. Celle-ci reflète le coût des produits consommés restant à leur charge après transferts sociaux (prestations sociales en nature, fourniture de biens et services gratuits par les administrations). Ainsi, dans le secteur de la santé, l'IPCH suit les prix « nets » des remboursements de la sécurité sociale (ticket modérateur pour les médicaments par exemple), à compter de janvier 2001, alors que l'IPC suit les prix « bruts » représentatifs du coût des produits consommés (prix de vente du médicament pour reprendre le même exemple).

3 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'Insee.

Organisme :

– Insee.

Sites Internet :

– www.indices.insee.fr
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Documents de travail :

– « Convergence des niveaux de prix à la consommation et intégration de la zone monéraire européenne », n° E2005/07, Céline Thévenot.

– « Impact des ajustements de qualité dans le calcul de l'indice des prix à la consommation », n° F0404, Dominique Guédès, mai 2004.

– « Prévisions d'inflation pour la France », n° G2002/12, François Hild.

Insee-Méthodes :

– « Pour comprendre l'indice des prix Insee », nos 81-82, décembre 1998.

Insee-Première :

– « Malgré l'énergie, une inflation modérée en 2005 », n° 1075, mai 2006 ;

– « Services et énergie : moteurs de la hausse des prix en 2004 », n° 1027, juillet 2005 ;

– « La baisse des prix du pétrole limite l'inflation en 2001 », n° 837, mars 2002 ;

– « Une inflation contenue en 2000 », n° 763, mars 2001.

Insee-Résultats, société :

– « Indice des prix à la consommation en base 100 en 1998 : séries longues rétropolées, de 1990 à 2002 » , n° 17, août 2003. Cédérom inclus.

Économie et statistique :

– « La rigidité des prix en France : quelques enseignements des relevés de prix à la consommation », n° 386, mars 2006 ;

– « Mesurer l'évolution des prix des services de téléphonie mobile : une entreprise difficile », n° 362, 2003 ;

– « La mesure des prix dans les domaines de la santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, 2003 ;

– « Les indices de prix à utilité constante », n° 335, 2000-5.

Autres

– « Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH), petit guide de l'utilisateur », Commission Européenne, mars 2004.

TABLEAU I.02-1

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2002	2003	2004	2005	Pondération 2005
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**105,9**	**108,1**	**110,4**	**112,4**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	105,5	107,5	109,3	111,2	9 806
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**111,3**	**113,8**	**114,3**	**114,5**	**1 550**
Produits alimentaires	**112,0**	**114,5**	**115,0**	**115,3**	**1 422**
Pain et céréales	109,4	112,1	114,2	114,3	220
dont : Pain	109,4	112,8	116,4	118,4	62
Viandes	112,4	113,6	116,1	117,8	424
Poissons et crustacés	113,7	115,6	115,5	115,9	119
Laits, fromages et œufs	110,9	113,0	113,4	112,0	224
Huiles et graisses	110,7	113,5	113,2	113,3	40
Légumes	114,8	117,5	111,5	113,8	138
Fruits	114,4	121,3	117,0	115,7	95
Sucre, confitures, chocolat, confiserie et produits glacés	108,0	112,8	115,4	113,9	103
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a	115,4	119,3	121,4	121,1	59
Boissons non alcoolisées	**103,0**	**105,7**	**106,4**	**105,2**	**128**
Café, thé, cacao	98,5	102,4	102,9	103,3	43
Autres boissons non alcoolisées	105,9	108,0	108,8	106,7	85
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**115,2**	**125,3**	**143,3**	**143,5**	**367**
Boissons alcoolisées	**105,8**	**107,9**	**109,7**	**109,5**	**173**
Alcools	101,8	102,7	103,1	102,8	49
Vins, cidres et champagne	108,1	110,5	113,2	113,1	104
Bières	104,3	108,1	109,8	108,6	20
Tabac	**124,5**	**142,3**	**177,2**	**178,1**	**194**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**101,8**	**101,4**	**101,7**	**101,9**	**539**
Habillement	**101,5**	**101,0**	**101,0**	**101,1**	**435**
dont : Tissus d'habillement	100,3	98,9	97,6	96,5	1
Vêtements	101,0	100,3	100,3	100,2	381
Chaussures y compris réparations	**103,0**	**102,9**	**103,9**	**104,9**	**104**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**105,0**	**107,8**	**111,0**	**116,2**	**1 333**
Loyers d'habitation effectifs	**104,9**	**107,9**	**111,2**	**115,1**	**610**
Entretien et réparation courante du logement	**103,0**	**106,3**	**109,9**	**113,6**	**148**
Produits pour l'entretien et la réparation courante du logement	105,6	107,9	109,8	111,4	25
Services pour l'entretien et la réparation courante du logement	102,5	105,9	109,8	113,9	123
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	**106,7**	**109,5**	**113,3**	**118,3**	**168**
Électricité, gaz et autres combustibles	**105,1**	**107,7**	**110,1**	**118,0**	**407**
Électricité	93,9	94,9	96,3	96,2	204
Gaz	117,6	121,0	117,8	127,0	111
dont : Gaz de ville	114,9	117,4	111,2	118,7	89
Combustibles liquides	126,0	135,1	154,9	201,0	72
Combustibles solides	108,7	110,8	113,9	115,9	5
Eau chaude, vapeur et glace	108,1	108,1	108,1	108,1	15
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**104,3**	**105,5**	**106,8**	**107,8**	**593**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (y compris réparation)	**104,3**	**105,3**	**106,4**	**107,6**	**148**
Meubles et articles d'ameublement	104,5	105,4	106,7	107,9	143
Tapis et autres revêtements de sol	101,4	100,8	100,6	99,1	5
Articles de ménage en textile	**103,6**	**105,4**	**106,0**	**104,9**	**45**
Appareils ménagers	**95,7**	**93,2**	**91,1**	**90,1**	**95**
dont : Gros appareils ménagers électriques ou non	93,0	89,8	86,9	85,8	74
Petits appareils électroménagers	98,3	97,4	96,1	94,6	14
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**106,6**	**108,4**	**110,2**	**111,3**	**67**
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**104,0**	**105,4**	**106,1**	**106,2**	**44**
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	**108,8**	**112,2**	**115,8**	**119,0**	**194**
Articles de ménage non durables	110,6	112,8	113,0	112,0	97
Services domestiques et autres services pour l'habitation	107,6	111,7	117,6	124,1	97

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.02-1 (suite et fin)

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Classification par fonction de consommation	2002	2003	2004	2005	Pondération 2005
6. SANTÉ	**101,3**	**103,3**	**103,4**	**103,6**	**1 015**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériel thérapeutiques	**98,3**	**98,2**	**97,5**	**96,7**	**499**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux (Services ambulatoires)	**104,0**	**107,8**	**108,7**	**109,8**	**516**
Service des médecins	108,1	113,9	115,2	117,0	241
Service des dentistes	92,1	92,9	93,1	94,1	100
Services paramédicaux	104,0	106,5	107,2	107,4	175
7. TRANSPORT	**107,0**	**109,5**	**113,2**	**118,2**	**1 650**
Achats de véhicules	**101,2**	**102,7**	**104,2**	**104,6**	**443**
Automobiles neuves et d'occasion	101,1	102,8	104,5	105,0	411
Motos, cycles	102,6	101,7	101,2	100,5	32
Utilisation de véhicules personnels	**109,5**	**112,2**	**117,7**	**125,8**	**992**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	102,5	103,8	107,3	110,3	296
Carburants et lubrifiants	113,7	116,2	124,7	140,4	391
Entretien et réparation de véhicules personnels	112,8	117,7	122,7	127,9	212
Autres services liés aux véhicules personnels	106,7	109,3	111,4	114,2	93
Services de transport	**107,3**	**111,0**	**112,1**	**113,6**	**215**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	107,6	111,5	114,4	117,7	47
Transports routiers de voyageurs	105,4	107,2	109,2	110,7	65
Transports aériens de voyageurs	107,9	114,0	111,6	111,2	66
8. COMMUNICATIONS	**90,6**	**90,1**	**90,3**	**90,0**	**289**
Services postaux	102,4	107,7	111,4	116,4	22
Équipement et services de téléphone et de télécopie	89,4	88,5	88,4	87,8	267
9. LOISIRS ET CULTURE	**99,6**	**99,1**	**98,6**	**97,6**	**891**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**78,3**	**72,9**	**67,3**	**61,1**	**208**
dont : Équipements audio-visuels	76,5	69,5	62,3	55,4	57
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	79,1	70,7	60,8	51,1	18
Matériel de traitement de l'information (y compris micro-ordinateurs)	40,9	33,3	28,3	24,2	61
Supports d'enregistrement de l'image et du son	96,9	96,6	93,8	89,8	56
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (y compris réparation)	**105,5**	**106,6**	**107,7**	**108,4**	**17**
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	**103,5**	**104,4**	**103,8**	**103,4**	**212**
Services récréatifs et culturels	**107,9**	**110,0**	**112,8**	**115,7**	**260**
Presse, livres et papeterie	**106,3**	**107,5**	**109,2**	**110,9**	**164**
Voyages touristiques tout compris	**112,9**	**113,3**	**115,3**	**119,0**	**30**
10. ÉDUCATION	**107,1**	**109,5**	**112,6**	**116,0**	**23**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**110,4**	**113,2**	**116,3**	**119,3**	**678**
Restauration et cafés	109,4	112,2	115,1	117,9	559
Service d'hébergement	114,7	118,1	122,1	125,9	119
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**106,9**	**109,6**	**112,5**	**114,7**	**1 072**
Soins personnels	111,0	114,4	116,4	117,0	310
Effets personnels n.d.a.	103,4	104,4	104,9	105,9	116
Protection sociale	109,0	112,1	117,4	122,4	287
Assurances	104,1	107,5	111,5	113,5	178
Services financiers	103,2	105,1	106,1	108,0	59
Autres services	103,2	105,0	107,1	108,9	122

(1) Les indices mensuels sont disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).

TABLEAU I.02-2

Indice des prix à la consommation des ménages " urbains " dont le chef est employé ou ouvrier (moyennes annuelles) - France entière (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	2000	2003	2004	2005	Pondération 2005
Ensemble y compris tabac	**102,2**	**108,5**	**111,0**	**112,9**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**102,0**	**107,6**	**109,3**	**111,2**	**9 727**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,6	113,8	114,3	114,5	1 675
Boissons alcoolisées, tabac	107,0	129,2	150,1	105,4	446
Articles d'habillement et chaussures	100,2	101,4	101,7	101,9	519
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,0	107,3	110,2	114,5	1 577
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,6	104,5	105,4	105,9	495
Santé	100,6	104,3	104,5	104,8	984
Transports	106,2	109,7	113,5	118,5	1 556
Communications	95,2	89,9	90,1	89,8	324
Loisirs et culture	98,9	99,4	98,6	97,5	785
Éducation	102,9	109,5	112,6	116,0	15
Hôtellerie, cafés, restauration	103,4	112,9	116,0	119,0	612
Autres biens et services	101,8	109,8	112,6	104,5	1 012

(1) Les indices mensuels sont disponibles sur Internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).

TABLEAU I.02-3

Indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages (moyennes annuelles) Départements d'outre-mer (1)

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 1998

Secteurs conjoncturels	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	Pondération 2005	Année 2005	Pondération 2005	Année 2005	Pondération 2005	Année 2005	Pondération 2005	Année 2005
Alimentation hors tabac	2 171	114,1	2 168	117,7	2 169	111,2	1 977	108,6
Tabac	78	198,5	74	230,6	130	237,3	197	281,2
Produits manufacturés	2 973	102,6	2 947	102,4	2 451	98,1	3 044	105,1
Énergie	927	127,7	845	121,2	731	124,6	700	124,1
Services	3 851	114,0	3 967	115,0	4 519	111,1	4 082	116,9
Alimentation (y compris tabac)	2 249	116,2	2 242	118,9	2 299	115,3	2 174	116,3
Produits manufacturés (y compris énergie)	3 900	108,0	3 791	106,4	3 182	103,7	3 744	108,6
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	2 196	106,2	2 159	104,0	1 827	101,4	2 285	105,7
Ensemble	**10 000**	**112,5**	**10 000**	**112,8**	**10 000**	**109,9**	**10 000**	**113,5**
Ensemble hors énergie	**9 073**	**111,0**	**9 155**	**112,0**	**9 269**	**108,8**	**9 300**	**112,7**
Ensemble hors tabac	**9 922**	**111,9**	**9 926**	**112,5**	**9 870**	**108,7**	**9 803**	**111,5**
Ensemble hors produits frais	**9 588**	**111,8**	**9 411**	**112,0**	**9 548**	**109,4**	**9 724**	**114,3**

(1) Les indices mensuels de la totalité des postes sont disponibles sur internet (cf. partie « 3 Sources de documentation »).

TABLEAU I.02-4

Indice des prix à la consommation des ménages (moyennes annuelles) - Nouvelle-Calédonie et Polynésie française

Sources : Services territoriaux de statistique

	1999	2000	2002	2003	2004	2005	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992							
Ensemble	**111,4**	**113,1**	**117,8**	**119,2**	**120,2**	**121,7**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**110,8**	**112,2**	**116,7**	**118,1**	**119,1**	**120,5**	**9 750**
dont : Alimentation	116,9	117,6	123,5	125,8	127,3	129,0	2 691
Produits manufacturés	105,1	107,1	111,8	112,0	112,1	113,0	3 747
Services	113,9	116,1	120,0	121,7	123,3	125,1	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988 (1)							
Ensemble	**115,1**	**116,3**	**120,8**	**121,3**	**121,8**	**123,0**	///
dont : Alimentation	116,5	117,4	126,1	127,0	129,8	132,9	///
Produits manufacturés	107,1	108,3	109,6	109,3	108,1	107,1	///
Services	123,6	125,0	129,5	130,7	131,9	134,5	///
Polynésie française : Base 100 en août 2003							
Ensemble	**94,9**	**95,9**	**99,6**	**100,1**	**100,5**	**101,5**	**1 000 000**
dont : Alimentation	92,1	92,8	99,7	100,4	102,6	105,1	240 380
Produits manufacturés	98,0	99,1	100,3	100,1	99,0	98,0	372 840
Services	94,4	95,5	98,9	99,8	100,8	102,7	386 780

(1) Les indices base 100 en décembre 1988 avaient les valeurs suivantes en août 2003 : indice d'ensemble : 121,2 ; Alimentation : 126,5 ; Produits manufacturés : 109,2 ; Services : 130,9.

TABLEAU I.02-5

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) des 25 pays de l'Union européenne (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat — *Unité* : %

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	0,6	1,4	1,9	1,4 *r*	1,0	1,8	1,9
Autriche	0,5	2,0	2,3	1,7	1,3	2,0	2,1
Belgique	1,1	2,7	2,4	1,6	1,5	1,9	2,5
Danemark	2,1	2,7	2,3	2,4	2,0	0,9	1,7
Espagne	2,2	3,5	2,8	3,6	3,1	3,1	3,4
Finlande	1,3	2,9 *r*	2,7	2,0	1,3	0,1	0,8
France	**0,6**	**1,8**	**1,8**	**1,9**	**2,2**	**2,3**	**1,9**
Grèce	2,1	2,9	3,7	3,9	3,4	3,0	3,5
Irlande	2,5	5,3	4,0	4,7	4,0	2,3	2,2
Italie	1,7	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2
Luxembourg	1,0	3,8	2,4	2,1	2,5	3,2	3,8
Pays-Bas	2,0	2,3	5,1	3,9	2,2	1,4	1,5
Portugal	2,2	2,8	4,4	3,7	3,3	2,5	2,1
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	2,1
Suède	0,5 *r*	1,3	2,7 *r*	1,9 *r*	2,3	1,0	0,8
Union européenne (à 15)	**1,2**	**1,9**	**2,2**	**2,1**	**2,0**	**2,0**	**2,1**
Chypre	1,1	4,9	2,0	2,8	4,0	1,9	2,0
Estonie	3,1	3,9	5,6	3,6	1,4	3,0	4,1
Hongrie	10,0	10,0	9,1	5,2	4,7	6,8	3,5
Lettonie	2,1	2,6	2,5	2,0	2,9	6,2	6,9
Lituanie	1,5 *r*	1,1 *r*	1,6 *r*	0,3 *r*	– 1,1	1,2 *r*	2,7
Malte	2,3	3,0	2,5	2,6	1,9	2,7	2,5
Pologne	7,2 *e*	10,1	5,3	1,9	0,7	3,6	2,2
République tchèque	1,8	3,9	4,5	1,4	– 0,1	2,6	1,6
Slovaquie	10,4	12,2	7,2	3,5	8,4 *r*	7,5	2,8
Slovénie	6,1	8,9	8,6	7,5	5,7	3,7 *r*	2,5
Union européenne (à 25)	**1,6 *e***	**2,4**	**2,5**	**2,1**	**1,9**	**2,1**	**2,2**

(1) Taux de variation moyen annuel.

TABLEAU I.02-6

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : Insee

Unité : Base 100 en 1998

Années	Remboursables par la Sécurité sociale		Non remboursables par la Sécurité sociale	
	Décembre	Moyenne annuelle	Décembre	Moyenne annuelle
1998	99,8	100,0	100,8	100,0
1999	99,1	99,5	103,4	102,4
2000	98,2	98,8	105,1	104,7
2001	96,0	97,5	107,7	106,3
2002	95,7	96,0	110,5	109,4
2003	94,6	95,2	116,2	113,3
2004	93,3	93,6	118,0	117,3
2005	91,3	92,2	119,8	119,2

Chapitre J.01

Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).

2 Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).

3 Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année).

4 Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année).

5 Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année).

6 Tableau d'opérations financières (Tof) (encours en fin d'année et flux).

7 Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2005 (encours en fin d'année).

8 Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel).

9 Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année).

10 Principaux taux d'intérêt débiteurs.

11 Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année).

12 Crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année).

13 Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année).

14 Taux d'intérêt pour la France et différents pays.

1

❍ Présentation

L'euro se déprécie en 2005. Ce mouvement contraste avec la phase d'appréciation qu'a connue la monnaie européenne au cours des trois années précédentes. Il est notamment lié à l'inversion du différentiel de taux d'intérêt entre la zone euro et les États-Unis enregistré à la fin de l'année 2004, suite au relèvement des taux directeurs de la Réserve Fédérale américaine. Entre décembre 2004 et décembre 2005, le taux de change effectif nominal de l'euro baisse de 6,0 % selon la Banque centrale européenne (BCE), alors qu'il avait augmenté de 2,8 % entre décembre 2003 et décembre 2004. Face au dollar, l'euro chute de 11,6 % sur un an après une hausse de 9,1 % l'année précédente.

En décembre 2005, la BCE augmente ses taux directeurs de 25 points de base. En particulier, son principal taux directeur (taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement) est porté à 2,25 %, alors qu'il était resté à 2 % depuis juin 2003. Le Conseil des Gouverneurs de la BCE justifie le relèvement des taux directeurs par la montée des risques inflationnistes, liés notamment à la hausse des cours pétroliers et à la forte progression des agrégats monétaires.

Le taux interbancaire à trois mois dans la zone euro (Euribor), dont les évolutions sont principalement guidées par les taux directeurs, s'établit à 2,5 % en décembre 2005, contre 2,2 % en décembre 2004. Le taux des obligations publiques à dix ans de la zone euro enregistre une baisse sur l'ensemble de l'année, passant de 3,7 % en décembre 2004 à 3,4 % en décembre 2005. Toutefois, il s'inscrit en hausse au quatrième trimestre, porté par le relèvement des taux de la BCE et le redressement des taux à long terme américains. En France, le taux des emprunts d'État à 10 ans connaît des évolutions similaires, et atteint 3,4 % en décembre 2005 contre 3,6 % en décembre 2004.

L'écart de taux d'intérêt entre les obligations privées et publiques est relativement stable en 2005 : il baisse de 6 points de base seulement pour les obligations de 1 à 3 ans et augmente très légèrement, de 8 points de base, pour les obligations de 7 à 10 ans.

Dans la zone euro, le taux moyen des crédits des Institutions Financières Monétaires (IFM) aux Sociétés Non Financières (SNF) progresse pour les crédits à moins d'un an, passant de 3,3 % en décembre 2004 à 3,5 % en décembre 2005, du fait de la hausse des taux directeurs en fin d'année. En revanche, les taux sur les prêts à plus long terme continuent de baisser, passant de 4,0 % à 3,9 % dans le même temps. En ce qui concerne les crédits aux ménages, les taux baissent aussi bien sur les crédits à la consommation (de 6,9 % en décembre 2004 à 6,7 % en décembre 2005) que sur les crédits à l'habitat (de 4,3 % à 4,0 % aux mêmes dates, pour les crédits à plus d'un an). En France, le taux moyen des crédits aux SNF à moins d'un an est stable par rapport à l'année précédente à 3,1 % en décembre 2005. Le taux moyen sur les crédits à plus long terme s'établit à 3,7 % en décembre 2005 contre 3,9 % en décembre 2004. Le taux moyen des crédits à la consommation des ménages fléchit, de 6,3 % en décembre 2004 à 6,1 % en décembre 2005. Dans le même temps, le taux moyen des crédits à l'habitat baisse également, de 3,9 % à 3,5 % (pour les crédits à plus d'un an).

Avec un glissement annuel de 8,4 % en décembre 2005, contre 6,3 % en décembre 2004, l'agrégat monétaire M3 de la zone euro enregistre une croissance nettement supérieure à la valeur de référence de moyen terme de 4,5 % établie par la BCE. Ceci est lié au niveau historiquement bas des taux d'intérêt. La forte croissance de M3 est surtout due à celle des billets et pièces, qui atteint 13,8 % en décembre 2005 en glissement annuel, et à celle des dépôts à vue, qui augmentent de 18,8 %. Dans le même temps, les autres dépôts à court terme diminuent de 4,5 %, tandis que les instruments négociables ne progressent que de 3,4 %. S'agissant des contreparties de M3, les crédits aux agents du secteur privé et du secteur public s'inscrivent en hausse, tout comme les titres émis par ces mêmes agents et les créances sur l'extérieur.

La contribution de la France à l'agrégat M3 de la zone euro augmente de 8,2 % sur un an en décembre 2005 contre 7,6 % en décembre 2004. Cette accélération s'explique principalement par la forte croissance des crédits. Ainsi, les crédits accordés par les Institutions Financières résidentes aux ménages français progressent de 11,3 % en moyenne en 2005, contre 10,0 % en 2004. Comme l'année précédente, les crédits à l'habitat sont les plus dynamiques, avec une hausse des prêts des établissements de crédit de 15,0 % en 2005, après 13,6 % en 2004. Les crédits de trésorerie affichent une nette accélération, avec une croissance de 7,8 % en 2005, contre 4,4 % en 2004. De même, les crédits des Institutions Financières résidentes aux Sociétés Non Financières augmentent de 6,6 %, alors qu'ils s'étaient accrus de 4,8 % en 2004. Enfin, les crédits aux Administrations publiques progressent de 7,6 % alors qu'ils avaient baissé de 1,7 % en 2004. Par ailleurs, les Administrations publiques continuent de développer leur financement via le marché (+ 7,0 %, après + 7,2 % en 2004), nettement plus que les SNF (+ 0,9 %, après - 2,9 % l'année précédente).

La progression généralisée des crédits et des émissions de titres implique une forte croissance de l'Endettement Intérieur Total (EIT), qui atteint 8,2 % en 2005, après 5,6 % en 2004. L'endettement des ménages progresse de 11,3 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'endettement des SNF augmente de 7,4 % et celui des Administrations publiques de 7,0 %.

La forte croissance de l'EIT se traduit par une hausse de l'ensemble des placements. Les agents non financiers résidents augmentent de 23,1 % leurs placements en actions et autres participations. Les placements en actions cotées enregistrent une hausse particulièrement marquée, de 48,6 % sur un an. Enfin, les placements de type obligataire progressent de 7,3 % et les dépôts et titres à court terme de 6,6 %.

2

❍ Méthodologie

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les banques centrales nationales (BCN).

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas d'intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée [1], relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Le code monétaire et financier, qui a notamment codifié les dispositions de la loi du 24 janvier 1984, est entré en vigueur le 1er janvier 2001. Il les a réparties entre plusieurs des sept livres qu'il compte. Les dispositions relatives aux opérations de banque figurent au livre III « Les services », celles régissant les établissements de crédit, prestataires de services d'investissement et autres établissements bancaires au livre V « Les prestataires de services » et celles gouvernant les autorités bancaires au livre VI « Les institutions en matière bancaire et

[1] La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

financière » ; les dispositions du livre VII regroupent les dispositions relatives à l'application du Code à l'Outre-mer.
Le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95) applicable à partir de 1999.
La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.
Les données financières des comptes nationaux sont issues de la Base de données des agents financiers (Bafi) de la Commission bancaire, de la base de données sur les OPCVM de la Banque de France, de la Commission de contrôle des Assurances, de la Comptabilité publique, de la Balance des paiements et du Système intermédiaire d'entreprise (SIE) géré par l'Insee.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale [1].
Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.
Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :
– la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :
  - Banque de France [2] ;
  - Fonds de stabilisation des changes [2 3] ;
  - l'Institut d'Émission des Départements d'outre-mer (IEDOM).
– les Banques :
  - Banques « Association Française des Banques » (AFB) ;
  - Banques mutualistes ou coopératives :
    - Banques populaires,
    - Réseau Crédit agricole,
    - Réseau Crédit mutuel,
    - Réseau de crédit coopératif,
    - Caisses d'épargne et de prévoyance,
    - Banque fédérale mutualiste.
  - Crédits municipaux ;
  - Institutions financières des Dom.
– CDC :
  - Caisse des dépôts et consignations (CDC) [2] ;
  - Caisse nationale d'épargne (CNE) (La Poste) [2] ;
  - Efiposte.
– les Sociétés financières et assimilées :
  - Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :
    - Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (Sicomi),
    - Sofergie,
    - Sociétés de financement des télécommunications,
    - Sociétés de crédit différé,
    - Sociétés anonymes de crédit immobilier (Saci),
    - Caisse de refinancement hypothécaire.
  - Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :
    - Sociétés de crédit-bail immobilier,
    - Sociétés de location avec option d'achat,
    - Sociétés de gestion de moyens de paiements,
    - Autres sociétés financières.
  - Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.
– les Institutions financières spécialisées (IFS) :
  - Agence française de développement ;
  - Crédit foncier de France et Compagnie de financement foncier ;
  - Sociétés de développement régional (SDR) ;
  - Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (Sofaris) [3] ;
  - CEPME ;
  - Euronext PARIS SA ;
  - Caisse de Garantie du Logement Locatif Social [4].
– les OPCVM monétaires [2 5] :
  - Sociétés d'investissement à capital variable (Sicav) monétaires ;
  - Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

– Institutions financières diverses et assimilées :
  - Fonds communs de créances (FCC) [2] ;
  - Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires [2 3] ;
  - Autoroutes de France [2] ;
  - Comités interprofessionnels du logement (Cil) [2 3] ;
  - Entreprises d'investissement ;
  - Instituts régionaux de participation (IRP) [2 6] ;
  - Sociétés de caution mutuelle (SCM) [3] ;
  - Caisse nationale des autoroutes (CNA) [2].
– Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) [2 5] :
  - Sicav et FCP long terme à vocation générale ;
  - Sociétés d'investissement à capital fixe (Sicaf) [3] ;
  - FCP Entreprises [3] ;
  - Fonds Commun sur les marchés à terme ;
  - FCP à Risque [3] ;
  - Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

– Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas contrôlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
– Sociétés de gestion de portefeuille [7];
– Changeurs manuels ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bleue ;
– Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Carte Bancaire ;
– Fonds de garantie des dépôts.

3 ○ Définitions

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences

---

[1] Pour la comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des départements et collectivités d'outre-mer. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

[2] Hors loi bancaire.

[3] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

[4] Ce nouvel établissement public national à caractère administratif a été créé le 1er janvier 2001 par l'article 163 de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 (dite loi SRU). Il remplace la Caisse de Garantie du Logement Social.

[5] Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (Sicav et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « diversifiés ».

[6] Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

[7] Dépendent juridiquement des entreprises d'investissement.

temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les Administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit **M1** regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

– les pièces et billets en circulation,

– les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire **M2** comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

– les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,

– les dépôts à terme d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans.

La masse monétaire au sens large, **M3**, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

– les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,

– les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM,

– les créances résultant de prises en pension sur des titres émis par des IFM.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets « jeune », des comptes d'épargne logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état de l'actif (financier et non financier) et du passif de chaque secteur institutionnel en fin d'année. Ils recensent les actifs et passifs économiques sur lesquels des droits de propriété peuvent être exercés. Des éléments tels que le capital écologique (l'air, la biodiversité...) ou le « capital humain » en sont exclus. Les éléments retenus sont issus de processus de production ou sont naturels (terre, gisements...), financiers ou non financiers.

Les actifs et passifs sont comptabilisés à leur valeur de marché, de transaction ou au coût technique de renouvellement (cas des actifs fixes productifs). La valeur des actions non cotées est estimée par référence à celle des actions cotées. Les plus-values latentes sur l'immobilier sont imputées aux terrains sous-jacents.

Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette, différence entre le total des actifs (non financiers et financiers) détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes. Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non-résidentes. Il correspond également à la valeur nette de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes des secteurs résidents.

La notion de valeur nette ne revêt pas la même signification pour les ménages et les sociétés. En effet, ces derniers sont les propriétaires ultimes de leur patrimoine, contrairement aux sociétés, dont on considère que les propriétaires ultimes sont les détenteurs du capital. La valeur nette des sociétés apparaît donc comme l'écart entre le montant qu'on estime pouvoir tirer de la vente de leurs actifs, déduction faite du remboursement de leurs dettes, et la valeur des actions qu'elles ont émises. Une valeur nette des sociétés négative s'interprète comme le fait que les marchés valorisent le secteur au-delà de la situation nette (différence entre le total des actifs et les dettes).

L'actif non financier détenu par les unités résidentes, se compose d'actifs produits fixes corporels (logements, autres constructions, matériels, actifs cultivés) ou incorporels (logiciels, œuvres originales), d'actifs produits circulants (stocks), d'actifs corporels non produits (terrains, gisements) et d'actifs incorporels non produits (brevets, fonds de commerce...). L'actif financier regroupe principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.

Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...). Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.

Le patrimoine des Administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des Administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

Contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

– les créances sur les autres résidents (non-IFM) :

  - les crédits accordés aux non-IFM,

  - le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;

– les créances nettes sur l'extérieur ;

– les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) – à déduire ;

– un poste « divers ».

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non-résidents.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

Endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) mesure l'ensemble des financements des agents non financiers résidents obtenus par voie d'endettement (donc à l'exclusion des émissions d'actions ou des renforcements de fonds propres), que ce soit auprès des établissements de crédit ou sur les marchés de capitaux, tant auprès des résidents que des non-résidents. L'EIT se compose des crédits obtenus auprès des agents résidents, des financements obtenus en contrepartie d'émissions de titres sur les marchés internes monétaire ou obligataire et, enfin, des crédits obtenus directement à l'étranger et des obligations émises sur les marchés internationaux.

Tableau des financements et placements (TFP)

Le tableau des financements et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.

Il retrace comment et au profit de qui ont été distribués les financements, et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires, information essentielle dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.

Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les Administrations publiques. Le tableau présenté dans cet annuaire est un tableau agrégé pour l'ensemble des agents non financiers.

Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).

Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des Administrations centrales.

À l'actif du TFP, les instruments financiers sont regroupés en deux grandes catégories :

Dépôts et titres à court terme

- *Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme*

Les dépôts à court terme sont repris des statistiques monétaires. Ils recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans. Les autres dépôts à court terme comprennent notamment les dépôts auprès des non-résidents.

En outre, les avoirs liquides des organismes d'Administration centrale, qui ne se sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.

- *Instruments négociables à court terme*

Cette catégorie regroupe les titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, les titres d'OPCVM monétaires, les pensions et les autres titres à court terme.

La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

Les autres titres à court terme correspondent notamment aux parts de fonds communs de créance, aux billets de trésorerie, aux bons du Trésor à taux fixe (BTF), et aux bons du Trésor à taux annualisé (BTAN) à 2 ans.

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF —, bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

Placements à moyen et long termes des Agents non financiers

- *Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans :*

cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

- *Placements de type « obligations » :*

ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion des ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.

- *Placements de type « actions et autres participations » :*

figurent sous cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM [1].

Tableau d'opérations financières (Tof)

Le tableau d'opérations financières (Tof) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.

En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par type d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.

Les encours d'actifs et de passifs financiers sont évalués à prix courants. Les encours de dépôts et crédits figurent à leur valeur nominale, les titres cotés (obligations, actions cotées et parts d'OPCVM) à leur valeur de marché.

Les stocks ou « encours » sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Taux d'intérêt directeurs de la BCE

La Banque centrale européenne (BCE) est en situation de monopole en matière de création de la base monétaire [2]. Elle est donc en mesure d'influer sur le marché monétaire [3] notamment sur le niveau des taux d'intérêt, par lesquels les impulsions de politique monétaire se transmettent à l'ensemble de l'économie.

La plupart des opérations menées par la BCE sur le marché monétaire sont des opérations d'open-market, c'est-à-dire des opérations exécutées à son initiative. Celles-ci prennent majoritairement la forme d'opérations principales de refinancement [4].

Afin de contrôler les taux d'intérêt à court terme du marché monétaire, notamment de limiter leur volatilité, l'Eurosystème offre en outre des facilités permanentes à ses contreparties, laissées sur l'initiative de ces dernières. Ce sont la facilité de prêt marginal et la facilité de dépôt.

Compte tenu de ce cadre opérationnel, l'Eurosystème dispose de trois taux directeurs pour indiquer l'orientation de sa politique monétaire :

---

[1] Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (Sicaf).

[2] La base monétaire est la monnaie dont les banques commerciales ont besoin pour faire face à la demande de billets et pièces, régler les opérations interbancaires et constituer leurs réserves obligatoires.

[3] Le marché monétaire est le marché sur lequel l'échéance des transactions est généralement inférieure à un an.

[4] Les autres types d'opération d'open-market de l'Eurosystème sont les opérations de refinancement à plus long terme, les opérations de réglage fin et les opérations structurelles.

– le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités contre des actifs éligibles, selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; depuis le 28 juin 2000, afin de mettre fin au phénomène de « sur-soumissionnement » de la part des contreparties (né des anticipations de hausse de taux directeurs qui prévalaient alors), les adjudications se déroulent selon une procédure à taux variable (procédure à taux multiple) [1];
– le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;
– le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.
Afin que l'Eurosystème n'influence le marché monétaire qu'en un point de la courbe de rendement, avant les opérations mensuelles de refinancement à plus long terme (échéance de trois mois), l'Eurosystème se contente d'indiquer le volume de liquidités qu'il est prêt à octroyer, sans indication de taux. Ces adjudications se déroulent à taux variable, multiple depuis mars 1999.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés dans cet annuaire les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (Caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre J.02 ci-après, « Marché financier et Bourse ».

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « direction des Études statistiques et Statistiques monétaires » (SASM et Sesof) et de l'Insee, « direction des Comptes nationaux, division Synthèse générale des comptes » et « direction des Études et des Synthèses économiques, division Synthèse conjoncturelle ».

Organismes :

– Banque de France ;
– Banque centrale européenne ;
– Institut d'émission des départements d'outre-mer et Institut d'émission d'outre-mer ;
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
– Agence France Trésor ;
– Caisse nationale d'épargne.

Sites Internet :

– www.banque-france.fr
– www.ecb.int
– www.iedom.fr
– www.finances.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Lois et décrets

– Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière ;

– Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières ;

– Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire.

Banque de France

Rapport – Exercice 2005 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Christian Noyer, gouverneur.

Rapport annuel de la Commission bancaire.

Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre.

Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre, dans le rapport 1998, p.195-202, article méthodologique : « La nouvelle base de comptabilité nationale ».

Rapport annuel de la zone franc.

Bulletin (mensuel) :

– « Le coût du crédit aux entreprises », et « La situation du système bancaire français en 2005 », n° 151, juillet 2006 ;

– « Les comptes financiers de la Nation en 2005 », n° 149, mai 2006 ;

– « Les résultats des grandes banques internationales en 2004 et au premier semestre 2005 », n° 142, octobre 2005.

Bulletin de la Banque de France, supplément statistiques (trimestriel).

Cahier des titres de créances négociables (mensuel).

Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiement.

Rapport annuel - « La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Banque centrale européenne

Bulletin (mensuel) ;

Rapport annuel ;

The monetary policy of the ECB, seconde édition, janvier 2004.

Insee

Insee-Première :

– « Les comptes financiers de la Nation en 2005 - Nouvel essor de l'endettement des ménages, reprise de celui des entreprises », n° 1080, mai 2006 ;

– « Patrimoine : quand les ménages prennent de l'assurance », n° 1015, mai 2005.

Insee-Références :

– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2006 ;

– « Tableaux de l'économie française », édition 2006.

Économie et statistique :

– « Le financement des agents non financiers en Europe : le rôle des intermédiaires financiers demeure prépondérant », Gunther Capelle-Blancard, Jézabel Couppey-Soubeyran, n° 336, décembre 2003 ;

– « L'estimation d'une valeur de marché des actions non cotées », Claude Picart, n° 336, décembre 2003.

Autres

Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rapports annuels de l'Institut d'émission d'outre-mer – Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie.

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).

Voir également les publications du chapitre I.01.

---

[1] Dans une adjudication à taux multiple, les demandes des contreparties sont satisfaites, par ordre décroissant du taux offert, au taux offert par chacune d'elles – contrairement aux procédures à taux unique, où toutes les contreparties sont servies au même taux – ; au taux minimal, les demandes restantes sont satisfaites au *prorata* de la quantité totale de liquidités que la BCE a décidées d'allouer.

TABLEAU J.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie	Unité	Euro
Allemagne	Deutsche Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU J.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Source : Banque centrale européenne — *Unité* : % par an

Avec effet à compter du (1)	Facilité de dépôt	Opérations principales de refinancement		Facilité de prêt marginal
		Taux fixe	Taux de soumission minimal	
1999				
1er janvier	2,00	3,00	///	4,50
4 janvier (2)	2,75	3,00	///	3,25
22 Janvier	2,00	3,00	///	4,50
9 avril	1,50	2,50	///	3,50
5 novembre	2,00	3,00	///	4,00
2000				
4 février	2,25	3,25	///	4,25
17 mars	2,50	3,50	///	4,50
28 avril	2,75	3,75	///	4,75
9 juin	3,25	4,25	///	5,25
28 juin (3)	3,25	///	4,25	5,25
1er septembre	3,50	///	4,50	5,50
6 octobre	3,75	///	4,75	5,75
2001				
11 mai	3,50	///	4,50	5,50
31 août	3,25	///	4,25	5,25
18 septembre	2,75	///	3,75	4,75
9 novembre	2,25	///	3,25	4,25
2002				
6 décembre	1,75	///	2,75	3,75
2003				
7 mars	1,50	///	2,50	3,50
6 juin	1,00	///	2,00	3,00
2005				
6 décembre	1,25	///	2,25	3,25

(1) Du 1er janvier 1999 au 9 mars 2004, la date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal. Pour les opérations principales de refinancement, les modifications du taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée. La modification du 18 septembre 2001 a pris effet à cette date. À compter du 10 mars 2004, la date fait référence aux facilités de dépôt et de prêt marginal et aux opérations principales de refinancement (modifications effectives à compter de la première opération principale de refinancement qui suit les délibérations du Conseil des gouverneurs), sauf indication contraire.

(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé que, à titre de mesure exceptionnelle, un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.

(3) Le 8 juin 2000, la BCE a annoncé que, à compter de l'opération devant être réglée le 28 juin, les opérations principales de refinancement de l'Eurosystème seraient effectuées par voie d'appels d'offres à taux variable. Le taux de soumission minimal est le taux d'intérêt le plus bas auquel les contreparties peuvent soumissionner.

TABLEAU J.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3 (encours en fin d'année)

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité* : Milliard d'euros

	2000	2002	2003	2004	2005
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	348,4	341,2	397,9	468,4	532,8
Dépôts à vue	1 736,2	2 158,3	2 329,2	2 480,5	2 947,0
Total M1	**2 084,6**	**2 499,4**	**2 727,1**	**2 948,9**	**3 479,8**
Dépôts à terme <= à 2 ans	991,7	1 075,7	1 039,2	1 040,5	1 123,1
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	1 223,4	1 406,3	1 529,6	1 642,9	1 550,8
Total M2	**4 299,6**	**4 981,4**	**5 295,8**	**5 632,2**	**6 153,7**
Pensions	174,9	226,9	208,7	228,8	221,9
Titres d'OPCVM monétaires	300,0	471,0	581,5	604,9	615,8
Titres de créances émis <= à 2 ans	135,7	128,5	92,7	102,3	129,7
Total M3	**4 910,3**	**5 807,8**	**6 178,7**	**6 568,2**	**7 121,2**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	**71,7**	**208,7**	**251,8**	**392,3**	**469,8**
Crédits	**6 927,0**	**7 618,5**	**7 942,6**	**8 390,7**	**9 140,5**
Secteur privé	6 091,8	6 781,2	7 102,5	7 556,8	8 288,0
Secteur public	835,2	837,2	840,1	834,0	852,5
Titres	**1 876,7**	**2 160,8**	**2 416,8**	**2 573,1**	**2 852,5**
Secteur privé	787,3	939,8	1 052,6	1 133,2	1 257,7
Secteur public	1 089,5	1 221,0	1 364,1	1 439,9	1 594,8
Ressources non monétaires des IFM (à déduire)	**3 872,8**	**4 122,4**	**4 294,4**	**4 623,6**	**5 171,6**
Dépôts de l'administration centrale	164,5	136,4	155,7	162,4	173,9
Dépôts à terme > 2 ans	1 168,3	1 189,5	1 256,5	1 365,1	1 513,0
Dépôts de préavis > 3 mois	125,4	105,6	92,2	91,1	87,7
Titres de créances émis > 2 ans	1 525,3	1 689,3	1 785,4	1 958,0	2 195,6
Capital et réserves	889,3	1 001,6	1 004,7	1 047,0	1 201,4
Divers	**– 92,2**	**– 57,6**	**– 138,0**	**– 164,3**	**– 170,0**
Total	**4 910,3**	**5 807,8**	**6 178,7**	**6 568,2**	**7 121,2**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	333,5	374,0	380,9	402,4	448,1
Billets et pièces	49,2	74,2	85,0	97,8	110,2
Éléments de M2 - M1					
Comptes sur livrets	274,6	319,9	351,8	377,5	392,6
Dépôts à terme <= à 2 ans	56,5	60,4	49,6	45,5	53,4
Éléments de M3 - M2					
Pensions	26,5	27,7	30,7	43,2	37,4
Titres d'OPCVM monétaires	187,9	237,8	255,0	275,8	293,4
Titres de créances émis <= à 2 ans	69,2	54,6	41,2	46,4	66,1
Prêts	**1 167,8**	**1 258,2**	**1 318,4**	**1 403,7**	**1 527,5**
dont : Secteur privé	1 045,5	1 130,8	1 176,2	1 264,0	1 376,6

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro.
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers.

TABLEAU J.01-4

Endettement intérieur total (EIT) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France

Unité : Milliard d'euros

	1995	2000	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Endettement intérieur total	**1 740,9**	**2 276,0**	**2 546,0**	**2 682,0**	**2 832,1**	**3 063,0**
Ménages et assimilés (1)	396,7	498,3	559,6	598,6	658,7	732,9
≤ 1 an	17,7	31,1	34,3	35,6	37,5	39,6
> 1 an	379,0	467,2	525,4	563,0	621,2	693,3
Sociétés non financières	703,0	974,3	1 094,0	1 100,0	1 134,0	1 217,6
≤ 1 an	254,8	397,2	387,1	379,7	403,6	453,8
> 1 an	448,2	577,1	706,9	720,4	730,3	763,8
Administrations publiques	641,2	803,4	892,3	983,4	1 039,4	1 112,4
≤ 1 an	114,9	76,8	116,6	144,7	132,8	130,5
> 1 an	526,3	726,6	775,8	838,7	906,6	981,9
Crédits obtenus auprès des IF résidentes (2)	**1 057,9**	**1 181,7**	**1 257,3**	**1 288,7**	**1 372,7**	**1 495,6**
Ménages et assimilés (1)	396,7	498,3	559,6	598,6	658,7	732,9
≤ 1 an	17,7	31,1	34,3	35,6	37,5	39,6
> 1 an	379,0	467,2	525,4	563,0	621,2	693,3
Sociétés non financières	471,8	537,9	560,8	546,5	572,9	610,9
≤ 1 an	154,8	169,8	144,1	138,0	144,8	152,1
> 1 an	317,0	368,1	416,8	408,4	428,1	458,8
Administrations publiques (3)	189,4	145,4	136,9	143,6	141,1	151,8
≤ 1 an	63,7	25,4	18,7	25,8	22,5	24,9
> 1 an	125,7	120,1	118,2	117,8	118,6	126,9
Crédits obtenus auprès des non-résidents (4)	**103,4**	**206,5**	**246,1**	**254,9**	**270,3**	**313,8**
Financements de marchés	**579,6**	**887,8**	**1 042,5**	**1 138,4**	**1 189,0**	**1 253,6**
Sociétés non financières	134,1	238,1	296,8	308,8	299,7	302,4
≤ 1 an	20,2	56,4	42,6	34,3	35,6	39,7
> 1 an	113,9	181,7	254,2	274,5	264,1	262,7
Administrations publiques	445,5	649,7	745,7	829,6	889,3	951,2
≤ 1 an	44,9	43,2	88,2	108,7	101,3	96,2
> 1 an	400,6	606,5	657,5	720,9	788,0	855,0

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers (Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comités Interprofessionnels du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances (FCC)).
(3) Dont dépôts du secteur privé, y compris par l'intermédiaire de La Poste, auprès du Trésor public. Depuis juillet 2003, La Poste a complètement cessé de déposer les fonds de CCP auprès du Trésor public.
(4) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.

TABLEAU J.01-5

Tableau des financements et des placements financiers des agents non financiers résidents (TFP) (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

		r 2000	r 2003	r 2004	r 2005
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS					
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(A)	**972,8**	**1 158,2**	**1 292,9**	**1 378,6**
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**743,4**	**906,3**	**975,7**	**1 046,5**
Monnaie fiduciaire		43,8	32,7	35,8	39,9
Dépôts à vue		318,7	361,7	384,9	425,6
Placements à vue		270,7	347,1	372,2	387,2
Dépôts à terme ≤ 2 ans		49,5	44,1	41,7	47,6
Dépôts de l'administration centrale		7,6	39,3	44,2	45,5
Autres dépôts (à l'étranger...)		53,1	81,5	96,8	100,7
Instruments négociables à court terme		**229,4**	**251,9**	**317,2**	**332,1**
Titres de créance ≤ 2 ans		79,9	53,0	110,0	113,0
Titres d'OPCVM monétaires		125,6	182,9	195,5	208,0
Pensions sur titres auprès des IFM		2,2	1,4	1,7	1,0
Autres titres à court terme		21,7	14,5	10,0	10,0
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(B)	**4 239,7**	**3 964,7**	**4 250,1**	**4 986,9**
Dépôts à terme > 2 ans		**276,1**	**289,0**	**295,8**	**294,9**
Placements de type obligataire		**900,7**	**1 051,8**	**1 113,3**	**1 194,1**
Obligations		112,9	101,4	89,7	88,9
Autres titres de créance > 2 ans		11,5	12,8	16,1	15,1
OPCVM obligataires		52,9	62,0	68,6	77,2
OPCVM garantis		36,7	46,0	34,0	8,2
Provisions techniques d'assurance-vie		686,7	829,6	904,9	1 004,7
Placements de type actions et autres participations		**3 062,9**	**2 623,9**	**2 841,0**	**3 497,9**
Actions cotées		610,3	415,6	397,5	590,6
Autres types de parts sociales		2 217,5	1 985,4	2 201,9	2 617,4
OPCVM actions		97,3	69,2	77,5	106,3
OPCVM diversifiés		59,3	71,7	79,7	88,4
Autres OPCVM		78,5	82,0	84,5	95,2
TOTAL DES PLACEMENTS	(C = A + B)	**5 212,5**	**5 122,9**	**5 543,0**	**6 365,5**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS					
Crédits	(D)	**1 388,2**	**1 543,6**	**1 643,1**	**1 809,3**
≤ 1 an		226,3	199,4	204,8	216,6
> 1 an		955,4	1 089,3	1 167,9	1 279,0
Crédits auprès des non-résidents		206,5	254,9	270,3	313,8
Financements de marché	(E)	**887,8**	**1 138,4**	**1 189,0**	**1 253,6**
≤ 1 an		99,6	143,0	136,9	135,9
> 1 an		788,2	995,4	1 052,1	1 117,7
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(F = D + E)	**2 276,0**	**2 682,0**	**2 832,1**	**3 063,0**
Passage aux statistiques financières	(G)	**– 167,2**	– 200,2	– 192,9	– 227,1
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(H = F + G)	**2 108,8**	**2 481,7**	**2 639,3**	**2 835,9**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(I)	**3 336,7**	**2 710,2**	**2 948,4**	**3 694,9**
Actions cotées		1 235,3	817,9	835,1	1 120,7
Autres types de parts sociales		2 101,4	1 892,3	2 113,3	2 574,2
TOTAL DES FINANCEMENTS	(J = H + I)	**5 445,6**	**5 191,9**	**5 587,7**	**6 530,8**

TABLEAU J.01-6

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	r 2000		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux
Résidents								
ACTIF								
Or monétaire et DTS (1)	**28,9**	0,1	**32,7**	0,1	**31,5**	– 0,4	**40,3**	– 1,8
Numéraire et dépôts	**2 455,0**	3,9	**2 758,9**	85,5	**2 971,3**	221,6	**3 207,5**	207,9
Titres hors actions	**1 733,1**	541,6	**2 020,2**	932,0	**2 246,3**	996,5	**2 530,4**	1 200,0
Crédits	**1 813,3**	153,0	**2 058,9**	91,7	**2 161,9**	99,7	**2 389,8**	215,7
Actions et titres d'OPCVM	**4 830,2**	368,3	**4 414,3**	176,7	**4 860,0**	195,7	**5 895,2**	204,6
Provisions techniques d'assurance	**766,5**	66,6	**922,9**	61,3	**1 001,9**	71,3	**1 105,5**	81,0
Autres comptes à recevoir ou à payer	**1 079,1**	92,7	**1 144,9**	– 4,2	**1 129,8**	– 5,0	**1 288,7**	154,5
PASSIF ET VALEUR NETTE								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 589,7**	44,8	**2 901,7**	119,7	**3 150,7**	273,2	**3 452,9**	261,9
Titres hors actions	**1 698,2**	574,1	**2 100,3**	964,3	**2 280,6**	974,3	**2 577,6**	1 201,2
Crédits	**1 734,5**	152,2	**1 965,2**	66,5	**2 076,7**	109,6	**2 257,1**	176,9
Actions et titres d'OPCVM	**4 710,0**	260,9	**4 191,2**	153,4	**4 609,9**	151,1	**5 595,8**	178,3
Provisions techniques d'assurance	**768,1**	66,5	**924,9**	61,3	**1 004,1**	71,5	**1 107,7**	81,1
Autres comptes à recevoir ou à payer	**1 067,1**	98,6	**1 136,9**	– 6,8	**1 120,9**	0,2	**1 286,4**	161,3
Valeur financière nette	**138,6**	///	**132,5**	///	**159,8**	///	**179,9**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**29,2**	///	**– 15,4**	///	**– 0,5**	///	**1,2**
Sociétés non financières								
ACTIF								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**147,1**	17,9	**175,5**	8,6	**179,1**	5,2	**196,1**	16,2
Titres hors actions	**142,9**	25,5	**123,7**	28,2	**165,5**	45,5	**172,9**	53,8
Crédits	**365,9**	66,4	**491,5**	39,6	**505,9**	15,7	**579,7**	64,4
Actions et titres d'OPCVM	**2 296,8**	159,1	**1 996,6**	47,8	**2 134,0**	65,2	**2 589,4**	55,1
Provisions techniques d'assurance	**14,1**	– 0,2	**15,2**	0,1	**15,8**	0,6	**16,5**	0,7
Autres comptes à recevoir ou à payer	**630,0**	69,5	**673,5**	26,7	**713,6**	36,2	**768,8**	54,0
PASSIF ET VALEUR NETTE								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	**254,6**	36,4	**340,9**	41,5	**342,0**	13,6	**343,9**	52,4
Crédits	**916,6**	114,3	**1 034,8**	14,3	**1 084,1**	54,9	**1 174,7**	88,8
Actions et titres d'OPCVM	**3 336,7**	128,5	**2 710,2**	81,5	**2 948,4**	79,6	**3 694,9**	70,0
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**604,4**	25,3	**611,4**	– 24,3	**647,3**	33,3	**704,5**	56,1
Valeur financière nette	**– 1 515,6**	///	**– 1 221,3**	///	**– 1 307,8**	///	**– 1 594,5**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**33,7**	///	**38,2**	///	**– 13,2**	///	**– 23,3**
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)								
ACTIF								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**824,4**	3,7	**898,2**	36,2	**940,7**	43,0	**980,3**	37,6
Titres hors actions	**70,8**	0,3	**49,0**	– 18,0	**47,2**	– 0,5	**43,8**	– 1,4
Crédits	**22,7**	2,0	**25,7**	3,6	**30,1**	9,5	**32,6**	2,5
Actions et titres d'OPCVM	**725,3**	3,9	**680,7**	25,3	**720,2**	5,5	**855,4**	22,6
Provisions techniques d'assurance	**751,6**	66,8	**906,7**	61,2	**985,2**	70,7	**1 088,0**	80,3
Autres comptes à recevoir ou à payer	**85,2**	– 5,4	**105,4**	– 7,6	**78,3**	– 13,8	**103,7**	25,4
PASSIF ET VALEUR NETTE								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	**0,1**	///	**0,4**	0,2	**0,8**	0,4	**0,6**	– 0,2
Crédits	**520,6**	29,0	**618,8**	35,9	**673,2**	46,2	**742,4**	69,0
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**151,3**	20,3	**167,6**	15,2	**167,9**	6,6	**200,1**	32,2
Valeur financière nette	**1 808,1**	///	**1 878,8**	///	**1 959,8**	///	**2 160,7**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**21,9**	///	**49,4**	///	**61,3**	///	**65,9**

NB - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU J.01-6 (suite et fin)

Tableau d'opérations financières (TOF) (encours en fin d'année et flux)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	r 2000		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux
Administrations publiques								
ACTIF								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**63,2**	– 5,5	**91,6**	4,0	**99,6**	7,0	**103,2**	3,6
Titres hors actions	**29,5**	1,6	**24,3**	– 3,3	**25,4**	2,0	**27,2**	1,7
Crédits	**55,1**	– 7,1	**49,7**	1,5	**48,9**	n.s.	**49,6**	0,7
Actions et titres d'OPCVM	**233,0**	7,1	**213,1**	16,8	**261,4**	6,9	**315,5**	8,4
Provisions techniques d'assurance	**0,4**	n.s.	**0,5**	n.s.	**0,5**	n.s.	**0,5**	n.s.
Autres comptes à recevoir ou à payer	**149,6**	3,6	**185,7**	10,4	**156,0**	– 11,4	**175,8**	16,6
PASSIF ET VALEUR NETTE								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**68,4**	– 7,7	**54,3**	– 15,0	**56,6**	2,3	**63,0**	6,4
Titres hors actions	**699,3**	31,4	**894,2**	84,7	**987,6**	74,0	**1 059,6**	64,8
Crédits	**159,0**	– 7,0	**167,7**	11,7	**169,3**	1,8	**173,3**	3,1
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**111,1**	4,3	**154,1**	15,1	**112,7**	– 12,5	**122,6**	6,7
Valeur financière nette	**– 506,9**	///	**– 705,4**	///	**– 734,5**	///	**– 746,9**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 21,2**	///	**– 67,0**	///	**– 61,0**	///	**– 50,0**
Reste du Monde								
ACTIF								
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**590,9**	42,3	**661,2**	41,3	**771,2**	136,5	**1 035,0**	224,9
Titres hors actions	**586,1**	203,4	**1 021,5**	403,7	**1 155,3**	404,6	**1 383,1**	555,1
Crédits	**157,3**	38,4	**208,5**	15,3	**231,4**	25,7	**275,5**	42,0
Actions et titres d'OPCVM	**998,1**	87,3	**812,8**	32,8	**914,3**	29,9	**1 151,7**	55,2
Provisions techniques d'assurance	**1,6**	– 0,1	**2,0**	0,1	**2,2**	0,2	**2,2**	n.s.
Autres comptes à recevoir ou à payer	**72,9**	4,0	**65,0**	– 2,8	**65,7**	7,8	**71,1**	4,3
Valeur financière nette	**138,6**	///	**132,5**	///	**159,8**	///	**179,9**	///
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**29,2**	///	**– 15,4**	///	**– 0,5**	///	**1,2**
PASSIF ET VALEUR NETTE								
Or monétaire et DTS (1)	**28,9**	0,1	**32,7**	0,1	**31,5**	– 0,4	**40,3**	– 1,8
Numéraire et dépôts	**456,3**	1,4	**518,3**	7,1	**591,7**	84,9	**789,7**	171,0
Titres hors actions	**621,0**	170,9	**941,4**	371,4	**1 121,0**	426,7	**1 335,9**	553,8
Crédits	**236,1**	39,2	**302,2**	40,5	**316,6**	15,8	**408,1**	80,8
Actions et titres d'OPCVM	**1 118,4**	194,8	**1 035,9**	56,1	**1 164,4**	74,5	**1 451,1**	81,5
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**84,9**	– 1,9	**73,0**	– 0,2	**74,6**	2,5	**73,3**	– 2,5

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'« autres changements de volumes » d'actifs ou de passifs financiers.

TABLEAU J.01-7

Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels en 2005 (encours en fin d'année)

Source : Insee (Comptes nationaux - base 2000)

Unité : Milliard d'euros

		Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages	Institutions sans but lucratif	Reste du monde
ACTIF							
ACTIF	A	**7 473,3**	**8 526,5**	**1 957,1**	**9 009,8**	**71,7**	**3 918,6**
ACTIFS NON FINANCIERS		**3 149,9**	**216,4**	**1 285,4**	**5 906,0**	**23,2**	///
Actifs produits		**1 937,2**	**118,8**	**784,6**	**2 813,6**	**15,6**	///
Actifs fixes		1 640,0	118,8	770,7	2 712,5	15,6	///
dont : Logements		447,4	44,3	45,5	2 500,6	///	///
Stocks		297,1	///	13,9	27,6	///	///
Objets de valeur		///	///	///	73,5	///	///
Actifs non produits		**1 212,7**	**97,6**	**500,8**	**3 092,4**	**7,6**	///
Actifs corporels non produits		1 024,2	90,1	500,1	3 047,0	7,6	///
Actifs incorporels non produits		188,5	7,5	0,6	45,5	///	///
ACTIFS FINANCIERS		**4 323,5**	**8 310,1**	**671,7**	**3 103,8**	**48,4**	**3 918,6**
Or monétaire et DTS (1)		///	40,3	///	///	///	///
Numéraire et dépôts		196,1	1 907,3	103,2	980,3	20,6	1 035,0
Titres hors actions		172,9	2 285,2	27,2	43,8	1,4	1 383,1
Crédits		579,7	1 727,9	49,6	32,6	///	275,5
Actions et titres d'OPCVM		2 589,4	2 108,6	315,5	855,4	26,3	1 151,7
dont : Actions cotées		305,8	676,2	166,1	118,0	1,0	543,0
Provisions techniques d'assurance		16,5	0,4	0,5	1 088,0	0,1	2,2
Autres comptes à recevoir		768,8	240,4	175,8	103,7	///	71,1
PASSIF							
PASSIFS FINANCIERS	B	**5 918,0**	**7 981,5**	**1 418,6**	**943,1**	**16,4**	**4 098,4**
Or monétaire et DTS (1)		///	///	///	///	///	40,3
Numéraire et dépôts		///	3 389,8	63,0	///	///	789,7
Titres hors actions		343,9	1 173,4	1 059,6	0,6	///	1 335,9
Crédits		1 174,7	155,7	173,3	742,4	11,1	408,1
Actions et titres d'OPCVM	X	3 694,9	1 895,6	///	///	5,3	1 451,1
dont : Actions cotées		1 120,7	254,3	///	///	///	435,2
Provisions techniques d'assurance		///	1 107,7	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir		704,5	259,2	122,6	200,2	///	73,3
VALEUR NETTE	(C = A - B)	**1 555,4**	**545,0**	**538,5**	**8 066,7**	**55,2**	**– 179,8**
Fonds propres	(D = C + X)	**5 250,2**	**2 440,6**	**538,5**	**8 066,7**	**60,5**	**1 271,3**

(1) DTS : Droits de tirages spéciaux.

TABLEAU J.01-8

Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne (taux d'intérêt nominal annuel)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 25 juillet 2006)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
LIVRETS D'ÉPARGNE						
Livret A (Caisses d'épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (1)	3,00	3,00	2,25	2,25	2,00	2,25
Plafond de dépôt (euros) (2)	15 300	15 300	15 300	15 300	15 300	15 300
Codevi (3) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (1)	3,00	3,00	2,25	2,25	2,00	2,25
Plafond de dépôt (euros) (4)	4 600	4 600	4 600	4 600	4 600	4 600
Livret jeune (depuis le 03 mai 1996) :						
Taux d'intérêt (%) (5)	4,08	4,08	3,90	3,88	3,77	3,80
Plafond de dépôt (euros)	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Livret d'épargne populaire (6) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (7)	4,25	4,25	4,25	3,25	3,00	3,25
Plafond de l'impôt sur le revenu (euros)	///	660	672	684	696	709
Plafond de dépôt (euros) (8)	7 700	7 700	7 700	7 700	7 700	7 700
Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'épargne, Poste et banques :						
Taux d'intérêt brut (%)	2,81	2,82	2,29	2,25	2,13	2,21
Taux d'intérêt net (%) (9)	2,11	2,12	1,72	1,69	1,58	1,64
ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime) (banques et Caisses d'épargne)						
Compte Épargne-Logement (CEL) (10) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (11)	3,00	3,00	2,25	2,25	2,00	2,25
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	2,70	2,70	2,03	2,03	1,78	2,00
Plafond de prime (euros) (12)	1 144	1 144	1 144	1 144	1 144	1 144
Plafond de dépôt (euros) (12)	15 300	15 300	15 300	15 300	15 300	15 300
Plan Épargne-Logement (PEL) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%) (13)	4,50	4,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	4,05	4,05	3,15	3,15	3,12	3,12
Plafond de prime (euros) (14)	1 525	1 525	1 525	1 525	1 525	1 525
Plafond de dépôt (euros) (14)	61 200	61 200	61 200	61 200	61 200	61 200

(1) En 2003, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août. En 2006, à compter de février.
(2) Livret A plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 1er novembre 1991 pour les personnes physiques. Livret bleu plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis cette même date, pour les personnes physiques. Pour les livrets bleus détenus par des personnes morales, le plafond est de 77 000 euros (500 000 francs) depuis le 15 décembre 1996.
(3) Codevi : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(4) Codevi plafonné à 4 600 euros (30 000 francs) depuis le 1er octobre 1994.
(5) Livret jeune plafonné à 1 600 euros (10 000 francs) depuis le 3 mai 1996. Le taux de rémunération est librement fixé avec un plancher égal au taux du livret A depuis le 16 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place. En 2002, moyenne des taux prévalant en août. En 2003, à compter du 1er août. En 2006, taux du mois de mai.
(6) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(7) En 2004, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août. En 2006, à compter de février.
(8) Livret d'épargne populaire plafonné à 7 700 euros (50 000 francs) depuis le 1er août 1999. Le taux de rémunération indiqué est un taux minimal auquel peut s'ajouter un complément portant sur la partie des dépôts restée stable au moins 6 mois en cas de perte de pouvoir d'achat.
(9) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux. En 2006, taux du mois de mai.
(10) Le versement de la prime est conditionné à une demande de prêt au logement.
(11) En 2003, à compter du 1er août. En 2005, à compter du 1er août. En 2006, à compter de février.
(12) Compte épargne-logement plafonné à 15 300 euros (100 000 francs) depuis le 17 mars 1976. Les intérêts versés par les établissements teneurs de compte peuvent être augmentés d'une prime lors de l'obtention du prêt d'épargne-logement. Cette prime a été plafonnée à 1 144 euros par opération de prêt (7 500 francs depuis le 17 mars 1976).
(13) En 2003, à compter du 1er août.
(14) Plan épargne-logement plafonné à 61 200 euros (400 000 francs) depuis le 1er avril 1992. Depuis le 1er avril 1992, (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et le plafond de 10 ans a été fixé pour la demande des prêts. Les intérêts sont complétés par le versement d'une prime d'état, dans la limite de 1 525 euros (10 000 francs). En 2002, à compter du 12 décembre, l'octroi de la prime d'épargne est subordonné à la contraction d'un prêt immobilier et s'établit à 2/5 des intérêts. Depuis le 1er janvier 2006, les intérêts et la prime acquis sur un plan de plus de 12 ans sont soumis à l'impôt sur le revenu.

TABLEAU J.01-9

Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2003	2004	2005
Dépôts à vue	**248,8**	**333,5**	**380,9**	**402,4**	**448,1**
Total agents non financiers (1)	237,4	318,7	361,7	384,9	425,6
Ménages et assimilés (2)	136,9	170,1	202,4	212,9	230,1
Sociétés non financières	72,9	108,0	120,0	124,2	139,9
Administrations publiques hors administration centrale	27,6	40,6	39,2	47,8	55,6
Autres agents (3)	11,4	14,8	19,2	17,5	22,6
Dépôts à terme	**284,4**	**336,3**	**348,9**	**351,9**	**360,4**
Dépôts à terme ≤ 2 ans	63,2	56,5	49,6	45,5	53,4
Dépôts à terme > 2 ans	221,2	279,8	299,3	306,4	307,1
Ménages et assimilés	215,9	274,3	279,1	282,6	281,4
dont : Plans d'épargne-logement	114,8	190,3	216,7	224,2	225,6
Plans d'épargne populaire	61,2	60,5	46,0	42,5	39,0
Autres	39,8	23,4	16,4	15,9	16,8
Sociétés non financières	2,9	1,7	9,9	13,1	13,5
Administrations publiques hors administration centrale	0,2	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Autres agents (3)	0,5	3,8	10,3	10,6	12,1
Comptes sur livrets	**221,5**	**274,6**	**351,8**	**377,5**	**392,6**
Livrets A	112,3	101,1	112,2	113,5	112,1
Livrets bleus	14,9	14,2	15,5	16,3	16,9
Comptes épargne-logement	21,7	27,7	36,0	38,5	39,1
Codévi	29,5	35,9	43,2	45,7	47,0
Livrets d'épargne populaire	15,3	44,5	53,8	56,7	56,8
Livrets jeunes	///	5,0	5,7	6,1	6,4
Livrets soumis à l'impôt	27,8	46,1	85,3	100,7	114,2

(1) Agents non financiers : ménages et assimilés, sociétés non financières, Administrations publiques.
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
(3) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

TABLEAU J.01-10

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Source : Banque de France — *Unité* : % par an

	1995		2000		2004		2005	
	Déc. (1)	Moy.	Déc. (1)	Moy.	Déc. (1)	Moy.	Déc. (1)	Moy.
Taux au jour le jour	5,0	6,4	4,8	4,1	2,0	2,0	2,3	2,1
Taux interbancaire à 3 mois à Paris (Pibor)	5,6	6,6	–	–	–	–	–	–
Taux interbancaire à 3 mois zone euro (Euribor)	–	–	4,9	4,4	2,2	2,1	2,5	2,2
Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare)	6,7	7,5	5,0	5,4	3,6	4,1	3,4	3,4
Taux de base bancaire	7,5	8,1	7,1	6,7	6,6	6,6	6,6	6,6
Taux des crédits aux entreprises d'une durée :								
≤ 1 an	8,2	8,2	6,0	5,5	///	///	///	///
> 1 an	8,2	8,3	5,9	5,4	///	///	///	///
					///	///	///	///
Taux des crédits à la consommation	**12,4**	**12,5**	**9,8**	**9,5**	///	///	///	///
Taux des crédits à l'habitat à taux fixe	**9,3**	**9,4**	**7,0**	**6,8**	///	///	///	///
Taux sur les crédits nouveaux à la clientèle résidente (2)								
Crédits aux sociétés non financières	///	///	///	///	**3,9**	**4,1**	**3,7**	**3,8**
dont : Découvert (3)	///	///	///	///	3,9	3,9	4,0	3,9
Crédit d'une PFIT ≤ à un an (hors découvert) (4)	///	///	///	///	3,1	2,9	3,1	3,0
Crédit d'une PFIT > à un an (4)	///	///	///	///	4,1	4,5	3,8	4,0
Crédits aux ménages	///	///	///	///	**5,1**	**5,3**	**4,8**	**4,8**
dont : Découvert (3)	///	///	///	///	10,2	10,4	10,6	10,0
Consommation (hors découvert)	///	///	///	///	6,3	6,5	6,1	6,1
Habitat d'une PFIT ≤ à un an (hors découvert) (4)	///	///	///	///	3,5	3,6	3,3	3,4
Habitat d'une PFIT > un an (4)	///	///	///	///	3,9	4,2	3,5	3,7

(1) Moyenne arithmétique simple.
(2) Taux d'intérêt sur les contrats nouveaux. Nouvelles statistiques de taux d'intérêt résultant de la collecte mise en place début 2003. Des séries longues seront publiées ultérieurement.
(3) Découvert : comptes ordinaires débiteurs + créances commerciales (escompte) + affacturage + crédits de trésorerie non échéancés (dont utilisations d'ouvertures de crédits permanents).
(4) PFIT : période de fixation initiale du taux. C'est la période sur laquelle le taux d'un crédit est fixe. PFIT ≤ 1 an : crédits dont le taux est révisable au moins une fois par an + crédits à taux fixe de durée initiale ≤ 1 an. PFIT > 1 an : crédits à taux révisable selon une périodicité supérieure à l'année + crédits à taux fixe de durée initiale > 1 an.

TABLEAU J.01-11

Crédits distribués par les institutions financières monétaires (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	r 1995	2000	2003	*r* 2004	2005
Répartition par réseau distributeur	**998,5**	**1 167,8**	**1 318,4**	**1 403,7**	**1 527,5**
Métropole + Monaco					
Banques (1)	627,5	875,8	984,3	1 088,4	1 176,3
Caisse des dépôts et consignations + Caisse nationale d'épargne (1)	104,3	102,5	115,2	102,9	109,7
Établissements spécialisés (2)	254,7	174,1	200,5	195,0	221,7
Autres institutions financières monétaires (3)	12,0	15,3	18,4	17,5	19,8
Répartition par secteur bénéficiaire	**998,5**	**1 167,8**	**1 318,4**	**1 403,7**	**1 527,5**
Secteur privé	837,9	1 045,7	1 176,2	1 264,0	1 376,6
Administrations publiques	160,6	122,1	142,2	139,7	150,9

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents à la Fédération bancaire française. Les données correspondant aux catégories « Banques » et « CDC et Caisse d'épargne » ont été révisées suite au reclassement du réseau des Caisses d'épargne au sein des « Banques », en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées (IFS) et sociétés financières.
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires (IFM) sises outre-mer.

TABLEAU J.01-12

Crédits distribués par les établissements de crédit (encours en fin d'année)

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	2000	2002	2003	2004	2005
Crédits des établissements de crédit de la métropole						
Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2)	167,2	188,6	188,3	175,3	178,3	197,1
Exportation	2,8	2,9	2,2	2,1	1,9	2,1
Investissement	293,8	327,0	350,0	357,5	371,3	391,3
Trésorerie des particuliers	63,8	97,8	105,7	110,7	115,8	124,8
Habitat	333,7	407,2	457,5	500,6	561,1	636,8
Titres reçus en pension	4,5	14,3	14,6	18,9	20,8	23,7
Autres crédits	50,2	42,9	42,2	35,9	40,8	40,5
Créances douteuses brutes	75,9	49,7	52,8	53,0	51,7	50,4
Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et aux ménages (3)						
Crédits aux sociétés non financières	**441,5**	**507,3**	**529,0**	**514,8**	**541,5**	**579,6**
Investissement	144,8	178,0	201,0	207,1	216,3	229,9
Trésorerie	124,5	164,1	162,4	136,6	144,4	156,7
Autres objets	172,2	165,1	165,6	171,2	180,9	193,0
Crédits aux ménages	**383,0**	**482,5**	**541,8**	**580,5**	**639,5**	**712,9**
Habitat	240,4	305,3	350,7	385,5	438,1	503,6
Trésorerie	64,7	100,2	108,2	113,7	118,7	128,0
Autres objets	77,9	77,1	82,8	81,3	82,8	81,4

(1) L'agent « entreprises » regroupe les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels.
(2) Les « autres agents » comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Dans une perspective de demande de crédit, les encours incorporent les crédits titrisés.

TABLEAU J.01-13

Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna (encours en fin d'année)

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer — *Unité* : Millier d'euros

	2000	2004	2005		2000	2004	2005
M1	**19 995**	**30 729**	**33 522**	**Avoirs hors zone d'émission**	**16 576**	**33 948**	**37 714**
Circulation fiduciaire	5 263	11 497	12 701	Institut d'émission	7 282	16 027	17 177
Dépôts à vue	14 732	19 232	20 821	Établissements de crédit locaux	9 293	17 921	20 537
				Créances sur le Trésor public	**11 916**	**3 616**	**4 120**
M2 - M1	**1 450**	**2 774**	**2 807**				
				Concours sur ressources monétaires	**2 976**	**1 060**	**– 1 467**
				Concours de caractère bancaire des			
M3 - M2	**10 022**	**5 121**	**4 039**	établissements de crédit locaux	11 849	12 369	10 589
Dépôts à terme	9 972	5 083	4 039	Ressources non monétaires des			
Bons	50	38	///	établissements de crédit locaux	– 8 874	– 11 309	– 12 055
TOTAL M3	**31 468**	**38 624**	**40 368**	**TOTAL**	**31 468**	**38 624**	**40 368**

TABLEAU J.01-14

Taux d'intérêt pour la France et différents pays

Source : OCDE — *Unité* : %

	1985	1990	*r* 1995	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Taux d'intérêt à long terme (taux à 10 ans) (1)									
Allemagne	7,0	8,7	6,9	5,3	4,8	4,8	4,1	4,0	3,4
États-Unis	10,6	8,6	6,6	6,0	5,0	4,6	4,0	4,3	4,3
France	**11,9**	**9,9**	**7,5**	**5,4**	**4,9**	**4,9**	**4,1**	**4,1**	**3,4**
Italie	13,7	13,5	11,8	5,6	5,2	5,0	4,3	4,3	3,6
Japon	6,5	7,0	3,2	1,7	1,3	1,3	1,0	1,5	1,4
Royaume-Uni	11,0	11,8	8,2	5,3	4,9	4,9	4,5	4,9	4,4
Zone euro	...	11,1	8,7	5,4	5,0	4,9	4,2	4,1	3,4
Taux d'intérêt à court terme (taux à 3 mois) (2)									
Allemagne (3)	5,4	8,5	4,5	4,4	4,3	3,3	2,3	2,1	2,2
États-Unis	8,3	8,2	5,9	6,5	3,7	1,7	1,2	1,6	3,5
France (3)	**9,9**	**10,3**	**6,6**	**4,4**	**4,3**	**3,3**	**2,3**	**2,1**	**2,2**
Italie (3)	15,2	12,2	10,5	4,4	4,3	3,3	2,3	2,1	2,2
Japon	6,6	7,7	1,2	0,2	0,1	0,1	n.s.	n.s.	n.s.
Royaume-Uni	12,2	14,8	6,7	6,1	5,0	4,0	3,7	4,6	4,7
Zone euro (3) (4)	9,9	10,9	6,5	4,4	4,3	3,3	2,3	2,1	2,2

(1) Les taux d'intérêt à 10 ans se réfèrent au rendement des obligations d'État sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels publiés par l'OCDE. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à 3 mois se réfèrent aux taux des certificats de dépôts pour les États-Unis et le Japon et aux taux interbancaires pour les autres pays.
(3) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt interbancaires à 3 mois sont identiques pour tous les pays de la zone euro (EURIBOR).
(4) Avant janvier 1999, taux synthétiques calculés à partir des taux nationaux pondérés par le PIB.

Chapitre J.02

Marché financier et Bourse

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.

2 Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année).

3 Transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.

4A Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre.

4B Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre – Groupes économiques.

5 Marchés dérivés.

6 Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre).

7 Indices internationaux.

8 Cours des principales devises et de l'or - Moyenne annuelle.

1
○ Présentation

L'année 2005 a vu la confirmation de la reprise des introductions en bourse sur les marchés d'Euronext Paris, avec 60 nouvelles sociétés introduites (contre 43 en 2004 et 20 en 2003). Ce sont 13,5 milliards d'euros qui ont été levés par ces sociétés (+ 149 % par rapport à 2004). Parmi ces 60 entreprises, 22 ont été admises sur le marché réglementé, l'Eurolist, 20 sur Alternext, le marché créé en mai 2005 pour les PME et 18 ont été inscrites sur le marché libre.

Les indices boursiers français terminent l'année en forte hausse : le CAC 40 progresse de 23,4 % après des hausses de 7,6 % en 2004 et de 16,1 % en 2003. L'indice des valeurs moyennes, le CAC Mid & Small 190 progresse de 38,9 % prouvant la très bonne performance des valeurs moyennes en 2005. Le Dow Jones quant à lui augmente de 6,3 % en 2005 après une baisse de 3,6 % en 2004.

Cette remontée des cours en France depuis 2003, ainsi que les efforts réalisés par les autorités boursières visant à renforcer la sécurité financière sur les marchés, aident les actionnaires individuels à retrouver le chemin de la confiance et les sociétés celui de la Bourse.

En 2005, le nombre de détenteurs de valeurs mobilières en direct ou dans le cadre de leur entreprise s'élève à 10,9 millions, soit 23 ,9 % de la population.

2
○ Méthodologie

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires).

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, Administrations publiques, Administrations privées).

Indices des cours des valeurs

• *Indices marché français*

Les indices, qu'ils soient représentatifs de l'ensemble du marché, d'un secteur d'activité ou d'une population de valeurs spécifiques, sont des instruments essentiels d'une gestion de portefeuille.

Les indices calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre sur la période 1995 à 2005.

Le principal indice de référence est le CAC 40. Il est calculé depuis 1987 et représente la performance des 40 plus grandes valeurs cotées en continu sur l'Eurolist sélectionnées selon des critères de liquidité et de capitalisation. Il est pondéré depuis le 1er décembre 2003 par la capitalisation flottante, afin de limiter les phénomènes de volatilité occasionnés par une distorsion trop importante entre le poids d'une valeur dans l'indice et la part des capitaux flottants disponibles sur le marché. Le CAC 40 sert de support aux options et contrats à terme.

L'indice SBF 120 a été créé en 1993 pour compléter et élargir le CAC 40. Il est composé de 120 valeurs sélectionnées parmi les valeurs de taille importante cotées en continu sur l'Eurolist et selon des critères de rang de liquidité et de rang de capitalisation.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions cotées, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240. Il représente les 250 premières capitalisations d'Euronext cotées à Paris parmi les valeurs ayant plus de 5 % de taux de rotation annuelle. Les indices sectoriels sont calculés sur la base de l'échantillon du SBF 250. Ces indices sont emboîtés, c'est-à-dire que les valeurs de l'indice CAC 40 vont toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 vont toutes faire partie de l'indice SBF 250. L'indice SBF 80 est composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40.

Dans le cadre de la réforme de cote mise en place au début de l'année 2005, Euronext a créé une liste unique, l'Eurolist, qui est constituée des valeurs précédemment cotées sur les Premier, Second et Nouveau Marché et classées par ordre alphabétique. Euronext a alors développé une nouvelle gamme d'indices de valeurs moyennes : CAC Mid100, CAC Small90, CAC Mid & Small 190, qui a été complétée par un indice AllShares comprenant environ 500 valeurs. Un indice NextCAC 20 est également calculé. Les indices MIDCAC, Second Marché et Nouveau Marché ne sont plus calculés depuis le 1er juillet 2005.

Pour tous ces indices, trois types sont calculés :

– un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs ;

– un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance ;

– un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de Sicav et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici, pour les années 1995 à 2005, sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

• *Indices marchés étrangers*

L'Insee ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères. Les indices des principales bourses étrangères repris dans le tableau J.02-7 ont été fournis par la Fédération Internationale des Bourses via Euronext.

• *Indices marchés européens*

Euronext N.V. est la première bourse paneuropéenne née, le 22 septembre 2000, de la fusion des bourses d'actions et de produits dérivés d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).

En 2002, Euronext s'est élargie en fusionnant avec BVLP (la bourse portugaise pour les produits d'actions et de dérivés) et en acquérant le Liffe (la bourse de produits dérivés basée à Londres).

Créée en réponse à la mondialisation des marchés et pour offrir aux investisseurs une liquidité accrue tout en réduisant les coûts de transaction, Euronext a déjà réalisé une grande partie de son intégration.

FTSE Group et Euronext se sont alliés pour créer une nouvelle génération d'indices négociables européens : les indices FTSEurofirst. Ils répondent aux besoins exprimés par les investisseurs de disposer d'une plus large couverture, d'une meilleure liquidité, d'une négociabilité plus grande et d'une précision accrue.

La composition de ces indices est la suivante :

– FTSEurofirst 80 : l'indice FTSE Eurobloc, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro) et 20 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.

– FTSEurofirst 100 : l'indice FTSE Developed Europe, 60 plus grandes valeurs des marchés éligibles (zone Euro + Royaume-Uni) et 40 valeurs choisies au sein des secteurs économiques sous-représentés par rapport à l'univers de l'indice.

La base est 3 000 au 31 décembre 2002. Les indices sont disponibles depuis le 31 décembre 1993.

3
○ Définitions

Action

Une action est un titre représentatif d'un titre de propriété sur une société. Elle donne un droit de vote aux assemblées, une part des bénéfices (dividende) et une quote-part de l'actif net éventuel en cas de liquidation.

Alternext

Alternext est un marché boursier créé sur mesure pour les PME de la zone euro en mai 2005. Marché non réglementé

mais régulé par Euronext, il offre des conditions d'accès simplifiées et à coûts réduits pour les PME. Il offre également une information transparente pour les investisseurs.
Au 31 décembre 2005, 20 sociétés étaient cotées sur ce marché.

Bourse

La bourse est un marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis).
En France, il existait plusieurs marchés gérés par Euronext Paris : 3 marchés réglementés (Premier Marché, Second Marché et Nouveau Marché) et un marché non réglementé (Marché Libre). Depuis le 21 février 2005, il n'existe plus qu'un seul marché réglementé, l'Eurolist, un marché non réglementé, le Marché Libre et depuis mai 2005, un marché non réglementé mais régulé, Alternext.
Deux instances assurent le fonctionnement des marchés : l'AMF (Autorité des Marchés Financiers), issue de la fusion du Conseil des Marchés Financiers (CMF) et de la Commission des Opérations de Bourse (Cob) en 2003 et Euronext Paris.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Contrat à terme

C'est un produit financier « dérivé » qui engage aujourd'hui un acheteur et un vendeur sur le prix d'un bien qu'ils s'échangeront à une échéance donnée. Ce contrat peut être revendu ou racheté avant la date d'échéance.

Cotation en Continu

Les ordres d'achat et de vente sont confrontés en continu tout au long d'une plage horaire déterminée. Il y a autant de cours que de rencontres d'offres et de demandes.

Cotation par Fixing

Tous les ordres d'achat et de vente sont confrontés à un moment donné. Le fixing est la procédure utilisée pour la cotation de titres appartenant à certains groupes de cotation.

Eurolist d'Euronext

Seul marché réglementé depuis le 21 février 2005, date à laquelle les Premier, Second et Nouveau Marché ont été réunis dans une liste unique. Les valeurs y sont classées par ordre alphabétique.
Au 31 décembre 2005, la cote de l'Eurolist était constituée de 749 sociétés dont 104 étrangères.

Marchés dérivés

Euronext.Liffe, la branche internationale des produits dérivés d'Euronext assure l'organisation et le bon fonctionnement du marché des options sur action et indice de Paris (Monep) qui a démarré son activité le 10 septembre 1987. Ce marché des dérivés est placé sous le contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers. Deux autres organismes exercent un rôle de tutelle : Euronext Paris - qui est en charge de la gestion et LCH Cleranet qui joue le rôle de chambre de compensation.
Les instruments financiers à terme admis sur le marché d'Euronext.Liffe Paris sont des contrats d'options et des contrats à terme fermes sur valeurs mobilières ou sur paniers et indices de valeurs mobilières.

Marché Libre

Le Marché Libre est un marché non réglementé ouvert en septembre 1996. Il offre un moyen de diffusion des ordres d'achat et de vente et une facilité de négociation sur des sociétés dont les titres ne sont pas inscrits sur le marché réglementé d'Euronext Au 31 décembre 2005, 250 sociétés sont inscrites sur le Marché Libre.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Créé en 1971, le NASDAQ est un système électronique de cotation et d'exécution des ordres mis en place sur le marché hors-cote américain (OTC). Il constitue la 2ème bourse américaine en terme de volume de transactions.

Nouveau Marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adressait aux entreprises qui avaient un projet de développement à financer et un fort potentiel de croissance. Depuis le 21 février 2005, les valeurs du Nouveau Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

Obligation

Une obligation est un titre de créance à moyen terme dont l'intérêt, fixé ou indexé, est payable par coupons annuels ou lors du remboursement. Elle est elle-même remboursable en une seule fois ou par tranche. Elle est négociable en Bourse. On distingue :
– les obligations émises par les sociétés, les institutions financières et les collectivités locales ;
– les rentes ou autres valeurs d'État ;
– les obligations convertibles ou remboursables en actions non encore converties.

Option

Une option d'achat donne le droit d'acheter un actif à un prix fixé à l'avance jusqu'à une date donnée. Une option de vente donne le droit de vendre ce même actif dans les mêmes conditions. Les options sont des contrats négociables dans le cadre de marchés réglementés.

Premier Marché

Le Premier Marché a remplacé l'appellation « Cote Officielle ». Les titres des sociétés les plus importantes y étaient négociés. Depuis le 21 février 2005, les valeurs du Premier Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

Réforme de la cote d'Euronext

Depuis le 21 février 2005, les différents compartiments de marché réglementé sont fusionnés et remplacés par une liste unique correspondant à des conditions d'admissions uniques. La cote est classée par ordre alphabétique, les sociétés étant en outre identifiées par un critère de capitalisation.
Par ailleurs les valeurs moyennes bénéficient de dispositifs spécifiques permettant d'accroître leur liquidité et d'améliorer leur suivi en analyse financière ; la gamme d'indices a été renouvelée.

Second Marché

Créé le 1er Février 1993, le Second Marché accueillait des sociétés de taille moyenne à des conditions plus souples que le Premier Marché. Depuis le 21 février 2005, les valeurs du Second Marché sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist.

SRD (Service de règlement différé)

Il permet pour certaines valeurs de différer le paiement ou la livraison au dernier jour de Bourse du mois. Ce service donne lieu à une commission.

Trackers (ou fonds indiciels)

Les trackers sont des fonds cotés dont la performance suit étroitement l'évolution d'un indice. Ils donnent lieu au versement de dividendes sur la base de ceux des valeurs qui composent l'indice.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, d'Euronext Paris, de la Fédération internationale des bourses de valeur et de l'Insee.

Organismes :

– Euronext Paris.
– AMF – Autorité des Marchés Financiers (ex Cob et CMF).
– Banque de France.
– Fédération internationale des bourses de valeur.

Sites Internet :

– www.euronext.com
– www.alternext.fr

- www.banque-france.fr
- www.world-exchanges.org
- www.monep.fr
- www.insee.fr
- www.statistique-publique.fr

Publications :

Euronext

- Factbook 2005.

Autorité des Marchés Financiers

- Notes et études ;
- Rapport annuel.

Autres

- Rapport annuel, *Conseil national du crédit.*
- « Le dictionnaire technique de la bourse et des marchés financiers, édition 2005-2006 », Jeanne France de Villeneuve, *Soficom Editions*.
- « Les procédures d'introduction en bourse en Europe : évolution des pratiques et perspectives », E. Boutron, J. F. Gajewski, C. Gresse, *Revue d'économie financière*, n° 82, 2006.
- « Contenir le marché : la transition de la criée à la cotation électronique à la Bourse de Paris », F. Muniesa, *Sociologie du travail*, volume 47, n° 4, oct.-déc. 2005.

TABLEAU J.02-1

Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

Sources : Banque de France ; Euronext Paris — *Unité* : Milliard d'euros

	r 2004			2005		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
Émissions d'actions et titres assimilés	78,9	–	78,9	78,7	–	78,7
Émissions d'obligations et titres assimilés	113,2	86,4	26,8	97,9	76,2	21,7
TOTAL DES ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES	**192,0**	**86,4**	**105,6**	**176,6**	**76,2**	**100,4**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	74,7	–	74,7	75,6	–	75,6
Institutions financières	0,4	–	0,4	1,8	–	1,8
Entreprises d'assurance	3,8	–	3,8	1,3	–	1,3
Administrations publiques	n.s.	–	n.s.	n.s.	–	n.s.
Administrations privées	n.s.	–	n.s.	n.s.	–	n.s.
Total	**78,9**	**–**	**78,9**	**78,7**	**–**	**78,7**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	3,9	21,6	– 17,7	3,7	17,3	– 13,6
Institutions financières	21,2	23,9	– 2,7	11,5	19,2	– 7,7
Entreprises d'assurance	0,2	–	0,2	0,8	0,5	0,3
Administrations publiques	87,8	40,9	46,9	81,9	39,2	42,7
Total	**113,2**	**86,4**	**26,8**	**97,9**	**76,2**	**21,7**

TABLEAU J.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises (fin d'année)

Source : Euronext Paris — *Unité* : Milliard d'euros

	1981	1990	1995	2000	2002	2003	2004	(1) 2005
ACTIONS :								
Premier marché	34,7	243,7	349,8	1 463,0	884,2	1 024,3	1 093,1	///
Second marché	–	21,2	23,0	53,5	37,3	42,7	47,7	///
Nouveau marché	–	–	–	24,3	6,8	7,9	6,2	///
Total	**34,7**	**264,9**	**372,8**	**1 540,8**	**928,3**	**1 075,0**	**1 147,0**	**1 490,9**
OBLIGATIONS :								
Premier marché	92,2	394,7	628,9	776,5	816,6	807,7	813,8	858,6
Second marché	–	0,9	1,1	2,3	1,4	1,0	–	–
Nouveau marché	–	–	–	0,2	0,2	0,1	–	–
Total	**92,2**	**395,6**	**630,0**	**779,1**	**818,2**	**808,9**	**813,8**	**858,6**
Total des valeurs	**126,9**	**660,5**	**1 002,8**	**2 319,9**	**1 746,5**	**1 883,9**	**1 960,8**	**2 349,5**

(1) Depuis février 2005, création d'une liste unique et suppression des Premier, Nouveau et Second Marchés.

TABLEAU J.02-3

Transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris

Source : Euronext Paris — *Unité* : Milliard d'euros

	(1) 1981	1990	1995	2000	2002	2003	2004	(2) 2005
Actions	7,2	105,1	157,7	1 176,2	1 164,8	974,3	1 082,1	1 208,2
Obligations	13,2	471,0	858,6	50,4	21,1	8,2	8,9	6,6
Total	**20,4**	**576,1**	**1 016,3**	**1 226,6**	**1 185,9**	**982,5**	**1 091,0**	**1 214,7**

(1) De 1981 à 1995, ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché. Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.
(2) Depuis le 21 février 2005, les valeurs françaises sont intégrées dans la liste unique d'Euronext, l'Eurolist (voir méthodologie).

TABLEAU J.02-4A

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre

Source : Euronext Paris

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Variation 2005 / 2004 %
Valeurs françaises								
Base 1 000 au 31-12-1987								
CAC 40	1 871,97	5 926,42	4 624,58	3 063,91	3 557,90	3 821,16	4 715,23	23,40
Base 3 000 au 31-12-2002								
CAC Next 20	///	4 965,20	4 052,77	3 000,00	3 615,50	4 086,77	5 492,28	34,39
Base 1 000 au 31-12-1990								
SBF 120	1 283,50	4 022,53	3 176,04	2 148,59	2 510,37	2 715,25	3 399,00	25,18
Ensemble SBF 250	1 232,86	3 771,25	2 981,35	2 053,26	2 411,51	2 634,12	3 300,94	25,31
Base 3 000 au 31-12-2002								
CAC Mid 100	///	4 285,21	3 593,16	3 000,00	3 541,76	4 325,45	6 012,33	39,00
CAC Small 90	///	5 217,35	3 702,30	3 000,00	4 126,00	5 283,99	7 322,27	38,57
CAC Mid&Small 190	///	4 432,42	3 608,17	3 000,00	3 628,34	4 460,97	6 195,02	38,87
Base 1 000 au 31-12-1998								
IT CAC	///	2 145,91	1 362,10	618,03	944,84	940,76	1 075,11	14,28
Base 3 000 au 31-12-2002								
CAC IT 20	///	12 427,91	7 481,16	3 000,00	4 035,53	4 048,67	4 575,90	13,02
Base 1 000 au 31-05-1995								
MIDCAC (1)	999,06	2 477,28	1 923,46	1 414,48	1 882,79	2 290,81	2 743,62	19,77
Second Marché (1)	1 283,00	2 817,02	2 279,82	1 840,59	2 216,32	2 739,25	3 163,89	15,50
Nouveau Marché (1)	///	2 904,40	1 082,91	509,53	642,91	661,57	778,11	17,62
Valeurs européennes								
Base 3 000 au 31-12-2002								
FTSEurofirst 100	///	5 462,33	4 519,97	3 000,00	3 285,92	3 481,41	4 178,56	20,02
FTSEurofirst 80	///	5 882,31	4 673,49	3 000,00	3 440,10	3 700,89	4 463,41	20,60

(1) Les indices MIDCAC, Second Marché et Nouveau Marché sont supprimés en 2005. La dernière date de calcul des ces indices est le 30 juin.

TABLEAU J.02-4B

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons au 31 décembre
Groupes économiques

Source : Euronext Paris

Unité : Indice SBF 250, base 1 000 au 31 décembre 2001

Groupes économiques	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Ressources	981,15	1 000	838,93	912,70	1 009,51	1 343,59
Industries de base	1 044,35	1 000	773,42	903,34	1 085,72	1 350,69
Industries généralistes	1 328,56	1 000	623,90	815,69	952,83	1 394,95
Biens de consommation cycliques	1 245,31	1 000	887,82	1 116,50	1 184,13	1 412,04
Biens de consommation non cycliques	1 100,90	1 000	802,96	790,83	866,34	1 068,27
Services cycliques	1 240,04	1 000	509,41	609,09	658,93	809,53
Services non cycliques	1 570,36	1 000	555,84	701,33	670,27	634,73
Services aux collectivités	1 215,91	1 000	640,93	628,99	777,65	992,56
Sociétés financières	1 188,34	1 000	792,57	984,63	1 124,58	1 500,28
Technologies de l'information	1 936,14	1 000	400,06	618,63	569,41	672,91

TABLEAU J.02-5

Marchés dérivés

Source : Euronext Paris — *Unité* : Millier de contrats

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produits dérivés sur action						
Options sur action échéances courtes	78 996,4	148 707,4	201 056,7	145 165,9	183 760,3	141 570,6
Options sur action échéances longues	10 438,0	29 622,9	45 109,2	29 321,5	47 103,3	41 990,1
Produits dérivés sur indice						
Contrats à terme						
CAC 40	18 249,9	22 923,6	26 411,3	29 319,6	24 058,5	25 011,4
Contrats d'option						
CAC 40	84 036,8	107 251,4	84 342,7	73 668,1	63 152,3	33 871,9
Produits dérivés sur matières premières						
Contrats à terme						
Maïs	27,7	57,7	98,7	91,0	71,1	82,0
Colza	115,8	135,7	165,5	174,5	191,6	211,3
Blé meunier	33,0	57,2	107,6	114,8	160,2	217,2
Contrats d'option						
Colza	5,3	7,6	9,8	7,0	7,6	8,2
Blé meunier	–	–	1,7	7,6	7,6	9,8

TABLEAU J.02-6

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières (fin décembre)

Source : World Federation of Exchanges — *Unité* : Milliard de dollars

	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	577,4	1 432,2	1 270,2	1 071,7	686,0	1 079,0	1 194,5	1 221,1
Amsterdam	286,7	695,2	///	///	///	///	///	///
Euronext (1)	///	///	2 271,7	1 889,5	1 538,7	2 076,4	2 441,3	2 706,8
Hong-Kong	303,7	609,1	623,4	506,1	463,1	714,6	861,5	1 055,0
Italie	209,5	728,2	768,4	527,5	477,1	614,8	789,6	798,1
Londres	1 346,6	2 855,4	2 612,2	2 164,7	1 856,2	2 460,1	2 865,2	3 058,2
Nasdaq	1 159,9	5 204,6	3 597,1	2 739,7	1 994,5	2 844,2	3 532,9	3 604,0
New-York Stock Exchange	5 654,8	11 437,6	11 534,5	11 026,6	9 015,3	11 329,0	12 707,6	13 310,6
Paris	500,0	1 496,9	///	///	///	///	///	///
Taïwan	187,2	376,5	247,6	292,9	261,3	379,1	441,4	476,0
Tokyo	3 545,3	4 463,3	3 157,2	2 264,5	2 069,3	2 953,1	3 557,7	4 572,9
Toronto	366,3	789,2	766,2	611,5	570,2	888,7	1 177,5	1 482,2
Zurich	398,1	693,1	792,3	625,9	547,0	727,1	826,0	935,4

(1) Euronext comprend : Euronext Amsterdam, Euronext Brussels, Euronext Lisbon et Euronext Paris.

TABLEAU J.02-7

Indices internationaux

Source : World Federation of Exchanges

		Base	2002	2003	2004	2005
AEX	Amsterdam	45,38 au 02/01/1983	322,7	337,7	348,1	436,78
BEL 20	Bruxelles	1 000 au 12/12/1990	2 025,0	2 244,2	2 932,60	3 549,25
CAC 40	Paris	1 000 au 31/12/1987	3 063,9	3 557,9	3 821,20	4 715,23
PSI 20	Lisbonne	3 000 au 31/12/1992	5 824,7	6 747,4	7 600,20	8 618,67
DAX	Allemagne	100 au 31/12/1987	2 892,6	3 965,2	4 256,10	5 408,26
Korea composite	Corée	100 au 04/01/1972	627,6	810,7	895,92	1 379,37
Hang Seng Index	Hong Kong	100 au 31/07/1964	9 321,3	12 575,9	14 230,10	14 876,43
MIB 30	Italie	10 000 au 31/12/1992	23 886,0	26 715,0	30 903,00	35 371,00
LUxX	Luxembourg	1 000 au 04/01/1999	789,7	1 018,9	1 292,20	1 636,98
FTSE 100	Londres	1 000 au 03/01/1984	3 940,4	4 476,9	4 814,30	5 618,80
IBEX 35	Madrid	3 000 au 31/12/1989	6 036,9	7 737,2	9 080,80	10 733,90
Nasdaq Composite	Nasdaq	100 au 02/02/1971	1 335,5	2 003,4	2 175,44	2 205,32
Dow Jones	New-York	100 au 02/10/1931	8 341,6	10 453,9	10 080,00	10 717,50
OMX	Stockholm	125 au 30/09/1986	493,2	636,3	741,9	960,01
RTX	Russie	1000 au 08/10/1997	588,0	1 019,0	996,7	1 612,9
Nikkei 225	Tokyo	1000 au 16/05/1949	8 579,0	10 676,6	11 488,76	16 111,43
TSX Composite	Toronto	1000 au 03/01/1977	6 614,5	8 220,9	9 246,7	11 272,26
DJ Euro STOXX 50SM	Zone euro	1 000 au 31/12/1991	2 386,4	2 760,7	2 951,20	3 578,93
SMI	Suisse	1 500 au 30/06/1988	4 630,8	5 487,8	5 693,20	7 583,93

TABLEAU J.02-8

Cours des principales devises et de l'or - moyenne annuelle

Sources : Eurostat, Banque centrale européenne, Banque de France, Euronext Paris — *Unité* : Euro

	Unité	2000	2002	2003	*r* 2004	2005
Cours libre de l'or (1) :						
Lingot d'un kg	1 lingot	9 732,32	10 571,65	10 330,53	10 564,08	11 455,71
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	55,23	60,35	59,03	59,00	65,33
Cours de devises étrangères (2) :						
Australie	1 AUD	1,5894	1,7366	1,7384	1,7539	1,63257
Canada	1 CAD	1,3712	1,4828	1,5821	1,6483	1,50973
Danemark	1 DKK	7,4538	7,4305	7,4307	7,4381	7,4517
États-Unis	1 USD	0,9240	0,9449	1,1309	1,3604	1,24478
Japon	1 JPY	99,53	118,07	130,97	141,03	136,87
Norvège	1 NOK	8,1137	7,5101	7,9995	8,2435	8,0129
Royaume-Uni	1 GBP	0,6095	0,6288	0,6919	0,7100	0,6839
Suède	1 SEK	8,4154	9,1591	9,1244	9,0155	9,2801
Suisse	1 CHF	1,5577	1,4672	1,5207	1,5440	1,5483

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Parités fixes des monnaies de la zone Euro (sauf Grèce) depuis le 1er janvier 1999 soit : Allemagne (1,9558), Autriche (13,7603), Belgique (40,340), Espagne (166,386), Finlande (5,9457), France (6,55957), Irlande (0,7876), Italie (1936,27), Pays-Bas (2,2037), Portugal (200,482). Parité fixe pour la Grèce au 1er janvier 2001 : 340,75.

Chapitre J.03

Finances publiques

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Exécution des lois de finances.

2 Dette de l'État (situation en fin d'année).

3 Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.

4 Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.

5 Dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes).

6 Recettes fiscales du budget général.

7 Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière.

8 Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2004.

9 Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.

10 Opérations d'investissement des Régions, Départements et Communes.

11 Opérations de fonctionnement des Régions, Départements et Communes.

12 Intercommunalité : nombre de groupements par région au 1er janvier 2006 – France entière.

1
○ Présentation

Pour la première fois depuis 2001, le déficit public, qui atteint 2,9 % du PIB en 2005, se situe en dessous du seuil inscrit dans le pacte européen de stabilité et de croissance (3,0 %). La vive progression des recettes, qui croissent plus rapidement que les dépenses (+ 5,8 % contre + 4,1 %), explique cette amélioration. Les recettes publiques, rapportées au PIB, atteignent en 2005 un niveau très élevé (50,9 %) notamment en raison de la contrepartie financière de l'adossement du régime des industries électriques et gazières (IEG) aux régimes de droit commun. Dans le même temps, les dépenses publiques atteignent 53,8 % du PIB après 53,2 % en 2004.

Les Administrations de sécurité sociale sont les principales responsables de l'amélioration : leur besoin de financement se réduit de 12,1 milliards d'euros entre 2004 et 2005. Dans le même temps, le besoin de financement de l'État est légèrement réduit tout en restant élevé (51,8 milliards d'euros après 52,8 milliards d'euros en 2004). Structurellement excédentaires, les organismes divers d'administration centrale (Odac) dégagent une capacité de financement de 7,4 milliards d'euros.

Les prélèvements obligatoires, qui regroupent impôts et cotisations sociales effectives, augmentent fortement en 2005 (+ 5,1 % après + 4,8 % en 2004). Rapportés au PIB, ils atteignent 44,0 % après 43,1 % en 2004. Malgré des transferts de fiscalité, les impôts d'État continuent à croître. La TVA progresse fortement (+ 5,4 %) en raison de la bonne tenue de la consommation en 2005. En revanche, la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) recule de 1,9 %, les volumes consommés stagnant en raison de la forte hausse du prix des produits pétroliers. La part affectée à l'État baisse (– 6,8 % par rapport à 2004) d'autant plus qu'une partie croissante de la taxe est affectée aux collectivités locales.

La progression de 5,5 % de l'impôt sur le revenu en 2005 s'explique par la bonne tenue des salaires et pensions en 2004. La croissance de l'impôt sur les sociétés, 3,9 %, est favorisée par la révision du mode de calcul du quatrième acompte des grandes entreprises (+ 2,3 milliards d'euros). L'impôt de solidarité sur la fortune progresse de 18,4 % du fait de la forte augmentation en valeur des actifs mobiliers et immobiliers.

Les prélèvements obligatoires reçus par les Administrations publiques locales progressent fortement : + 8,6 %, sous le triple effet des transferts de fiscalité, du dynamisme des bases taxables et de la hausse des taux de fiscalité directe. Les quatre taxes les plus importantes progressent ainsi : 5,9 % pour la taxe professionnelle, 7,5 % pour les taxes foncières (bâties et non bâties) et 6,8 % pour la taxe d'habitation. Les droits de mutation sont dopés par la bonne santé du marché immobilier.

Les impôts perçus par les Administrations de sécurité sociale progressent de 11,3 %. Cette croissance s'explique en partie par la réforme de l'assurance maladie de 2004 : l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG) a été élargie et son taux accru, la contribution sociale de solidarité des sociétés (CSSS) a été augmentée. Elle s'explique également par un élargissement de périmètre, avec la création du fonds de financement de la protection sociale agricole (FFIPSA) au 1er janvier 2005. Le rattachement du régime des industries électriques et gazières et la création du régime additionnel de la Fonction publique contribuent à une augmentation plus vive des cotisations sociales effectives que de la masse salariale (+ 4,4 % contre + 1,8 %).

Le besoin de financement de l'État s'élève à 51,8 milliards d'euros en 2005 après 52,8 milliards en 2004. La croissance des dépenses (+ 3,0 %) est plus modérée que celle des recettes (+ 3,8 %). Outre le dynamisme des impôts, la croissance des recettes s'explique aussi par le remboursement exceptionnel de 4 milliards de dotations en capital par l'Erap, l'Odac chargé de porter les participations de l'État dans France Télécom.

Devenues déficitaires en 2004 après huit années d'excédent, les finances publiques locales se redressent légèrement en 2005. Leur besoin de financement est ramené à 1,8 milliard d'euros après 2,3 milliards en 2004. Entraînées par la progression des recettes fiscales (+ 8,6 %), les recettes augmentent de 5,7 %. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, comptabilisée en vente de services dans les comptes nationaux, progresse elle aussi notablement (+ 8,1 %). À l'inverse, la baisse du nombre d'emplois aidés dans les collectivités locales explique la baisse de 22,2 % des subventions reçues (– 0,5 milliard). Parallèlement, les dépenses évoluent à un rythme soutenu (+ 5,4 %). Les prestations sociales en espèces restent vives (+ 9,6 %), les départements ont versé notamment 5,8 milliards de RMI (+ 7,4 %). Les contributions sociales employeurs progressent de 7,0 % en raison de la mise en place du régime de retraite additionnel des fonctionnaires ainsi que d'une hausse des taux des cotisations retraite. Enfin, malgré une décélération, l'investissement continue de croître à un rythme soutenu (+ 7,1 % après + 8,5 % en 2004). En 2005, les Administrations publiques locales demeurent les principales contributrices à l'investissement public dont elles représentent 69,4 %.

Limité à 3,8 milliards d'euros après un record historique (15,9 milliards en 2004), le besoin de financement des Administrations de sécurité sociale s'est très nettement réduit en 2005. Cette nette amélioration tient à la très vive croissance des recettes (+ 7,5 %) largement favorisée par des changements législatifs. Les dépenses des Administrations de sécurité sociale décélérent (+ 4,3 % après + 4,9 % en 2004) malgré le rattachement du régime des IEG qui augmente mécaniquement les prestations versées. La dette publique, au sens du traité de Maastricht s'accroît de 69,2 milliards d'euros en 2005, elle atteint 1 138,4 milliards d'euros à la fin de l'année. L'État en est le principal porteur, avec 78,1 % de la dette totale. Sa progression excède de 19,9 milliards d'euros le déficit public.

Au 1er janvier 2006, le nombre total de groupements de communes à fiscalité propre s'élève à 2 573, ce qui correspond à 49 EPCI à fiscalité propre de plus que l'an passé. Ils regroupent 85,5 % de la population totale, soit 53,3 millions d'habitants dans 32 913 communes.

Le ralentissement du rythme de création de nouveaux EPCI (le taux de progression de + 1,9 % est le plus bas depuis 2000) s'explique par le niveau déjà élevé de couverture du territoire national désormais atteint par des structures intercommunales. Les particularités des régions restant à couvrir interviennent aussi : il s'agit de l'Île-de-France ou de zones rurales à faible densité démographique et disposant de ressources fiscales limitées.

2
○ Méthodologie

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice.

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations) ; ainsi se trouvent décrites, pour chaque année, des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées, en détail, les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction générale de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au Journal officiel.

L'exécution des budgets 2004 des Régions, des Départements et des Communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

1) en produits

– les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers ;

2) en charges

– les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

1) en recettes

– « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement ;

– des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) en dépenses

– les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;

– les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les comptes des Régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des Départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. Les instructions comptables applicables aux Régions restent la M 51 pour l'exercice 2004. La M 71 est expérimentée par les régions métropolitaines depuis le 1er janvier 2005, pendant deux ans (cycle budgétaire complet) ; pour les Régions d'outre-mer, l'expérimentation a débuté à compter du 1er janvier 2006. Les Départements ont adopté la M 52 depuis le 1er janvier 2004. Les comptes des Communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction comptable applicable aux Communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

– les impôts directs, perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires ;

les impôts directs locaux, perçus au profit des Régions, des Départements, des Communes, EPCI et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation (supprimée pour les régions depuis 2000), la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

3
○ Définitions

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a, les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités territoriales (régime administratif)

Au sens de l'article 72 de la Constitution, les collectivités territoriales de la République sont les Communes, les Départements, les Régions, les Collectivités à statut particulier et les Collectivités d'outre-mer. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions qui supprime toute forme de tutelle, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91 428 du 13 mai 1991. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique. Ce statut lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes en partie différentes de celles des régions du continent.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires depuis que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de

certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix-huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

– la totalité des revenus d'activité ;

– la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement) ;

– la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5 % à 0,75 %). La réforme de l'assurance maladie adoptée en août 2004 prévoit :

– un élargissement de l'assiette de la CSG assise sur les salaires ;

– un relèvement de 0,4 point du taux de la CSG portant sur les pensions de retraite des retraités imposables ;

– un relèvement de 0,7 point du taux de la CSG portant sur les revenus financiers.

Dépenses de fonctionnement

Dépenses liées au fonctionnement courant de la collectivité. Elles regroupent principalement :

– les frais de rémunération des personnels ;

– les dépenses d'entretien et de fourniture ;

– les frais de fonctionnement divers correspondant aux compétences de la collectivité ;

– les intérêts de la dette, c'est-à-dire les intérêts des emprunts.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement en capital de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau J.03-2).

Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des Administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. Méthodologie du chapitre I.01 et tableau I.01-17).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Depuis le 1er janvier 2004, la quasi totalité de la DGD a été intégrée dans la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement (DGE) a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982. Ce versement libre d'emploi, est effectué chaque année par l'Etat aux Communes, Départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Ile-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (Dres) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la Région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le Département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

– d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux Régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable ;

– d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux Départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.

Son montant est réévalué en fonction de la progression du PIB et de l'inflation, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

La loi de finances pour 2004 a rénové l'architecture des concours financiers de l'État en globalisant plusieurs dotations et compensations fiscales au sein de la DGF. Cette dernière a ainsi vu son montant multiplié par deux. Depuis 2004, la DGF est versée comme auparavant aux Communes, aux Groupements et aux Départements mais également aux Régions.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus d'un an contractés pendant l'exercice.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins d'un an qui fait partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

• *Initiale.* Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.

• *Rectificative* (*appelée aussi « collectif »*). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.

• *De règlement.* Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

Les prélèvements obligatoires sont les impôts et cotisations sociales effectives reçues par les Administrations publiques et les institutions européennes. Cotisations sociales et impôts sont comptabilisés pour leurs montants dus, mais les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction générale des Impôts, la direction générale de la Comptabilité publique, la direction de la Prévision et la direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Organismes :

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
- Direction générale des Impôts.
- Direction générale de la Comptabilité publique.
- Direction générale de l'Insee.
- Direction générale du Trésor et de la politique économique.

Sites Internet :

– www.finances.gouv.fr
– www.colloc.minefi.gouv.fr
– www.francetresor.gouv.fr
– www.dgcl.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

- Direction du Budget

– « Les finances des collectivités locales en 2006 », *Rapport de l'Observatoire des finances locales*, 2006.

Notes bleues de Bercy :

– « Le PLF 2007 », n° 314, septembre 2006 ;
– « Les finances de l'État », n° 311, janvier 2006 ;
– « Dossier Collectivités locales - Les enjeux de l'interdépendance financière entre communes et groupements à taxe professionnelle unique (TPU) - L'intercommunalité en France », n° 302, janvier 2006 ;
– « Principales orientations de finances publiques pour 2006-2008, et enjeux du PLF 2006 », n° 295, août 2005.

- Direction générale de la Comptabilité Publique

– « Les comptes des régions 2004 » ;
– « Les comptes des communes 2004 » ;
– « Les comptes des départements 2004 ».

- Direction générale des Impôts

– Annuaire statistique, Collection « *Secteur public local* » ;
– Rapport du conseil des Impôts.

Insee-Références :

– « L'Économie française - Comptes et dossiers, édition 2006.

Insee-Première :

– « Les comptes financiers de la Nation en 2005 », n° 1080, mai 2006 ;
– « Les comptes des administrations publiques en 2005 », n° 1078, mai 2006 ;
– « Les comptes de la Nation en 2005 », n° 1077, mai 2006.

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales

- Direction générale des Collectivités locales, département des études et des statistiques locales

– « Les finances des collectivités locales en termes de comptabilité publique », les Collectivités locales en chiffres 2006.
– « Intercommunalité : une dynamique renforcée dans un cadre juridique rénové », bilan au 1er janvier 2005.
– « Guide statistique de la fiscalité directe locale 2004 : statistiques fiscales, collectivités locales, 2005.

Bulletin d'informations statistiques :

– « L'intercommunalité à fiscalité propre en 2006 », n° 50, janvier 2006.
– « Les budgets primitifs des collectivités locales en 2005 », n° 49, novembre 2005 ;
– « La fiscalité directe locale en 2005 : une évolution contrastée selon les collectivités », n° 48, septembre 2005.

Autres

– « Le budget de l'État : nouvelles règles, nouvelles pratiques, *les études de la Documentation Française*, n° 5237, 2006.
– « Intercommunalité - La fédération des maires des villes moyennes (FMVM) présente son Observatoire », *Ondes moyennes*, n° 332, 2006.
– « Finances publiques européennes : une réforme politiquement acceptable du Pacte de stabilité et de croissance, *Revue d'économie financière*, n° 79, 2005.
– « L'évolution des prélèvements obligatoires - Finances publiques : scénarios pour demain », *Revue française de finances publiques*, n° 87, septembre 2004.

TABLEAU J.03-1

Exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	2000	2001	*r* 2002	2003	*r* 2004	2005
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général (2) :									
Dépenses	161 411,5	195 428,1	243 425,1	262 340,2	268 669,5	280 099,7	280 820,0	290 893,0	296 663,0
Recettes	137 857,5	180 731,8	197 080,3	233 025,3	237 064,4	230 112,7	224 105,0	245 484,0	251 512,0
Solde	**– 23 554,0**	**– 14 696,2**	**– 46 344,8**	**– 29 314,9**	**– 31 605,1**	**– 49 987,0**	**– 56 715,0**	**– 45 409,0**	**– 45 151,0**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	1 680,8	1 999,5	6 113,7	5 536,5	6 787,0	10 134,2	6 563,0	9 176,0	11 079,0
Recettes	1 743,7	2 195,9	6 432,9	5 863,0	6 941,1	10 405,6	6 150,0	9 253,0	11 448,0
Solde	**63,0**	**196,4**	**319,2**	**326,5**	**154,1**	**271,4**	**– 413,0**	**77,0**	**369,0**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	163 092,2	197 427,6	249 538,8	267 876,7	275 456,5	290 233,9	287 383,0	300 069,0	307 742,0
Recettes	139 601,2	182 927,7	203 513,2	238 888,4	244 005,5	240 518,3	230 255,0	254 737,0	262 960,0
Solde	**– 23 491,0**	**– 14 499,9**	**– 46 025,6**	**– 28 988,3**	**– 31 451,0**	**– 49 715,6**	**– 57 128,0**	**– 45 332,0**	**– 44 782,0**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 811,0**	**– 399,1**	**– 3 166,8**	**– 137,7**	**– 575,7**	**420,6**	**182,0**	**677,0**	**1 311,0**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 24 302,1**	**– 14 899,0**	**– 49 192,4**	**– 29 126,0**	**– 32 026,7**	**– 49 295,0**	**– 56 946,0**	**– 43 881,0**	**– 43 471,0**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 23 368,1**	**– 14 200,8**	**– 49 234,3**	**– 29 151,8**	**– 32 038,9**	**– 49 296,3**	**– 56 946,0**	**– 43 881,0**	**– 43 471,0**

(1) Hors FMI.
(2) Hors remboursements et dégrèvements fiscaux.

TABLEAU J.03-2

Dette de l' État (situation en fin d'année)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Agence France Trésor/Direction générale de la comptabilité publique (SROT) — *Unité* : Milliard d'euros

	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Dette négociable (1)	**208,5**	**431,4**	**616,3**	**653,3**	**717,2**	**787,7**	**832,9**	**877,3**
Dette à long terme (OAT) (2)	124,7	270,5	419,1	442,5	477,8	511,5	552,0	593,2
Dette à moyen terme (BTAN)	62,0	115,9	154,1	158,4	151,2	167,5	183,8	188,8
Dette à court terme (BTF)	21,8	44,9	43,0	52,4	88,2	108,7	97,1	95,3
Dette non négociable (valeur nette)	**63,2**	**65,0**	**67,2**	**70,5**	**56,2**	**39,7**	**39,8**	**42,2**
Engagements de l'État	12,1	10,4	2,6	2,1	0,9	0,9	0,9	2,7
Bons du trésor sur formules	4,6	1,6	1,8	1,4	0,6	0,2	0,1	0,1
Bons souscrits par des organismes internationaux	5,8	9,0	12,1	11,2	10,5	9,1	9,8	10,8
Dépôts des correspondants du Trésor	49,3	58,3	68,5	66,2	71,2	56,6	58,2	64,9
Divers	2,6	5,2	3,7	3,1	2,9	2,6	2,7	1,5
Créances + solde du compte de l'État à la Banque de France (-)	– 11,3	– 19,5	– 21,5	– 13,5	– 29,9	– 29,7	– 31,9	– 37,9
Total de la dette de l'État	**271,7**	**496,4**	**683,5**	**723,8**	**773,4**	**827,4**	**872,6**	**919,5**

(1) Hors intérêts courus non échus.
(2) Y compris provisions pour indexation du capital des OAT indexées à partir de 1998.

TABLEAU J.03-3

Prélèvements obligatoires des Administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

Sources : Insee, Comptes de la Nation - base 2000
Années 2006 et 2007 : Rapport économique, social et financier PLF 2007 (1)

Unité : % de PIB

	1995	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005	2006	(2) 2007
État	**15,9**	**16,5**	**16,1**	**15,5**	**15,2**	**16,3**	**16,2**	**15,0**	**14,6**
dont : Cotisations sociales	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3
Organismes divers d'administration centrale	**0,4**	**0,7**	**0,7**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**1,0**
dont : CRDS	–	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Collectivités locales	**5,4**	**5,2**	**5,0**	**4,9**	**5,0**	**5,3**	**5,6**	**5,7**	**5,7**
Administrations de sécurité sociale	**20,2**	**21,1**	**21,4**	**21,4**	**21,5**	**20,5**	**21,1**	**22,2**	**22,2**
dont : CSG	1,2	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,2	4,3	4,2
dont : Cotisations sociales	18,1	15,6	15,6	15,7	15,8	15,7	16,0	16,0	16,0
Institutions européennes	**0,8**	**0,6**	**0,6**	**0,5**	**0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
Total	**42,7**	**44,1**	**43,8**	**43,1**	**42,8**	**43,1**	**44,0**	**44,0**	**43,7**

(1) PLF : Projet de loi de finances.
(2) Prévisions.

TABLEAU J.03-4

Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés (1)

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-2005

Unité : % du PIB

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
France	**43,0**	**42,9**	**44,3**	**44,2**	**45,2**	**44,4**	**44,0**	**43,4**	**43,4**	**43,7**
Allemagne (2)	35,7	37,2	36,2	36,4	37,1	37,2	36,1	35,4	35,5	34,6
Belgique	43,2	44,8	45,4	46,2	45,7	45,7	45,8	46,2	45,4	45,6
Danemark	47,1	49,5	49,6	49,8	50,5	50,1	49,1	48,7	48,3	49,6
Espagne	33,2	31,8	32,5	32,9	33,9	34,8	34,4	34,8	34,9	35,1
Grèce	29,3	32,4	34,0	35,9	36,9	38,2	36,6	37,1	35,7	35,7 (3)
Irlande	33,5	32,8	32,2	31,7	31,9	32,2	30,0	28,7	29,7	30,2
Italie	38,9	41,2	44,2	42,5	43,3	43,2	43,0	42,5	43,1	42,2
Luxembourg	40,8	42,3	41,7	40,3	40,7	40,6	40,8	41,3	41,3	40,6
Pays-Bas	42,9	41,9	41,9	40,0	41,4	41,2	39,8	39,2	38,8	39,3
Portugal	29,2	33,6	34,7	34,9	36,0	36,4	35,7	36,5	37,1	37,1 (3)
Royaume-Uni	36,5	35,1	35,3	36,5	36,8	37,5	37,2	35,6	35,6	36,1
Suède	53,2	48,5	51,7	52,1	52,4	53,9	51,8	50,1	50,6	50,7
Moyenne UE (à 15) (4)	**39,4**	**40,1**	**40,9**	**40,9**	**41,5**	**41,7**	**41,0**	**40,6**	**40,5**	**40,5** (3)
États-Unis	27,3	27,9	28,7	29,3	29,4	29,9	28,8	26,3	25,6	25,4
Japon	30,2	26,7	26,8	26,3	25,8	26,5	26,8	25,8	25,3	25,3 (3)
Ensemble OCDE (4)	**34,8**	**35,7**	**36,3**	**36,4**	**36,8**	**37,1**	**36,7**	**36,4**	**36,3**	**36,3 (3)**

(1) Le taux de prélèvements obligatoires de la France est ici cohérent avec les données concernant les autres pays, l'OCDE ayant conservé une présentation en ancienne comptabilité de prélèvements obligatoires nationaux. En comptabilité nationale, base 2000, le taux de la France en 2004 s'élève à 43,1 % du PIB.
(2) Allemagne réunifiée à partir de 1991.
(3) Montants de 2003.
(4) Moyenne non pondérée.

TABLEAU J.03-5

Dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Dépenses ordinaires :									
Dette publique et garanties	14 999,5	23 010,3	37 789,1	39 253,2	39 918,9	41 251,7	40 797,0	41 104,0	41 961,0
Pouvoirs publics	394,4	532,4	604,2	731,9	755,6	796,2	813,0	830,0	856,0
Rémunérations et charges sociales	41 789,3	51 792,7	64 645,9	73 075,5	74 684,3	77 877,4	78 267,0	75 469,0	60 954,0
dont : civiles	33 545,2	42 245,1	52 892,3	60 000,6	61 431,6	63 946,2	63 988,0	61 040,0	47 040,0
Pensions	14 680,8	18 779,3	24 094,9	29 332,7	30 450,2	31 848,4	33 335,0	35 168,0	36 818,0
Subventions de fonctionnement	4 732,6	5 301,7	7 436,3	8 588,1	8 946,5	9 235,0	9 280,0	8 567,0	7 952,0
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	7 642,0	10 371,1	11 263,8	11 008,5	11 256,4	12 212,4	12 341,0	18 413,0	36 351,0
Interventions économiques	18 887,4	16 973,5	25 920,8	22 355,0	21 127,2	19 709,9	17 880,0	33 716,0	31 234,0
Interventions sociales	24 987,2	25 131,5	27 244,9	30 745,0	30 280,7	32 932,0	32 345,0	27 159,0	26 031,0
Autres interventions	10 273,1	14 712,9	17 533,9	20 835,5	24 120,6	26 096,5	26 943,0	19 290,0	18 639,0
Total des dépenses ordinaires	**138 386,2**	**166 605,4**	**216 533,7**	**235 925,2**	**241 540,4**	**251 959,5**	**252 001,0**	**259 716,0**	**260 796,0**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	4 732,5	5 429,6	3 790,3	3 358,6	3 769,7	3 996,0	4 081,0	4 132,0	5 685,0
Subventions d'investissements civils	8 163,9	8 837,8	11 708,7	12 367,4	12 534,4	12 811,5	12 918,0	14 666,0	15 895,0
Réparations des dommages de guerre	1,7	0,3	–	–	–	–	–	–	–
Équipement militaire	10 127,2	14 554,9	11 392,4	10 689,0	10 825,1	11 331,9	11 820,0	12 379,0	14 287,0
Total des dépenses en capital	**23 025,3**	**28 822,6**	**26 891,4**	**26 415,0**	**27 129,2**	**28 139,4**	**28 819,0**	**31 177,0**	**35 867,0**
Total du budget général (dette brute)	**161 411,5**	**195 428,1**	**243 425,1**	**262 340,3**	**268 669,6**	**280 098,9**	**280 820,0**	**290 893,0**	**296 663,0**

TABLEAU J.03-6

Recettes fiscales du budget général

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million d'euros

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Impôts directs									
Impôt sur le revenu (1)	32 204,5	40 094,7	45 287,9	53 253,2	53 457,7	49 992,7	53 754,0	53 887,0	56 437,0
Autres impôts perçus par voie de rôles	2 775,5	3 496,6	7 836,8	8 269,3	9 195,4	8 763,2	4 623,0	4 415,0	4 207,0
Impôt sur les sociétés (recettes brutes) (1)	13 351,3	25 389,6	22 997,8	45 147,2	49 241,5	47 173,2	48 470,0	50 513,0	52 997,0
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	5 193,6	4 802,8	2 271,9	1 723,9	2 196,7	2 092,9	1 808,0	1 702,0	2 377,0
Taxes sur les salaires	3 783,0	5 036,9	6 774,1	7 588,9	8 017,6	8 333,7	8 539,0	9 015,0	9 404,0
Autres impôts directs	1 969,3	2 252,9	2 607,6	5 231,3	6 980,7	6 492,2	6 482,0	6 902,0	5 824,0
Total	**59 277,4**	**81 073,5**	**87 776,2**	**121 213,7**	**129 089,6**	**122 847,9**	**123 676,0**	**126 434,0**	**131 246,0**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	7 795,5	11 834,2	12 210,4	14 426,4	13 136,6	12 784,1	12 584,0	19 631,0	20 671,0
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	12 680,3	17 504,8	21 851,6	24 270,6	23 408,9	23 962,4	24 303,0	20 025,0	18 926,0
Autres produits des douanes	1 679,4	1 785,0	1 747,4	1 765,7	1 664,6	1 560,6	1 496,0	2 104,0	2 327,0
Taxe sur la valeur ajoutée (recettes brutes)	69 031,8	95 343,3	102 021,5	133 265,4	136 496,7	138 499,7	142 132,0	155 641,0	162 490,0
Droits de consommation sur les tabacs	2 261,1	2 947,4	6 286,8	480,2	0,9	0,5	–	2 385,0	1 454,0
Autres droits indirects	1 943,0	2 185,2	417,9	757,8	1 756,4	1 896,3	1 760,0	3 905,0	3 929,0
Total	**95 391,0**	**131 599,9**	**144 535,5**	**174 966,2**	**176 464,1**	**178 703,6**	**182 275,0**	**203 691,0**	**209 797,0**
Total des recettes fiscales brutes	**154 668,4**	**212 673,4**	**232 311,7**	**296 179,9**	**305 553,7**	**301 551,5**	**305 951,0**	**330 125,0**	**341 043,0**
Remboursement et dégrèvements fiscaux	– 15 058,9	– 28 879,9	– 33 871,7	– 56 132,9	– 60 706,9	– 61 329,4	– 66 134,0	– 64 472,0	– 69 423,0
Total des recettes fiscales nettes	**139 609,5**	**183 793,4**	**198 440,0**	**240 047,0**	**244 846,8**	**240 222,1**	**239 817,0**	**265 653,0**	**271 620,0**

(1) Y compris fraction de la contribution représentative du droit de bail recouvré avec l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés depuis 1999.

TABLEAU J.03-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis - France entière

Source : Direction générale des impôts (états n°1913 et R90) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	2000	2003	2004	2005
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT						
Impôt sur le revenu et contributions représentatives droit de bail	**42 732,4**	**45 336,4**	**53 084,7**	**52 920,6**	**52 869,1**	**54 726,8**
Rôles établis au titre de l'année précédente	39 286,3	42 113,0	50 210,3	50 026,0	49 774,1	51 730,2
Rôles établis au titre des années antérieures	3 446,1	3 186,5	2 838,9	2 848,1	3 048,3	2 947,9
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	///	36,9	35,5	46,5	46,6	48,6
Impôt sur les sociétés et contributions représentatives droit de bail (1)	**27 297,5**	**26 066,3**	**49 974,6**	**48 589,1**	**50 186,5**	**50 219,7**
Impôts divers (2)	**5 231,7**	**7 896,1**	**10 176,6**	**10 867,2**	**11 632,5**	**12 074,6**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	5 040,6	6 827,7	7 647,5	8 636,7	8 975,9	9 310
Autres impôts (3)	191,2	1 068,4	2 529,1	2 230,4	2 656,6	2 764,7
Produits divers du budget (4)	**118,9**	**84,3**	**247,6**	**227,0**	**233,7**	**257,3**
Total des impôts directs d'État	**75 380,6**	**79 383,1**	**113 483,5**	**112 603,8**	**114 921,8**	**117 278,4**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX						
Taxes principales (5)	**28 675,1**	**42 078,5**	**50 274,8**	**52 293,7**	**54 463,4**	**57 966,5**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	7 004,3	10 851,9	13 873,8	15 886,1	16 583,1	17 790,6
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	1 173,4	863,8	832,1	897,8	920,9	950,0
Taxe d'habitation	7 217,4	9 220,0	11 431,5	12 116,8	12 698,5	13 432,1
Taxe professionnelle	13 280,0	21 142,8	24 137,4	23 392,9	24 260,9	25 793,7
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (5)	**3 144,7**	**4 189,5**	**5 374,4**	**6 412,1**	**6 778,7**	**7 054,6**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**2 219,5**	**3 636,5**	**4 380,3**	**4 685,6**	**4 808,1**	**5 112,6**
Total des impôts directs locaux	**34 039,3**	**49 904,5**	**60 029,5**	**63 391,4**	**66 050,1**	**70 133,7**
Total impôts directs	**109 419,8**	**129 287,6**	**173 513,1**	**175 995,2**	**180 971,9**	**187 412,0**

(1) Versements spontanés.
(2) Montants émis et versements spontanés.
(3) Le montant comprend essentiellement la cotisation minimale de taxe professionnelle et la taxe sur les locaux à usage de bureaux.
(4) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(5) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU J.03-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu en 2004 (1)

Répartition par tranche de revenu fiscal de référence

Source : Direction générale des Impôts (état n° 1921) — *Unité* : Million d'euros

Tranches de revenu fiscal de référence (euros)	(2) Total des revenus déclarés		(3) Charges déclarées		(4) Revenu fiscal de référence		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 7 500 euros	1 959,14	31 664,68	106,53	990,07	1 874,85	38 392,74	181 201	10 090 219
7 501 à 9 000 euros	7 236,31	25 218,32	92,84	344,87	4 996,46	16 262,60	561 792	1 981 200
9 001 à 10 500 euros	19 429,06	19 811,28	249,90	241,24	13 479,30	13 320,57	1 363 095	1 345 259
10 501 à 12 000 euros	23 290,24	18 993,95	310,09	216,31	16 320,16	12 633,37	1 429 319	1 117 504
12 001 à 13 500 euros	24 923,85	15 138,78	356,38	154,54	17 508,50	10 070,06	1 351 085	786 885
13 501 à 15 000 euros	28 188,74	9 449,68	389,75	94,83	19 773,26	6 274,10	1 366 639	437 579
15 001 à 19 000 euros	68 698,79	13 366,01	973,04	127,02	48 556,23	8 951,46	2 811 019	530 677
19 001 à 23 000 euros	71 445,62	6 810,20	921,48	62,52	50 651,58	4 617,13	2 384 023	221 370
23 001 à 31 000 euros	114 864,91	4 239,44	1 453,40	50,22	81 451,43	2 795,89	3 012 671	107 103
31 001 à 39 000 euros	75 440,20	1 458,13	960,25	22,12	54 069,56	958,64	1 530 383	27 546
39 001 à 78 000 euros	127 129,48	1 816,72	1 826,25	26,27	92 915,92	1 156,87	1 747 090	23 166
Plus de 78 000 euros	98 503,34	527,57	1 753,33	8,98	68 504,48	285,68	404 263	2 248
Total	**661 109,68**	**148 494,76**	**9 393,24**	**2 338,98**	**470 101,7**	**115 719,1**	**18 142 580**	**16 670 756**

(1) Situation des rôles concernant la dernière émission de décembre 2005.
(2) Hors revenus exonérés, déficits globaux antérieurs des années, plus-values imposées en sursis de paiement et revenus exceptionnels ou différés au quotient.
(3) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.
(4) À compter de 2003, la notion de revenu net imposable est remplacée par la notion de revenu fiscal de référence.

TABLEAU J.03-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts (état n° 1921) — *Unité* : Million d'euros

	Année des revenus (1)						
	1990	1995	2000	2001	2002	(2) 2003	2004
Revenus nets imposables :							
imposables	269 478,8	317 269,9	382 886,2	400 537,6	419 984,2	451 822,3	470 102
non imposables	73 659,9	83 290,4	94 892,0	102 341,7	106 967,9	114 084,1	115 719
Nombre de contribuables :							
imposables	14 296 524	15 474 244	17 258 821	17 310 679	17 592 545	17 790 012	18 142 580
non imposables	13 732 940	15 110 886	15 663 743	16 053 544	16 303 583	16 629 873	16 670 757
Montant de l'impôt net (3)	42 279,0	42 805,4	48 137,8	45 875,9	46 040,7	48 152,5	50 192,7

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis en N et N+1.
(2) À compter de 2003, la notion de revenu net imposable est remplacée par la notion de revenu fiscal de référence.
(3) Contribuables imposables.

TABLEAU J.03-10

Opérations d'investissement des Régions, Départements et Communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

	2000	2003	2004
Dépenses des Régions			
Dépenses d'investissement direct	2 131,0	2 496,9	2 783,9
Dépenses définitives d'investissement	5 292,4	6 696,2	7 133,1
Dépenses totales d'investissement	**7 196,9**	**9 525,8**	**10 123,7**
Variation du fonds de roulement	15,4	– 108,0	93,0
Dépenses des Départements			
Dépenses d'investissement direct	5 447,8	6 582,6	6 899,0
Dépenses définitives d'investissement	9 206,0	10 785,1	11 482,5
Dépenses totales d'investissement	**14 086,9**	**16 114,5**	**14 405,1**
Variation du fonds de roulement	112,2	384,7	– 444,9
Dépenses des Communes (1)			
Dépenses d'investissement direct	16 331,6	16 215,7	18 021,0
Dépenses définitives d'investissement	17 064,2	17 039,0	18 801,3
Dépenses totales d'investissement	**24 754,1**	**25 634,4**	**27 477,4**
Variation du fonds de roulement	– 33,0	1 067,9	534,9

	2000	2003	2004
Recettes des Régions			
Recettes définitives d'investissement	1 293,8	1 529,6	1 481,4
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	298,9	314,0	326,4
dotation régionale d'équipement scolaire	529,2	566,1	568,1
subventions et participations d'équipement reçues	195,0	271,9	248,3
Recettes réelles d'investissement	2 796,1	4 797,9	5 649,2
Autofinancement brut	4 416,2	4 619,9	4 567,6
Recettes totales d'investissement	**7 212,3**	**9 417,8**	**10 216,7**
Recettes des Départements			
Recettes définitives d'investissement	2 345,5	2 581,7	2 803,3
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	758,1	869,5	889,5
dotation globale d'équipement	417,7	399,3	286,6
dotation départementale d'équipement des collèges	243,0	275,1	290,0
subventions et participations d'équipement reçues	669,0	714,1	748,4
Recettes réelles d'investissement	5 859,7	8 465,7	6 287,6
Autofinancement brut	8 339,4	8 032,6	7 672,6
Recettes totales d'investissement	**14 199,1**	**16 498,2**	**13 960,2**
Recettes des Communes (1)			
Recettes définitives d'investissement	7 208,5	7 927,9	8 605,1
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	1 692,6	2 070,3	1 912,0
subventions d'investissement	3 942,2	4 239,2	4 706,8
Recettes réelles d'investissement	14 935,9	16 452,9	17 586,3
Autofinancement brut	9 785,0	10 249,4	10 426,0
Recettes totales d'investissement	**24 720,9**	**26 702,3**	**28 012,3**

(1) Les données sont présentées maintenant selon la nomenclature M 14.

TABLEAU J.03-11

Opérations de fonctionnement des Régions, Départements et Communes

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million d'euros

	2000	2003	2004
Charges des Régions			
Achats et charges externes	362,8	777,4	970,4
Frais de personnel	398,0	521,0	570,1
Impôts et taxes, reversements et restitutions	10,4	67,3	117,6
Transferts versés (1)	4 337,5	6 101,1	6 903,7
Charges financières	484,6	326,2	317,0
dont : intérêts des emprunts	412,4	282,4	273,2
Autres charges diverses	167,4	203,0	261,6
Total des charges	**5 760,8**	**7 995,8**	**9 140,3**
Autofinancement brut	**4 416,2**	**4 619,9**	**4 567,6**
Charges des Départements			
Achats et charges externes	10 839,2	12 020,0	4 713,1
Frais de personnel	4 216,6	5 267,9	6 131,3
Impôts et taxes, reversements et restitutions	184,0	85,0	27,3
Transferts versés (1)	7 202,0	11 307,6	25 638,5
Charges financières	960,2	691,3	750,2
dont : intérêts des emprunts	898,0	652,5	726,8
Charges exceptionnelles	404,5	466,1	170,9
Charges à déduire	– 1,8	– 1,7	–
Total des charges	**23 804,6**	**29 837,1**	**37 431,4**
Autofinancement brut	**8 338,9**	**8 032,6**	**7 672,6**
Charges des Communes (5)			
Achats et charges externes	12 429,8	13 095,6	13 520,0
Impôts et taxes	320,0	349,4	353,0
Charges de personnel	23 327,5	25 999,1	26 852,4
Autres charges de gestion courante	10 220,5	10 168,3	10 274,3
dont : contingents et participations	3 458,0	3 101,3	3 076,4
subventions	5 726,6	5 776,1	5 881,2
autres charges	1 035,9	1 290,8	1 316,7
Charges financières	2 920,5	2 428,6	2 194,6
Charges exceptionnelles	690,6	765,0	783,1
Total des charges	**49 908,9**	**52 805,9**	**53 977,4**
Autofinancement brut	**9 785,0**	**10 249,4**	**10 426,0**

	2000	*r* 2003	2004
Produits des Régions			
Transferts reçus (2)	2 828,3	4 506,1	7 807,0
dont : Participations de l'État			
hors DGF-DGD et FCDR (3)	1 686,0	1 931,6	2 242,6
DGF-DGD et FCDR (3)	947,7	2 574,5	5 564,4
Impôts et taxes	7 130,2	7 956,8	5 608,6
dont : impôts locaux	3 948,2	3 065,8	3 217,7
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	3 182,0	4 891,1	2 390,9
Ventes, prestations et autres produits	2,0	1,8	4,5
Autres produits courants non financiers	152,6	77,2	68,2
Produits courants financiers	55,2	66,0	68,1
Produits exceptionnels	8,6	7,9	151,5
Total des produits	**10 177,0**	**12 615,8**	**13 707,9**
Produits des Départements			
Ventes, prestations et autres produits	81,5	95,4	214,0
Transferts reçus (4)	8 738,2	12 661,4	13 902,4
dont : dotations de l'État hors DGD	4 376,5	5 060,9	11 318,0
Impôts et taxes	22 921,1	24 670,9	28 692,8
dont : impôts locaux	13 846,4	15 062,6	15 749,5
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	9 074,7	9 608,3	12 943,3
Autres produits courants non financiers	272,5	286,6	2 087,9
Produits courants financiers	66,8	65,6	42,9
Produits exceptionnels	63,4	89,8	163,9
Total des produits	**32 143,5**	**37 869,7**	**45 104,0**
Produits des Communes (5)			
Production	3 728,5	3 828,5	3 951,6
Ressources fiscales	31 120,1	34 818,7	36 015,1
dont : impôts locaux	25 689,8	23 482,9	23 975,3
fiscalité reversée	///	6 690,7	7 249,7
autres impôts et taxes	5 430,3	4 645,1	4 790,2
Dotations et subventions	21 525,8	20 929,5	20 887,8
dont : dotations de l'État	11 880,6	12 388,4	15 339,7
subventions et participations	4 059,1	2 633,9	2 552,1
autres attributions	5 586,0	5 907,3	2 996,0
Autres produits de gestion courante	1 992,4	2 226,2	2 227,1
Transferts de charges	702,2	584,7	578,2
Produits financiers	166,3	189,9	168,7
Produits exceptionnels	458,6	477,7	575,0
Total des produits	**59 693,9**	**63 055,3**	**64 403,5**

(1) Participations, contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.
(3) DGF : dotation globale de fonctionnement ; DGD : dotation générale de décentralisation ; FCDR : fonds de correction des déséquilibres régionaux.
(4) Dotation globale de fonctionnement y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.
(5) Les données sont présentées, maintenant, selon la nomenclature M 14.

TABLEAU J.03-12

Intercommunalité : nombre de groupements par région au 1er janvier 2006 - France entière

Source : Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
Direction générale des collectivités locales

Unité : Nombre

Région	Communauté d'agglomération	Communauté urbaine		Communauté de communes		Syndicat d'agglomération nouvelle	(1) Total EPCI		Population regroupée (2)	% de la population régionale (2)
		avec TPU (1)	Sans TPU (1)	avec TPU (1)	Sans TPU (1)		avec fiscalité propre	*dont* avec TPU		
Alsace	2	1	–	15	59	–	77	18	1 698 694	95,7
Aquitaine	6	1	–	73	102	–	182	80	2 925 521	95,8
Auvergne	6	–	–	63	34	–	103	69	1 321 245	96,7
Bourgogne	4	1	–	20	103	–	128	25	1 532 038	91,4
Bretagne	9	1	–	91	17	–	118	101	3 047 477	98,3
Centre	8	–	–	79	42	–	129	87	2 217 226	87,5
Champagne-Ardenne	4	–	–	10	101	–	115	14	1 231 281	88,4
Corse	2	–	–	7	10	–	19	9	201 633	73,9
Franche-Comté	3	–	–	27	68	–	98	30	1 130 342	96,9
Ile-de-France	28	–	–	31	40	4	103	63	5 251 629	47,1
Languedoc-Roussillon	9	–	–	65	56	–	130	74	2 297 476	95,4
Limousin	2	–	–	37	26	–	65	39	724 933	97,4
Lorraine	5	1	–	31	105	–	142	37	2 221 537	93,0
Midi-Pyrénées	8	–	–	86	115	–	209	94	2 483 280	91,6
Nord-Pas-de-Calais	11	3	–	54	28	–	96	68	4 030 396	98,9
Basse-Normandie	2	–	2	27	96	–	127	29	1 453 904	98,1
Haute-Normandie	7	–	–	14	55	–	76	21	1 815 073	99,1
Pays de la Loire	6	1	1	66	60	–	134	73	3 347 338	98,5
Picardie	5	–	–	19	60	–	84	24	1 832 818	95,8
Poitou-Charentes	7	–	–	32	60	–	99	39	1 712 485	98,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14	1	–	33	43	1	92	49	4 178 850	90,3
Rhône-Alpes	10	1	–	96	124	1	232	108	5 329 755	90,6
Outre-Mer	6	–	–	4	5	–	15	10	1 350 002	78,7
France entière	**164**	**11**	**3**	**980**	**1 409**	**6**	**2 573**	**1 161**	**53 334 933**	**85,5**

(1) TPU : taxe professionnelle unique ; EPCI : établissement public de coopération intercommunale.
(2) La population regroupée correspond à la population totale au recensement de 1999, corrigée des recensements complémentaires le cas échéant, pour les groupements cités.

Chapitre K.01

Commerce extérieur

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble Fab-Fab - France entière.

2 Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière.

3 Commerce extérieur de la France par pays - France entière.

4 Commerce extérieur de la France par produit - France entière.

5A Commerce extérieur de la France : indices de volume.

5B Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

6 Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (Caf) par les exportations (Fab) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000).

7 Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.

8 Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.

9 Commerce extérieur des départements d'outre-mer.

10 Commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

1

○ Présentation

En 2005, les exportations françaises de biens (Fab et hors matériel militaire) restent dynamiques : en valeur et en moyenne annuelle, elles progressent de + 4,3 %, soit à peine moins vite qu'en 2004 (+ 4,9 %). Toutefois, cette hausse est en partie due à de fortes ventes de produits énergétiques (+ 45,0 %). Plus représentatives des performances françaises sur les marchés extérieurs, les exportations de produits manufacturés ralentissent nettement en 2005 (+ 3,2 % après + 5,4 %). La France continue à pâtir de l'atonie persistante de la demande de ses partenaires européens et elle tarde à conquérir des marchés plus porteurs. De plus, bien que la monnaie unique se soit stabilisée en 2005, deux ans d'appréciation ont réduit la compétitivité des produits français.

Parallèlement, la vigueur des importations ne se dément pas. Les importations de biens (Caf et hors matériel militaire) augmentent plus rapidement encore qu'en 2004 : + 8,6 % en 2005 après + 8,3 %. Cette hausse est largement imputable aux achats de produits pétroliers. Mais les importations de produits manufacturés croissent rapidement elles aussi, en réponse à la bonne tenue de la demande intérieure : de + 5,7 % après + 7,7 % en 2004. Les importations augmentant nettement plus vite que les exportations, le solde des échanges de biens (Caf-Fab, hors matériel militaire) se dégrade sensiblement. Le déficit atteint - 34,5 milliards d'euros. Il se creuse de près de 16 milliards d'euros. La dégradation du solde commercial est en premier lieu une conséquence de l'alourdissement de la facture énergétique : elle passe de - 28,6 milliards d'euros à - 37,7 milliards, soit une hausse de 9,2 milliards. En outre, le solde des échanges de produits manufacturés, structurellement excédentaire depuis 1993, se creuse de 6,9 milliards d'euros, au point de devenir négatif (mesuré Caf-Fab, il est vrai). Cette dégradation est d'abord le fait des produits de l'industrie automobile, dont l'excédent diminue de 3,7 milliards d'euros. Le solde des biens intermédiaires, structurellement déficitaire, se creuse également de 2,4 milliards.

En 2005, les échanges de la France avec l'Asie continuent à se détacher par leur vigueur alors que le commerce intra-européen est contrasté et sans éclat. Les exportations vers l'Allemagne stagnent et les échanges avec le Royaume-Uni sont en retrait, mais ils restent dynamiques avec d'autres partenaires, notamment avec l'Italie et l'Espagne. Après avoir été excédentaire pendant plus de dix ans, le solde des échanges avec l'Union européenne devient déficitaire (- 8,3 milliards d'euros). L'automobile et l'aéronautique contribuent à ce creusement. En revanche, les exportations vers le continent asiatique accélèrent (+ 15,9 % après + 10,8 %). Les importations en provenance d'Asie, en hausse de + 12,5 %, continuent aussi à se développer, notamment depuis l'Inde (+ 24,9 %) et la Chine (+ 25,8 %) ; ce pays explique, à lui seul, plus d'un point de la croissance des importations de biens de la France. Le déficit commercial avec l'Asie se creuse de plus d'un milliard et demi. Les « effets de retour » des surplus de revenus pétroliers engrangés par les pays du Proche et Moyen-Orient sont décevants : bien que ces pays aient entretenu des relations commerciales privilégiées avec la France, leurs achats ont faiblement progressé en 2004 et reculé en 2005 (- 2,4 %).

La hausse des exportations de biens est soutenue par presque tous les postes, à l'exception notable de l'automobile dont les ventes se retournent très nettement : - 3,1 %, en valeur, après + 8,0 %. De fait, le coût élevé du carburant n'est pas de nature à stimuler la demande sur les marchés européens. Par ailleurs, les marques françaises sont concurrencées par les voitures étrangères, japonaises ou coréennes notamment. L'atonie de la demande européenne se répercute sur les ventes de biens intermédiaires qui ralentissent (+ 3,5 % après 6,5 %). En revanche, les exportations de vêtements, de produits pharmaceutiques et de cosmétiques, et celles de biens d'équipement du foyer expliquent la vigueur des ventes de biens de consommation (+ 5,7 % après + 4,5 %). Les exportations de biens d'équipement accélèrent nettement (+ 5,7 % après 2,9 %). Autre fait marquant : les exportations de produits énergétiques, dopées entre autres par la hausse des prix, explosent en 2005 : + 45,0 % après + 10,1 %.

La très vive croissance des importations de biens est due, pour moitié, aux achats de produits énergétiques (+ 35,5 %) qui subissent de plein fouet les effets de l'envolée des cours du pétrole. L'effet de change, devenu plus neutre, ne jouant plus le rôle d'amortisseur qui avait été le sien pendant la période d'appréciation de la monnaie européenne, le cours du brut en euros progresse de + 42,7 % en 2005. Presque tous les autres postes des importations sont dynamiques. La demande intérieure tend notamment à se tourner davantage vers des produits importés. Ainsi, les importations de biens de consommation progressent de + 5,2 %, soutenues par les achats de vêtements et de biens d'équipement du foyer. Les importations de biens d'équipement progressent de + 6,8 %, celles de biens intermédiaires de + 5,5 %.

2

○ Méthodologie

Sources statistiques et nomenclatures

Les résultats publiés dans ce chapitre sont établis à partir des statistiques douanières (valeurs et quantités) sur les échanges de marchandises, établies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Les indices de valeur unitaire sont calculés par l'Insee.

Les statistiques douanières sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur s'il s'agit d'échanges entre la France et les pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne. Depuis la suppression des barrières douanières au sein de l'Union européenne, les mouvements de marchandises intra-communautaires sont enregistrés, depuis janvier 1993, dans un système spécifique, Intrastat, sur la base de « déclarations d'échanges de biens » (DEB). Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent des informations détaillées, en particulier sur le type de produit et le pays partenaire. Pour les échanges intra-communautaires, sont enregistrées les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours du mois de référence, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois. Certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation sera établie ultérieurement sont également enregistrés par avance.

La Direction générale des douanes et des droits indirects établit des statistiques mensuelles par type de flux (importation et exportation), croisé avec le type de produit et le pays d'origine ou de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises, institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

L'administration douanière peut ainsi répondre à des demandes d'informations très détaillées : par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation et pour tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental. En particulier, elle est en mesure de fournir les éléments qui permettront d'élaborer des instruments d'analyse économique, tels que les comptes nationaux et les indices de valeur unitaire.

Trois nomenclatures de produits sont utilisées pour présenter les statistiques douanières :

– pour comparer les résultats sur les échanges extérieurs dans l'Union européenne, on utilise la Nomenclature Combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

– pour des comparaisons internationales plus larges, on utilise la classification type pour le commerce international (CTCI), troisième révision (3 118 rubriques à 5 chiffres). Cette dernière correspond à un poste ou à un regroupement de postes du SH, sauf pour les produits pétroliers pour lesquels est utilisé le Système harmonisé lui-même ; ce dernier comporte 5 000 positions élémentaires dont celles de la nomenclature combinée ;
– enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française). Ces nomenclatures permettent de mettre en parallèle le commerce extérieur, la production et la consommation.
L'Insee calcule chaque mois des indices de valeur unitaire et des indices de volume des échanges extérieurs selon une méthode dont le principe est exposé ci-dessous (rénovée et mise en place dans le courant de l'année 2002).
En comptabilité nationale, les indices de valeur unitaire sont utilisés comme déflateurs des échanges extérieurs. Les volumes ainsi obtenus sont notamment repris dans les équilibres emplois-ressources des produits ; mais à cette occasion, ils sont confrontés à d'autres indices de prix (prix à la production et à la consommation), ce qui peut conduire dans certains cas à les modifier. Les indices de prix des comptes nationaux peuvent donc *in fine* s'écarter légèrement des indices de valeur unitaire.

Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état :
– les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être offertes à la consommation ;
– les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire des marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.
Toutefois, l'enregistrement des produits pétroliers fait exception. Ces produits sont enregistrés selon le système du « commerce général », qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.
Certains mouvements de marchandises ou catégories de biens sont exclus des statistiques du commerce extérieur, ce sont principalement :
– les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;
– les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;
– les livraisons à l'avitaillement ;
– les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;
– le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;
– l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;
– un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;
– des échanges de faible valeur :
  – les échanges extra-communautaires dont la valeur est inférieure à 800 euros et la masse à 1 000 kg ;
  – les échanges intra-communautaires effectués par des opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 100 000 euros par an d'échanges).

Valeur des marchandises

Dans les statistiques douanières, la valeur des échanges est mesurée au passage de la frontière française :
– les importations sont mesurées Caf (« coût, assurance et fret ») : cette valeur comprend les coûts de transport et d'assurance entre le point de production et la frontière française, à la différence de la valeur Fab qui ne comprend que les coûts de transport et d'assurance à l'intérieur du pays exportateur. Cette valeur s'entend avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.
– les exportations sont mesurées Fab : « franco à bord » à la frontière française (valeur au prix de base, c'est-à-dire augmentée des impôts et diminuée des subventions). Cette mesure n'intègre que les coûts de transport et d'assurance en France.
La différence entre la valeur Caf et la valeur Fab des importations, la correction Caf-Fab, correspond aux coûts de transport et d'assurance entre les frontières du pays partenaire et celles de la France (territoire de transit). La correction Caf-Fab des importations n'est connue que globalement. Elle permet de passer, dans les comptes nationaux, d'un enregistrement Caf-Fab des échanges à un enregistrement Fab-Fab. En revanche, les flux d'importations par produit sont toujours valorisés Caf.

Spécification par tableau

- **Résultats d'ensemble**

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire.

- **Résultats par pays ou zone géo-économique**

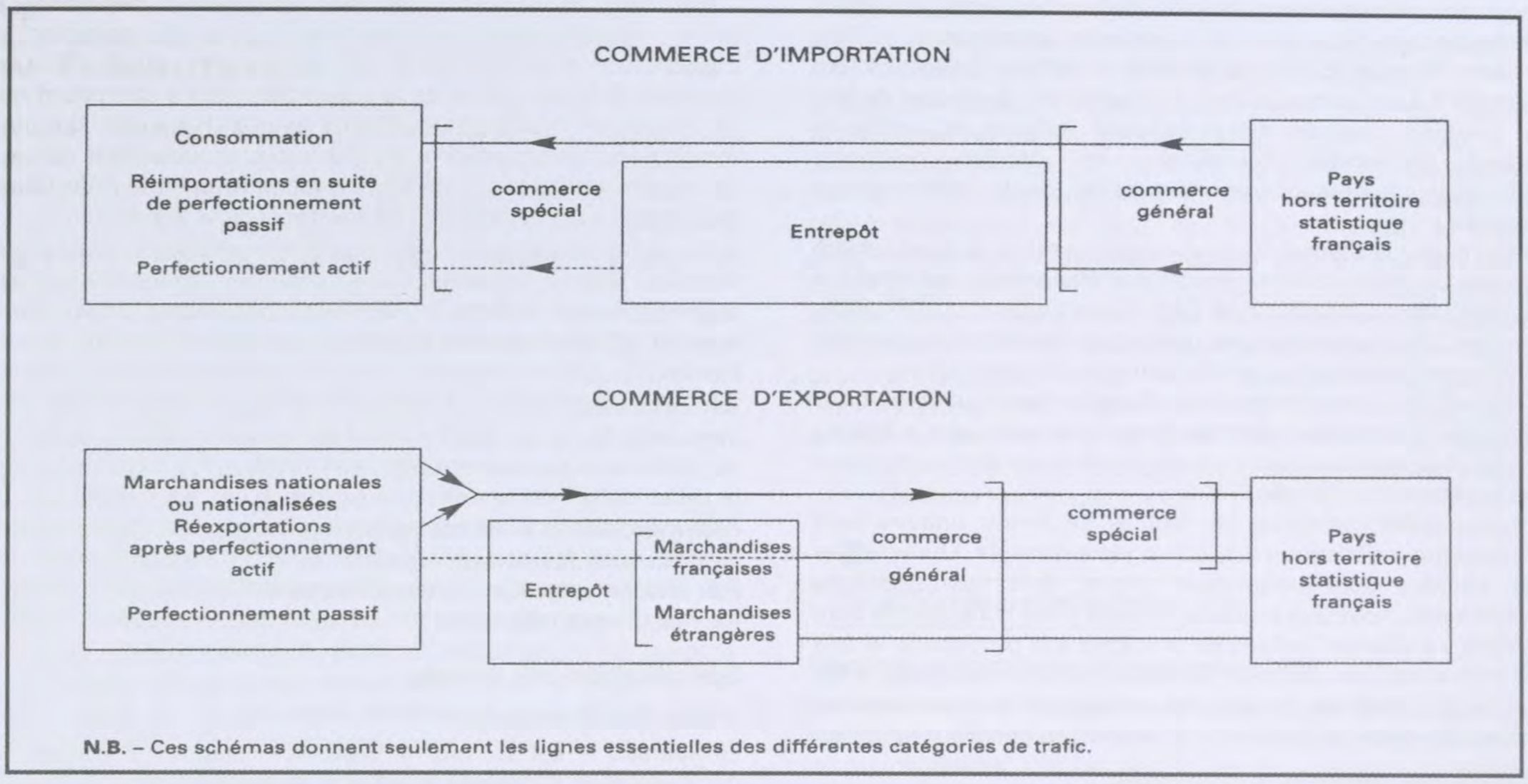
Les marchandises importées sont classées selon leur pays d'origine, c'est-à-dire le pays où elles ont été produites, transformées (produits manufacturés), extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires).
Par contre, les marchandises exportées sont classées en fonction de la dernière destination connue.
La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

- **Résultats en valeur par produit**

La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse à 16 positions).

Indice de valeur unitaire : éléments de méthode

Les indices de valeur unitaire sont des indices de Paasche chaînés, établis en base 100 en 1994. Les formules d'agrégation sont des moyennes harmoniques des indices élémentaires, pondérées par les valeurs courantes des échanges. Les indices de volume sont des indices de Laspeyres.
Les indices de valeur unitaire se définissent comme le rapport entre la valeur d'une strate et la quantité correspondante (exprimée en unité de poids ou dans une unité complémentaire). Ces indices sont calculés, pour les importations et les exportations, selon un découpage croisant un niveau fin de la nomenclature de produits et 18 zones géo-économiques, faisant notamment la distinction entre les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les États-Unis, isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE. Les indices élaborés à un niveau fin sont ensuite agrégés selon la formule de Paasche. Des contrôles sont effectués sur les indices de valeur unitaire élémentaires pour détecter et redresser les anomalies.
Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans le cas des produits pour lesquels le poids net ou éventuellement la quantité complémentaire (nombre d'unités, unité de volume, de surface, etc.) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dans le cas de produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne constituent qu'une approximation de l'évolution des prix.
En outre, du fait que ces indices sont agrégés à l'aide des valeurs courantes, ils sont sensibles aux déformations de la structure des échanges en valeur au sein d'une strate. On dit qu'ils sont affectés par des « effets de structure ».
Les indices de volume sont obtenus comme quotient des indices de valeur par les indices de valeur unitaire.



N.B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 6, 7 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision.

3 ○ Définitions

Union européenne

– *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche, Grèce.
– *Nouveaux pays adhérents de l'Union européenne* : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie.
– *Autres pays* : Royaume-Uni, Danemark, Suède.

OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a, en 1961, succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), fondée en 1948 pour gérer l'aide américaine d'après-guerre (plan Marshall). L'OCDE regroupe une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée et, depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne). L'OCDE est le principal rassembleur de statistiques sur les pays développés. L'OCDE siège à Paris.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hong kong.

Pays du Moyen-Orient

Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Reste du Monde

Pays n'appartenant pas aux zones décrites précédemment.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les Dom. Il n'inclut pas les Collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

Taux de couverture en volume par produit

Le taux de couverture se définit comme le rapport entre le volume des exportations Fab (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations Caf (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

Termes de l'échange par produit

Les termes de l'échange se définissent comme le rapport entre l'indice de prix des exportations et l'indice de prix des importations. Une amélioration des termes de l'échange signifie que la croissance du prix des exportations est plus rapide que celle du prix des importations.

Valeurs Caf et Fab

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les importations sont mesurées Caf (coût de la marchandise, assurance, fret), les exportations sont mesurées Fab (franco à bord).
Dans le tableau 1, les importations comme les exportations sont mesurées Fab, de manière à faire apparaître le solde des échanges commerciaux au sens strict.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Comptes trimestriels » de l'Insee.

Organismes :

– Insee.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,
Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI),
Direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie,
Direction régionale des douanes de Polynésie française.

Sites Internet :

– www.indices.insee.fr
– www.finances.gouv.fr/douanes
– www.minefi.gouv.fr/notes_bleues
– www.douane.gouv.nc

– www.polynesie-francaise.gouv.fr/services/douanes
– www.insee.fr
– www.statistique-publique.fr

Publications :

Insee

Insee-Première :

– « Les comptes extérieurs de la France en 2005 », n° 1086, juin 2006 ;

– « Le commerce en 2005 », n° 1079, mai 2006.

Insee-Références :

– « L'économie française - Comptes et dossiers », édition 2006.

Comptes nationaux annuels, documentation, méthodologie :

– « Le compte du reste du monde en base 2000 - Opérations non financières », juillet 2006, Claudie Louvot.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

– Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)

– Commentaires annuels ;

– Résultats annuels par NC8 et par pays ;

– Annuaire abrégé ;

– Banque de données BÉAXNET.

– Direction des Relations avec les publics et de la Communication

Les Notes Bleues de Bercy :

– « Les résultats du commerce extérieur en 2005 », n° 306, avril 2006.

Autres

– H. Tyrman « Les comptes nationaux face à l'évolution des statistiques du commerce extérieur », 7ème colloque de comptabilité nationale, janvier 1998, Paris, Collection « Économica », 1999.

– « Les statistiques des échanges de biens : guide de l'utilisateur », thème 6, série E, Eurostat, 1998.

TABLEAU K.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble Fab-Fab - France entière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Importations Fab (1)	205 582	234 499	254 678	269 832	329 907	331 446	325 307	321 969	346 331	378 774
Exportations Fab (1)	214 689	258 294	275 383	284 135	325 711	331 935	330 487	322 899	341 504	355 687
Balance Fab-Fab (1)	**9 107**	**23 795**	**20 705**	**14 303**	**– 4 196**	**489**	**5 180**	**930**	**– 4 827**	**– 23 087**
Importations Caf (2)	212 906	241 397	261 324	276 332	336 920	336 553	330 340	326 734	353 929	384 440
Exportations Fab (2)	213 038	254 073	270 998	281 471	323 639	329 421	326 866	319 880	335 410	349 952
Coefficient Caf-Fab (3)	**96,7**	**96,7**	**97,0**	**97,0**	**97,0**	**97,0**	**98,0**	**98,0**	**97,0**	**97,0**

(1) Y compris matériel militaire.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients Caf/Fab permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations Caf en importations Fab.

TABLEAU K.01-2

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Zone géo-économique	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Importations Caf				
Union européenne	**207 372**	**206 031**	**219 841**	**236 103**
Union monétaire (2)	167 462	168 223	179 182	192 726
Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)	8 472	8 938	10 268	12 956
Autres pays de l'UE (4)	31 438	28 870	30 391	30 421
OCDE hors Union européenne	**52 271**	**47 335**	**51 421**	**53 050**
États-Unis	26 003	21 190	22 541	22 628
Japon	10 659	10 459	10 782	10 372
Suisse	7 165	7 097	7 981	8 776
Autres pays OCDE	8 444	8 589	10 117	11 274
Monde hors OCDE	**70 697**	**73 368**	**82 667**	**95 287**
Afrique	14 688	14 875	14 971	17 931
Pays de l'Est	8 379	9 532	11 553	13 588
Économies en développement rapide d'Asie	21 397	23 521	26 844	31 991
Pays du Moyen-Orient	6 184	5 493	7 060	9 345
Autres pays (y compris Com et Nouvelle-Calédonie)	20 049	19 947	22 239	22 432
Total	**330 340**	**326 734**	**353 929**	**384 440**
Exportations Fab				
Union européenne	**215 275**	**212 910**	**223 217**	**227 787**
Union monétaire (2)	162 822	163 943	172 486	176 833
Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)	11 056	11 174	12 058	13 081
Autres pays de l'UE (4)	41 397	37 793	38 673	37 873
OCDE hors Union européenne	**53 513**	**49 227**	**51 787**	**54 643**
États-Unis	26 073	22 000	23 084	25 000
Japon	5 565	5 288	5 349	5 412
Suisse	10 496	10 595	10 247	10 205
Autres pays OCDE	11 379	11 344	13 107	14 026
Monde hors OCDE	**58 078**	**57 743**	**60 406**	**67 521**
Afrique	18 580	17 628	18 212	20 169
Pays de l'Est	5 654	6 567	7 546	8 163
Économies en développement rapide d'Asie	11 904	12 372	14 062	17 238
Pays du Moyen-Orient	9 716	10 399	10 494	10 248
Autres pays (y compris Com et Nouvelle-Calédonie)	12 224	10 777	10 092	11 703
Total	**326 866**	**319 880**	**335 410**	**349 951**
Balance des exportations Fab et des importations Caf				
Union européenne	**7 903**	**6 879**	**3 376**	**– 8 316**
Union monétaire (2)	– 4 640	– 4 280	– 6 696	– 15 893
Nouveaux pays adhérents de l'UE (3)	2 584	2 236	1 790	125
Autres pays de l'UE (4)	9 959	8 923	8 282	7 452
OCDE hors Union européenne	**1 242**	**1 892**	**366**	**1 593**
États-Unis	70	810	543	2 372
Japon	– 5 094	– 5 171	– 5 433	– 4 960
Suisse	3 331	3 498	2 266	1 429
Autres pays OCDE	2 935	2 755	2 990	2 752
Monde hors OCDE	**– 12 619**	**– 15 625**	**– 22 261**	**– 27 766**
Afrique	3 892	2 753	3 241	2 238
Pays de l'Est	– 2 725	– 2 965	– 4 007	– 5 425
Économies en développement rapide d'Asie	– 9 493	– 11 149	– 12 782	– 14 753
Pays du Moyen-Orient	3 532	4 906	3 434	903
Autres pays (y compris Com et Nouvelle-Calédonie)	– 7 825	– 9 170	– 12 147	– 10 729
Balance totale	**– 3 474**	**– 6 854**	**– 18 519**	**– 34 489**

(1) Hors matériel militaire.
(2) L'Union monétaire se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et du Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal.
(3) Les nouveaux pays adhérents de l'UE au 1er mai 2004 sont : Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Slovénie et Slovaquie.
(4) Autres pays de l'UE : Royaume-Uni, Danemark, Suède.

TABLEAU K.01-3

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (Fab) et importations (Caf)							
	r 2002		*r* 2003		*r* 2004		2005	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**232 070**	**236 057**	**231 852**	**235 091**	**249 987**	**247 128**	**268 777**	**252 849**
dont : Allemagne	56 953	47 423	56 836	47 931	61 531	50 535	66 048	50 851
Espagne	23 893	32 013	24 864	32 729	26 231	33 702	27 340	35 669
Italie	30 314	29 641	30 392	29 697	31 866	31 346	33 478	32 167
Royaume-Uni	24 349	34 064	21 947	30 958	22 994	31 493	22 493	30 869
Belgique et Luxembourg	23 375	26 368	24 291	26 884	27 501	27 672	32 627	28 030
Pays-Bas	16 029	12 567	15 271	12 335	15 713	13 320	15 890	14 428
Suisse	7 165	10 496	7 097	10 595	7 981	10 247	8 776	10 205
Pologne	2 502	3 790	2 744	3 944	3 145	4 299	3 899	4 671
Turquie	2 712	2 894	2 807	3 269	3 276	4 234	3 532	4 660
Portugal	3 473	4 827	3 665	4 362	3 812	4 460	3 718	4 647
Suède	4 513	4 695	4 328	4 360	4 568	4 594	4 855	4 389
Autriche	3 428	3 071	3 339	3 181	3 278	3 543	3 505	3 413
Russie	5 247	2 346	6 178	2 802	7 359	3 148	8 120	3 363
Grèce	662	2 674	510	2 847	536	3 517	527	3 114
Irlande	6 664	2 647	6 774	2 202	6 518	2 606	7 207	2 812
Danemark	2 576	2 638	2 595	2 475	2 829	2 586	3 073	2 616
République tchèque	1 727	2 111	1 741	2 151	2 073	2 314	3 212	2 582
Hongrie	2 012	1 946	2 173	1 954	2 178	2 090	2 423	2 304
Roumanie	1 294	1 122	1 383	1 426	1 558	1 636	1 675	1 973
Finlande	2 671	1 591	2 281	1 775	2 196	1 785	2 386	1 702
Norvège	6 075	1 253	6 015	1 202	6 925	1 285	6 449	1 377
Slovénie	783	1 063	703	956	727	1 160	1 059	1 318
Slovaquie	677	625	711	652	669	649	871	825
Ukraine	174	370	189	442	207	481	245	594
Bulgarie	375	423	423	432	484	452	512	503
Malte	235	575	194	530	297	661	304	481
Croatie	174	460	145	487	119	442	121	436
Lituanie	376	277	445	313	647	305	695	321
Chypre	11	364	59	342	13	290	21	244
Estonie	78	164	92	189	269	165	149	183
Lettonie	71	141	76	143	250	125	323	152
Islande	128	61	132	84	117	78	114	103
AFRIQUE	**14 688**	**18 580**	**14 875**	**17 628**	**14 971**	**18 212**	**17 931**	**20 169**
dont : Algérie	2 721	3 715	3 072	3 700	2 892	4 235	3 684	4 669
Maroc	2 598	2 671	2 543	2 745	2 596	2 772	2 603	3 016
Tunisie	2 486	2 792	2 522	2 598	2 611	2 640	2 759	2 593
Afrique du Sud (République d')	968	1 328	866	1 402	1 034	1 667	1 031	1 882
Égypte	280	1 024	311	987	311	1 010	494	1 418
Nigéria	1 135	963	1 240	879	916	762	1 180	1 048
Sénégal	139	535	113	505	102	535	106	599
Côte-d'Ivoire	733	668	696	560	598	598	540	554
Cameroun	325	583	264	513	290	464	333	445
Gabon	242	411	176	346	201	346	219	440
Libye	409	288	757	273	1 045	224	1 594	302
Angola	674	190	614	232	655	220	1 406	298
Congo	143	235	76	220	84	213	141	264
Île Maurice	388	303	362	258	323	248	298	251
Madagascar	344	175	354	239	355	214	291	233
Mali	8	186	8	189	8	196	13	196
Burkina Faso	16	169	11	209	7	209	8	191
Togo	10	168	9	157	12	142	15	175
Bénin (Dahomey)	3	227	4	209	4	192	5	172
Mauritanie	91	146	84	131	78	116	100	157
Ghana	137	112	154	136	146	183	124	150
Soudan	19	67	13	68	21	76	36	143
Congo (Rép. Démocratique)	38	83	28	107	12	98	100	105
Kenya	67	121	71	89	84	107	92	105
Guinée	69	151	67	113	47	109	68	99
Niger	63	81	67	75	112	82	128	88
Tchad	4	135	4	79	7	65	12	75
Èthiopie	17	32	13	60	16	35	22	68
Tanzanie	21	51	22	51	26	53	24	58
Guinée équatoriale	103	40	22	79	50	34	175	51
Djibouti	1	54	1	41	1	40	–	41

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-3 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays - France entière (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Pays (2)	Exportations (Fab) et importations (Caf)							
	r 2002		*r* 2003		*r* 2004		2005	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**33 619**	**36 514**	**28 713**	**31 042**	**30 662**	**31 448**	**31 703**	**34 243**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	26 003	26 073	21 190	22 000	22 541	23 084	22 628	25 000
Canada	1 793	2 695	1 790	2 353	1 762	2 442	1 992	2 418
Brésil	2 347	2 692	2 454	1 500	2 502	1 816	2 781	2 229
Mexique	561	1 495	610	1 400	642	1 512	699	1 657
Argentine	482	341	484	363	413	539	467	606
Chili	765	690	788	420	1 246	339	1 212	448
Vénézuela	282	333	198	240	205	198	358	273
Colombie	194	256	210	378	256	233	281	273
Panama	9	140	18	382	12	400	6	178
Costa-Rica	127	129	67	165	92	57	104	115
Cuba	51	205	38	131	34	78	40	96
Pérou	131	112	123	94	124	86	159	84
El Salvador	14	175	11	153	5	125	6	80
Uruguay	35	62	37	64	44	67	40	79
République Dominicaine	60	75	40	52	43	50	33	71
Èquateur	86	75	88	146	102	48	141	64
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9	32	–	21	–	12	3	45
Guatemala	26	41	27	32	24	38	39	42
PROCHE et MOYEN-ORIENT	**6 184**	**9 716**	**5 493**	**10 399**	**7 060**	**10 495**	**9 345**	**10 248**
dont : Émirats arabes unis	428	2 389	407	2 933	521	2 586	728	2 655
Iran	848	1 532	1 057	2 051	1 414	2 317	2 174	1 881
Arabie saoudite	2 250	1 552	2 128	1 455	3 103	1 309	3 619	1 651
Israël	835	1 172	790	1 010	834	992	953	1 031
Qatar	17	645	26	775	10	987	38	727
Liban	24	590	25	823	30	643	32	645
Syrie	513	297	333	390	332	302	447	433
Koweit	334	274	482	268	377	311	829	357
Jordanie	6	368	10	173	10	199	9	252
Iraq	787	477	177	155	277	236	414	210
Oman	66	153	12	121	28	101	24	185
Yémen	13	168	19	141	16	305	23	120
Bahreïn	64	95	28	101	107	203	52	91
ASIE	**39 159**	**23 797**	**41 079**	**24 009**	**46 151**	**26 603**	**51 906**	**30 839**
dont : Chine	11 579	3 490	13 567	4 600	16 621	5 281	20 903	5 799
Japon	10 659	5 565	10 459	5 288	10 782	5 349	10 372	5 412
Singapour	1 843	1 897	2 420	2 094	2 638	2 701	3 443	3 030
Hong Kong	630	2 733	626	2 190	610	2 146	594	2 715
Australie	849	1 668	886	1 925	937	2 349	1 045	2 437
Corée du Sud	2 206	2 392	2 181	1 992	3 174	2 098	3 637	2 375
Taïwan	2 132	1 293	2 169	1 283	2 328	1 636	2 450	2 084
Inde	1 472	1 000	1 484	1 003	1 687	1 296	2 107	1 838
Thaïlande	1 479	773	1 504	668	1 491	773	1 521	1 614
Malaisie	2 028	803	1 631	708	1 562	751	1 483	1 117
Nouvelle-Zélande	323	236	317	405	326	472	369	479
Indonésie	1 246	517	1 206	492	1 170	419	1 150	447
Philippines	460	399	399	337	424	357	448	431
Pakistan	381	289	396	199	419	281	409	407
Vietnam	887	352	844	384	882	320	953	305
Sri Lanka	122	93	123	107	121	95	131	100
Bangladesh	509	98	528	79	626	65	618	56
Cambodge	67	61	67	43	73	40	68	45
DIVERS	**4 620**	**2 202**	**4 722**	**1 711**	**5 098**	**1 524**	**4 778**	**1 604**
dont : Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie	158	1 295	149	1 378	151	1 207	155	1 209
Pays non dénommés ailleurs	673	907	691	333	709	317	591	395
France (3)	3 789	–	3 881	–	4 238	–	4 032	–
MONDE	**330 340**	**326 866**	**326 734**	**319 880**	**353 929**	**335 410**	**384 440**	**349 952**

(1) Non compris le matériel militaire.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
(3) Réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées, uniquement.

TABLEAU K.01-4

Commerce extérieur de la France par produit (1) - France entière (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité* : Million d'euros

Produits (1)	Code CPF	*r* 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
Importations Caf					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	EA	8 587	8 740	8 638	8 737
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	22 692	22 597	23 183	23 750
Biens de consommation	EC	56 046	55 629	59 061	62 107
Produits de l'industrie automobile	ED	37 121	37 621	41 004	43 067
Biens d'équipement	EE	71 637	68 101	73 114	78 100
Biens intermédiaires	EF	101 706	99 941	108 159	114 144
Produits énergétiques	EG	30 806	32 404	39 135	53 043
Divers		1 745	1 701	1 635	1 492
Total		**330 340**	**326 734**	**353 929**	**384 440**
Exportations Fab					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	EA	10 380	10 495	10 343	10 326
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	29 234	29 244	29 449	30 014
Biens de consommation	EC	49 720	48 808	51 006	53 891
Produits de l'industrie automobile	ED	48 013	49 280	53 246	51 595
Biens d'équipement	EE	79 179	73 992	76 105	80 474
Biens intermédiaires	EF	99 513	96 992	103 272	106 885
Produits énergétiques	EG	9 413	9 604	10 578	15 334
Divers		1 414	1 465	1 411	1 433
Total		**326 866**	**319 880**	**335 410**	**349 952**
Balance des exportations Fab et des importations Caf					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	EA	1 793	1 755	1 705	1 589
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	6 542	6 647	6 266	6 264
Biens de consommation	EC	– 6 326	– 6 821	– 8 055	– 8 216
Produits de l'industrie automobile	ED	10 892	11 659	12 242	8 528
Biens d'équipement	EE	7 542	5 891	2 991	2 374
Biens intermédiaires	EF	– 2 193	– 2 949	– 4 887	– 7 259
Produits énergétiques	EG	– 21 393	– 22 800	– 28 557	– 37 709
Divers		– 331	– 236	– 224	– 59
Balance totale		**– 3 474**	**– 6 854**	**– 18 519**	**– 34 488**

(1) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Non compris le matériel militaire.

TABLEAU K.01-5A

Commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)
Insee

Unité : Base 100 en 1995

Produits	(2) Code CPF	Importations				Exportations			
		2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
Total		**191,0**	**189,8**	**212,8**	**230,6**	**188,0**	**184,9**	**199,3**	**210,5**
Ensemble hors énergie		196,3	196,7	224,3	240,1	187,3	187,8	198,6	203,5
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	140,4	141,9	147,9	151,5	123,3	124,8	126,2	132,8
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	204,7	201,7	228,8	253,4	199,9	195,8	208,6	217,3
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	185,7	190,6	186,8	186,2	141,9	142,8	137,7	155,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	126,2	126,6	135,7	140,6	117,0	118,6	122,3	125,1
Biens de consommation	EC	188,0	192,7	227,8	251,4	198,8	186,4	212,0	239,7
Produits de l'industrie automobile	ED	182,3	179,2	198,8	204,6	214,5	221,1	231,2	228,7
Biens d'équipement	EE	258,0	251,8	298,3	366,9	218,4	215,8	228,0	239,9
Biens intermédiaires	EF	189,4	184,5	198,6	204,2	181,4	175,9	184,2	186,1
Produits énergétiques	EG	129,9	143,0	150,4	120,3	210,7	213,9	356,3	486,8

(1) Ces indices de volume ne résultent pas du partage volume-prix de la Comptabilité nationale.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU K.01-5B

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)
Insee

Unité : Base 100 en 1995

Produits	(2) Code CPF	Importations				Exportations			
		2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
Total		**88,6**	**88,6**	**86,7**	**86,0**	**86,2**	**86,2**	**84,7**	**84,1**
Ensemble hors énergie		84,7	84,0	80,0	78,9	86,5	84,8	84,6	85,5
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	96,2	95,2	95,2	95,8	100,5	99,0	99,8	96,6
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	83,6	83,8	80,8	77,3	84,9	85,0	84,5	84,2
NIVEAU E									
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	82,8	82,1	85,0	86,7	89,3	89,0	91,9	81,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	102,4	101,5	99,6	99,6	105,2	103,2	102,9	103,0
Biens de consommation	EC	92,9	91,9	83,9	81,1	87,4	91,7	85,1	80,0
Produits de l'industrie automobile	ED	102,3	107,2	106,2	109,1	94,4	93,7	96,8	95,7
Biens d'équipement	EE	76,0	74,6	69,2	60,1	81,1	78,6	77,7	78,8
Biens intermédiaires	EF	79,9	80,4	81,7	83,7	83,1	83,5	84,8	87,1
Produits énergétiques	EG	156,8	146,9	164,1	252,0	75,9	78,1	55,2	61,0

(1) Ces indices de valeur unitaire ne sont pas nécessairement ceux retenus dans la Comptabilité nationale car ils ont pu faire l'objet d'arbitrages.
(2) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU K.01-6

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (Caf) par les exportations (Fab) en volume, par produit (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000) (2)

Source : Insee — *Unité* : %

Produits - CPF (2)	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche . . .	105,9	116,4	117,5	120,4	126,6	114,5	119,2	120,1	112,4	121,1
Produits des industries agricoles et alimentaires	137,3	146,8	141,1	139,8	134,9	126,7	128,0	129,0	124,5	122,6
Produits manufacturés	103,9	111,4	107,9	104,7	101,0	103,5	103,3	101,3	99,5	95,7
dont : Biens de consommation	89,7	93,4	90,5	90,6	86,6	90,1	89,3	83,9	80,4	79,0
Produits de l'industrie automobile	116,4	145,5	132,6	126,6	126,8	132,0	128,7	136,9	135,8	129,5
Biens d'équipement	122,3	126,6	123,4	114,9	110,3	108,2	107,3	101,7	100,8	94,0
Biens intermédiaires	95,8	101,3	98,5	97,2	93,4	97,4	99,2	98,4	96,7	94,8
Produits énergétiques	30,8	31,1	30,7	29,6	33,8	35,5	36,0	36,2	35,3	39,3
Ensemble (3)	**98,2**	**105,1**	**102,3**	**99,7**	**97,0**	**98,4**	**98,6**	**97,0**	**95,1**	**92,5**

(1) Rapport entre les exportations et les importations. Les importations sont mesurées Caf (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations Fab (Franco à bord) ; un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre égal à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix d'importations et d'exportations utilisés pour calculer les taux de couverture sont en indice « base 100 en 1995 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU K.01-7

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : Insee — *Unité* : Base 100 en 2000

Produits - CPF (2)	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000	2001	2002	*r* 2003	*r* 2004	2005
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche . . .	112,3	107,6	105,2	106,8	100,0	100,0	101,7	100,3	106,4	97,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	96,9	97,6	96,5	97,5	100,0	101,4	101,4	100,5	102,3	102,8
Produits manufacturés	98,1	99,4	98,9	99,9	100,0	100,1	101,8	102,2	102,7	103,0
dont : Biens de consommation	98,4	100,7	99,8	100,0	100,0	98,9	100,3	105,1	108,1	109,6
Produits de l'industrie automobile	99,2	99,8	100,9	100,4	100,0	99,6	100,9	95,5	95,6	92,3
Biens d'équipement	92,5	95,3	94,5	97,0	100,0	102,7	107,1	109,4	108,9	111,7
Biens intermédiaires	101,7	101,3	101,1	101,5	100,0	98,7	98,6	98,2	98,3	97,9
Produits énergétiques	132,7	117,3	144,3	136,1	100,0	97,1	95,8	92,3	86,8	80,9
Ensemble (3)	**102,5**	**102,1**	**103,2**	**103,3**	**100,0**	**100,3**	**102,0**	**101,8**	**101,2**	**98,8**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice de prix des exportations à l'indice de prix des importations. Ces indices sont élaborés en base 100 en 1995. Les termes de l'échange sont établis en base 100 en 2000.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitre I.01, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU K.01-8

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)
Insee

Unité : Base 100 en 1995

	2002	2003	2004	2005
IMPORTATIONS Caf				
Total des produits	**88,6**	**88,6**	**86,7**	**86.0**
Union européenne à 15	85,9	89,1	87,6	84.1
OCDE hors UE	88,2	85,3	82,4	84.1
Reste du monde	99,1	91,1	89,0	93.6
Produits manufacturés	**83,6**	**83,8**	**80,8**	**77.3**
Union européenne à 15	83,6	86,8	85,7	80.4
OCDE hors UE	84,3	80,4	76,1	77.0
Reste du monde	83,8	79,2	72,8	68.6
EXPORTATIONS Fab				
Total des produits	**86,2**	**86,2**	**84,7**	**84.1**
Union européenne à 15	90,3	91,4	89,3	87.9
OCDE hors UE	76,9	76,6	74,6	72.4
Reste du monde	84,3	81,2	81,6	82.5
Produits manufacturés	**84,9**	**85,0**	**84,5**	**84.2**
Union européenne à 15	89,2	90,2	90,7	89.5
OCDE hors UE	74,6	74,4	71,8	69.3
Reste du monde	83,7	81,0	81,1	82.5

TABLEAU K.01-9

Commerce extérieur des départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Unité : Millier d'euros

	r 2002	*r* 2003	*r* 2004	*p* 2005
GUADELOUPE				
Importations	1 887 293	1 894 978	1 826 139	2 234 377
Exportations	166 386	179 910	158 958	186 872
GUYANE				
Importations	640 622	635 202	672 135	734 392
Exportations	135 273	111 046	90 488	93 201
MARTINIQUE				
Importations	1 870 559	1 900 066	2 034 563	2 271 317
Exportations	350 210	360 187	343 316	406 058
RÉUNION				
Importations	2 980 048	3 272 206	3 299 038	3 718 458
Exportations	219 558	238 663	249 661	262 064

TABLEAU K.01-10

Commerce extérieur de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction régionale des douanes de Nouvelle-Calédonie
Direction régionale des douanes de Polynésie française)

Unités : Valeurs : Millier d'euros
Quantités : Tonne

	r 2002		*r* 2003		*r* 2004		*p* 2005	
	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités
NOUVELLE CALÉDONIE								
Importations	1 065 719	1 273 273	165 196 104	1 384 343	1 447 116	156 544 980	1 311 847	1 394 648
Exportations	523 560	3 088 350	82 758 620	693 517	3 724 598	96 892 928	811 963	4 014 317
POLYNÉSIE FRANCAISE								
Importations	1 342 132	813 115	1 382 541	859 373	1 190 345	877 231	1 371 077	874 659
Exportations	176 609	18 360	132 505	20 335	148 628	20 540	169 578	21 989

Chapitre K.02

Balance des paiements

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.

Liste des tableaux

1 Balance des paiements.

2 Balance des paiements en 2005 entre la France et la zone euro, l'UE à 25 et l'OCDE.

3 Transactions courantes entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2005.

4 Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

5A Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

5B Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

6 Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

1 ○ Présentation

Les grands traits de la balance des paiements et de la position extérieure de la France en 2005

L'année 2005 est marquée par une nouvelle et forte dégradation du solde des transactions courantes, dans le prolongement de la tendance observée depuis le début de la décennie. Excédentaire de 39,4 milliards d'euros en 1999, le solde courant devient déficitaire, de 5,6 milliards en 2004, le déficit se creusant à - 27 milliards en 2005.
Dans le compte financier, les flux de capitaux entre résidents et non-résidents sont à l'origine de sorties nettes de 15 milliards en 2005. Dans un contexte de forte croissance économique et de reprise des opérations de fusion-acquisition, les investissements directs français à l'étranger (93 milliards) et étrangers en France (51 milliards) ont doublé par rapport à 2004. En outre, la diversification internationale des portefeuilles des résidents comme des non-résidents se poursuit : les investissements de portefeuille des résidents français en titres étrangers atteignent 191 milliards, après 180 milliards en 2004, et les investissements des non-résidents en titres français, en hausse de 50 milliards, s'élèvent à 182 milliards. Les erreurs et omissions s'élèvent à 41,6 milliards. L'importance des flux financiers et l'évolution des cours de change concourent à une forte progression des stocks d'avoirs et engagements de la position extérieure mesurés en valeur de marché. La position extérieure nette créditrice de la France s'établit à 164 milliards, contre 118 milliards à fin 2004.

L'essentiel de la dégradation du solde des **transactions courantes** en 2005 est dû au déficit des biens, dont le creusement tient pour moitié à l'alourdissement de la facture énergétique.
Dans un environnement international toujours porteur, les échanges de biens progressent fortement. Les exportations n'augmentent toutefois pas suffisamment (+ 4,1 %) pour compenser la vive accélération des importations (+ 9,6 %). Le solde des biens en balance des paiements s'établit à – 26 milliards, contre – 7 milliards en 2004.
L'excédent des services, en légère baisse, à 8,1 milliards, se résume à l'excédent des voyages, également en légère diminution. La contraction de l'excédent des services pèse sur le solde courant depuis le début de la décennie. Le bon positionnement de la France se traduisait il y a cinq ans par un excédent de l'ordre de 20 milliards, dont les deux tiers provenaient du tourisme.
Le déficit des transferts courants se creuse, à – 22,2 milliards, au lieu de – 17,7 milliards en 2004, en raison des versements nets aux institutions de l'Union européenne. Ce déficit est le plus élevé depuis 1990.
L'excédent des revenus atteint 13,1 milliards, en progression de 2,9 milliards par rapport à l'année précédente. La hausse est due aux revenus des investissements, dont l'excédent de 4,6 milliards résulte de revenus nets positifs d'investissements directs, excédant les revenus nets versés à l'étranger au titre des investissements de portefeuille.

Le **compte financier** se solde par des sorties de 15,2 milliards, plus importantes qu'en 2004 (3,3 milliards).
Les investissements directs, français à l'étranger comme étrangers en France, enregistrent une nette reprise, à l'image des opérations de fusion-acquisition. Cette évolution s'inscrit en rupture par rapport à la diminution observée depuis 2000, année marquée – il est vrai – par des niveaux record. Par rapport à 2004, les flux sont multipliés par deux, atteignant 93 milliards pour les investissements français à l'étranger et 51 milliards pour les investissements étrangers en France. Mécaniquement, le solde débiteur du poste double également pour s'établir à - 41,9 milliards.
En matière d'investissements de portefeuille et dans une conjoncture boursière particulièrement favorable, on observe une hausse des flux nets d'avoirs et d'engagements. La poursuite du mouvement de diversification internationale des portefeuilles, les opérations d'adossement induites par les fusions-acquisitions et l'essor de l'activité internationale des banques résidentes sur les marchés de titres expliquent en partie cette hausse. Dans ce contexte, le solde débiteur des investissements de portefeuille se réduit de plus de 35 milliards par rapport à 2004 (– 9,2 milliards, contre – 46,6 milliards), sous l'effet d'un rebond marqué des achats nets de titres français par les non-résidents, particulièrement sur actions et titres d'OPCVM.
Les entrées nettes de capitaux au titre des autres investissements reviennent à des montants plus habituels après le niveau très élevé de l'année 2004. La hausse de l'endettement des institutions financières monétaires (IFM) sous forme de dépôts-crédits vis-à-vis des non-résidents s'est en effet interrompue.

Sur l'ensemble de l'année 2005, les **erreurs et omissions** atteignent 41,6 milliards. Trois raisons principales expliquent ce montant exceptionnellement élevé. La première vient des désajustements dans les déclarations des banques résidentes ; celles-ci éprouvent de plus en plus de difficultés à déterminer le statut de résident ou de non-résident de leur clientèle. La seconde raison est la difficulté d'appréhender les crédits syndiqués accordés par des établissements de crédit non-résidents à des entreprises françaises. Les problèmes rencontrés dans les déclarations relatives aux instruments du marché monétaire constituent la troisième raison. Au printemps 2006, les erreurs et omissions redeviennent proches de zéro.

L'augmentation entre fin 2004 et fin 2005 des avoirs et des engagements de la **position extérieure** de la France résulte de l'importance des flux financiers enregistrés en balance des paiements mais également des variations des cours de change et des actifs boursiers.
La position extérieure nette de la France est créditrice et atteint 164 milliards fin 2005 (après 118 milliards fin 2004). Les deux tiers environ de l'amélioration tiennent aux variations de change et un tiers aux flux financiers nets de balance des paiements.

2 ○ Méthodologie

La France établit une balance des paiements complète depuis 1945. Cette responsabilité, d'abord confiée à l'Office des changes, a été transférée à la Banque de France lors de la suppression de l'Office en 1959 et a été ensuite plusieurs fois confirmée : décret du 29 décembre 1989 et loi du 4 août 1993.
L'élaboration de la balance des paiements, ainsi que de la position extérieure, est prise en charge par la Direction de la balance des paiements. Elle s'appuie sur l'article L. 141-7 du Code monétaire et financier relatif aux statuts de la Banque de France et sur le décret n° 2003-196 du 7 mars 2003. Hormis pour les biens, les statistiques sont basées sur une collecte d'informations menée auprès des entreprises, des banques et des administrations publiques.

21. La balance des paiements

211. Mode d'enregistrement

Comme en comptabilité d'entreprise, les opérations de balance des paiements s'enregistrent en partie double : un emploi, c'est-à-dire un débit, a pour contrepartie une ressource, c'est-à-dire un crédit. En effet, chaque transaction, financière ou non financière, avec un non-résident a une contrepartie financière, sous forme de variation d'avoirs ou d'engagements vis-à-vis des non-résidents. Par exemple, une importation de biens ou un achat de titres par les résidents constitue un emploi (débit), qui donne naissance en contrepartie à une ressource (crédit), pouvant consister en une diminution des avoirs liquides des résidents (dépôts auprès des banques non-résidentes) ou en une augmentation de leurs engagements (avances auprès de banques non-résidentes).

212. Composantes de la balance des paiements

Conformément au 5e Manuel de la Balance des paiements du FMI, la balance des paiements comprend le compte de transactions courantes, le compte de capital et le compte financier. L'existence d'un poste d'ajustement, « erreurs et omissions », tient à ce que, à la différence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations indépendantes qui peuvent engendrer erreurs, oublis ou décalages de période.

Le **compte de transactions courantes** regroupe les échanges de biens et services, les revenus et les transferts courants.

Les échanges de biens sont évalués à partir des statistiques du commerce extérieur de la direction générale des Douanes et des Droits indirects, auxquelles sont ajoutées les transactions relatives à l'avitaillement, au travail à façon et aux réparations.

Les échanges de services hors voyages sont subdivisés selon leur nature économique. Parmi les services mis en évidence par la balance des paiements, figurent notamment les transports, la communication, la construction, l'assurance, les services financiers, l'informatique et l'information, ainsi que les « autres services aux entreprises » (négoce international, locations, etc.).
Les voyages constituent une rubrique particulière, à la fois par leur importance et leur définition, qui ne prend pas en compte la nature économique de l'échange, mais ses modalités. Les voyages recensent au crédit les dépenses des non-résidents à l'occasion de leurs séjours en France (tourisme, voyages professionnels, scolarité, santé, etc.), et au débit les dépenses de même nature effectuées par des résidents à l'étranger. Les frais de transport liés aux voyages internationaux ne sont pas enregistrés sous cette rubrique, mais en services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont en principe inclus dans les voyages (en pratique, il est parfois difficile de différencier les dépenses de transport intérieur des dépenses de transport international).

Les revenus distinguent rémunérations des salariés et revenus des investissements. Les rémunérations des salariés comprennent les salaires versés par des employeurs non-résidents à leurs salariés résidents (frontaliers, saisonniers) et inversement. Les revenus des investissements sont répartis selon les opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille et autres revenus d'investissements. Les dividendes (revenus des actions) sont enregistrés à la date de versement et les intérêts (revenus des créances) sur la base des droits constatés.

Les transferts courants constituent la contrepartie comptable de biens, services, capitaux exportés ou importés gratuitement, c'est-à-dire sans contrepartie apparente ou mesurable. Ils sont ventilés par secteur.
Les transferts courants des administrations publiques comprennent notamment les contributions de la France aux dépenses des organisations internationales, les règlements d'impôts effectués dans le cadre de conventions fiscales avec des administrations publiques étrangères, les versements des administrations de sécurité sociale à des travailleurs ou anciens travailleurs non-résidents et à leurs ayant droits, ainsi que les opérations avec les institutions européennes, hormis les concours alloués à la France au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du FEOGA – section orientation, qui sont enregistrés conformément à la méthodologie internationale dans les transferts en capital.
Parmi les transferts des autres secteurs, les envois de fonds des travailleurs sont généralement effectués par des résidents d'origine étrangère vers leur pays d'origine ou vers la France, par des non-résidents d'origine ou de nationalité française ; les autres opérations regroupent des transferts de natures diverses : dons, subventions, indemnités pour rupture de contrat, cautions, prix littéraires, artistiques ou scientifiques, etc.

Le **compte de capital** comprend les transferts en capital - remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement des fonds structurels, transferts des migrants – et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (brevets, marques, droits d'auteur…).

Le **compte financier** est classé par poste selon la nature et la finalité des opérations : investissements directs, de portefeuille, produits financiers dérivés, « autres investissements » et avoirs de réserve.

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître (ou de liquider) une influence dans sa gestion. La notion d'investissement direct est donc plus large que celle de contrôle. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % des droits de vote, ou à défaut 10 % du capital social, d'une entreprise « investie ».
Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi les opérations financières ultérieures entre eux ou avec des entreprises apparentées (sociétés sœurs) : prêts, avances, flux de trésorerie, à l'exception des crédits commerciaux et des prêts entre banques affiliées.
Les investissements directs français à l'étranger et étrangers en France sont décomposés par nature d'opérations :
– les opérations en capital social comprennent les créations, acquisitions ou extensions d'entreprises, réalisées sous forme d'achats de titres, les subventions d'équilibre et consolidations de prêts, ainsi que les investissements immobiliers ;
– les bénéfices réinvestis sont constitués de la part des résultats nets des entreprises investies revenant à la maison mère, diminuée des dividendes versés à la maison mère ;
– les « autres opérations » recouvrent les prêts et dépôts intragroupes, ainsi que les prêts subordonnés et participatifs du secteur bancaire, mais n'incluent pas les crédits commerciaux et les prêts entre banques affiliées, qui sont classés en « autres investissements ».

Les investissements de portefeuille comprennent les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents, à l'exception des opérations relevant des investissements directs, des avoirs de réserve et des produits financiers dérivés, ainsi que des opérations de cession temporaire. Les prêts secs de titres, qui ne donnent lieu à aucun mouvement monétaire, ne sont pas enregistrés en balance des paiements.
Les flux sont scindés en avoirs (opérations des résidents sur titres émis par des non-résidents) et engagements (opérations des non-résidents sur titres émis par des résidents), eux-mêmes répartis selon la nature des titres échangés – actions et titres d'OPCVM, obligations et titres assimilés (plus d'un an d'échéance initiale), instruments du marché monétaire (échéance inférieure à un an). Les flux par instrument sont enfin partagés en fonction du secteur résident détenteur (pour les avoirs) ou émetteur (pour les engagements).
Depuis 2000, un poste intitulé « produits financiers dérivés » a été créé, comprenant les primes sur options, les appels de marge et les intérêts sur swaps.

Les « autres investissements » englobent toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous un autre poste du compte financier. Ils se répartissent entre avoirs et engagements (y compris les prises et mises en pension livrée), puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts et dépôts, autres avoirs et engagements), enfin par secteur résident à l'origine des avoirs et engagements. On distingue en particulier les flux des institutions financières monétaires – IFM (banques) –, qui sont cohérents avec les informations destinées à l'élaboration des statistiques monétaires.

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs à la disposition des autorités monétaires. Depuis la création de la zone euro, seuls les mouvements affectant la partie des réserves de change non transférée à la BCE et qui restent gérée par la Banque de France figurent dans la balance des paiements de la France. Par ailleurs, conformément à la méthodologie adoptée par les pays de l'Union monétaire, seules les créances sur des non-résidents hors zone euro sont prises en compte, ce qui exclut de ce poste les placements en devises effectués auprès de banques non-résidentes situées dans la zone euro.
Les avoirs de réserve sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du FMI.

22. La position extérieure

La position extérieure de la France a pour objectif de recenser les avoirs et engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle est élaborée à l'aide d'enquêtes périodiques de stocks, revalorisés et actualisés si nécessaire par des cumuls de flux pour les points les plus récents.

Les stocks d'**investissements directs** sont recensés chaque année. Ils peuvent être exprimés en valeur comptable ou en valeur de marché, selon le mode de valorisation des capitaux propres. La valeur comptable des encours est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux des filiales et participations annexés aux comptes annuels et, pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des affiliés résidents des investisseurs directs non résidents. Pour l'élaboration des chiffres définitifs (publiés en principe seize à dix-huit mois après la date d'arrêté), le montant d'un investissement est calculé en multipliant la quote-part détenue par l'investisseur direct dans la société investie par la valeur des capitaux propres de la société. On ajoute ensuite l'encours des prêts consentis par l'investisseur à l'affilié.
Le recensement est limité aux encours détenus de façon immédiate par les investisseurs directs, les participations indirectes n'étant pas prises en compte.
Les stocks d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptables financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. S'agissant des prêts et placements, la valeur de marché est présumée identique à la valeur comptable. La valeur de marché est calculée sur le total du stock. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

La **position-titres** (stocks des titres français détenus par les non-résidents et des titres étrangers détenus par les résidents) est établie chaque année à la suite d'un recensement titre par titre auprès des conservateurs.
S'agissant des investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers (avoirs), les titres recensés sont tous les titres étrangers en euros ou en devises (actions, titres d'OPCVM monétaires et non monétaires, obligations, titres du marché monétaire) émis par des non-résidents et détenus par les résidents, à l'exception des titres de participation détenus dans le cadre d'investissements directs.
Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français (engagements) comprennent tous les titres en euros ou en devises émis par des résidents et détenus par des non-résidents. Le portefeuille des non-résidents en titres français est ventilé entre les actions, les titres d'OPCVM monétaires et non monétaires, les obligations et assimilées, les instruments du marché monétaire. Ne sont inclus dans le recensement ni les actions détenues dans le cadre des investissements directs, ni les titres français détenus hors de France par les non-résidents, à l'exception des obligations émises sur le marché international. Pour cette catégorie d'instrument, l'encours détenu par les non-résidents est inclus dans les engagements des résidents, quel que soit le lieu de conservation du titre (France ou étranger).

Les portefeuilles sont calculés en valeur de marché, à la date d'arrêté du recensement.

Les encours de **produits financiers dérivés** comprennent des données sur les options : instruments conditionnels achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, swaps, accords de taux futurs (ou forward rate agreements – FRAs). Ils sont exprimés en valeur de marché.

Les **« autres investissements »** incluent les crédits commerciaux et les avances à la commande, la position dépôts-crédits des entreprises, des OPCVM non monétaires et des entreprises d'investissement, les créances des ménages vis-à-vis de l'étranger, la position dépôts-crédits des IFM résidentes, les investissements des autorités monétaires et des administrations publiques non recensés ailleurs. Les encours sont présentés en valeur nominale.

3 ○ Définitions

Balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne les transactions économiques et financières d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée. En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents.

Résidents

– Personnes physiques ayant leur principal centre d'intérêt en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France ;
– fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non-résidents ;
– personnes morales, françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit leur forme juridique.

France (territoire statistique)

Pour l'élaboration des statistiques de balance des paiements, la France comprend la métropole, la principauté de Monaco, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. Tous les autres pays constituent « l'étranger » ou le « reste du monde ».

Secteurs institutionnels (résidents)

– Banque de France ;
– Administrations publiques (APU) : État, organismes divers d'administration centrale (ODAC), collectivités locales et organismes de sécurité sociale ;
– Institutions financières monétaires hors banque centrale (IFM) : établissements de crédit définis par la législation communautaire, ainsi que les autres institutions financières dont l'activité consiste à recevoir des dépôts, ou de proches substituts, de la part d'entités autres que des IFM et qui consentent des crédits ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Les OPCVM monétaires, qui remplissent ces conditions, sont inclus dans le secteur des IFM ;
– « Autres secteurs » : entreprises industrielles et commerciales, assurances, institutions financières non monétaires – notamment entreprises d'investissement et organismes de placement collectif en valeurs mobilières non monétaires (OPCVM non monétaires) –, institutions à but non lucratif au service des ménages et ménages.

Investissements directs

Selon la définition internationale, appliquée par la France, les investissements directs comprennent les prises de participation au moins égales à 10 % du capital des entreprises, les prêts, emprunts et dépôts envers les entreprises ainsi affiliées et les bénéfices réinvestis.

Position extérieure

La position extérieure recense, à la date d'arrêté, les avoirs et engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents, suivant la même présentation que celle du compte financier de la balance des paiements.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction générale du Trésor et de la politique économique du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la direction de la Balance des paiements de la Banque de France.

Organismes :

- Banque de France : direction de la Balance des paiements.
- Fonds monétaire international (FMI).

Sites Internet :

- www.statistique-publique.fr
- www.banque-france.fr

Publications :

Banque de France

Bulletin de la Banque de France : n° 149, mai 2006 ; n° 150, juin 2006.

Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie, direction générale du Trésor et de la politique économique

Banque de France, direction de la Balance des paiements

– *« Balance des paiements et position extérieure de la France, année 2005 »*. Publié sous double timbre, le rapport est également mis en ligne sur le site de la Banque de France (www.banque-france.fr/fr/stat_conjoncture/balance/bdppof/rabp 2005.htm), où il est complété par des séries chronologiques (statistiques bilatérales, flux et stocks d'investissements directs par secteurs, etc.).

Fonds monétaire international

– « *Balance of payments statistics* », publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

TABLEAU K.02-1

Balance des paiements

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Milliard d'euros

Titres, postes, rubriques	2003			*r* 2004			*p* 2005		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**505,7**	**498,6**	**7,0**	**541,6**	**547,2**	**– 5,6**	**575,8**	**602,8**	**– 27,0**
1-1. Biens	**320,0**	**317,1**	**2,9**	**338,8**	**345,7**	**– 6,9**	**353,0**	**378,9**	**– 25,9**
Marchandises générales	311,1	307,6	**3,5**	329,3	335,7	**– 6,4**	343,9	368,1	**– 24,2**
Données douanières	323,1	320,9	**2,2**	341,4	349,5	**– 8,1**	355,5	381,5	**– 25,9**
Corrections	– 12,0	– 13,3	**1,3**	– 12,0	– 13,7	**1,7**	– 11,7	– 13,4	**1,7**
Avitaillement	0,7	1,5	**– 0,8**	1,0	1,5	**– 0,5**	1,2	2,2	**– 1,0**
Travail à façon et réparations	8,2	8,0	**0,2**	8,5	8,5	**n.s.**	7,9	8,6	**– 0,7**
1-2. Services	**87,3**	**73,3**	**14,0**	**88,1**	**79,3**	**8,8**	**93,3**	**85,3**	**8,1**
Transports	19,1	18,8	**0,2**	20,7	21,7	**– 1,0**	21,8	23,0	**– 1,2**
Maritimes	4,9	5,6	**– 0,7**	5,7	6,9	**– 1,2**	5,9	7,3	**– 1,3**
Aériens	8,5	8,3	**0,2**	9,0	9,7	**– 0,7**	10,0	10,5	**– 0,5**
Autres	5,7	5,0	**0,7**	5,9	5,1	**0,8**	5,9	5,2	**0,7**
Voyages	32,3	20,7	**11,6**	32,8	23,0	**9,8**	34,0	25,1	**8,9**
Services de communication	2,2	1,8	**0,4**	2,5	1,6	**0,9**	2,8	1,7	**1,1**
Services de construction	2,5	1,2	**1,3**	2,6	1,4	**1,2**	2,9	1,3	**1,6**
Services d'assurances	1,9	2,1	**– 0,2**	1,2	1,8	**– 0,5**	1,4	2,3	**– 0,9**
Services financiers	0,9	1,7	**– 0,8**	1,2	2,0	**– 0,8**	1,1	1,9	**– 0,8**
Services d'informatique et d'information	1,1	1,1	**n.s.**	1,2	1,2	**n.s.**	1,4	1,4	**– 0,1**
Redevances et droits de licence	3,6	2,2	**1,4**	4,2	2,6	**1,6**	4,8	2,6	**2,2**
Autres services aux entreprises	21,4	20,8	**0,6**	19,3	21,2	**– 1,9**	20,6	22,7	**– 2,1**
Négoce international	2,6	–	**2,6**	1,1	–	**1,1**	1,1	–	**1,1**
Autres services commerciaux	1,9	4,5	**– 2,6**	2,0	4,8	**– 2,8**	2,2	4,5	**– 2,3**
Locations	0,7	0,9	**– 0,2**	0,7	0,8	**– 0,2**	0,6	0,9	**– 0,2**
Services divers aux entreprises	16,2	15,4	**0,8**	15,5	15,6	**n.s.**	16,6	17,4	**– 0,7**
Services personnels, culturels et récréatifs	1,7	2,1	**– 0,4**	1,8	2,1	**– 0,3**	1,7	2,3	**– 0,5**
Services des administrations publiques	0,7	1,0	**– 0,3**	0,7	0,9	**– 0,2**	0,8	1,0	**– 0,1**
1-3. Revenus	**76,7**	**69,7**	**7,1**	**93,8**	**83,6**	**10,2**	**108,9**	**95,9**	**13,1**
1-3-1. Rémunérations des salariés	9,6	1,4	**8,2**	9,8	1,4	**8,4**	9,8	1,4	**8,4**
1-3-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	67,1	68,3	**– 1,2**	84,0	82,3	**1,8**	99,2	94,5	**4,6**
Investissements directs	14,3	4,2	**10,1**	26,1	10,6	**15,6**	28,6	10,5	**18,1**
Investissements de portefeuille	32,9	43,8	**– 10,9**	41,4	52,8	**– 11,4**	47,1	56,9	**– 9,9**
Autres	19,9	20,3	**– 0,4**	16,5	18,9	**– 2,4**	23,5	27,1	**– 3,6**
1-4. Transferts courants	**21,6**	**38,5**	**– 16,9**	**20,9**	**38,6**	**– 17,7**	**20,6**	**42,7**	**– 22,2**
Secteur des administrations publiques	13,3	24,4	**– 11,1**	13,2	24,3	**– 11,0**	13,3	28,2	**– 14,9**
Autres secteurs	8,3	14,1	**– 5,8**	7,7	14,3	**– 6,6**	7,3	14,5	**– 7,2**
Envois de fonds des travailleurs	0,4	2,5	**– 2,1**	0,4	2,5	**– 2,1**	0,5	2,5	**– 2,1**
Autres transferts	7,9	11,6	**– 3,7**	7,3	11,8	**– 4,5**	6,8	12,0	**– 5,2**
2. COMPTE DE CAPITAL	**1,7**	**9,4**	**– 7,7**	**2,7**	**1,2**	**1,4**	**2,1**	**1,6**	**0,5**
2-1. Transferts en capital	**1,7**	**9,3**	**– 7,6**	**1,8**	**1,2**	**0,7**	**1,9**	**1,5**	**0,5**
Remises de dettes des administrations publiques	–	1,3	**– 1,3**	–	0,6	**– 0,6**	–	0,7	**– 0,7**
Autres transferts des administrations publiques	1,4	0,2	**1,2**	1,5	0,2	**1,2**	1,5	0,2	**1,3**
Remises de dettes des autres secteurs	n.s.	7,6	**– 7,6**	0,1	0,2	**– 0,1**	0,1	0,4	**– 0,3**
Autres transferts des autres secteurs	0,3	0,2	**0,1**	0,3	0,1	**0,1**	0,4	0,2	**0,2**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**0,9**	**0,1**	**0,8**	**0,2**	**0,1**	**0,1**
3. COMPTE FINANCIER	**5 711,1**	**5 701,4**	**9,7**	**6 704,4**	**6 707,7**	**– 3,3**	**7 896,3**	**7 911,5**	**– 15,2**
3-1. Investissements directs	**85,3**	**94,8**	**– 9,4**	**58,3**	**78,9**	**– 20,6**	**101,6**	**143,4**	**– 41,9**
Français à l'étranger	**25,2**	**72,3**	**– 47,1**	**14,7**	**60,6**	**– 45,9**	**40,4**	**133,4**	**– 93,0**
Capital social	25,2	37,0	**– 11,8**	14,7	40,7	**– 25,9**	40,4	69,6	**– 29,2**
Bénéfices réinvestis	–	1,7	**– 1,7**	–	10,5	**– 10,5**	–	13,0	**– 13,0**
Autres opérations	–	33,6	**– 33,6**	–	9,5	**– 9,5**	–	50,8	**– 50,8**
Étrangers en France	**60,1**	**22,5**	**37,7**	**43,6**	**18,3**	**25,3**	**61,2**	**10,1**	**51,1**
Capital social	35,6	20,6	**15,1**	22,5	18,3	**4,2**	25,4	10,1	**15,3**
Bénéfices réinvestis	–	1,9	**– 1,9**	4,8	–	**4,8**	4,9	–	**4,9**
Autres opérations	24,5	–	**24,5**	16,2	–	**16,2**	30,9	–	**30,9**

TABLEAU K.02-1 (suite et fin)

Balance des paiements

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Milliard d'euros

Titres, postes, rubriques	2003			*r* 2004			*p* 2005		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**5 586,2**	**5 580,4**	**5,8**	**6 475,4**	**6 522,0**	**– 46,6**	**7 516,2**	**7 525,4**	**– 9,2**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**3 678,9**	**3 849,5**	**– 170,6**	**4 404,2**	**4 584,1**	**– 179,9**	**4 552,2**	**4 743,5**	**– 191,3**
3-2-1-1. Actions	682,5	724,8	**– 42,3**	734,8	783,9	**– 49,1**	823,2	866,1	**– 42,9**
Secteur bancaire	–	14,4	**– 14,4**	–	19,9	**– 19,9**	9,0	–	**9,0**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	–	27,9	**– 27,9**	–	29,2	**– 29,2**	–	51,9	**– 51,9**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	2 167,5	2 268,7	**– 101,3**	2 733,7	2 853,0	**– 119,3**	2 727,7	2 864,7	**– 137,0**
Secteur des autorités monétaires	–	–	**–**	–	0,5	**– 0,5**	–	1,9	**– 1,9**
Secteur bancaire	–	30,9	**– 30,9**	–	60,1	**– 60,1**	–	79,8	**– 79,8**
Autres secteurs	–	70,4	**– 70,4**	–	58,7	**– 58,7**	–	55,3	**– 55,3**
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	828,9	855,9	**– 27,0**	935,7	947,2	**– 11,5**	1 001,3	1 012,7	**– 11,4**
Secteur bancaire	–	25,9	**– 25,9**	–	3,2	**– 3,2**	–	7,2	**– 7,2**
Autres secteurs	–	1,1	**– 1,1**	–	8,3	**– 8,3**	–	4,1	**– 4,1**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**1 907,3**	**1 730,9**	**176,4**	**2 071,2**	**1 937,9**	**133,3**	**2 964,0**	**2 781,9**	**182,1**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	522,7	504,5	**18,1**	549,9	524,8	**25,0**	520,4	467,8	**52,6**
Secteur bancaire	69,4	71,6	**– 2,2**	54,4	56,9	**– 2,5**	62,0	55,3	**6,7**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	453,3	432,9	**20,3**	495,4	467,9	**27,5**	458,4	412,5	**45,9**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	751,5	607,3	**144,2**	683,5	589,4	**94,1**	982,2	871,4	**110,8**
Secteur des administrations publiques	512,2	452,9	**59,4**	478,6	402,5	**76,1**	754,3	682,4	**71,9**
Secteur bancaire	121,9	74,5	**47,4**	128,3	93,6	**34,6**	150,0	109,3	**40,7**
Autres secteurs	117,4	80,0	**37,4**	76,6	93,3	**– 16,6**	77,9	79,7	**– 1,7**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	633,2	619,1	**14,1**	837,8	823,6	**14,2**	1 461,3	1 442,7	**18,6**
Secteur des administrations publiques	175,2	159,3	**15,9**	216,4	204,5	**11,8**	253,6	251,9	**1,7**
Secteur bancaire	124,5	129,8	**– 5,3**	123,9	121,1	**2,8**	238,3	223,6	**14,7**
Autres secteurs	333,5	330,0	**3,6**	497,5	498,0	**– 0,5**	969,4	967,2	**2,2**
3-3. Produits financiers dérivés	**–**	**6,1**	**– 6,1**	**5,0**	**–**	**5,0**	**8,2**	**–**	**8,2**
Institutions monétaires et financières	–	6,1	**– 6,1**	5,0	–	**5,0**	8,2	–	**8,2**
3-4. Autres investissements	**39,6**	**17,9**	**21,6**	**164,5**	**102,0**	**62,4**	**263,3**	**242,6**	**20,7**
3-4-1. Avoirs	**0,7**	**14,4**	**– 13,7**	**10,6**	**102,0**	**– 91,4**	**7,2**	**235,4**	**– 228,2**
3-4-1-1. Crédits commerciaux	–	0,6	**– 0,6**	–	3,8	**– 3,8**	1,9	–	**1,9**
3-4-1-2. Prêts	0,7	13,8	**– 13,1**	10,6	98,2	**– 87,6**	5,3	235,3	**– 230,1**
Autorités monétaires	0,7	–	**0,7**	9,0	–	**9,0**	2,8	–	**2,8**
Administrations publiques	–	2,3	**– 2,3**	1,6	–	**1,6**	1,4	–	**1,4**
Institutions financières monétaires	–	3,6	**– 3,6**	–	95,8	**– 95,8**	–	235,3	**– 235,3**
Autres secteurs	–	7,9	**– 7,9**	–	2,5	**– 2,5**	1,1	–	**1,1**
3-4-1-3. Autres avoirs	–	n.s.	**n.s.**	–	n.s.	**n.s.**	–	n.s.	**n.s.**
Administrations publiques	–	n.s.	**n.s.**	–	n.s.	**n.s.**	–	n.s.	**n.s.**
Autres secteurs	–	–	**–**	–	–	**–**	–	–	**–**
3-4-2. Engagements	**38,8**	**3,5**	**35,3**	**153,9**	**–**	**153,9**	**256,1**	**7,2**	**248,8**
3-4-2-1. Crédits commerciaux	–	3,0	**– 3,0**	7,4	–	**7,4**	4,3	–	**4,3**
3-4-2-2. Prêts	38,8	0,5	**38,3**	146,5	–	**146,5**	251,8	7,2	**244,5**
Autorités monétaires	1,8	–	**1,8**	1,4	–	**1,4**	–	2,6	**– 2,6**
Administrations publiques	–	0,5	**– 0,5**	1,9	–	**1,9**	–	4,6	**– 4,6**
Institutions financières monétaires	34,7	–	**34,7**	134,6	–	**134,6**	233,0	–	**233,0**
Autres secteurs	2,3	–	**2,3**	8,6	–	**8,6**	18,8	–	**18,8**
3-4-2-3. Autres engagements	–	–	**–**	–	–	**–**	–	–	**–**
3-5. Avoirs de réserve	**–**	**2,2**	**– 2,2**	**1,2**	**4,7**	**– 3,5**	**7,1**	**0,1**	**7,1**
Or	–	–	**–**	0,4	–	**0,4**	1,9	–	**1,9**
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	0,1	**– 0,1**	–	0,1	**– 0,1**	–	0,1	**– 0,1**
Position de réserve au FMI	–	1,1	**– 1,1**	0,8	–	**0,8**	1,4	–	**1,4**
Devises étrangères	–	1,0	**– 1,0**	–	4,6	**– 4,6**	3,8	–	**3,8**
Créances sur la BCE (Banque centrale européenne)	–	–	**–**	–	–	**–**	–	–	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**–**	**9,1**	**– 9,1**	**7,4**	**–**	**7,4**	**41,6**	**–**	**41,6**
TOTAL GÉNÉRAL	**6 218,5**	**6 218,5**	**–**	**7 256,1**	**7 256,1**	**–**	**8 515,8**	**8 515,8**	**–**

TABLEAU K.02-2

Balance des paiements en 2005 entre la France et la zone euro, l'UE à 25 et l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale du Trésor et de la politique économique)
Banque de France (Direction de la Balance des paiements)

Unité : Milliard d'euros

Titres, postes, rubriques	Pays membres de la zone euro		Pays membres de l'UE à 25		OCDE	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**265,1**	**286,6**	**364,6**	**385,5**	**470,6**	**479,1**
1-1. Biens	**177,0**	**193,7**	**228,9**	**237,2**	**282,7**	**291,9**
Marchandises générales	172,3	188,1	222,8	229,7	275,0	282,5
Avitaillement	0,1	0,1	0,9	1,2	0,9	1,8
Travail à façon et réparations	4,7	5,5	5,2	6,4	6,7	7,5
1-2. Services	**27,6**	**32,9**	**45,4**	**45,4**	**70,8**	**64,6**
Transports	5,9	7,1	9,3	10,2	15,0	16,1
Voyages	14,4	10,5	20,5	13,1	29,7	17,1
Services de communication	1,2	0,8	2,0	1,2	2,4	1,4
Services de construction	0,3	0,4	0,6	0,6	0,9	0,8
Services d'assurances	0,6	1,1	0,9	1,6	1,3	2,0
Services financiers	0,2	0,5	0,3	1,0	0,7	1,7
Services d'informatique et d'information	0,4	0,5	0,6	0,8	1,3	1,4
Redevances et droits de licence	1,0	0,5	1,8	1,3	4,2	2,5
Autres services aux entreprises	3,0	10,5	7,9	14,2	13,3	19,2
Services personnels, culturels et récréatifs	0,6	0,9	0,9	1,3	1,5	2,1
Services des administrations publiques	n.s.	0,1	0,5	0,1	0,5	0,2
1-3. Revenus	**56,5**	**49,9**	**72,9**	**71,7**	**97,4**	**87,5**
1-3-1. Rémunérations des salariés	4,7	0,6	5,0	0,8	9,3	1,1
1-3-2. Revenus des investissements	51,7	49,4	67,9	70,9	88,1	86,4
1-4. Transferts courants	**4,0**	**10,1**	**17,4**	**31,2**	**19,8**	**35,1**
Secteur des administrations publiques	1,1	3,0	12,7	22,2	13,2	23,0
Autres secteurs	2,9	7,1	4,7	9,0	6,5	12,2
2. COMPTE DE CAPITAL	**0,1**	**0,2**	**1,7**	**0,2**	**2,0**	**0,3**
3. COMPTE FINANCIER	...	...	...	...	...	...
3-1. Investissements directs	**–**	**21,0**	**–**	**30,0**	**–**	**39,0**
Français à l'étranger	–	51,0	–	67,0	–	87,0
Étrangers en France	30,0	–	37,0	–	48,0	–
3-2. Investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
3-2-1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)	**–**	**120,0**	**–**	**127,0**	**–**	**170,0**
3-2-1-1. Actions	–	14,0	–	16,0	–	40,0
3-2-1-2. Obligations	–	96,0	–	101,0	–	118,0
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	–	9,0	–	10,0	–	12,0
3-2-2. Engagements (non-résidents sur titres émis par résident)	...	...	...	...	...	...
3-2-2-1. Actions	...	...	...	...	...	...
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	...	...	...	...	...
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	...	...	...	...	...	...
3-3. Produits financiers dérivés	**4,0**	**–**	**3,0**	**–**	**11,0**	**–**
3-4. Autres investissements	**–**	**29,0**	**–**	**24,0**	**–**	**4,0**
3-4-1. Avoirs	**–**	**59,0**	**–**	**192,0**	**–**	**215,0**
3-4-1-2. Prêts	–	59,0	–	192,0	–	215,0
3-4-1-3. Autres avoirs	–	–	–	–	–	–
3-4-2. Engagements	**30,0**	**–**	**168,0**	**–**	**211,0**	**–**
3-4-2-2. Prêts	30,0	–	168,0	–	211,0	–
3-4-2-3. Autres engagements	–	–	–	–	–	–
3-5. Avoirs de réserve	...	...	...	...	...	...
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	...	...	...	...	...	...

TABLEAU K.02-3

Transactions courantes entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes en 2005

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	Total	*dont* :		
		Biens	Services	Revenus
Union européenne à 25 :				
Allemagne	**– 14,3**	– 16,0	– 2,8	4,5
Autriche	**0,7**	n.s.	– 0,1	0,8
Belgique	**– 14,2**	– 5,6	4,3	– 12,9
Danemark	**– 0,1**	– 0,5	0,3	0,1
Espagne	**7,5**	8,2	– 6,1	5,4
Finlande	**n.s.**	– 0,6	0,1	0,6
Grèce	**3,7**	2,8	– 0,1	1,0
Irlande	**– 2,3**	– 3,0	– 0,3	1,1
Italie	**4,4**	– 1,5	– 0,4	6,4
Luxembourg	**– 6,8**	– 0,2	– 0,6	– 6,0
Pays-Bas	**2,9**	– 1,6	0,9	3,6
Portugal	**2,1**	0,9	– 0,2	1,4
Royaume-Uni	**6,7**	8,3	4,1	– 5,8
Suède	**– 0,3**	– 0,4	– 0,1	0,2
Nouveaux pays membres de l'UE	**2,1**	0,9	0,5	0,8
Australie	**2,0**	1,6	n.s.	0,4
Canada	**1,3**	0,7	– 0,2	0,8
États-Unis	**10,4**	3,7	4,2	2,4
Japon	**– 2,1**	– 4,5	1,3	1,1
Norvège	**– 4,5**	– 4,9	– 0,3	0,8
Suisse	**5,5**	1,7	1,1	2,7
Turquie	**1,5**	1,2	0,2	0,2

TABLEAU K.02-4

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
U.E.B.L. (1) :						
Compte de transactions courantes	13,221	12,352	10,496	...	...	...
Compte de capital	− 0,051	− 0,231	0,029	...	...	...
Compte financier	− 10,891	− 8,981	− 10,527	...	...	...
Avoirs de réserves (bruts)	1,752	1,041	− 1,611	...	...	...
Erreurs et omissions (nettes)	− 2,281	− 3,141	0,003	...	...	...
Belgique :						
Compte de transactions courantes	...	...	...	12,338	11,284	9,596
Compte de capital	...	...	...	− 0,622	− 0,843	− 0,343
Compte financier	...	...	...	− 6,852	2,752	0,238
Avoirs de réserves (bruts)	...	...	...	0,037	1,528	0,784
Erreurs et omissions (nettes)	...	...	...	− 4,866	− 13,193	− 9,492
Luxembourg :						
Compte de transactions courantes	...	...	...	2,588	1,976	2,182
Compte de capital	...	...	...	− 0,179	− 0,158	− 0,244
Compte financier	...	...	...	− 1,721	− 1,616	− 2,829
Avoirs de réserves (bruts)	...	...	...	− 0,037	− 0,096	− 0,006
Erreurs et omissions (nettes)	...	...	...	− 0,689	− 0,201	0,892
Danemark :						
Compte de transactions courantes	2,860	2,455	5,418	3,677	6,169	4,785
Compte de capital	0,120	− 0,012	0,016	0,162	− 0,006	0,010
Compte financier	− 2,018	2,399	− 10,090	− 1,834	− 8,685	− 14,173
Avoirs de réserves (bruts)	− 8,977	5,992	− 3,707	− 5,893	− 4,141	1,149
Erreurs et omissions (nettes)	− 0,961	− 4,841	4,657	− 2,005	2,522	9,378
France :						
Compte de transactions courantes	**38,960**	**20,168**	**32,138**	**11,685**	**10,457**	**− 3,135**
Compte de capital	**1,337**	**1,511**	**− 0,344**	**− 0,204**	**− 7,293**	**1,400**
Compte financier	**− 46,015**	**− 32,688**	**− 30,934**	**− 17,398**	**10,865**	**0,867**
Avoirs de réserves (bruts)	**1,359**	**2,641**	**6,221**	**4,213**	**− 1,129**	**− 2,667**
Erreurs et omissions (nettes)	**5,718**	**11,009**	**− 0,860**	**5,915**	**− 14,030**	**0,869**
Allemagne :						
Compte de transactions courantes	− 23,980	− 32,128	3,427	48,499	45,487	83,576
Compte de capital	− 0,142	6,716	− 0,365	− 0,240	0,313	0,413
Compte financier	− 11,983	37,138	− 11,918	− 43,876	− 46,536	− 110,122
Avoirs de réserves (bruts)	13,248	5,668	6,108	2,103	0,606	1,455
Erreurs et omissions (nettes)	36,105	− 11,727	8,855	− 4,382	0,737	26,132
Grèce :						
Compte de transactions courantes	− 6,847	− 10,659	− 10,505	− 10,182	− 11,124	− 10,589
Compte de capital	2,075	2,292	2,406	1,626	1,250	2,408
Compte financier	4,732	8,962	6,969	10,323	9,650	7,881
Avoirs de réserves (bruts)	− 2,285	− 2,793	6,369	− 1,980	4,184	2,639
Erreurs et omissions (nettes)	0,039	− 0,597	1,130	− 1,767	0,223	0,300
Irlande :						
Compte de transactions courantes	0,230	− 0,386	− 0,771	− 1,170	0,079	− 1,146
Compte de capital	0,557	1,166	0,710	0,544	0,112	0,419
Compte financier	− 2,075	8,456	− 0,424	0,808	− 1,410	4,257
Avoirs de réserves (bruts)	1,852	− 0,131	− 0,441	0,310	1,675	1,156
Erreurs et omissions (nettes)	1,289	− 9,236	0,485	− 0,182	1,218	− 3,529
Italie :						
Compte de transactions courantes	7,613	− 6,275	− 0,729	− 9,955	− 17,194	− 12,191
Compte de capital	2,782	3,125	0,945	− 0,085	2,606	2,130
Compte financier	− 8,789	4,621	− 3,332	8,558	17,120	8,867
Avoirs de réserves (bruts)	7,557	− 3,524	0,657	− 3,367	− 0,988	2,291
Erreurs et omissions (nettes)	− 1,606	− 1,471	3,114	1,482	− 2,532	1,195

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU K.02-4 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*r* 2002	*r* 2003	*p* 2004
Pays-Bas :						
Compte de transactions courantes	12,198	7,399	8,757	10,750	14,533	18,663
Compte de capital	– 0,201	– 0,105	– 3,576	– 0,579	– 1,797	0,304
Compte financier	– 4,969	– 8,361	0,955	– 13,195	– 19,641	– 10,211
Avoirs de réserves (bruts)	4,328	– 0,238	0,392	0,140	0,815	0,804
Erreurs et omissions (nettes)	– 7,028	1,068	– 6,136	3,024	6,905	– 8,756
Royaume-Uni :						
Compte de transactions courantes	– 36,877	– 39,817	– 35,589	– 26,108	– 24,366	– 33,733
Compte de capital	1,170	2,506	1,931	1,407	1,901	2,920
Compte financier	33,689	22,523	30,939	14,798	33,197	17,575
Avoirs de réserves (bruts)	0,972	– 5,753	4,980	0,675	2,297	– 0,328
Erreurs et omissions (nettes)	2,016	14,789	2,719	9,903	– 10,732	13,238
Espagne :						
Compte de transactions courantes	– 16,763	– 25,047	– 26,350	– 24,006	– 28,120	– 44,603
Compte de capital	6,499	5,207	5,376	7,689	8,217	8,538
Compte financier	11,169	19,678	21,488	15,902	18,954	37,080
Avoirs de réserves (bruts)	21,395	3,126	1,499	– 3,921	13,723	5,164
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,905	0,162	– 0,515	0,414	0,949	– 1,014
Portugal :						
Compte de transactions courantes	– 9,135	– 12,026	– 13,841	– 9,686	– 7,032	– 10,214
Compte de capital	2,308	1,641	1,195	2,025	2,667	2,259
Compte financier	8,345	11,289	11,340	7,071	4,595	9,409
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,203	– 0,403	– 0,952	– 1,081	5,719	1,500
Erreurs et omissions (nettes)	– 1,517	– 0,904	– 0,150	0,590	– 0,229	– 1,455
Suisse :						
Compte de transactions courantes	26,823	36,223	25,192	26,124	39,609	48,522
Compte de capital	– 0,483	– 3,843	1,702	– 1,232	– 0,591	– 1,135
Compte financier	– 28,491	– 28,136	– 41,896	– 26,970	– 25,297	– 54,735
Avoirs de réserves (bruts)	2,520	4,574	– 0,695	– 2,709	– 3,017	– 1,303
Erreurs et omissions (nettes)	2,151	– 4,243	15,002	2,077	– 13,721	7,348
Canada :						
Compte de transactions courantes	1,657	21,298	18,194	14,298	11,837	17,719
Compte de capital	3,191	3,887	4,158	3,342	2,519	2,734
Compte financier	– 11,170	– 19,776	– 15,401	– 12,197	– 13,319	– 16,706
Avoirs de réserves (bruts)	– 5,569	– 4,038	– 2,427	0,197	2,884	2,284
Erreurs et omissions (nettes)	6,322	– 5,410	– 6,951	– 5,444	– 1,037	– 3,746
États-Unis :						
Compte de transactions courantes	– 281,657	– 451,522	– 435,216	– 504,956	– 460,436	– 538,067
Compte de capital	– 4,588	– 1,008	– 1,368	– 1,448	– 2,848	– 1,328
Compte financier	221,628	527,904	447,251	531,625	496,737	470,831
Avoirs de réserves (bruts)	8,191	– 0,320	– 5,506	– 3,923	1,355	2,258
Erreurs et omissions (nettes)	64,617	– 75,373	– 10,669	– 25,221	– 33,453	68,564
Japon :						
Compte de transactions courantes	107,567	129,879	98,114	119,486	120,686	138,576
Compte de capital	– 15,456	– 10,050	– 3,206	– 3,529	– 3,542	– 3,861
Compte financier	– 108,035	– 138,137	– 99,063	– 116,370	– 102,093	– 111,435
Avoirs de réserves (bruts)	– 71,574	– 53,136	– 45,244	– 49,022	– 165,818	– 129,552
Erreurs et omissions (nettes)	15,923	18,306	4,155	0,412	– 11,815	– 23,280

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU K.02-5A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Million d'euros

Secteur économique (2)	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Agriculture et pêche	**– 17**	**– 22**	**– 65**	**– 71**	**– 67**	**– 48**	**– 70**
Mines et carrières	**– 17**	**– 8**	**– 23**	**– 304**	**– 20**	**– 23**	**– 1 541**
Houille, pétrole, gaz	24	1	– 12	– 280	– 15	– 30	– 1 563
Autres produits issus de l'extraction	– 41	– 9	– 11	– 24	– 5	7	22
Produits manufacturés	**– 15 351**	**– 19 186**	**– 13 635**	**– 8 778**	**– 11 292**	**– 5 532**	**– 8 530**
Produits alimentaires	47	– 1 297	– 553	482	– 312	– 54	– 630
Textiles et habillement	103	– 60	– 183	– 361	– 170	– 69	– 132
Bois, édition et imprimerie	– 124	– 229	– 665	– 691	– 353	– 665	– 432
Produits pétroliers raffinés et autres	– 274	25	– 213	– 206	– 279	– 49	– 321
Produits chimiques	– 1 315	– 2 769	– 1 942	– 599	– 3 152	– 3 963	– 1 242
Caoutchouc et matières plastiques	– 517	– 540	– 241	711	– 106	– 149	– 51
Métaux ferreux et non ferreux	– 973	42	– 595	– 562	– 213	191	– 1 247
Construction mécanique	– 193	– 237	– 336	– 1 467	– 319	45	116
Équipement bureau et informatique	– 527	– 412	– 207	– 598	– 401	117	– 226
Matériel de communication	– 488	– 440	125	– 188	938	– 272	– 166
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 4 409	– 6 702	– 2 347	– 3 959	– 3 973	– 271	– 3 578
Autres produits manufacturés	– 6 681	– 6 567	– 6 478	– 1 340	– 2 951	– 393	– 621
Électricité, gaz naturel et eau	**– 17 371**	**– 27 683**	**– 869**	**– 1 550**	**3 674**	**1 361**	**– 9 856**
Bâtiment et génie civil	**– 411**	**– 281**	**– 624**	**– 604**	**– 776**	**– 589**	**– 626**
Récupération, réparation, commerce	**– 4 834**	**– 6 389**	**– 9 647**	**– 9 455**	**– 8 295**	**– 6 157**	**– 11 544**
Restauration et hébergement	**– 124**	**– 19**	**– 69**	**– 77**	**– 333**	**– 32**	**– 108**
Transports et communications	**– 2 350**	**– 53 328**	**1 174**	**– 1 696**	**1 208**	**– 2 390**	**– 8 170**
Transports intérieurs	– 1 176	– 198	– 249	– 332	– 208	– 107	– 383
Transports maritimes et cabotage	2	– 31	– 1	– 36	– 60	– 90	– 140
Transport aérien	– 38	84	– 7	– 4	– 19	– 377	784
Télécommunications	– 739	– 51 968	2 167	– 973	2 020	– 947	– 7 509
Autres transports et communications	– 399	– 1 215	– 736	– 351	– 526	– 869	– 922
Intermédiation financière	**– 13 175**	**– 18 040**	**– 21 031**	**– 17 141**	**– 10 510**	**– 2 487**	**– 9 510**
Intermédiation monétaire	– 3 533	– 2 545	– 5 905	– 11 590	– 3 718	– 4 795	– 3 132
Autre intermédiation financière	736	– 11 665	– 8 842	– 4 370	– 5 130	2 753	– 5 923
Assurances et activités annexes	– 177	– 490	– 142	– 1 573	– 1 706	– 445	– 455
Opérations immobilières et commerciales	**– 52 292**	**– 59 135**	**– 50 619**	**– 22 798**	**– 18 809**	**– 18 743**	**– 28 471**
Opérations immobilières	– 345	– 533	– 14	334	– 808	– 689	– 1 503
Informatique	– 446	– 641	– 276	– 2 527	– 1 075	– 652	– 1 211
Recherche et développement	6	– 23	– 37	– 120	– 197	– 43	– 42
Autres activités commerciales	– 42 609	– 56 496	– 36 322	– 20 279	– 16 627	– 16 894	– 25 092
Publicité	– 1 085	– 145	– 620	– 85	– 67	– 167	– 236
Autres activités immobilières et commerciales	– 7 813	– 1 297	– 13 350	– 121	– 36	– 298	– 387
Autres services	**– 1 456**	**– 714**	**– 1 111**	**– 665**	**– 163**	**– 320**	**– 652**
Montants non ventilés (3)	**– 11 671**	**– 7 795**	**– 444**	**9 543**	**– 1 706**	**– 10 992**	**– 13 922**
TOTAL	**– 119 069**	**– 192 600**	**– 96 963**	**– 53 596**	**– 47 090**	**– 45 906**	**– 93 000**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins (-) correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins (-) correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la Naf.
(3) Le montant non ventilé agrège : des secteurs non ventilés, les bénéfices réinvestis et d'autres opérations à court terme ventilées seulement depuis 1996.

TABLEAU K.02-5B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Million d'euros

Secteur économique (2)	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
Agriculture et pêche	**44**	**5**	**9**	**39**	**25**	**7**	**– 5**
Mines et carrières	**42**	**– 1**	**12**	**51**	**78**	**101**	**58**
Houille, pétrole, gaz	–	– 1	12	38	78	62	49
Autres produits issus de l'extraction	42	–	–	13	–	39	9
Produits manufacturés	**8 131**	**14 897**	**11 906**	**20 262**	**10 049**	**3 263**	**7 945**
Produits alimentaires	2 930	560	336	52	80	292	201
Textiles et habillement	149	103	80	147	204	130	123
Bois, édition et imprimerie	453	432	822	921	616	686	920
Produits pétroliers raffinés et autres	– 378	892	905	– 74	24	– 119	433
Produits chimiques	698	836	1 466	8 521	1 303	– 291	1 262
Caoutchouc et matières plastiques	383	86	290	212	442	278	375
Métaux ferreux et non ferreux	461	183	298	4 450	2 249	475	1 055
Construction mécanique	263	923	375	534	518	286	– 8
Équipement bureau et informatique	138	34	557	73	95	44	47
Matériel de communication	– 138	1 055	739	639	1 396	– 1 230	456
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	1 438	7 575	1 772	3 269	– 1	1 605	1 895
Autres produits manufacturés	1 734	2 218	4 266	1 520	3 123	1 107	1 186
Électricité, gaz naturel et eau	**1 008**	**418**	**642**	**399**	**– 128**	**– 131**	**685**
Bâtiment et génie civil	**– 7**	**39**	**46**	**718**	**211**	**138**	**287**
Récupération, réparation, commerce	**2 539**	**1 854**	**2 343**	**101**	**– 506**	**– 3 108**	**– 2 796**
Restauration et hébergement	**16**	**16**	**47**	**182**	**103**	**64**	**2**
Transports et communications	**– 285**	**1 881**	**5 882**	**– 939**	**1 747**	**2 728**	**351**
Transports intérieurs	18	44	36	– 1	33	100	62
Transports maritimes et cabotage	– 7	53	50	232	228	106	52
Transport aérien	28	–	79	25	47	42	1
Télécommunications	– 360	1 536	4 551	– 1 753	740	1 763	– 159
Autres transports et communications	36	248	1 166	558	700	717	395
Intermédiation financière	**4 359**	**10 684**	**4 247**	**5 805**	**7 437**	**3 616**	**4 933**
Intermédiation monétaire	– 366	5 607	530	1 922	– 915	– 112	73
Autre intermédiation financière	3 252	2 907	1 784	3 607	8 516	3 673	4 847
Assurances et activités annexes	855	459	330	– 661	– 217	55	13
Opérations immobilières et commerciales	**25 616**	**14 558**	**33 832**	**29 521**	**19 955**	**13 107**	**33 663**
Opérations immobilières	3 613	1 091	2 230	2 651	1 490	2 143	5 737
Informatique	927	1 705	476	2 571	1 203	741	1 175
Recherche et développement	52	81	538	272	165	372	307
Autres activités commerciales	19 055	10 010	23 048	23 917	16 652	10 624	26 198
Publicité	173	316	411	70	188	– 303	19
Autres activités immobilières et commerciales	1 796	1 355	7 129	39	256	– 470	227
Autres services	**433**	**– 26**	**273**	**739**	**69**	**231**	**130**
Montants non ventilés (3)	**1 792**	**2 627**	**– 2 832**	**– 4 776**	**– 1 387**	**5 250**	**5 867**
TOTAL	**43 688**	**46 952**	**56 407**	**52 103**	**37 654**	**25 266**	**51 120**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins (-) correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins (-) correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la Naf.
(3) Le montant non ventilé agrège : des secteurs non ventilés, les bénéfices réinvestis, d'autres opérations à court terme ventilées seulement depuis 1996.

TABLEAU K.02-6

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Source : Banque de France (Direction de la Balance des paiements) — *Unité* : Million d'euros

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	*r* 2004	2005
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)							
Investissements français en UE	– 74 445	– 109 915	– 62 126	– 24 860	– 31 422	– 36 671	– 66 870
Investissements UE en France	35 972	42 955	48 519	39 712	26 925	23 448	36 546
NOUVEAUX PAYS MEMBRES DE L'UE (3)							
Investissements français dans les nouveaux membres de l'UE	///	///	///	///	///	– 3 236	– 1 616
Investissements des nouveaux membres de l'UE en France	///	///	///	///	///	266	121
ALLEMAGNE							
Investissements français en Allemagne	– 28 693	– 2 586	– 9 129	– 5 234	– 5 645	– 7 981	142
Investissements allemands en France	2 787	4 247	7 217	10 066	892	3 846	5 710
U.E.B.L. (4)							
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 28 334	– 18 309	– 25 549	– 8 072	3 311	– 9 961	– 12 323
Investissements U.E.B.L. en France	11 954	1 800	14 533	10 911	16 116	5 999	8 961
DANEMARK							
Investissements français au Danemark	– 170	– 522	– 1 046	661	– 1	272	– 4 248
Investissements danois en France	314	1 121	438	– 204	159	827	165
ESPAGNE							
Investissements français en Espagne	– 707	– 2 003	– 3 279	– 2 219	– 1 566	– 989	– 7 290
Investissements espagnols en France	4 736	934	248	1 438	1 274	2 763	4 882
GRÈCE							
Investissements français en Grèce	– 9	– 104	– 64	214	– 248	– 146	– 148
Investissements grecs en France	– 8	3	1	15	17	– 3	66
IRLANDE							
Investissements français en Irlande	– 1 472	– 880	– 1 881	– 2 462	– 2 745	– 1 206	– 7 043
Investissements irlandais en France	1 177	344	698	208	– 198	415	4 208
ITALIE							
Investissements français en Italie	– 955	– 3 354	– 4 159	– 114	– 2 309	– 1 483	– 11 546
Investissements italiens en France	1 571	1 181	765	– 481	– 105	1 978	922
PAYS–BAS							
Investissements français aux Pays-Bas	– 4 896	– 17 091	– 911	– 1 885	– 9 527	– 6 415	– 11 713
Investissements des Pays-Bas en France	11 257	14 948	9 486	– 32	3 653	131	5 530
PORTUGAL							
Investissements français au Portugal	– 327	– 209	– 314	– 337	– 731	– 280	– 853
Investissements portugais en France	87	83	85	44	208	108	80
ROYAUME-UNI							
Investissements français au Royaume-Uni	– 8 496	– 63 443	– 14 002	– 4 224	– 10 840	– 7 519	– 11 071
Investissements du Royaume-Uni en France	1 471	16 720	12 546	16 511	3 776	6 717	6 057
SUISSE							
Investissements français en Suisse	2 565	– 1 216	– 169	– 2 074	– 4 447	– 1 867	– 5 471
Investissements suisses en France	3 304	251	513	497	567	1 159	1 845
ÉTATS-UNIS							
Investissements français aux États-Unis	– 25 161	– 35 289	– 19 252	– 16 530	– 5 011	– 1 817	– 9 170
Investissements des États-Unis en France	3 265	3 060	6 546	6 238	2 835	5 197	9 270
CANADA							
Investissements français au Canada	– 664	– 31 905	– 272	– 301	– 1 035	3 823	– 550
Investissements canadiens en France	120	246	– 34	457	4 302	– 360	– 791
JAPON							
Investissements français au Japon	– 5 225	– 2 499	– 182	– 2 468	– 2 685	– 1 621	– 2 196
Investissements japonais en France	307	– 121	– 304	3 282	562	438	318

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15 depuis 1995.
(3) Nouveaux pays membres : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie.
(4) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.